ACTES

Journées d'Etudes

L'âge et le pouvoir en question.
Intégration et exclusion des personnes âgées dans les décisions publiques et privées.

JOURNEE 1 : Pouvoir et influence d'un groupe social dans un monde en vieillissement

Table des matières

SOMMAIRE....4

Table ronde 1 : L' « âge du capitaine » et le pouvoir des « vieux » sur la société … Regards croisé : Afrique, Asie, Amérique du Sud 7
DAYORO « Logique socio-anthropologique et champ de pouvoir des personnes âgées dans une société à classe d'âge : les lodjoukrou de Yassap au sud de la Côte d'Ivoire » 10
MAWATA « La vieille personne épouvantail de la politique africaine....22
SAKANDE « L'impact de la conception et des pouvoirs traditionnels de l'âge sur les structures locales de décision, dans le contexte national de la décentralisation au Burkina Faso »....29
POBLETE « Un trou noir : Les enjeux de la dépendance pour les retraités argentins de 2010 » 50
KIM LESCARRET « La sortie du travail des salariés âgés : une exclusion légitimée ? Le cas de la Corée du Sud, dans une perspective comparée »....60
SAKANDE « Le statut socioéconomique du retraité dans le contexte de la modernisation des cadres africains, l'expérience burkinabè » 71

Table ronde 2 : Une autre forme de pouvoir ? La participation sociale des retraités. 77
NOWIK, MOREL « Les formes d'engagement des retraités dans la vie associative » 78
CORTEEL « Un nouvel âge du bénévolat cheminot ? »....95
MALLON, GUCHER « Vieillissement des espaces ruraux et engagements politique et social »....105
SEVIGNY « Le bénévolat : espace de prise de pouvoir par l'action de proximité ».118
HUGENTOBLER, HUMMEL « La mise en scène de la participation sociale des retraités : l'exemple des initiatives intergénérationnelles »....128

Table ronde 3 : Le pouvoir a-t-il un sexe et un état civil ?....134
Présentation de la table ronde par M. Charpentier 134
BUCCO, LOISEAU « La classe ouvrière et son épouse », ou Le syndicalisme et « ses » ménagères au moment de la retraite » 136
SOULIERES, CHARPENTIER « Le pouvoir d'agir des femmes aînées en milieu d'hébergement : une perspective féministe » 148
REGUER « Genre et pouvoir associatif. Les associations ont-elles un genre ? » 157
PEREZ SALANOVA « Femmes âgées occupant "positions formelles du pouvoir »173

Table ronde 4 : La place des aînés dans la construction des politiques publiques. Quelle intégration pour des aînés ou des groupes d'aînés dans les décisions publiques ? 188
CLEMENT « Les Conseils des sages et d'anciens : véritables contrepouvoirs locaux ? (aspects juridiques de la participation des aînés au processus de décision locale) ».. 190
CORNET « Difficultés et enjeux de la représentation des usagers âgés dans la conception et l'aménagement des transports publics pour améliorer leur accessibilité : Le Cas des Transports publics » 197
MORIN, BEAULIEU « L'indexation des pensions de retraite : quelle représentation pour les regroupements d'aînés au Québec ? » 206

Table ronde 5 : La défense des intérêts des retraités et personnes âgées : Organisations, alliances et formes de pouvoirs. 218
THOMAS « Les coalitions de personnes aînées dans l'élaboration des politiques publiques relatives à la vieillesse au Québec »..... 221
ELETA DE FILLIPIS « Larticipation et représentation sociale : l'exemple de la réforme de retraites en Argentine ». 227
MASHKOVA, VIRIOT DURANDAL « Le pouvoir gris comme un objet protéiforme : L'exemple de la défense des intérêts par l'économique par l'AARP aux Etats-Unis ». 230

Table ronde n°6 : Défense du droit de vieillir n'est pas un monopole. Au-delà des organisations de retraités : seniors actifs, organisations professionnelles, associations de familles et de malades... défenseurs du droit de vieillir dans nos société contemporaines ? 245
POUSSOU « Quand des collectifs de cadres seniors tentent de se poser en groupes d'intérêt. Chronique d'une défense *en nom(s) propre(s)* d'un droit au travail en fin de carrière ». 245
REGUER « Vieillir, c'est vivre ! Une association généraliste, plurielle, indicatrice d'un mouvement citoyen » 260
NGATCHA – RIBERT « Légitimité et difficulté d'un engagement associatif à la croisée de la santé et de la vieillesse : l'exemple de la maladie d'Alzheimer »..... 275

SOMMAIRE

Table ronde n°1 : L' « âge du capitaine » et le pouvoir des « vieux » sur la société. Regards croisés : Afrique, Amériques, Asie…

Modération : Jacqueline Trincaz (Anthropologue, Université Paris 12)

- K. Z. Dayoro (Université de Cocody à Abidjan, Côte d'Ivoire) « Logique socio anthropologique et champ de pouvoir des personnes âgées dans une société à classe d'âge : les lodjoukrou de Yassap au sud de la Côte d'Ivoire »
- A. Mawata (GEPECS, Université Paris Descartes) « La vieille personne épouvantail de la politique africaine »
- I. Sakande (Université de Ouagadougou, Burkina Faso) « L'impact de la conception et des pouvoirs traditionnels de l'âge sur les structures locales de décision, dans le contexte national de la décentralisation au Burkina Faso »
- L. Labidi (Centre de Recherche et d'Expertise en Gérontologie Sociale, CSSS Cavendish) « Intégration de la personne âgée tunisienne dans la sphère familiale. Vers un nouveau modèle de relations entre l'aîné et les autres générations »
- L. Poblete (Université de Lille 3, CEMS (EHESS) « Un trou noir : Les enjeux de la dépendance pour les retraités argentins de 2010 »
- H.R. Kim-Lescarret (Sciences Po (Paris), post-doc Université de Hallym (Corée), GEPECS) « La sortie du travail des personnes âgées : une exclusion légitimée. Le cas de la Corée, dans une perspective comparée »
- I.Sakande (Université de Ouagadougou, Burkina Faso) « Le statut socioéconomique du retraité dans le contexte de la modernisation des cadres africains, l'expérience burkinabé »

Table ronde n°2 : Une autre forme de pouvoir ? La participation sociale des retraités.

Modération : Monique Legrand (Université de Nancy 2), **Simone Pennec** (Université de Bretagne Occidentale),

- L. Nowik (CITERES, Université de Tours) et G. Morel (CITERES, Université de Tours) « Les formes d'engagement des retraités dans la vie associative »
- B. Corteel (GEPECS, Université Paris Descartes) « Un nouvel âge du bénévolat cheminot ? »
- Mallon (GRS, Université de Lyon II) et C. Gucher (IUT2, Université Pierre Mendès France, Grenoble ; Centre Pluridisciplinaire De Gérontologie) « Vieillissement des espaces ruraux et engagements politique et social »
- Sevigny (Université de Laval, Canada) « Le bénévolat : espace de prise de pouvoir par l'action de proximité »
- V. Hugentobler (Institut Universitaire Ages et Générations, Suisse) et C. Hummel (Université de Genève, Suisse) « La mise en scène de la participation sociale des retraités : l'exemple des initiatives intergénérationnelles »

Table ronde n°3 : Le pouvoir a-t-il un sexe et un état civil ?

Modération : Daniel Reguer (CIRTAI, (CNRS), IUT Département Carrières sociales Université du Havre), **Maryse Soulières** (Ecole de Travail Social ; Université du Québec à Montréal, Canada)

- D. Bucco (GRASS, Inspecteur de travail) et D. Loiseau (GREGUM, Université du Maine) « La classe ouvrière et son épouse, ou le syndicalisme et "ses" ménagères au moment de la retraite »
- M. Soulières (Ecole de Travail Social ; Université du Québec à Montréal, Canada), M.Charpentier « Le pouvoir d'agir des femmes aînées en milieu d'hébergement : une perspective féministe »
- D. Reguer (CIRTAI, (CNRS), IUT Département Carrières sociales Université du Havre) « Genre et pouvoir associatif. Les associations ont-elles un sexe ?»
- M. Perez Salanova (Institut du Vieillissement Universitat Autònoma de Barcelona, Espagne) « Femmes âgées quand elles occupent "des positions formelles du pouvoir »

Table ronde n°4 : Construire les politiques publiques en collaboration avec les retraités... Intégration et exclusion d'un groupe social dans les décisions publiques.

Modération : Marie Beaulieu (Université de Sherbrooke, Canada)

- F. Clement (Université Paris II) « Les Conseils des sages et d'anciens en France : véritables contrepouvoirs locaux ? »
- A. Lambelet (Université de Lausanne, Suisse) « Le Conseil suisse des aînés : quelle audience pour quelles personnes âgées ?"
- G. Cornet (Société Française de technologie pour l'Autonomie et de Gérontechnologie) « Difficultés et enjeux de la représentation des usagers âgés dans la conception et l'aménagement des transports publics pour améliorer leur accessibilité. Le cas des transports publics »
- M. Beaulieu (Université de Sherbrooke, Canada) et C. Morin (Centre de Recherche sur le Vieillissement - CSSS-IUGS, Canada) « L'indexation des pensions de retraite : quelle représentation pour les regroupements d'aînés au Québec ? »

Table ronde n°5 : La défense des intérêts des retraités et personnes âgées : Organisations, alliances et formes de pouvoirs

Modération : Jean-Philippe Viriot-Durandal (GEPECS ; Université de Franche-Comté).

- D. Thomas (Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Canada) « Les coalitions de personnes aînées dans l'élaboration des politiques publiques relatives à la vieillesse au Québec »
- E. Mashkova (GEPECS - CEMS, Université Paris Descartes), A. Tamaro Hans (Université Paris I) et J.- Ph. Viriot Durandal (GEPECS ; Université de Franche-

Comté) « Le pouvoir gris comme un objet protéiforme. L'exemple de la défense des intérêts par l'économique par l'AARP aux Etats-Unis »
- R. Eleta De Fillipis (CIRTAI, Université du Havre) « Participation et représentation sociale : l'exemple de la réforme de retraites en Argentine »

Table ronde n°6 : Défense du droit de vieillir n'est pas un monopole. Au-delà des organisations de retraités - seniors actifs, associations de familles et de malades, organisations professionnelles - défenseurs du droit de vieillir dans nos sociétés contemporaines ?

Modération : Daniel Reguer (CIRTAI, (CNRS), IUT Département Carrières sociales Université du Havre).

- M. Poussou Plesse (GEPECS - CEMS, Université Paris Descartes) « Quand des collectifs de cadres seniors tentent de se poser en groupes d'intérêt. Chronique d'une défense en nom(s) propre(s) d'un droit au travail en fin de carrière »
- D. Reguer (CIRTAI, (CNRS), IUT Département Carrières sociales Université du Havre) «Citoyenneté et mouvement social, participation et économie sociale »
- L. Ngatcha-Ribert (GEPECS, Université Paris Descartes) « Légitimité et difficulté d'un engagement associatif à la croisée de la santé et de la vieillesse : l'exemple de la maladie d'Alzheimer »

Table ronde 1 : L' « âge du capitaine » et le pouvoir des « vieux » sur la société … Regards croisé : Afrique, Asie, Amérique du Sud

Présentation de la table ronde par J.Trincaz

Au cours de cette table ronde sera abordée la question du pouvoir des « vieux » sur la société à partir des expériences et évolutions observées dans des contextes socio-économiques et culturels différents. La question du vieillissement de la population ne se pose pas de la même façon pour ces sociétés. Toutefois, malgré les différences apparentes entre les pays tels que la Corée, la Tunisie, l'Argentine, Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, le trait commun serait les transformations profondes que vivent aujourd'hui les sociétés traditionnellement gérontocratiques. Les changements économiques et politiques, parfois d'une grande brutalité ayant touché l'ensemble des structures socio-économiques, notamment avec le développement progressif de l'industrialisation, contribuent à reconsidérer l'ensemble des rôles sociaux dans ces sociétés et la place occupée par les personnes âgées dans la sphère publique mais aussi privée. Les représentations qui jusqu'à présent structuraient le rapport à la vieillesse évoluent et posent des nouveaux défis en termes d'équilibre intergénérationnel.

L'objectif de cette table ronde est d'explorer les nouvelles configurations qui apparaissent suite à ces changements et d'explorer la façon dont ces nouveaux équilibres (ou leur négociation) sont vécus par les individus. Ces configurations concernent aussi bien la sphère publique et la place que des vieux y détiennent, que la sphère privée.

L'axe développé par M. Mawata tend à démontrer que, dans certaines sociétés les personnes âgées sont passées d'une sacralisation des vieux en tant que pivots des sociétés et de leurs traditions ancestrales, que garants de leur pérennité et de leur survie symbolique et matérielle, à une quasi exclusion des principaux rôles sociaux qu'ils jouaient traditionnellement. Ainsi, on observe la réduction du champ décisionnel pour les personnes âgées qui sont de plus en plus privées de leurs contrôles sur les ressources matérielles, matrimoniales, symboliques, etc. Le pouvoir des « vieux » dans la sphère publique peut être réduit à des fonctions de représentation sans pour autant avoir un fondement réel. Dans la sphère privée, les négociations sur la place des vieux vont dépendre de leurs ressources et de leur place dans les familles.

La question du changement des rôles des individus dans les rapports intergénérationnels est posée par Mme Labidi à l'exemple de la société tunisienne. Face aux mutations qui ont touché la société et notamment les relations entre les générations (qui ont été basées jusqu'au là sur la transmission des valeurs et des traditions), les personnes âgées se sont vues privées de leur statut. Les valeurs dont ils sont les porteurs ne sont pas celles de la société contemporaine. Les rôles sont renégociés et le bien-être des individus, notamment au sein des familles dépend de leur capacité à trouver un nouvel équilibre. Le cas des personnes âgées en Tunisie atteste du fait que la société traditionnelle dont ils étaient les garants, évolue et la place des vieux en sort profondément repensée.
Il serait intéressant de s'interroger plus en détail sur les nouvelles configurations qui émergent au sein de la famille tunisienne et le processus de négociation de la place des vieux. Quels sont les nouveaux rôles que les vieux peuvent jouer pour équilibrer les relations avec leurs enfants ? Le nouveau modèle de relation, lorsqu'il est trouvé, ne rentre-t-il pas en conflit avec leurs valeurs traditionnelles ? Dans quelle mesure les vieux acceptent-ils sans le contester, la dépréciation des anciennes valeurs ? Les vieux, arrivent-ils à récompenser la perte de leur

pouvoir au sein de la famille et la société en général, et si oui, comment ?

Face à ces nouvelles configurations où le pouvoir des vieux dans la société diminue, il est intéressant de noter des exceptions, comme celle présentée par M. Dayoro dans le cas de la société Lodjoukrou au sud de la Côte d'Ivoire avec les structures de valorisation des personnes âgées, dont « l'eb-eb » ? Quels sont les facteurs qui favorisent la sauvegarde de ces formes de valorisation ? Sur quoi se fonde cette résistance aux processus de dépréciation des personnes âgées dans les sociétés où les personnes âgées sont de moins en moins dotés des ressources traditionnelles ? Y a-t-il des signes d'évolutions des logiques sur lesquelles reposent ces structures et la permanence du pouvoir des personnes âgées ?

Des éléments des réponses à ces questions peuvent aussi émerger de la communication de M. Sakande qui présente la société traditionnelle moaaga où la gérontocratie est l'élément à la fois moteur et stabilisateur d'équilibre sociétal des fonctions et des normes. On peut s'interroger sur les évolutions récentes à l'œuvre dans cette société et les moyens utilisés pour maintenir l'équilibre social sans pour autant freiner les énergies nouvelles de ses jeunes. Comment est négocié l'équilibre entre le pouvoir des vieux et les aspirations des jeunes ? Qu'en est-il de la distribution des ressources entre les générations et quel est son rôle dans les relations intergénérationnelles ?

La distribution des ressources matérielles est un autre facteur structurant les rapports entre les générations. Tel est le cas des familles en Argentine présenté par Lorena Poblete. Face aux insuffisances de l'Etat, les familles doivent composer avec leurs propres ressources, tout en gérant en leur sein les difficultés des générations plus jeunes et plus anciennes. La question de l'équilibre intergénérationnel se pose d'autant plus dans la société que la conjoncture économique intervient de façon négative. Il serait intéressant de voir comment cette situation est perçue par les uns et par les autres, c'est-à-dire les personnes âgées dépendantes, les enfants âgés ayant à charge leur propre avenir, les parents mais aussi les enfants précaires ? Cette situation, a-t-elle modifié la place de cette génération sandwich et son pouvoir au sein de la famille et dans la sphère publique ? Est-elle source de conflits nouveaux au sein des familles ?

Le cas argentin atteste de l'importance d'une préparation individuelle de ses vieux jours. Pourtant, le maintien et l'accroissement des ressources nécessaires pour assurer sa vieillesse peuvent être rendu difficiles dans un contexte où les travailleurs âgés sont de plus en lus exclus du marché du travail comme le montre dans la communication de Mme Kim sur le cas coréen. A l'observation de cette exclusion progressive se pose alors la question sur le maintien de leur pouvoir sur leur propre vie mais aussi dans la société en général à partir du moment où dans une société donnée, ils perdent leur statut socio-économique et les registres de ressources matérielles et immatérielles qui y sont rattachées.

Les questions que l'on se pose dans ces deux dernières communications semblent s'inscrire dans le registre économique mais renvoient aussi dans une double détente à un défi culturel du rapport à l'âge. Quelle place réserve-t-on à l'avancée en âge dans ces pays ? Cette question sous tendent effectivement celle du maintien, voire accroissement du pouvoir ou au contraire de la sa perte, associés à cette avancée en âge, une interrogation qui va rythmer les discussions et les débats au cours des journées.

Plusieurs axes transversaux se dégagent et pourraient être l'objet d'une attention plus marquée dans nos contributions respectives

1) L'évolution des pouvoirs et des ressources des anciens et leur recomposition dans une société en transition

En quoi les mutations socio-économiques (industrialisation, émigration économique, fin de la société agraire,…) et technologiques induisent-elles des changements dans le pouvoir des vieux ?

Ces changements affectent-ils de la même façon tous les compartiments des pouvoirs des vieux (ressource matrimoniale, moyens de production, connaissances, valeurs) ? Et affectent-ils toutes les catégories d'anciens, quels que soient leur statut et le niveau de ressources dont ils peuvent éventuellement user pour maintenir leur pouvoir sur certains segments de la vie sociale ou économique ?

La question se pose de l'existence d'une articulation entre le niveau de ressource et le statut au sein du groupe dans une approche à la fois micro sociale (essentiellement la famille et le voisinage) et macro sociale.

2) Relations entre savoirs et pouvoirs

Peut-on parler encore de gérontocratie ? Quelle place était réservée aux jeunes dans des systèmes où les ressources et étaient plutôt concentrées aux mains des anciens et où le savoir était l'apanage des vieux ? Quel avenir pour ces modèles de pouvoir dans des sociétés où l'école est devenue le lieu de transmission du savoir et de la connaissance et où la rapidité de péremption de ces savoirs s'accélère ?

Finalement quelles relations existent entre savoirs (du mythe, des rites, aussi bien que des savoirs littéraires, historiques, scientifiques…) et pouvoirs (symboliques, culturels, religieux, politiques…)?

3) Le pouvoir dans le champ gérontologique

Les différents changements (économiques, culturels, politiques etc.), conjugués aux bouleversements démographiques, mènent-ils à parler de guerre des âges ou des générations ? Comment penser les éventuelles oppositions dans le temps et dans l'espace ?

Du point de vue gérontologique, se pose la question du pouvoir des vieux en tant que groupe social constitué et doté de droits, de statuts, et d'espace d'intervention sur la société dans son ensemble, et plus modestement d'une capacité d'agir sur le champ gérontologique.

Logique socio-anthropologique et champ de pouvoir des personnes âgées dans une société à classe d'âge : les lodjoukrou de Yassap au sud de la Côte d'Ivoire

DAYORO ZOGUEHI ARNAUD KEVIN
Doctorant en sociologie
Université de Cocody/Institut d'Ethno sociologie
22 Bp 522 Abidjan 22
dayorokevin@yahoo.fr

KACOU Fato
DEA sociologie
Université de Cocody/ Institut d'Ethno sociologie
22 Bp 522 Abidjan 22
fatokacou@yahoo.fr

Introduction

Tresser une natte avec du sable comme matière première ; ou fabriquer du sable avec une natte » est l'énigme que des jeunes d'un village devraient résoudre en 24 heures, sous peine de subir le courroux d'un génie. En effet selon un mythe Yacouba, le mythe Ngnudoli, les jeunes gens d'un village avaient, selon le fallacieux prétexte, décidé de mettre à mort tous les vieux jugés désormais impotents et inutiles. Mais le jeune Ngnudo[2] cacha les siens dans un grenier, qui échappèrent à l'holocauste.

Ngnudoli consulta son père qui accepta de sauver la jeunesse en lui dictant la réponse exacte à l'énigme du génie **« *Génie de la Forêt, Maître de l'Univers, donne-nous d'abord une vieille natte, car c'est bien sur l'ancienne que l'on confectionne la nouvelle »***

Ce mythe montre que la référence au passé, à l'ancien participe de la construction du nouveau et de son harmonie. Mais la personne âgée détentrice du savoir, du savoir-faire et du savoir-être, gardienne des valeurs ancestrales et qui constitue le dernier rempart contre les agressions qui sont susceptibles d'altérer notre identité, peut-elle encore jouer ce rôle, en restant le plus longtemps en vie ? Peut-elle profiter de ce « don » suprême qui est la longévité ?

Cette question se légitime au regard de la transition culturelle, économique, politique que connaissent les pays africains et qui s'accompagne reconstruction des représentations sociales des personnes âgées et de leur utilité sociale ?

On assiste de plus en plus à la dynamique des rapports intergénérationnels qui souvent s'illustre par la maltraitance des personnes âgées, en terme de problématique d'accès aux centres de santé, d'inexistence de gériatres, d'une couverture sociale restrictive, dont les seules bénéficiaires sont les retraités et celles qui ont souscrit à une assurance complémentaire, le nombre élevé de décès parmi les retraités (plus de 500 cas depuis 2003)., Une pension dérisoire, stable, malgré la croissance du coût de la vie, la problématique d' accès à la pension, la vétusté des textes régissant, etc. sont au tant de facteurs qui indiquent que la prise en charge des personnes âgées fait moins l'objet d'une préoccupation nationale, collective, communautaire, mais et surtout les structures sociales actuelles et les logiques

[2] -Ngnudo signifie Sagesse dans la langue Yacouba de l'ouest Ivoirien. Ce mythe a été rapporté par le Pr Dedy Seri socio anthropologue, enseignant à l'Institut d'Ethnosociologie, Université de Cocody.

émergentes de la solidarité, ne peuvent se substituer aux structures sociales traditionnelles de valorisation des personnes âgées et surtout de leur prise en charge.

De plus en Côte d'Ivoire, les réflexions sur la gérontologie, les structures à même de répondre aux problèmes des personnes âgées et les plans d'actions spécifiques aux personnes du troisième âge sont encore à l'état embryonnaire. Il n'y existe pas encore de service de gériatrie. Ce qui inclut que les vieilles personnes ne bénéficient pas d'une prise en charge sanitaire adéquate pour faire face à leurs besoins et à leurs difficultés. D'ailleurs, l'on enregistre de plus en plus de décès parmi les personnes âgées avant leur dixième année de retraite.

Le Plan National de Développement Sanitaire qui est une politique de santé de l'Etat ivoirien sur l'intervalle de la période 1996-2005 ne prend nullement en compte les besoins sanitaires spécifiques des personnes âgées.

Ce sont ces conditions de vie précaires et déshonorantes qui amènent certaines personnes à nier leur âge, à avoir la psychose de la vieillesse et à se représenter la vieillesse comme un état pathologique. Cette négation de la vieillesse s'exprime par l'utilisation des produits cosmétiques pour maintenir la noirceur des cheveux, la sollicitation de la chirurgie esthétique et l'adoption des modes vestimentaires réservées aux jeunes. Certaines personnes âgées ne cachent pas leur aversion pour des titres honorifiques tels: «*mamie*», à elles attribués par respect. On entend dire des propos de déclin tels que: « je n'ai plus d'avenir, j'ai des souvenirs », pour justifier l'inutilité de l'état de vieillesse et l'abandon du côté agonistique de la vie. Or, l'histoire des sociétés africaines nous enseigne qu'autrefois au clair de lune, les jeunes générations se rassemblaient autour des vieillards pour apprendre à travers les légendes et les contes, les préceptes de vie.

Cependant dans des sociétés traditionnelles en Côte d'ivoire, on note la survivance des institutions de valorisation des personnes âgées, des institutions d'intégration, donc de cohésion sociale.

En effet, dans la société Adjoukrou, l'*ebeb* au delà de son objectif de redistribution des rôles politiques est une institution gérontocratique qui magnifie l'entrée des individus dans la classe des aînés sociaux. Cette valorisation de l'âge avancé classe les individus chaque huit ans dans une strate sociale bien précise avec des avantages sociaux liés à ce statut. nous nous interrogeons de savoir comment l'*ebeb* en tant qu'institution sociale participe-t-il de l'exercice du pouvoir des seniors ? Quelles sont les fonctions sociales des *ebebu* ? Quelle est la représentation de la vie et de la longévité chez les Adjoukrou ? quels sont les champ sociaux d'exercice du pouvoir ? C'est à ces questions que notre enquête de terrain se propose

I- Debrimou : une société à classe d'âge

Le système des classes d'âge est l'organisation sociale fondamentale. Elle a un rôle social, politique, économique et militaire. Chaque citoyen Adjoukrou appartient pendant toute la durée de sa vie à une classe d'âge bien déterminée. On accède aux classes d'âge après une cérémonie initiatique appelée ''*low*''. Chaque classe d'âge et chaque sous-classe d'âge ont à leur tête un chef appelé ''*milow*''.

1.1 Le système de parenté : les lignages

L'Adjoukrou appartient de par ses ascendants masculins à un lignage paternel (*eb*) et de par ses ascendantes féminines à un lignage maternel (*bosou sougon*).

Le rôle du patrilignage apparaît plus dans la vie politique et sociale. Il est de la responsabilité du père de tout mettre en œuvre pour la célébration de la fête de génération de sa progéniture.

Le matrilignage quant à lui est une unité économique. Elle a, à sa tête **le plus âgé de la famille**. En effet, c'est le matrilignage à travers **le doyen** qui détient le capital et les richesses traditionnelles constituées d'or, de pagnes, de bijoux, de numéraires, de plantation et de palmeraies. Jadis, par un système de contrôle étagé des oncles sur les neveux, le patriarche au sommet de la hiérarchie détenait l'autorité supérieure et supervisait le travail de tout le groupe. Il était le garant de la gestion des palmeraies de la famille et il répartissait les fruits du travail selon les besoins des membres du groupe. Toutefois, il prélevait une redevance qui servait plus tard à couvrir les charges de la célébration de l'*angbandji* des membres de la famille. Cependant, le contexte d'occidentalisation a fait évoluer ces institutions et la structure économique s'est profondément modifiée. Ainsi, la liberté d'entreprendre et l'école conventionnelle ne permettent plus aux jeunes de travailler collectivement dans les palmeraies sous l'autorité du doyen. En dépit de tout, il y a une survivance du rôle du doyen. Il détient encore les richesses familiales et justifie du capital *angbandji* des membres de la famille.

Ce rôle déterminant du matrilignage tient du fait que la succession est matrilinéaire.
En pays Adjoukrou, la célébration de la fête de génération ou ''*low*'' permet à l'individu d'être accepté comme membre de la société. Elle confère une identité sociale à l'individu et atteste de la maturité du jeune homme passé de l'enfance à l'âge adulte. C'est le fondement de la vie sociale.

Dès cette initiation, le membre peut prendre part aux rencontres et posséder au moins une portion de terre pour ses activités culturales.

Elle est une fête collective pour toute une sous-classe d'âge donnée et a lieu entre l'âge de 21ans et 23 ans. Par exemple, la dernière fête de génération qui a eu lieu en 2006 a concerné la strate des *M'Bédié-Odjogba*. Celle qui aura lieu en 2008 concernera la strate des *M'Bédié-Bago*. La fête du *low* est célébrée tous les deux ans, pendant les années paires.

Dans la fédération de Débrimou, nous avons sept classes d'âge (*oworan)* comprenant chacune quatre sous-classes d'âge. Ce qui nous donne un nombre total de vingt huit sous-classes d'âge structurées de la façon suivante :

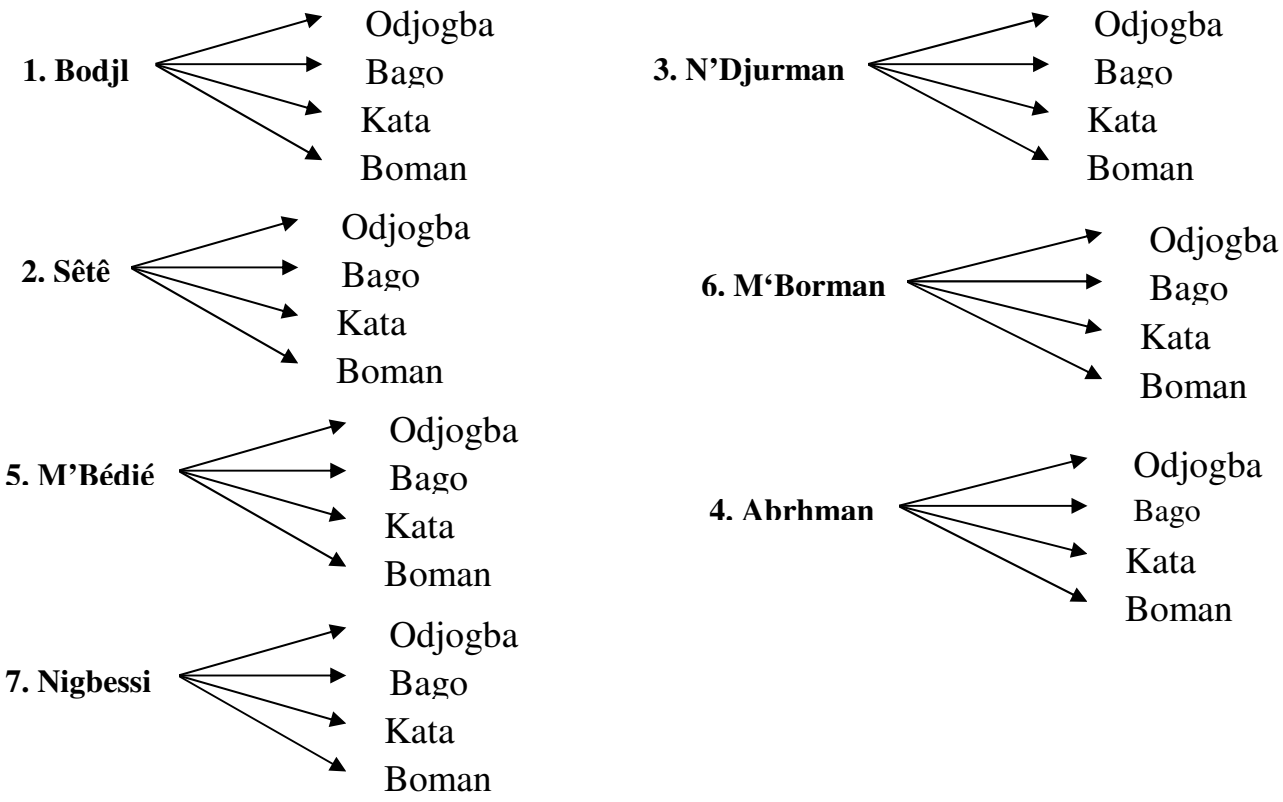


Figure 2-Représentation des classes d'âge et de leurs sous-classes

A l'intérieur de chaque génération, les *Odjogba* sont les aînés, les *Bago* sont les puînés, les Kata sont les cadets et enfin les *Boman* sont les benjamins.
Il convient de préciser que dans la fédération de Boubouri, il est admis trois sous-classes. La dernière sous-classe, c'est-à-dire celle des *Boman* est considérée comme la sous-classe des esclaves.

1.2 Les fonction sociales des classes d'âge

En pays Adjoukrou, la célébration de la fête de génération ou ''*low*'' permet à l'individu d'être accepté comme membre de la société. Elle confère une identité sociale à l'individu et atteste de la maturité du jeune homme passé de l'enfance à l'âge adulte. C'est le fondement de la vie sociale.

Dès cette initiation, le membre peut prendre part aux rencontres et posséder au moins une portion de terre pour ses activités culturales.

Elle est une fête collective pour toute une sous-classe d'âge donnée et a lieu entre l'âge de 21ans et 23 ans. Par exemple, la dernière fête de génération qui a eu lieu en 2006 a concerné la strate des *M'Bédié-Odjogba*. Celle qui aura lieu en 2008 concernera la strate des *M'Bédié-Bago*. La fête du *low* est célébrée tous les deux ans, pendant les années paires.

L'accession au pouvoir se fait de façon cyclique, entre les différentes générations et la mobilité sociale donne à la génération cadette d'aujourd'hui d'être l'aînée de demain. Ce fonctionnement donne aux classes d'âge de renouveler leur cycle tous les cinquante six ans.
Au moment de l'enquête, la classe d'âge au pouvoir à Débrimou est celle des *M'Borman* qui a succédé à la classe d'âge *M'Bédié*; et la classe d'âge *M'Borman* aura pour successeur en 2011, la classe d'âge *Nigbessi* ainsi de suite. Actuellement les investitures dans tous les villages qui célèbrent l'*ebeb*, concerne la classe d'âge *M'Borman*.

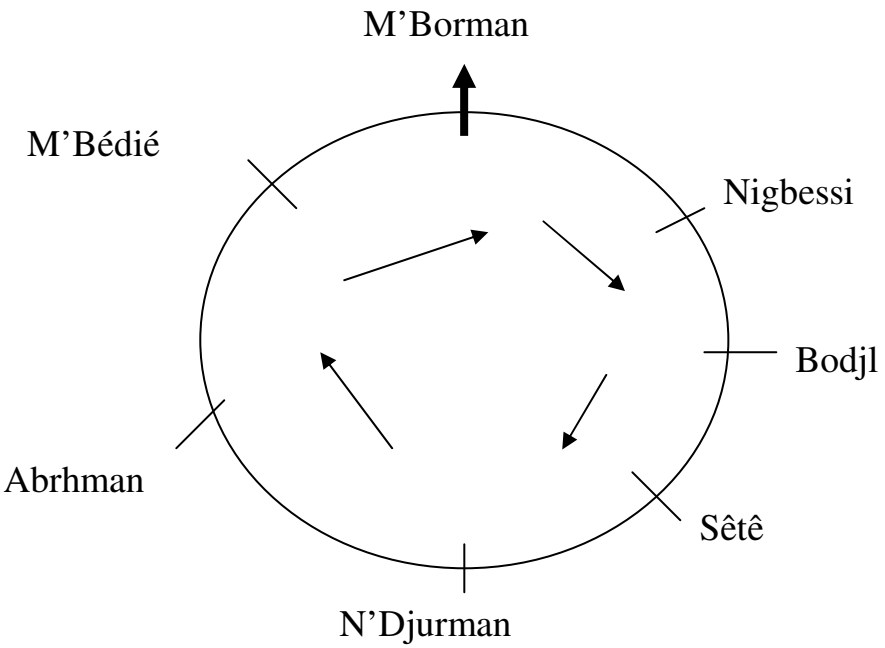


Figure 3- Représentation cyclique de l'accession au pouvoir politique à Débrimou

L'insertion de l'individu dans l'une des classes d'âge permet à la communauté de prendre en charge ses membres. Plus encore, c'est le cadre de socialisation par excellence dans la société Adjoukrou, le lieu où l'on apprend les préceptes de vie, développe les notions de solidarité, et de discipline. Aussi, l'individu apprend-t-il à défendre sa communauté contre les ennemis et acquiert la maîtrise des outils et des techniques culturales. Autrement dit, la célébration de la fête de génération (*low*) présente les nouveaux membres comme des hommes accomplis capables de contribuer au développement de la société dans l'observance des normes et dans le respect des valeurs.

La fête de génération donne à l'individu deux droits majeurs: le droit à la vie sociale (participer aux rencontres, mariage), le droit économique (l'individu peut exercer à son compte des activités économiques).

Pour tout dire, la célébration du *low* est le point de départ nécessaire à l'acquisition des prestiges sociaux.

Ainsi, dès la fête de génération, les nouveaux membres vont-ils se mettre au service de la communauté de sorte à créer des richesses et à accéder à l'*angbandji*. La fête de génération donne à l'individu deux droits majeurs:

le droit à la vie sociale (participer aux rencontres, mariage),

-le droit économique (l'individu peut exercer à son compte des activités économiques).

Pour tout dire, la célébration du *low* est le point de départ nécessaire à l'acquisition des prestiges sociaux.

Ainsi, dès la fête de génération, les nouveaux membres vont-ils se mettre au service de la communauté de sorte à créer des richesse et partant à accéder à l'*angbandji*.

2- L'Ebeb : institution de valorisation et de légitimation du pouvoir des séniors

2.1 Fonctionnement institutionnel de l'Ebeb

La célébration de l'*ebeb* est le dernier niveau que tout individu en pays Adjoukrou doit franchir.

L'expression *ebeb* signifie en Adjoukrou le village, la terre.. *Eb*, la racine, désigne la culture et la société. Et *ebebu* veut dire propriétaire de terre. La fête de l'*ebeb* consacre la prise du pouvoir. Elle investit comme détenteur du pouvoir exécutif et suprême pendant une période de huit ans non renouvelables, tous les individus membres d'une classe d'âge donnée. De façon générale, tous les postulants ont un âge qui varie entre soixante et soixante huit ans. Pendant les huit années que dure l'exercice de leur pouvoir politique, les *ebebu* ont pleine autorité sur toutes les décisions qui engagent le village: ils détiennent le pouvoir suprême.

La célébration de l'*ebeb* à Débrimou a lieu tous les huit ans au cours d'une année impaire située après la célébration du *low* de la sous-classe d'âge *Kata*. La fixation du jour exact est du seul ressort de la classe entrante. Mais par habitude elle est célébrée dans le mois de décembre.

Il convient de relever ici que la célébration de l'*ebeb* entraîne une mutation sociale génération. En effet, ce jour là, toutes les classes d'âge changent de position et même de rôle. Ce qui confère un caractère majeur à la célébration de l'*ebeb* qui lui-même renforce les prestiges sociaux des *ebebu*.

La fête de l'*ebeb* satisfait à trois étapes: l'étape de la consécration des *ebebu*, l'étape du défilé ou le *yoro-oubaure*, et l'étape de l'*adisséhi* des *ebebu*. Il y a de cela quarante ans, le rite comprenait les deux premières étapes.

2.2 Les prestiges sociaux liées à la dignité d'Ebebu

2.2.1 Le champ politique

Dans le système socio-politique Adjoukrou, le statut d'*ebebu* réserve des privilèges aux personnes du troisième âge. Le signe extérieur de ce prestige, c'est d'abord la distinction quotidienne des *ebebu* du commun des hommes. Ils ont ensuite le droit, eux et leurs prédécesseurs, de porter des chapeaux même lors des séances publiques. Ils ne descendent pas leur pagne de l'épaule. Les non *ebebu* sont tenus de garder la tête naturelle et de ramener le pagne qu'ils portent au niveau de la ceinture.

Toutes les séances de prise de décision, toutes les rencontres dans le village sont présidées absolument par les *ebebu*; ce sont eux qui ouvrent solennellement les séances et les clorent. Ils ne sont pas soumis à des cotisations, et ne vont pas en guerre. Dans certains villages, ils sont exemptés de travaux champêtres. A Débrimou par compte, parallèlement à l'exercice du pouvoir, les *ebebu* peuvent exercer des activités économiques. Cette particularité est due à la pratique de l'école conventionnelle et à l'exode rural des jeunes.

Ainsi donc, par l'*ebeb,* l'on célèbre la prise du pouvoir, mais la prise du pouvoir par des vieilles personnes. Au cours de la cérémonie d'investiture, un accent est aussi mis sur l'âge des célébrants, preuve que tout est mis en œuvre pour magnifier l'âge avancé eu égard aux épreuves de la vie. Il ressort de l'enquête que pour l'Adjoukrou, la longévité, « *sel pkap* » est un don de Dieu « *Nyame* ».

2.1.1 Le champ juridique

Tous les *ebebu* jouissent pendant l'exercice de leur pouvoir d'une immunité. Ce qui implique que quelle que soit la faute commise ou individuelle, il n'y a pas de sanction et d'abrègement du pouvoir

2.1.2 : Au plan économique

Au plan économique, la communauté s'organise pour subvenir aux besoins des *ebebu*. C'est ainsi qu'à Débrimou, il y a une plantation d'hévéa dont les bénéfices de la vente sont répartis entre les *ebebu* et leurs prédécesseurs.
En outre, la distribution des dons au sein de la communauté obéit à deux règles. La première concerne les dons en espèce (argent). Lorsque ce type de don est fait, la distribution se fait de façon égale à commencer par les *milacme* jusqu'aux *ebebu*. La deuxième concerne les dons en nature. Lorsqu'un don en nature (un animal) est fait, la distribution est soumise au droit d'aînesse. Ainsi, les *ebebu* reçoivent-ils moins que leurs prédécesseurs.

2.1.3 Les prestiges sociaux

Sous l'arbre à palabre, l'annonce de l'arrivée d'un *ebebu* commande de facto au non *ebebu*, c'est-à-dire aux individus ayant célébré le *low* ou l'*angbandji* de garder le silence jusqu'à ce que l'*ebebu* prenne place et les autorise à poursuivre leur communication.

Dans la société traditionnelle Adjoukrou, lorsque le chasseur venait à abattre un animal, il offrait sans contrainte aucune le thorax (poitrine) de l'animal à un *ebebu*. Par ce geste, le donateur demandait implicitement des prières de bénédiction pour des récoltes abondantes et pour une vie harmonieuse.

Lors des assemblées, les *ebebu* et leurs prédécesseurs ont des places spéciales qui leur sont réservées et ils reçoivent des non *ebebu* des salutations, chapeaux ôtés. La dignité de l'*ebebu* lui confère de garder à l'épaule l'autre bout du pagne qui le recouvre lorsqu'il doit intervenir en public. Or, obligation est faite aux non *ebebu* d'ôter du dessus de l'épaule le bout du pagne qui les recouvre et de ramener le pagne autours des reins. Les *ebebu*, dans la gestion des affaires du village ont directement sous leurs ordres et leurs services les générations plus jeunes

A la mort d'un *ebebu*, en plus des privilèges réservés aux funérailles de l'*angbandji*, les fils du quartier de l'*ebebu* défunt font le tour du village le jour de son enterrement. Et l'on exécute une danse guerrière appelée *yaye*. Le septième jour après son enterrement, l'on danse dans la cour du défunt l'*êtêkprê*. Les ebebu defunts ont droit à l'hommage du tambour parleur ''*attigbani*''. Ces honneurs rendus à la mémoire des *ebebu* défunts rappellent dans la société moderne les honneurs rendus aux grands hommes d'Etat disparus. Aussi, faut-il ajouter que les *ebebu* à la retraite bénéficient à leurs funérailles de la danse du fusil appelé *agbo-êdje*.

Contrairement aux Sociétés Occidentales qui internent les personnes âgées dans les asiles et les hospices, la société Adjoukrou, à travers l'*ebeb* couvre de laurier les vieilles personnes. Et la première palme qu'elle offre aux personnes âgées, est la plus haute et honorifique fonction de gouvernant (*ebebu*). De même tous les attributs du pouvoir: le kaolin, la canne, le chasse-mouche et le chapeau, tendent à un culte de la personne âgée puisqu'ils se réfèrent au champ sémantique religieux.

Au plan horizontal, l'*ebebu* est le premier des Adjoukrou et au plan vertical le prolongement des ancêtres, en ce sens qu'il détient le patrimoine culturel de la société. Que ce soit au sein de sa famille, au sein de son quartier et au sein du village, ses actes et ses avis sont déterminants. Les prestiges que requiert son statut lui sont reconnus dans les autres villages Adjoukrou. Toutes choses qui motivent l'homme Adjoukrou non seulement à vouloir atteindre l'âge d'accession à l'*ebebu,* mais aussi à accéder aux autres strates *post-ebebu* Et

cette recherche de la longévité va passer nécessairement par l'observance des normes et des valeurs qui elles-mêmes s'acquièrent lors de l'initiation (*low*).

Mais ce don est une récompense qui sanctionne le respectueux de l'éthos. C'est pourquoi, le *milow* des *M'Bédié* lors de la cérémonie d'investiture des *M'Borman* à Yassap dit en se rendant sur la place publique que s'il n'y a pas de calamité, seul Dieu peut accorder à l'individu la grâce d'atteindre l'âge de l'*ebebu.*

La représentation qu'ils ont de Dieu est une matrice de valorisation des personnes et partant de leur pouvoir.

2.1.4 Le rapport aux divinités comme source de légitimation du pouvoir des seniors

La vision Adjoukrou de la longévité est fondamentalement théologique non sans exclure les facteurs socioculturels et environnementaux. Pour l'Adjoukrou, de même que l'auteur de la vie-naissance est Dieu en tant que Origine Première des choses, de même seul Dieu ''Nyam'' décide de la durée de vie de l'individu. C'est pourquoi les actes de bienfaisance sont récompensés par une bénédiction stipulant la longévité: ''*Ké niagne ongue sel pkap''*, - que Dieu t'accorde une longue vie -.

Cependant, certains comportements dans la société peuvent soit favoriser un allongement de la vie, soit réduire la durée de vie de l'être. Comme éléments à mettre au compte des facteurs favorisant, nous avons le respect des prescriptions divines qui sous-entend le respect des lois de la nature, l'observance des normes et des valeurs **dont les personnes âgées en sont les garants**. Respecter la nature est très utile pour l'homme, car les Adjoukrou comme la plupart des sociétés africaines, pensent que dans l'univers, chaque élément de la nature (la terre, l'eau, le vent, l'arbre…) est animé par des génies qui ont le pouvoir, dans leur courroux d'infliger le malheur au déviant. C'est s'attirer le malheur que de ne pas observer le jour de repos des génies, tout comme de manquer de tenir ses promesses envers les dieux ou les génies. Dans ces cas, les forces surnaturelles retirent à l'individu leur protection et leur bienveillance. Ainsi, devient-il la cible des sorciers ''*ag'nu*'' et les projets de vie connaissent des controverses.

Avoir de l'égard pour les personnes âgées, c'est témoigné du prix pour les ancêtres et avoir un intermédiaire entre l'individu et les divinités. En effet, les offices religieux telles que les libations sont présidés par les *ebebu*, et les doyens d'âge. C'est d'ailleurs ce qui justifiait le fait que dans la société traditionnelle Adjoukrou, les chasseurs offraient aux *ebebu* le thorax du gibier et que les cultivateurs leur offraient les prémices de leur récolte. Ces actes de générosité leur valaient en retour des prières de bénédiction et de prospérité. Plus encore, le comportement de l'homme obéissant amenait les vieilles personnes à lui enseigner les secrets de vie qui consistaient dans une large part à se défendre contre l'adversité.

De ce qui précède, nous décelons que vivre longtemps ou vouloir vivre longtemps commande un respect des lois de l'univers qu'on peut résumer dans cette trilogie non exclusive:

-respecter Dieu (*Nyam*)
-respecter la nature (les génies)
-fréquenter les vieux.

C'est dans la fréquentation des personnes âgées que l'on rentre dans l'intimité de Dieu et obtient la connaissance de la nature.

A côté des facteurs favorisant, nous avons aussi les facteurs défavorisant qu'il nous convient d'appeler les nuisances sociales.

Il s'agit des actes et des comportements déviants qui rompent l'équilibre entre l'individu et sa famille ou sa communauté, entre l'individu et les divinités ou les forces surnaturelles. Les conduites déviantes et les actes répréhensifs sont des fissures qu'exploitent les forces maléfiques et les sorciers, pour jeter des sorts à leurs ennemis.

Tout ceci concourt à déterminer la longévité par des facteurs socioculturels qui ont une dimension horizontale et une dimension verticale. La dimension horizontale réside dans les rapports entre l'individu et la société. Et la dimension verticale met en relief les rapports entre l'individu et Dieu (*Nyam*) d'une part et entre l'individu et la nature d'autre part.

Et l'Adjoukrou manifeste sa reconnaissance envers Dieu à l'occasion de la célébration de l'*ebeb*, fête dont les bases ont été posées depuis plus de quarante ans. A cet effet, tenant compte des contextes modernes et traditionnels, les *ebebu* participent aux cultes d'action de grâce dans leur Eglise respective, tout en participant aussi à des cérémonies de libation.

l'*ebebu* est le premier des Adjoukrou et au plan vertical le prolongement des ancêtres, en ce sens qu'il détient le patrimoine culturel de la société. Que ce soit au sein de sa famille, au sein de son quartier et au sein du village, ses actes et ses avis sont déterminants. Les prestiges que requiert son statut lui sont reconnus dans les autres villages Adjoukrou. Toutes choses qui motivent l'homme Adjoukrou non seulement à vouloir atteindre l'âge d'accession à l'*ebebu,* mais aussi à accéder aux autres strates *post-ebebu* . Et cette recherche de la longévité va passer nécessairement par l'observance des normes et des valeurs qui elles-mêmes s'acquièrent lors de l'initiation (*low*).

Ainsi donc, par l'*ebeb,* l'on célèbre la prise du pouvoir, mais la prise du pouvoir par des vieilles personnes. Au cours de la cérémonie d'investiture, un accent est aussi mis sur l'âge des célébrants, preuve que tout est mis en œuvre pour magnifier l'âge avancé eu égard aux épreuves de la vie. Il ressort de l'enquête que pour l'Adjoukrou, la longévité, « *sel pkap* » est un don de Dieu « *Nyame* ».

Toutes choses qui témoignent de l'intégration de la personne âgée et qui se présentent comme un stimulant de la quête de longévité.

Conclusion :

Ce culte des âges avancés est une réponse aux paradigmes du déclin (**Lefrançois, 2004).** En effet, les paradigmes du déclin présentent la vieillesse comme un état de finitude. Or, à travers la société Adjoukrou, nous découvrons que la vieillesse est noble, qu'elle est un âge d'or qui requiert respect et considération. En d'autres termes, dans le processus du développement, les personnes âgées sont une frange à prendre en compte non seulement en terme d'assistance, mais aussi en terme de catégorie sociale active, c'est-à-dire capable de par ses expérience à contribuer au fonctionnent de la société.

Par l'acquisition du titre prestigieux d'*ebebu*, les individus trouvent renforcé leur statut. Au plan politique, non seulement ce sont les *ebebu* qui décident et légifèrent, mais ils disposent aussi du droit de veto symbolisé par la canne.

Au plan économique, ils ont des ressources additionnelles qui proviennent des palmeraies. Ils sont, dans certains villages, exemptés de travaux champêtres.

Au plan social, ils sont toujours distingués par leur accoutrement notamment lors des assemblées. Dans la répartition des biens, ils sont prioritaires et aucune entreprise ou initiative n'est possible sans leur approbation. Ils détiennent le pouvoir religieux et sont les intermédiaires entre les membres de la société et les ancêtres. Tous ces rôles sociaux font qu'ils sont entourés de sollicitude et de respect. Et cette intégration constitue d'une part une

force vitale pour le maintien de la santé des vieilles personnes, et d'autre part elle est un mobile de la quête de longévité pour les générations plus jeunes.

Au terme des huit années de pouvoir, les *ebebu* sont à la retraite. Cette retraite n'est pas une mise en fourrière. Ils sont classés tous les huit ans dans des strates sociales et ils participent à la vie sociale en jouant le rôle d'organe consultatif. Ils conservent leurs prestiges sociaux hormis le droit de veto.

L'image valorisante de la vieillesse est liée à la perception que l'Adjoukrou a de la longévité. Ainsi donc, les personnes âgées sont perçue comme les élus de Dieu. Les admirer attire la bénédiction et les marginaliser c'est s'auto damner.

Cette organisation sociale Adjoukrou est un modèle d'intégration de la personne âgée qui peut servir de tremplin à l'instauration, à l'échelle nationale, d'une politique sociale soutenue en faveur du troisième âge.

Ainsi, à l'image des pays occidentaux qui parlent de quatrième âge et qui comptent avoir dans les décennies à venir des centaines de milliers de centenaires, la Côte d'Ivoire gagnerait à s'inspirer de ce modèle de réussite en matière d'intégration sociale des personnes du troisième âge, pour inventer son propre modèle en tenant compte de ses spécificités socioculturelles, mais dans une optique unique: l'intégration des personnes âgées.

Bibliographie :

Attali J (1988), *Au propre et au figuré,*Paris, Fayard,

Memel F. H. (1980), *Le système politique de Lodjoukrou*, Présence Africaine, les Nouvelles Editions Africaines,

Caradec V. (2001), *Sociologie de la vieillisse et du vieillissement*, Paris, Nathan,

Lefrançois R. (2004), *Les nouvelles frontières de l'âge*, Québec, Presse Universitaire de Montréal

Nations Unies (2000), *Deuxième Assemblée Mondiale sur le vieillissement, Madrid du 8 au 12 avril 2002* (New York,

Nations Unies (2001), *Le vieillissement dans le monde: à la recherche d'une société pour tous les âges* New York, , 122 p.

Organisation Mondiale de la Santé (2002).- *Plan d'action international sur le vieillissement: rapport sur la mise en œuvre* (Genève, 2002).

Organisation Mondiale de la Santé (2004), *Rapport sur la santé dans le monde,* Genève.

Wolber P. (1988**),** *Les centenaires en Côte d'Ivoire,* thèse, faculté de médecine, Université de Cocody-Abidjan, 1993-1994, 60 p.

Glossaire :

Adisséhi : il s'agit de la troisième étape du sacre des *ebebu*.

Afr: le ciel

Afr nunu : l'univers

Agbo-êdje : danse du fusil en l'honneur d'un *ebebu* qui est à la retraite et qui est décédé.

Ag'nu : le sorcier

Ag'mann : le sorcier bienfaiteur

Angbandji : c'est une fête de reconnaissance qui donne au récipiendaire d'accéder à la classe des Hommes Riches, ou nobles.

Attigbani: désignation du tambour parleur. Il est réservé aux cérémonies traditionnelles, aux célébrations de l'*angbandji*, de l'*ebeb*, aux funérailles d'un *ebebu*, d'un *angbandji*; il exécute l'*êtêpkrê*. L'*Attigbani* se différencie du tambour ordinaire que l'on nomme *brem*.

Attiéké : préparation traditionnelle de la farine de manioc.

Brem *: appellation du tambour ordinaire.*

Eb : il s'agit de la société, de la terre ou de la culture.

Ebeb : cérémonie marquant la prise du pouvoir exécutif en pays Adjoukrou.

Ebebyow : féminin de *ebebu.* (Les femmes ne dirigent pas le pouvoir).

Ebebu : titre donné au tenant du pouvoir exécutif.

Edjême : nom donné aux séances publiques, aux rencontres publiques et aux réunions sous l'arbre à palabre.

Êtêkprê : danse exécutée dans la cour d'un *ebebu* au septième jour de sa mort.

Hémisse : le génie

Kpaman : désignation de la canne.

Lakpiky : ce sont les individus de la deuxième classe d'âge à la retraite. Ils ont un âge compris entre 76 ans et 84 ans et entre 84 et 92 ans.

Lêlêssel: ce sont les patriarches ou encore les individus appartenant à la dernière classe d'âge ayant quitté le pouvoir. Ils ont un âge compris entre 68 ans et 76 ans et entre 76 ans et 84 ans.

Low : c'est une cérémonie d'initiation qui donne aux individus le droit d'appartenir à une classe d'âge.

Mabêssê : c'est le nom donné à la classe d'âge qui détient le pouvoir de la machette, elle assure la fonction militaire.

Ma-totuor : désignation des liqueurs.

Milacme : ce sont les individus de la quatrième classe d'âge à la retraite. Ils ont un âge compris entre 92 ans et 100 ans et entre 100 et plus ans.

Milow : c'est l'appellation donnée au chef de classe d'âges.

Miridi-Ekun : appellation donnée à la classe d'âge qui précède les *ebebu* et qui détient le pouvoir de la parole.

Nênici : ce sont les individus de la troisième classe d'âge à la retraite. Ils ont un âge compris entre 84 ans et 92 ans et entre 92 ans et 100 ans.

Nyam : appellation de Dieu.

Osso-kogba : nom donné aux grands pagnes de qualité qui recouvrent les *ebebu*.

Ouss : la terre

Oworan : appellation donnée aux classes d'âge.

Saye : le chasse-mouche.

Sisme akpe : c'est la mendicité rituelle qui se fait lors des fêtes du low et de l' *ebeb*.

Toufê : désignation du chapeau.

Yaye : danse guerrière exécutée à la mort d'un *ebebu*.

Yoro-oubaure : c'est la deuxième étape de la fête de l'*ebeb*, ou l'étape du défilé.

La vieille personne épouvantail de la politique africaine

Anata MAWATA
Doctorante en Sociologie et Démographie
GEPECS, Université Paris Descartes
anataw_1999@yahoo.fr

Résumé

Dans la littérature scientifique et auprès du sens commun, l'Afrique est toujours présentée comme le continent de la gérontocratie par excellence. Cela aussi bien dans la sphère familiale que dans la sphère publique. Dans la sphère familiale, le pouvoir des vieilles personnes est illustré par leur main mise sur les ressources matrimoniales (dot, bénédiction de l'ancien, choix des conjoints), les moyens de production (terre, cheptel de bétail, pirogue et outils de pêche) et les connaissances (prières d'intercession auprès des ancêtres et autres divinités) nécessaires à la survie de la famille.

Dans la sphère publique, il est illustré par le pseudo aura des chefs d'Etat tels que feu Félix Houphouët Boigny, appelé communément «*le vieux* », par le rôle prépondérant des vieilles personnes dans les palabres et autres assemblées.

Vieillesse et Pouvoir dans les zones urbaines africaines

Le pouvoir est pris dans cet article au sens wébérien, à savoir une domination exercée sur A par B. Selon certaines thèses le pouvoir des vieilles personnes en Afrique découlerait des rôles importants qui leur seraient assignés dans certaines institutions sociales telles que le mariage, les deuils, les baptêmes ou les choix politiques. Cet article, se focalisera sur ces rôles lors des mariages et des choix politique.

Il ressort de cette analyse que ces rôles ne constituent en aucun cas des ressources de pouvoir permettant la domination des vielles personnes sur les autres membres de la société. Au contraire, elle tendrait à avaliser l'hypothèse qui fait de ces rôles des outils d'oppression des vieilles personnes.

I. Le mariage : le père comme symbole du consentement de la famille : « soit vieux et tais toi !!! »

A N'Djaména, le mariage est d'abord un échange entre deux familles. Dans ce processus, certains rôles sont réservés aux vieilles personnes. En effet, elles sont la représentante de la famille de chaque fiancé, ainsi que les contacts entre ces deux familles. L'analyse de ces rôles révèle qu'ils constituent dans certains cas des outils permettant l'exclusion de la vieille personne du cercle familial.

1.1 La représentante des familles

Les fonctions consistent à représenter la famille de chaque fiancé lors des différentes phases du mariage. C'est ainsi qu'une fois la décision de mariage prise par les fiancés, une

première rencontre de courtoisie entre les représentants est organisée au domicile de la fiancé.

Cette rencontre n'a aucune répercussion sur la survenue au non du mariage. Si la famille du jeune homme est accueillie, c'est que l'idée du mariage est acceptée. Dans le cas contraire, il n y aurait jamais eu de rencontre.

Les représentants interviennent aussi lors de la cérémonie de reconnaissance officielle du mariage par la famille. Il s'agit de la cérémonie de«*fatia*» ou de « *demande de main* » regroupant en moyen trois cent personnes. Dans ce cas non plus, ils ne peuvent en aucun cas influer sur la tenue du mariage. En effet, l'organisation de cette cérémonie implique le consentement des familles au mariage.

Par conséquent, les représentant n'interviennent en aucun cas intervenir sur la tenue du mariage. Les décisions étant déjà prise en amont sous l'influence d'autre déterminant économiques politiques et sociaux tels que les relations entre les deux fiancés.

1.2 Le contact entre les deux familles

Le second rôle est de servir de contact entre les deux familles. Le calendrier du mariage, les invités, les lieux et la dot sont déterminés par les familles. Les interlocuteurs sont chargés d'assurer la communication entre les deux familles sur ces questions. Ces indications sont déterminées par et en fonction des intérêts des ascendants ou de ceux qui assurent la puissance paternelle.

Selon une dame « *le lieu de la cérémonie est automatiquement l'habitation du père ou de la personne exerçant le rôle de puissance paternelle* ». Une enquêté nous confie «*on a fait la cérémonie chez mon oncle. Car là ou j'habite n'appartient pas à mon père et c'était petit*.» Un dernier affirme, *«Il a fallut trouver un lieu et j'ai demandé chez un de mes oncles. C'était spacieux et bien »*.

En ce qui concerne la date, elle est fixée en fonction de plusieurs critères tels que l'affluence des invités et la présence d'un des parents dont principalement la mère. « *La date du mariage a été reculé d'une semaine, car il y avait déjà le mariage d'un cousin et très peu de personnes pouvaient venir au mien »*.
Une dame mère de la fiancée confie *« j'étais en voyage et la date n'est fixé qu'à mon retour »*.

Les heures sont conventionnellement retenues entre 7h et 12h du matin, pour une préférence accordée à 8H. La dot est fixée par les parents adultes. Lorsque la dot symbolise une compensation, elle est fixée et perçue par les personnes exerçant la puissance paternelle. Lorsqu'elle symbolise un cadeau du fiancé à la fiancée, elle est fixée et perçue par les amies de la fiancée.

L'interlocuteur n'influe donc en aucun cas sur le contenu de ces décisions du mariage. Il constitue essentiellement une porte-voix des familles.

1.3 La vieille personne - agent de l'institution du mariage

Le désistement d'un représentant ou d'un interlocuteur ne compromet en rien la poursuite du mariage. Des options alternatives sont prises dans un tel cas. Selon un jeune marié « *Mon vieil oncle, disant que je suis très têtu refuse de représenter la famille au*

mariage. Je suis donc allé voir le chef de quartier avec qui j'ai des contacts. Et il a accepté. Il ne peut pas refuser de me rendre ce service. »
Un second enquêté avance *« c'est le chef de race qui a représenté la famille. Car il n y a personne de ma famille ici.* ». Un troisième nous confie « *j'ai demandé au voisin qui est là. Et il a accepté de représente la famille* ». Un quatrième nous confie *« c'est mon responsable de communauté de l'église qui a accepté être l'interlocuteur ».*
Selon un jeune marié « *mon oncle qui représentait la famille était obligé de partir pour un cas de deuil. C'est un de ses ami qui l'a remplacé* ».
Ou encore *«un de mes grands oncles ne pouvait pas être là. On demandera au voisin ou on fera la cérémonie sans lui».*

Le fait que l'offre de représentant potentiel soit supérieur à la demande de rôle de représentation, ne permet pas le contrôle de ces rôles par les vieilles personnes.
Cette situation est renforcée par le fait que ces rôles ne nécessitent aucune expérience ou formation au préalable. Ce qui fait des vieilles personnes des agents de ces rôles et non des acteurs.

1.4 Des outils d'exclusion de la vieille personne du cercle familial

Le fait d'être désigné comme représentant de la famille est perçue comme un honneur, un signe de confiance. C'est ainsi que ces rôles sont au départ réservés au membre de la famille. Selon un interlocuteur « *c'est une très grande confiance de la part de mon jeune frère de m'avoir permis d'être le représentant de la famille au mariage de notre fille* ».

Lorsque le représentant est choisi hors du cercle de la famille malgré la présence d'une vieille personne membre de la famille, cela est perçu comme le signe d'un conflit ou d'une défaillance de cette dernière. Cette conception est utilisée dans certains cas à l'encontre des vieilles personnes. C'est ainsi que le vieil Sadre en conflit avec sa belle fille sur l'héritage immobilier de son fils n'a pas été choisi pour représenter la famille lors du mariage de sa petite nièce. Selon ce vieux monsieur « *ils sont allés voir quelqu'un d'autre. Mais cela ne fait rien. Il ne veulent pas de la famille* ». C'est aussi le cas de M Goudjouna à qui son frère refuse de représenter la famille lors d'un mariage à cause des conflits portant sur la chefferie.

Les vieilles personnes ressentent cette situation comme du rejet. Un vieux monsieur victime affirme« *moi, on ne peut pas me voir pour ce genre de chose. Je suis très pauvre.* »
Un autre nous confie « *même si on a des problèmes, je reste toujours leur père, leur famille le plus proche. Et ce rôle de représenter la famille me revenait* ».

Ces rôles constitueraient donc un outil d'oppression des vieilles personnes.

1.5 La vieille personne cachet la solennité

L'explication avancée quant au choix des vieilles personnes pour ces rôles est la connaissance des coutumes autrement dit des règles ancestrales de mariage. Selon un futur marié « *dans ce genre d'occasion, c'est toujours les vieux qui y vont* ». Selon un vieux monsieur*« souvent comme je connais ces chose les jeunes viennent me voir. Car ils ne savent pas comment ces choses se passent».*

L'étude des pratiques de mariage à N'Djaména en comparaison avec celles des zones rurales et celles d'il y a quelques années indiquent une très grande diversité des règles du

mariage. Ainsi, les règles des zones urbaines diffèrent des règles de N'Djaména. Cette diversité s'observe aussi à N'Djaména en terme de temps et d'espace. C'est ainsi qu'il existe plusieurs règles de mariage suivant les différentes sociétés et que les règles de mariage évoluent suivant le temps.

La plupart des personnes considérées comme vieilles aujourd'hui ont été mariés suivant les règles du village. En outre, on constate une nouveauté de l'institution du mariage à N'Djaména datant des années 2000 occasionnée par l'accès des jeunes à l'emploi. Cette nouveauté exclut toute expérience de la connaissance des règles du mariage.

Ce qui amène à retenir l'hypothèse du caractère solennisant de la vieille personne à N'Djaména. En effet dans cette ville, la présence d'une vieille personne procure un cachet solennel à une cérémonie ou un rite.

Le fait que les vieilles personnes n'ont aucun pouvoir réel dans les mariages mais sont utilisées pour donner un cachet solennel à la cérémonie de mariage, nous emmène à conclure qu'elles constituent un épouvantail pour ces cérémonies. Tout comme l'épouvantail posé pour donner une atmosphère humaine au champ, la vieille personne est posée pour procurer un cachet solennel au mariage.

1.6 Epouvantail physique

Ce caractère d'épouvantail est aussi perceptible au niveau des gestuels et des tenues vestimentaires. Au niveau des gestuels, il est attendu des représentants et interlocuteurs, voix posée et calme ainsi qu'une démarche lente. Selon un enquêté *« un vrai représentant. C'est celui qui parle calmement et doucement. »*Selon un second enquêté, *« je refuse de choisir cet oncle pour mes cérémonies de mariage. Il est très agité. »*En effet, les échanges entre les représentants lors de la cérémonie de reconnaissance officielle du mariage se passent d'une voix très basse. Ils sont répercutés par l'animateur de la cérémonie aux autres participants.

Au niveau de la tenue vestimentaire, il est attendu des vieilles personnes un habillement à la mode *« ancien combattant »* ou le *« boubou symbole de tradition et de pouvoir ».* La mode ancien combattant est un ensemble composé d'une veste à la mode des années 20 ou 30ans ou 40, avec des tissus jaunis et des mocassins de la même époque. Le grand boubou est un ensemble de boubou en plusieurs pièces de tissu. Le boubou est le symbole du pouvoir coutumier dans la perception des NDjaménois.

II-Les vielles personnes et le pouvoir politique

Les fonctions dévolues aux vieilles personnes sur le plan politique est celui de représentant d'une entité géographique (carré ou quartier) ou ethniques.

1.1 Une légitimité fragile

Le rôle du chef du quartier/carré est de : concilier les habitants, d'être l'interlocuteur entre les habitants et l'administration publique et d'informer sur les questions foncières.

Ce qui l'emmène à effectuer les tâches suivantes :

Introduire les agents recenseurs dans les domiciles lors des recensements.

Saisir le commissariat au nom des habitants en cas de conflits (pollutions auditives, pollutions environnementales…) avec les établissements scolaires, bars et espace publique de jeu.

Fournir des informations relatives au foncier en cas de litige sur la question.

Les services rendus par le Chef sont facultatifs. En effet, d'autres institutions publiques remplissent les mêmes fonctions. C'est que les relations entre l'administration et les populations peuvent s'établir en dehors du chef. Pour les questions foncières les habitants peuvent saisir directement les institutions judiciaires au delà des indications du chef du quartier.

Il existe donc une concurrence entre les fonctions du chef de carré et d'autres institutions publiques.

Certains habitants n'hésitent pas à jouer sur cette concurrence, lorsque qu'ils remettent en cause la légitimité du chef en tant que personne ou en tant qu'institution. Il faut savoir que l'institution est perçue par une partie de la population comme une justice privée. D'où une remise en cause de sa légitimité par une grande partie des habitants. Selon un enquêté « *je suis citoyen, je ne m'adresse qu'aux institutions de la République et non au chef de carré ou à un sultan* ». Ce qui met souvent les Chefs dans une position de demandeur par rapport aux habitants. C'est dans ce sens qu'on peut dire que l'institution constitue un outil d'oppression des vieilles personnes au lieu d'être un outil de pouvoir.

1.2 Les chefs de race

Le second rôle dévolu aux vieilles personnes est celui de chef de race. Le mandat du chef de race est de statuer sur les conflits interethnique, de réunir les membres d'une communauté, d'initier des activités pour les membres de l'ethnie en question et d'être l'interlocuteur entre les populations de la ville et leurs régions d'origines.

Ce qui l'emmène à organiser les activités suivantes :

- Discussions et contributions relatives aux œuvres sociales (construction d'école, offre de banc, hôpitaux, fontaine…) dans les régions d'origine du groupe ethnique
- Promotion de la culture de l'ethnie (mouvement de défense de la langue, festival artistique…).
- Manifestation de soutient à une position politique.
- Organisation des réunions pour le payement de la « *dya*[1] » et autres compensations[2]

Les deux dernières activités sont à l'origine de la polémique quant à l'existence de l'institution du chef de race.

1.3 Une légitimité de paille

Les partisans de l'institution soutiennent et expliquent son existence par trois raisons.

La première est ses capacités à résoudre et à prévenir les conflits interethniques. La seconde est ses capacités à promouvoir les cultures ethniques (langues, danses, art culinaire) susceptibles de disparaître sous l'effet de l'urbanisation. La troisième raison est sa capacité à coordonner les ressources nécessaires au développement des zones rurales.

Les opposants à l'institution expliquent leur position par 3 facteurs. La première est son anti-républicanisme. En effet, l'institution constituerait une remise en cause des lois républicaines qui implique une citoyenneté des individus au détriment de leur ethnie, sexe et

[1] La « *dya* » est une compensation versée à un groupe à la suite d'un homicide. Son montant peut aller de 1million à plus suivant les ethnies. Elle est l'objet d'un débat quant à son conformité par rapport au droit positif.

[2] En plus de dya certaines compensations sont versées en cas d'accident et autres circonstances imaginées par la victime.

religion. La seconde raison est le fait que l'institution déchargerait les missions premières et basiques de l'Etat telles que le développement social sur les populations.

La troisième raison est que l'institution tendrait à attiser et provoquer les conflits interethniques en évacuant la question d'une justice moderne.

La légitimité de l'institution n'est donc pas un acquis.

Le rôle du chef de race atteint son apogée lors des enjeux politiques notamment des élections présidentielles. Ils organisent des manifestations de soutien réunissant plusieurs personnes à leur domicile, diffusent sur les ondes et dans la presse écrite des communiqués de soutient au nom de l'ethnie, rendent visite à un candidat et s'affichent avec lui. Ces comportements sont adoptés dans l'optique de montrer l'adhésion du groupe ethnique à une position politique.

Cette perception des chefs de race va du postulat que les populations ne réagissent que selon la fibre ethnique, lequel les emmènerait à voter selon les consignes de leur chef de race. Ce dernier constitue cette arme que se présente les détenteurs du pouvoir aux adversaires/concurrents politiques pour leur faire peur. Cependant, cette arme est factice dans le sens où les pouvoirs qui lui est attribué n'existe. En effet, les consignes de vote des chefs de race ne déterminent en aucun cas le comportement des électeurs. Ces consignes de vote sont fonction de leurs intérêts personnels dans la plus part du temps très différents des intérêts ethniques ou même républicains. Les populations et les différents acteurs sont conscients de cette situation. Ce qui du chef de race un épouvantail. En effet, il est un objet sans pouvoir brandit dans l'optique de susciter la peur.

Ce caractère d'épouvantail est aussi renforcé par la suite des événements. Une fois les élections terminées, l'influence des chefs s'arrête comme feu de paille. En effet, ils ne peuvent pas influer sur les nominations au sein du gouvernement, ou dans l'administration publique. Ce qui dans le cas échéant serait synonyme d'un pouvoir réel. Ils exerceront leurs activités de porte parole en publiant un communiqué lorsqu'un membre de l'ethnie est désigné dans le gouvernement ou à un haut poste d'encadrement au niveau de l'administration.

L'épouvantail est aussi perceptible sur le plan vestimentaire. Les chefs de race sont attendus dans l'exercice de ses fonctions à être vêtus en habits d'apparats. C'est ainsi que le boubou est de rigueur chez eux.
L'intronisation du Président de la République est faite par un vieux général, en tenue militaire avec des milliers de médaille symbole du vétéran de l'armée pour rehausser le caractère solennel de l'événement.

Conclusion :

Un survol des institutions politiques africaines montre une prise en compte de la vieillesse à travers différents rôles qui leur sont assignés. Une analyse plus fine, révèle que ces rôles ne sont en aucun cas un pouvoir comme le stipule les thèses relatives à la gérontocratie en Africaine. Au contraire, elle laisse entrevoir ce que nous appelons une utilisation des vieilles personnes comme épouvantail ou « *l'épouvantaïllisation* » des vieilles personnes susceptibles de déboucher sur leur oppression. Une telle configuration de pouvoir débouche sur trois positions stratégiques.

La première position stratégique se décline en deux options. L'une consisterait à maintenir le statu quo par rapport à la configuration de pouvoir actuelle. Ce qui revient à confiner les vieilles personnes dans leur position d'épouvantail. Cette position ne fait pas des vielles personnes des acteurs politiques à part entière.
L'autre option serait de permettre le contrôle réel des vieilles personnes sur ces rôles. Ce qui reviendrait à la gérontocratie par excellences susceptibles de déboucher sur la gérontophobie.

La deuxième position stratégique consisterait en une forme d'« empowerment » des vieilles personnes à l'exemple des femmes. Des moyens seraient mis à la disposition des vieilles personnes pour leur permettre d'accéder au pouvoir. Sur le plan familiale, il s'agira de lier les rôles à la famille; dans ce sens seul une vieille personne de la famille peut jouer un rôle lors d'un mariage. En politique, des appuis matériels (véhicules, ordinateurs, fournitures de bureau…) et institutionnels (formation sur l'approche des populations/organisation des meeting/rédaction discours/utilisation des médias, voyages d'étude…) devraient être accordés aux vieilles personnes afin de favoriser leur accès aux institutions de décisions.

La troisième stratégie serait de créer une chambre de sages à l'exemple du Sénat.

L'impact de la conception et des pouvoirs traditionnels de l'âge sur les structures locales de décision, dans le contexte national de la décentralisation au Burkina Faso

Ibrahiman SAKANDE
01 BP 5050 Ouagadougou 01
Burkina Faso
ibra.sak@caramail.com

Résumé :

Dans l'expérience burkinabè de la construction d'une identité nationale qui transcende l'esprit ethnique ou patrimonial, la décentralisation consiste surtout en la redistribution des compétences au profit des collectivités de la périphérie. Entre les structures socioculturelles traditionnelles où la personne âgée (surtout l'homme) avait des pouvoirs exorbitants et celles de la modernité où elle est menacée d'exclusion, il y a un vaste espace d'expression pour les retraités. Comment un instituteur, l'instinct du métier aidant, peut-il être « tranquillement retraité » dans un village où le taux de scolarisation ne dépasse pas 10% ? Et l'infirmier ? Comment peut-il ne pas continuer à porter assistance au monde rural menacé par tous les maux ? Quant à ceux qui se reconnaissent une âme de leader, comment peuvent-ils ne pas succomber à la tentation de créer un parti politique et de l'animer ? Rien à dire des hommes d'affaires de la dernière heure...

Tout cela se passe, de nos jours, au Burkina Faso, au sein d'associations, de clubs, de partis ou regroupements politiques, ce qui donne de nouvelles dimensions à la société civile burkinabé. Nous irons à la rencontre de certaines de ces associations de retraités pour comprendre leur vision de la décentralisation au Burkina Faso ; pour savoir comment et pourquoi ils se contre distinguent des retraités actifs de la tradition ; pour qu'ils nous parlent de leurs initiatives (organisation, réalisations, résultats...) en tant que personnes-ressources des structures déconcentrées mais des personnes-ressources qui survivent sans ressources, à force d'être bénévolement sollicitées. Il faut noter que nos exemples porteront beaucoup plus sur la culture *mooré*[3], celle que nous connaissons le mieux.

Mots-clefs : retraité - décentralisation - déconcentration – développement

Introduction

L'Afrique qui se développe, vue de près, côtoie ses propres précipices. Le socle coutumier s'est effondré. Le nouvel ordre social tarde à s'imposer avec autant d'autorité que l'ancien. En cette période de mutations culturelles marquées, notamment, par une désorganisation des pouvoirs des classes d'âge, la société africaine entre dans ses propres zones de turbulence. En ces *ruptures structurales,* pour le dire à la manière de Fernand Braudel, l'Afrique passe d'un état de pauvreté de nature économique et environnementale, à

[3] **Mooré** : La langue ou la culture des Moosé du Burkina Faso. **Moosé** : Les Moosé constituent la plus grande famille culturelle du Burkina, malencontreusement appelés «*Moss*i ». **Moaaga** : Singulier de Moosé. **Moogo** : Le territoire des Moosé. **Moogo-Naaba** : L'empereur des Moosé.

un état d'appauvrissement de nature psychosociologique et éthique, à moins que nous ne consentions à la voir en équilibre instable entre ces deux états d'égale insécurité.

Comment se conçoivent, se vivent et s'organisent, à cette étape structurelle du monde traditionnel, les pouvoirs de l'âge ? Quelle mentalité en découle ? Quelles sont aujourd'hui, les limites objectives de cette mentalité en rapport avec les structures locales de décision dans le contexte de la décentralisation ?

I. Les pouvoirs traditionnels de l'âge

Amadou Hampaté Bâ a dit, du haut de la tribune de l'UNESCO qu' « *en Afrique, chaque fois que meurt un vieillard, c'est une bibliothèque qui a brûlé*[4]. » La bibliothèque symbolise la sagesse au sens fort, elle n'est pas seulement remplie de bons conseils, de vœux pieux, d'instructions vagues. La sagesse dans sa perception traditionnelle est un pouvoir, comme l'explique Amadou Hampaté Bâ lui-même : « *Elle écorche et coupe, elle modèle, déforme et module. Elle irrite, amplifie, apaise, rehausse et abaisse. Elle perturbe, guérit, rend malade et, selon sa charge, parfois tue net*[5]. »

La fonction de cette sagesse-puissance, c'est de maintenir la société dans l'équilibre de ses parties. Aucune culture traditionnelle - et en cela les cultures africaines ou burkinabè ne peuvent se dire originales - n'a enseigné le débordement. « *Rien de trop* » : c'était la devise de la cité grecque, une devise qui a sans doute été diversement interprétée et vécue par les cultures traditionnelles du monde en termes d'équilibre, d'harmonie, de partage, de communauté, de fraternité etc. En ce qui concerne la culture *mooré, par exemple*, comment s'organise et se vit cet équilibre ? Et en quoi la personne âgée en est la clef de voûte ?

Le principe de base du fonctionnement de l'ordre social traditionnel *mooré*, c'est l'équilibre des pouvoirs et des fonctions, renforcé par l'équilibre des intérêts et des valeurs[6]. Illustrons ce principe par trois exemples : le rapport homme-femme, la coutume et la politique, les vivants et les morts.

1.1 Le rapport homme/femme

Le rapport homme/femme, dans la société traditionnelle africaine en général et *mooré* en particulier, nous fournit la première illustration de l'idéal d'équilibre. Quand l'ordre social se détermine en tant que pouvoir de défense des intérêts collectifs en même tant qu'instance de la gestion des mœurs, *la femme se soumet à l'homme* ; mais dans l'ordre éthique, garant de la moralité et de la vie, *la société se soumet à la femme*. Celle-ci éduque l'homme à ne pas échapper à l'esprit de la famille ; et l'homme, en pérennisant l'esprit du clan, défend les intérêts de la femme. Ce que l'homme a de grand dans ce commerce, il le tient peut-être de son père ; ce qu'il a d'important, il l'a sans doute reçu de sa mère.

Avant la secousse occidentale, chaque fois que la vie de la collectivité était menacée -c'est-à-dire la vie de ses enfants – la femme africaine, au nom du droit de la vie et du droit à la vie, prenait immédiatement ses responsabilités. N'est-ce pas pour cela que la carte de l'Afrique de l'Ouest a été dessinée par la femme : qu'elle s'appelle *Aminatu* (Nigeria), *Pokou* (Côte

[4] Cf. « *Questions de temps-Anciens ou Jeunes : qui détient la vérité* » dans Ivoire dimanche n°511 du 23 novembre 1980, P.48
[5] *Ivoire dimanche* cité, P.47
[6] Voir Frédéric Titinga PACERE. *Le langage des tam-tams et des masques en Afrique,* Ed. L'Harmattan,

d'Ivoire) *Yennenga* (Burkina Faso), etc., sans compter que dans le Royaume Ashanti, la reine-mère était la reine des transitions politiques, c'est-à-dire, comme chacun le sait, des moments les plus délicats de la vie d'une collectivité.

Ainsi, pour ce qui est des données de base de la société traditionnelle, c'est-à-dire, des principes référentiels de la vie sociale, la femme est tenue de veiller sur les valeurs, et l'homme sur les intérêts. La première est la maîtresse de la moralité, le second, l'impresario des mœurs. Aucune possibilité, pour l'un, en principe, d'échapper à l'autre en le transcendant. Par exemple : selon une pratique traditionnelle chez les *Oroungous* d'Afrique centrale, les femmes devaient être fouettées au cours de la danse *ivanga.* Mais la coutume corrige aussitôt ce qui pourrait un jour devenir excessif en permettant aux femmes de choisir elles-mêmes leur fouetteur rituel. Les chroniqueurs sont unanimes à reconnaître que chaque fois, ce fouetteur rituel, l'élu des femmes, brillait beaucoup plus par le charme de sa personnalité que par la force de ses biceps.

1.2 La coutume et la politique

A la manière de l'illustration précédente, la coutume et la politique se surveillent l'une l'autre, et de très près. Fonctionnant par préceptes et interdits, la coutume jouit à la fois d'un pouvoir de fait, d'un pouvoir juridique et d'un pouvoir moral. La coutume assure la pérennisation de l'équilibre social et l'identité du clan. Elle est puissance et exigence du Bien, elle fait obligation à tous les membres de la famille élargie, surtout à ceux qui exercent l'autorité politique, d'exister dans le bien. L'action politique est donc refrénée, à la base, par le pouvoir de la coutume. Le politique peut gouverner, mais c'est la coutume qui commande ; et pour le gouvernant, le non-respect du commandement de la coutume est souvent puni de *l'honneur du suicide*. (En Afrique traditionnelle, le chef n'était jamais abattu comme un chien. La coutume exigeait, du chef fautif, qu'il soit responsable jusqu'au bout, c'est-à-dire, qu'il se suicide.) Le paradoxe de l'autoritarisme régnant dans les sociétés acéphales africaines s'explique très justement par l'autoritarisme de la coutume comme l'a montré Maurice Duval par l'étude de la famille culturelle *Nuni* du Burkina Faso.[7]

Pour que la société n'échappe pas à l'idéal d'équilibre, la tradition africaine a réussi ce tour de force de domestiquer la politique, pour en faire, non plus une stratégie du pouvoir, mais une pédagogie du devoir. On peut parodier Jules Renard, l'auteur de *Poil de carotte*, pour dire qu'entre la coutume et le roi africain, c'est le roi qui a toujours le dernier mot : oui.

1.3 Les vivants et les morts

Au sommet de l'ordre social, les morts et les vivants se neutralisent. En cela, le devenir s'annule en s'affaissant sur le passé, comme en la vie individuelle et collective, l'imagination s'est effondrée sur la mémoire. Nous sommes sûr que la mentalité qui découle de ce double effondrement, autour de l'homme et en l'homme, a fait plus de mal à l'Afrique que l'esclavage, la colonisation, l'exploitation, etc. Ce qui est supposé venir après la mort ne donne pas à l'homme des raisons d'échapper à la vie ; car le contenu de l'universel *Au-delà* n'est rien de plus que le panthéon des ancêtres qui survivent *à côté* de l'homme, dans la terre, dans la forêt, mais surtout dans la communauté familiale au sein de laquelle leur autorité est incontestable. En Afrique traditionnelle, c'est finalement le mort qui guide le vivant ; somme

[7] Maurice DUVAL, *Totalitarisme sans Etat*, Ed. L'Harmattan, 1991

toute, l'organisation sociale se fait comme à rebours : ce sont les plus usés qui exercent les plus hautes fonctions.

La coexistence pacifique et solidaire, en Afrique traditionnelle, repose donc sur l'idéal d'équilibre ou de juste milieu. La tradition éduque l'homme et organise la collectivité de telle manière que le moins fort refrène l'élan du plus fort ; que le plus rapide attende le plus lent ; que l'idéal communautaire bien compris atténue les inégalités sociales. Le contre-pouvoir (ici le pouvoir des morts) a justement pour fonction d'annihiler les débordements du pouvoir de peur que jamais, la société, en courant plus vite que ses membres, n'en vienne à échapper à sa propre finalité. Ainsi :

- *en l'individu,* l'imagination est refrénée par la mémoire : il suit de là que toute création aura du mal à se départir de la répétition ; la liberté n'existe que dans l'expérience de la solidarité, ce qui signifie que l'être-au-monde traditionnel est un être solidaire, rarement un être d'aventure.
- *dans la société*, la coutume, l'ordre, la stabilité, l'éthique, la continuité, le compromis… prennent le pas sur la culture, la mobilité, l'action, l'innovation, la rupture. Une herméneutique de l'ordre de prévalence de ces catégories culturelles nous montrerait clairement, à partir de là, que l'homme traditionnel subordonne son devenir à sa provenance, ce qui, culturellement, le prédispose à être un participant et non un projet. Ces indications ne sont pas facultatives. Elles sont normatives. L'ordre veille à leur stricte observation. Contre les déviants se trame assurément la loi souterraine et nocturne du silence et du meurtre. De cette manière, la culture africaine en générale et le *mooré* en particulier, s'est conservée comme un *art du compromis et du consensus*.

A la lumière de ces trois exemples, on déduit que structurellement, les vieillards-bibliothèques sont du côté de la coutume et les jeunes du côté de l'action ; ou encore, que les vieux sont les gardiens de la culture ancestrale et les jeunes, animateurs de l'espace social. Ces deux groupes ou pouvoirs, en réalité, s'équilibrent pour annuler toute possibilité de déviance, afin que ceux qui exercent le rôle de contre-pouvoir, les vieux exercent finalement tout le pouvoir. Telles sont la règle et la fonction de la gérontocratie des Moosé : faire en sorte que ce qui est opératoire ne déborde jamais ce qui est normatif.

II. L'impact de la culture d'équilibre sur les structures locales de décision

Dans le monde traditionnel des *Moosé,* comme on vient de le voir, les principes et les déterminants de base de la culture, les normes sociales, les institutions, les pratiques sociales, le profane et le sacré, le cognitif et l'affectif,… se trouvent articulés pour constituer le socle d'un ordre social qui n'ignore rien de « *la paix perpétuelle* » rêvée par les humanistes.

Foulant le sol *moaaga* pour la première fois en 1892, l'explorateur Binger observe et note : « *On entre dans de grandes plaines découvertes, pour la plupart défrichées… c'est une région de culture dans toute l'acception du mot. La terre végétale m'a paru excellente… Favorisés par la nature qui offre un territoire presque entier propre à la culture, les Mossi cultivent ce qui leur est nécessaire pour vivre, mais pas plus, de sorte que, s'il n'y a pas de malheureux dans ce pays, on peut dire qu'il n'y a pas non plus de riches*.[8] ».

[8] BINGER cité in – FNUAP-UNESCO-Burkina Faso – *Education en matière de population* (collectif) Direction de la Presse Universitaire – Ouagadougou, novembre 1995. P.15

Si le célèbre explorateur pouvait revenir sur ses pas, il verrait bien qu'une fois l'idéal d'équilibre rejeté, il y a maintenant des riches à Ouagadougou parce qu'on y rencontre des pauvres.

L'idéal d'équilibre, l'esprit de la non-concurrence, la culture de l'égalitarisme entre frères, les droits d'aînesse, la relativisation ou même le mépris de la richesse, la vision morale de l'histoire, des institutions et des relations internationales, le recours systématique au compromis… sont quelques unes des conséquences léguées par la tradition à la modernité. Et il arrive que ces tares organisent la résistance aux changements au sein de structures censées promouvoir le développement.

Tout le monde applaudit le fonctionnaire retraité qui retourne chez lui, au village, et s'y installe. Il y a quelque chose d'héroïque et de noble dans ce geste. Dans le meilleur des cas, le fonctionnaire retraité devient, dans son village, l'homme à tout faire, à tout penser. L'influence de l'âge aidant, il peut rendre, surtout sur deux plans, des services d'une importance capitale.

Premièrement, sur le plan du fonctionnement des mécanismes décentralisés, il peut être une courroie de transmission irremplaçable entre l'Etat, l'Administration et les populations locales.

Deuxièmement : quant à la nécessaire émergence d'une culture démocratique de masse, le fonctionnaire retraité, en tant que dépositaire des deux cultures, moderne et traditionnelle, peut à la fois être concepteur de modules de sensibilisation et animateur.

Dans le pire des cas, cependant, on s'attend, d'abord, à ce que le retraité, complice de l'âge et du vieillissement, retourne en esprit et en vérité dans la culture traditionnelle où prévalent l'équilibre et le repos. Ensuite, que le doyen, natif d'une région, cède aux appâts du régionalisme en organisant la chasse à l'étranger *intra-muros* au profit des siens. Tout cela se voit et se vit. Malheureusement.

Conclusion :

Dans l'expérience burkinabè de la construction d'une identité nationale qui transcende l'esprit ethnique ou patrimonial, la décentralisation consiste en la redistribution des compétences au profit des collectivités de la périphérie. Nous l'avons montré : Entre les structures socioculturelles traditionnelles où la personne âgée avait des pouvoirs exorbitants et celles de la modernité où elle est menacée d'exclusion, il y a un vaste espace d'expression pour les retraités. Cet espace va de la possibilité de retourner dans la paisible tradition, pour y jouer le rôle de nouveau sage, et s'étend jusqu'au risque de se frayer des chemins qui mènent vers l'inconnu et le changement par le développement de l'entreprise et des unités de production.

Bibliographie

BINGER (1995) in FNUAP-UNESCO-Burkina Faso, *Education en matière de population* (collectif) Direction de la Presse Universitaire, Ouagadougou, novembre 1995. P.152

CAVIN Anne-Claude (1998), *Droit de la famille burkinabè, le code et ses pratiques à Ouagadougou,* Ed. l'Harmattan, Paris.

DUVAL (Maurice) - *Totalitarisme sans Etat*, Ed. L'Harmattan 1991

KABORE Modeste (2003), *Structures et dynamique familiales chez les Moosé (Burkina Faso) du début du 20e siècle aux années 1960,* Mémoire de maîtrise, Université de Ouagadougou, année académique 2002-2003.

PACERE (Frédéric Titinga) – *Le langage des tam-tams et des masques en Afrique, Ed. l'Harmattan, Paris, 1991.*

Intégration de la personne âgée tunisienne dans la sphère familiale : Vers un nouveau modèle de relation entre l'aîné et les autres générations

Lassaad LABIDI
Maître- assistant
INTES, Tunis Tunisie
Chercheur invité
CREGÉS. Montréal Canada
Lassaadlabidi1964@yahoo.fr

Résumé

A l'image des autres sociétés de la région, la société tunisienne est en train de vivre depuis quelques années de profondes mutations. Celles-ci ont touché à des degrés variés, la place et le statut de l'individu, toutes classes d'âge confondues, dans les différentes sphères de la vie collective. Dans ce nouveau contexte, la personne âgée, qui détenait autrefois le pouvoir au sein de la famille et de la communauté se trouve obligée d'ajuster son comportement en fonction des exigences de la nouvelle réalité. Pour se faire une place au sein du groupe familial, il n'est plus question pour elle de reproduire l'ancien modèle de la société dite traditionnelle, mais elle est appelée à inventer un modèle qui lui garantissait le niveau d'intégration recherché et lui permet d'éviter tout conflit ouvert avec les autres membres de la famille. C'est autour de ces différents éléments que s'organise la présente contribution, son objectif est d'analyser dans un premier temps l'impact des changements socioculturels sur l'intégration de la personne âgée dans la famille tunisienne et d'analyser dans un deuxième temps comment certains aînés parviennent à gérer leur rapport aux autres générations pour se prémunir contre toute mise à l'écart de la sphère familiale qui peut mettre en péril leur bien être.

Introduction

À l'image des autres sociétés de la région, la société tunisienne est en train de vivre depuis quelques années de profondes mutations. Celles – ci touchaient à des degrés variés la place et le statut de l'individu, toutes classes d'aĝe confondues, dans les différentes sphères de la vie collective. Notre intérêt pour le travail social dans le champ de la gérontologie en Tunisie, nous a permis de prendre conscience des difficultés que rencontrent certaines fractions des aînés pour se faire une place dans la société. Cette situation se manifeste par certaines pratiques sociales et familiales qui agissent comme des facteurs qui mettent en péril l'intégration du vieux tunisien et accélère sa mise à l'écart des différentes sphères de la vie collective. Dans ce contexte, nous avons jugé pertinent de porter notre attention particulièrement sur l'intégration de la personne âgée dans la sphère familiale et voir comment elle parvienne à gérer ses rapports avec les nouvelles générations dans le contexte d'une société en pleine transition.

Depuis quelques années, la personne âgée tunisienne, qui détenait autrefois le pouvoir au sein de la famille et de la communauté se trouve obligée d'ajuster son comportement en fonction des exigences de la nouvelle réalité. Pour se faire une place dans le groupe familial, il n'est plus question pour elle de reproduire l'ancien modèle de la société traditionnelle. Mais elle est

appelée à inventer un nouveau modèle lui garantissant le niveau d'intégration recherché et lui évitant toute forme de conflit et de désaccord avec les membres de la famille. C'est autour de ces différents éléments que s'organise le contenu de la présente contribution, son objectif est d'analyser dans un premier temps l'impact des changements socioculturels en œuvre dans la société tunisienne sur l'intégration de la personne âgée dans la famille. Dans un deuxième temps, il sera question d'analyser comment certains aînés parviennent à gérer leur rapport aux autres générations pour se prémunir contre toute mise à l'écart de la sphère familiale pouvant mettre en péril leur bien être.

I. Impact des changements socioculturels sur l'intégration de la personne âgée dans la famille tunisienne

À la suite des différents évènements qu'elle a connus et qu'elle connaissait encore, la société tunisienne comme d'ailleurs il est le cas pour les autres sociétés de la région, vivait de profondes mutations. Suite à la colonisation puis à l'indépendance avec les différentes orientations politiques, économiques, culturelles et éducatives mis en place, ses structures sociales, communautaires et familiales ont subi de profondes mutations. Celles-ci se caractérisent par l'intrusion de formes sociales modernes qui ont permis d'aboutir à une société caractérisée par la coexistence de structures traditionnelles et de structures modernes, coexistence qui peut être observée dans tous les secteurs de la vie quotidienne. Cette situation, comme nous pouvons l'observer, n'a pas été sans répercussions critiques ou sévères sur certaines catégories de la population et en particulier sur les maillons les plus vulnérables de la société tels que les enfants, les handicapés et les personnes âgées, des catégories qui étaient pour une longue période protégées par l'entraide familiale et les différents réseaux de solidarité communautaire. On se demande alors quel était l'impact des changements socioculturels en œuvre dans la société tunisienne sur l'intégration de la personne âgée dans la famille? Pour répondre à cette question nous allons dans une première section analyser l'impact de la promotion de la solidarité nationale et de ses nouvelles valeurs sur le niveau d'intégration des aînées tunisiens. Dans une deuxième section il sera question de démontrer l'ampleur du changement au niveau de la structure familiale et ses effets sur le rapport des aînés avec les autres membres de la famille et sur sa participation au fonctionnement du groupe familial.

1.1 Solidarité nationale et disparition progressive des fondements traditionnels de l'intégration sociale des personnes âgées

Pour tenir ses engagements envers la population, le premier État tunisien, formé après l'indépendance, a été très ambitieux voulant améliorer d'une façon rapide les conditions de vie socioéconomiques des différentes couches sociales. À travers les premiers plans de développement, il a essayé d'accélérer le processus de modernisation qui a démarré avec la colonisation. Ce ci a entraîné progressivement un déplacement des responsabilités en matière d'éducation, de protection et de solidarité, qui appartenaient autrefois à la communauté et à la famille en particulier ses membres âgés, vers les pouvoirs publics. Ces derniers sont apparus en tant que nouvel acteur pour prendre en charge les différents problèmes de l'individu "du berceau jusqu'au tombeau". Ainsi, nous avons assisté à la promulgation de plusieurs lois et à la mise en place d'un ensemble de structures et de programmes sociaux en faveur d'une catégorie très hétérogène, appelée catégorie des assistés. Cette catégorie est composée des enfants en difficulté, des handicapés, des familles nécessiteuses et des personnes âgées. Ces dernières se sont rendu compte qu'elles sont passées de façon progressive du statut du chef protecteur et garant de la solidarité au statut d'objet de solidarité et de mesures de protection contre non pas uniquement les aléas de l'existence, mais aussi contre les différents mauvais traitements qu'elles

peuvent rencontrer au sein de la sphère familiale. C'est ainsi que les pouvoirs publics se sont dotés d'une certaine légitimité pour intervenir non pas uniquement dans la vie économique, mais également dans la vie privée des individus, des couples et des familles.

L'intervention de l'État par un ensemble de mesures législatives et de programmes d'assistance pour protéger les catégories vulnérables de la société révèle que les solidarités de base sont devenues de plus en plus incapables d'assumer convenablement leurs fonctions traditionnelles de protection et de cohésion sociale. Elle révèle également que le modèle d'équilibre traditionnel entre les différentes classes d'aĝe et entre les sexes est de plus en plus déficitaire. Par ailleurs, nous pensons que cette intervention, malgré son importance, a indirectement contribué à l'affaiblissement des multiples fondements caractéristiques de la société traditionnelle qui assumaient une grande fonction d'intégration sociale en particulier celle des personnes âgées.

Rappelons que selon la perspective théorique du sociologue français Émile Durkheim, la société traditionnelle se caractérise en particulier par une solidarité mécanique, par une forte conscience collective, par le culte de l'âge et par l'importance de la religion, des traditions et de l'institution familiale. Elle se caractérise également par le regroupement des individus selon les rapports de descendance et par la totale confusion entre le milieu professionnel et les milieux familiaux et territoriaux. Dans le contexte spécifique de ce type de société, la personnalité individuelle est absorbée par l'ensemble collectif (Durkheim, 1994).

Avec sa volonté d'intervenir dans tous les aspects de la vie des gens et son désir d'étendre ses actions pour toucher les différents secteurs et pour organiser les différents rapports de l'individu, l'État est apparu comme étant le grand acteur. À travers les différentes composantes la politique sociale conçue au cours des premiers plans quinquennaux de développement, la solidarité nationale a été valorisée au détriment des anciens réseaux communautaires et familiaux. Les différents programmes sociaux et culturels, la généralisation de l'enseignement et la promotion du modèle de la famille réduite, ont progressivement porté atteinte au statut et à la relation entre les différentes classes d'aĝe, introduisant ainsi une modification du rapport des personnes âgées avec la communauté et la famille. Celles - ci découvraient, au fur et à mesure que l'intervention de l'État s'intensifie, qu'elles sont en train de subir une grande modification qui touche aussi bien leur statut que leur participation aux différentes sphères de la vie collective en particulier la famille. Il nous semble que cette modification, qui a pris des formes différentes et qui varie d'une personne âgée à l'autre sous l'effet de plusieurs facteurs, touche la place des aînés et par conséquent leur intégration sociale.

Dans le contexte d'une société qui a pris le chemin de l'occidentalisme dans la gestion de la majorité des secteurs de la vie, la valeur de l'individu est de plus en plus mesurée par sa capacité productive et ses qualifications professionnelles et techniques. Celles - ci sont devenues les principaux facteurs de son intégration dans les différentes sphères de la vie collective; elles déterminent dans une large mesure sa place dans la société et par conséquent la position statutaire de son groupe d'âge. En conséquence, la société tunisienne s'achemine progressivement vers l'adoption des valeurs largement véhiculées par les sociétés modernes. Ces dernières se caractérisent selon la perspective théorique d'Émile Durkheim, par la solidarité organique, par l'importance de la liberté et de l'initiative individuelle et par l'affaiblissement de la religion, des traditions, de l'institution familiale et des rapports sanguins. Elles se caractérisent également par l'importance de l'activité professionnelle. À l'opposé de ce que nous trouvons dans les sociétés traditionnelles, ladite activité, ne coïncide plus avec le groupe familial et jour

un rôle primordial dans la détermination du statut de l'individu et de son identité (Durkheim, 1994).

En effet, si dans la société traditionnelle l'intégration de l'individu se base sur de simples critères biologiques tels que le sexe, l'âge et les liens du sang, dans le contexte actuel de la société tunisienne, en tant que société en mutation, la dite intégration se fonde de plus en plus sur des critères qui favorisent davantage les compétences et les capacités personnelles et ce à l'image de ce que nous trouvons dans les sociétés occidentales. Ainsi, nous pouvons dire que l'émergence de ces différents éléments est un signe précurseur du développement d'un processus d'exclusion lent et progressif des aînés tunisiens de l'organisation sociale. Leur place dans la société et dans la famille est en train de subir un grand choc, choc que les simples mesures législatives restent incapables d'amortir.

Dans les conditions actuelles de la société tunisienne qui ne cesse d'intensifier son orientation productiviste et son culte pour la jeunesse, certaines personnes âgées se rendent progressivement compte que leurs ressources ou encore leur capital culturel et matériel ainsi que leur capital de relations sociales sont frappés d'obsolescence. Elles ne sont plus en mesure de répondre aux exigences d'une société qui s'oriente de plus en plus vers le modèle fonctionnaliste et matérialiste qui valorise l'agir et non l'être.

À la suite de la forte mobilité et des changements rapides que connaissait la société tunisienne, certains aînés se rendent compte qu'ils sont en train de finir leur dernière étape de vie dans un environnement adverse. Dans ce nouveau contexte les anciens piliers fondamentaux (âge, sagesse, expériences, connaissances) qui assument dans la société traditionnelle une grande fonction dans la construction de l'identité de la personne vieillissante sont ne train de disparaître progressivement, mettant ainsi en danger son intégration sociale non pas uniquement dans les espaces public, mais aussi dans l'espace privé.

Aujourd'hui, ne partageant plus le mode de vie avec les nouvelles générations, une fraction de la population âgée ne trouve plus la possibilité de participer à des valeurs concrètes et de s'investir dans des pratiques reconnues et valorisées par le reste de la communauté. Ainsi, son sentiment d'appartenance à l'organisation sociale s'affaiblit, ses capacités d'adaptation aux nouvelles réalités deviennent de plus en plus réduites et ses réseaux relationnels s'appauvrissent. Leur présence au sein du groupe familial est de plus en plus problématique.

1.2 Passage de la famille traditionnelle à la famille moderne et découverte de nouveaux rapports

Sans tarder sur cette question qui a fait l'objet de plusieurs réflexions sociologiques en Tunisie, nous avançons qu'avec les transformations qu'a subies la famille traditionnelle de type élargi, les rapports entre les différents membres se sont profondément perturbés. Le respect de la hiérarchie des âges qui garantissait autrefois l'intégration des personnes âgées n'est plus une valeur partagée par tous. En conséquence certains aînés sont en train de perdre progressivement leur ancien statut en tant que noyau central autour duquel gravitent les autres générations. Ne contribuant plus de façon active à la réalisation des objectifs de la sphère familiale, certains aînés se trouvent directement ou indirectement exclus et marginalisés à l'intérieur même du groupe familial qu'ils se sont sacrifiés pour fonder.

Suite aux différents changements constatés dans la structure de la famille tunisienne, la personne âgée peut se trouver dans certaines situations mise à l'écart, non pas suite à un acte

d'abandon clair, qui l'amènerait aux institutions de prise en charge, mais d'une manière indirecte et détournée. Pour ne pas être dévalorisées et stigmatisées de familles désobéissantes et éclatées, pour échapper aux mépris de la famille large et de la communauté, pour ne pas témoigner de leur incapacité de prendre en charge leurs parents âgés et pour sauvegarder leur statut social, certaines familles n'osent pas abandonner leurs aînés dans les centres de protection. Elles les maltraitent en les marginalisant, en leurs réservant un petit espace, dans lequel ils seront tassés avec leurs vieux meubles. Ces différentes situations révèlent que l'intégration familiale de certains segments de la population âgée tunisienne, est de plus en plus déficitaire. Elle n'est plus ce qu'elle était dans le contexte de la société traditionnelle.

1.3 Un mouvement d'urbanisation non favorable aux aînés

Les différents changements survenus au sein de la famille tunisienne on été soutenus par un mouvement d'urbanisation rapide et plus moins organisé. Ce mouvement a profondément modifié les représentations collectives et les structures sociales traditionnelles qui garantissaient autrefois aux aînés une place privilégiée dans la famille et dans la communauté. En conséquence, les membres de la collectivité sont devenus de plus en plus dispersés, les liens coutumiers se sont affaiblis. De nouveaux modèles de comportement non favorables à l'intégration des personnes vieillissantes sont apparus de façon progressive mettant en cause la place de l'aîné dans le réseau familial, dans le réseau de voisinage et dans toute la communauté. Ces nouveaux modèles de comportement symbolisant la culture valorisée par les nouvelles générations se caractérisent essentiellement par un manque de respect aux valeurs traditionnelles qui déterminent la qualité des rapports à l'intérieur du groupe familial et entre les différents membres de la communauté. Les groupes d'âge n'assument plus les mêmes fonctions et ne maintiennent plus entre eux le même type de rapport que celui qui a caractérisé la société traditionnelle. Ainsi, d'une manière indirecte et progressive, ces différents éléments ont ouvert de larges brèches dans le tissu social traditionnel. Celui – ci, rappelons – le fonctionnait autrefois à l'image d'un système qui assigne à l'individu, à chaque stade de son développement, une place bien définie dans les rapports sociaux. Il garantissait également la protection et l'intégration des maillons vulnérables de la société.

Suite à l'urbanisation et au phénomène de l'exode rural, les réseaux de solidarité familiale sont devenus de plus en plus incapables d'assumer une fonction d'intégration en faveur des personnes âgées. À l'instar des sociétés industrialisées, la question de la vieillesse en Tunisie, comme nous pouvons le déduire à travers certains programmes de protection (prise en charge dans les centres d'hébergement, programme S.O.S personnes âgées, famille d'accueil pour personne âgée) et à travers certaines mesures législatives (loi du 31octobre 1994) apparaissait de plus en plus comme problématique. Ainsi, en raison de l'appauvrissement de la solidarité communautaire et familiale et de l'émiettement des anciennes unités sociales provoqué par le mouvement d'urbanisation, il est de plus en plus difficile pour certaines personnes âgées en Tunisie de trouver les réseaux relationnels qui leur permettraient de disposer d'un statut valorisé sur la base du simple critère d'aĝe.

Dans les quartiers urbains populaires non planifiés qui se sont créés à la périphérie de la capitale Tunis, où la majorité de la population est d'origine rurale et est venue des régions les plus pauvres du pays, les nouvelles familles vivent dans de mauvaises conditions. Les problèmes sociaux tels que la pauvreté, le chômage, le surpeuplement, les mauvaises conditions de logement et la violence sous ses différentes formes, constituent le dénominateur commun de la majorité des familles qui tentent de vivre dans un milieu physique et social adverse. Dans les nouveaux espaces urbains, en raison de la faiblesse du revenu des enfants

adultes, de l'exiguïté des logements et en raison de l'affaiblissement du contrôle social, la présence de la personne âgée dans certaines familles apparaît plutôt encombrante, ce qui ouvre la voie à son d'exclusion de la sphère familiale selon différentes manières et d'une façon lente et progressive. Elle ne trouvera plus auprès de ses enfants la reconnaissance et la gratitude dont elle a besoin, surtout dans un contexte où la progéniture est encore valorisée en tant qu'assurance pour les vieux jours.

Ainsi, nous pouvons dire qu'en raison de l'ensemble des mutations en œuvre dans la société tunisienne, de la pauvreté et des mauvaises conditions de vie dans certains nouveaux centres urbains, certaines familles n'offrent peu ou plus à leur membre âgé les possibilités qui favorisent son intégration sociale primaire. Les nouvelles attitudes négatives développées à son égard et les pratiques de violence dont il peut être victime ne peuvent qu'affaiblir son inscription dans le tissu social.

1.4 Une participation familiale de plus en plus limité

À l'opposé de la société traditionnelle, où la personne âgée assume les principaux rôles dans la famille et où elle est considérée comme le chef non pas uniquement du groupe familial mais aussi de toute la communauté, dans les conditions actuelles de la Tunisie, certaines personnes âgées perdent en partie ou en totalité les privilèges autrefois accordés à la vieillesse. Ces privilèges, rappelons- le, assument une grande fonction d'intégration sociale et offrent à l'individu, une fois arrivé à la dernière étape de la vie, un statut social valorisé et reconnu. Ainsi, en raison des multiples aspects du changement en oeuvre dans la société tunisienne, certains aînés, sans rôles fondamentaux dans le cadre de leur groupe primaire, subissent un processus lent et progressif d'exclusion sociale. Leur place aussi bien dans la société que dans la famille devenait de plus en plus floue et ambiguë.

Dans le contexte de la société tunisienne actuelle, et en particulier dans le milieu urbain, comme nous venons de le démontrer, certaines personnes âgées ne trouvent plus facilement leur place au sein du groupe familial. L'ancien modèle de rapports entre les enfants et leurs parents âgés, qui était fondé sur le respect de la hiérarchie des âges, est battu en brèche par un nouveau modèle qui fait aux personnes âgées une place de plus en plus restreinte. Ainsi, les vieux se trouvent progressivement privés des possibilités qui leur permettent de remplir les anciens rôles autrefois reconnus aux aînés. Rappelons que dans le contexte de la société traditionnelle, les parents âgés, en particulier les hommes, jouissent d'un grand pouvoir de décision et de gestion non pas uniquement des biens mais aussi sur des personnes. Ils sont les dirigeants de l'entreprise familiale et les dépositaires du savoir et de la connaissance.

Aujourd'hui, en raison de l'ensemble des changements que nous avons exposés plus haut, certaines personnes âgées voient leur contribution à la vie familiale se réduire; elles ne sont plus les décideurs ou encore les éducateurs des petits enfants et les conseillers pour les enfants. Elles n'ont plus de patrimoine à léguer, ni de savoir à transmettre. En raison de la scolarisation, les enfants trouvent la possibilité d'accéder à de nouveaux savoirs qu'ils ne peuvent trouver auprès du parent âgé. Grâce à leurs qualifications professionnelles, ils trouvent ailleurs que dans le groupe familial les espaces où ils peuvent faire valoir leurs talents et développer leurs capacités. La personne âgée n'assume plus les grandes responsabilités dans la famille. À titre d'exemple, elle n'intervient plus aujourd'hui ou n'intervient que d'une façon très superficielle dans l'organisation des mariages, elle n'intervient plus également dans la vie du nouveau couple. La majorité de leur anciens rôles est remplacée par l'intervention des professionnels qui sont en

train de prendre le contrôle des différents aspects de la vie individuelle et familiale (éducateurs, assistants sociaux, médiateurs familiaux, juges etc..). Rappelons à cet égard, que dans le contexte de la société traditionnelle, la personne âgée était la première responsable de la construction des nouvelles familles. Elle s'impliquait dans les différentes démarches relatives à l'organisation du mariage, veille à la réussite de la vie du couple et assure son encadrement tout le long des phases de son développement. Bien sûr, la nouvelle réalité avec ses différentes facettes et caractéristiques, n'est pas sans effets négatifs sur le statut de la personne âgée et en particulier sur sa participation à la vie familiale. Elle agissait en tant que facteurs excluants qui mettaient en cause sa santé physique et mentale.

Au fur et à mesure que la famille se transforme et que la société s'urbanise, les personnes âgées en Tunisie se rendent compte qu'elles n'ont plus de place satisfaisante dans le tissu social. Celles qui ont la chance de cohabiter avec leurs familles découvrent que leur cadre de vie est limité et même les quelques activités qu'elles assument restent superficielles et ne leur offrent qu'un niveau illusoire d'intégration sociale. D'autres, ne remplissant aucun rôle, deviennent totalement dépendantes de leur entourage, exclues d'une manière indirecte et détournée. Bien sûr, cette perte de rôles entraîne pour elles *"un retrait émotionnel de plus en plus grand et un manque de projet et d'intérêt sociaux"* (Perlman, 1973).

Avec la perte totale ou partielle des rôles sociaux, certaines personnes âgées de la société tunisienne actuelle ne trouvent plus les possibilités qui leur permettraient de satisfaire pleinement leur besoin d'appartenance sociale. Celui - ci étant un besoin fondamental de la personnalité*"correspond à notre besoin d'avoir des racines, un point de référence et de continuité, une reconnaissance et une acceptation de soi par les autres, une participation à une identité collective"* (Laforest, 1989).

Dans la perspective de la théorie des rôles sociaux, l'appartenance sociale d'un individu n'est pas à saisir dans l'aspect apparent du rapport de l'individu à la société, ou encore par le simple rattachement statique. Elle est à saisir dans ses aspects dynamiques et concrets, elle est à définir en termes de comportements qui permettent à l'individu de s'affirmer et de se réaliser. L'appartenance sociale est *"une source de valorisation: dans une société donnée, chaque individu se sent reconnu et valorisé par son groupe d'appartenance selon le statut qu'il occupe et selon la façon dont il se conforme aux normes de ce statut"* (IBID). En fonction de ces éléments, et en raison des multiples aspects du changement, les personnes âgées en Tunisie se trouvent dans une société qui s'achemine progressivement vers l'adoption de pratiques sociales négatives (mise à la retraite, âgisme, maltraitance, institutionnalisation), qui ne leur permettent pas d'avoir une place valorisée et reconnue.

Avec l'ensemble des changements socioculturels et le passage de l'âge adulte à la vieillesse, certains aînés ne savent plus quelles sont les exigences et les normes qui définissent les rôles qu'ils ont à assumer dans le cadre du groupe familial. Dans ces conditions, la perte des valeurs et des repères collectifs se traduit pour eux par des problèmes d'intégration et une perte progressive de l'identité.

> *"Et ainsi, leur statut et eux avec reste vague et non défini. Eux mêmes ont l'impression de se débattre dans un brouillard d'incertitude à propos du comportement que l'on attend d'eux. Ils sont obsédés par le fait que dans les yeux des "autres", ils ne voient que l'incertitude"* (Perlman, 1973).

Dans ce sens nous pouvons dire que certains aînés tunisiens vivent une certaine anomie d'ordre social. En d'autres termes, il n'y a plus de normes et de règles qui font l'unanimité de tous, qui servent de cadre de référence pour juger le statut de la personne qui accède à la dernière étape de la vie, et qui définissent de façon claire quels sont les rôles qu'elle doit assumer et comment elle doit les assumer. Cette situation anomique qui caractérise le quotidien de certains aînés, représente à notre sens une forme d'exclusion du groupe familial et ouvre la voie pour une exclusion plus profonde de la communauté.

À l'instar des différents éléments que nous venons d'exposer, nous sommes en mesure d'avancer que la place des personnes âgées dans la société tunisienne n'est plus ce qu'elle était . Le contexte actuel de la Tunisie se caractérise par la disparition progressive des réseaux de solidarité traditionnelle. Ces derniers sont de plus en plus remplacés par les stratégies individuelles et les solutions institutionnelles. La place de la vieillesse dans la famille et dans la communauté, telle que véhiculée par la religion, les traditions culturelles et le savoir populaire, n'est plus en concordance avec la place réelle des aînés dans la vie collective. Ainsi, on se demande comment les aînés tunisiens, dans ce nouveau contexte qui valorise la culture de la jeunesse (21mars de chaque année, jour férié fête de la jeunesse), parviennent ils à gérer leur rapports avec la nouvelle génération pour maintenir leur intégration ou encore pour tempérer le sentiment de l'exclusion vécue? La réponse à cette question fera l'objet des sections suivantes.

II Les stratégies de gestion des rapports avec la nouvelle génération

Les rapports entre les générations et en particulier entre les vieux et les jeunes ont généralement tendance à être conflictuels dans les différentes sociétés. Toutefois, nous pensons que cette tendance s'intensifie lorsqu'il s'agit d'une société en pleine transition telle que la société tunisienne. Cette dernière, comme nous l'avons déjà exposé, connaît un état de disparité culturelle sans précédent. Ainsi, il y a lieu de se demander comment certaines personnes âgées parviennent à gérer leur rapport avec les nouvelles générations pour ne pas mettre en péril leur intégration ou du moins, pour tempérer leur sentiment d'exclusion.

Pour entretenir de bons rapports avec les nouvelles générations et éprouver le sentiment de maintenir leur place dans la société, les personnes âgées tunisiennes procèdent de différentes manières. Dans une recherche précédente que nous avons effectuée dans le district de Tunis en suivant une démarche qualitative aussi bien pour la collecte que pour l'analyse des données (Labidi, 2003), nous nous sommes rendus compte de l'effort fournis par certaines personnes âgées tunisiennes pour s'adapter à la nouvelle réalité. Cette dernière comme nous l'avons déjà démontré est caractérisée par un certain culte de la jeunesse et une certaine orientation vers la disqualification de la vieillesse. La recherche mentionnée, nous a permis de nous rendre compte des stratégies qu'utilisent certains aînés pour entretenir de bons rapports avec la nouvelle génération. La recherche du compromis, la tolérance, la contemplation, la menace et enfin le refus de l'institutionnalisation sont les différentes stratégies aux quelles recourent certaines personnes âgées dans le cadre de la gestion de leur rapport aux autres générations en vue de maintenir leur intégration sociale. Examinons de plus près ces stratégies.

2.1 La stratégie de la recherche du compromis

Cette stratégie consiste pour les personnes âgées qui l'envisagent à adopter un comportement qui traduit leur choix de faire certaines concessions dans leurs désirs, dans leurs goûts et dans toutes les choses qu'elles valorisent et qu'elles estiment importantes pour

être respectées par les autres générations. Voici ce qui nous dit à ce sujet un aîné provenant du milieu urbain:

> *"Je pense que la personne âgée, pour avoir une bonne place dans la famille, elle doit éviter les critiques et les remarques sans fondement et même celles qui sont bien fondées mais qui risquent de déranger... A mon avis, la personne âgée doit s'entendre avec les membres de la famille. Elle doit faire semblant d'aller avec eux dans leurs idées, dans leur goûts et dans leurs désirs, sinon elle risque d'être abandonnée et livrée à elle même; ou bien même les membres de la famille vont chercher à la mettre dans un centre de protection et dire: "ça nous suffit nous avons beaucoup supporté ce vieux"*

D'après ces différents propos, nous pouvons dire que la recherche du compromis en tant que stratégie de régulation des rapports avec les autres membres de la famille exprime leur désir d'entretenir de bons rapports avec les nouvelles générations pour pouvoir échapper aux différents problèmes qui peuvent mettre en péril leur intégration sociale. Mais ce qui nous semble important également c'est que l'utilisation de ladite stratégie procède en quelque sorte d'une certaine prise de distance par rapport à l'image traditionnelle de la vieillesse. Pour maintenir son intégration et échapper à tout sentiment d'exclusion qui peut trouver son origine dans une certaine négligence des autres, mais aussi du contexte général dans lequel elle se trouve, certaines personnes âgées choisissent de se rapprocher du nouveau mode vie en place et de favoriser de sa part l'épanouissement des jeunes et l'affirmation des valeurs qu'ils portent. Cette option pour le nouveau système socioculturel en développement se manifeste également par le recours à la stratégie de la tolérance.

2.2 La stratégie de la tolérance

Étant donné qu'elles ne portent pas les mêmes valeurs que celles des nouvelles générations et que chacune d'elles symbolise une sous - culture spécifique, la différence entre les personnes âgées et les nouvelles générations est un fait très remarquable. Pour être en mesure de pouvoir maintenir leur intégration et éviter tout conflit ouvert avec les autres générations, certaines personnes âgées envisagent le recours à la stratégie de la tolérance. Mais comment définit- on la tolérance?

Selon Alain Birou, la tolérance exprime dans le champ sociologique et moral:

> *"L'acceptation d'une certaine marge d'inconformisme. C'est le comportement social selon lequel on reconnaît aux autres et particulièrement à d'autres groupes le droit de manifester des opinions, des croyances, des conduites différentes, bien qu'on ne soit pas d'accord avec elles."* (Birou, 1966).

Pour Arlette et Roger Mucchielli, la tolérance est une:

> *"Attitude inverse du fanatisme et de l'autoritarisme; elle est faite d'acceptation d'autrui et de ses idées mêmes si elles sont différentes de celles qu'on a. Passive, la tolérance est un laisser - faire ou une indulgence, généralement dans des limites plus ou moins annoncées. Active, la tolérance est ouverture, compréhension, refus d'imposer ses convictions et recherche de relations positives en vue de solutions de synthèses"* (Mucchielli,1969).

En effet, en choisissant la stratégie de tolérance, les personnes âgées concernées font preuve d'une attitude plus ouverte et plus compréhensive en acceptant et en respectant que les autres générations, en particulier les jeunes, soient différentes d'elles et mènent leur vie comme ça leur convient. C'est ce que révèlent les propos suivants provenant de répondants du milieu urbain:

> *"Si une personne âgée surveille les autres et les contrôle, et si elle veut imposer son mode de vie aux autres: "Pourquoi tu t'habilles ainsi, pourquoi tu te coiffes de cette façon, pourquoi tu fréquente x et y", ce n'est pas bien. La personne âgée doit s'occuper de ses propres affaires, elle doit savoir que les jeunes ont le droit de vivre leur propre temps. Même le prophète, il nous a dit que nos enfants sont nés pour des temps qui ne sont pas les nôtres".*

> *"La personne âgée, si elle va imposer ses idées avec force aux enfants et être autoritaire comme avant, elle va tout perdre, donc elle doit les laisser exprimer leur avis tout en essayant de les orienter doucement, sinon ils ne vont pas l'écouter"*

Enfin, étant donné que l'esprit de tolérance dans la société suppose *"que l'on admette collectivement le pluralisme, une certaine conception de la liberté personnelle et que soit exclu tout totalitarisme"* (Birou, .1966), nous pouvons dire qu'en utilisant la stratégie de tolérance, les personnes âgées amorcent le processus de démocratisation de la société et adhèrent en quelque sorte à l'idéologie des Droits de l'Homme. Si tel est le cas, il nous semble qu'elles devancent les autorités publiques qui sont encore hésitantes à abandonner les pratiques relevant de l'idéologie de la personnalité autoritaire.

2.3. La contemplation

Pour être en mesure de maintenir leur sentiment d'intégration et entretenir de bons rapports avec leur environnement proche, certaines personnes âgées préconisent le recours à la contemplation. Mais d'abord qu'entendons- nous par contemplation?

Selon le grand dictionnaire encyclopédique Larousse, la contemplation, c'est :

> *"L'action de contempler quelqu'un ou quelque chose: le regarder avec attention et longuement en s'absorbant dans cette observation. Contempler quelqu'un, quelque chose, le regarder l'observer sous l'effet de tel ou tel sentiment; contempler avec tristesse une maison déserte; contempler avec horreur les débris d'un avion écrasé; contempler avec amour un enfant endormi. Contempler un état, une situation, les voir dans tous leurs aspects, dans toutes leurs étendues, en prendre pleinement conscience."* (Grand Dictionnaire Encyclopédique Larousse,1982).

D'après cette définition, nous pouvons dire que la contemplation est en quelque sorte une attitude de "silence parlant". Pour le sujet qui nous préoccupe, elle désigne la profonde inquiétude et le refus intérieur de l'objet observé en raison de l'écart qu'il introduit avec les représentations que portent les aînés. Elle est relativement différente de la passivité dans la mesure où il s'agit d'un travail de l'intérieur, suite auquel l'observateur s'absorbe dans l'observation.

Étant donné l'état de mobilité sociale et l'effervescence culturelle que connaît la société tunisienne, les personnes âgées ne peuvent plus maintenir le modèle traditionnel des statuts et des rôles qui accompagnaient autrefois l'accès à la dernière étape de la vie. Ainsi, pour échapper à tout sentiment d'exclusion, elles optent pour une attitude de contemplation. C'est ce que nous pouvons saisir des propos suivants:

"Dans certaines situations, je me trouve obligée de me taire, je préfère ne pas donner mon avis, j'observe et c'est tout, pour sauvegarder ma valeur je n'ai pas d'autres solutions, j'observe et je ne dis aucun mot"

Si l'on se situe dans le contexte de la société tunisienne traditionnelle avec tous les privilèges qu'elle accorde aux personnes vieillissantes, nous pouvons dire que la personne âgée a droit d'intervenir dans tous les aspects du fonctionnement du groupe familial et communautaire. Étant considérées comme les gardiennes des valeurs et des biens de la famille et de la communauté, elles se donnent le droit de conseiller et d'orienter les autres et de les encadrer, même sans les connaître et sans avoir avec eux de rapports étroits. Cependant dans le contexte de la société tunisienne actuelle et comme il a été déjà analysé, le maintien de l'ancienne image de la vieillesse avec tous ses attributs pourrait être source d'exclusion pour les personnes âgées. C'est ainsi que certaines personnes âgées, par souci de préserver leur dignité et d'entretenir de bons rapports avec les autres générations envisagent, le recours à la contemplation.

En effet, dans toutes les situations où elles observent des comportements qui se démarquent nettement des valeurs et des normes qu'elles valorisent, mais aussi des situations où une personne âgée, dans une société traditionnelle, devrait intervenir pour introduire les correctifs nécessaires, les personnes âgées optent pour "le silence parlant". En procédant ainsi, elles expriment implicitement leur refus de la situation observée, mais aussi n'y a - t - il pas lieu de se demander si elles n'expriment pas par la même occasion leur inquiétude à propos de l'état réel de leur statut par rapport aux personnes âgées qu'elles ont connues. Qu'il s'agisse d'un sentiment ou de l'autre, la contemplation pourrait être assimilée à une sorte de démission extérieure dans la mesure où la personne âgée ne peut pas agir pour modifier la situation observée. Toutefois, elle demeure profondément impliquée de l'intérieur. Dans un contexte de forte mobilité culturelle, où le respect de la parole des vieux, en raison de l'affaiblissement du culte de l'âge, n'est plus automatiquement garanti, en procédant par la contemplation, les personnes âgées concernées parviennent à éviter d'entrer en conflit ouvert avec les autres générations. Ceci leur permettra d'entretenir avec elles des relations positives, de pouvoir "cohabiter en état de paix'" et de maintenir par conséquent leur sentiment d'intégration sociale.

A l'instar de ce que nous venons de développer, nous pouvons dire qu'en choisissant lesdites stratégies les personnes âgées sacrifient les traditions pour garantir leur intégration.

2. 4 La stratégie de la menace

Cette stratégie consiste, pour certaines personnes âgées, à procéder par une action que l'entourage familial et communautaire n'accepte pas; c'est ce que nous pouvons saisir à travers le propos suivant, recueilli auprès d'une interlocutrice provenant du milieu urbain populaire:

"Parfois j'étouffe et je leur dis (ses enfants) je vais voir l'assistante sociale et je ne resterai pas ici; j'irai au centre de protection des personnes âgées et je louerais ma

maison...Alors mes enfants me disent "comment, nous sommes encore vivants et tu iras au centre de protection, que diront de nous ceux qui nous connaissent?".

Dans le contexte de la société tunisienne, à l'instar des autres société africaines, le souci du regard d'autrui est encore une réalité fort présente; il conditionne dans une certaine mesure le comportement des individus et des familles qui veulent préserver une image positive d'eux - mêmes. Dans ces conditions, et comme nous l'avons déjà mentionné, le fait d'abandonner ses parents âgés dans un centre de protection est mal vu, entraînant la dévalorisation et le mépris social. Profitant de ces différents éléments culturels, certaines personnes âgées, en particulier celles qui éprouvent des difficultés d'intégration familiale, pour attirer l'attention de leurs enfants sur leur situation difficile et faire preuve de leur refus des conditions de vie qu'elles sont en train de mener, menacent leurs enfants d'aller continuer le reste de leur vie dans le centre de protection pour personnes âgées. En procédant ainsi, elles les menacent de les dévaloriser, et de leur faire perdre toute dignité aux yeux des autres. Cette stratégie nous semble pertinente, dans la mesure, où les membres de la famille, par souci de préserver leur image et d'échapper à tout mépris social pourront faire quelque chose, si minime soit elle, pour éviter que le projet envisagé par le parent âgé ne devienne une réalité. Ainsi, on peut conclure qu'en utilisant la stratégie de la menace, la personne âgée réussira à tempérer le sentiment de l'exclusion vécue. Bien sûr, il est évident que si elle ne parvient pas à atteindre l'objectif visé, il est fort possible que la personne âgée concernée passera à l'action. C'est à dire que le projet deviendra réalité.

2.5 La stratégie du refus de l'institutionnalisation

À l'opposé de la stratégie précédente, témoignant de l'état de disparité culturelle que vit la société tunisienne, la stratégie de refus de l'institutionnalisation exprime la situation des personnes âgées qui pourraient subir une certaine pression de la part de leurs enfants pour abandonner le foyer familial au profit d'une prise en charge institutionnelle. Le propos suivant recueilli auprès d'un répondant provenant du milieu urbain populaire en fait foi:

"Mon fils X, n'a pas eu honte une fois de me dire :"si vous allez au centre des personnes âgées, cela sera mieux pour vous mon père"...et pourtant je savais que là - bas au centre de protection je serais mieux, je serais bien logé et bien nourri; là - bas au moins je serais entre les mains du Hakem (les autorités), c'est beaucoup mieux que cette misère. Là - bas tu trouves au moins des gens avec qui communiquer. Mais je n'irais pas, la maison m'appartient, je me suis sacrifié pour l'avoir de A jusqu'à Z. Quelles que soient mes conditions de vie ici, mes enfants ne verront pas le jour où je serais dans le centre de protection, je resterai ici malgré leurs désirs".

Si les personnes âgées qui utilisent la stratégie de la menace misent sur l'attachement de leurs enfants aux valeurs traditionnelles et sur leur désir de sauvegarder leur statut social, celles qui utilisent la stratégie du refus de l'institutionnalisation témoignent au contraire de l'affaiblissement des normes traditionnelles et du contrôle social. En effet, pour maintenir leur intégration, du moins celle limitée au cadre physique de la famille et de la communauté, les personnes âgées qui subissent une pression de la part de leur environnement résistent en refusant d'intégrer le centre de protection des personnes âgées. Ce refus nous semble très significatif car la personne concernée est consciente des possibilités limitées que peut lui offrir l'institutionnalisation pour améliorer ses conditions de vie. Il exprime à notre sens le désir de la personne âgée de demeurer enracinée dans son milieu de vie habituel malgré sa précarité aussi bien économique que sociale.

Ainsi, le recours de la personne âgée à la stratégie du refus de l'institutionnalisation, nous permet de penser que l'enracinement dans son milieu de vie habituel avec tous les inconvénients qui peuvent l'entourer, est préférable à tout autre milieu nouveau et artificiel malgré le confort qu'il peut mettre à sa disposition. On peut également envisager l'examen du recours à ladite stratégie sous un autre angle.

Étant donné que c'est son environnement qui la pousse à intégrer un centre de protection, et qui veut décider à sa place où est- ce qu'elle doit terminer le reste de sa vie, la personne âgée concernée se voit en quelque sorte privée de l'exercice de son autonomie. Ceci n'est- il pas pour elle une importante épreuve difficile à subir? Rappelons que l'autonomie, est une dimension importante de l'intégration. En choisissant la stratégie de refus de l'institutionnalisation la personne âgée concernée s'oppose au fait que son lieu de contrôle soit déplacé vers l'extérieur. Elle ne veut pas que les membres de sa famille détiennent le contrôle sur son sort et soient les maîtres de sa vie. Par la même occasion, elle exprime qu'elle a encore une image positive d'elle - même et peut décider de ce qui lui convient le mieux. Ainsi, nous pouvons dégager que le refus de l'institutionnalisation, en tant que stratégie de gestion des rapports avec les membres de la famille, dans la mesure où il exprime le désir de la personne vieillissante de demeurer enracinée dans son milieu de vie naturel et de sauvegarder son autonomie, dénote une résistance à l'exclusion et la volonté de maintenir une certaine intégration.

Conclusion :

La société tunisienne est une société en pleine effervescence, elle vit une période particulière de son histoire, période qui se caractérise par un conflit ouvert entre un ensemble d'éléments dits traditionnels et un ensemble d'éléments dits modernes. Cette situation n'est pas du tout favorable à certains segments de la population âgée. Ces derniers se trouvent menacés dans leurs identités et dans leur intégration aussi bien dans la sphère privée que dans la sphère privée. Face à la valorisation d'une culture productiviste, à la disparition de la structure familiale traditionnelle et l'expansion du culte de la jeunesse et aux différents aspects d'une société moderne selon la conception durkheimienne, certaines personnes âgées tunisiennes éprouvent différentes difficultés pour s'inscrire de façon satisfaisante dans leurs réseaux primaires. Elles ne savent plus de quel cadre de référence se servir pour déterminer la qualité des rapports qu'elles peuvent entretenir avec les autres générations et pour se faire une place dans la famille. Pour faire face à cette situation inconfortable, certains aînés tunisiens, agissant en tant qu'acteurs, essayent de prendre les choses entre les mains et ce en mettant en pratique un ensemble de stratégies qui expriment leur désir de s'adapter au contexte d'une société en pleine effervescence.

Dans la société tunisienne actuelle, en raison des différents changements, certaines personnes âgées prennent conscience de la précarité de leur statut et du fait qu'elles ne constituent plus pour les autres membres de la famille, le chef et l'élément fondamental dont on ne peut s'en passer. Ainsi, pour préserver leur image et pour éviter toute mise à l'écart que peut développer une attitude de révolte et de protestation de leur part, elles utilisent un ensemble de stratégies « douces » qui leur permettent de maintenir leur intégration dans le groupe familial et échapper par conséquent à tout sentiment d'exclusion. En d'autres termes

elles témoignent de leur désir de "vivre tranquille", étant donné qu'elles n'ont pas les moyens suffisants pour pouvoir modifier leur situation.

Bibliographie :

Behnam D. et Bouraoui S. (1986). (coordonnateurs). *Familles musulmanes et modernité. Le défi des traditions.* Paris, édition Publisud . 278 pages

Bel Hédi A.. (1993). "L'urbanisation en Tunisie, croissance urbaine, structuration hiérarchique et contenu fonctionnel", *Revue Tunisienne des. Sciences Sociales*. N 112,p.p 11 - 49.

Ben Salem L. (1990). "Structures familiales et changement en Tunisie", *Revue Tunisienne des Sciences Sociales*, N100,pp. 165 - 179.

Birou A., (1966). *Vocabulaire pratique des sciences sociales*, Editions Economie et Humanisme, Paris,.

Bouhdiba A.. (1978). Culture et Société, Tunis Publication de l'Université de Tunis, 277 pages.

Camilleri C. (1973). *Jeunesse Famille et développement: Essai sur le changement socio-culturel dans un pays du tiers monde (Tunisie)* .Parsi, édition CNRS, 506 pages.
- CERES, (1967). *Les mutations actuelles de la famille au Maghreb.* 3em Séminaire de sociologie.

Durkheim E. (1994). *De la division du travail social,* Paris, Presses Universitaires de France,(première édition 1930) 416 pages.

Labidi Lassaad (2003) .*Vieillesse et société en Tunisie : Analyse de l'intégration des personnes âgées dans la société tunisienne*. Edition MIP, Tuni2003.

Labidi Lassaad (1999). *Études des représentations que se font des personnes âgées de leur intégration dans la société tunisienne*. Ph.D Service Social. Faculté des Sciences Sociales. Université Laval. Sainte- foy. Québec. 1999. 465 pages.

Laforest J. (1985). "Participation ou retrait de la personne âgée" *Service Social*, Volume 34 N°1, pp. 4 - 11

Laforest J., (1989) *Introduction à la gérontologie*, Montréal, édition Hurtibise ltée, pp.166.

Muchielli A. et Muchuielli R., (1969). Lexique des sciences sociales, Entreprises modernes d'édition, Paris.

Perlman H.H., (1973). *La personne: L'évolution de l'adulte et de ses rôles dans la vie.* Traduction d'Anni Mignard, Paris, Editions du Centurion, 286 pages.

Pirson R., (1978), « De la destruction à la reconstruction de la société tunisienne: du groupe à la classe sociale », *Cahiers Internationaux de Sociologie*. Volume 64, p.p.147 - 178

Rejeb S., (1987). "Déstructuration, restructuration de la familles tunisienne, le vécu familial dans un quartier populaire" *Revue Tunisienne des Sciences Sociales*. N 88/ 9,pp. 245 - 301

Zannad - Bouchrara T., (1992). "Urbanisation périphériques et solidarités culturelles", *Revue Tunisiennes des Sciences Sociales*, N110, pp.43 - 86.

Un trou noir : Les enjeux de la dépendance pour les retraités argentins de 2010

Lorena POBLETE
Institut Marcel Mauss-CEMS (EHESS), Université Lille 3
33 rue Censier 75005 Paris
lorena.poblete@noos.fr

Résumé :

En 1912 fut créé le système de retraite argentin, ayant comme objectif d'assurer l'autonomie des travailleurs dans la période d'inactivité. Nombreuses générations de retraités argentins profitèrent de cette expérience, surtout dans les années 50 et 60. Cependant, depuis les années 80, la crise financière du système produit une importante baisse du montant des retraites. L'autonomie n'est donc plus assurée. Dans les années 80 et 90, un grand nombre de retraités devient dépendant de l'aide familiale, faute d'autres dispositifs de sécurité sociale. Face à cette perspective, les futures générations de retraités[9] commencent à mettre en place diverses stratégies de sécurisation privée dans le dessein d'échapper à ce type de dépendance.

Si bien dans les années 80 et surtout dans les années 90, la deuxième génération avait l'impression de pouvoir éviter la dépendance vis-à-vis de la génération suivante, la crise de décembre 2001 montre que ceci n'est pas tout à fait possible. Cette génération, qui a dû prendre en charge leurs parents retraités, ne peut pas envisager d'être prise en charge par la troisième génération qui se trouve insérée de manière très précaire au marché du travail. L'avenir devient un trou noir. La question est celle de gérer la dépendance de leurs parents et celle de leurs enfants (adultes en situation de précarité), essayant en même temps de créer des conditions d'autonomie pour la période d'inactivité. L'objectif de cette communication est donc d'analyser, en prenant le cas d'une histoire de vie de famille, la manière dont les enjeux de la dépendance se présentent pour cette génération de futurs retraités dans un pays dans lequel au-delà de la retraite, l'État ne compte pas avec des structures capables de prendre en charge les populations inactives.

Mots-clés : retraite, Argentine, réformes

Dans les années 50, pendant les deux premiers gouvernements de Perón, le système de sécurité sociale se développe rapidement. Le système de retraite comptait à l'époque 480 000 affiliés. Ce chiffre se multipliera par dix en huit ans : en 1946, le nombre d'adhérents atteignait 1 680 000 et 5 000 000 en 1951 (Torre et Pastoriza, 2002). Dans le dessein d'intégrer la totalité des travailleurs, de nombreuses caisses de retraite sont créées, de nouvelles prestations comme la retraite en cas de handicap et la pension pour les veuves et les orphelins s'établissent, les régimes de retraites volontaires et anticipées s'instaurent et un régime spécial pour les personnes en situation précaire, âgées de plus de 70 ans, n'ayant jamais cotisé, s'esquisse. L'universalisation du système de sécurité sociale apparaît comme un impératif lié aux mutations du marché du travail, produites par l'industrialisation et l'expansion du secteur public. La société argentine commence donc à être rythmée par les

[9] Nous considérons ici les travailleurs qui partirons à la retraite vers 2010.

trois temps de la vie : formation, travail, retraite. Les actifs et les passifs représentent à l'époque deux groupes distincts, gardant chacun leur indépendance économique envers l'autre.

La crise économique des années 80 produit le premier déséquilibre dans ce monde rythmé à trois temps. Mais ce sera la déstructuration du marché du travail des années 90 qui bouleversera complètement les parcours d'âges. Les trois temps deviennent un seul temps, marqué par l'intermittence entre l'activité et l'inactivité de toutes les générations. Cet unique temps social reconfigure un système de dépendances entre les actifs et, d'une part, les jeunes qui ne peuvent pas s'insérer de manière stable dans le marché du travail suite à une formation, et d'autre part, les seniors qui ne peuvent plus vivre de leur retraite.

L'objectif de cette communication est donc d'analyser, à partir d'une histoire de vie de famille, la manière dont les enjeux de la dépendance se présentent pour la génération d'actifs (dont les futurs retraités de 2010) d'un pays dans lequel au-delà de la retraite, l'État n'est pas en mesure de prendre en charge les populations inactives.

Nous allons donc d'abord présenter synthétiquement le processus de déstructuration/restructuration que le marché du travail argentin subit entre 1980 et 2003, pour rendre compte des désajustements du parcours d'âges réglé jusque-là de manière ternaire. Ensuite, nous analyserons l'histoire de vie d'une famille qui se trouve en 2002 et 2003 (moment de la réalisation du travail de terrain) tentant de répondre aux injonctions imposées par un nouveau système de dépendances intergénérationnelles.

1. La désynchronisation des trois temps

La décennie de 1980 est bien le moment où les trois temps du parcours de vie perdent leur synchronisation. La décennie commence avec une économie anéantie par la dette externe (40% du PBI) et des taux annuels d'inflation à trois chiffres. Le marché du travail montre pour la première fois un taux de chômage qui se rapproche de 6% (Rapoport, 2000).

Le premier programme économique mis en place par le gouvernement démocratique (1983-1989) se montre inefficace. Il est incapable de faire face à l'inflation (hyperinflation[10]) qui atteint un taux annuel de 626% en 1984. En janvier 1985, un nouveau plan « d'ajustement», centré sur les exportations et l'investissement est présente. Cinq mois plus tard, avant que ce plan puisse donner des résultats, le président déclare le pays soumis à une « économie de guerre ». Les dépenses publiques sont réduites de12%, la création de postes dans l'administration publique est suspendue, les tarifs des services publics et les prix du carburant sont augmentés, l'investissement public est interrompu et certaines entreprises étatiques sont privatisées. En février 1989, la crise économique atteint son apogée. La dépréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain est de 193% en avril, atteignant à la fin de l'année 4 770,8%. Un important processus inflationniste est en marche. Entre le mois de mars et le mois de mai, l'indice des prix à la consommation double. Le taux d'inflation annuelle qui était de 343% en 1988, est de 3 079,5% en 1989 (Gerchunoff et Lach, 2005).

Dans ce contexte d'hyperinflation, les salaires aussi bien que les retraites se sont effondrés. Tous les travailleurs voient leur salaire se réduire de 35% entre 1980 et 1990. Les revenus familiaux par personne se déprécient dans les mêmes proportions (30%) (Beccaria et López, 1997) et la pauvreté s'accroît rapidement : en 1974, seulement 3% des foyers avait des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Par conséquent, un tiers de familles du premier décile ou 15% du premier quintile pouvait être considéré comme des pauvres. En octobre 1988, les

[10] L'inflation est considérée comme hyper-inflation lorsque le taux d'inflation annuel atteint 600%.

foyers qui se trouvent sous le seuil de pauvreté représentent presque 30% de la population totale (Beccaria, 1991).

Durant cette décennie, on observe deux phénomènes. D'abord, un processus de forte différenciation sociale. L'organisation tripartite du parcours de vie ne sera désormais l'apanage que des couches aisées, les couches populaires ayant seulement un seul temps social à vivre : le temps du travail perpétuel. Ensuite, on peut observer le repositionnement du temps de la retraite pour les classes moyennes, qui perd sa place dans l'organisation tripartite.

L'augmentation de la pauvreté durant cette décennie ébranle la structure d'une société fondée sur une large classe moyenne, même si elle avait des fortes différences internes[11]. Un grand nombre de travailleurs, appartenant à la classe moyenne basse, se déclassent à cause de leur inscription précaire au marché du travail. Jusqu'à 1980, le marché informel du travail avait fonctionné comme un « refuge » dans les secteurs les plus vulnérables de l'économie, mais en leur apportant des ressources suffisantes. Parfais elles étaient égales ou supérieures aux revenus qu'ils pouvaient acquérir dans le marché formel. Maintenant, pour ces nouveaux pauvres, le parcours de vie à trois temps n'a plus de sens. Le temps de la formation, pour ceux qui s'obstinent à obtenir un diplôme universitaire ou technique, doit obligatoirement être accompagné d'un travail. Par ailleurs, le temps de la retraite, pour ceux qui ont réussit à l'obtenir n'est plus un temps d'inactivité, mais un temps de travail, en raison de la dépréciation des montants de la retraite. Le parcours de vie à trois temps reste donc un privilège des classes moyennes aisées.

Dans cette conjoncture de crise, l'hyperinflation pulvérise les montants des retraites. Même si, suite à des mouvements sociaux les retraites sont augmentées, elles perdent énormément de leur valeur. Certaines associations de retraités engagent des procédures justiciaires contre l'État. Dans le meilleur des cas, elles obtiennent des remboursements payés en bons. Alors, les retraités des années 80, qui avaient cotisé durant l'âge d'or du travail protégé, perdent à ce moment-là leur indépendance envers les autres générations. Les classes moyennes n'acceptant pas le retour des aînés sur le marché du travail, le temps de la retraite se transforme donc, pour une grande partie de la population retraitée, en temps de dépendance vis-à-vis de la génération d'actifs.

2. Un seul temps : le temps de la précarité dans l'emploi

En 1991, un nouveau plan de stabilisation économique, appelé Plan de Convertibilité[12], est mis en place avec, comme objectif premier, de freiner l'hyperinflation. Les effets positifs des mesures économiques se font sentir rapidement. L'inflation affiche un taux de 3% en mai 1991 et de 1% à la fin de la même année. La réapparition du crédit à des taux d'intérêts accessibles et prévisibles, et l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages stimulent la croissance de la demande domestique, surtout en ce qui concerne les biens durables. La réactivation de la demande stimule le niveau d'activité. Le PBI croit de 8,8% entre 1990 et 1994, affichant le record du siècle dans une période si courte. La consommation et l'investissement, pris dans son ensemble, augmentent de 50% dans la même période, c'est-à-dire de 10,7% par an (Gerchunoff et Lach, 2005). La reforme fiscale, accompagnée par les

[11] Lorsque la classe moyenne est analysée, elle est divisée en classe moyenne haute, moyenne, et basse.

[12] En 1991, le Ministère de l'Économie met en place un système de *currency board,* c'est-à-dire un système de type d'échange fixe. La loi 23.928 (B.O. 28/03/1991), connue comme la loi de Convertibilité, fixe le taux d'échange entre la monnaie nationale (qui était l'austral) et le dollar américain à 10 000 australes par dollar, et interdit l'émission de monnaie sans garantie en dollars américains. Le 1er janvier 1992, suite au décret de l'Exécutif Nº 2128/91 du 10 octobre 1991, la monnaie argentine change de nom et est désormais appelée *peso convertible*. Un peso était égal à 10 000 australes, donc à 1 dollar américain. La loi de Convertibilité est modifiée en 2001 par la loi 25.445 (B.O. 25/06/2001) qui fixe le taux d'échange par rapport à un ensemble de monnaies étrangères. Elle est abrogée par la loi 25.561 (B.O. 07/01/2002), suite à la crise de décembre 2001.

privatisations des entreprises publiques, permet à l'État de réduire le déficit fiscal et de devenir un débiteur crédible aux yeux des organismes internationaux de financement. Un accord est signé alors avec eux pour le refinancement de la dette, connu comme le « Plan Brady ». Ce cercle vertueux contribue aussi à sortir de la pauvreté les secteurs les plus vulnérables de la société. Des 38% de foyers qui se trouvaient en dessous du seuil de pauvreté en 1989, il ne reste à peine que la moitié (14%) (Gerchunoff et Lach, 2005).

L'occupation augmente les premières années de la convertibilité comme conséquence de l'expansion économique, mais à un rythme inférieur à la population active. Le taux de chômage est de 6,7% en 1991 et de 7,1% en 1992. En 1994, on observe un taux négatif de variation dans l'occupation que profite au chômage. La crise du « tequila »[13] se fait sentir fortement dans l'occupation. En 1995, elle perd 3,1% et le chômage augmente à un taux annuel de 57,9%. Les chômeurs représentent 16,8% de la population active. La relance économique de 1996 laisse de traces visibles dans le marché du travail. L'occupation augmente entre 1996 et 1997 à un taux de 6,3% et le chômage baisse à un taux de 9,1%. Les travailleurs occupés représentent 85,3% de la population active et les chômeurs 14,6%. L'année 1998 sera témoin des taux les plus élevés d'occupation et les plus bas de chômage depuis la crise du « tequila ». Le premier atteint 87,5% et le deuxième 12,4%. Cependant, la récession déclenchée en 1998 se traduit par une croissance de la population occupée à un rythme de 0,5% annuel, et une augmentation du chômage de 11% annuel. L'occupation reste autour de 85% de la population active et le chômage autour de 14%. La crise de 2001 montre une chute de l'occupation importante, mais elle le sera davantage en 2002. En 2001 les travailleurs travaillant représentent 82,9% de la population active et les chômeurs 15,6%. Les occupés perdent 4,5% entre 2001 et 2002, et les chômeurs gagnent 28,5% dans la même période. 344.000 individus perdent leur travail en 2001 et 362.000 en 2002. Le taux de chômage atteint 19,3% de la population active.

Au-delà du fait que le chômage double dans la période, on observe la dégradation des conditions de travail. En 2002, le taux de chômage est équivalent au taux de temps partiel subit. Ce dernier se place autour de 9% de la population active entre 1991 et 1993. Pendant la crise du « tequila » il gagne 4 points qu'il ne perdra pas au moment de la reprise économique de 1996. Il reste autour de 14% jusqu'en 2001 où il atteint 15,6%. La crise de 2001 touche très fortement les travailleurs sous-employés. Ils sont 522 000 à travailler moins d'une journée standard et ce, contre leur gré.

La suroccupation horaire se présente comme un autre indice de précarisation du travail. L'expansion économique des premières années ne profite pas à toute la société et une partie non négligeable de la population reste obligée de travailler plus d'une journée standard pour obtenir des revenus minimum. Elle représente 36% de la population active entre 1992 et 1994, ce qui représente 4 200 000 travailleurs (sur 12 200 000 qui composent la population active). Ce groupe perd des effectifs entre 1994 et 1995, mais il reprend sa progression entre 1996 et 1998. Durant ces années, les taux annuels de variation sont de 3,2%, 7,8% et 5,7%. Ceci signifie que 711 000 travailleurs acceptent une journée plus longue de travail dans ces années-là. La récession de 1998 va produire chez les suroccupés un phénomène inverse que chez les travailleurs sous-employés. Entre 2000 et 2002, ces derniers augmentent en termes relatifs, mais aussi en chiffres absolus, tandis que les travailleurs suroccupés perdent des places dans le marché du travail.

À partir de 1991, l'emploi non enregistré devient la première source de création d'emploi, mais à la différence des années 80, son comportement est complètement procyclique. C'est-à-dire que dans les phases d'expansion économique, l'augmentation de l'emploi non enregistré soutient le niveau d'emploi, servant de contrepoids à la faiblesse de la

[13] On appelle « crise du tequila » les conséquences vécues en Argentine de la crise mexicaine de 1994.

demande de travail dans le secteur formel, mais il contribue aussi à l'expansion du chômage dans les périodes de récession (Camillo, 1999). Le marché du travail non enregistré semble donc perdre la capacité d'intégrer les populations les plus pauvres. Le marché du travail non enregistré augmente de manière régulière entre 1991 et 2003. Depuis 1997, il restera en dessus de 35% de la population qui travaille, atteignant 44,5% en 2003.

La sortie de la convertibilité laisse un marché du travail étouffé. 19,3% de la population active se trouve au chômage. Parmi les travailleurs qui ont un travail (80,6%) 19% ont, malgré eux, des journées plus courtes que les journées standards et 28,3% doivent travailler au-delà d'une journée standard pour obtenir des revenus minimum. Seulement 33,3% de la population active a donc un type de poste qui lui apporte des revenus corrects en respectant une journée standard.

Dans les années 90, avec la récupération économique et la stabilisation des prix, on observe une augmentation des revenus (17%) qui diffère selon les classes sociales. 25% de la population, les moins riches, sont ceux dont le salaire perd de la valeur entre 1974 et 1980, perdant davantage entre 1980 et 1990, et récupérant faiblement entre 1990 et 1997. Après la crise du « tequila », l'ensemble des salaires s'est détérioré. En septembre 2001, la valeur moyenne était 3% inférieure à celle du même mois en 1998. Pour les salariés non enregistrés, la régression du salaire est de 10% et pour les travailleurs indépendants de 20%. La perte est presque nulle chez les salariés enregistrés (Beccaria et Maurizio, 2005).

En 2002, suite à la dévaluation du peso, la réduction de la consommation des ménages s'explique par la diminution du pouvoir d'achat des salaires, conséquence de l'augmentation des prix. Les salaires réels sont, en avril 2002, 22% inférieurs à ceux de septembre 2001. Le pouvoir d'achat va se stabiliser à partir d'octobre 2002.

Pour une grande partie de la classe moyenne, la période 1991-1998 représente un moment de récupération économique grâce à la stabilisation des prix et à l'accès au crédit. Les déséquilibres entre les générations vécus à la fin de 1980 peuvent donc être surmontés par cette stabilité et cette croissance économique. Les jeunes des classes moyennes peuvent à ce moment-là étudier sans avoir besoin de travailler (étudier même dans des universités privées ou partir à l'étranger pour faire des perfectionnements), et les retraités peuvent recevoir l'aide économique des actifs sans pour autant devenir une charge pour la génération qui travaille. Cependant, à partir de 1998, les transformations du marché du travail qui, jusque-là avaient seulement affectés les travailleurs des couches populaires, touchent aussi, et fortement, la classe moyenne. La récession économique n'est plus discriminante. Toutes les classes sociales de cette fin du XXe siècle, vont devoir faire face à la crise, la plus aiguë que l'Argentine ait vécue.

3. Une famille de classe moyenne

La famille Rivera est une famille qu'on pourrait présenter comme « typique » des classes moyennes. Si l'on se permet l'adjectif « typique » c'est parce qu'on observe dans les parcours des membres de cette famille, des trajectoires classiques dans l'histoire argentine, histoire marquée d'une part, par la montée du salariat protégé dans les années 60, et d'autre part, par l'idéal du petit entrepreneur.

Les parents de Carlos (61 ans) étaient des immigrés espagnols arrivés au début du XXe siècle qui ont vécu correctement des gains que leur petit magasin familial leur rapportait. Certains de leurs enfants ont pu faire des études universitaires, et d'autres ont fait carrière dans des entreprises, pouvant accéder à une meilleure position sociale. Du côté de Laura (57 ans), le père était militaire, et la mère, femme au foyer. Le salaire paternel leur a permis

d'avoir une vie économiquement sans contraintes. Laura a même fait des études dans une université privée (ceci n'était pas courant à l'époque, c'est-à-dire dans les années 70).

Au moment où ils se sont mariés, Carlos travaille dans une banque et Laura fait des remplacements dans des lycées, car elle est professeur de mathématiques. Carlos commence à travailler en tant qu'auxiliaire comptable, et monte dans l'échelle jusqu'à devenir directeur de la banque entre 1982 et 1990. Lorsque le revenu de Carlos est le revenu principal du ménage, Laura travaille à mi-temps, ayant à charge la garde de leurs trois enfants. Pendant ces années, grâce au haut niveau de revenus que Carlos percevait à la banque, il réalise différents investissements. Il achète une maison secondaire, il construit trois appartements, en pensant pouvoir les donner en héritage un jour à ses enfants, et il achète un restaurant de quartier, qu'il gère sur son temps libre. En 1990, lors de l'entrée des banques étrangères dans le pays, et face à la menace de licenciement suite à la fermeture de la banque où il travaille, Carlos décide de quitter ce secteur, et de se consacrer complètement au restaurant. Il profite des années de la convertibilité pour développer ses affaires. Il met en place une chaîne de restaurants à bas prix, installés dans différents centres commerciaux du pays. L'année 1998 marque, selon Carlos, clairement le début de sa chute. Il commence à fermer des restaurants, ne réussissant à garder, en 2001, que le premier. En 2002, il ne sais pas exactement ce qu'il fera. Il a donné des vacances à la plupart du personnel pour gagner du temps. Il ne veut surtout pas fermer. En 2003, lors de notre deuxième entretien, il a déjà réduit le personnel au minimum, en tertiairisant certaines activités. Il ouvre le restaurant seulement le week-end. Il essaye simplement de maintenir la situation, car le licenciement des cinq employés qui continuent à travailler en tant que salariés dans le restaurant signifie perdre une grande partie du seul patrimoine qui lui reste : le local. Alors, il maintient son restaurant, sans pouvoir retirer de revenus de son travail. Les investissements immobiliers réalisés dans les années 90 ne rapportent pas non plus de gains à ce moment-là, car la crise avait gelés les prix de la location, et le marché était immobile.

Le travail de Carlos ne produisant pas de revenus, c'est Laura qui assume, depuis 2000, le rôle de soutien financier de la famille, par son travail de directrice d'un lycée privée. Elle était d'abord professeur dans ce lycée. Après, le poste de directrice adjointe lui a été offert. Et finalement en 2000, elle a la possibilité d'accéder au poste de directrice principale. Au début, elle nous avoue qu'elle hésite, même si elle se sentait très honorée d'avoir été choisie comme candidate. Elle hésite car assumer la direction signifie d'être toute la journée à l'école. Mais, si elle accepte c'est à cause de la situation économique du ménage. Face à la possible fermeture du restaurant, le poste de directrice devenait une opportunité « rêvée », même si ceci a impliqué un changement fort dans la dynamique familiale. Laura nous raconte en 2003 que :

> *« À ce moment-là, et étant donné les circonstances, mon salaire est devenu la rentrée d'argent la plus importante de la maison. Parce que nous avons beaucoup de choses, mais les affaires de mon mari ne fonctionnent pas comme elles devraient, ni les propriétés que nous avons qui ne sont pas louées. Alors, on dépend de mon salaire. Et je ne sais pas si cela fait du mal aux relations familiales ou à mon mari. Il n'a rien dit, mais je sais qu'il est gêné lorsqu'il me dit qu'il a besoin d'argent ».*

Cette inversion des rôles implique une coûteuse restructuration familiale, mais elle ne sera pas la seule que cette famille va devoir assumer. Au moment où nous avons interviewé trois membres de la famille Rivera (Carlos, Laura et leur fille Natalia), ils étaient sept à dépendre du salaire de Laura.

4. Les nouvelles formes de la dépendance

Le retraité-pauvre n'est pas une invention de la crise économique qui commence en 1998. La crise des années 80 pulvérise les montant des retraites qui ne se relèveront jamais. Alors, pour une grand partie de la classe moyenne de la génération de Laura et Carlos, la retraite n'est pas une alternative pour garder leur indépendance dans la période passive. Cette génération commence donc à réaliser différents types d'investissements pour pouvoir assurer le temps-d'après-le-travail autrement qu'avec une retraite minime. On peut même parler d'une sorte de répertoire de stratégies de sécurisation qui va se développer tout au long des années 80 et 90.

La première des stratégies est l'investissement foncier. Bien que la classe moyenne ait toujours comme objectif de pouvoir donner un toit à ses enfants, il s'agit dans ce cas de l'achat d'appartements ou de locaux commerciaux pour pouvoir vivre de la location. Une deuxième stratégie est celle d'ouvrir un petit commerce, qui pourrait être géré par la famille. Et une troisième stratégie fut l'épargne bancaire, énormément développée dans les années 90 par les banques internationales qui se sont installées en Argentine.

Carlos et Laura avaient engagé toutes ces stratégies. Cependant, en 2001, au milieu de la crise, les stratégies de sécurisation du temps-d'après-le-travail « classiques » ne servent même pas à assurer la période active. Carlos, comme beaucoup de travailleurs licenciés des entreprises publiques, a investi ses indemnités dans un commerce. Même s'il a eu des succès pendant sept ans, en 1998, il est au bord de la faillite. À ce moment-là, ils ne peuvent pas non plus obtenir des gains de la location des appartements qu'ils possèdent, car personne ne loue, ou n'achète. On observe à l'époque un fort regroupement familial, même parmi la classe moyenne. Et finalement, ils ne peuvent pas accéder à leurs économies. En décembre 2001, faute de liquidité dans le système bancaire, et dans la crainte d'une fuite vers le dollars américaine comme celle vécue en 1989, l'État interdit aux banques de rendre les épargnes à leurs clients. La récupération des économies est encore en train de se réaliser. Elle a signifié une perte considérable pour ceux qui avaient épargné en dollars.

Carlos nous raconte en janvier 2002 :

> *"Nous sommes tous coincés, on dirait. Si tu avais des économies dans la banque, elles sont aussi coincées. Alors, quand on dit qu'on est dans un petit corral[14], c'est vrai. On est dans un petit corral. On est dans une situation à laquelle personne ne peut échapper. Sauf les grands, ceux qui savaient à l'avance ce qui allait se passer."*

Même si aucune des stratégies ne semble valide dans ce contexte, Carlos et Laura sont sommés, avec le salaire de Laura, de gérer la dépendance économique de leurs enfants déjà diplômés et celle des leurs parents, retraités-pauvres.

4.1. La perte d'autonomie des seniors

Carlos a seulement sa mère en vie. Son père, étant commerçant d'un petit commerce a eu droit à une retraite minime, alors, il a vendu son commerce pour vivre mieux ses derniers jours. Après son décès, la mère de Carlos se retrouve avec une pension de veuve, encore inférieure à la retraite de son mari, et le reste des économies qui disparaissent petit à petit. En 1997, elle tombe malade, et elle ne peut pas s'en sortir avec ces propres revenus. Depuis, Carlos prend en charge une grande partie de ses dépenses.

[14] Il s'agit d'une restriction qui régule les extractions bancaires et les virements. Le décret de l'Exécutif 1570/01 établissait que ces restrictions seraient en vigueur durant 90 jours.

Les parents de Laura, quant à eux, étaient dans une position plus confortables, car les retraites des militaires furent toujours plus élevées que la moyenne. Cependant, suite à la maladie de son père (il est complètement paralysé), ils n'ont pas pu avec leur retraite assumer les dépenses nécessaires en médicaments et en soins. Laura et Carlos doivent donc les aider économiquement.

Dans les deux cas, la maladie est le déclencheur de la dépendance. Il faut rappeler qu'en Argentine, même si le système d'assurance maladie est fortement développé, il n'y a pas un système d'aides sociales capable d'encadrer ces types de cas. Faute d'État social, ce sont les familles qui doivent prendre charge ces types de situations.

4.2. L'impossible autonomie des jeunes

Laura et Carlos ont trois enfants : Natalia qui a eu son diplôme d'architecte en 2000, Pablo qui a eu son diplôme d'économiste en 2002, et Marco qui vient de passer son Bac.

Toute l'année, Pablo a passé des concours pour des bourses pour faire des études de troisième cycle à l'étranger, a passé des entretiens d'embauche, et a travaillé *ad honorem* à l'université.

Natalia travaille *ad honorem* dans trois cabinets d'architectes depuis qu'elle a fini ses études. Elle nous raconte qu'au début l'intérêt était d'apprendre les questions pratiques qu'elle n'avait pas appris à la faculté, mais après deux ans de stages non remunérés, elle commence à se préoccuper fortement pour son avenir. Elle nous raconte :

> *« Il me semble normal qu'on paye un droit de sol. On ne va pas commencer en tant que PDG, mais, bon. Je crois que les autres profitent de la situation. Cette année a été particulièrement dure. Car même s'il fallait travailler gratuitement au début, au moins j'aurais eu à une autre époque de la continuité dans le travail. Cette année, il y a eu des moments où mon chef me disait : ne viens pas cette semaine, il n'y a rien à faire. Et pourtant, il ne me payait pas. »*

Elle ajoute :

> *« Je ne peux pas me plaindre, parce que j'ai la chance que mes parents peuvent m'aider financièrement. Même si maintenant c'est difficile pour eux aussi. Alors, je peux chercher du travail tranquillement et prendre le temps pour apprendre davantage de choses. »*

Carlos nous racontait qu'il avait mis de côté de l'argent pour pouvoir aider sa fille à s'insérer dans le marché du travail, en construisant d'abord pour lui. Mais, le fait d'avoir de l'argent bloqué à la banque, l'en a empêché. Laura nous disait :

> *« Je ressens beaucoup d'insécurité. Je suis très inquiète pour mes enfants. À l'époque où j'ai fait mes études, je ne me suis jamais inquiétée pour trouver un travail après, parce qu'on avait la certitude d'en avoir. Mais, aujourd'hui ce n'est plus comme ça. »*

Dans cette conjoncture économique, le temps de la formation n'est pas suivi forcement par l'entrée dans la vie active. Même dans le cas des jeunes ayant des diplômes universitaires et appartenant à la classe moyenne, la sortie de l'université ne s'accompagne pas d'une insertion au marché du travail. Les jeunes passent successivement des stages payés à des stages *ad honorem*. Cette insertion incertaine ne leur permet pas de rompre la dépendance économique vis-à-vis de leur parents, et ceci même à l'âge de 30 ans.

4.3. Le futur comme un trou noir

Au moment dont on parle (entre janvier 2002 et janvier 2003), Carlos et Laura arrivent, en jonglant, à prendre en charge leurs enfants et leurs parents. Mais ils ne savent jusqu'à quand cette situation sera possible. Laura nous raconte :

> *« Personnellement, je ressens de la rage, je ressens de la douleur, de l'insécurité, de la peur, je ne sais pas. Quant on travaille, comme nous l'avons fait, comme un tas de gens, tu te dis, je vais avoir un certain niveau de vie parce que j'ai travaillé pour, parce que j'ai réussi, et tout d'un coup, tu as l'impression d'être debout sur des choses qui bougent, à un âge où tu devrais être tranquille. Je ressens beaucoup de douleur, beaucoup de tristesse, d'angoisse. Par exemple, je vois mes parents qui ont vécu tranquillement, et maintenant à cause de la maladie de mon père, ils doivent vivre de cette façon, en dépendant de notre aide. Ca ne me semble pas juste tout ça. Je me sens très inquiète. Parce que tu te dis que tu dois aider tes enfants, les accompagner, leur donner un coup de pouce. J'aimerais bien qu'on puisse aider Natalia comme on l'avait prévu. Mais, tu dois aussi aider tes parents … »*

Pour cette génération, la génération d'actifs qui se trouvent en 2001 proche de leur retraite, le temps-d'après-le-travail se présente comme une menace. Ils se trouvent déjà dans l'incapacité de gérer la dépendance des autres générations, ils imaginent peu comment ils réussiront à gérer cette situation lorsque eux même devront prendre leur retraite. *« Le futur ? »,* comme Carlos l'a exprimé : *« Le futur est un trou noir ».* L'organisation de leurs parcours de vie en trois temps vient d'éclater, en produisant un fort changement dans les rôles familiaux. Le rôle de pourvoyeur ne sera donc plus assuré exclusivement par le père (dans ce cas particulier), mais assumé à tour de rôle par les différents membres de la famille dans le dessein de gérer cette interdépendance générationnelle que la crise économique vient de leur imposer.

Bibliographie

Beccaria L. (1991), "Distribución del ingreso en la Argentina: explorando lo sucedido desde mediados de los setenta", *Desarrollo Económico,* vol. 31, Nº 123

Beccaria L. et Maurizio R. (2005), *Mercado de trabajo y equidad en Argentina,* Buenos Aires, Prometeo Libros.

Beccaria L.et López N. (éd) (1997), Sin trabajo. Las características del desempleo y sus efectos en la sociedad argentina, Buenos Aires, UNICEF/LOSADA.

Camillo E. (1999), "Empleo e ingresos en el sector informal en una economía abierta: el caso argentino", *in* Carpio, J. (*et all.) Informalidad y exclusión social.* Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica-SIEMPRO-OIT.

Gerchunoff P.et Lach L. (2005), El ciclo de la ilusión y el desencanto. Un siglo de políticas económicas argentinas, Buenos Aires, Ariel.

Guillemard, A-M. (2003) L'âge de l'emploi. Les sociétés à l'épreuve du vieillissement, Paris, Armand Colin.

Rapoport M. (2000), *Historia económica, política y social de la Argentina (1880-2000)*, Buenos Aires, Ediciones Macchi.

Torre J-C. et Pastoriza E. (2002), "La democratización del bienestar" *in* Torre J.C. (éd) *Los años peronistas (1943-1955),* Buenos Aires, Editorial Sudamericana.

La sortie du travail des salariés âgés : une exclusion légitimée ? Le cas de la Corée du Sud, dans une perspective comparée

Hae Ran KIM-LESCARRET
Docteur en Sociologie,
Université Paris Descartes
Post-doctorat à l'Université Hallym en Corée
Enseignante Science-Po (Paris)
CEMS (EHESS-CNRS)
hr.kim@wanadoo.fr

Résumé :

Pour toutes les sociétés, l'un des critères les plus universels de distinction entre les individus est la catégorie d'âge. Les individus se positionnent dans certains groupes par l'âge et prennent certains types de rôle. Mais selon les sociétés, les âges peuvent être définis de façons différentes car chaque société a des valeurs sociales et culturelles ainsi que des normes qui lui sont propres. Avant la société industrielle, la relation entre les individus était construite autour du lien de parenté. La différence d'âge était donc un facteur important de l'organisation de cette relation en faveur des plus âgés. Au contraire, depuis l'avènement de la société industrielle, la contribution à la vie de la société, donc à sa réussite, est devenue le critère dominant. Or, avec l'âge, cette contribution est souvent considérée comme déclinante, si bien que l'âge est devenu un critère d'exclusion et par conséquent d'isolement, des plus âgés. Dans nos sociétés modernes, la norme d'âge semble donc engendrer une distribution des rôles sociaux qui défavorise ces derniers. Ainsi, avec l'avancement en âge, les individus se voient progressivement privés de la richesse et des différentes formes de pouvoir parfois jusqu'à l'aliénation. Cette évolution est d'autant plus avérée que les individus n'ont pas pu se préparer à la fin de vie.

Au niveau du marché du travail, l'exclusion des personnes âgées de la structure de l'emploi intervient en priorité au profit des jeunes pour des entreprises. Le système de production capitaliste a justifié l'exclusion des personnes âgées, par le critère de l'âge, du fait de plusieurs raisons telles qu'une moindre productivité.

En Corée, comme dans beaucoup d'autres pays, la politique de croissance économique et d'industrialisation a engendré des déséquilibres et des inégalités dans la structure sociale. Dans un tel contexte, les individus âgés ont une position passive face à ces phénomènes et ont besoin d'une attention toute particulière en matière de politique sociale.

Nous nous attacherons à apporter notre contribution à la recherche proposée par l'analyse de cette situation, en Corée et dans une perspective comparée, en étudiant plus particulièrement le processus de sortie du travail des personnes âgées comme exclusion légitimée de celles-ci.

Introduction :

Pour toutes les sociétés, l'un des critères les plus universels de distinction entre les individus est la catégorie d'âge. Les individus se positionnent dans certains groupes par l'âge et prennent certains types de rôle. Mais selon les sociétés, les âges peuvent être définis de façons différentes car chaque société a des valeurs sociales et culturelles ainsi que des normes

qui lui sont propres. Avant la société industrielle, la relation entre les individus était construite autour du lien de parenté. La différence d'âge était donc un facteur important de l'organisation de cette relation en faveur des plus âgés. Au contraire, depuis l'avènement de la société industrielle, la contribution à la vie de la société, donc à sa réussite, est devenue le critère dominant. Or, avec l'âge, cette contribution est souvent considérée comme déclinante, si bien que l'âge est devenu un critère d'exclusion et par conséquent d'isolement, des plus âgés. Dans nos sociétés modernes, la norme d'âge semble donc engendrer une distribution des rôles sociaux qui défavorise ces derniers. Ainsi, avec l'avancement en âge, les individus se voient progressivement privés de la richesse et des différentes formes de pouvoir parfois jusqu'à l'aliénation. Cette évolution est d'autant plus avérée que les individus n'ont pas pu se préparer pour la vieillesse.

Au niveau du marché du travail, l'exclusion des travailleurs âgés de la structure de l'emploi intervient en priorité, au profit des jeunes au sein des entreprises. Le système de production capitaliste a justifié l'exclusion des travailleurs âgés, par le critère de l'âge, du fait de plusieurs raisons telle qu'une moindre productivité.

En Corée, comme dans beaucoup d'autres pays, la politique de croissance économique et d'industrialisation a engendré des déséquilibres et des inégalités dans la structure sociale. Dans un tel contexte, les individus âgés ont une position passive face à ces phénomènes et ont besoin d'une attention toute particulière en matière de politique sociale.

Nous nous attacherons à apporter notre contribution à la recherche proposée par l'analyse de cette situation, en Corée et dans une perspective comparée, en étudiant plus particulièrement le processus de sortie anticipée du travail des salariés âgés comme exclusion légitimée de ceux-ci. Pour cela, après avoir exposé le contexte du pays, nous analyserons les transformations observées dans le processus de sortie du travail et les problématiques principales relatives à l'âge en fin de parcours professionnel. Cela nous permettra de mieux appréhender la stratégie des entreprises dans le système de retraite coréen avec un exemple de système de sortie anticipée largement répandu.

Contexte de la société coréenne

Au cours des 30 dernières années, le gouvernement coréen a accordé la priorité à la croissance économique. La rapidité de celle-ci a eu pour effet d'améliorer considérablement le niveau de vie de la population. C'est, cependant, en raison de cette croissance que la société coréenne a eu à subir, durant cette brève période, des transformations qui avaient mis plus d'un siècle à s'accomplir dans les pays développés occidentaux. Elle a permis au pays d'atteindre, dans certains domaines comme la technologie de pointe, le niveau des pays les plus développés, mais a engendré, en contrepartie, un véritable bouleversement dans les modes de vie : si une partie de la population, la plus jeune, a pu s'adapter à ce nouveau contexte, pour une majorité, l'évolution a été trop rapide parce qu'elle n'a pas été accompagnée d'efforts pour l'amélioration du bien-être des individus et pour instaurer des systèmes de protection sociale particuliers pour faire face aux dangers engendrés par les transformations que traverse actuellement la société coréenne.

La crise économique de 1997 a révélé la nécessité de mettre en place une nouvelle politique de l'emploi. Mais ce n'est pas la seule conséquence de cette crise. En effet, un grand nombre d'activités étant liées aux nouvelles technologies, les salariés âgés sont plus vulnérables car ils sont considérés moins qualifiés que les salariés plus jeunes. Pourtant, "*l'argument principal en faveur du salarié âgé réside dans son expérience, dans son savoir-faire et dans les savoirs qu'il a accumulés et qui devraient être considérés comme un véritable capital pour l'entreprise"* (Rochefort, 2001). En Corée, les entreprises sont souvent organisées selon un

système d'échelons hiérarchiques plus fort que dans les autres pays en ce sens que l'évolution, notamment des salaires, est très rapide avec l'ancienneté. A titre d'illustration, si nous prenons une base 100 pour le salaire d'un ouvrier qui vient d'être embauché, à l'issu de 20 années d'ancienneté, son salaire atteint 186.4 en Corée. En Suède, il atteint seulement 112.4, en Angleterre, 119.6, en Italie, 122.7, en Allemagne, 123.9 et en France, 150.1. Les salariés âgés coréens représentent donc une masse salariale nettement plus importante que les salariés des autres tranches d'âges. Or la tendance actuelle des entreprises coréennes est une forte diminution des coûts se traduisant par une diminution à la fois des effectifs et du salaire moyen des employés (Kim-Lescarret, 2006).
L'image du salarié âgé considéré par les entreprises moins apte à s'adapter aux nouvelles technologies, le poids financier que représente le salaire des actifs vieillissants et la politique de forte diminution des coûts sont autant de facteurs conduisant à une sortie anticipée du travail de plus en plus fréquente chez les salariés âgés.

Depuis de nombreuses années, une politique d'incitation à la sortie anticipée du travail a été appliquée en Corée et la crise économique de la fin de l'année 1997 l'a encore accentuée. Les entreprises ont lancé de nombreuses réformes structurelles se traduisant, le plus souvent, par des diminutions massives d'effectif. L'objectif principal étant la diminution des coûts du travail et compte tenu du système de salaire fortement basé sur l'ancienneté que nous venons d'évoquer, les entreprises ont axé les réformes prioritairement sur les cadres du haut de l'échelle hiérarchique. En parallèle de la diminution des effectifs, les entreprises ont entamé des restructurations dans l'organisation du travail, avec des mesures telles que des fusions d'équipes, des diminutions du nombre de niveaux hiérarchiques en passant d'une structure pyramidale à une structure plus horizontale. Les nouvelles organisations adoptées nécessitent donc moins de managers ce qui supprime encore d'avantage des emplois parmi les travailleurs âgés.

Les entreprises font également de plus en plus appel à des travailleurs irréguliers. Elles voient en cette dernière mesure l'avantage d'une main-d'œuvre moins coûteuse et d'une plus grande souplesse de gestion en cas de variation du niveau d'activité. La flexibilité du marché du travail a largement progressé du fait de cette tendance des entreprises. En 2004, les salariés représentaient 65 % de la population active totale dont 33 % de salariés réguliers et 32 % de salariés irréguliers. A titre de comparaison, la même année en France, les salariés représentaient 91 % des travailleurs dont 80 % de salariés réguliers et seulement 11 % de salariés irréguliers.

Nous voyons donc que le contexte de la Corée présente plusieurs facteurs qui desservent l'image du salarié âgé. Il n'est donc pas surprenant, comme nous allons le constater au paragraphe suivant, que les sorties anticipées se développent de plus en plus, avec les conséquences que cela entraîne du fait des caractéristiques du système de retraite obligatoire et du régime national de pension de retraite.

La sortie du travail et l'âge

Spécificité coréenne de la sortie du travail

Selon A.-M. Guillemard dans son analyse sur la retraite, "*développée dans le contexte de la société industrielle, l'institution de la retraite revêt une signification ambivalente : celle d'un droit au repos mais aussi celle d'une mise à l'écart de la force de travail âgée. Les systèmes de retraite ont ainsi constitué l'opérateur d'un nouveau découpage des âges de la vie. Ils ont conféré une identité particulière à la vieillesse et construit la définition moderne*

de cette étape de vie, comme temps de « l'inactivité pensionnée » (Guillemard, 2004) Selon cette perspective, nous allons analyser le cas de la Corée.

De nos jours, le monde du travail fait l'objet de nombreux changements. A titre d'exemple, dans les années 1960 et 1970, lorsque les jeunes entraient dans le monde du travail vers 24 / 25 ans, ils pouvaient espérer rester jusqu'à l'âge de la retraite dans le même emploi. En Corée, ces dernières années, une grande proportion des quadragénaires et des quinquagénaires ont quitté leur travail dans différentes circonstances telles que la "retraite d'honneur"[15], ou une autre forme de sortie anticipée ou encore un licenciement massif. Le plus souvent, cette séparation avec leur travail est indépendante de leur volonté et va à l'encontre des espoirs qu'ils pouvaient nourrir à l'époque où ils entraient dans la vie active.

A titre de comparaison, en France et depuis de nombreuses années, les pouvoirs publics ont tenté de réguler l'âge de la sortie anticipée, même si les tentatives successives n'ont pas toujours été fructueuses ou cohérentes entre elles. Dans ce pays, comme dans beaucoup de pays de régime continental, une véritable *culture de sortie précoce du travail* a été instaurée. A.-M. Guillemard montre un processus conduisant à cette culture à la fois dans les esprits des travailleurs et au sein des pouvoirs publics. Ainsi, "*la loi de 1989 a consacré l'âge avancé du travailleur comme critère légal pour le dispenser d'emploi et ainsi protéger l'emploi des autres (des jeunes en particulier)*" (Guillemard, 2003). Suite à cette loi, la France a connu un phénomène en chaîne. Dans la gestion de la redistribution des emplois entre les générations, en faveur des plus jeunes, les travailleurs âgés se sont retrouvés fragilisés dans leur emploi puisque, avec cette loi, les entreprises avaient un moyen de réguler leurs effectifs en prenant le prétexte arbitraire de l'âge. Conscient de cette fragilisation, les pouvoirs publics ont développé une protection sociale qui indemnise largement la perte d'emploi. Ces revenus de transferts sociaux ont alors été considérés, par les actifs vieillissants, comme un droit.

Mais contrairement à la France, en Corée, le phénomène brutal de sortie anticipée du travail n'a pas été maîtrisé. Il est le résultat d'une politique de développement, d'une structure particulière du marché du travail et bien sûr, des effets de la crise économique. La croissance exponentielle de ces sorties anticipées n'a pas été accompagnée d'une protection sociale suffisante pour assurer un revenu minimum aux victimes de cette mutation du marché du travail.

Comme les applications de la sortie anticipée sont différentes dans ces deux pays, les conséquences en sont généralement différentes. Cependant, nous constatons que l'une d'elles est semblable dans les deux pays. De nos jours, il y a, chez les individus, une nouvelle gestion de leur vie active. A.-M. Guillemard présente ce changement des *temps sociaux : "Les temps d'activité et d'inactivité se sont redistribués sur le cours de l'existence et se combinent désormais de manière aléatoire et déstandardisée*" (Guillemard, 2003). Les salariés ne peuvent plus s'imaginer avoir 30 ans ou 40 ans de carrière dans une même entreprise. Au contraire, ils se résignent à accepter plusieurs changements d'emploi au cours de leur carrière, leur seul espoir demeurant de trouver, malgré tout, de meilleures conditions de travail (Kim, 2000).

Comme nous l'avons vu précédemment, le phénomène de départ du travail pour les quadragénaires ou quinquagénaires, que nous pouvons pourtant considérer encore jeunes étant donnée l'espérance de vie actuelle, ne cesse de s'accroître. L'amplification de ce phénomène nous laisse présager un accroissement considérable du taux de pauvreté chez les personnes âgées. Dans un pays où la protection sociale n'en est encore qu'à ses débuts, le niveau des ressources financières après la retraite reste encore relativement dépendant de la capacité

[15] Concept et principe que nous détaillerons plus loin.

d'économiser pendant la vie active. Mais pour tous ces quadragénaires et quinquagénaires qui subissent une sortie anticipée, l'entrée dans une vie active instable se produit à une période de leur vie où ils ont des charges très importantes en particulier pour les études de leurs enfants et pour le mariage de ceux-ci. En effet, ces deux postes de dépenses sont particulièrement importants dans les familles coréennes. La conjonction de l'importance des charges à assumer et de l'instabilité de la vie active ne laisse donc que peu de possibilité pour économiser en vue de préparer pour la vieillesse.

La multiplication des cas de sortie anticipée et la difficulté de se préparer pour la vieillesse sont d'autant plus graves que le système de retraite obligatoire et le régime national de pension de retraite, présentent globalement plusieurs problématiques qui peinent à se résorber.

Les problématiques de l'âge en fin de carrière

Comme nous allons le voir, la co-existence de systèmes peu coordonnés en même temps qu'une protection sociale encore trop jeune pour répondre aux besoins de la population âgée pose plusieurs problématiques autour de l'âge. Le cas des fonctionnaires est relativement semblable à celui de la plupart des pays industrialisés et sort du périmètre de la présente recherche. Nous nous attacherons donc à étudier le système de retraite dans les entreprises privées.

Concernant l'âge de la retraite, les entreprises coréennes appliquent, depuis le début de années 1960, un système de retraite qui est propre à chacune d'entre elles et appelé "*retraite obligatoire*"[16]. Selon ces systèmes, les salariés atteignant un âge fixé par l'entreprise sont dans l'obligation de quitter leur travail en percevant une indemnité de départ proportionnelle à l'ancienneté. Ce système a été mis en place puis modulé au fur et à mesure des évolutions des besoins de chaque entreprise tout au long du processus d'industrialisation du pays. Une étude montre que parmi l'ensemble des entreprises interrogées, 76.2 % appliquent actuellement un système de retraite obligatoire (Institut Coréen du Travail, 2002). Pour les autres entreprises, il n'y a pas d'âge de retraite obligatoire pour quitter l'entreprise. Chaque entreprise étant libre de fixer elle-même l'âge pour la retraite obligatoire, cet âge n'est pas homogène dans toutes les entreprises privées. La moyenne se situe autour de 55 ans. Nous constatons ici la première problématique : l'âge de la retraite obligatoire est relativement bas, compte tenu de l'espérance de vie et de l'évolution démographique de la Corée.

Ce n'est qu'en 1988, soit plus de vingt ans après, qu'a été instauré un "*régime national de la pension de retraite*" pour les salariés du secteur privé. Ce régime fixe par la loi un âge pour l'ouverture des droits à la pension de retraite qui est unique pour tous. Il est actuellement de 60 ans avec une hausse progressive programmée jusqu'à 65 ans. Cela soulève une seconde problématique. En effet, les deux systèmes n'étant pas coordonnés, nous constatons une période de 5 ans après la retraite, durant laquelle les personnes concernées ne peuvent pas encore prétendre à la pension de retraite. De plus, même dans l'hypothèse que la moyenne de l'âge de la retraite obligatoire se maintienne, cette période va s'allonger encore d'avantage avec la hausse du seuil de 60 ans à 65 ans pour l'ouverture des droits à la pension de retraite.
Enfin, nous évoquerons une troisième et dernière problématique plus subjective et plus profonde à la fois. Le régime national de pension de retraite est de loin plus récent que les systèmes de retraite obligatoire assortis d'une indemnité de départ. C'est la raison pour laquelle, pour la plupart des coréens, la notion de "*système de retraite*" a été pendant

[16] Ce nom est souvent traduit *"mandatory retirement"* en anglais. Nous l'avons traduit ainsi en français.

longtemps et reste encore aujourd'hui assimilée au système de retraite obligatoire, même si les deux systèmes co-existent aujourd'hui. La difficulté d'adopter le concept même du nouveau régime national de pension de retraite montre à quel point ce nouveau système a du mal à gagner l'adhésion des travailleurs coréens, ce qui freine encore d'avantage sa mise en place.
Nous voyons donc qu'à l'échelle d'une quarantaine d'années, le système de retraite global, qui peut être schématisé par l'association d'un système de retraite obligatoire et d'un régime national de pension de retraite, est en train de vivre un changement profond. Nous allons voir maintenant comment se traduit ce changement au sein des entreprises, en matière de gestion des ressources humaines.

Stratégie des entreprises dans le système de retraite obligatoire

Un système de retraite obligatoire peut soit laisser le libre choix aux travailleurs âgés d'exercer ou non une activité professionnelle, soit constituer un véritable frein, voire même un obstacle pour trouver un travail. La tendance dans un sens ou dans l'autre dépend à la fois de la société considérée, de la situation économique et de la situation du marché du travail au sein des travailleurs âgés. Le terme même de "*mandatory retirement*" est considéré par certaines sociétés comme une forme de discrimination par l'âge. C'est pourquoi dans certains pays tels que les Etats-Unis, ce type de système de retraite est interdit. Nous pouvons prendre un autre exemple : le cas du Japon. Dans ce pays, le système de retraite obligatoire est conservé, mais l'âge de la retraite est peu à peu rehaussé. Par conséquent, ce système joue plutôt un rôle de protection de l'emploi pour les travailleurs âgés (Jang, 2003).
Dans le cas de la Corée, le système de retraite obligatoire est-il plus proche d'une protection de l'emploi pour les travailleurs âgés ou au contraire d'une barrière à l'emploi ? Nous allons étudier de quelle manière le système de retraite obligatoire influence la situation de l'emploi au sein des salariés âgés en Corée.

Les travailleurs âgés exclus en priorité lors des restructurations

Une étude menée en Corée a montré le degré d'importance du critère de l'âge dans la gestion du personnel dans les entreprises (Institut Coréen du Travail, 2002). L'étude a porté sur 1433 entreprises de tailles variées et prises dans des secteurs d'activité différents. Ces entreprises représentent un total de 669 000 employés dont 33 600 ont 50 ans et plus, soit 5 %. L'étude montre que ces travailleurs les plus âgés sont les plus représentés essentiellement dans deux catégories socioprofessionnelles : ouvriers non qualifiés (13,6 %) et management (13,3 %). Dans les autres catégories, les proportions de travailleurs âgés ne dépassent pas 5 %.
Dans le domaine de la gestion des ressources humaines, les restructurations de personnel incluant des critères d'âges posent de réelles difficultés pour les salariés âgés. Les enquêteurs ont recueilli les critères utilisés par les entreprises en cas de restructuration. Parmi les entreprises ayant appliqué une restructuration du personnel selon les principes de la retraite d'honneur, 68.4 % d'entre elles ont utilisé le critère de l'ancienneté et 55.5 % d'entre elles ont utilisé le critère de l'âge. Plus précisément dans le cas du critère de l'âge, 25 % des entreprises ont fixé le seuil à 50 ans. 12.6 % l'ont fixé à 40 ans. 10.2 % à 55 ans.

Parmi les entreprises ayant eu recours à des licenciements massifs, plus de 60 % d'entre elles ont utilisé comme critère les résultats de chaque salarié. Une même proportion a utilisé comme critère la présence ou non d'une faute professionnelle dans le dossier de chaque salarié. Il nous apparaît assez compréhensible que ces deux critères soient utilisés par les entreprises, mais nous constatons que le critère de l'âge arrive en troisième position avec 52

%. 46 % d'entre elles utilisent aussi le critère de l'ancienneté. Parmi les entreprises ayant utilisé le critère de l'âge, 30.4 % ont fixé le seuil à 50 ans. Pour les autres, les seuils appliqués sont assez variés et situés entre 40 ans et 55 ans.
Lors de nos enquêtes[17], le responsable des ressources humaines de l'Entreprise 2 confirme également que l'âge est le principal critère utilisé en cas de restructuration : "*Lorsque la situation de l'entreprise se dégrade, nous prévoyons une restructuration des effectifs avec réduction du nombre de salariés. Les critères que nous utilisons sont en premier, l'âge, ensuite, la volonté des salariés*."

Tableau 1 : Critères utilisés pour les licenciements massifs

	Taille d'entreprise					Secteur		**Total**
	moins de 50	51-150	151-300	plus de 300	taille inconnue	Non manufacturier	Manufacturier	
ancienneté	29,5	39,5	58	50,8	69,2	45	46,7	**45,9**
âge	43,2	43,4	62	56,5	69,2	48,6	54,4	**51,8**
sexe	18,2	32	30	32,8	46,2	31,5	28,9	**30**
nombre de personnes à charge	27,3	30,3	42	40,3	61,5	37,6	35,3	**36,3**
résultats	58,1	48	80	71	75	66,7	61,2	**63,6**
faute professio n-nelle	59,1	59,2	80	67,7	83,3	72,2	62,5	**66,8**

Source : Institut Coréen du Travail, *Rapport sur la situation des entreprises coréennes*, Séoul, 2002.

Notre interlocuteur au sein de l'Entreprise 1 précise que les inconvénients induits par la présence de salariés âgés dans une entreprise portent sur le coût de l'emploi et sur la pyramide des âges : "*Déjà, pour avoir des salariés âgés, sans même tenir compte de leur salaire, au point de vue des charges sociales pour l'entreprise ainsi que d'autres coûts d'emploi, les salariés âgés reviennent entre 1,3 et 1,5 fois plus chers que les jeunes. En plus, dans notre entreprise déjà, nous constatons que dans la pyramide des âges, il y a trop de cadres âgés haut placés dans la hiérarchie, en proportion des jeunes cadres. C'est pour ça que nous avons besoin de changer et de rajeunir l'ensemble des employés. Il y a quelques années, lors d'une restructuration, il y avait une sortie anticipée pour les salariés à partir 45 ans. Pour la retraite, l'âge de la retraite est 57 ans, mais si un salarié souhaite la prendre plus tôt, nous l'y autorisons à partir de 55 ans*." Cette entreprise n'est pas défavorable à des départs anticipés spontanés. De plus, en cas de restructuration, le critère de l'âge est utilisé pour faire partir les plus âgés en priorité. Le cas de cette entreprise est représentatif de la très grande majorité des entreprises sur leur opinion quant à l'anticipation des départs. Le premier

[17] Il s'agit d'une série d'entretiens menés en 2002 dans le cadre de la thèse. Ils se sont déroulés à Séoul et à Goumi, une ville dans une région fortement industrialisée dans le sud de la Corée. Les interlocuteurs étaient regroupés dans 4 corpus : des salariés âgés de 45 ans et plus, des personnes ayant vécu une sortie anticipée, des responsables en ressources humaines et des experts dans les domaines de la politique sociale et de la politique de l'emploi.

argument avancé, comme dans bon nombre d'entreprises, est le coût de l'emploi du salarié âgé jugé plus élevé que pour les plus jeunes.

Nous constatons donc que dans un contexte de réduction des coûts, notamment au niveau des charges de personnel, les entreprises ont une attitude volontariste pour encourager la sortie anticipée, qu'elle qu'en soit la forme, car elle permet de cibler les salariés représentant le poids le plus important dans le coût global de l'emploi. A titre d'illustration, nous allons détailler le système de sortie anticipée le plus répandu en Corée. Nous verrons alors que la fréquence des sorties anticipées est devenue telle, que cette pratique constitue désormais la norme, même dans l'esprit des travailleurs eux-mêmes.

La retraite d'honneur : une exclusion légitimée ?

Le système de retraite d'honneur est le dispositif de sortie anticipée le plus répandu en Corée. Mais ce terme est fréquemment utilisé pour désigner des systèmes très éloignés. Le concept a été introduit pour la première fois en 1973. Il ne concernait alors que les enseignants des établissements publics et était initialement intitulé "*retraite de mérite*"(Soe, 1998).

A l'origine, le système de retraite d'honneur ne concernait que les fonctionnaires jugés méritants en terme de services rendus au cours de leur carrière. Les personnes concernées pouvaient alors quitter leur travail avec honneur comme l'indique le nom de ce système. Mais contrairement à ce principe d'origine, de nos jours, la retraite d'honneur n'est plus du tout honorable pour la plupart des salariés. En effet, des systèmes similaires, ou du moins portant le même nom, ont été développés dans le secteur privé qui a souvent seulement emprunté son nom pour désigner des systèmes dont les principes sont radicalement différents. Plus précisément, l'expérience montre que les entreprises privées ont souvent masqué une sortie anticipée qui leur était avantageuse en une retraite dite "*d'honneur*" pour minimiser la réticence de leurs employés, même si la simple dénomination du système ne peut bien sûr masquer la nature de la sortie anticipée. Malgré cela, nous pouvons noter certaines tentatives de similitudes entre les systèmes de retraite d'honneur appliqués pour les fonctionnaires et dans le système privé. Dans les deux cas, nous retrouvons parmi les critères permettant d'accéder à la retraite d'honneur les mérites pendant la carrière ou de longues années de service. Mais dans le cas du privé, le critère du mérite reste une théorie. En pratique, dans la plupart des entreprises, les critères qui se révèlent les plus importants sont surtout l'ancienneté et l'âge du salarié. Ces deux critères procurent aux entreprises un prétexte de premier ordre pour justifier pourquoi les salariés âgés sont choisis en premier, en cas de besoin de restructuration du personnel. Dans une telle circonstance, c'est le choix même de la méthode de restructuration – ici, la retraite d'honneur – qui dénote de la politique des entreprises quant à leur gestion du personnel alors que dans le discours de celles-ci, il semble qu'elles n'aient pas d'autre choix que de faire partir les salariés âgés puisque les conditions à remplir portent sur l'ancienneté et l'âge… Nous constatons donc que le terme de "*retraite d'honneur*" est utilisé dans les entreprises privées tout comme pour les fonctionnaires, mais les fondements des deux types de dispositifs sont si éloignés que les conséquences d'un départ par retraite d'honneur sont radicalement différentes pour les fonctionnaires et pour les salariés du secteur privé, surtout sur le plan psychologique. De plus, si au début de l'application de ce système pour le secteur privé, la compensation financière était assez généreuse, avec l'expansion de ce système à un plus grand nombre d'entreprises, cette compensation a nettement diminué.

Compte tenu de la façon dont les principes de la retraite d'honneur ont été étendus au secteur privé, la signification et le rôle du système de retraite d'honneur ont été radicalement modifiés depuis l'origine de ce système.

Pour les entreprises privées, le système de sortie anticipée, quelle que soit sa nature, est l'un des moyens les plus efficaces pour diminuer les effectifs. L'application d'un tel système n'est pas considérée comme un licenciement massif au sens du Droit du travail. Même si les entreprises ont imposé, plus ou moins explicitement, une sortie anticipée, notamment avec des '*listes de la mort'*, elles prétendent que les départs anticipés concernés sont des départs volontaires. Elles s'appuient pour cela sur le fait que les travailleurs en ont explicitement formulé la demande et sur le fait qu'elles leurs versent à la fois une indemnité de départ, imposée par la loi et une prime de compensation de l'anticipation du départ, selon la situation financière des entreprises et souvent selon l'ancienneté des salariés concernés. La distinction, un peu symbolique, entre l'application d'un tel système de sortie anticipée et un licenciement massif permet en quelque sorte de contourner la loi puisque en Corée, les licenciements sont interdits sauf dans des circonstances particulières très réglementées. L'OCDE estime que la Corée se place au deuxième rang, parmi les 27 pays membres, du point de vue de la rigueur de la protection de l'emploi régulier (ou permanent). Plus précisément, "*les conditions à respecter en cas de licenciement pour raison économique (notification préalable à un syndicat, obligation faite aux employeurs de prendre des mesures pour éviter les licenciements, etc.) rendent la situation en Corée proche de celle qui existe dans d'autres pays comme le Japon, le Portugal, la France ou l'Allemagne, où le degré de protection de l'emploi est élevé*" (OCDE, 2000). Ce classement peut paraître étonnant vu les nombreuses restructurations menées dans les entreprises coréennes et engendrant le départ d'un grand nombre d'employés. Mais, si sur le plan légal l'emploi des travailleurs réguliers est bien protégé, dans la pratique, plusieurs moyens de contournement, tels que les systèmes de sortie anticipée, permettent aux entreprises de s'affranchir de toutes les procédures dissuasives contre les licenciements.

Nous avons pu relever l'effet de la multiplication des cas de sortie anticipée sur les salariés âgés. Parmi eux, une expression est de plus en plus fréquemment utilisée et devient presque un proverbe. En langue coréenne, elle est proche d'un jeu de mots, mais traduite en français, elle signifie approximativement : "*L'âge de la retraite c'est 45 ans et si un travailleur reste jusqu'à 56 ans, c'est un voleur*". Lors de nos entretiens ainsi que dans des publications, nous avons souvent rencontré cette expression. Cela montre à quel point la question de la sortie anticipée, chez les salariés âgés, est un véritable problème dans la société coréenne. D'après cette expression, nous pouvons déduire tout d'abord qu'une sortie anticipée à l'âge de 45 ans est une idée largement répandue et acceptée comme s'il s'agissait d'un processus normal. Ensuite, le fait qu'un salarié qui reste jusqu'à 56 ans, c'est-à-dire l'âge de la retraite fixé par l'entreprise, est considéré comme un voleur sous-entend qu'il a volé à quelqu'un sa place dans l'entreprise. Cette expression dénote donc d'une forte culpabilisation des salariés âgés qui résistent pour garder leur travail jusqu'à un âge considéré avancé. Il n'est donc pas étonnant que certains salariés prennent l'initiative de chercher un nouvel emploi dès la quarantaine à la fois pour éviter d'avoir à subir une sortie non voulue et pour avoir plus de chance de trouver un nouvel emploi du fait qu'ils sont plus jeunes. Pourtant un salarié ne devrait-il pas être obligé de quitter l'entreprise qu'une fois atteint l'âge de la retraite obligatoire? Cela paraîtrait d'autant plus naturel que c'est l'entreprise elle-même qui a fixé cet âge.

Conclusion :

Un effet combiné des systèmes de retraite obligatoire et de retraite d'honneur pousse les salariés âgés en dehors de leur travail de plus en plus tôt sans pour autant que le système de protection sociale ne soit capable de leur venir en aide efficacement. Mais le véritable problème de fond que pose le mécanisme actuel de sortie du travail est l'exclusion systématique des travailleurs âgés. De plus, la sortie précoce du travail est considérée comme une exclusion légitimée non seulement par les employeurs, mais aussi par les travailleurs âgés eux-mêmes pour les différentes raisons. Le processus d'exclusion du travail touchant les travailleurs âgés de plus en plus tôt provoque une perte d'insertion à la fois professionnelle, sociale et économique.

Comparativement aux pays développés occidentaux, la proportion de population âgée est relativement faible en Corée, mais elle s'accroît très vite. A titre de comparaison, en France, la proportion des plus de 65 ans est passée de 7 % en 1864 à 14 % en 1979, soit une durée d'évolution de 7 % à 14 % de 115 ans. La même évolution en Corée ne prendra que 19 ans (de 7% en 2000 à 14% en 2019) (Bureau National des Statistiques, 2001). L'expérience, dans la plupart des pays, montre que les dépenses de protection sociale pour le chômage et la retraite restent la préoccupation principale dans l'Etat-providence. L'allongement de la vie humaine entraîne un accroissement important de la population retraitée mais ce n'est pas la seule cause de cette préoccupation. En effet, l'accroissement quantitatif de cette population s'accompagne aussi d'un accroissement qualitatif des besoins en termes notamment des modes de vie.

A l'ère de la société de vieillissement, maintenir les travailleurs âgés plus longtemps dans la vie active est l'une des problématiques les plus importantes dans les pays avancés ou plus généralement, les pays connaissant un vieillissement de la population. Or, dans le cas de la Corée, nous observons un développement sans cesse croissant des cas de sortie anticipée. Pour atténuer cette tendance, il semble nécessaire de développer une politique adaptée prenant en compte les préoccupations des entrepreneurs et englobant la politique de la protection sociale et la politique du marché du travail. En particulier, il faut veiller à ce que l'âge pour la retraite obligatoire pratiqué par les entreprises et l'âge du début de la pension de retraite ne s'écarte pas trop, éventuellement avec une intervention plus marquée des pouvoirs publics. Au-delà du problème propre aux salariés âgés que nous venons d'exposer et afin d'éviter de devoir arbitrer entre les âges tant tôt dans un sens, tant tôt dans l'autre au gré de l'évolution du contexte, il conviendrait peut-être d'approfondir de nouvelles approches plus globales comme le suggère A.-M. Guillemard. Ainsi, comme le note l'auteur, "à *la gestion par la segmentation par l'âge doit être substituée une gestion intégrée des âges*" (Guillemard, 2003).

Bibliographie :

Bureau National des Statistiques (2001), *Estimation de la population et projection*, Séoul, Bureau National des Statistiques en Corée.

OCDE (2004), *Vieillissement et politiques de l'emploi : Corée du Sud,* Paris, OCDE.

Gaullier X. (2003), *Le temps des retraites,* Paris, Seuil.

Guillemard A.-M. (2004), «Retraite et retraités», in C. Jeandel, *Vieillir au XXI^e siècle*, Universalis France, pp.119-126.

Guillemard A.-M. (2003), *L'âge de l'emploi*, Paris, Armand Colin.

Institut Coréen du Travail (2002), *Rapport sur la situation des entreprises coréennes*, Séoul, Institut Coréen du Travail.
Jang J. Y. (2003), 'Etude sur le système de retraite obligatoire', Conférence sur l'amélioration du système de retraite obligatoire, Mars 2003, Séoul, Association Coréenne des Retraités.

Kim E. S. (2000), «Retraite et travail dans la population âgée», *Perspective et état des lieux sur l'emploi au sein de la population âgée*, Séoul, Institut Coréen de Gérontologie, pp. 165-189.

Kim-Lescarret H. R. (2006), *Etre salarie âgé dans une société en mutation : le cas de la Corée dans une perspective comparée,* Paris, Thèse de Doctorat à l'Université Paris V-RENE DESCARTES.

OCDE (2000), *Approfondir les réformes en Corée*, Paris, OCDE.

Rochefort R. (2001), «Une évolution cohérente avec la démographie», *Age et travail*, Paris, la Documentation Française, pp.59-62.

Soe W. S. (1998), *Etude sur l'état des lieux des préretraités chez les fonctionnaires,* Séoul, KIPA (Korean Institute of Public Administration).

Le statut socioéconomique du retraité dans le contexte de la modernisation des cadres africains, l'expérience burkinabè

Ibrahiman SAKANDE
01 BP 5050 Ouagadougou 01
Burkina Faso
ibra.sak@caramail.com

Résumé :

Le fonctionnaire, dans le contexte des nations nouvellement entrées dans le macrosystème occidental, est une personnalité : d'abord, parce qu'il se classe dans le petit lot des lettrés de son pays ; ensuite parce qu'il gagne honorablement sa vie, ce qui n'est pas le cas pour la majorité de ses concitoyens ; enfin, parce que les deux avantages qui viennent d'être mentionnés font de lui un leader de fait, beaucoup plus enviable que les leaders de droit institués par les coutumes.

Le retraité, au Burkina Faso, est donc un homme ou une femme à qui le sort a ajouté l'avantage de l'âge aux trois premiers que nous venons de citer. Dans le contexte de la modernisation des cadres, il y a donc un processus de modernisation des retraités. D'une part, ceux-ci ne peuvent pas, ou ne peuvent plus, prétendre à l'autorité inhérente aux structures gérontocratiques traditionnelles. D'autre part, ils sont incapables d'incarner le rôle et l'image du retraité tel que l'Occident se le représente. Soucieux de se maintenir dans son statut socioéconomique particulier, le retraité en viendra à être en porte-à-faux avec ses responsabilités.

Comment réajuster ce statut au rythme des mutations socio-culturelles de nos pays en transition ? Ce nouvel être qui vient de naître en Afrique, le retraité, pourra-t-il contribuer de tout le poids de son avenir à désenclaver culturellement et économiquement l'Afrique sous-développée ?

Mots-clefs : *Retraité - statut - transition – fonction*

I. Place et rôle de la personne âgée dans les structures socioculturelles traditionnelles au Burkina Faso

La caractéristique la plus déterminante de la société burkinabè d'aujourd'hui, est qu'elle est globalement transitive. Les normes et intérêts régissant ou gouvernant la vie publique ou privée sont en train de changer de mains et même de nature. Pour se donner, donc, une juste appréciation du statut de la personne âgée dans la modernité burkinabè, il faut nécessairement replacer ce statut entre les deux cultures, la traditionnelle et la moderne, et surtout se rappeler que la place et le rôle de la personne âgée dans les structures socioculturelles traditionnelles au Burkina étaient très importants, peut-être même exorbitants. En effet, dans l'ordre social traditionnel, la personne âgée jouissait d'une autorité réelle ; il lui revenait des responsabilités inaliénables ; les savoirs dont elle était dépositaire n'étaient pas remis en cause.

I. a. L'autorité de la personne âgée

L'autorité de la personne âgée, dans les sociétés traditionnelles à prédominance patriarcale, au Burkina ou ailleurs, n'est pas contestée. A la manière de l'*Ancien* dans les traditions judéo-chrétiennes, « *le vieux* » de chez nous jouit d'une autorité de fait, mais c'est une autorité bicéphale car, comme l'Ancien de l'Eglise primitive, il est maître pour gouverner, guider sa famille ; et il est maître pour enseigner la sagesse sacrée aux membres du clan. Participant à l'organisation de l'élection présidentielle en 1998 au Burkina Faso, nous avons demandé à un doyen de village de nous dire ce qu'il pensait d'une élection démocratique comparativement à la gérontocratie de l'Afrique ancienne. Le doyen nous a dit exactement ceci : « *la gérontocratie est la démocratie de Dieu. Si vous ne sortez pas vainqueur de l'urne de Dieu, comment pouvez-vous avoir une longue vie et gouverner vos frères ?* » Cette idée d'élection est la clef et fait le poids, en réalité, de l'autorité de la personne âgée dans les structures socioculturelles de l'Afrique traditionnelle.

I. b. Les responsabilités de la personne âgée

Que fait la personne âgée, que doit-elle faire avec l'autorité bicéphale qui lui revient de droit ? A mon sens, la personne âgée passe son temps de *non retraite* à s'acquitter simultanément de trois fonctions : la première est pédagogique, la seconde politique et la troisième, religieuse.

- **Fonction pédagogique** – L'autorité du doyen lui permet de renvoyer l'individu, s'il lui arrive de s'égarer, dans le cercle de la famille élargie. Sans doute, en Afrique traditionnelle, l'éducation était une œuvre collective, mais elle se donnait sous la direction du doyen qui, lui, ne pouvait vivre qu'en symbiose avec la coutume. La coutume est le livre de la bouche, un livre dont le lecteur, selon les croyances initiatiques, ne doit jamais se tromper. Par exemple : l'interprète du tambour royal du Moogo Naaba, s'il se trompe en livrant le message dans une circonstance officielle, on le tue. Les très vénérables vieillards de chez nous pensent qu'on peut renier une parole écrite en déchirant le support (le papier), tandis qu'il est impossible de revenir sur une parole donnée, c'est-à-dire « *semée dans Dieu.* » Cette manière de voir montre que l'autorité du doyen est celle de la coutume. Il n'y a pas que les religions révélées qui parlent d'infaillibilité.
- **Fonction politique** – La fonction pédagogique consiste à renvoyer l'individu sous le toit de la famille, celle politique s'applique à inscrire la norme ou le tout de la coutume dans le comportement de la famille. Et comme la famille est élargie, cette fonction n'est rien de moins que politique. Le doyen est responsable de la gestion des conflits, de la gestion du foncier, de l'acquisition de nouveaux puits,de nouveaux champs, de la construction de nouvelles maisons, des questions « *diplomatiques* » entre grandes familles, des questions relatives aux mariages, aux divorces, aux veuvages, etc. Quand il arrive qu'un jeune homme est appelé à succéder à son père défunt sur le trône du *Moogo*, du *Kombere* et du *village* (découpages politiques chez les Moosé avant la colonisation) ce jeune homme peut le faire sans crainte, car la coutume et les doyens étant là, rien ne viendra bouleverser l'ordre établi et trahir la coutume.
- **Fonction religieuse** – Il revient au doyen des doyens, surtout, de remplir cette fonction « *sacerdotale*. » Dans les traditions du Burkina, chaque couple est un couple « *sacerdotal* » en puissance. Selon à la fois l'imaginaire et les aspirations de l'homme traditionnel, atteindre ce sommet est un accomplissement. Etre doyen

de la famille élargie et s'attendre à être appelé « le Vieux » est la récompense ultime à laquelle l'homme peut prétendre.

Ce que les trois fonctions – pédagogique, politique et religieuse – font de l'ordre socioculturel traditionnel ? Elles en font, au sens de Claude Lévi-Strauss, « *une histoire stationnaire*[18] » où croyances et interdits donnent à la personne âgée, assez de raisons de vivre et de se dépenser. Paradoxalement, dans les structures socioculturelles traditionnelles, ce sont les jeunes qui sont retraités. Et ils le sont jusqu'à l'âge de 41 ans ! Amadou Hampaté Bâ l'a rappelé plusieurs fois : avant 41 ans, dans la communauté traditionnelle bambara, l'homme ne pouvait prendre la parole en public.

A grands traits, nous venons d'indiquer le passé immédiat du fonctionnaire âgé au Burkina en termes d'appartenance culturelle. Environ 80% de ces personnes âgées vivent toujours selon les normes traditionnelles telles que nous les avons rapidement présentées ci-dessus. Une partie des 20% de retraités représentant la portion des fonctionnaires âgés retourne au village pour réintégrer les structures traditionnelles. Ceux qui restent en ville constituent la véritable et nouvelle classe des retraités au Burkina Faso. Comment ces retraités s'organisent-ils pour survivre économiquement ? Contribuent-ils, et comment, au développement humain durable du pays ? Quelle est leur contribution spécifique à la transition culturelle en cours au Burkina et en Afrique en général ?

II. Comment s'organisent les retraités pour survivre économiquement ?

II. a. La vie active des retraités

Beaucoup de ces retraités surnomment leur pension en langue mooré, « *Ri n da ki* », c'est-à-dire *« mange pour ne pas mourir »*. On comprend pourquoi le retraité burkinabè doit continuer à travailler. Une enquête réduite à la ville de Ouagadougou que nous avons menée en vue de la présente communication donne ceci, quant à la question de savoir ce que font les retraités pour subvenir à leurs besoins.

Vingt (20) retraités ont été interrogés :

1. création d'unités de production agropastorale : 25%
2. Activités associatives rentables : 20%
3. Activités commerciales : 10%
4. Production d'objets artisanaux : 10%
5. Enseignement : 9%
6. Arts du spectacle : 8%
7. Création d'unités industrielles : 2%
8. Autres : 5%
9. Sans initiatives : 11%

D'abord, qu'entend-on par « *besoins* », pour un retraité au Burkina ? Outre les besoins de tout le monde qui ne sont un secret pour personne, on doit souligner, pour le retraité burkinabé, trois urgences spécifiques :

[18] Claude Levi-Strauss – *Race et histoire*, Felio/Essais, 1987, P.65

1. **La santé** : sous l'effet de l'âge, la pharmacie devient suicidaire pour le portefeuille du couple.
2. **Les frais de scolarité** – Les enfants sont grands, il leur faut de grandes écoles. Aucun des retraités que nous avons rencontrés ne tolère que ses enfants soient moins instruits que lui-même.
3. **Les dépenses familiales** – Si « *Mamie* » et « *Papi* » veulent parfois de la visite de leurs petits-fils pour meubler leur solitude, il faut bien avoir, souvent, quelques friandises. Sans oublier les funérailles, les mariages, les baptêmes.

Ensuite : est-ce qu'au Burkina Faso, les activités énumérées plus haut (agriculture, commerce, spectacles…) suffisent à satisfaire aux besoins cités ? Il nous revient que de l'ensemble de ces activités, 76% doivent être rigoureusement comptées pour *non rentables*. La principale raison en est le manque de compétence. On peut avoir passé sa vie active d'enseignant avec brio, mais sans préparation aucune, on ne devient pas fermier ou industriel, ou dirigeant d'ONG, du jour au lendemain.

La survie économique des retraités, au Burkina Faso, reste donc une problématique malgré les bonnes intentions et initiatives dont bon nombre de jeunes retraités fait preuve.

II. b. La contribution des retraités au développement du pays

Selon ce qui vient d'être dit de la vie active des retraités, il convient de reconnaître que l'apport spécifique du retraité au développement national n'est pas économique. Il y a deux raisons à cela : l'une moderne, l'autre traditionnelle.

- **Raison moderne**: la vie de fonctionnaire, au Burkina et ailleurs, est une vie d'assisté. Le fonctionnaire a une mentalité et des réactions d'assisté. Il ne prend pas de risques. Autrefois, avant la dévaluation du franc CFA notamment, le fonctionnaire vivait dans une sécurité quasi-totale. Il se disait que rien ne viendrait troubler les chances qu'il s'est donné à lui-même et à ses enfants. Pour sûr, les trois premiers « *richards* » du Burkina Faso, qui sont tous du 3^{e} âge et qui brassent des milliards aussi bien dans leur pays qu'à l'étranger, qui emploient, à eux trois, des milliers de leurs compatriotes, n'ont jamais été à l'école. Ils se sont servis de leur intelligence naturelle et de l'aiguillon de l'insécurité. Ils n'ont pas été à l'école pour prétendre à la fonction publique, mais sont aujourd'hui devenus des partenaires privilégiés de cette institution. Les retraités modernes n'ont pas appris à créer de la richesse.
- **Raison traditionnelle**: les lourdeurs des traditions sont le lot de la vie de tout Burkinabé, fût-il entrepreneur. Celui-ci, plus que quiconque, doit soutenir son jeune frère qui se marie. Appuyer son cousin qui se présente aux examens scolaires, aux élections législatives ou municipales. Organiser le mariage de sa demi-sœur. Assister l'Iman à la prière du vendredi et le prêtre à la bénédiction du dimanche. Ainsi de suite jusqu'à ce que le fonds de roulement de l'entreprise soit grignoté jusqu'à l'os. La question qu'on se poserait est la suivante : et si le retraité entrepreneur refusait de participer aux sollicitations de nature familiale ou sociale ?...

Ils ne sont pas nombreux ceux qui, au seuil du grand âge, refuseraient de participer aux obligations sociales afin de se rendre libres pour créer de la richesse. Les liens familiaux sont encore déterminants dans la vie de chacun, la création de la richesse

leur est encore subordonnée. L'apport spécifique du retraité au développement national est donc rarement économique ; mais il peut, à mon sens, être surtout mental. L'infirmier, l'instituteur, la sage-femme, l'économiste, le planificateur, le gendarme, le militaire,… quand ils sont admis à la retraite, sont, où qu'ils soient, des agents de sensibilisation ou de formation pour nos populations analphabètes. Lors des élections (présidentielle, communales, législatives) les retraités sont la lumière de leur milieu. Certains d'entre eux – phénomène tout à fait nouveau – deviennent chefs de village. L'un des plus jeunes d'entre eux est docteur en mathématiques d'une université française et partage son temps entre Paris et son village natal.

Nous croyons fermement à cet apport mental des retraités car, c'est à partir d'eux que peut réellement naître et grandir une culture démocratique au Burkina. Cet apport peut se faire individuellement, par la situation, le profil ou le charisme de chaque retraité, ou par le canal des associations et jumelages.

II. c. Le retraité dans la transition culturelle

La transition culturelle, c'est ce transfert de pouvoirs et de visions, de normes et de valeurs qui est en train de se faire entre la tradition et la modernité. J'ai indiqué comment le retraité, aujourd'hui, peut être déterminant vis-à-vis de la tradition. Il ne peut pas grand-chose sur le plan économique, mais il est capable de beaucoup pour l'émergence d'une culture démocratique.

Concernant à l'autre partie de la transition, la modernité, le retraité est une victime : l'hyper libéralisme, les technologies de l'information et de la communication, l'extrême flexibilité des frontières géographiques jadis hermétiques, la fuite en avant des connaissances, la décentralisation, la rapidité avec laquelle les intérêts économiques mangent les valeurs humaines,… constituent des maux pour la plupart des retraités qui n'ont pas été formés à les comprendre et à les apprivoiser. Parmi tous ces « *maux* », arrêtons-nous au plus grand « *mal* », les TIC. Sur 20 retraités enquêtés, 18 ont émis des doutes sérieux sur la « *recevabilité* » de l'Internet telle qu'il se présente de nos jours. Avec 100 francs CFA, dans les cybercafés de Ouagadougou, vous avez le monde entier à votre portée. Seulement, d'aucuns ont l'impression de sortir d'une culture humaine ou humanitaire pour faire l'expérience d'une sous-culture de l'apostasie. L'espace traditionnel bien connu est expulsé de ses cadres. Or, ce sentiment de rejet n'est parfois que l'expression du malaise que l'on ressent devant l'ordinateur. Par où faut-il entrer, vers quoi faut-il aller, qu'est-ce qu'il faut chercher et comment ? Une fois ces questions répondues, parfois l'outil informatique devient un ami.

Une chanson américaine commence par ces mots : « *The storm is over* ». On aurait voulu pouvoir constater que l'orage de la transition culturelle au Burkina est tombé, mais il faut plutôt prendre acte : les effets du vieillissement cumulés avec l'accélération de la culture contemporaine, le désengagement des structures étatiques sanctionné par l'anonymat, l'insécurité matérielle renforcée par les processus pathologiques de vieillissement, les décalages mentaux et la sous-culture des malentendus qu'ils provoquent, tout cela fait que les marqueurs de vieillissement sont regardés, en Afrique, comme des marqueurs intrinsèques de la civilisation occidentale. Dans ce contexte, le mot qui traduirait le mieux l'état d'âme du retraité moyen au Burkina Faso, c'est celui qui pourrait rassembler, dans le même vocable, la fatigue, le chagrin et la nostalgie.

Conclusion :

Participant aux journées de 2007 sur « *l'intégration des personnes âgées aux décisions dans la sphère publique et privée,* » j'ai voulu apporter ma contribution en soulignant trois points qui se rapportent à l'expérience de mon pays, le Burkina Faso.

1. Dans les traditions encore vivaces des populations africaines, le retraité comme on l'entend en Occident n'existe pas. A moins que l'on ne consente à dire que le retraité, c'est le jeune homme, parce que la tradition exige qu'il ne se mêle pas des questions d'importance de son monde. Dans cette culture, l'homme ne commence vraiment à travailler qu'usé, c'est pourquoi la marche à rebours par laquelle la société se conserve en viendra à créer une « *histoire stationnaire*. » Il en a été ainsi, durant « votre » Moyen Age, si l'on s'en tient à ce que nous enseigne Georges Duby dans "*L'Europe au Moyen Age"*.

2. Pour ce qui est du statut socioculturel du retraité et de ce que celui-ci fait pour survivre économiquement, j'ai montré que malgré les efforts des uns et des autres à entreprendre pour créer de la richesse, être retraité au Burkina, c'est hériter d'un statut problématique à double titre : sur les plans économique et social, le retraité est en porte-à-faux avec son milieu.

3. Quant à la contribution que le retraité apporte pour que le Burkina puisse mener à bien sa transition culturelle, force est de faire remarquer que le retraité peut, d'une part, apporter beaucoup pour l'émergence d'une culture démocratique ; mais que, d'autre part, vis-à-vis de la force et du rythme de la mondialisation, il est plutôt une victime presque résignée.

Bibliographie :

Levi-Strauss (Claude) – *Race et histoire*, Felio/Essais, 1987, P.65

KINDA (Madeleine) – *L'indiscipline et l'art de punir dans la société traditionnelle moaaga de Lalle de la fin du XVIe siècle à 1897 (Histoire de la justice chez les moose)*, Mémoire de maîtrise, Université de Ouagadougou, UFR/SH –Département d'histoire et archéologie, année académique 2004-2005

SAKANDE (Ibrahiman) – *Les déterminants de la communication dans le développement de l'organisation* – Mémoire de maîtrise, Université de Ouagadougou, département Art et Communication, année académique 1998-1999

Table ronde 2 : Une autre forme de pouvoir ? La participation sociale des retraités.

Présentation de la table ronde par M.Legrand et S.Pennec

Le pouvoir n'est-il situé que dans les positions d'autorités, les rapports de forces et les actions sur les décisions politiques ? Et si l'engagement direct dans les associations de solidarités représentait une autre forme de prise au réel par les relations micro-sociales ?

Les principes d'égalités des chances ne s'incarnent-ils pas, par exemple, dans l'action quotidienne menée par les bénévoles, engagés dans la lutte contre l'échec scolaire ou le soutien aux jeunes en difficultés par l'aide à la recherche d'emploi ?

Le vieillissement dans la dignité ne prend-il pas forme à travers la présence des bénévoles qui travaillent à l'accompagnement des personnes en fin de vie ?

L'évolution des sociétés ne passe-t-elle pas aussi par l'action de proximité des initiatives bénévoles engagées qui tentent de répondre aux difficultés du monde contemporain ? Le pouvoir n'est-il pas ici dans la manière dont les retraités occupent cet espace social, et dont ils imprègnent une relation sociale qui révèle aussi une relation au monde ? Dans ce cadre, les baby boomers dont le militantisme fut fortement tinté des idéologies des années 70, n'opèrent-t-ils pas une mutation dans leurs formes d'engagement moins idéologiques, politiques et macro sociales, et plus tournés vers des actions de proximité, visant à maîtriser le micro social avant de changer les structures et les relations macro sociales ? Au contraire, peut-on penser que cette génération se retranchera sur la sphère privée ?

La participation sociale des retraités comporte diverses formes et divers objectifs, de la part des acteurs retraités mais aussi de la part de la cité et de la société. La richesse et l'étendue des champs présentés par les contributions conduisent à définir les contenus des engagements et le sens attribué par leurs auteurs et à chercher en quoi les participations associatives présentées rendent compte des pouvoirs acquis ou conservés et des pouvoirs perdus.

Avec qui négocient les retraités dans ces actions ? Quels sont les bénéficiaires de leur ouvrage? L'engagement dans la vie associative attribue-t-il des pouvoirs, lesquels et quels sont les détenteurs et les non détenteurs de ces pouvoirs ? Enfin, envers qui et pour quels objectifs sont orientées les actions bénévoles : le souci d'autrui et/ou la recherche de soi.

Comment se conquiert la place des retraités dans les divers lieux d'engagement, quels sont les rapports de force et quels sont les rôles assignés ? Quels sont les militants et/ou ceux qui accèdent au pouvoir électif? A contrario qui sont les « non engagés » et pourquoi ?

Quels sont les agents, retraités ou non, de cette « activation sociale des personnes âgées » et comment se construit cette fabrique sociale, par exemple, en matière d'intergénération ? Comment s'instituent de nouvelles normes du parcours de vie, du « bien vieillir » et des rôles sociaux attenants ? Quels sont les pouvoirs des retraités dans ce modelage et comment est envisagé l'exercice des pouvoirs des vieilles personnes dans un tel 'moulage' ? Questions qui renvoient aux formes, aux acteurs et, *in fine,* aux objectifs de l'empowerment.

Peut-on parler de la sur-visibilité de certaines actions et de l'invisibilité d'autres engagements ? Ces participations s'inscrivent-elles dans la linéarité ou dans l'innovation dans le parcours de vie des individus ? Définissent-elles des modes de construction de mémoires et de transmissions générationnelles ?

Les formes d'engagement des retraités dans la vie associative

Laurent NOWIK,
Maitre de Conférence
Université de Tours – UMR CITERES
Université de Tours
Département de sociologie
2, rue des Tanneurs, 37000 Tours
laurent.nowik@univ-tours.fr

Guy MOREL,
Université François-Rabelais - Tours,
UMR CITERES 6173

Résumé :

Caractérisés par leur position en dehors du travail, les retraités peuvent trouver dans le cadre associatif de nouveaux engagements leur permettant de maintenir des formes de sociabilité, ou de réaliser des actions susceptibles de modifier l'espace social par des engagements « militants ». Cette participation des retraités dans les associations peut être vue comme une alternative à l'exercice d'un pouvoir directement en prise avec le système économique et politique, voire comme une revanche pour de jeunes retraités écartés prématurément du monde du travail et des décisions.

Certaines associations où les seniors sont particulièrement impliqués ont su effectivement faire reconnaître l'intérêt des services qu'elles offraient et gagner une légitimité auprès du public, compensant tantôt l'insuffisance des politiques publiques, contrariant ailleurs d'éventuels projets d'aménagement émanant des élus. Pour autant, par leurs engagements associatifs, les retraités sont-ils en mesure de *transformer* la sphère politique et sociale ? Au sein des associations, qui sont ces retraités qui loin d'apparaître comme de simples consommateurs de services s'engagent pour être utiles socialement et faire valoir une certaine conception sociétale ? Cherchent-ils à exercer une forme de pouvoir ou seulement à rester ouverts sur l'extérieur ? Veulent-ils être utiles aux autres pour agir sur la sphère publique ou pour donner un sens à leur propre existence au cours de cette période socialement dévalorisée de « l'inactivité » ?

Mots clés :

Les sociétés occidentales ont tendance à dévaloriser les retraités et les personnes âgées en développant diverses formes de marginalisation sociale, qui débutent souvent dans les dernières années de la vie professionnelle. Pourtant, les retraités peuvent encore agir sur la société. D'abord, ce sont des électeurs dont le nombre ira en augmentant. Ensuite, quelques uns sont détenteurs d'un mandat électoral. Les retraités peuvent aussi agir sur la société par le biais de leur pouvoir d'achat. Par leurs choix et pratiques en matière de consommation, ils seraient en mesure d'influer sur la nature des biens et services disponibles. Néanmoins, en

l'absence d'organisation puissante qui fédère leurs intérêts, ces pouvoirs sont peu exercés dans l'Hexagone.

En France, le cadre associatif est une autre possibilité pour les retraités de peser sur la société (une personne sur deux de 60 ans et plus est membre d'au moins une association). On pense en premier lieu aux partis politiques et aux syndicats constitués en associations, mais à l'âge de la retraite, les seniors ont tendance à se désengager de ces organisations. Il existe toutefois beaucoup d'autres associations où les retraités peuvent intervenir dans l'espace public et lutter contre la marginalisation sociale. Cette participation des retraités dans les associations peut être vue comme une alternative à l'exercice d'un pouvoir directement en prise avec le système économique, voire comme une « revanche » pour des seniors écartés prématurément du monde du travail et des décisions.

Plusieurs enquêtes ont signalé ces dernières années la participation grandissante des retraités à la vie associative (Michaudon, 2000), mais toutes les associations sont loin d'avoir comme projet d'exercer une action de transformation sociale. En outre, les formes d'engagement de chacun dans la vie associative ne doivent pas être confondues avec l'objectif que se donne chaque association. La forte diversité des associations nécessite par conséquent de clarifier la nature particulière des formes d'engagement dans la vie associative pour pouvoir évoquer le rôle que les seniors y jouent.

Historiquement, les associations ont constitué des lieux de citoyenneté, des espaces de liberté pour la démocratie. La représentation encore dominante de ces organisations est leur ouverture aux autres, leur désintéressement, leur engagement dans des formes de solidarité (Fourel & Loisel, 1999) qui compensent parfois des domaines où les pouvoirs publics sont absents. Cette représentation altruiste des associations est allée de pair avec l'idée du bénévolat et du militantisme. Pourtant, cet « idéal associatif » ne correspond plus totalement aux réalités actuelles. Le militantisme politique et syndical a fortement diminué (Ion, 1997), et certaines associations s'inquiètent de la moindre implication des adhérents ou de la faible rotation des responsables associatifs. Dans leurs enquêtes sur la vie associative, le Credoc a signalé cette évolution (Hatchuel & Loisel, 1998) que l'on peut rattacher à une moindre implication citoyenne et à un affaiblissement des idéologies politiques[19]. On sait par ailleurs que la recherche d'activités de loisirs et le maintien de relations sociales sont les objectifs prioritaires des retraités qui participent à la vie associative (Chokrane & Hatchuel, 1999).

Résumer la participation associative des seniors à des activités récréatives relèverait néanmoins de la caricature, mais comment rendre compte avec précision de la participation des retraités à la vie associative ? Peut-on distinguer les seniors qui recherchent dans la vie associative autre chose que des activités sportives et culturelles et le maintien de relations sociales ? Peut-on le faire en distinguant différentes formes de participation afin d'identifier spécifiquement les retraités qui trouvent par leur participation le moyen d'exprimer des convictions et d'avoir une action sur la société ?

Pour répondre à ces questions, nous utiliserons l'enquête INSEE sur la vie associative de 2002[20]. Nous commencerons par considérer les typologies associatives proposées par l'INSEE afin de repérer plus particulièrement la part des seniors susceptibles d'utiliser rationnellement les associations pour affirmer leur place au sein des institutions. Mesurant les

[19] La forte participation électorale aux élections présidentielles de mai 2007 n'est pas la preuve d'un renouveau des idéologies.
[20] *Enquête INSEE « Condition de vie des ménages », oct. 2002.*

limites de cette approche, nous proposerons ensuite une autre méthode pour préciser diverses formes d'engagement des retraités dans la vie associative.

1. La typologie simplifiée des associations de l'INSEE

Créer une nomenclature détaillée des associations est un exercice difficile car les objectifs de ces organisations sont d'une grande diversité. Dans son questionnaire de 2002, l'INSEE a d'abord demandé aux personnes interrogées d'indiquer si elles étaient membres d'associations en proposant 14 items, puis a cherché à compléter les réponses à l'aide d'une liste plus détaillée de 41 sortes d'associations. Ces classifications, construites par l'expérience d'enquêtes précédentes, permettent de comptabiliser les membres des associations, de repérer les types les plus courants, mais ne renseignent pas sur les raisons à l'origine des adhésions.

Pour aller dans ce sens tout en limitant au minimum le nombre de catégories associatives, Michèle Febvre et Laura Müller ont proposé au nom de l'INSEE (Febvre & Müller, 2004) trois grandes catégories d'associations résumées par les termes : « **Convivialité** », « **pratique d'une activité** » et « **Défense de droits ou d'intérêts** ». Cette typologie est intéressante car elle prend appui sur les raisons d'adhérer aux associations des personnes de plus de 15 ans interrogées, obtenues à partir de la série des questions « PA10 » du questionnaire.

Encadré n° 1

Questions PA10 : Pour quelles raisons avez-vous adhéré à cette association :

1. *Pour pratiquer un sport ?*
2. *Pour pratiquer une activité culturelle ou artistique ?*
3. *Pour défendre une cause ?*
4. *Pour faire respecter vos droits et ceux des autres ?*
5. *Pour rencontrer des personnes qui ont les mêmes préoccupations ou les mêmes goûts, pour se faire des amis ?*
6. *Pour être utile à la société, pour faire quelque chose pour les autres ?*
7. *Pour vous épanouir, pour occuper votre temps libre ?*
8. *Pour aider, défendre les intérêts de vos enfants ou d'autres membres de votre entourage ?*
9. *Pour avoir accès à des renseignements ou des services (y compris adhésion obligatoire pour bénéficier de certaines prestations) ?*
10. *Pour une autre raison ?*

Ainsi, par exemple, les associations regroupées dans la catégorie « Convivialité » sont les types d'associations dont les adhérents ont principalement sélectionné les items 5 (rencontrer) et 7 (s'épanouir) aux questions PA10, et à degré moindre les items 4 (faire respecter ses droits), 6 (être utile) et 9 (renseignements).

Voir encadré n° 2.

Encadré n° 2

CATEGORIE CONVIVIALITE

Ici, les pourcentages sont ceux calculés par Febvre et Müller sur tous les individus de plus de 15 ans ayant participé à l'enquête.

3ème âge : 92% (rencontrer), 81% (s'épanouir)
Retraités d'une entreprise : 74% (rencontrer), 45% (s'épanouir), 30% (obtenir des renseignements)
Religieuse ou paroissiale : 72% (rencontrer), 66% (être utile), 53% (s'épanouir)
Quartier ou locale : 66% (rencontrer), 48% (être utile), 44% (s'épanouir), 34% (faire respecter ses droits)
Anciens élèves : 67% (rencontrer), 44% (obtenir des renseignements)
Anciens combattants : 76% (rencontrer), 49% (faire respecter ses droits)
Tourisme social : 100% (rencontrer), 81% (s'épanouir), 53% (renseignements)
Comités des fêtes : 77% (rencontrer), 65% (s'épanouir)
Formation linguistique, informatique, université tous âges et autre formation à but non professionnel : 60% (s'épanouir), 64% (pratique une activité), 50% (obtenir des renseignements)
Formation professionnelle et formation continue : 87% (rencontrer), 62% (s'épanouir), 50% (obtenir des renseignements)
Amicale ou groupement de personnes originaires d'un même pays ou d'une même région : 80% (rencontrer), 53% (s'épanouir)
Echanges culturels internationaux : 72% (rencontrer), 59% (pratiquer une activité)

Extrait de Febvre & Müller, 2004, p. 39

Le travail entrepris par Febvre et Müller porte sur l'ensemble des adhésions associatives de l'enquête. Nous allons nous en servir dans un premier temps pour analyser trois sous-populations (ou groupes) de seniors âgés de 55 à 74 ans, c'est-à-dire situés en dehors de la grande vieillesse. Sur cette tranche d'âge, certaines personnes sont encore en activité, d'autres sont à la retraite[21].

Un premier groupe est constitué de seniors « actifs » âgés de 55 à 64 ans (en activité ou en recherche d'emploi). Dans l'enquête INSEE, 168 enregistrements exploitables répondent à cette caractéristique correspondant après pondération à 1 397 224 personnes. Un deuxième groupe est constitué de retraités âgés du même âge (noté « R55-64 »), soit 218 enregistrements dans l'enquête INSEE correspondant après pondération à 1 355 287 personnes. Enfin le dernier groupe est constitué de retraités âgés de 65 à 74 ans (noté

[21] Les enregistrements étudiés sont ceux des individus ayant déclaré adhérer à au moins une association. Deux adhésions au maximum ont été décrites dans l'enquête INSEE. Notre analyse porte sur la première des deux associations, laquelle a été tirée au hasard par les enquêteurs de l'INSEE lors de la procédure de collecte (lorsque les individus étaient membres de plusieurs associations). Les personnes déclarées « inactives » ou « femmes au foyer » ont été exclues dans ce travail par souci de comparaison entre les sous-populations, ce qui conduit à une légère sous-représentation des femmes âgées de 55 à 74 ans.

« R65-74 »), soit 356 enregistrements correspondant après pondération à 2 521 666 personnes[22].

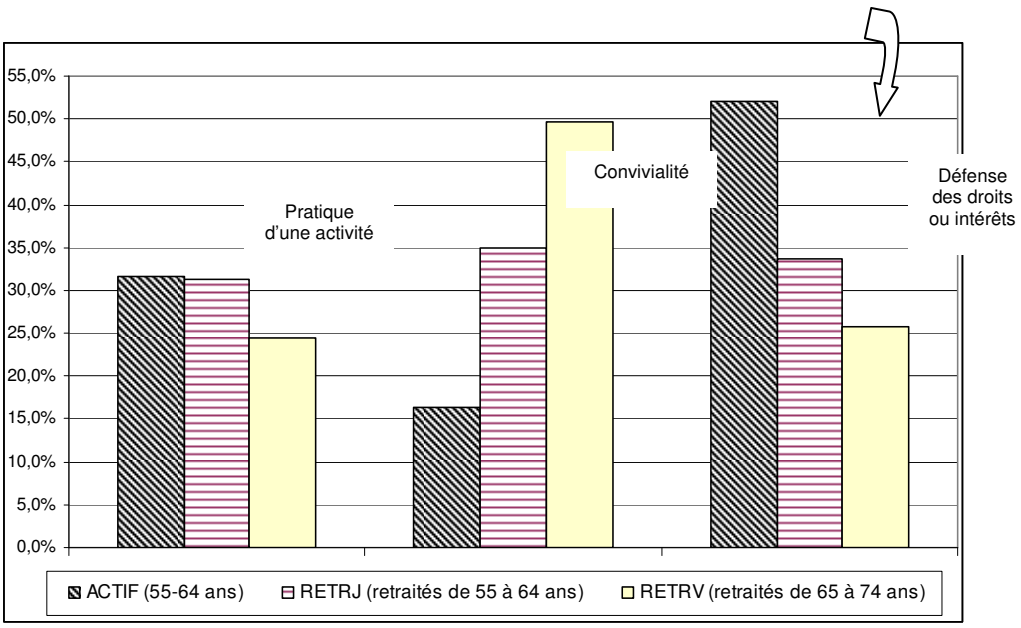
Avec ces trois sous-populations, il est possible de considérer l'impact du passage à la retraite sur la vie associative pour les personnes âgées de 55 à 64 ans et de proposer quelques hypothèses de l'évolution des adhésions en fonction de l'âge. Toutefois, l'enquête ne permet pas un raisonnement longitudinal ; les différences entre les sous-populations doivent par conséquent être interprétées en termes de cycle de vie avec prudence.
Pour les trois catégories produites par Febvre et Müller, les seniors se répartissent ainsi :

Tableau 1 : Répartition des seniors de 55-74 ans en fonction de la typologie associative Insee

	Associations de type…			
Sous-populations	Activité	Convivialité	Défense de droits ou d'intérêts	Ensemble
Hommes :				
ACTIF (55-64 ans)	27,9%	18,1%	54,0%	100,0%
R55-64 (retraités de 55 à 64 ans)	30,6%	42,2%	27,2%	100,0%
R65-74 (retraités de 65 à 74 ans)	22,3%	50,1%	27,7%	100,0%
Total Hommes	26,1%	38,3%	35,5%	100,0%
Femmes :				
ACTIF (55-64 ans)	38,1%	13,2%	48,7%	100,0%
R55-64 (retraités de 55 à 64 ans)	32,3%	25,7%	42,0%	100,0%
R65-74 (retraités de 65 à 74 ans)	26,8%	49,4%	23,8%	100,0%
Total femmes	30,7%	35,5%	33,8%	100,0%
Hommes + Femmes :				
ACTIF (55-64 ans)	31,6%	16,3%	52,1%	100,0%
R55-64 (retraités de 55 à 64 ans)	31,4%	34,9%	33,7%	100,0%
R65-74 (retraités de 65 à 74 ans)	24,5%	49,7%	25,8%	100,0%
Total Hommes + Femmes	28,2%	37,1%	34,8%	100,0%

Graphique 1 : Répartition des seniors (Hommes et Femmes) au sein de chaque sous-population en fonction des types associatifs

[22] Soit un total de 5 274 177 personnes pour les trois groupes. Le coefficient de pondération est celui des « personnes « Kish » de l'enquête.



Ces données confirment la recherche de convivialité chez les seniors, hommes et femmes confondus. La proportion d'adhérents âgés de 55 à 64 ans qui appartiennent à des associations de ce type est deux fois plus forte chez les retraités que chez les actifs. Elle est encore plus forte chez les plus âgés des retraités. Inversement, les adhésions dans les associations qui défendent des droits ou intérêts s'affaiblissent avec le passage à la retraite et en vieillissant. La troisième catégorie d'associations privilégiant la pratique d'une activité est plus stable, mais sa représentativité diminue toutefois quand l'âge augmente.

On constate que les hommes entre 55 et 64 ans sont mieux représentés dans les associations où la **convivialité** est centrale. Au-delà de cet âge, le sexe n'est plus une variable déterminante et la convivialité l'emporte largement. Les clubs du troisième âge qui regroupent un nombre important de retraités sont à l'image de ce type d'associations, mais il en existe bien d'autres. Cette catégorie est vaste ; elle intègre notamment les associations à vocation religieuse dont certaines ont des adhérents âgés qui recherchent autant à « être utiles aux autres » (réponse 6 à la question PA10) qu'à partager des moments chaleureux collectivement. En y regardant de près, les adhésions aux associations d'anciens combattants, classées aussi dans la catégorie « Convivialité » par Febvre et Müller (F&M) relèvent souvent du souhait de faire respecter ses droits ou ceux des autres (item 4 des questions PA10). La catégorie « Convivialité » n'est donc pas très homogène au sens où ses associations ne sont pas toujours très distinctes de celles des deux autres catégories (Cf . Annexe 1 pour le détail des associations classées dans chaque catégorie).

Les adhésions à des associations qui visent la **pratique d'une activité** (culturelle, artistique, sportive, etc.) ne sont jamais les plus importantes des trois catégories de seniors. Dans tous les groupes, les femmes y sont mieux représentées, mais leur pratique décline en passant de la sous- population « Actifs » à « R55-64 », puis à « R65-74 ». Le passage à la retraite chez les hommes semble toutefois produire une légère augmentation de la participation. Une analyse plus complète des données d'enquête montrerait que les adhérents qui visent à pratiquer une activité ne sont jamais totalement insensibles au fait qu'ils peuvent par ce biais rencontrer des personnes qui partagent les mêmes centres d'intérêt (item 5 des questions PA10), mais cette catégorie est néanmoins assez homogène.

La troisième catégorie de l'Insee **« Défense de droits ou d'intérêts »** concerne en moyenne une adhésion sur trois, pour l'ensemble de la population étudiée (35 % pour les hommes et 34 % pour les femmes qui adhèrent à au moins une association), mais les adhésions sont très contrastées entre nos trois groupes de seniors. Chez les hommes, l'adhésion est deux fois plus faible chez les personnes situées en dehors de l'activité (baisse notamment de l'adhésion syndicale). Chez les femmes, le passage à la retraite semble avoir moins d'impact (pour les 55-64 ans), mais l'adhésion diminue fortement après 64 ans. Cette catégorie constitue finalement un ensemble hétérogène car il s'y côtoie des associations aux activités très différentes.

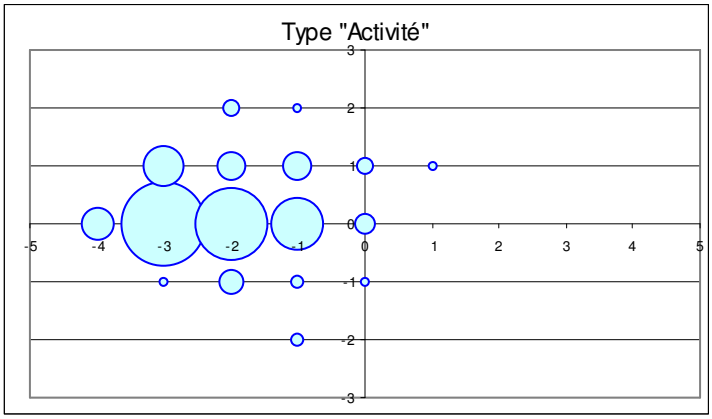
Ces remarques signalent les limites de la catégorisation simplifiée proposée par F&M pour l'étude des raisons de l'adhésion. Les termes choisis (« Convivialité », « Activité », « Défense de droits ou d'intérêts ») rappellent que la typologie utilise certes les raisons de l'adhésion, mais avec pour objectif de regrouper des associations. **Or, ces termes qui définissent chaque type d'associations n'épuisent pas la diversité des raisons d'adhérer.** Par exemple, en adhérant à un club de sport, on le fait certainement pour pratiquer une activité, mais la possibilité de côtoyer des personnes ayant des goûts proches peut être une autre raison importante de l'adhésion. Celle-ci se rapproche alors des adhésions que l'on trouve majoritairement dans la catégorie « Convivialité » (au lieu de la catégorie « pratique d'une activité »). De même, on peut parfaitement avoir un « engagement militant » dans un club de sport ; ce dernier peut même s'avérer plus fort que dans une association caritative où l'adhérant ne serait que simple cotisant. Par conséquent, cette forme d'engagement ne serait-elle pas plus proche de certaines adhésions classées dans la troisième catégorie « Défense de droits ou d'intérêts » ?

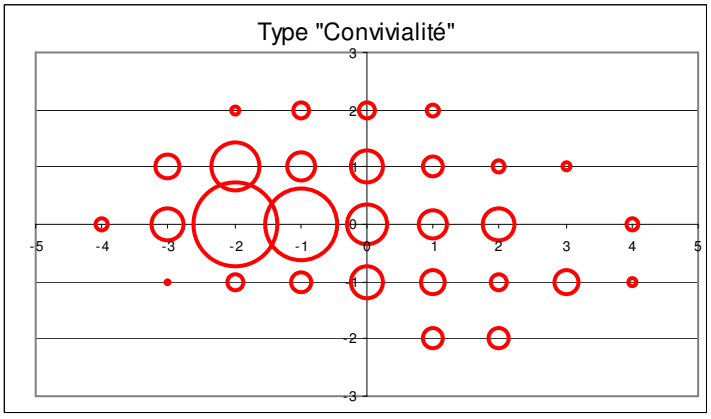
Pour conclure, la typologie des associations proposée par F&M offre une vision schématique et cohérente qui serait difficile d'obtenir avec un nombre trop important de catégories associatives. Néanmoins cette typologie ne redonne pas les raisons de l'adhésion avec suffisamment de précision. Elle ne permet pas d'identifier clairement les personnes de 55 à 74 ans qui, par leur participation associative, voudraient maintenir des formes d'action sur la société. La typologie de F&M nous suggère de chercher a priori ces personnes dans la catégorie « Défense de droits ou d'intérêts », alors que cette forme de l'engagement peut s'observer dans toutes les associations, même si elle est mieux représentée dans certaines.

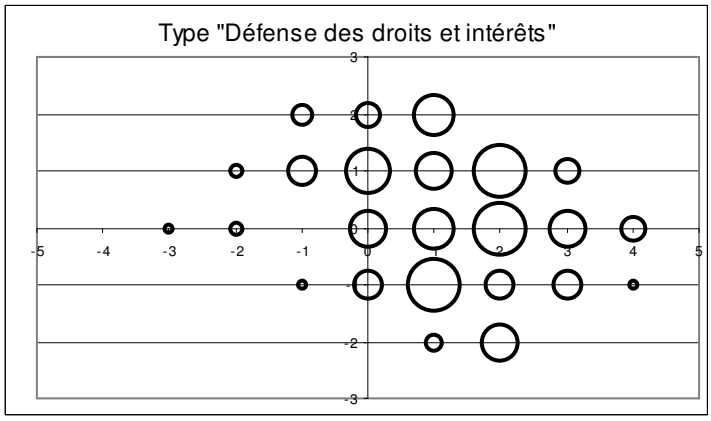
2. Les formes de la participation associative

Pour mettre en évidence *les formes de la participation associative* et faire le lien avec le travail de Febvre et Müller (F&M), nous avons aussi utilisé les questions PA10 qui demandent pour quelles raisons les personnes ont adhéré à l'association. L'objectif est plutôt une typologie des adhérents qu'une typologie des associations. Suite à des analyses statistiques multidimensionnelles que nous expliquons à la fin de cet article (Cf. Annexe 2), nous avons dégagé deux indices définissant un plan principal résumant les diverses raisons d'adhérer (les personnes interrogées ont pu indiquer plusieurs raisons justifiant leur adhésion). Avant de l'interpréter, nous allons voir que ce plan différencie clairement les adhérents des trois types d'associations F&M (Voir Graphiques 2).

Graphiques 2 : Position dans le plan factoriel des seniors adhérant à au moins une association en fonction des 3 types d'associations F&M







Dans ce plan, les adhérents des catégories « Activité » et « Défense des droits et intérêts » se situent de par et d'autre de l'axe des abscisses, qui est celui qui rend le mieux compte de la variabilité des comportements : les seniors de la catégorie « Activité » (sportive ou culturelle) sont à gauche et ceux des associations de la catégorie « Défense des droits ou intérêts » sont à droite de l'axe des abscisses.
La configuration « Convivialité » est mieux répartie sur l'ensemble du plan, tout en étant davantage repérable à gauche de l'axe des abscisses, ce qui confirme qu'il s'agit d'une configuration à cheval entre les deux précédentes, mais néanmoins plus proche de la configuration « Activité ».

L'axe des ordonnées discrimine peu le positionnement des individus de la configuration « Activité ». Il signale une opposition plus évidente pour la « Convivialité » et plus encore pour la troisième catégorie « Défense des droits et intérêts ».

Les configurations très distinctes de ces graphiques vont prendre sens par l'interprétation sociologique de ces deux axes. Celle-ci est basée sur les analyses multidimensionnelles résumées dans l'annexe 2. Nous allons voir que l'axe des abscisses peut s'identifier à une opposition entre *sociation* et *communalisation* alors que l'axe des ordonnées oppose plutôt *le repli sur soi* et *l'ouverture aux autres*.

Le concept wébérien de *sociation* rend compte des relations sociales qui se jouent dans certaines associations qui ont une finalité bien établie (rationnelle) et qui peuvent viser la transformation sociale. La sociation est l'expression d'intérêts individuels coordonnés dans un but précis à atteindre. Il s'oppose à la *communalisation* où les activités sont déterminées de façon affective et traditionnelle (Weber, 1921). Dans certaines associations, on effectue en effet des activités pour d'abord partager le plaisir d'être ensemble ; c'est la conscience communautaire qui l'emporte et la subjectivité des individus. Nous appellerons donc l'axe des

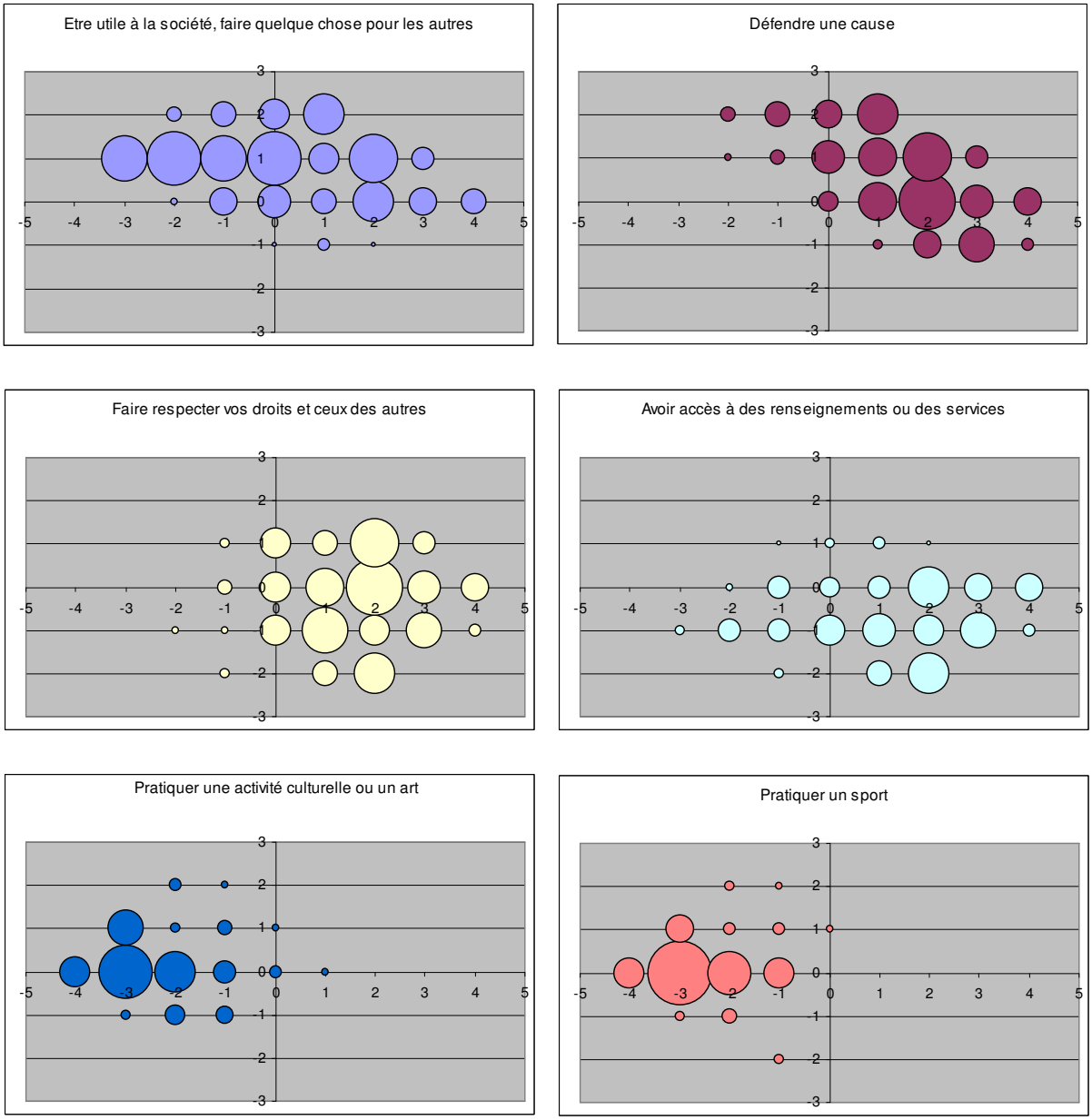
abscisses (horizontal), *l'axe communalisation/sociation*. A droite de l'axe (indice positif), l'action a besoin de s'inscrire dans les institutions de la société pour prendre sa signification, c'est la sociation (les actions peuvent aussi être qualifiées de « socio-dépendantes »). A gauche de l'axe (indice négatif), l'action ne vise pas à avoir une action de transformation sociale, c'est la communalisation. Sur les graphiques 2, il est donc logique que les adhérents de la catégorie « Défense des droits ou intérêts » se trouvent à droite et ceux de « Activité » à gauche.

Sur l'axe des ordonnées (vertical), il est possible de considérer l'orientation de l'action et d'opposer les intentions tournées vers soi ou vers un groupe de semblables et celles tournées vers autrui, c'est-à-dire un large collectif. Nous appellerons ce second axe, *l'axe de la motivation collective/individuelle (ou axe « vers soi/vers les autres »)*. Cet axe permet de considérer le sens ou la valeur de l'action. Si l'indice est positif (haut du graphique), l'action est ouverte vers les autres et les valeurs qui l'animent sont de portée universelle. Si l'indice est négatif (bas du graphique), il signifie que les adhérents voient principalement au travers de leur association la défense des intérêts ou des goûts de ses membres. Chaque adhérent souhaite tirer d'abord bénéfice de son adhésion, sans tenir compte des conséquences pour autrui, sans s'impliquer socialement au-delà de la communauté que constituent les participants de l'association. L'axe des ordonnées différencie principalement les adhérents situés à droite du plan (sociation). Sur les graphiques 2, on voit que cet axe est logiquement sans objet sur la catégorie « Activité » située à gauche.

Nous allons illustrer cette interprétation des axes en positionnant dans le plan factoriel les adhérents ayant exprimé certaines raisons d'adhérer (voir graphiques 3 page suivante).

Les graphiques 3 montrent que les pratiques d'activités sportives ou culturelles se situent les plus à gauche du plan de l'analyse des correspondances multiples, et donc du côté de la communalisation. Le motif « Etre utile » occupe toute la partie supérieure du graphique, ce qui est cohérent puisque les individus, en participant à la vie associative, souhaitent se tourner vers les autres. « Défendre une cause » se situe en haut à droite, car il s'agit d'un engagement tourné vers les autres, pour la défense de valeurs universelles. C'est la forme d'engagement la plus altruiste qui dessine le mieux ce que nous avions qualifié « d'engagement solidaire » dans un article précédent (Nowik & Morel, 2006). L'action est censée bénéficier à l'ensemble de la collectivité pour les motifs « Etre utile » et « Défendre une cause ».
« Avoir accès à des renseignements ou des services » est le pendant des actions qui s'inscrivent dans les institutions mais dont la direction est opposée à la défense d'une cause générale : les individus se situent par conséquent en bas à droite du graphique, car ils défendent des intérêts catégoriels, pour eux-mêmes ou pour leur groupe (logique corporatiste). Enfin, « Faire respecter vos droits et ceux des autres » se situent très logiquement dans toute la partie droite du graphique, recouvrant les espaces dessinés par les deux précédents motifs.

Graphiques 3 : Position des seniors selon les deux axes en fonction de certaines raisons de l'adhésion (abscisses : axe « communalisation/sociation » ; ordonnées : axe « vers soi/vers les autres »)

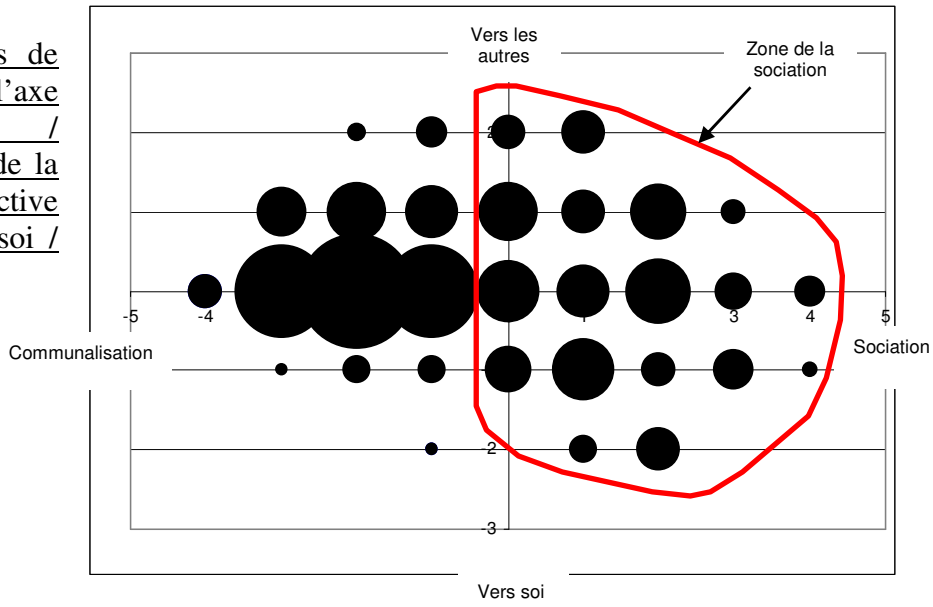


3. Les seniors et la sociation

La typologie des associations de Febvre et Müller a montré que la participation associative des seniors était dominée par l'épanouissement personnel et par la recherche de contacts amicaux qui assurent une bonne sociabilité à la retraite. On a aussi montré que la défense des droits et intérêts s'effritait avec le passage à la retraite et chez les personnes plus âgées : 52 % des adhérents seniors actifs sont dans les associations classées « Défense des droits et intérêts », mais 34 % des jeunes retraités et seulement 26 % des retraités de 65 à 74 ans. Sans remettre en cause cette évolution du pourcentage, notre approche permet de comptabiliser autrement la part des seniors qui veulent intervenir dans les associations en lien avec la société (socio-dépendance). Des différentes formes de participation associative présentées ci-

dessus, nous identifions dans la partie droite de l'espace présenté (en y incluant l'axe des ordonnées) les individus qui se situent dans la zone de la sociation (voir graphique 4). Ce choix nous conduit à estimer à 51 % l'ensemble des seniors de 55 à 74 ans qui utilisent les associations pour développer des formes d'action socio-dépendantes afin de défendre leurs intérêts ou pour s'engager dans des causes générales ou généreuses à finalité rationnelle. Cette valeur est supérieure à la proportion calculée pour la catégorie « Défense des droits et intérêts » de F&M dans la mesure où l'on récupère une partie des adhérents des associations classées dans la catégorie « Convivialité »[23], et même une petite partie de la catégorie « Activité ». Les ajouts les plus significatifs sont des adhérents des associations d'anciens combattants, des associations religieuses, des associations de quartier, et même de quelques adhérents d'associations culturelles et musicales. A l'inverse, des adhérents de certaines associations classées dans la catégorie « Défense des droits et intérêts » par F&M ne figurent pas dans notre registre de la sociation. Voir Annexe 1.

Graphique 4 :
Position des adhérents de 55 à 74 ans sur l'axe communalisation / sociation et sur l'axe de la motivation collective (actions dirigées vers soi / vers les autres).



Hommes et Femmes ne sont pas représentés dans les mêmes proportions dans la zone de la sociation. On y dénombre 58 % des hommes âgés de 55 à 74 ans contre 41 % des femmes, toutefois les deux sexes se désengagent de cette forme de participation en quittant le monde du travail et quand l'âge augmente. Les urbains y sont aussi plus nombreux en proportion que les ruraux.

Le revenu, et plus encore la catégorie sociale, distinguent nettement les seniors qui recherchent dans la vie associative la possibilité de défendre droits ou intérêts, mais aussi causes et valeurs. Les agriculteurs constituent la catégorie la moins représentée suivie des employés et des ouvriers (de façon corrélative, les revenus les plus bas sont également les

[23] Sans distinguer les trois sous-populations, la part des seniors classés dans cette catégorie par F&M s'élève à 35 %, soit environ un tiers. On retrouve cependant avec notre méthode la même évolution des proportions d'adhérents socio-dépendants entre les trois sous-populations : baisse de l'engagement dans la sociation en fonction du statut d'activité et de l'âge : 63 % des actifs de 55 à 64 ans adhérant à au moins une association répondent à la définition, mais seulement 53 % des retraités de 55 à 64 ans et 42 % de leurs aînés de 65 à 74 ans.

moins représentés). Les catégories supérieures privilégient au contraire cette forme de participation à la vie associative avec en tête les cadres. Les femmes, tout en ayant une moindre représentativité, répondent au même classement. Seules les femmes cadres ont, en proportion, une contribution similaire à celle de leurs homologues masculins (Voir tableau 2).

Tableau 2 : Part des adhérents (55-74 ans) de chaque PCS classés sous le registre de la sociation

	Hommes et Femmes ensemble	Hommes	Femmes
Agriculteurs exploitants	37%	47%	27%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise et professions libérales	55%	58%	52%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	60%	60%	61%
Professions intermédiaires	57%	62%	48%
Employés	42%	64%	35%
Ouvriers	48%	51%	40%
Ensemble	51%	58%	41%

Il faut insister sur le fait que le registre de la sociation mélange des associations très différentes. Les points communs entre une association de protection de l'environnement, une association caritative, un parti politique et un syndicat de co-propriétaires ne sont pas nombreux (voir Annexe 1 pour prendre connaissance de la liste des associations et du nombre des adhérents concernés en fonction des trois sous-populations de seniors). La plupart des adhérents de ces associations utilisent la vie associative pour parvenir à un objectif qui s'inscrit dans les institutions d'une société, mais les bénéficiaires de l'action peuvent être aussi bien les intéressés eux-mêmes que des personnes extérieures à l'association. L'action peut aussi bien porter sur des intérêts corporatistes que sur des valeurs universelles ou des causes générales. Cette diversité des situations pourrait expliquer que des adhérents classés sous le registre de la sociation ne sont ni plus ni moins bénévoles que les autres (32 % se disent bénévoles au sein de leur association) ; de même leur participation aux élections municipales de 2001 n'est pas beaucoup plus forte : 80 % des adhérents repérés sous le registre de la sociation ont voté aux deux tours des municipales, 77 % de ceux en dehors de ce registre (et pas de différence si on tient compte du vote à au moins un des deux tours).

Conclusion

Les raisons pour lesquelles les seniors s'engagent dans des associations ne sont pas uniques et l'objectif d'une association ne présage pas du motif de l'engagement de tous ses adhérents. La pratique associative évolue également avec l'âge et le statut d'activité.
Notre approche a permis de mettre en évidence différentes formes de participation associative, et notamment l'une d'entre elles qui relève du registre de la sociation. Les seniors qui adhèrent dans ce cadre sont plus nombreux (51 % de ceux qui adhèrent à au moins une association) que ceux dénombrés par Febvre et Müller dans la catégorie « Défense de droits ou d'intérêts » (35 %). Cette forme très générale de participation associative, sans être

réductible au militantisme partisan, est un moyen d'affirmer une identité individuelle ou collective, un moyen de se défendre, de revendiquer, d'agir. Certains seniors participent en effet à la vie associative pour défendre des **intérêts** personnels ou ceux de leur groupe ; d'autres en se mettant au service de **causes** universelles, en agissant sur le fonctionnement général de la société. Cette inscription dans la vie associative peut permettre de peser sur la société et donc de lutter contre le déclassement social qui affecte les retraités, placés hors de l'activité. Il reste que la participation associative ne remet pas en cause les caractéristiques des rapports sociaux, pour preuve la moindre représentation dans le registre de la sociation des femmes et des seniors de certaines catégories sociales (agriculteurs, ouvriers et employés).

Bibliographie :

BARTHELEMY Martine. *Associations : un nouvel âge de la participation ?* Paris, Presse de sciences Po., 2000.

CHOKRANE, Bertrand. HATCHUEL, Georges. La dynamique sociale des seniors. CREDOC, *Consommation et modes de vie*, n°135, 31 mai 1999.

CRENNER, Emmanuelle. Le milieu associatif de 1983 à 1996 – Plus ouvert et tourné vers l'intérêt individuel. *Insee Première*, n° 542, septembre 1997.

FEBVRE Michèle. MULLER Laura. Vie associative et bénévolat en 2002. INSEE, *Série des Documents de Travail de la Direction des statistiques démographiques et sociales,* N°F0402, Février 2004, 122 p.

FEBVRE Michèle. MULLER Laura. La vie associative en 2002 – 12 millions de bénévoles. *Insee Première*, n° 946, février 2004.

FOUREL, Christophe. LOISEL, Jean-Pierre. Huit Français sur dix concernés par la vie associative. CREDOC, *Consommation et modes de vie*, n°133, 20 février 1999.

HATCHUEL Georges. LOISEL Jean-Pierre. L'adhésion aux associations reste à un niveau élevé – Plus de seniors, moins de militants. CREDOC, *Consommation et modes de vie,* n°123, janv. 1998.

ION, Jacques. *La Fin des militants ?* Paris, Eds de l'Atelier, Coll. « Enjeux de société », 1997

MICHAUDON Hélène. La vie sociale des seniors. INSEE, *Données sociales – La société française,* 2002-2003, pp. 595-599.

MICHAUDON Hélène. L'engagement associatif après 60 ans. *Insee Première*, n° 737, septembre 2000.

NOWIK, Laurent. MOREL, Guy. *Engagement associatif : ces retraités qui veulent être utiles aux autres…* Communication au congrès de l'AFS. Sept. 2006, 18 p.
http : http://perso.numericable.fr/sitedurtf7/downloads/CG/cgtxtresnowikmorel.pdf

WEBER Max. *Economie et société. Tome 1 : les catégories de la sociologie*. Paris : Presses Pocket, 1995 (1921)

ANNEXE 1 : Liste des associations classées dans la typologie de Febvre et Müller et classées dans le registre de la sociation avec nos analyses

	Typologie F&M			Registre de la Sociation				
type association tirée au sort	catégorie "Activité"	catégorie "Convivialité"	Catégorie "Défense des droits et intérêts	ACTIF	R55-64	R65-74	Ensemble Sociation	Total des adhérents
A07 ass ou club sportif	660 305			7 038	20 906	4 255	32 199	660 305
A06 ass. culturelle ou musicale	541 262			31 884	22 155	9 572	63 610	541 262
B19 chasse et pêche	126 391					6 635	6 635	126 391
B12 ass. sportives	94 164					24 167	24 167	94 164
B11 ass artistique ou culturelle	62 862							62 862
A10 ass. de personnes âgées ou club de troisième âge		699 047			20 150	29 367	49 517	699 047
A09 ass. d'anciens combattants ou classe d'année de naissance		459 799		34 787	131 859	186 995	353 641	459 799
A05 groupe religieux ou paroissial		230 322		17 535	14 095	81 483	113 113	230 322
A11 ass. de retraités d'une entreprise		194 540		7 038	25 137	23 974	56 149	194 540
A13 ass. de quartier ou locale		106 162		25 026	22 093	46 365	93 485	106 162
A12 ass. d'anciens élèves		97 650		6 738	5 578	13 954	26 270	97 650
B16 comités des fêtes et autres associations de loisirs		55 324		14 489		7 923	22 412	55 324
B17 anciens combattants ou classe d'année de naissance		24 319		9 655	6 693	7 971	24 319	24 319
B18 retraités d'une entreprise		20 707				13 870	13 870	20 707
B15 clubs du 3ème âge		18 755						18 755
B24 formation professionnelle et formation continue		16 253						16 253
B13 ass. tourisme social		14 443			6 520		6 520	14 443

B65 amicale ou groupement de personnes originaires d'un même pays ou d'une même		11 040						11 040
B61 amicale ou groupement d'habitants d'un quartier, d'un village		6 424						6 424
A02 ass. de locataires, propriétaires ou co-propriétaires			483 239	206 142	96 614	172 644	475 401	483 239
A03 groupement syndical ou professionnel			422 375	261 511	90 892	62 173	414 576	422 375
A04 ass. à but humanitaire			366 014	56 326	132 837	160 181	349 344	366 014
A08 ass. de protection de la nature			132 866	48 974	27 515	56 377	132 866	132 866
A01 ass. de parents d'élèves			55 690	33 592	10 553	11 545	55 690	55 690
B51 amis des animaux, défense de la faune, de la flore			49 354	6 947	14 625	21 357	42 929	49 354
B32 amicale ou groupement de malades			43 828	10 174	18 191	15 462	43 828	43 828
B92 parti politique			38 659	32 148	6 511		38 659	38 659
B31 aides aux malades (visites à l'hôpital, prêts de matériel médical)			35 197	3 755	23 818	7 624	35 197	35 197
B64 conseil syndical de copropriété			33 085	17 485		15 600	33 085	33 085
B71 défense des consommateurs, des usagers des services publics			29 326	21 354		7 971	29 326	29 326
B43 aide à domicile			21 472		3 516	17 956	21 472	21 472
B33 recherche médicale (lutte contre le cancer, la myopathie, etc)			21 331		3 672	13 310	16 983	21 331
B94 autre type d'association			17 569	7 576		9 993	17 569	17 569
B63 amicale ou groupement de locataires, propriétaires ou co-propriétaires			16 675	4 735	11 940		16 675	16 675
B72 groupement			16 514			12 228	12 228	16 514

professionnel								
B73 autres associations de défense de droits ou d'intérêts communs			12 993		8 706	4 287	12 993	12 993
B45 autres ass. domaine social			12 623	6 738		5 885	12 623	12 623
B82 aide internationale (alimentaire, santé, éduc.) et droits de l'homme			12 278			12 278	12 278	12 278
B27 autres associations dans le domaine éducatif			10 106	10 106			10 106	10 106
B25 études et recherche (hors médicale)			3 214		3 214		3 214	3 214
Total	1 484 984	1 954 786	1 834 407	881 753	727 792	1 063 405	2 672 949	5 274 177

Source : Enquête Insee Vie associative, EPCVM 2002, Coefficient de pondération des personnes Kish

ANNEXE 2 : Méthodologie

L'enquête Insee d'octobre 2002 sur la condition de vie des ménages permet d'analyser un total de 3738 participations associatives. Dans la partie « vie associative » du questionnaire nous avons d'abord sélectionné 33 variables dichotomiques : 9 proposent une raison d'adhésion (questions PA10 de l'enquête, de ADHSPOR à ADHACC), 16 demandent si un type d'activité est organisé par l'association (questions PA41 de ACT1 à ACT16), les 8 autres ont été construites à partir de propriétés de l'association (étendue géographique, existence de salariés, paiement à chaque participation) et de modalités de l'adhésion (bénévolat, présence de proches). Nous avons réalisé une analyse factorielle des correspondances multiples (ACM) en utilisant ces 33 variables comme actives, mais aussi en se restreignant aux 9 raisons d'adhésion ou aux 16 activités possibles. On obtient une très forte stabilité des résultats sur les premiers axes. Les proximités des modalités des variables (actives et supplémentaires) restent semblables.

Dans ces conditions, il nous a semblé particulièrement intéressant de nous restreindre aux variables « raisons d'adhésion ». Elles forment un ensemble homogène et il n'y a pratiquement pas de non réponse. L'analyse est ainsi basée sur la demande de l'adhérent et non sur sa connaissance plus ou moins bonne de l'association. Le résultat principal de ces analyses est la mise en avant d'un premier axe factoriel que l'on peut appeler de « communalisation/sociation » (ou de « socio-dépendance »). Il exprime le degré de dépendance existant entre les motifs de l'adhésion et les modifications d'un collectif. D'un côté de l'axe, la satisfaction de l'adhérent n'implique pas de modification collective, de l'autre côté cette satisfaction ne peut être obtenue que par une action qui touche un collectif d'individus.

On peut retrouver un résultat semblable en analysant les 39 types principaux d'associations construits par l'Insee. Chacune des 33 variables dichotomiques précédentes permet de définir pour chacun de ces types d'associations la fréquence de la modalité « 1 » (oui). Afin d'analyser la structure des liens entre ces variables, nous avons effectué des analyses en composantes principales (ACP) basées sur la matrice des corrélations. Comme précédemment

ces analyses sont semblables à celles faites sur les neuf raisons d'adhésion. On obtient une première composante principale qui explique 50 % de la variabilité. Elle a la même interprétation que le premier axe factoriel de l'ACM précédente. Nous avons alors construit un indice de « socio-dépendance » ou de « communalisation/sociation » en utilisant les 8 raisons d'adhésion qui s'opposent le plus sur le premier axe :
ISD = (raison 9 + raison 4 + raison 3 + raison 8) – (raison 7 + raison 2 + raison 5 + raison 1) [Cf. encadré n° 1 pour la signification des chiffres]. Il a une corrélation de 0.96 avec la première composante factorielle de l'ACM sur les 3738 réponses et une corrélation de 0.99 avec celle de l'ACP sur les 39 types d'associations.
La deuxième composante principale n'explique plus que 15 % de la variabilité. Elle différencie principalement les associations qui sont fortement « socio-dépendantes ». En effet, elle oppose celles qui défendent un groupe de semblables (pour soi ou pour les proches) à celles qui défendent un collectif plus large, un intérêt général (pour autrui). Ce gradient de motivation collective se retrouve comme quatrième(*) composante factorielle de l'ACM.
Nous avons construit un indice simple de motivation collective de cette manière :
IMC = (raison 3 + raison 6) – (raison 9 + raison 4). Cet indice est proche des deux composantes factorielles (corrélation de 0.97 avec la deuxième composante de l'ACP sur les 39 types d'associations et de 0.77 avec la quatrième composante factorielle de l'ACM sur les 3738 réponses). Il oppose deux raisons d'adhésion renvoyant plutôt à une cause générale et deux raisons pouvant être plus personnelles.

(*) Le deuxième axe factoriel de l'ACM oppose les modalités oui et non, il y a beaucoup moins de oui que de non. Le troisième axe factoriel de cette ACM oppose ceux qui adhèrent pour pratiquer un sport à ceux qui adhèrent pour pratiquer une activité culturelle ou artistique. Au niveau des associations, ce facteur crée une différenciation surtout dans l'ensemble des associations qui ne sont pas « socio-dépendantes ». C'est la troisième composante principale de l'ACP.

Un nouvel âge du bénévolat cheminot ?

Benjamin CORTEEL
Doctorant en Cifre à la SNCF
sous la direction de Mme Anne-Marie GUILLEMARD
GEPECS (Université Paris V) / CEMS (EHESS)

La SNCF, un carrefour entre tranches d'âges et entre univers industriel et associatif.

Réfléchir en tant que chercheur à l'activité d'une fondation d'entreprise
Cette recherche, débutée en juin 2006 dans le cadre d'une thèse de doctorat, porte sur les comportements associatifs des agents de la SNCF en seconde partie de carrière et après leur retraite.
Le choix de l'entreprise SNCF est important et l'hypothèse de départ est la suivante : avec l'histoire sociale dont elle est l'héritière, cette entreprise a pu être le ferment d'une catégorie de salariés particulièrement engagée dans le tiers secteur.

Cette hypothèse initiale trouve un début de confirmation dans le fait que c'est la Direction des Ressources Humaines de la SNCF, par l'intermédiaire de sa Fondation Solidarité, qui a signé la Cifre (Convention industrielle de formation par la recherche) qui finance cette thèse. Ainsi, le thème intéresse l'entreprise qui fait le choix de la sociologie pour l'analyser. Ce choix est d'autant plus marquant qu'au cours des recherches de financement pour cette thèse, il a été courant de constater que d'autres grosses entreprises ne voyaient pas l'intérêt d'un tel sujet appliqué à leurs salariés.

L'un des objectifs est la mise à jour des mécanismes à l'œuvre concernant les engagements des cheminots dans la transition entre l'emploi et la retraite et autour de cette période.
Une autre part importante du travail consistera à étudier la façon dont « communiquent » le tiers secteur (associations) et le secteur privé (entreprises).

Cette contribution est donc rédigée par un sociologue qui fait partie, depuis juin 2006, de l'équipe de la Fondation Solidarité de la SNCF. Le statut un peu particulier d'observateur n'est pas toujours simple à expliquer ou même à assumer. J'ai donc demandé à tenir un rôle un peu plus actif au sein de l'équipe. Ce rôle m'a permis d'avancer plus vite dans la compréhension du fonctionnement de l'entreprise et de sa Fondation. Il m'a également permis d'utiliser des données difficiles à constituer autrement qu'en se portant volontaire pour les traiter et analyser pour le compte de la Fondation.

La présente intervention, se divise en deux parties. La première partie proposera un rapide aperçu des actions menées par la Fondation et de certains de leurs résultats. Dans un second temps, nous chercherons à établir des pistes pour caractériser les évolutions du bénévolat cheminot solidaire. Nous nous interrogerons notamment sur la mobilisation des plus de 45 ans dans politique de solidarité de l'entreprise.

1. Placer les cheminots au cœur de la solidarité nationale

1.1. La re-Fondation : le mandat 2006-2010 de la Fondation Solidarité SNCF

Créée en 2001, la Fondation Solidarité SNCF s'est centrée, à ses débuts, sur l'accueil des errants en gare et la solidarité dans les territoires desservis par le transporteur. Placée sous l'égide de le Fondation de France, son budget ne lui permettait pas de communiquer fortement, mais les cheminots pouvaient pourtant faire appel à elle s'ils avaient des projets solidaires à financer.

Le nouveau mandat, qui coure depuis 2006 jusqu'en 2010, marque la volonté de la SNCF de créer un véritable réseau national de solidarité nourri par le développement et la mise en place d'une politique régionale de solidarité.
La « nouvelle » Fondation Solidarité marque la volonté de la SNCF, en allant plus loin dans l'action solidaire, de remplir le rôle citoyen que doit avoir « une entreprise publique de service public ».
L'objectif majeur de la Fondation est l'insertion sociale des jeunes, par les moyens de :

- La prévention sociale et éducative, notamment par le sport
- L'action et la médiation dans les quartiers
- La lutte contre la récidive
- L'aide à l'insertion professionnelle.

La Fondation Solidarité s'organise en 23 comités solidarité régionaux (CSR) et un comité des directions nationales. Ils sont chargés d'encourager localement les projets d'actions solidaires portés par les cheminots actifs ou retraités et déjà membres d'une association, sous la forme de « Coups de cœur solidaires », qui sont des contributions financières à ces projets.

La Fondation Solidarité de la SNCF a regroupé l'ensemble des associations qu'elle soutient au sein d'un réseau des associations partenaires (RAP). La constitution de ce réseau est la première étape d'un processus construit. L'objectif est de mobiliser les agents de l'entreprise sur des thématiques solidaires au sein d'associations externes à l'entreprise. Par le biais de cette mobilisation, en plus du soutien apporté aux structures, il s'agit de véhiculer le plus largement possible dans l'opinion publique l'image du cheminot solidaire.

Le second outil de ce projet est représenté par la création de l'association des bénévoles cheminots pour la Fondation solidarité (ABCF). Cette structure a pour objet de mettre en contact, d'une part des cheminots qui souhaitent s'investir ponctuellement dans des activités solidaires et, d'autre part, des associations qui expriment des besoins de compétences et/ou de bonnes volontés :

> « L'association des bénévoles cheminots favorise l'implication des cheminots actifs ou retraités et de leurs familles dans la mise en œuvre d'actions, de projets et de partenariats décidés par la Fondation solidarité. » (*Article 2 des statuts de l'ABCF*).

Le développement de l'ABCF est conduit avec l'appui actif de la Fondation. En particulier, la création du lien entre le cheminot adhérent, demandeur d'un engagement solidaire, et l'association partenaire, fait l'objet d'une coopération entre les représentants locaux de l'ABCF et les animateurs régionaux solidarité (ARS) de la SNCF. La Fondation est bien consciente qu'elle trouvera dans ce développement du bénévolat un espace nouveau pour étendre son action.

1.2. Sociographie des porteurs de projets Coups de cœur solidaires.

Premier résultat de cette nouvelle Fondation, les 217 Coups de cœur solidaires qui ont été retenus au cours des deux sessions de l'année 2006 par les 23 régions SNCF et le comité des directions nationales.
Par constructions, à ces 217 projets correspondent autant de cheminots impliqués dans autant d'associations. Les dossiers de demande de soutien renseignent sur l'âge, le sexe et le collège d'appartenance des ces porteurs de projets. Des originalités apparaissent, par rapport aux statistiques globales de l'entreprise, quant au profil des agents concernés.

1.2.1. Répartition par tranches d'âges

Le tableau 1 et le graphique 1, ci-dessous, présentent la répartition des porteurs de projets de l'année 2006 par tranches d'âges.

Tranche	**Effectif**	**Age moyen de tranche**	**% de l'effectif total**
23-29 ans	10	27	5%
30-34 ans	15	32	7%
35-39 ans	20	37	9%
40-44 ans	20	42	9%
45-49 ans	60	47	28%
50-54 ans	44	52	20%
55-59 ans	21	57	10%
60-64 ans	19	62	9%
65 et plus	8	69	4%
Total	*217*	*48*	

Tableau 1. Source Fondation Solidarité SNCF

La tranche d'âge 45-49 ans est celle qui fournit le plus grand nombre de porteurs de projets (28% de l'effectif total), et la tranche d'âge 45-54 ans représente près de la moitié de l'effectif total (48%).
En comparaison, l'entreprise dans sa globalité comptait 41% de 45-54 ans en 2005.

Actifs de moins de 35 ans		**%**
Hommes	20	80%
Femmes	5	20%
Effectif	25	
Age moyen	30 ans	

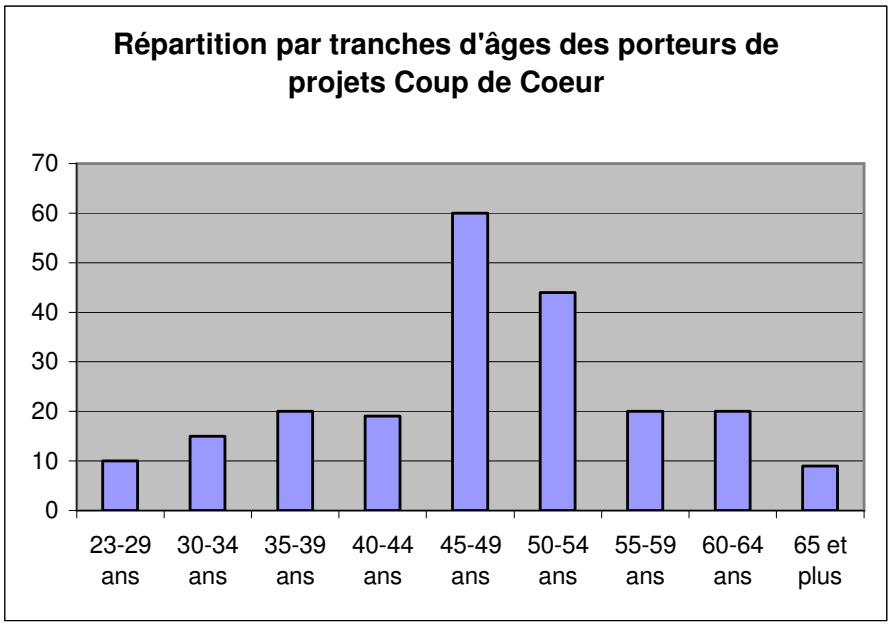
Tableau 2. Source Fondation Solidarité SNCF

Actifs de plus de 35 ans		**%**
Hommes	125	82%
Femmes	27	18%
Effectif	152	
Age moyen	47 ans	

Tableau 2. Source Fondation Solidarité SNCF

Les 18-34 ans représentent 31% des effectifs de la SNCF en 2005, ils ne sont que 12% des porteurs de projets. Notons qu'il n'y a pas de porteur de projet de moins de 23 ans.
Les cheminots actifs de plus de 35 ans ayant soutenu des Coups de cœur (70% de tous les porteurs) ont un âge moyen est de 47 ans.

L'âge moyen des porteurs de projets est de 48 ans et il est de 41 ans pour l'ensemble de la SNCF. Les porteurs de projets sont donc plutôt plus vieux que la moyenne des cheminots.



Graphique 1. Source Fondation Solidarité SNCF

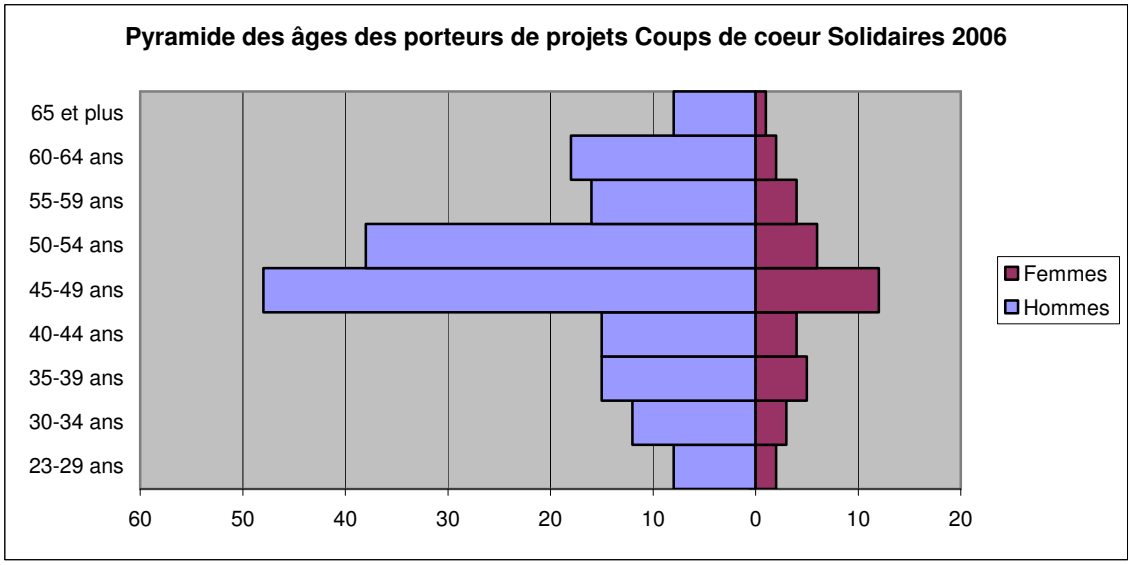
1.2.2. Répartition par sexe

Les métiers de la SNCF sont traditionnellement très fortement masculins. Il n'est donc pas étonnant de retrouver ce fort déséquilibre des sexes dans la population des cheminots porteurs de projets.

Tranche	**Hommes**	**Femmes**	**% hommes**	**% femmes**	**Effectif de tranche**	**% de l'effectif total**
23-29 ans	8	2	80%	20%	10	5%
30-34 ans	12	3	80%	20%	15	7%
35-39 ans	15	5	75%	25%	20	9%
40-44 ans	15	4	79%	21%	19	9%
45-49 ans	48	12	80%	20%	60	28%
50-54 ans	38	6	86%	14%	44	20%
55-59 ans	16	4	80%	20%	20	9%
60-64 ans	18	2	90%	10%	20	9%
65 et plus	8	1	89%	11%	9	4%
Total	*178*	*39*	*82%*	*18%*	*217*	*100%*

Tableau 4. Source Fondation Solidarité SNCF

Les hommes représentent 82% des porteurs de projets Coups de cœur ce qui est un ratio assez proche de celui de l'entreprise dans son ensemble qui comptait 83% d'hommes en 2005.



Graphique 2. Source Fondation Solidarité SNCF

1.2.3. Répartition par collèges

Les agents de la SNCF sont ici répartis en quatre collèges de tailles différentes : Exécution, maîtrise, conduite et cadres. Dans ce calcul, le collège « conduite », qui rassemble tous les conducteurs de trains, a été séparé des autres collèges par la Fondation elle-même afin de déceler un éventuel déficit d'information à l'égard de cette catégorie de personnel qui fonctionne de façon relativement autonome. Les trois autres collèges correspondent aux trois paliers hiérarchiques successifs.

Répartition par collège des actifs porteurs de projets Coups de cœur

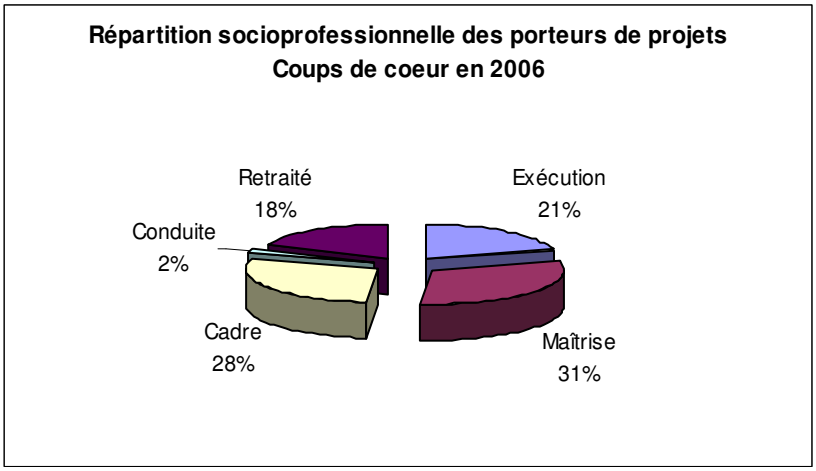
	Coups de Coeur	*SNCF*
Exécution	26%	*48%*
Maîtrise	38%	*27%*
Conduite	2%	*10%*
Cadres	34%	*15%*

Tableau 4. Sources Fondation Solidarité SNCF / Bilan social SNCF 2005

Au sein de la SNCF, le collège exécution est celui qui rassemble le plus d'agents avec 48% des effectifs pour l'année 2005. En suivant, dans l'ordre décroissant, on trouve le collège maîtrise (27%) puis celui des cadres (15%). 10% des cheminots appartiennent au collège conduite.
En mettant ci-dessus ces chiffres au sein d'un même tableau, il apparaît clairement que la population qui nous intéresse n'est pas représentative du reste de l'entreprise. Le collège cadre est sur-représenté avec plus d'un tiers des projets et le collège exécution est largement sous-représenté avec un peu plus d'un quart des projets, alors que cette catégorie regroupe près de la moitié des agents de l'entreprise.

1.2.4. Porteurs de projets retraités

Nous avons vu que ces opérations de mécénat d'entreprise sont également ouvertes aux retraités de la SNCF. Le graphique qui suit présente la proportion de retraités dans le panel des porteurs de projets.



Graphique 3. Source Fondation Solidarité SNCF

Répartition actifs / retraités		
Retraités	40	18%
Actifs	177	82%
Total	217	100%

Tableau 5. Source Fondation Solidarité SNCF

18% des porteurs de projets Coups de cœur sont des retraités âgés de 52 à 75 ans.
NB : Il y avait, en 2005, 305 600 pensionnés (directs et reversions) de la SNCF contre 168 000 cheminots (CP et contractuels). Ce ratio est loin d'être reflété par la population étudiée.

Porteurs de projets retraités		**%**
Hommes	34	85%
Femmes	6	15%
Effectif	40	
Age moyen	61 ans	

Tableau 6. Source Fondation Solidarité SNCF

Au sein du groupe des retraités, il y a proportionnellement plus d'hommes que pour l'ensemble des porteurs de projets (respectivement 85% et 82%). Là encore, notons que les pensionnés (directs et reversions) de la SNCF sont seulement à 57% des hommes.

Les retraités porteurs de projets Coups de cœur ne sont pas nombreux, relativement à leur effectif total, et les hommes retraités sont proportionnellement beaucoup plus impliqués que leurs homologues féminins.

2. Quelques pistes pour éclairer la réalité d'un nouvel âge du bénévolat cheminot

Les cheminots sont-ils un corps professionnel particulièrement ouvert aux autres ? L'histoire sociale et syndicale du chemin de fer, l'imagerie de solidarité transmise par des œuvres telles que *La bête humaine* (Emile Zola) ou *La bataille du rail* (René Clément), incitent à le penser. Pour en rester aux observations de fait, l'entreprise, par la configuration même de ses installations, est singulièrement ouverte au public et vulnérable à toutes les pathologies sociales de son environnement géographique que ses personnels ne peuvent donc ignorer.

2.1. L'héritage des pionniers du rail, la constitution d'un corps de cheminots uni et solidaire

L'identité des employés du chemin de fer s'est historiquement construite sur deux axes forts : un travail pénible et exigeant en termes de sécurité et une contribution importante de l'entreprise toute entière au développement du territoire.
D'une part, l'image du cheminot abattant un travail éreintant pendant de longues heures derrière la chaudière de sa locomotive a contribué à construire un modèle de travailleur tout à la fois libre et contraint. Libre parce que perpétuellement en mouvement et contraint parce qu'il exécute un travail physiquement pénible dans le cadre de règles très strictes. D'autre part, l'entreprise à laquelle appartiennent ces cheminots se voit confier une mission de service public très importante en reliant entre elles des agglomérations de toutes tailles avec, du moins au début, peu de considérations pour la rentabilité des dessertes.
Rapidement, la sécurité est venue s'imposer comme un élément incontournable de cette identité d'entreprise. Elle occupe toujours aujourd'hui une place centrale dans la SNCF. Il n'est pas rare de voir les nombreux métiers de l'entreprise classés par rapport à leur distance à la chaîne de la sécurité qui entoure la bonne marche des trains. Par exemple, un vendeur de billet en gare sera considéré comme plus éloigné de cette chaîne, voire carrément en dehors, au contraire d'un électricien chargé de vérifier les commutateurs des signaux lumineux le long des voies ou d'un conducteur de train. Le travail de l'électricien sera alors plus facilement valorisé que celui de son collègue guichetier.

Malgré l'existence de hiérarchies, de castes, à l'intérieur même des filières de l'entreprise, le chercheur est toujours confronté à un socle commun qui définit un corps, une famille, au sein de laquelle on peut (on doit même parfois) se tutoyer et trouver du soutien en cas de coup dur.
Même si dans la SNCF d'aujourd'hui le tableau n'est plus aussi homogène, il subsiste une forte solidarité de corps qui se traduit par des rites, des témoignages de reconnaissance (le tutoiement d'office sans considération de grade), des règles et des croyances largement intériorisées.
Longtemps, les cheminots ont vécu en vase clos dans des zones géographiques dédiées. Les enfants de cheminots se mariaient souvent avec des enfants de cheminots et devenaient à leur tour cheminots. Avec 400 000 cheminots au lendemain de la guerre et près de 170 000 aujourd'hui, les choses ont évolué, les agents de l'entreprise vivent de moins en moins les uns sur les autres et la solidarité ne s'exprime plus de la même façon.

Les syndicats et les associations de cheminots soutenues par l'entreprise ont joué un rôle très important dans la construction de cette identité qu'ont connu la génération des 45-54 ans qui forme le gros des porteurs de projets Coups de cœur. Cette génération a connu ces modes de fonctionnement dont l'entreprise cherche à atténuer les effets à l'heure de l'ouverture à la concurrence. La plupart des 45-54 ans de l'entreprise y ont fait toute leur carrière.

C'est dans le courant des années 90 que la SNCF change de cap et se fixe des objectifs de changement, notamment à la suite de la grande grève de 1995. Au cours d'un certain nombre d'entretiens avec des cheminots de plus de 45 ans, nous avons pu constater que le personnel est souvent prêt à accepter quelques uns de ces changements. Certains appellent même de leurs vœux l'abolition des vieilles habitudes parfois contre productives. Il y a par exemple cet informaticien qui confie lors d'un entretien que son chef devrait arrêter de privilégier les demandes émanant de la hiérarchie au détriment des utilisateurs moins gradés mais tout aussi bloqués devant leurs ordinateurs. Il soutient l'effort de mise en place de procédures plus rigoureuses de suivi des interventions au sein de l'entreprise.

Ainsi, fort d'une histoire commune omniprésente et valorisante, les cheminots amorcent des changements de comportements dans leur travail de tous les jours. Qu'en est-il de leurs investissements solidaires ? En particulier, comment les plus de 45 ans, classe d'âge qui fait le pont entre une SNCF "historique" et une autre "en devenir", se comportent-ils et pèsent-ils dans l'univers associatif ?

2.2. Evaluer l'importance relative des nouvelles formes de solidarité ?

La SNCF est un terrain sociologique riche en structures associatives internes, culturelles, sociales ou de loisir. Le réseau des comités d'établissement (CE régionaux et CE des directions nationales) et le comité central d'entreprise constituent de puissants relais de coopération avec les associations de leur choix. Pour appuyer ce mouvement, depuis 2006, un site accessible depuis l'intranet de l'entreprise (e-convergence) a été créé pour donner des renseignements sur toutes les associations et le comité d'entreprise.
L'engagement des cheminots dans des associations de solidarité n'est pas un phénomène nouveau dans ce contexte général. Toutefois, comme ce type précis d'engagement est à présent encouragé et aidé financièrement par la Fondation Solidarité de la SNCF, il est légitime de s'interroger sur l'importance relative qu'il atteint au sein du paysage associatif général cheminot.

Aux dires des responsables des principales associations cheminotes, l'associativité cheminote classique résiste toujours mais décline. Ce mouvement est-il indépendant de l'évolution démographique de l'entreprise qui voit son effectif global s'amenuiser d'année en année[24] ?
Pour ce qui concerne le « segment » spécifique de la solidarité, quelques ordres de grandeur permettent d'éclairer le débat. Il y a 60 000 adhérents au Jardin du cheminot, des dizaines de milliers d'adhérents à l'association internationale du chemin de fer (AICF), à la fédération générale des cheminots retraités du chemin de fer (FGRCF) et aux autres grosses associations cheminots. Face à ces chiffres, les agents intéressés par l'action de la Fondation à travers les Coups de cœur se comptent par centaines (217 en 2006). Même si le nombre de Coups de cœur par an peut être considéré comme le flux de renouvellement d'une population plus importante de cheminots solidaires, l'effectif de cette population totale est loin d'atteindre les ordres de grandeur que connaissent les grandes associations témoignant avant tout d'une cohésion du corps professionnel.

Il existe donc un vivier encore considérable de cheminots qui adhérent à des associations poursuivant des buts très différents comme défense des retraités, le jardinage ou bien le sport. Ils s'investissent ainsi dans des activités variées qui ne sont bien souvent pas du tout dans le champ défini par la Fondation solidarité de l'entreprise. C'est toutefois une marque indéniable

[24] Passé de 400 000 à 170 000 cheminots en une soixantaine d'année, l'effectif global de la SNCF continuera très probablement à baisser dans les années à venir.

de vitalité de l'esprit collectif qui anime les cheminots depuis les débuts du chemin de fer. La question qui se pose est de savoir si cette mobilisation s'essouffle ou s'essoufflera. En effet, les chiffres présentés ci-dessus (cf partie 1.2.) et les premiers entretiens menés auprès d'agents semblent indiquer une présence importante des plus de 45 ans. Dès lors on peut se demander si l'on n'est pas devant un phénomène générationnel.

2.3. Les 45-55 ans et les jeunes retraités aux manettes de la solidarité SNCF ?

En nous focalisant sur les chiffres de la Fondation, qui sont les seuls à notre disposition pour l'instant, nous avons vu précédemment que la tranche des âges supérieurs à 45 ans représente 66% de la population des porteurs de projets Coups de cœur. 48 % des porteurs de projets sont âgés de 45 à 54 ans, ce ne sont donc pas tant les retraités que les agents en seconde partie de carrière qui s'investissent dans les associations et qui font appel à la Fondation de leur entreprise pour un soutien financier.

Les 45-54 ans sont une génération qui a connu la SNCF d'avant les années 90, avant la grande grève de 1995 qui marque encore aujourd'hui (12 ans après) la mémoire collective de l'entreprise. Mais c'est également une génération qui a gravi les échelons hiérarchiques et il n'est dès lors pas étonnant de retrouver un fort pourcentage de maîtrises et de cadres au sein de notre échantillon. Ainsi, peut-être que la variable âge, n'est pas explicative isolément.

Une question omniprésente dans le monde associatif est de savoir si les thèmes portés par certaines structures sont susceptibles de mobiliser toutes les générations de bénévoles. La Fondation promeut des thèmes (l'insertion, la médiation, l'éducation par le sport) qui semblent plus accessibles à des personnes qui ont déjà une « vie installée » et moins à des plus jeunes qui sont encore en train de construire leur propre avenir.

Nous avons vus que la Fondation a souhaité et a organisé la création d'une association pour réunir les bénévoles cheminots et les mettre en contact avec ses associations partenaires : l'ABCF. Cette structure nouvelle s'est montée avec le concours et l'investissement très actif de jeunes retraités de l'entreprise. Le Président, le Secrétaire général et l'assistante, qui sont les permanents du siège de l'association, sont tous les trois retraités depuis peu. De même, les contacts locaux chargés de représenter l'ABCF dans les régions (onze à ce jour) sont, pour neuf d'entre eux, des retraités de l'entreprise.

Si ce ne sont pas les retraités qui sont les plus nombreux dans le groupe des bénévoles qui gravitent autour de la Fondation, ils détiennent des postes clefs de décision et ont la possibilité, par ce biais, d'orienter largement l'évolution de la politique solidaire de l'entreprise.

Bibiliographie :

Ouvrages :
France Bénévolat (2006), *La France bénévole*
France Bénévolat (2004), *Retraite et bénévolat*
Ribeill G. (1984), *Les cheminots*, collection Repères, Paris, Éditions La Découverte.
Verderosa A. (2004), *Train de vie. Enquête sur la SNCF d'aujourd'hui*, Paris, Autrement

Documents d'entreprise :
- Chiffres Coups de cœur de la Fondation Solidarité

- Rapport d'activité 2006 de la Fondation Solidarité
- Bilan Social 2005 de la SNCF
- Rapport annuel 2005 de la caisse des retraites de la SNCF
- Statuts de l'association des bénévoles cheminots pour la Fondation Solidarité de la SNCF
- Documents de communication interne de la Fondation et de l'ABCF

Série d'entretiens semi-directifs dans le cadre du travail de recherche sur le bénévolat cheminot.

Vieillissement des espaces ruraux et engagements politique et social

Isabelle MALLON
Maître de Conférences
Université Lyon II, GRS
24, rue Camille Roy, 69007 LYON.
Isabelle.Mallon@univ-lyon2.fr

Catherine GUCHER
Maître de conférences
CF, IUT2, Université Pierre Mendès France, Grenoble ;
Centre Pluridisciplinaire De Gérontologie.
465, chemin des Varciaux, 38330 Saint-Ismier.
catherine.gucher@iut2.upmf-grenoble.fr

Vieillissement des espaces ruraux et engagements politique et social

Trois années de recherche sur le thème « vieillir en milieu rural : chance ou risque de vulnérabilité accrue ? » dans le cadre d'un appel d'offre du GIS Institut de la longévité et du vieillissement nous ont amenées à analyser tout à la fois l'intégration sociale des retraités en milieu rural isolé vs nature et formes des lien sociaux entretenus mais également toutes les dimensions de leur investissement dans la vie sociale. Cette recherche s'est concentrée sur des milieux ruraux – canton de Montpezat sous Bauzon en Ardèche et communauté de communes de Guéret dans la Creuse- pouvant être qualifiés aux termes des classifications INSEE, comme isolés ou profonds, c'est-à-dire présentant une faible densité de population, un éloignement marqué des pôles urbains et un enclavement certain. Nous avons privilégié dans un premier temps une approche ethnographique, partant à la découverte, par l'immersion, l'observation et les rencontres informelles, des aspects géographiques, climatiques, culturels et humains de ces territoires. Dans un deuxième temps, nous avons procédé au choix des 12 personnes sur chaque territoire avec lesquelles nous avons conduit des entretiens de type récits de vie, réitérés, trois fois sur toute la durée de la recherche. A partir de critères prédéfinis –âge, sexe, professions antérieures, lieux de vie (bourg, hameau ou maison isolée), durée de vie sur le territoire-, nos échantillons ont été constitués soit par une sollicitation directe de personnes repérées dans l'espace public, soit par l'entremise des secrétaires de mairie ou de personnalités locales, membres d'associations par exemple.

Ce travail nous permet aujourd'hui de questionner la définition, couramment retenue, de l'engagement. En effet, l'engagement nous semble, provisoirement, devoir être entendu comme « une participation active, par une option conforme à ses convictions profondes, à la vie sociale, politique, religieuse ou intellectuelle de son temps »[25]. Cette définition large nous paraît opératoire car elle ne limite pas l'engagement à un domaine particulier, et notamment pas au domaine politique, élargissant de fait la question de la participation à la chose publique hors d'une sphère conçue comme étroitement politique mais aussi parce qu'elle permet de prendre en compte la dimension subjective de cet engagement, qui nous semble indispensable pour rendre compte de certains engagements, moins institutionnalisés, donc moins immédiatement accessibles à l'observation En effet, certaines pratiques de sociabilité par exemple, ou de voisinage s'apparentent à des engagements vers autrui, au sens moral du

[25] Définition du portail lexical du CNRTL (Centre national de ressources textuelles et lexicales).

terme, c'est-à-dire comme promesse tenue, comme fidélité attestée, sans qu'elles soient répertoriées comme des engagements au sens commun du terme.

Par ailleurs, ce travail nous offre les éléments autorisant une remise en cause des perspectives qui font du vieillissement un processus linéaire de « désengagement » entraîné par des déficits de plus en plus nombreux, que la personne âgée se révèle incapable de compenser.

L'analyse nous montre qu'il y a plus de continuité que de véritable rupture entre engagement et participation, et que c'est précisément l'interprétation qui en est faite par les personnes âgées qui permet de les distinguer. D'un point de vue méthodologique, nous adoptons donc le point de vue des personnes vieillissant en milieu rural, en le resituant dans les configurations sociales singulières dans lesquelles il est construit.

1. Les formes de l'engagement

1.1. Une participation à la vie locale très contrastée

La participation à la vie locale, politique et sociale, apparaît très contrastée dans notre échantillon : si l'on considère les relations et les activités présentes des 24 personnes enquêtées, un peu plus de la moitié (13), également réparties entre l'Ardèche et la Creuse, ne participent que très marginalement à la vie locale, à ses manifestations exceptionnelles comme à ses événements plus routiniers. Ces personnes se tiennent en particulier en retrait des lieux formels d'animation de la vie de leur commune. Leur vie quotidienne se déroule dans les limites, parfois très étroites, de l'espace domestique et du voisinage, franchies lorsque le réseau familial ou le voisinage peuvent être activés pour sortir de chez soi. Même si quelques paroles font sentir l'ennui qui guette parfois ces vies repliées sur l'intimité, les justifications des refus de s'engager reposent sur le confort du foyer, lieu de sécurité et de bien-être. *« Maintenant pour jouer [aux cartes] on perd un peu de vue, on est sourd, alors, je suis bien chez moi, on n'a pas froid, on est bien »* (monsieur M. L., 80 ans, ancien exploitant agricole). L'important est de se tenir au courant de ce qui se passe dans le village : les journaux, auxquels les personnes sont abonnées, ou qu'un voisin ou un enfant leur apporte régulièrement, et les quelques visites qu'ils reçoivent, y suffisent. La participation à la vie locale est conçue essentiellement comme l'assistance à des manifestions exceptionnelles, à des animations saisonnières, à des fêtes organisées par « des jeunes », réunis ou non en association. *« [Vous participez à la vie locale ?] Un peu mais, je suis pas bien leste, mes enfants me mènent quand il y a quelque chose, en voiture. [Par exemple ?] Quand il y a une fête quelque part. [Ça arrive souvent ça ?] De temps en temps, mais on sort pas beaucoup, on n'est jamais bien sorti ».* (madame C., 75 ans, hémiplégique, épouse d'agriculteur, Ardèche). Il faut cependant distinguer parmi les personnes qui participent peu, celles qui ne se sont jamais investies dans la vie locale, et celles qui s'en sont progressivement désengagées, au fil d'un vieillissement qui réduit l'espace de vie à l'espace privé.

Parmi les 10 personnes qui ne se sont jamais investies dans les institutions formelles de la vie locale ou de manière plus informelle dans l'organisation d'événements locaux, 9 ont toujours vécu dans le « pays », voire dans la commune, ou même dans la maison, dans lesquels elles habitent aujourd'hui. Les contextes d'habitat(en hameau) freinent d'ailleurs la participation à la vie sociale : *« Et moi j'ai pas mon permis, c'est la ruine d'une femme, ça »*. Presque tous sont d'anciens « petits cultivateurs », qui ne se sont pas non plus investis syndicalement pour la défense de leurs intérêts professionnels. Les deux femmes qui ne sont pas agricultrices sont issues de milieu populaire. La vie de ces personnes s'est organisée autour du travail, ou des travaux domestiques pour les femmes. La retraite est conçue dans la continuité de la vie

professionnelle, et s'organise autour des travaux des champs, ou du jardinage, qui les a remplacés, des quelques bêtes que les retraités continuent à garder, de la chasse ou de la pêche pour quelques uns, des travaux domestiques pour les femmes qui peuvent encore les assumer. Le refus de s'engager ou de sortir s'inscrit donc dans la continuité d'une vie marquée par **l'auto-suffisance**, qui laisse de loin en loin une place aux loisirs, mais se refuse à un engagement politique ou à une participation sociale plus fréquente, plus régulière, bref, plus contraignante. Cette absence ou ce refus d'engagement formel dans la vie de la commune ne s'accompagne pas d'un sentiment d'exclusion de la vie sociale : au contraire, ces personnes se sentent parfaitement intégrées, chez elles, dans les territoires enquêtés, en particulier en raison de filiations depuis longtemps inscrites dans le pays. C'est l'enracinement dans un territoire qui rend aussi superflue la démonstration active de l'intégration au lieu par des investissements politiques ou sociaux forts dans la vie de la commune.

Pour certaines personnes, la participation à la vie locale est encore freinée par la survenue de handicaps ou par la disparition du conjoint. Il s'agit là des personnes les plus âgées de l'échantillon, puisqu'elles sont toutes âgées de plus de 83 ans. Mais c'est moins leur âge biologique qui importe, que l'usure du temps, subjectivement ressentie, à l'occasion d'une fatigue plus prononcée, de l'entrée en institution, de la mort du conjoint.

Le reste des enquêtés participe de manière beaucoup plus nette à la vie sociale et locale. Cette participation peut-être qualifiée de « moyenne » pour 4 d'entre eux : il s'agit de personnes engagées dans une association qui assistent aux réunions de manière régulière, sans y prendre de responsabilités. Si l'adhésion à cette association leur permet de structurer leur temps, de s'occuper, elle ne résume pas à elle seule leur participation à la vie sociale. En effet, ces enquêtés insistent beaucoup sur les coups de main bénévoles qu'ils donnent à l'occasion des événements exceptionnels de la vie du village, sur leur rôle dans l'animation de la vie communale ou dans l'aspect du village. Les demoiselles T. (2 sœurs de 64 et 70 ans, commerçantes en mercerie, Ardèche) vont ainsi deux fois par semaine jouer aux cartes à « la montagnarde », le club de retraités du village. Surtout, alors qu'elles ne mentionnent pas leur commerce dans leur contribution à l'animation de la vie locale, elles insistent sur l'aide dans l'organisation du loto, ou dans le fleurissement du village. *« [Vous participez, un peu, à la vie locale ?] ah oui, oui, eh bien, par exemple, il y a le village fleuri, il faut s'occuper d'arroser les fleurs, voyez alors on arrose les fleurs avec la dame d'en face, on va arroser les fleurs ».* Ce sont donc des personnes, qui, pour avoir toujours vécu dans le pays, ou en être originaire, sont en relation avec des personnes extérieures à leur plus proche voisinage ou à leur famille, et manifestent une ouverture à autrui, une disponibilité à la rencontre et à l'échange.

Enfin, un troisième groupe d'enquêtés se détache : les personnes fortement impliquées dans la vie locale, soit par l'inscription dans des équipes municipales, soit sous un mode associatif, soit de manière plus informelle encore. Ces personnes manifestent ainsi un engagement, politique ou social, dans la vie locale (et souvent au-delà d'elle). Par forte implication, nous entendons l'adhésion à plusieurs associations, ou la prise de responsabilités associatives ou municipales, mais également une solidarité forte avec des voisins ou des personnes de la commune. Ainsi, sur les 7 personnes engagées dans la vie locale, 4 sont élues au conseil municipal (2 sont maires), et 3 sont impliquées dans la vie associative de leur commune ou de leur département, par une inscription dans plusieurs associations. Enfin, pour les personnes en couple, on observe un redoublement de l'engagement : si l'un est engagé, l'autre l'est également. Ce double engagement prend la forme soit d'une répartition des engagements, l'un des conjoints se dédiant au conseil municipal quand l'autre prend en charge un travail associatif, soit d'un soutien de l'un des conjoints, qui épouse (*littéralement*) les engagements de son compagnon. L'un des conjoints est alors beaucoup plus engagé, formellement, que l'autre : mais au fil du discours, elle reprend les investissements de son époux à son compte,

fondant les actions de l'un et de l'autre dans une activité conjugale. *« Mon mari en a encore une, importante, actuellement, c'est le Rotary. Et cette année, il est président, sur Aubenas-Vals. [Sur Aubenas ?] Alors voyez, donc… les repas le soir, et autres… on est toujours, on est toujours sur la route ! [rires] […] Parce que, je vous dis, on fait partie d'un tas de trucs. Ici aussi, à Aubenas, on fait partie d'un truc de retraités, qui s'appelle « les relais Malakoff » ; mais à l'UNRPA, il est au conseil d'administration. Alors justement, on les voit beaucoup tous ces gens-là ».*

L'examen de la participation à la vie locale semble, si l'on ne retient parmi nos enquêtés que leurs pratiques actuelles, consacrer les théories du désengagement aux âges élevés : c'est une bien faible proportion des personnes âgées qui s'engage sur les deux territoires enquêtés. Pour autant, l'avancée en âge n'est pas le seul motif du désengagement ou de la moindre participation à la vie sociale : c'est parfois la transformation du pays par le renouvellement de sa population qui entraîne une désaffection de certaines associations ou institutions. Ainsi monsieur L. et madame H. (Ardèche) ne vont plus aussi souvent qu'avant au club de l'UNRPA : *« madame H : Alors, parce que… qu'est-ce qu'elle disait, qu'ils voulaient faire ? Ils voulaient pas faire… je sais pas qu'est-ce qu'elle disait, des… non, pas des bals… des… qu'est-ce qu'elle disait ?... [monsieur L : Et si, même… maintenant, ils font le thé dansant, et…] madame H : Oui, tandis que nous, on… ça se faisait pas… [monsieur L : Ça… ça a changé. Même ceux qui ont juste plus de… 70 ans, qui me disent que maintenant, ça les intéresse presque plus] ».* Et, à l'inverse, une dynamique d'engagement peut être impulsée plus tardivement, en lien avec ce renouvellement de la population : madame B. (Ardèche), qui n'a jamais tellement participé à la vie locale, se contentant d'élever honnêtement ses trois enfants, est depuis deux ans une des organisatrices du pique-nique annuel de l'Herm, initié par une résidente nouvellement installée : *« elle était venue un jour, ça fait quatre ans elle me dit, « on a calculé quelque chose avec mon mari, est ce qu'on pourrait pas faire un rassemblement l'été, un petit pic nic sur la petite place ». Chacun apporte quelque chose, se rassembler, j'ai dis pas de problème et puis tout le monde a dit d'accord, puis l'année d'après, la pauvre, elle est tombée malade, elle était jeune, quarante trois ans, alors on est allé demander à sa maman, demander si on pouvait faire ce rassemblement alors elle nous dit « si si si si, il faut le faire , elle l'avait crée, il faut le faire ». et puis l'année dernière elle est décédée, avec mon mari, on l'a fait. Cette année, je pense qu'on va bien le faire aussi, … »*
La relation entre âge et désengagement ou retrait de la vie publique est loin d'être linéaire. Par ailleurs, la limite entre participation sociale et engagement est difficile à établir de manière ferme. Ce sont alors les trajectoires des individus, et la forme de leurs implications antérieures dans la vie locale, mais également les revendications subjectives d'engagement qu'on peut lire dans leurs discours, qui amènent à les considérer comme des engagés plus que comme de simples participants à la vie sociale.

1.2. Des engagements multiformes et d'intensité variable[26]

1.2.1. Des engagements variés et souvent cumulatifs.

Les engagements dans la vie sociale ou politique (14 des 24 enquêtés) se déclinent selon les grands domaines d'intervention dans la vie sociale, le politique (dont la forme exclusive est l'engagement municipal), l'associatif et le syndical. L'engagement municipal est le plus représenté dans l'échantillon puisqu'il concerne ou a concerné 11 personnes ; mais l'engagement associatif représente 10 personnes. En revanche, l'engagement syndical est

[26] Dans la suite du texte, l'analyse porte non seulement sur les engagements actuels, mais également sur les engagements antérieurs des personnes enquêtées , à propos desquels nous disposons souvent de discours riches.

nettement plus faible et ne concerne que deux agriculteurs, adhérents à la FDSEA. On observe donc bien souvent des cumuls, en particulier de l'engagement municipal avec un autre engagement, syndical ou associatif. Ce cumul permet par ailleurs de se replier sur l'un quand l'autre déçoit ou devient trop pesant. Enfin, ces engagements concernent plus souvent des hommes que des femmes : 4 femmes sur 9 seulement exercent des responsabilités contre les deux tiers des hommes (10 sur les 15 de l'échantillon).

On distingue nettement dans le discours des personnes âgées les participations un peu lointaines à des associations, par le biais d'un soutien financier, ou d'une simple adhésion et les engagements structurants de la vie quotidienne. Cependant, dans la majorité des discours, ce sont les engagements à l'échelon local qui sont mis en avant : il est paradoxal de constater que les engagement locaux, souvent *invisibilisés* dans la vie politique voire dans la littérature sur la participation politique[27], sont au contraire mis en lumière par les personnes âgées, dont les engagements à d'autres échelles (nationales ou internationales, par le biais d'associations) passent inaperçus, parce qu'ils ne donnent pas lieu à des pratiques régulières.

1.2.2. Du travail utile à la trop lourde charge : l'usure de l'engagement

Pour les personnes fortement impliquées, l'engagement est un travail au long cours. Il est continu, non seulement parce qu'il donne lieu à des activités régulières d'organisation de la vie sociale locale, mais aussi parce qu'il suppose l'entrée dans un statut, dans un rôle (en particulier pour ceux qui exercent des fonctions municipales). Cet engagement est alors défini par nos enquêtés comme un véritable travail. S'engager dans la municipalité ou dans une activité associative fournit une opportunité pour structurer le quotidien à la retraite, et au-delà donner un objectif, voire un sens, à la vie. Ces engagements pourraient presque être constitués comme une deuxième carrière, au sens de carrière seconde, à la fois postérieure à la vie professionnelle, et moins intense, moins prenante. *« Moi, j'étais en retraite, bien sûr, mon mari était décédé. (…) On était encore trop jeune à cette époque-là, et pas assez jeunes pour faire un emploi quelconque, quoi, et trop jeune aussi pour entrer déjà dans cette vieillesse qui… arrêtés, plantés, quoi, à regarder on ne sait quoi.»*, (madame B., 96 ans, ancienne membre du bureau de l'UNRPA, ancienne adjointe au maire de Montpezat). Monsieur D.(retraité installé en Creuse) insiste également sur le travail que représente son engagement associatif : *« moi je suis vice président du cyclo-club de Bonnat, sinon je veux pas faire partie de trop de trucs, déjà le cyclo-club me prend pas mal de temps, les réunions et tout, quand il y a les courses, comme on organise des courses et tout. […] [Ca consiste en quoi d'être vice président ?] C'est suppléer le président, là on a une randonnée le 23 juillet, je m'occupe de faire les affiches, de m'occuper des panneaux pour mettre sur le bord des routes… Je m'occupe aussi des invitations, parce que l'année dernière j'ai lancé de faire un repas, juste les gens du club plus ceux qui aident, l'année dernière ça a bien marché, cette année la secrétaire, elle m'a dit : tu peux envoyer les invitations…. Et puis là j'ai du boulot, j'ai ça à m'occuper ».*

C'est par leurs réalisations que les personnes âgées attestent du travail qu'elles ont accompli : la grande semaine de manifestations-expositions sur la vie rurale d'autrefois à Montpezat, pour monsieur E. ; les transformations du village pour madame C. Mais le travail d'engagement est tout autant un travail relationnel sur lequel les deux maires de l'échantillon insistent particulièrement : *« depuis 2 jours, j'ai des voisins qui se battent le soir, ils m'ont tenu la moitié de la nuit, c'est le maire qu'on appelle, c'était des voisins, hier c'était orageux, je crois que ça les avait….[…] c'est bien comme dans toutes les petites communes, il y a ça et*

[27] A ce sujet, cf. S. Pennec, 2004

les oppositions, il y a des gens qui sont plus(…) Alors y à qu'à les calmer, y a que ça à faire…» (monsieur A). Et c'est bien ce travail qui finit par peser, tant dans ses dimensions techniques que dans la régulation des relations sociales qu'il impose, ou dans l'exposition aux critiques qu'il entraîne. *« Les lois sont de plus en plus compliquées, enfin, bon, les affaires à régler… »* (monsieur A.). Le désengagement devient nécessaire lorsque l'engagement ne prend plus « beaucoup » mais « trop » de temps, et que sa propre contribution apparaît disproportionnée par rapport aux bénéfices qu'on en retire. *« j'en ai un peu ras le bol, je suis que conseillère, mais j'ai pris que 2 ou 3 syndicats à représenter donc ça va, c'est pas tellement passionnant dans un petit village comme ça, je suis présidente aussi du comité des fêtes, ça commence à peser aussi, quand j'avais mon ancien boulot, ça allait j'avais une routine, tandis que maintenant on appelle à droite, à gauche, on m'appelle des fois pour 2, 3 heures alors c'est un peu déboussolant »* (madame D.). Au lexique de l'activité se substitue celui du fardeau, de la charge. *« Ça me plaisait, moi, de m'occuper ; j'avais pris les lois sociales, ça me plaisait de m'occuper, de m'occuper des autres, quoi. Mais, ça me faisait trop de travail, parce que là… des réunions qui duraient jusqu'à 8 heures… Et puis après, il fallait que je fasse aussi des réunions à l'UNRPA. On arrive à un âge, où on est obligé de choisir, quand même, parce que… malgré la volonté que l'on a, eh ben, quand même le corps suit pas»* (madame B). Sont alors préférées des formes d'engagement plus discrètes, en dehors de structures formelles, qui reposent essentiellement sur une fidélité à soi-même et à la promesse implicite faites à ceux dont on se sent responsable, auxquels on se sent subjectivement lié. Là encore, ce n'est pas l'âge en tant que tel qui préside au désengagement : les personnes de l'échantillon qui se désengagent le font d'ailleurs à des âges très différents. Si la fatigue est ressentie plus durement au fur et à mesure qu'on prend de l'âge, l'usure d'engagements longs, qui se transforment et dont l'intensité est difficile à maintenir sur la durée, est également en cause dans les décisions de réduire sa participation à la vie locale. Le sens que les personnes âgées confèrent à leurs engagements permet également d'analyser de manière plus fine les dynamiques d'engagement et de désengagement des retraités et personnes âgées en milieu rural.

2. Le sens des responsabilités.

Les formes diversifiées d'engagements précédemment analysées nous invitent à examiner finement le sens conféré par les individus à ces pratiques. Si ces engagements se traduisent par des pratiques objectives, le sens qui leur est conféré varie selon le type d'engagement et selon le profil et le parcours de vie des personnes engagées.

2.1. Chez les natifs, des engagements d'affiliation.

2.1.1. L'attachement au pays et à la communauté comme motif d'engagement : le service rendu à ses proches.

Qu'ils soient restés sans faillir de leur naissance à leur vieillesse dans le pays qui a vu naître leurs parents ou qu'ils l'aient abandonné, pour un temps de la vie, en fonction de leur évolution professionnelle, tous les natifs mettent au cœur de leurs engagements l'attachement au « pays » qui est le leur. *« Q : Et quand vous dites que vous êtes d'ici, c'est important d'être d'ici ?E : Ah pour moi, oui ! C'est essentiel ! Ah !... C'est essentiel. [Et c'est essentiel pourquoi ? Vous pourriez m'expliquer, un peu ?] Non… mais c'est toute… surtout que je vous dis, la famille est tellement implantée que… Et puis quand même, ça a été une famille honorable ! » (E, Ardèche,2)* C'est d'ailleurs cet attachement au pays qui justifie que les raisons professionnelles qui ont éloigné ces « enfants du pays » laissent la place, sitôt la

retraite venue, à un retour quasi filial. [28]Ce pays est tout à la fois une réalité objective, géographique et climatique mais aussi le support d'une histoire et d'une culture partagées et enfin une création pittoresque où se lient l'imaginaire et le réel. Ce lien au territoire, plus explicite en Ardèche qu'en Creuse, se double, comme nécessairement, d'un attachement à la « communauté humaine » qui y vit, et le fait vivre. Mais il est aussi le support d'une identité revendiquée, offre les assises d'une certaine continuité au long du parcours de vie et justifie que l'on donne de soi. *« Q : Et ça serait plus ces valeurs que vous voudriez lui transmettre ? R : oh ben oui, une fidélité à une certaine tradition. Enfin, moi, j'aimerais bien qu'elle reprenne la maison, par exemple. Mais je sais pas si elle en aura les moyens, ça… [D'accord] Si, ça compte. [Et vous voudriez qu'elle reprenne la maison parce que vous avez beaucoup investi dedans ou… ?] Non, ben non. Parce que c'est la maison familiale, c'est les racines. Montpezat, c'est quand même les racines. Mon mari, aussi loin qu'il remonte, c'est Montpezat. »* (Mme D., Ardèche) .

L'engagement solidaire des retraités des zones rurales ne s'exprime pas sur le même registre que celui des retraités des zones urbaines ou péri-urbaines. Alors que dans le milieu urbain, l'engagement solidaire relève d'un choix librement consenti, et mobilise une capacité de tri et de sélection parmi les diverses sollicitations dont les retraités sont l'objet; il s'exerce à partir de données d'évidence en milieu rural. La proximité, le fonctionnement en société d'interconnaissance génèrent une **nécessité** d'action en direction des autres, proches, connus et qui se comportent comme obligés. C'est peut-être ici une forme d'expression de la dimension éthique de la proximité du visage de l'autre qui est à l'œuvre et qui mobilise les capacités d'investissement des individus dans l'œuvre collective qui prend sens en visages plutôt qu'en fondements idéologiques. (Levinas, 1982).Qu'ils soient formels ou informels, qu'ils privilégient l'échelon municipal ou la dynamique associative, l'engagement repose sur la conscience aigue d'un rôle à jouer et du service à rendre. C'est ainsi qu'on peut comprendre les visites bi-hebdomaires de monsieur E. aux résidents de la maison de retraite.

A travers l'engagement solidaire, ce sont aussi les enjeux de l'appartenance à un collectif intégrateur qui se travaillent. C'est parce qu'on est d'ici, parce qu'on est connu de tous et qu'on apparaît à un moment comme pouvant « rendre service » que l'engagement s'impose, comme d'évidence. Tous les natifs expriment sur ce registre de l'évidence leurs engagements. Il ne s'agit jamais d'une volonté de se mettre en avant ou de se distinguer des autres habitants mais d'apporter sa contribution, comme d'autres l'ont fait avant et le feront ensuite, à la vie de ces communautés villageoises restreintes. On enregistre peu de grands discours sur les motivations de l'engagement ; l'expression est sobre et se limite le plus souvent à un énoncé de dates... et de faits. *Q. « Et vous avez des relations avec les gens de Mazan ? »*
*R : « On y va pas souvent .C'est-à-dire qu'on était au conseil municipal. « Vous ? » « Pendant 18 ans. Maintenant c'est le fils qui y est, il y a pas beaucoup, il y a pas deux cent habitants. » (Mr L. ancien exploitant agricole, Ardèche).*Cette évidence de l'engagement au service d'une communauté rurale s'ancre aussi dans la forte tradition paysanne et agricole de ces territoires. En effet, l'engagement dans les conseils municipaux est une constante des exploitants agricoles même si elle est aujourd'hui en régression.

2.1.2. Des engagements référencés à des valeurs partagées.

L'inscription dans la communauté locale repose aussi sur un partage de valeurs et de conceptions du monde. Ces valeurs fortes, qu'on retrouve presque chez tous les enquêtés,

[28] L'existence d'une association nommée « les enfants et amis de Montpezat » met en lumière la teneur de ce lien filial.

mais aussi de façon plus explicite chez les anciens exploitants agricoles permettent de définir une conception partagée du vivre ensemble et des nécessaires liens de solidarité. Les pratiques de solidarité sont évoquées tout à la fois comme un devoir mais aussi comme une nécessité : *« on ne peut rien les uns sans les autres »*.et renvoient aux conceptions sociologiques de la solidarité mécanique (Durkheim, 1893) La solidarité apparaît autant comme une valeur que comme un principe d'action. Les solidarités de voisinage, les liens entre proches au sens géographiques et généalogique du terme se fondent sur des principes moraux. *« …] Ben ça, ça a pas tellement changé. Mes valeurs, c'est toujours les mêmes, hein. J'ai pas évolué à ce point là. [Et c'est quoi ? Vous diriez que c'est quoi ?] Ben une certaine morale, enfin… on a été élevé dans la religion catholique, avec le catéchisme, j'ai envoyé ma fille au catéchisme, bon. Il en reste quand même quelque chose. »* (Mme D. Ardèche)

Les gestes de solidarité sont décrits sur le registre du devoir, de la nécessité. *« il faut tendre la main aux gens. Il faut qu'on soit capable de faire quelque chose qui les aide, quelque chose où ils reprennent goût à la vie ».* (Mme B., Ardèche, 1)Ces considérations sur les relations à développer avec ses congénères s'accompagnent du regret d'un temps plus « cordial », où ces pratiques de solidarités étaient de l'ordre de l'évidence*. « Les gens sont moins cordiaux. Ils sont…je sais pas, ils sont plus froids ! Je retrouve pas le visage des anciens. Peut-être c'est nous, peut être c'est nous qui avons changé ? Alors des fois je me pose la question, je me dis « est-ce que c'est toi ? est-ce la vie qui veut ça ? » peut-être c'est nous !On voit pas les choses de la même façon. Je sais pas comment vous le voyez madame, mais…C'est vrai que dans le temps c'était tellement amical, c'était tellement…A la porte, on était tous amis ! Je me rappelle moi ! Tandis que maintenant les gens sont plus indifférents. Ils vivent chacun pour soi presque ! »(*Mme B., Ardèche)

2.1.3 L'engagement comme affirmation d'une continuité.

En tout état de cause, dans ces engagements solidaires formels, il faut souligner la continuité des expériences antérieures et la permanence des attachements à des instances porteuses de valeurs identitaires qui supportent le sentiment d'exister.

- **La continuité d'une lignée**

Les personnes natives se définissent par leur appartenance à une lignée. Les générations se succèdent et les plus récentes ont eu pour vocation (Beruf) de poursuivre le travail des ancêtres et de tenir cette place. La fidélité à la lignée ascendante est impérative de même que la fidélité aux logiques et normes communautaires. Chez les exploitants cette inscription dans une lignée se traduit par le fait de vivre le plus souvent dans la même localité mais aussi dans la même maison que leurs ascendants. L'engagement se situe aussi dans cette logique de continuité des actions de ses ascendants. Là encore l'évidence est de mise. Chez les anciens exploitants, on est au conseil municipal de père en fils. *« trente ans il est resté au CM il a pris la suite de mon papa, après c'était lui. Il y avait toujours trois conseillers ici en bas, les enfants prenaient la suite de leurs pères. J'aimais bien. …et la route c'est pareil, il m'a dit si tu entres au CM, on la goudronnera. Alors je suis allé, le maire il a fait goudronner la route »(*Frères B., Ardèche, 1). Mais cette exigence de la continuité de la lignée familiale s'exprime aussi du côté des générations plus jeunes. *« Non, on aide au comité des fêtes, notre fils est trésorier du comité des fêtes, il est aussi au club de foot, à l'amicale laïque et moi je suis président des anciens combattants. On va au monument aux morts le 8 mai, le 11 novembre. C'est une association locale. On est 12 à Nouziers. »* (Mr C., Creuse). L'engagement au service de la communauté s'inscrit relativement souvent dans une continuité transgénérationnelle. 50 % des natifs engagés en Ardèche ont eu un parent engagé et/ou un

enfant engagé. La situation est différente en Creuse car la mobilité géographique semble être plus importante. Les descendants sont en effet rarement restés au pays. Dans le meilleur des cas, il n'y a pas d'interruption dans la logique familiale de l'engagement. Ainsi Mr E avait un père qui a été pendant 16 ans membres du conseil municipal, lui-même a pris la suite du service à la communauté sous la forme associative et sa fille poursuit les activités qu'il a contribué à mettre en place, notamment à travers l'UNRPA[29] et le service des aides à domicile. *« [Et justement, quand vous disiez que vous voyez votre fille, qui reprend des activités…] Oh ben ça me fait plaisir ! Mon gendre aussi. Mon gendre, il est président de l'Office du Tourisme. Et puis il s'implique : dans le plan d'urbanisme, ça a tout été refait, bon… y a… il en fait partie. Bon, des tas de choses. Ça, ça me fait plaisir, qu'il s'implique, là. Ah oui ! Oui, oui ! Oui, oui.»(*Mr E. Ardèche, 2).

- **La continuité de ce qu'on a été**

A travers les divers engagements, l'existence d'une continuité logique de l'existence s'impose : la retraite apparaît majoritairement chez les ruraux et plus encore chez les anciens exploitants agricoles comme la poursuite de leur vie antérieure alors que d'autres enquêtes montrent qu'un fort pourcentage d'urbains envisagent la retraite comme « la possibilité de s'adonner à de nouvelles activités »(Gucher, 2001). L'engagement au service de la communauté n'apparaît pas chez les natifs au moment de la retraite : il est simplement la poursuite des formes de vie antérieures. *« j'y suis rentré en 71 jusqu'en 77 puis 83, puis 89 puis 95, j'ai été premier adjoint entre 71 et 77 je ne me suis pas représenté en 95 »* (Mr C., Creuse, 1)
En ce qui concerne les conseils municipaux, il est possible d'observer de véritables carrières d'engagés qui parfois s'étalent sur plus de 50 ans. Les personnes natives engagées au sein des conseils municipaux ne le sont jamais pour un seul mandat. S'enchaînent parfois trois ou quatre mandats avec une progression dans les fonctions : simple conseiller lors du premier mandat, puis adjoint, puis finalement maire de la commune. En général, la retraite ne met pas en cause le renouvellement des mandats à l'exception des communes plus importantes, dans lesquelles la volonté du premier édile est de renouveler l'âge moyen du conseil, mettant ainsi un terme aux engagements des plus âgés. Cependant, on observe toutefois dans les propos recueillis une certaine lassitude liée à l'avancée en âge. Plusieurs personnes expriment la volonté de mettre fin à leurs engagements aux prochaines élections. De même l'engagement associatif trouve ses bornes dans l'apparition de difficultés physiques ou problèmes de santé survenant avec l'avance en âge mais jamais lors du passage à la retraite. *« … Mais je prends de la bouteille et je suis contente que ça se termine, elle le sait, déjà elle se pose la question, mais elle aime tellement la fonction, elle aime tellement le travail que ça demande, malgré tous les soucis que ça occasionne, elle aime tellement ça que je suis sûre qu'elle se représentera à condition bien sûr…A mon avis, je serai peut-être la seule à pas renouveler mon mandat, je sais pas, il a pas trop de relève, il y a trop d'élections en 2007… »..(Mme C.,Creuse, 2)*

Mais l'engagement peut exprimer aussi la volonté de ne pas se trouver privé de sa capacité d'initiative et de son sens des responsabilités au moment du passage à la retraite ou encore la souci de ne pas entrer dans la vieillesse. C'est le cas des personnes qui ont eu une carrière professionnelle, au cours de laquelle ils ont tout à la fois trouvé du plaisir mais aussi la possibilité d'exprimer leurs compétences d'initiative et également un statut les distinguant de

[29] Fédération nationale née en 1945, impulsée à l'époque par le parti communiste, qui regroupe des associations locales qui ont œuvré pour le développement des clubs du troisième âge et assurent la gestion de services d'aide à domicile.

l'ensemble. Cette volonté de ne pas entrer dans la vieillesse et de trouver une activité et des enjeux à sa hauteur, explicitée par Mme B. en Ardèche *(cf supra)* ne peut se comprendre sans mise en lien avec le statut antérieur des personnes. En effet, les enquêtés qui s'expriment sur ce registre ont tous précédemment occupé des fonctions qui leur conféraient une certaine forme de pouvoir, de distinction voire de notabilité.

2.2 Chez les nouveaux arrivés, des engagements répondant à une stratégie d'intégration parfois en lien avec des centres d'intérêts personnels et reposant sur une compétence supposée.

Si les nouveaux installés sur les territoires ruraux investigués ne représentent que 5 personnes sur 24, ils sont 3/5 à exercer une responsabilité. Il est d'ailleurs important de souligner que ces personnes sont toujours, au moment des entretiens, en situation d'engagement alors que la plupart des natifs ont cessé d'exercer les responsabilités qui les ont occupées une part importante de leur vie. Leurs motivations ne sont pas comparables à celles des natifs ou des « enfants du pays »

2.2.1. La compétence supposée.

Leur engagement est le plus souvent décrit comme répondant à une sollicitation externe. Aucune des personnes ne semble s'être proposée d'elle-même pour assumer telle responsabilité. L'entrée dans les conseils municipaux naît d'une requête explicite effectuée par un membre de l'équipe en place ou d'une équipe candidate pour un scrutin proche. Ces sollicitations à l'égard des arrivants renvoient à trois motifs. Le premier réside en la nécessité de trouver des personnes en nombre suffisant pour composer une liste. Certaines des communes des territoires ruraux ne recensant que très peu d'habitants, il est difficile d'arriver à former une liste complète de 9 conseillers municipaux. Les nouveaux venus sont alors potentiellement des candidats. Le deuxième motif peut répondre à une volonté de rajeunissement des instances censées porter une dynamique ou un projet local. L'âge des maires en milieu rural est le plus souvent élevé : il en est de même pour les conseillers. On peut d'ailleurs observer dans l'échantillon que les personnes exerçant encore des responsabilités au sein d'équipes municipales ou d'associations sont âgées de 77 ans et de 84 ans. Les nouveaux venus à l'âge de la retraite apparaissent encore comme jeunes et dynamiques. Enfin, le troisième élément qui justifie le recours à ces « étrangers » est leur compétence supposée. Le fait d'arriver de l'extérieur, d'avoir eu un parcours professionnel différent de celui des autochtones et d'avoir habité en milieu urbain, parfois même Paris, apparaît aux yeux des ruraux natifs, comme un gage de compétence supposée dans un contexte où les références traditionnelles rurales et agricoles ne suffisent plus pour gérer une commune engagée dans des processus d' intercommunalité par exemple. *« je me rappelle plus celles d'avant, en 85, il devait y avoir des élections, c'est dans ces eaux là, on cherchait du monde pour faire l'équipe municipale, ça devait être le voisin qui els avait tuyautés, on m'a demandé si je voulais en faire partie, alors moi, bonne poire, si vous pensez que je peux rendre service, je veux bien, alors j'ai été élu, ça devait être en 91, c'est mon troisième mandat, ça fait 17 ans, en principe je termine en 2008. Bon bien, élection du maire puis des adjoints, ben t'es le plus jeune, premier adjoint. Je me souviens je leur ai dit, vous croyez que je vais me démerder, ils m'ont dit tu feras comme les autres, c'est tout ce qu'ils m'ont répondu, j'ai été deux fois premier adjoint et maintenant je suis maire, mais après c'est fini, faut aller cavaler, non ça va plus. »*(Mr B., Creuse, 1)

2.2. 2. Une stratégie d'intégration.

Cependant, même si les sollicitations sont avant tout externes, les personnes concernées ont accepté d'y répondre le plus souvent dans une logique d'intégration. L'engagement dans un conseil municipal est la garantie de connaître rapidement la commune et ses habitants et même certains natifs soulignent à quel point le conseil a été support de leur vie sociale et de leur sentiment d'intégration. Ainsi, à travers les fonctions que les nouveaux arrivés ont accepté d'exercer, se joue principalement une logique de création de liens et une volonté de ne pas rester en marge de la vie du pays. *« Vous vous sentez bien intégrée ? Ah ça oui, pratiquement, dès le début, vous savez on n'a pas joué les parisiens qui arrivent, dès le début, on a été bien accueillis, dès le début, j'ai apprécié ma voisine qui est décédée depuis, elle m'a fait une liste, elle m'a dit : vous avez le boucher qui passe tel jour à telle heure, le boulanger tel autre… bien je vous assure que j'ai apprécié, (…)Q : Et quand vous êtes arrivé de la part de la mairie ? R : c'était en 94, Evelyne était déjà conseillère, elle a fait une liste, elle cherchait des nouveaux, elle allait chez les nouveaux arrivants, il n'y en avait pas beaucoup à l'époque, alors c'est vrai, on avait jamais eu l'idée de faire ça, parce que moi la politique, ben moi j'ai mes idées, j'ai jamais fait partie d'un parti, si j'étais gaulliste, si à l'époque où on a vécu, c'était normal, je trouve, et puis mes idées sont restées là, et puis vous savez, je suis un peu la seule…mais c'est pas pour ça, ce qui prouve qu'on peut avoir des idées différentes et très bien s'entendre, parce que moi je vois, je m'entends très bien avec Evelyne qui n'a pas du tout mes idées et on est pratiquement amies, ; on a des affinités, c'est des choses qui se commandent pas… »(*Mme C., Creuse, 1). En effet, l'installation à la retraite dans des territoires ruraux isolés n'est pas toujours facile. Il s'agit au fond d'une confrontation de milieux, de cultures, de pratiques sociales…*« c'est moi qui me suis présenté, j'ai été voir quelques personnes que je connaissais un peu, j'aurais pu rester plus longtemps mais en plus j'étais pas dans mon milieu. Ici ils sont communistes, je n'étais ni communiste, ni socialiste, je fais pas de politique, les gens votent pour ceux qui sont communistes dans la Creuse, c'est pas une région riche, ils sont très à gauche, disons qu'ils sont socialistes…quand il faut voter, ils votent communistes »* (Mr R., Creuse, 1). Pour les personnes récemment arrivées, l'installation a fait l'objet d'une décision individuelle ou de couple et le choix du secteur ne doit rien à l'implantation d'une famille souche. Ces individus se racontent sur le registre de l'aventure individuelle, du choix d'un changement de vie. Mais ils sont conscients de la nécessité de créer des liens. *« H : On nous a dit qu'on était complètement fou ! [rires] [C'est qui, on ?] La rumeur. Les amis de Reims. Vous vous rendez pas compte, à votre âge, partir comme ça, vous ne retrouverez pas d'ami, vous allez complètement isolés, vous allez… et en fin de compte, bon, ben, on trouve des… des gens dans le village, qui sont quand même des gens sensés. J'ai retrouvé des amis, et puis…Et puis au bout de… de six mois ou d'un, oh oui, au bout de 6 mois que j'étais au cours de gym, ils ont vu que j'étais dynamique, que j'aimais ça, première réunion : on m'a nommée présidente du cours de gym ! [rires] Donc, d'être présidente du cours de gym, ça m'a introduit un petit peu, si vous voulez, dans, dans le village, dans les réunions, où il fallait être présent, et c'est comme ça que j'ai fait ma… »* (Mme H., Ardèche, 1). Cependant, si ces engagements permettent de tisser des liens et de gagner une certaine intégration, ils n'autorisent pas pour autant l'affiliation si présente dans les propos des natifs. *« parce que, bon, je suis toujours une étrangère… Ça fait quand même 30, plus de 30 ans qu'on est là, on venait en vacances, on venait là-haut, on était… considéré comme des étrangers. »* (Mme H. Ardèche, 1)

2.2.3. L'intérêt personnel/hédonisme de la retraite.

Par ailleurs, alors que les natifs expriment avant tout le souci de la communauté et la volonté de se consacrer à l'intérêt général, les personnes récemment arrivées font, à travers leurs engagement le lien entre des stratégies d'intégration et la recherche de leur plaisir personnel. L'engagement associatif s'exprime alors davantage dans des activités sportives ou de loisirs que dans des activités à vocation « sociale » au service de toute une communauté. Les deux personnes implantées sur le territoire à l'âge de la retraite qui investissent dans des associations sont pour l'une présidente de la gymnastique volontaire et pour l'autre vice-président du cyclo-club. Leur intérêt personnel s'est trouvé à un moment à la croisée des attentes d'un groupe restreint et thématique dont ils faisaient partie et c'est ainsi qu'est née la prise de responsabilité. *« Oui, ma femme elle est au comité des fêtes de Linard, moi je suis vice président du cyclo-club de Bonnat, sinon je veux pas faire partie de trop de trucs, déjà le cyclo-club me prend pas mal de temps, les réunions et tout, quand il y a les courses, comme on organise des courses et tout, et puis là, il fait pas beau, mais la semaine dernière, j'ai passé 2 après midis sur le vélo, pendant ce temps on fait rien, comme j'ai pris une licence pour courir, faudrait que je fasse 3 fois, mais là en ce moment, c'est pas trop le temps, faut faire du home trainer, mais c'est pas pareil, cette semaine la semaine elle est foutue, je pourrai en faire que dimanche, je fais des courses, mais pas beaucoup, l'année dernière, j'en ai fait qu'une parce que je m'étais fait mal aux jambes, je fais des courses UFOLEP. Le footing, ça va avec l'entraînement du vélo, là cette année, le VTT, j'en fais plus parce que ça coûte trop cher, il y a 2 ans avec les copains on faisait du VTT, l'hiver on faisait du VTT, et puis l'été on faisait du vélo de route, mais maintenant on fait que du vélo de route, parce que le VTT ça revient trop cher. . »* (Mr D., Creuse, 2). Le choix initial était bien celui de l'intégration sociale mais par le truchement d'un groupe restreint de pairs partageant au moins un centre d'intérêt commun, ici le sport. *« Eh ben, l'intégration, en fait, je pense que c'est un petit peu par la gymnastique. Parce que j'étais plutôt sportive, j'ai toujours aimé la gym, et j'ai su par madameX, qui sait tout dans le village, qu'il y avait un cours de gym. « oh », ben, j'ai dit « j'irais bien ».*(Mme H., Ardèche, 1)

La prise de responsabilité combine donc ici une logique d'intégration et des préoccupations plus hédonistes, centrées sur l'intérêt individuel. Ces engagements reposent sur l'expression d'un besoin de loisir ou sur la volonté de « prendre soin de soi » qui ne sont pas encore totalement admises par les ruraux d'origine que nous avons rencontrés. Ces éléments introduisent d'ailleurs une nette distinction entre les engagés des conseils municipaux et d'associations à vocation sociale et les engagés dans des associations culturelles ou sportives. Il faut souligner qu'aucun des natifs de notre échantillon ne se trouve engagé dans ce type d'association.

Pour conclure de façon tout à fait provisoire ce travail, nous pouvons affirmer la validité de notre hypothèse de départ, portant sur la nécessité de repenser l'engagement des personnes retraités dans ses aspects formels et informels mais aussi comme pouvant s'analyser dans sa dimension objective et présente et dans ses aspects subjectifs. La cessation des activités liées à des engagements formels ne semble pas ici correspondre à un désengagement vécu. La dynamique objective de l'engagement passé se poursuit dans un vécu subjectif d'intégration et de participation. Diverses figures d'engagés pourraient être construites, reposant sur la combinaison des formes de la participation et la pluralité du sens qui lui est conféré. Enfin, la notion de compétence (Bourdieu, 19992) est aussi à interroger. Nos enquêtés ne mettent pas en doute leur compétence à assumer certaines responsabilités. Mais ils la fondent sur leur inscription territoriale ancestrale ou sur la sollicitation dont ils ont fait l'objet.

Bibliographie :

Bourdieu P., *La distinction,* (1992), Paris, Editions de Minuit.

Durkheim E., *De la division du travail social,* (1960), Paris, Editions PUF.

Gucher C.*, Les attentes des nouvelles générations de retraités,(2001),* rapport de recherche, Grenoble, CPDG-Conseil général 38.

Hervieu B, Viard J., *Au bonheur des campagnes (et des provinces*),(1996) La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube..

Levinas E. (1982*), Ethique et infini,* Paris, Editions Fayard.

Pennec S. (2004), « Les tensions entre engagement privé et engagements collectifs, des variations au cours du temps selon le genre et les groupes sociaux », *Lien social et Politiques*, n° 51, pp. 97-107.

Le bénévolat : espace de prise de pouvoir par l'action de proximité

Andrée SÉVIGNY, t.s.p, Ph.D,
Professeure associée au département de médecine familiale, Ulaval
Équipe Vieillissement, exclusions et solidarités
Centre d'excellence sur le vieillissement
Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés
Hôpital St-Sacrement
1050 chemin Ste-Foy,
Québec (Qc)
G1S 4L8
Téléphone : (418) 682-7511 poste 4841
Télécopie : (418) 682-7998
andree.sevigny.cha@ssss.gouv.qc.ca

Introduction

Au Québec, les organismes d'action bénévole tiennent une place importante dans le domaine du soutien à domicile des aînés en perte d'autonomie ou en fin de vie. (Conseil des aînés, 2006; Lamoureux, 2001; Maltais, 2000; Mount, 1992; Payne, 1998, 2001; Rousseau *et al.*, 1999; Sévigny, 2002, 2004; Sévigny *et al.*, 1998) Leur implication est appelée à se maintenir et même à s'élargir dans le futur. (Gottlieb, 2002; Rousseau *et al.*, 1999) (Conseil des aînés, 2002, 2005; Réseau québécois de soins palliatifs, 2003; Rousseau *et al.*, 1999; Roy, 1998a; Sévigny, 2002; Sévigny *et al.*, 1996)

Actuellement, en matière de soutien à domicile, l'État québécois, mise sur une approche interdisciplinaire et favorise l'intégration des services. Les soignants professionnels, les proches aidants (membres de la famille, amis, voisins) et les bénévoles sont donc appelés à partager cet espace d'intervention. L'espace d'intervention fait ici référence à l'ensemble des actions qui doivent être réalisées afin de répondre aux multiples besoins des aînés recevant du soutien à domicile. Ces actions sont variées puisqu'elles visent à répondre à un large éventail de besoins d'ordre physique, psychologique, spirituel et social. De cet enchevêtrement de liens sociaux, impliquant plusieurs types d'intervenants provenant de divers milieux, émerge le sens. Ainsi, le bénévolat n'est ni partout, ni toujours le même. (Gagnon *et al.*, 2000) Il se transforme selon le sens que lui accordent les individus. Il est aussi modulé en fonction du milieu et du temps où il s'actualise. Dans le champ du soutien à domicile québécois, le bénévole d'aujourd'hui, est celui qui s'engage librement et gratuitement auprès d'autrui, et ce, en dehors de son temps professionnel ou familial. (Gagnon *et al.*, 2000; Halba, 2003)

Toutefois, dans le paysage sociopolitique québécois actuel, des auteurs s'inquiètent du sort réservé aux bénévoles. (Godbout, 2002; Lamoureux, 2001) Selon eux, un détournement de sens est à craindre. L'État en voulant associer l'action bénévole à ses propres impératifs risque d'entraîner une professionnalisation (sélection, formation, encadrement) et une institutionnalisation (intégration aux services publics et utilisation instrumentale) qui lui ferait perdre son âme et qui la ferait ressembler à un travail rémunéré. (Robichaud, 2003) Par ailleurs, à la condition qu'il ne soit pas victime d'un tel détournement de sens, le bénévolat actuel ne représente-t-il pas une forme de prise de pouvoir pour les bénévoles et aussi pour les

aînés qui reçoivent leur soutien ? Lequel pouvoir serait ancré dans une relation de proximité qui participe à briser l'isolement et à favoriser le maintien de la relation au monde.

C'est afin de réfléchir à cette question que nous avons procédé à une relecture de nos travaux réalisés entre 2002 et 2007 (Sévigny, 2002, 2004; Sévigny *et al.*, à paraître; Sévigny *et al.*, 2005; Sévigny *et al.*, recherche en cours; Vézina *et al.*, 2000). Ces travaux de recherche portent sur la participation des bénévoles dans le domaine du soutien à domicile des aînés en perte d'autonomie ou en fin de vie, qui se regroupent sous certains dénominateurs communs : ils s'intéressent aux bénévoles dont l'action s'inscrit dans un organisme structuré d'action bénévole, ils visent à mieux connaître et à décrire la contribution de ces bénévoles à partir du sens que les acteurs accordent à l'action bénévole, ils considèrent la personne âgée comme un acteur social actif qu'elle soit bénévole ou qu'elle reçoive les services des bénévoles. Ils font appel à des méthodes qualitatives de recherche (Mode d'échantillonnage non probabiliste, échantillon théorique intentionnel, entrevues semi-dirigées ou *focus groups*, analyse qualitative de contenu). Dans leur ensemble, ces travaux ont permis de recueillir le point de vue de bénévoles, d'aînés qui reçoivent leur soutien, de proches aidants ou d'intervenants professionnels. Dans le présent texte nous les identifions comme étant « les répondants ».

Cette lecture *a posteriori* des résultats permet de mettre en évidence que le bénévolat de proximité, tel qu'il s'actualise dans le champ du soutien à domicile, constitue un espace de prise de pouvoir tant pour les bénévoles aînés que pour ceux à qui ils apportent leur soutien. S'appuyant sur le point de vue des acteurs qui vivent l'expérience étudiée, la notion de pouvoir s'arrime au discours des répondants lorsqu'ils font référence au bénévolat comme espace social. Cet espace offre la possibilité de maintenir ou de développer la capacité d'agir et de décider des individus ainsi que la possibilité de jouer un rôle actif.

1. Le bénévolat actuel : de la relation à l'autre à la relation au monde

Afin de poursuivre la réflexion, il convient d'abord de mieux cerner la nature du bénévolat actuel dans l'univers québécois du soutien à domicile des aînés en perte d'autonomie ou en fin de vie. De façon générale, les répondants rencontrés dans le cadre de nos travaux de recherche, considèrent le bénévolat comme une forme d'engagement qui repose sur une logique de don aux étrangers.

Le bénévolat fondé sur une logique de don

Le bénévole fait le choix de s'engager sans y être contraint de l'extérieur. Il veut aider parce qu'il aime le faire et parce qu'il évalue avoir la capacité de le faire. Cette liberté d'agir suppose la possibilité pour le bénévole de réaliser son action suivant son propre rythme. Le geste est posé sans être soumis aux contraintes du travail salarié ou de celles qui sont imposées par les liens familiaux. La notion de gratuité est intimement liée à celle de la liberté. La gratuité participe à libérer le geste. Par ailleurs, la gratuité qui caractérise le don ne signifie pas qu'il y ait absence de retour. Des participants décrivent en leurs termes cette loi du retour qui caractérise le don.

« Ils disent que tout t'est remis un jour : c'est la loi du retour. Je me dis que tout le bien que je fais aujourd'hui, un jour, ça va m'être rendu. Moi je me dis, un jour, ça ne sera pas nécessairement la personne que j'ai aidée qui va me le remettre. Ça, je le sais ça ». (bénévole)

Selon eux, le retour est incertain. Advenant le cas où il y a un retour, il n'est pas nécessairement immédiat et ne vient pas forcément de la personne à qui l'on a donné initialement. C'est en ce sens que le don est unilatéral : « on donne parce que l'autre a besoin,

sans savoir si cette aide sera rendue, quand elle le sera et par qui ». Cette vision correspond à la théorie sur le don, exposée dans les travaux de Godbout. (Godbout, 2000; Godbout, 2002, 2003; Godbout *et al.*, 1992) Selon lui, le don rompt avec les principes d'égalité (État) ou d'équivalence (marché). Dans le don, le retour n'est pas assuré et il est même parfois difficile de dissocier les trois temps du don : donner, rendre et recevoir. Théolis, dans ses travaux réalisés dans la région de Lanaudière (Québec), portant sur contribution des organismes bénévoles au soutien à domicile des aînés, souscrit aussi à la thèse suivant laquelle le bénévolat s'inscrit dans un rapport de don qui diffère d'un rapport étatique ou marchand (Théolis, 2000a, 2000b). Les transformations du bénévolat ont introduit un nouveau bénévolat qui favorise l'auto-assistance, l'entraide et le développement de la communauté. Instauré dans le champ du soutien à domicile, ce nouveau bénévolat est réalisé par les personnes du milieu, notamment par des personnes âgées et pour ces dernières (Fogarty *et al.*, 1987; Sévigny, 2002; Théolis, 1996). En ce sens, l'action bénévole constitue un champ d'action enraciné dans le milieu et fondé sur la volonté de se donner « un coup de main » et d'avoir prise sur son environnement.

Le bénévole : un « proche-étranger »

Le bénévole intervient dans le cadre d'un organisme structuré. Malgré cela, le lien qui le rattache aux personnes aidées (les aînés et leur famille) prend la forme d'une rencontre informelle plutôt que celle d'une entente contractuelle soumise à des normes rigides. Plusieurs des participants à nos travaux de recherche décrivent le bénévole comme étant à la fois un proche et un étranger de l'aîné à qui il apporte son soutien. Il n'est pas de *« la famille »* mais il est *« comme de la famille »* : assez « proche » pour recevoir des confidences mais assez « étranger » pour se confier à lui plutôt qu'à un membre de leur famille qui risquerait de mal interpréter les propos de l'aîné.

Toutefois, l'établissement et la consolidation d'un lien de confiance ne vont pas de soi. Il s'agit d'un objectif poursuivi par les bénévoles rencontrés lors de nos travaux. La confiance et le respect mutuels participent à transformer le lien qui se tisse entre deux individus : d'étrangers, ils deviennent *« comme des amis »* qui peuvent compter l'un sur l'autre. Soulignons que, une fois établi, ce lien de confiance favorise l'accès aux autres ressources du milieu (ex. : Centre de jour, repas communautaire, etc.). Les bénévoles servent alors d'intermédiaires, car certains aînés acceptent plus facilement de s'y inscrire si elles sont accompagnées d'une personne à qui elles peuvent entièrement se fier : « *Si je [bénévole] n'allais pas au Centre de jour, elles [aînées] ne viendraient pas. Y'a une femme qui me dit : Si c'est toi qui viens, je vais y aller, mais si c'est un autre je n'irai pas. Elles ont confiance en moi. » (bénévole)*

Par ailleurs, les répondants insistent sur l'importance qu'ils accordent à la complémentarité de leur soutien avec celui offert par les familles. Ils se refusent à se substituer à elles : *« Moi je pense que les bénévoles sont un soutien à la famille. [...] Il ne faut pas que les familles pensent que derrière il y a des raisons autres que celle de les aider ».* De même, ils ne souhaitent pas remplacer les professionnels salariés du réseau public ou privé à but lucratif : *« […] mais il ne faut pas que les bénévoles prennent la place de ceux que c'est leur ouvrage, leur gagne-pain. Y faut dire à un moment donné : moi, je ne travaille pas, je ne peux pas prendre la place d'un travaillant. » (bénévole)*

Il est possible une fois encore de constater le lien existant entre ces résultats et la vision de Godbout qui considère le bénévolat comme une forme de « don aux étrangers ». Selon lui, le don aux étrangers diffère de celui qui circule dans la sphère du réseau primaire par son caractère volontaire. Il demeure délié de l'obligation qui caractérise les relations entre les

membres de la famille immédiate (liens entre les parents, les enfants ou entre les conjoints) ou de l'engagement contractuel qui encadre le travail salarié. (Godbout, 1994, 1999, 2000; Godbout *et al.*, 1992).

Le bénévolat : de l'individuel au collectif

En accord avec la logique du don, l'action bénévole, qui se concrétise sous forme d'activités liées au soutien à domicile des aînés, s'inscrit dans un mouvement d'aller-retour entre soi et l'autre (entre l'aîné et la personne qui lui rend le service). Ce mouvement est tel qu'il est bien souvent impossible de déterminer qui est l'aidant et qui est la personne aidée. À cet effet, rappelons que les bénévoles dans le domaine du soutien à domicile des aînés en perte d'autonomie ou en fin de vie sont majoritairement des aînés eux-mêmes (Roy, 1998b; Sévigny, 2002). Le bénévole rend service à l'autre mais il souhaite aussi retirer de son engagement des bienfaits pour lui-même. Bien plus, on ne peut jamais considérer l'objet qui circule en dehors du lien qu'il crée entre les individus. Ainsi définit, le bénévolat ne se comprends pas selon une lecture dichotomique des motivations qui seraient soit égoïstes, soit altruistes. (Chantal, 1997; Halba, 2003) Le bénévole donne mais considère qu'il reçoit beaucoup en retour. Un bénévole l'exprime ainsi :

« Dans certaines organisations t'es rien que spectatrice. Tu t'en vas là parce que tu paies ta cotisation, mais t'as rien à faire en somme. Tandis que là, j'ai l'impression d'être dans le mouvement. Je pense leur apporter de quoi mais je fais partie d'eux autres, pis y font partie de moi. Moi, je reçois d'eux autres, je suis bien là parce qu'on est ensemble, parce que je fais partie d'eux autres, on est ensemble. » (bénévole)

De plus, les résultats de nos travaux montrent que l'action bénévole est aussi traversée par un second mouvement qui, au-delà du soutien individuel, passe par l'appartenance à un groupe pour s'élargir et participer à la construction et à la préservation du tissu social. En ce sens, plusieurs répondants voient le bénévolat comme une occasion de s'associer à leur milieu et de participer activement à son développement.

Le bénévolat actuel : espace de prise de pouvoir

Le bénévolat, tel que compris et décris par les répondants, constitue un terrain particulièrement fertile sur lequel s'appuyer afin de favoriser *l'empowerment* des bénévoles et des aînés à qui ils apportent leur soutien. Certains traduisent la notion *d'empowerment* par l'expression *appropriation de pouvoir*. Cette traduction, très présente dans l'univers du service social des groupes, couvre certains aspects comme : posséder un sentiment de compétence personnelle, augmenter sa capacité d'influence interpersonnelle ou de changement social. (Lindsay, 2000) Dans le présent texte, cette notion est comprise comme la capacité de maintenir ou de développer du pouvoir sur leur vie, celle de maintenir des liens sociaux et d'occuper une zone de pouvoir en tant qu'acteur social actif.

La capacité de maintenir ou de développer du pouvoir sur leur vie

Les aînés en perte d'autonomie ou en fin de vie connaissent des transformations sur le plan de leur santé et de leurs capacités physiques. Certains éprouvent plus de difficulté à accomplir des activités de la vie quotidienne et domestique comme préparer les repas, faire sa toilette, entretenir l'intérieur ou l'extérieur de la maison ou conduire la voiture. Afin de pallier à certaines de ces difficultés, les bénévoles réalisent principalement 6 types de tâches : le transport/accompagnement, l'animation des activités au centre de jour, l'animation des rencontres de conditionnement physique, la popote roulante, les visites et les appels d'amitié

ainsi que les repas communautaires. Sans le soutien apporté par les bénévoles certains des aînés répondants estiment qu'ils seraient obligés de quitter leur domicile actuel pour se reloger dans un autre endroit (plus petit logement, logement dans un HLM avec services, logement dans une localité où les services sont accessibles à pied).

« Si on n'avait pas de bénévoles, je me demande ce que les personnes âgées pourraient faire. Renfermées dans des foyers. Il y a des foyers qui ont du bon sens, mais d'autres où c'est triste. Je ne veux pas aller là. Je veux rester dans ma maison tant que je vais être capable. » (aîné)

Toutefois, au-delà de la réalisation même de la tâche instrumentale, les bénévoles se décrivent comme des accompagnateurs : ils se refusent à décider pour la personne âgée ou à faire pour elle ce qu'elle a encore la capacité de réaliser. L'accompagnement vise à cheminer « avec » le patient et non à faire « pour » lui. De ce point de vue, l'aîné n'est pas seulement un patient à traiter. Il demeure jusqu'à la toute fin, une « personne vivante » qui mérite respect et attention.

Les bénévoles tablent, non pas sur la prolongation de la vie mais sur la qualité des moments qui restent à vivre. Même lorsqu'il s'agit d'activités à horaires fixes, le bénévole n'a pas le même rapport au temps que l'intervenant salarié : son temps est donné. L'objectif des bénévoles consiste alors à aider l'aîné à profiter de chaque moment qui lui reste à vivre, de la façon dont il le souhaite et selon son propre rythme. Ils choisissent de se rallier à lui afin qu'il puisse, dans la mesure de ses capacités, continuer à réaliser lui-même ses activités habituelles et à agir selon ses volontés. De ce point de vue, l'action bénévole peut favoriser chez les aînés la prise de conscience de leurs capacités et les inciter à garder du pouvoir sur leur propre vie : « *Ça leur prouve aussi qu'ils sont encore capables de faire des choses, preuves à l'appui […]. Ils sont surpris de savoir qu'ils sont capables de faire des choses. » (coordonnateur)* De plus, les bénévoles reconnaissent les aînés comme des personnes capables de transmettre leurs connaissances aux autres. En ce sens, un des apports considérable des aînés est sans doute celui d'apprendre aux bénévoles à mieux vivre leur propre vieillissement. Ainsi, l'aîné demeure un acteur actif en gardant, dans la mesure où son état de santé le permet, le contrôle sur le déroulement de sa vie et la capacité de transmettre ses expériences.

Pour leur part, certains bénévoles estiment pouvoir continuer à mettre à profit leurs habiletés, leurs connaissances ou leurs compétences. Un bénévole en témoigne : « *J'ai les capacités nécessaires, pourquoi pas en faire profiter d'autres ? »* Non seulement les bénévoles se sentent utiles et mettent leurs expériences au service des aînés, mais ils développent aussi de nouvelles habiletés ou compétences. Ils prennent conscience de leur valeur personnelle, de leur capacité de développer de nouvelles habiletés ou de transmettre celles déjà acquises dans d'autres secteurs d'activités. En ce sens, des bénévoles affirment qu'ils s'enrichissent au contact de l'autre, qu'ils acquièrent de l'assurance et de la confiance en eux. Ainsi, les bénévoles prennent conscience de leur valeur personnelle, de leur capacité d'acquérir de nouvelles habiletés ou de transmettre celles déjà acquises dans d'autres secteurs d'activité.

La capacité de maintenir ou de développer des liens sociaux

Les activités bénévoles sont aussi décrites comme un moment privilégié pour favoriser le maintien des liens sociaux. Elles sont une occasion de rencontre : les gens se parlent, prennent des nouvelles les uns des autres et sont entourés de leurs concitoyens. Que l'activité se réalise à l'extérieur (ex. : repas communautaire) ou au domicile de la personne âgée (ex. : livraison de repas), elle est toujours décrite comme un temps pour être avec l'autre et pour créer ou maintenir des liens qui existent déjà entre la personne âgée et d'autres personnes de

sa localité. Même dans le cas des livraisons de repas à domicile qui doivent s'effectuer rapidement, le bénévole prend souvent un peu de temps pour s'informer de la santé de la personne âgée ou pour lui donner des nouvelles de la localité. Il sera parfois la seule personne de l'extérieur que la personne âgée rencontrera de toute la journée. Pour leur part, les repas communautaires organisés par les bénévoles dans plusieurs localités québécoises comptent pour plusieurs personnes âgées parmi les seules sorties qu'elles font durant le mois. Ainsi, allant au-delà de l'aide individuelle, le bénévolat favorise l'appartenance à un collectif.

Des bénévoles manifestent eux aussi le besoin de dissiper leur ennui et de contrer leur isolement. À cet égard, certains bénévoles vivent ou ont vécu des changements dans leur vie. La retraite, le déménagement, l'arrivée dans une nouvelle localité ou la transformation de leur vie quotidienne à la suite du départ du conjoint ou des enfants sont des événements qui entraînent la nécessité de réorganiser sa vie en fonction de nouveaux paramètres. Certains opteront pour le bénévolat afin de s'intégrer à un nouveau groupe ou un nouveau milieu d'appartenance. Précisons qu'une grande majorité des bénévoles qui interviennent auprès des aînés en perte d'autonomie ont tous plus de 60 ans. Ils partagent alors des repères socioculturels : généralement ils se connaissent ou du moins habitent la même localité et ils sont – ou ont été – membres des mêmes organisations (ex. : clubs de l'âge d'or, Cercles des fermières, organisations paroissiales).

Plusieurs auteurs partagent ce point de vue et estiment que les bénévoles accomplissent des tâches qui permettent la socialisation des aînés. (Deschamps, 2001; Lesemann *et al.*, 1993; Ozawa *et al.*, 1988). Par exemple, Deschamps (2001) estime que, pour les aînés qui reçoivent de l'aide alimentaire par le biais de la popote roulante, la nourriture devient objet de socialisation et d'intégration. De ce fait, en plus d'avoir l'impression d'être des personnes qui méritent de l'intérêt, le bénévole et la personne âgée ont aussi le sentiment d'appartenir à un collectif ou chacun partagent des points communs : « *Y'a une solidarité qui se forme là, on est des amis, on se reconnaît, on se rencontre ailleurs. Ah ! C'est une gang ! C'est important ça ! » (aîné)*

La capacité d'occuper une zone de pouvoir en tant qu'acteur social actif

Les aînés en perte d'autonomie ou en fin de vie qui, bien souvent, sont confinés à leur domicile, accordent de l'importance au maintien des contacts avec les autres citoyens de leur localité. Ils souhaitent continuer à être reconnus comme un des leurs et à recevoir des informations sur ce qui s'y déroule. Rappelons aussi que les aînés et les bénévoles rencontrés lors de nos travaux sont, pour la plupart, bien enracinés dans leur milieu. La plupart d'entre eux y habitent depuis plusieurs années, voire depuis leur naissance. Plusieurs sont (ou ont été) impliqués dans divers organisations de leur milieu. À titre d'exemple, pensons à leur participation à des conseils municipaux, à la mise en place de nouvelles ressources comme des centres d'hébergement pour personnes âgées, ou à leur engagement dans des luttes qui avaient pour but de garder ces ressources bien vivantes dans leur localité respective à des actions visant à éviter la fermeture de services publics (ex. : fermeture des bureaux de poste ou des écoles dans certaines municipalités rurales). Les aînés d'aujourd'hui ont participé à la construction de leur milieu. Elles sont parties prenantes de ce milieu, s'identifient à lui et veulent, dans la mesure du possible, y rester présentes.

Pour certains répondants, le bénévolat est perçu comme un legs, un héritage des générations qui les ont précédées. Les bénévoles sentiraient alors la nécessité de faire fructifier cet héritage reçu de leurs aînés ou du moins de le conserver précieusement, assurant ainsi la pérennité des valeurs humanistes et la survie de l'entraide dans leur localité respective. C'est le milieu qui se responsabilise afin de participer au bien-être de chacun des individus qui le compose : *« Ça nous fait sentir solidaires de notre milieu, d'aider des*

personnes de notre milieu et le milieu ne nous laissera pas tomber». En plus d'offrir eux-mêmes des services, les bénévoles sont aussi de précieux alliés afin de permettre aux aînés, dont la capacité de se déplacer est limitée, afin qu'ils puissent accéder aux soins de santé (hôpitaux, cliniques médicales, centres de jours, etc.), faire leurs courses (épicerie, pharmacie, etc.), pratiquer leur culte ou profiter des activités de loisirs. En milieu rural, où les distances pour aller d'un endroit à l'autre sont souvent longues à parcourir et où on note l'absence de transport en commun, l'accès à tous ces services est encore plus problématique. La possibilité pour les aînés de mobiliser les ressources de leur milieu afin de pouvoir y demeurer le plus longtemps possible est considérée, par plusieurs répondants, comme une facette importante de leur autonomie sociale.

Au-delà du soutien qu'ils apportent eux-mêmes aux aînés, certains bénévoles luttent afin que l'accès aux ressources du milieu, soit reconnu comme un droit pour tous, notamment dans le domaine des soins palliatifs. Plusieurs répondants estiment que les aînés ne sont pas bien informés et ne savent pas toujours comment fonctionne le système de soins. Certains dénoncent aussi la coupure existante entre le discours politique et les investissements financiers dans le domaine des soins palliatifs. Il manque de ressources pour que les aînés en perte d'autonomie ou en fin de vie, reçoivent le soutien nécessaire à domicile. Ce manque de ressources empêcherait des aînés de réaliser leur souhait de vivre le plus longtemps possible à leur domicile et même d'y mourir.

Enfin, le bénévolat auprès des aînés en perte d'autonomie ou en fin de vie, se donne comme objectif d'influencer les approches sur lesquelles sont fondées les pratiques. Réagissant à une conception qu'ils perçoivent comme étant fragmentée et médicalisée, les bénévoles et les coordonnateurs répondants privilégient une approche globale qui tient compte de tous les aspects de l'individu (physique, psychologique mais aussi social et spirituel). Estimant que toutes ces dimensions sont en interaction constantes les unes avec les autres, ils adoptent une perspective « holiste ». Ainsi, lorsqu'une des dimensions de l'individu est compromise, les autres dimensions s'en trouvent, de ce fait, modifiées. Bénévoles et coordonnateurs affirment que cette notion de globalité s'étend à l'entourage : *« On est en santé non seulement lorsque l'on est bien avec soi même mais aussi avec son entourage ».* La santé s'inscrit donc dans un rapport à l'autre. Fidèles à cette conception, ils s'opposent à une intervention uniquement médicalisée de la mort, à l'exclusion et à l'isolement des personnes en perte d'autonomie ou en fin de vie. Ils considèrent que le confort du patient repose non seulement sur le soulagement de la douleur physique mais aussi sur la prise en compte des aspects sociaux et spirituels de la douleur. Cette vision, défendue par les répondants, repose sur la conviction que les personnes impliquées (les aînés, leurs proches et les intervenants) forment un tout indissociable (Association canadienne de soins palliatifs, 2002; Moulin, 2000). En cela, elle s'oppose à une approche biomédicale qui privilégie le morcellement des interventions et qui se préoccupe peu des aspects sociaux et spirituels (Moulin, 2000).

Comme le mentionne Moulin (2000), l'intégration de profanes en soins palliatifs assure une représentation de la société civile auprès du patient et de ses proches. Suivant cette logique socialisatrice de l'accompagnement, les bénévoles favorisent la création du lien de façon à constituer une communauté plus humaine et solidaire autour du malade en fin de vie. Les bénévoles, comme acteurs actifs au sein du mouvement des soins palliatifs, tentent de réinscrire la mort dans le social et de lui redonner un visage plus humain. Ils s'efforcent de préserver ou de recréer le tissu social parfois menacé d'effritement dans l'univers social de la personne malade et de sa famille. En ce sens, leur action a une portée plus large, questionnant par leur pratique, la façon de considérer la mort dans notre société.

Conclusion :

Les répondants de la présente étude mettent en évidence certains principes qui caractérisent les pratiques bénévoles, notamment : la liberté de l'engagement, l'individualité, et la globalité et l'inscription de l'individu dans le social. Ces principes ne sont pas uniquement l'apanage des bénévoles mais ils constituent les fondements centraux de leur action. Par la liberté d'engagement, le bénévole se distance du sentiment d'obligation qui peut lier le proche aidant à son parent malade ou du lien contractuel qui encadre l'action du travailleur salarié. Donner librement de son temps à une personne âgée ou en fin de vie soulève le voile sur des réalités présentes mais bien souvent taboues dans notre société occidentale : le don de temps, la vieillesse et la mort. Le bénévole s'engage alors dans une aventure de don pouvant être considérée comme une forme de résistance à la pensée productiviste qui domine notre société actuelle. Il s'oppose à la vision suivant laquelle le lien social passe nécessairement par le rapport salarial ou par les échanges marchands pour être valable. Selon Godbout (2000), donner de son temps semble suspect dans une société ou « le temps, c'est de l'argent ». En ce sens, Ferrand-Bechmann (1992) considère que le bénévole rappelle certaines réalités dont la valeur échappe à celles du marché ou à l'expertise. Il ne remet pas la société en question dans son ensemble mais attire l'attention sur des valeurs négligées par la voix dominante utilitariste.

Dans le contexte actuel du soutien à domicile, la contribution des bénévoles peut être soumise aux impératifs de la logique du libre marché, soit celle suivant laquelle l'intervention de l'État est réduite au minimum, laissant aux familles et aux bénévoles la préoccupation d'assurer le bien-être des citoyens (Beauchemin, 1995; Beaudry *et al.*, 1987; Groulx, 1990; Lamoureux, 2001). Toutefois, les répondants adhèrent plutôt à la vision suivant laquelle la contribution des bénévoles favorise la réalisation du bien-être des citoyens par eux-mêmes. Ils n'en appellent pas pour autant au désengagement de l'État puisque placer des bénévoles dans l'obligation de dispenser des services de soutien à domicile peut équivaloir à la fin du bénévolat qui est fondamentalement un geste libre et gratuit.

Dès lors, le bénévolat d'aujourd'hui dans le domaine du soutien à domicile des personnes en perte d'autonomie et en fin de vie, peut être envisagé comme une occasion de pouvoir agir socialement et de participer aux changements sociaux. De ce point de vue, le bénévolat prend la forme d'une action citoyenne par laquelle, les aînés et les bénévoles qui leur apportent du soutien peuvent préserver et même développer leur pouvoir de décider de leur vie et continuer à jouer un rôle social actif (Lesemann, 2002; Panet-Raymond *et al.*, 2002).

Bibliographie :

Association canadienne de soins palliatifs. (2002), *Modèle de guide des soins palliatifs : Fondé sur les principes et les normes de pratiques nationaux.*

Beauchemin, J., G. Bourque et J. Duchastel. (1995), Du providentialisme au néo-libéralisme de Marsh à Axworthy. Un nouveau discours de légitimation de la régulation sociale. *Cahiers de recherche sociologique 24* 15-47.

Beaudry, L., & Jalbert, L. (1987), Le néo-libéralisme, signification et portée politiques. In L. Beaudry, L. Jalbert & (dir.), *Les métamorphoses de la pensée libérale,* (pp. 9-27). Sillery: Presses de l'Université du Québec.

Chantal, Y. (1997), *Motivation et action bénévole, une analyse intégrative.* Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, Montréal

Conseil des aînés. (2002), *État de la participation dans un bénévolat en mouvance au Québec*.
Conseil des aînés. (2005), *Une pleine participation des aînés au développement du Québec*. Québec.
Conseil des aînés. (2006), *Vivre et vieillir dans sa communauté* (1 ed.). Québec.
Deschamps, C. (2001), Les organismes communautaires et bénévoles : des acteurs essentiels pour la sécurité alimentaire des aînés *Le Gérontophile, 23*(2), 15-19.
Ferrand-Bechmann, D. (1992), *Bénévolat et solidarité* Paris: Syros.
Fogarty, M. P., & Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. (1987), *Comment répondre aux besoins des personnes âgées : l'impact de la solidarité active et du temps disponible pour venir en aide aux personnes agées*. Shankill, Irlande: Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.
Gagnon, E., & Sévigny, A. (2000), Permanence et mutations du monde bénévole. *Recherches sociographiques, XLI*(3), 529-544.
Godbout, J. T. (1994), La sphère du don entre étrangers: le bénévolat et l'entraide. In F. Dumont, S. Langlois & Y. Martin, *Traité des problèmes sociaux* (pp. 981-994): Institut québécois de recherche sur la culture.
Godbout, J. T. (1999), Bénévolat et soins palliatifs. *Les cahiers de soins palliatifs, 1*(2), 65-77.
Godbout, J. T. (2000), *Le don, la dette et l'identité : homo donator versus homo oeconomicus*. Montréal, Paris: Boréal
Godbout, J. T. (2002), Le bénévolat n'est pas un produit. *Nouvelles pratiques sociales, 15*(2), 42-65.
Godbout, J. T. (2003), L'esprit du don peut-il être altéré ? La réponse est oui et de nombreuses façons. consulté le 17-12-2003, adresse: emiliegamelin.qc.ca/forumgodbout.html.
Godbout, J. T., & Caillé, A. (1992), *L'esprit du don*. Montréal: Boréal.
Gottlieb, B. (2002), Older volunteers : A precious resource under pressure. *La revue canadienne du vieillissement, 21*(1), 5-9.
Groulx, L.-H. (1990), *Où va le modèle suédois? État-Providence et protection sociale*. Paris et Montréal L'Harmattan et PUM.
Halba, B. (2003), *Bénévolat et volontariat en France et dans le monde* France: Les études de la documentation française.
Lamoureux, H. (2001), Place du bénévolat dans un contexte d'effritement de l'État-Providence *Le Gérontophile, 23*(1), 27-30.
Lesemann, F. (2002), Le bénévolat: de la production «domestique» de services à la production de «citoyenneté». *nouvelles pratiques sociales, 15*(2), 25-41.
Lesemann, F., & Nahmiash, D. (1993), Logiques hospitalières et pratiques familiales de soins (Québec). In F. Lesemann, Martin, C., *Dépendance, soins et solidarités familiales. Comparaisons internationales,* (pp. 155-170). Paris: La documentation française, .
Lindsay, J. (2000), Le service social des groupes : concepts et pratique. In J.-P. Deslauriers & Y. Hurtubise, *Introduction au travail social* (pp. 153-175). Québec: Les presses de l'Université Laval.
Maltais, D. (2000), *Vivre à domicile ou en résidences privées : un défi pour les aînés et les intervenants*. Ottawa: SCHL.
Moulin, P. (2000), Les soins palliatifs en France : un mouvement paradoxal de médicalisation du mourir contemporain. *Cahiers internationaux de sociologie, CVIII*, 125-159.
Mount, B. M. (1992), Volunteer support services, a key componentof palliative care. *Journal of Palliative Care, 8*(1), 59-64.

Ozawa, M., & N., M.-H. (1988), Services Provided by Elderly Volunteers : An Empirical Study. *Organizational Volunteers for the Rural Frail Elderly : Outreach, Casefinding, and Service Delivery, 13*, 342-344.
Panet-Raymond, J., Rouffignat, J., & Dubois, L. (2002), Le bénévolat comme passage vers le développement social. *Nouvelles pratiques sociales, 15*(2), 104-119.
Payne, S. (1998), To supplant, supplement or support? Organisational issues for hospices. *Soc Sci Med, 46*(11), 1495-1504.
Payne, S. (2001), The role of volunteers in hospice bereavement support in New Zealand. *Palliat Med, 15*(2), 107-115.
Réseau québécois de soins palliatifs. (2003), Petit historique des soins palliatifs au Québec. consulté le 26-09-2003
Robichaud, S. (2003), *Le bénévolat entre le coeur et la raison* (2 ed.). Chicoutimi.
Rousseau, N., & Bernard, L. (1999), Nouveaux visages du bénévolat, nouveaux défis en soins palliatifs. *Les Cahiers de soins palliatifs, 1*(1), 35-50.
Roy, J. (1998a), *Les personnes âgées et les solidarités, la fin des mythes* (1e ed.). Québec: Les éditions de L'IQRC.
Roy, J. (1998b), Solidarité horizontale chez les aînés. *La revue canadienne du vieillissement, 17*(3), 311-329.
Sévigny, A. (2002), *La contribution des bénévoles, inscrits dans un organisme communautaire bénévole, au soutien à domicile des personnes âgées.* thèse, Université Laval, Québec.
Sévigny, A. (2004), Le bénévolat: une quête de sens. *Les cahiers des soins palliatifs, 5*(2), 51-64.
Sévigny, A., & A., V. (à paraître), La contribution des bénévoles au soutien à domicile des personnes âgées : Les frontières de leur action *Revue Canadienne du Vieillissement, 26*(2).
Sévigny, A., Beaudoin, A., & Vézina, A. (1998), *Les personnes âgées vivant dans la communauté et leur famille*. Québec: Centre de recherche sur les services communautaires.
Sévigny, A., Dumont, S., & Cohen, R. (2005), *Volunteer Practices in Palliative Care: A Canadian Multi-site Study*. Paper presented at the Une vue panoramique de la recherche sur le cancer: conférence nationale pour les stagiaires des Instituts de recherche en santé du Canada. Retrieved.
Sévigny, A., & Tourigny, A. (recherche en cours), La participation des aînés aux soins palliatifs à domicile : des soins « par » et « pour » les aînés.
Sévigny, A., & Vézina, A. (1996), Les raisons qui motivent les aînés à utiliser ou à ne pas utiliser les services des organismes communautaires dans leurs stratégies de soutien à domicile. *Intervention, 103*, 26-35.
Théolis, M. (1996), Le maintien à domicile : la part des organismes communautaires et bénévoles. *Le Gérontophile, 18*(4), 19-24.
Théolis, M. (2000a), Le défi du partenariat. Établir des liens pour mieux intervenir. Le maintien à domicile par le milieu communautaire dans Lanaudière : comment, pour qui et pourquoi ? Joliette.
Théolis, M. (2000b), *Une part inestimable. L'action communautaire et bénévole dans le secteur du soutien à domicile*. Chertsey: Regroupement des Centres d'actions bénévole affiliés de Lanaudière.
Vézina, A., & Sévigny, A. (2000), *L'importance du visible et de l'invisible: la contribution des organismes communautaires au soutien à domcicile des personnes âgées : recension des écrits*. Québec : Centre de recherche sur les services communautaires, Université Laval.

La mise en scène de la participation sociale des retraités : l'exemple des initiatives intergénérationnelles

Valérie HUGENTOBLER
Politologue
Institut Universitaire Âges et Générations, IUKB,
case postale 4176, 1950 Sion 4, Valais, Suisse
valerie.hugentobler@iukb.ch

Cornelia HUMMEL
Dr en sociologie
Département de sociologie
Uni Mail, Université de Genève, 1211 Genève 4, Suisse
cornelia.hummel@socio.unige.ch

Axes de réflexion :

1. Le bénévolat dans les liens et les transmissions intergénérationnels : effets d'imposition ou/et de choix.
2. La cessation d'activité comme moment d'engagement des retraités : diversité des formes et du sens attribués aux engagements.

Préambule

La réflexion présentée dans cette contribution s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche qui débutera officiellement en septembre 2007. Nous nous proposons de présenter ici principalement le questionnement traversant le projet de recherche et quelques hypothèses.

Introduction

On assiste actuellement à un engouement tout particulier pour les initiatives intergénérationnelles. Depuis le milieu des années 1990, un grand nombre de projets et de réseaux ont vu le jour dans le monde associatif, incitant les retraités à s'engager dans des actions de solidarité entre les générations, et à réintégrer une « place dans la société » à travers des services rendus à la communauté. De multiples réseaux ont vu le jour : Entr'Age, Courant d'Ages, Alliance des âges, Link Age, MétissAge, Relais intergénérations, Intergeneration.ch, Atout'Age, etc. Sous ces appellations, des associations et des groupes d'individus, souvent issus du domaine de la gérontologie, affichent comme objectif commun des actions de solidarité entre les générations, tout en redonnant « *une place à la personne âgée* » (Nibona 2000). Ces groupes s'organisent en réseaux, mettent sur pied des rencontres thématiques (Académie d'été, conférences, etc.) et se dotent de textes fédérateurs sous forme de charte (Everaerts 2000). Dès 2003, un de ces réseaux est formalisé au niveau européen dans le cadre d'un partenariat d'apprentissage intergenerationnel intitulé NIGEL (Network for intergenerational learning), soutenu par le programme Sokrates - Grundtvig et la Confédération suisse (SER, Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche). Réunissant des acteurs engagés dans des projets intergénérationnels, le réseau NIGEL s'intéresse à « la dimension didactique de l'intergénération », qu'il essaie de comprendre à partir de sujets

essentiels comme le travail de mémoire, la culture du conflit, la médiation, le travail de paix, l'éducation à l'environnement, etc…

Comment interpréter le foisonnement de ces initiatives – projets – pactes - réseaux intergénérationnels qui marquent l'avènement d'un nouveau champ d'action sociale et répondant à un nouvel impératif social (que l'on pourrait nommer « la sollicitude intergénérationnelle »).

Des générations à l'intergénération

Depuis le milieu des années 1990, on voit s'opérer une transformation dans le maniement social de la question des générations. La question de l'allocation des ressources entre générations (qui plonge ses racines dans la mise en œuvre du droit à la retraite au milieu du XXème siècle) se voit doublée d'une autre question dont les référentiels sont bien différents, la question de la qualité des relations entre générations.

La préoccupation, voire l'inquiétude face un nouveau problème social potentiel, largement relayée par les médias, connaît en effet une accélération substantielle au cours de la dernière décennie. Dans ce contexte, les déclarations d'intentions pour un renforcement et un soutien à aux relations intergénérationnelles se multiplient, y compris dans le discours politique. L'Année internationale de la personne âgée (1999), dont le contenu est orienté sur les relations entre générations, constitue un puissant amplificateur. A titre d'exemple, en 2002, au plan fédéral, les associations faîtières des jeunes et des aînés signent un pacte entre générations. Ce pacte associe la Fédération des associations de retraités et de l'entraide suisse (FARES)[30] et le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ) et il réaffirme « la nécessité d'une société où chacun, quel qu'il soit, ait sa place sans devoir la ravir à d'autres ». Cette prise en considération met en évidence les mécanismes de réciprocité dans le sens où chaque groupe d'âge aurait bien sûr des droits mais aussi des devoirs envers les autres groupes d'âge. Dans le sillage de ce pacte, on assiste au développement d'une multitude d'actions, de projets, d'initiatives ayant pour objectif de stimuler, voire d'organiser les relations entre les générations.

Le foisonnement de ces initiatives intergénérationnelles soulève a) la question du postulat sur lequel ces projets sont basés (la co-existence entre les générations ne va pas de soi), b) une interrogation sur le sens de l'engagement des retraités dans ces projets.

a) A travers la traduction sélective de travaux théoriques sur les générations dans des pratiques professionnelles, on assiste à une problématisation des relations entre générations sous une forme inédite. En effet, « le problème intergénérationnel » se présente par le biais de sa résolution, autrement dit par le biais de la promotion des initiatives intergénérationnelles conçues comme « remède » à un nouveau mal social. Cette conception pose l'équation de l'encouragement des initiatives intergénérationnelles comme facteur essentiel de solidarité et de cohésion sociale pour contrer un risque de rupture entre les âges dans une société confrontée à la longévité. D'un discours sur les relations intergénérationnelles on passe à un discours sur l' « intergénération ». D'un adjectif (« intergénérationnel ») permettant de caractériser les relations intra- ou extrafamiliales, la question intergénérationnelle devient un substantif, l' « intergénération », objet en soi, regroupant un ensemble de pratiques et de discours. En devenant « intergénération », les relations entre les générations se transforment en remède social, enrayant un mécanisme d'éclatement en y opposant un mécanisme d'intégration, où les générations se côtoient dans les difficultés (exclusion du monde du travail aux deux âges extrêmes de la vie) et, idéalement, finissent par s'entraider dans une

[30] La FARES regroupe 27 organisations réparties dans tout le pays.

recherche d'insertion pour les jeunes et d'utilité sociale pour les aînés. Selon cette conception, l'intergénération d'aujourd'hui désigne non plus un conflit potentiel mais une recherche d'entente, qui va au-delà des « effets de générations » ou des différences, dans les modes de vie et dans les rapports au temps.

Auteur du premier guide méthodologique de l'intergénération (commandé par le Ministère français délégué à la Sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées à et la famille), Mohammed Malki pose l'équation entre le risque de conflit entre les générations et l'encouragement des initiatives intergénérationnelles de la façon suivante : « Dans une société confrontée à la longévité et au risque de rupture entre les âges, tisser des liens entre générations reste un facteur essentiel de solidarité et de cohésion sociale » (2005 : 4ème de couverture). Richard Vercauteren, dans son ouvrage au titre éloquent (« L'intergénération. Une culture pour rompre avec les inégalités »), pose le même type de constat argumentant que « la rapidité des changements technologiques et une certaine accélération de l'histoire ont donné à chaque génération une spécificité particulière, et des modes de vie ou des références collectives qui ont amplifié le processus de différentiation générationnelle » (2001 :17). La mission conférée à l'intergénération va donc au-delà de ce que Vercauteren nomme « un gadget d'animation sociale » (consistant à distraire des résidents d'EMS en invitant les enfants d'une crèche pour le goûter – exemple emblématique des premières initiatives intergénérationnelles), et vise à créer du lien social afin de préserver la cohésion sociale.

Ce postulat de base, la difficile coexistence des générations et la nécessité de rechercher plus de cohésion sociale, prévaut à la constitution des réseaux intergénérationnels et par ce biais, à l'émergence de nouveaux professionnels de l'action sociale. La création, en 1999, du Consortium International des Programmes Intergénérationnels (ICIP) est particulièrement éloquente. ICIP est, selon ses instigateurs, « la seule organisation internationale de membres adhérents visant uniquement la promotion de programmes, stratégies et politiques publiques intergénérationnels d'un point de vue global »[31]. Inauguré lors d'une rencontre internationale de « spécialistes intergénérationnels » aux Pays Bas en octobre 1999, ce consortium constitue « le point culminant de la vision et du travail des tous ceux qui comprennent l' importance de réunir les décideurs, les universitaires, et les praticiens pour promouvoir la pratique intergénérationnelle ». Ce réseau de nouveaux spécialistes, constitués principalement d'acteurs engagés dans des projets intergénérationnels, s'est fixé pour objectif la promotion et le développement des programmes et pratiques intergénérationnels (au niveau national et international) comme « agents de changement social global ». Il vise également à développer des outils d'évaluation et une approche systématique, qui permettrait d'appréhender les raisons du succès des programmes et pratiques intergénérationnels. La pertinence ou de la légitimité même des projets développés n'est jamais remise en question, dans une optique qui se fonde sur la nécessité intrinsèque et l'action indiscutablement positive de la démarche intergénérationnelle.

De manière générale, les travaux portant sur les mécanismes de production des initiatives de promotion des relations entre les générations sont inexistants. Les rares écrits repérés consistent en des répertoires descriptifs et de démarches de conseils avec des efforts évidents de diffusion de démarche pédagogique, mais ne proposent aucune analyse de ce phénomène.

b) On peut également s'interroger sur la réelle capacité de ces initiatives à redonner un rôle, voire une forme de pouvoir aux retraités impliqués, en investissant des espaces sociaux dont

[31] Extrait de la présentation de ICIP lors de la conférence finale du programme NIGEL, Berlin, juillet 2005 (publié sous forme de brochure + CD)

ils seraient potentiellement exclus. Les services rendus par les bénévoles viennent-ils pallier des lacunes qui pourraient être imputées aux pouvoirs publics (baisse de prestation dans les domaines du social, de la santé et de l'éducation)? Dans quelle mesure cette incitation à l'engagement social et associatif ne s'inscrit-elle pas dans une vision utilitariste, sous la forme de contre-prestation des personnes âgées incarnant une génération privilégiée du point de vue historique (Chauvel, 2002). Sous prétexte de bienveillance, s'agit-il finalement de demander aux personnes âgées de restituer une partie de l'aisance dont leur génération a bénéficié ? Dans cette dernière hypothèse, l'intergénération serait à considérer comme une conceptualisation séduisante d'une injonction plus pragmatique à l'augmentation des transferts intergénérationnels (intra et extrafamiliaux, matériels et non-matériels).

Les projets intergénérationnels développés en lien avec l'école illustrent bien la double interprétation du sens qui peut être attribué à l'engagement des retraités auprès des écoliers. En Suisse comme en France, les aînés qui fournissent une aide bénévole dans les classes sont nombreux. La définition des exactes des tâches qui leur incombent varient d'un projet à l'autre, mais pour l'essentiel, leur rôle est identique. Nous évoquerons l'exemple de l'association « Lire et faire lire », dont l'action est définie comme un « programme périscolaire d'ouverture à la lecture et de solidarité intergénérationnelle »[32]. Né d'une action menée à Brest dans les années quatre-vingt, ce projet dispose également d'un relais en Suisse romande depuis 2000. Dans son programme, l'association suisse de Lire et faire lire[33], propose de développer un « programme citoyen axé sur la lecture et l'ouverture à la littérature », tout en permettant de « faire participer les retraités à la préparation de l'avenir de ce pays, et d'affirmer leur utilité sociale fondamentale. Le lien intergénérationnel sera ainsi renoué, et les enfants bénéficieront ainsi d'une écoute personnalisée. » L'objectif de la « place retrouvée » pour la personne retraitée est ici clairement convoqué, avec un rôle prépondérant joué par les représentants des générations des aînés, susceptibles de marquer, à travers leur engagement citoyen, le futur de la société. Sous le discours valorisant des promoteurs de projet, et derrière l'importance attachée à la dimension pédagogique du concept de génération, à savoir la transmission du savoir intergénérationnel, nous constatons néanmoins que ces échanges entre générations sont aussi source de conflits et tensions entre les acteurs impliqués. La charte élaborée par l'association Lire et faire lire, qui définit les engagements des différents partenaires du projet, laisse apparaître en creux les enjeux de pouvoir et les stratégies de défenses de territoire développés par les professionnels de l'éducation face à l'irruption de ces nouveaux « partenaires » dans leur champs d'action. Dans un climat socio-économique de réduction ou de rationalisation des ressources, la charte stipule clairement le caractère bénévole de l'engagement du retraité ; ainsi, « si tous espère que son action permettra indirectement des progrès, notamment scolaires, il (l'intervenant retraité) reste vigilant à ne pas faire des leçons structurées comme un enseignant ». Tout en se défendant d'entrer dans une logique d'apprentissage scolaire « *Lire et faire lire* n'est pas un programme de soutien, ni d'accompagnement scolaire », ce projet vise une amélioration des compétences des écoliers (« faire baisser de façon significative le pourcentage d'enfants qui ne savent pas correctement lire et écrire »). Présenté sous un aspect ludique (« transmettre le plaisir de la lecture quotidienne »), dans une vision citoyenne (« apprendre aux générations à mieux se connaître »), l'engagement des retraités se fonde en réalité sur un constat d'échec ; l'enseignement dispensé par les professionnels ne suffit pas et le recours à des personnes âgées, « disponibles » à moindre frais, permet idéalement un soutien pédagogique accru. Les réticences observées chez les enseignants face à l'intervention des retraités dans les classes reflètent une attitude de défense d'identité et de statut, face un phénomène susceptible de

[32] Extrait du site www.intergeneration.ch
[33] http://www.lireetfairelire.ch/prog.html

discréditer leur action professionnelle. Utilisés pour leurs compétences et leur disponibilité, les retraités sont quant à eux placés dans une situation de tension perpétuelle, entre une exigence de qualité (dictée par l'obtention de résultats scolaires) et les limites de l'engagement bénévole.

Hypothèses

Considérant la prolifération des références à la question intergénérationnelle dans les contextes les plus divers et, constatant que ces références sont porteuses d'un sens qui est loin d'être homogène et consensuel, nous nous proposons d'étudier, dans un premier temps, la construction sociale du « problème intergénérationnel » dans les champs scientifique[34], politique[35] et de l'action sociale, puis , dans un deuxième temps, d'étudier la réponse apportée à ce « problème » par le biais de la constitution de « l'intergénération ». Cette réponse à un nouveau « problème social » prend la forme d'une gestion sociale des relations intergénérationnelles par des professionnels de l'intergénération. La réponse sociale au « problème intergénérationnel » est, ici, consubstantielle à l'autonomisation et la professionnalisation de la question intergénérationnelle sous la forme de l'intergénération ainsi qu'à la constitution d'un nouveau champ d'intervention sociale.

L'approche duale « problème social » - « réponse » nous servira d'hypothèse. Nous adopterons une démarche constructiviste pour étudier tant la problématisation de la question intergénérationnelle dans les trois champs retenus, que l'émergence de la rhétorique de l'intergénération et des actions qui s'en réclament dans l'espace social. On s'interrogera en particulier sur les justifications de la nécessité de promouvoir l'intergénération. Dans la préface de son ouvrage, Vercauteren souligne le danger d'un déni du problème intergénérationnel puisque « dans un certain sens, l'intergénération existe à l'état naturel, dans toutes les sociétés humaines, et chacun d'entre nous fait de l'intergénération sans le savoir, dès l'instant où il est inséré dans des relations d'échange avec des partenaires qui n'appartiennent pas uniquement à sa génération… ». La sociologie est appelée à la rescousse pour légitimer la nécessité d'une action intergénérationnelle : «…En revanche, comme le souligne fort à propos le sociologue Dominique Argoud : 'Si le concept d'intergénération a été défini, c'est qu'*un manque a été repéré*[36] et qu'il est ainsi tenté d'y remédier…en mettant en place des actions qui n'auraient pas spontanément existé' » (2001: 23). Notre intérêt porte exactement sur ce repérage, qui constitue à notre sens l'articulation entre le problème social « intergénérationnel » et la réponse proposée sous la forme de l'intergénération.

Références

CHAUVEL Louis (2002), *Le destin des générations*, Paris:PUF.

EVERARTS Geneviève (2000), L'évolution des projets intergénérationnels, in: L'Observatoire, *Inégalités et solidarités intergénérationnelles*, Liège: revue d'action sociale et médico-sociale, dossier no 29: 81-85.

MALKI Mohammed (2005), L'Intergénération : une démarche de proximité. Guide méthodologique, Paris : La Documentation française.

[34] Alan Walker (1993) souligne à ce propos que dans une grande partie de la littérature scientifique le « nouveau problème des générations » est repris et accepté dans une posture acritique, un consensus s'étant forgé autour des causes démographiques et économico-politiques d'un postulat transformé en fait établi.

[35] Nous incluons l'action des groupes d'intérêt dans le champ politique.

[36] Nous soulignons.

NIBONA Marjorie (2000), Les associations intergénérationnelles. Au-delà du discours, in: L'Observatoire, *Inégalités et solidarités intergénérationnelles*, Liège: revue d'action sociale et médico-sociale, dossier no 29: 89-91.

VERCAUTEREN Richard, PREDAZZI Marco, LORIAUX Michel (2001), *L'intergénération. Une culture pour rompre avec les inégalités*, Ramonville Saint-Agne : Erès.

WALKER Alan (1993), Intergenerationnal Relations and Welfare Restructuring : The Social Construction of an Intergenerationnal Problem, in : Bengston. L., Achenbaum A. (Eds), *The changing contract across generations*, New York: De Gruyter.

Table ronde 3 : Le pouvoir a-t-il un sexe et un état civil ?

Présentation de la table ronde par M. Charpentier

Le pouvoir et son exercice parmi les retraités et les personnes âgées, sont-ils liés à une sociologie particulière dans laquelle la relation au pouvoir renvoie à la fois au genre, à la génération et à la catégorie socio-professionnelle des retraités ?

Nombreux travaux et recherches ont démontré qu'il y a un vieillissement différencié selon qu'on est un homme et une femme, selon son statut socioprofessionnel, son orientation sexuelle, etc. Comment ces sources de marginalités-exclusions et de discriminations, vécues tout au long de la vie sous forme de racisme, sexisme, homophobie, auxquelles viennent s'ajouter l'âgisme, influencent-elles le vieillissement des personnes et conditionnent-elles leur rapport au pouvoir ? En quoi l'âge avancé a-t-il ou non, un effet particulier sur des relations de distribution du pouvoir entre diverses catégories sociales, par rapport aux autres âges de la vie ? Est-ce uniquement une question d'âge ou de génération ?

Dans cet atelier, une attention particulière sera portée sur les études de genre. La vieillesse est, dans les sociétés industrialisées modernes, principalement une « affaire de femmes ». Or, bien que le phénomène de féminisation de la vieillesse, surtout au grand âge, soit très connu, force est de constater que les femmes constituent encore aujourd'hui un groupe social peu représenté dans la littérature féministe et gérontologique (Membrado 2002 ; Burwell, 1985; Charpentier, 1995 ; Quadagno, 1999 ; Kérisit, 2000). En raison de leur plus grande longévité et de facteurs sociaux, économiques et politiques, les femmes âgées sont les principales concernées par la pauvreté et la solitude à la retraite, mais aussi par la « dépendance » et la vie en établissement d'hébergement pour personnes âgées. Puisque le genre conditionne l'expérience du vieillissement (Ray, 1999; Estes, 2001; Powell, 2001), il sera dès lors intéressant d'analyser, via nos recherches travaux respectifs, quelle conception les femmes aînées ont-elles construites du pouvoir, mais aussi, quelles marges de manœuvre se donnent-elles?

En effet, s'il y a reconnaissance d'une spécificité féminine et d'une exposition accrue pour les femmes aux «problématiques dites de la vieillesse», il y a aussi lieu de mettre en évidence la contribution sociale particulière de celles-ci, dans la sphère privée et publique. C'est d'ailleurs là, une autre contribution importante des théories féministes qui ont permis de critiquer le caractère sexiste des analyses traditionnelles et des pratiques de la démocratie (Lamoureux 2002; Scott 1998), dénonçant l'exclusion historique des femmes des partis politiques et valorisant leurs formes de participation citoyenne. En effet, avec les retraites anticipées et la possibilité de vivre plus vieilles et en meilleure santé, le temps disponible pour s'adonner à des activités bénévoles et associatives s'accroît. Le nouvel âge de la vie que représente «la retraite» apparaît ainsi comme une étape du cycle de vie privilégiée pour s'engager, que ce soit auprès des proches, dans des associations ou dans la vie politique (Pennec, 2004 ; Dorion, Fleury et Leclerc, 1998 ; Holstein, 1992 ; Haicault et Mazella, 1996). Plusieurs recherches présentées dans cette table ronde s'intéressent aux pratiques citoyennes des aînées, à leur forme de participation au sein des groupes (Panthère Grise aux Etats-Unis et en France, Mémés déchaînées au Québec, Baba Gaya en France,….) ? Au-delà de ces mouvements animés essentiellement par des femmes, comment s'intègrent-elles dans les mouvements de retraités ? Quel type de pouvoir et quelle influence sur les thématiques et les agendas

exercent-elles ? Qui détient, par exemple, le pouvoir tribunitien et l'autorité dans les organisations ?

« La classe ouvrière et son épouse »[37], ou Le syndicalisme et « ses » ménagères au moment de la retraite

Damien BUCCO, Contrôleur du Travail

- GRASS-CNRS (UMR 7022)
  59-61 rue Pouchet
  75849 PARIS CEDEX 17
- DDTEFP 85
  Cité Administrative Travot
  BP 789
  85020 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Tél. : 06.72.58.23.37
Mail : buccod@yahoo.fr / damien.bucco@dd-85.travail.gouv.fr

Dominique LOISEAU
Historienne et sociologue
Chercheuse associée au Groupe de Recherche en Géographie Sociale (GREGUM) de l'Université du Maine
6 rue Gay-Lussac,
44600 Saint-Nazaire
Mail : do.loiseau@wanadoo.fr

1963 :
« Les épouses des grévistes ne défilaient pas à côté de leurs maris, mais en groupes distincts, la main dans la main. De temps en temps elles entonnaient un chant composé par l'une d'elles :

"Amies, et femmes de mineurs
Unissons nos cœurs,
Et soyons toutes fières…
Où allons-nous ?
C'est la même question
Qu'aujourd'hui l'on se pose
C'est la misère dans beaucoup de maisons
Plus de sous pour les gosses…"

Malgré ce que ces phrases ont de plaintif, les femmes sont peut-être les plus acharnées à vouloir la poursuite de la grève : "Nous tiendrons…", répètent-elles à l'envi. »

Michel Legris, *Le Monde*, 22 mars 1963[38].

[37] Le tittre reprend de le titre de l'ouvrage de Cynthia Cockburn, "La classe ouvrière et son épouse : mouvement ouvrier, femmes, féminisme en Grande-Bretagne", Les cahiers d'Encrage, numéro hors série, 1992.
[38] Cité par M. Bonnechère dans *Le droit du travail*, p. 79.

2007 :
Parmi les 370 000 pensionnés des Charbonnages, environ 150 000 veuves, dont le revenu atteint parfois à peine 700 euros mensuels.

Le Monde, 24 mars 2007.

Nous présentons les premiers résultats d'une enquête exploratoire[39], s'efforçant de saisir la relation au syndicalisme des femmes non salariées, ou très peu de temps, au moment de la retraite du conjoint ou à son décès. Dans les deux cas, la période d'activité du conjoint s'est exercée durant les Trente Glorieuses et la décennie suivante. Nous nous situons principalement dans le contexte du syndicalisme retraité confédéré, la quasi-totalité des organisations syndicales disposant aujourd'hui de structures spécifiques. Les « syndicats de retraités »[40], sont en réalité majoritairement des associations loi 1901 (Béroud & Ubbiali, 2007) pouvant s'affilier à une confédération syndicale, sans différences sur le plan du recrutement et des cotisations.

Réalité devenue incontournable du paysage syndical français puisque selon les estimations entre le quart et le cinquième des adhérents des « grandes » confédérations sont des retraités (Godet & Mousli, 2006, p. 174 ; Amossé & Pignoni, 2006), le syndicalisme retraité exprime le *« refus d'une assignation sociale à l'oisiveté politique et [la] volonté d'un certain nombre de retraités de prendre place, en tant que tels, dans la "lutte des classes", en tant que sujets autonomes, émancipés de la tutelle syndicale des actifs »* (Bucco, 2004, p. 24). Mais que deviennent, syndicalement parlant, les « compagnes de l'ombre », les « accompagnatrices » dont le soutien au militantisme de l'époux s'est déroulé au sein du foyer, assurant la logistique, s'adaptant au rythme syndical, à la solitude, éventuellement servant de « petites mains » ? Certaines ont pu, surtout après 1945, s'investir elles-mêmes dans un militantisme associatif de quartier, apportant donc aussi un soutien collectif aux luttes ouvrières (Loiseau, 1996).

Souvent, retraite et/ou décès du compagnon syndiqué recomposent les rôles, refaçonnent les modalités de l'appartenance à la classe ouvrière. La *trame conjugale*, outil d'analyse des relations de l'épouse non salariée au syndicalisme du conjoint actif, se lit alors différemment.

[39] L'enquête porte sur plusieurs départements, entreprises et sections syndicales de retraités (Nantes, Saint Nazaire, Lille, etc.).

[40] Parler de « syndicats de retraités » est un abus de langage. En l'état actuel du droit positif, il n'est pas reconnu aux retraités « la possibilité de constituer des syndicats de retraités indépendants et spécifiques » (Rennes, 1985, p. 127). Il convient donc de distinguer deux types d'organisations. Le premier relève de la loi du 21 mars 1884 reconnaissant le fait syndical : il s'agit de *sections syndicale* de retraités (d'un syndicat d'entreprise) ou de structures syndicales dépendantes des syndicats professionnels. C'est le cas pour l'UCR-CGT, l'UNSA Retraités et depuis peu l'UNIR-CGC. Le second type relève de la loi de 1901 : il s'agit d'associations classiques (UCR-CFDT, UCR-FO, UNAR-CFTC).

1. Le rapport au syndicalisme quand le conjoint est actif

1.1. Appartenance et procuration militante

Les non-salariées, épouses de militants, sont proches des syndicats sans pour autant pouvoir y adhérer et ne savent pas toujours comment se désigner. Leur statut individuel et collectif est ambigu, que ce soit durant la vie active du compagnon ou à sa retraite. Ces relations complexes sont analysables selon les problématiques de la *complémentarité* et de l'*appartenance*, celle de l'*identité* leur étant transversale.

Leur appartenance subjective, revendiquée, à la classe ouvrière peut être liée aux origines familiales, mais s'exerce surtout par le biais du conjoint. Elle est objective du fait des conditions matérielles quotidiennes, mais dépend de l'emploi du compagnon, et non d'un emploi personnel. C'est une appartenance marquée par le symbolique, indissociable de l'idéal de complémentarité – particulièrement vif dans les décennies cinquante et soixante – qui sous-tend le partage du travail et du quotidien selon des rôles sexués : aux hommes l'extérieur, le public, aux femmes l'intérieur, le privé, même si bien des interférences existent.

Cette appartenance symbolique est d'autant plus forte que la compagne partage les références idéologiques de la classe ouvrière, et en particulier sa culture de lutte, soutient les grèves et/ou le militantisme de son compagnon, participant ainsi d'une conscience de classe.

Parfois le syndicat rend hommage à l'épouse d'un syndicaliste, à sa contribution à l'organisation de conditions conjugales propices à l'engagement marital. C'est en ces termes que Benoît Frachon évoque l'épouse de Gaston Jacquet, cadre syndical nantais du syndicat CGT de la métallurgie, à l'occasion de la cérémonie organisée pour son départ en retraite : *« Dans l'hommage mérité que nous rendons ce soir à Gaston, nous tenons à y associer sa compagne Renée qui a su, et nous l'en remercions au noms des travailleurs, accepter la difficile existence d'une femme de militant, avec tous les sacrifices que cela comporte. Mais Renée elle a su faire plus, elle a compris la justesse et la nécessité de la lutte menée par Gaston et l'a rejoint, épaulé, aidé dans son combat pour une vie meilleure »*.[41]

La façon dont les accompagnatrices se perçoivent par rapport à l'adhésion syndicale du mari dépasse les clivages entre confédérations. *« On a toujours été syndiqués. Je pense que j'y participais sans avoir ma propre carte. C'était nous deux, même si c'était lui qui y allait »*, dit Jacqueline, veuve d'un militant CFDT. *« J'étais d'accord, c'était le couple qui adhérait. Je donnais procuration pour militer car avec cinq enfants… »*, dit Blanche, veuve d'un responsable CGT. Toutes deux ont été salariées quelques années avant leur mariage, et Blanche était syndiquée, mais elles mettent en avant la relation de couple et le caractère familial de l'engagement : le syndicat est une « seconde famille » (Accardo, 1993) pour le militant et requière l'adhésion morale de ses proches, le consentement féminin à l'engagement de l'époux. Nous sommes dans la double problématique de la complémentarité et de l'appartenance. Nous sommes aussi, parfois, dans celle du sacrifice. Permanente à la CGT en 1936, Germaine Hénaff, à la suite de trois naissances rapprochées, « délègue » ses pouvoirs à son mari, afin *« qu'au moins il y en ait un de nous deux qui donne tout son temps »*. Ses interventions dans *La Vie Ouvrière*, organe de presse confédéral, se limitent dès lors aux pages cuisine et mode. Plus tard, elle essaie de parler de ce renoncement avec son mari, mais *« il m'a regardée sans comprendre ; lui qui était généreux, qui prêchait l'égalité des femmes, etc., il n'avait rien compris »*. (Roche & Taranger, 1995).

La médiation maritale imprime un rapport singulier au syndicalisme. Mireille, 76 ans militante associative de longue date (CSF, ACO puis CGT) qui n'a travaillé *« que onze ans »*

[41] Dossier « Départ en retraite de Gaston Jacquet (09/1969) », archives du Centre d'Histoire du Travail de Nantes.

comme employée dans une petite coopérative alimentaire, parle du syndicalisme comme du *« combat ouvrier de mon mari ». « Et c'est une fois mariés, que avec Bernard qui était déjà jeune délégué* [CGT]*, que là, j'ai compris le bien-fondé du syndicat »*.

La trame conjugale de l'investissement militant peut aussi se tisser selon un mode semblant plus égalitaire, lorsque les « femmes au foyer », que le mouvement communiste désignait autrefois sous le vocable de « ménagères », s'investissent dans un militantisme associatif.

1.2. Le militantisme associatif et la prégnance du modèle syndical d'entreprise

Dans la période considérée, l'espace ouvert aux femmes au foyer, conjointes de syndicalistes, est surtout celui du militantisme associatif de quartier. Selon le courant de pensée familial, il s'exerce au sein de la mouvance catholique-sociale (APF/CSCV, CSF) ou communiste (UFF)[42], mais présente, sur le plan qui nous intéresse, bien des points communs transcendant les oppositions idéologiques. Le syndicalisme d'entreprise des époux est constitué en modèle dominant, introduisant une hiérarchie militante sexuée. Ce modèle se traduit ainsi par un mode d'organisation et un vocabulaire similaires : en sections et syndicats pour la CSF puis pour l'APF/CSCV, avec la volonté de faire reconnaître leurs activités comme relevant d'un syndicalisme du cadre de vie, complément indispensable du syndicalisme d'entreprise. Même lorsque le nom de l'association ne comporte pas le mot « syndicat », des militantes la considèrent ainsi : *« l'UFF, c'est notre syndicat »*, dit une marseillaise (Loiseau, 1996).

Toutes apportent un soutien sans faille aux luttes ouvrières, exprimant leur sentiment d'appartenance, et souhaitent être reconnues par les confédérations syndicales. Or, cette reconnaissance –aux deux sens du terme– est effective mais ambivalente.

1.3. Trame conjugale et appartenance : les ambiguïtés

Etre nommée, c'est exister. Or, le soutien des femmes peut être apprécié, voire louangé, sans que celles-ci existent pour autant à part entière. Ainsi, lorsque les militantes de l'APF et de l'UFF organisent en 1963 l'accueil d'enfants de mineurs du Nord en grève, le message envoyé aux parents par le Comité de solidarité nazairien ne réfère aucunement aux militantes associatives, mais aux « femmes de militants », « femmes d'ouvriers », et mêmes « familles de militants ». De même, lors d'un conflit à la SNIAS en 1980, l'article de presse local rendant compte de la participation des épouses non salariées à une soirée de solidarité mentionne : *« gravité, calme, détermination, ainsi apparaissait samedi l'état d'esprit des femmes de la SNIAS »***.** Les intégrer à l'entreprise semble la seule manière d'appréhender des femmes au foyer combatives, tant les deux images se contredisent.

Pourtant, en militant, elles-mêmes estiment acquérir une identité individuelle, qu'elles expriment par *« maintenant, j'existe, je suis l'égale de mon mari »* (Loiseau, 1996), et une identité collective qui se traduit par un fort attachement à leur association. Mais la question de la définition sociale reste entière.

Syndicalement, la double problématique de l'appartenance et de la complémentarité suscite une interrogation *a priori* surprenante puisqu'elle concerne des épouses non salariées : adhérer ou pas ? Elle s'exprime parfois lors du soutien des conjointes à une lutte syndicale. Or les mineurs anglais en 1984, les marins-pêcheurs français en 1994, tout en demandant et appréciant le soutien apporté, refusent un rapprochement plus grand des femmes et du syndicat. Les mineurs leur refusent le statut de « membre associé », les pêcheurs le droit de

[42] APF/CSCV : Association populaire familiale, devenue en 1976 Confédération syndicale du cadre de vie ; CSF : Confédération syndicale des familles ; UFF : Union des femmes françaises.

voter sur la reprise ou la poursuite de la grève. Sans aborder la question de l'adhésion, un documentaire du réalisateur anglais Ken Loach montre l'imbrication de la lutte des dockers de Liverpool (en 1995-1996) et du soutien apporté par l'Association des femmes. L'une d'elles dit : *« Je suis mariée depuis 25 ans, je veux me mêler des affaires de mon mari. Le mariage, c'est le partage, non ? »*, et une autre : *« Nos hommes se battent. Le syndicat devrait nous soutenir »*[43].

L'appartenance symbolique est le moteur du soutien apporté, mais la complémentarité en trace les limites : si les deux membres du couple sont concernés par la lutte, celle-ci se déroule sur le terrain de l'entreprise et donc du seul mari. L'ambivalence est évidente, y compris du côté des épouses : en se rapprochant du syndicalisme, elles entérinent en même temps une forme de dépendance. Elles aspirent à être nommées, vues, reconnues, mais par le syndicat des époux. De ce point de vue, leur comportement au moment de la retraite du mari ou du veuvage semble davantage obéir à une continuité que celui du syndicat.

Un débat s'est ouvert à la CFDT de la décennie 1960 au milieu des années 70, sur la syndicalisation des femmes au foyer**.** Ainsi, des militants de l'UD du Maine et Loire suggèrent en 1962 la possibilité, vite écartée, que les épouses participent à la Commission Féminine. De même, la secrétaire d'une section syndicale très masculine relate que lors d'une soirée organisée pour fêter les résultats d'élections d'entreprise, deux épouses sont arrivées, disant : *« on a bien le droit de faire la fête avec vous »*[44]. Le malaise qui en est résulté renforce les difficultés des « femmes de », dont le manque d'autonomie et de reconnaissance sociale sont ainsi mis en évidence. Dans les deux cas, il s'agit pour les épouses d'affirmer la présence de celles qui contribuent au militantisme du conjoint *« en le rendant complètement disponible »* (Loiseau, 1996) dans le cadre d'un engagement syndical qu'elles considèrent comme le leur, bien que non concrétisé par une adhésion. Dans le milieu catholique-social militant (CFTC/CFDT), ce modèle illustre une parfaite harmonie entre théorie et pratique de la complémentarité. Toutefois, au-delà des divergences théoriques sur le travail des femmes avec la mouvance communiste, les pratiques révèlent bien des similitudes, comme en témoigne la « procuration » déjà évoquée, et le fait que jusqu'à la fin des années 1970, nombre d'épouses de cégétistes ne sont pas non plus salariées[45].

Lorsque le conjoint syndiqué est salarié actif, l'appartenance symbolique, vécue au niveau du foyer, peine donc à s'exercer publiquement, ou du moins pas aussi pleinement que certaines le souhaitent. Qu'en est-il à la retraite du conjoint, et/ou à son décès ?

2. Les syndicats de retraités, les épouses et les veuves

2.1. Appellations

Tout d'abord, notons une forte déperdition des effectifs syndicaux au moment de la retraite, estimée à 50 à 75%, liée à la rupture avec le milieu de travail et à la forte concurrence de multiples associations en direction des retraités. Participer au syndicalisme retraité est une démarche volontaire. Les situations varient selon professions, régions et confédérations : cotisation à l'ancien syndicat professionnel (ou sa section de retraités) ou au syndicat interprofessionnel des retraitéEs[46].

---

[43] Kenneth LOACH, *Les dockers de Liverpool*, 1997, 50 mn.

[44] Entretiens avec des militantes CFDT du Maine et Loire.

[45] Le « partage » du public féminin mis en oeuvre entre la CGT-salariées et l'UFF-ménagères prend sens également dans ce contexte.

[46] Sous réserve d'une recherche plus approfondie sur l'article 2141-2 du nouveau Code du Travail, et bien que cet article ait été réformé par deux fois en vue d'assouplir les conditions d'adhésion, les organisations syndicales n'ont pas vocation à syndiquer les veuves n'ayant jamais travaillé. Les organisations de retraités relevant de la loi de 1884 pratiquent donc, et ce depuis longtemps, une syndicalisation dont la licéité est sujette à discussion, mais qui indique leur pragmatisme, leur volonté d'inclusion des pensionnées de réversion dans la population

La situation est également complexe en ce qui concerne les intitulés. Certains syndicats s'intitulent « retraités-veuves », mais si l'Union Confédérale des Retraités CGT (UCR) regroupe les « retraités, pré-retraités, veuves et veufs », son bimestriel *Vie Nouvelle*, mentionne simplement en couverture : « magazine de l'union confédérale des retraités CGT ». Il en est de même pour son site internet, mais celui-ci indique – comme un sous-titre – « organisation pour l'action syndicale en direction des retraités, pré-retraités, veufs, veuves et chômeurs âgés ». Le terme « retraités » semble donc unifier les différentes composantes, mais son intitulé au masculin, reproduisant le fonctionnement syndical traditionnel, fait disparaître les femmes, quelle que soit leur situation. Par contre, la sexuation dans l'intitulé d'une catégorie apparaît pour les veufs/veuves ; or, de par la structure par sexe et par âge de la population, ceux-ci sont moins nombreux que les veuves. « On » s'est préoccupé de les faire apparaître ; à juste titre certes, mais à sens unique. Situation complexe, comme cette phrase de la CGT-IEG (industries électriques et gazières) pour la journée d'action d'octobre 2006 : *« l'action des retraités et veuves à l'appel de notre Union fédérale des retraités et de l'UCR »*.

Du côté de la CFDT, si certains syndicats se sont d'abord appelés « retraités-veuves », la tendance actuelle est à l'appellation unique de « retraités », dite unificatrice, à Lille comme à Saint-Nazaire : *« en adhérant, la veuve entre dans…on ne veut pas faire de catégories »*. Mais cette intégration dans la grande famille des retraités s'accompagne-t-elle d'une réelle prise en compte des statuts différents ? A l'extrême, on peut citer cet exemple : l'UNSA Retraités a pour branche « retraités » de la police une association, l'Union Nationale des Retraités de la Police, selon un accord de partenariat. Un tiers des membres en sont des veuves, non comptabilisées dans le partenariat, et de ce fait non partie prenante de l'UNSA Retraités ! (Bucco, 2008).

Pourtant, l'adhésion des femmes et plus particulièrement des veuves est un élément non négligeable pour les syndicats, ne serait-ce que sur le plan des effectifs. Quelle est leur relation avec le syndicat des retraités.

2.2. Regards croisés sur la syndicalisation des veuves, voire des épouses

2.2.1 Du côté des syndicats

Le syndicat des retraités nazairiens CFDT fait depuis longtemps une démarche systématique en direction des veuves, pour savoir si elles souhaitent adhérer ; les urbaines répondent en général plus favorablement, et ce sont des adhésions durables. Elles cotisent en fonction de leur revenu. A Lille (UL-CFDT des retraités), la préoccupation est d'accroître les effectifs, donc il ne faut pas que ce soit « une adhésion familiale » (en fait où le mari seul adhère, les deux membres du couple s'estimant ainsi représentés), il faut que les conjointes adhèrent aussi, quel que soit leur statut antérieur, salariée ou épouse au foyer ; cela se justifie aussi parce que tous et toutes ont des problèmes de retraités (revenus, équipements municipaux). Se pose parfois la question du montant de la cotisation, pour les épouses n'ayant jamais eu de revenu propre. Par ailleurs, l'UL de Lille ne fait pas de démarche systématique en direction des veuves, mais considère que suggérer aux deux conjoints d'adhérer prépare le maintien de l'adhésion du conjoint survivant.

La politique nationale cégétiste est d'encourager les épouses à venir aux assemblées générales trimestrielles, pour comprendre la vie syndicale maintenant qu'elles se positionnent

---

syndicalisable. Il n'existe à notre connaissance aucun contentieux sur le sujet et cette disposition ne semble pas s'opposer au principe du libre recrutement syndical des adhérents consacré par la jurisprudence. Dans les cas des UCR relevant de la loi de 1901 ce point ne fait pas débat *a priori* puisque les veuves peuvent adhérer comme n'importe quel individu.

hors de l'entreprise, « en proximité », sur les lieux de vie, et parce que, vue leur fréquente gestion du budget familial, le syndicat peut mieux argumenter après les avoir écoutées. En Loire-Atlantique, du moins dans les plus gros syndicats, la CGT pratique une démarche de syndicalisation systématique des veuves. Le syndicat retraités de Massey-Ferguson, dans le Nord (métallurgie), ne semble pas la faire, mais son histoire est particulière : des épouses de militants et des veuves se sont investies dans la lutte contre la fermeture de l'entreprise en 1984 et continuent à participer au syndicat de retraités, toujours existant. Quant aux épouses, une militante précise que *«c'est pas prévu que les épouses viennent* [dans les statuts] *mais disons que ça apporte un plus quand même […] et elles ont été tellement privées de leurs maris pendant un quart de siècle parce qu'ils militaient, elles ont le droit d'en profiter à la retraite, quand même ! »*. Le montant de la cotisation (discutée en entretien avec douze épouses ou veuves) n'est pas clair là non plus : toutes les veuves semblent payer la cotisation minimum quels que soient leurs revenus, mais les avis divergent pour les épouses n'ayant pas de revenus propres. Les épouses venant aux réunions ne sont d'ailleurs pas toutes adhérentes : *« prendre une carte, c'est plus pour militer, être responsable ; mais quand on accompagne un militant, ben on adhère à deux »*, indique une membre du bureau. Nous retrouvons l'adhésion par couple.

2.2.2 Du côté des femmes

Pour la veuve comme pour le syndicat, même si celle-ci n'a jamais été salariée – ou seulement quelques années – l'adhésion peut être motivée par la défense des droits à la pension de réversion, mais également des droits spécifiquement liés à certaines professions. Ainsi s'explique que les syndicats de mineurs se soient tôt préoccupés de l'adhésion des veuves pour le logement ou le remboursement des soins.

Toutefois d'autres considérations sont aussi avancées (comme indiqué ci-dessus à Massey-Ferguson, glissement de l'adhésion par appartenance quasi-objective (la veuve perçoit la pension de réversion et se syndique pour la défendre) à l'adhésion par appartenance symbolique (participation à la lutte du mari). Ce second moteur de l'adhésion est également à l'oeuvre dans la motivation souvent énoncée, tant par les veuves que par les responsables syndicaux, à savoir adhérer pour affirmer la continuité de l'engagement du mari, comme une sorte de « passage de relais », de « continuité syndicale » *au second degré*. Cette adhésion par « fidélité » est parfois discutée dans le couple au préalable. Frédéric Sawicki cite un militant socialiste, membre de la CGT, qui évoque la question de la syndicalisation pour sa femme lorsqu'il décèdera. Le politiste y voit une fonction de « sécurisation » de la syndicalisation ; continuer le combat du mari au-delà de sa mort, fidélité à l'être, se traduisant par la fidélité à ce qui lui était cher. Dans certaines régions ou syndicats, les responsables considèrent que la fidélité au mari est la cause première de l'adhésion, avant la fidélité au syndicat, et bien avant la défense de ses intérêts de veuve (Sawicki, 1997).

Une adhésion « à la place de… », par défaut, la veuve non salariée étant autorisée et s'autorisant (voire accomplissant une forme de devoir) à pénétrer sur un terrain qui, jusque-là, ne pouvait être le sien. Cas limite de l'adhésion « par défaut » que les réponses d'une veuve syndiquée à un questionnaire aux membres d'une section de retraitéEs : elle l'a rempli en répondant par « il », c'est-à-dire en parlant de/pour son mari, et non en son nom propre ![47] Néanmoins, les « accompagnatrices » deviennent soudain visibles, pour elles-mêmes et pour le syndicat, avec la possession d'une carte syndicale à leur nom, en leur nom propre. Elles acquièrent ainsi une identité sociale.

[47] Nous devons cette anecdote à Matthieu Jarry, doctorant lillois.

La dimension de loyauté est présente dans leur éventuelle reconnaissance au syndicat qui les a défendues pour la réversion, dans le « passage de relais », la dimension « mémorielle » liée à la conjugalisation de l'engagement : *« des personnes touchant une pension de réversion, et parmi les plus âgées, vont parler de la carte syndicale comme un lien (et une fidélité au conjoint) à une globalité additionnant, dans une sorte d'uniformisation, l'entreprise, les organisations syndicales et les activités* […]. [Elles] *s'identifient peu, voire pas du tout, au lieu d'exercice professionnel du conjoint. Même celles qui ont vécu en cité EDF ne se sentent pas "liées" à l'entreprise. Par contre, elles se disent plus concernées par les activités sociales »* (Iforep, 2000, p.50). Nous reviendrons sur ce dernier point.

Un membre des « retraités-veuves CGT des ardoisières de Trélazé » (Maine et Loire) explique que les veuves ayant, avant leur mariage, travaillé en-dehors des ardoisières, adhèrent pourtant à ce syndicat car *« leur coeur est chez les mineurs. »* Nous sommes bien toujours dans la double problématique de la complémentarité et de l'appartenance. Le « cœur » est un élément déterminant aussi pour « les femmes des Massey » : parmi leurs motivations pour adhérer au syndicat de retraités de leurs maris – outre leur participation déjà citée à la lutte contre la fermeture de l'entreprise – figure leur plus grande disponibilité maintenant qu'elles-mêmes sont en retraite (car la plupart ont été salariées, notamment, disent-elles, à cause des faibles salaires des époux), et le désir de *« profiter de leurs maris »*. Elles viennent à leur syndicat car eux, qui y sont très investis, ne seraient pas allés ailleurs pour les rejoindre, elles. Elles sont attirées aussi par le côté « grande famille », le fait qu'il s'agisse d'un syndicalisme actif, unissant revendications, convivialité et loisirs. Enfin, elles étaient parfois, avant la retraite, des « petites mains » de leur mari militant, chez elles ou, par exemple, à la commission loisirs du CE, *« pour aider »*.

2.2.3. Les épouses, les veuves et l'action syndicale retraitée

Comme déjà indiqué, le changement dans la relation au syndicat commence dès la retraite (parfois même avant) quand des épouses, sans pour autant être toujours adhérentes, participent aux activités de la commission loisirs ou aux assemblées générales. Elles y interviennent souvent peu, mais des cas existent où elles votent, comme les adhérentEs. Parfois, les adhérentes ex-salariées trouvent cela un peu « bizarre », davantage, semble-t-il, que les hommes. A la CGT 44, les maris sont plutôt contents de leur présence, et elles peuvent participer aux votes (peu nombreux par ailleurs) sauf s'il s'agit de voter sur les statuts internes. Avec la retraite de l'époux, et donc la disparition du terrain de l'entreprise, syndicat et épouses se rapprochent, et la discussion avec le mari est parfois plus facile que lorsqu'il s'agissait des événements au sein de l'entreprise. *« Elles sont plus partie prenante quand le mari est retraité, elles se trouvent plus à égalité »*, dit l'une d'elles. Le couple y puise éventuellement un moyen de resserrer ses liens, par une pratique enfin commune qui, pour certains, rappelle l'Action Catholique Ouvrière des « Trente Glorieuses ». Il faut à nouveau souligner la force d'attraction du syndicalisme professionnel pour les « accompagnatrices », mais aussi pour les militantes associatives de quartier. Il demeure une référence première, fondant l'appartenance symbolique mais longtemps inaccessible, y compris pour celles estimant mener sur les quartiers une lutte de type syndical.

Les cas minoritaires d'épouses au foyer adhérant aux retraités du vivant de leur mari existent donc ; à l'apparente impossibilité statutaire correspond le flou des pratiques, les textes traduisant parfois les interrogations sur la conduite à adopter : *« Que deviennent les femmes de retraités (sans droits personnels)* […] *? Si leur rôle pouvait ne pas sembler s'imposer dans une activité largement dominée par la profession, aujourd'hui* […] *la responsabilité des retraités s'étend à tout ce qui compose le cadre de vie dans lequel mari et épouse vivent ensemble le temps de la retraite. La conjointe a-t-elle sa place dans l'action*

retraités ? ». Ce texte CFDT de 1985 (congrès UCR de Dourdan) est toujours d'actualité.

L'épouse ex-non salariée allant avec son mari au syndicat des retraités, ou la veuve se syndiquant, sont dans l'ensemble de la société plutôt atypiques, d'un point de vue personnel et d'un point de vue de couple. Dans une étude des années 1980, Danielle Chabaud-Rychter montre que tout se passe comme si l'espace socialement assigné aux femmes circonscrit au travail domestique, devait encore se réduire avec l'âge (des hommes âgés, pour sortir, se mettent à faire les courses, reléguant la compagne à l'intérieur) pour que reste marqué l'écart avec l'espace masculin. Cet écart explique en partie que les veuves, même adhérentes, restent en général peu actives, hors peut-être les activités conviviales, et soient assez peu présentes dans les manifestations. Il n'est pas toujours aisé d'estimer leur participation : la manifestation de la rentrée 2004 à Nantes sur la réforme de la réversion, donc concernant au premier chef les veuves ou futures veuves, regroupe à l'appel de la CGT environ 2.000 retraités, mais on y dénombre peu de femmes. Pour expliquer leur mobilisation difficile, y compris sur leurs droits « propres », il faut évoquer l'âge plus élevé que celui de la moyenne des retraités pour les pensionnées de réversion, leur habitude de déléguer, les modalités de leur syndicalisation. Se retrouve l'influence de la « conjugalisation de l'engagement » ou de l'adhésion, ainsi que le degré et l'ancienneté de cette conjugalisation. *« Ca vient de leur passé, de leur éducation, ces femmes-là qui ont maintenant 75, 80 ans…et en particulier celles de la campagne. Les femmes qui étaient salariées vont davantage aux manifestations »*, explique un ex-responsable des retraités CFDT de Saint-Nazaire.

Les veuves sont plus au coeur des activités de convivialité que des activités revendicatives, tension entre continuité du combat de l'époux et affirmation en son nom propre dans la défense de ses droits. Que mettent en place les syndicats pour les intégrer à l'action revendicative ? Quelles conditions d'accès et d'entrée à un militantisme d' « anciens », qui présuppose implicitement, en amont, une « carrière » syndicale et militante ? A la limite, la justification, par les UCR, de la pratique d'adhésion des veuves apparaît parfois relever du même registre que celle des associations d'anciens combattants : celui de la « solidarité ». Commentant l'évolution des effectifs de la section CGT 44 des retraités de la construction dont il est responsable, A. Labarre dit : *« une grande solidarité continue de s'exprimer et en toutes circonstances car c'est le nombre de veuves qui a le plus progressé »* (Informations Fédérales, 2004, p. 2).

Adhésions à deux vitesses, avec une dimension sexuée marquée, même si l'on rencontre également des hommes qui participent peu. J.-P. Fragnière, chercheur suisse, parle des veuves syndiquées comme « des adhérentes de seconde zone » (Fragnière & al., 1996) ; ce terme « second » reflète ce qu'a été – dans la complémentarité pourtant vécue comme une relative égalité – la vie de ces épouses, du moins par rapport à la sphère publique et à la reconnaissance sociale en son sein.

Outre l'influence d'un capital militant-syndical reconnu, la retraite de droit direct confère *« une plus forte légitimité à défendre des droits qui ont été acquis par l'acquittement de cotisations »* (Viriot Durandal, 2003, p. 175). Les militants de la convivialité (LSR) – même s'ils participent aussi aux tâches militantes quotidiennes – ont eu souvent une responsabilité limitée, plutôt orientée vers le « social » (CE, mutuelles…). Comme on y retrouve aussi des veuves ou des épouses, il faut considérer que dans les divers cas, la « fraternité » compte autant que les objectifs organisationnels et revendicatifs. Ainsi, dit un cheminot retraité, à l'UNSA, les conjointes rejoignent le syndiqué après la réunion, pour les activités conviviales. Elles arrivent parfois un peu avant la fin, mais restent silencieuses, *« dans un petit coin »*. Et les veuves syndiquées participent peu. Fragnière décrit de même le fonctionnement des réunions des sections syndicales de retraités suisses : *« Un pas en arrière,*

discrètement, mais sûrement, leurs épouses sont là, invitées à participer à quelques volets des activités des groupes. Rarement en première ligne, plutôt dans des rôles de services. Quelquefois, elles font partie de la famille, y compris après le décès de leur conjoint » (Fragnière & al., 1996, p. 93).

Quand elles veulent s'investir davantage, elles se heurtent parfois à la difficulté des syndicats à les reconnaître en tant que militantes intervenant directement. Ainsi, dit Gisèle, veuve de mineur : *« les femmes ne participent pas à la vie syndicale dans le milieu minier, sauf lors des grèves et encore, pas toujours ; quand j'ai été veuve* [en 1973, à 42 ans], *comme on le fait assez souvent dans les cités minières, on prend la carte syndicale.* [En 1975, premières élections où des veuves peuvent être présentées aux CA des caisses de secours — revendication CGT – elle est élue, seule femme] *Les femmes n'allaient pas aux réunions, ne se mêlaient pas. Eux étaient là pour nous protéger, ils ont très bien défendu nos revendications de femmes, mais ils préféraient que ce soient eux…*[Parfois] *on me regardait un peu de haut. Une femme de mineur qui se permettait de… »* (Le Tirant, 2002, p.153/54)

Il s'agit là d'une tendance générale, même si des exemples contraires existent (les « veuves de l'amiante », par exemple), les épouses des militants de Massey-Ferguson représentant une sorte de compromis entre les diverses situations possibles : les épouses participant aux réunions (sans toujours adhérer) y parlent peu, *« car les maris sont plus dans le bain ; mais elles sont là »*, et certaines en discutent chez elles, y compris en s'opposant. Elles sont actives dans les loisirs, pour le côté « grande famille », mais vont aussi à toutes les manifs *« qu'il pleuve ou qu'il neige »*. Elles ont envie d'être au courant, même si elles lisent peu les documents : ce sont les maris qui les informent, ou le rapport d'activité lors des AG. Plusieurs font maintenant davantage de choses avec leurs maris, même s'il s'agit plutôt d'une activité de « petite main » du grand militant. Elles sont environ une douzaine de femmes actives, voire très actives, sur la cinquantaine de retraités du syndicat.

Conclusion

Les questions identitaires soulevées par la relation conflictuelle pour les femmes entre complémentarité et appartenance sont, sous les formes évoquées, en voie de disparition ou en extinction progressive, compte tenu du développement continu de l'activité salariée féminine.

Toutefois, environ 2,5 millions de femmes se déclarent encore « au foyer ». Et si 80% des femmes de 25 à 49 ans sont actives, cela signifie que 20% ne le sont pas. Sont-elles au foyer par rotation, en permanence ? Ont-elles une immatriculation sécurité sociale pour avoir un tant soit peu travaillé ? On peut raisonnablement supposer que, dans les nouvelles générations, les épouses de militants font plutôt partie des 80% d'actives, mais il reste à le vérifier, et à ne pas oublier celles qui peuvent être « à la marge ». Il reste aussi à savoir si leur travail est alors perçu, par elles et par leurs époux, comme un facteur d'identité, et si elles souhaitent et peuvent mener une activité militante syndicale. La légitimité sociale s'est déplacée de la figure de la femme au foyer vers celle de la femme salariée, mais les femmes au foyer n'ont pas disparu pour autant, et avec elles tout ce que supposent les concepts de complémentarité et d'appartenance. Simplement, on ne les « voit » plus. Il se pourrait d'ailleurs que la problématique de la complémentarité fasse retour sous une forme nouvelle parmi les nouvelles générations de femmes salariées autour de la question du temps partiel considérée socialement comme un nouveau salaire d'appoint féminin (Angeloff, 2000).

Enfin, les politiques et pratiques décrites s'insèrent dans une appréhension plus globale des relations entre femmes et syndicalisme, et posent plus largement la question de la nature même de l'adhésion syndicale, du rapport entre adhésion, travail et non travail, ainsi que celles des conditions sociales (et statutaires) de possibilité - en terme de légitimité et de carrière syndicale - d'accès et d'appropriation de l'outil syndical.

Bibliographie :

ACCARDO Alain, « Une faillite politique. Entretien avec un militant du PCF », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°96-97, mars 1993, pp. 80-86.

AMOSSE Thomas, PIGNONI Maria-Teresa, « Les transformations du paysage syndical depuis 1945 », in *Données sociales*, mai 2006, pp. 405-412.
ANGELOFF Tania, *Le temps partiel : un marché de dupes ?*, Syros, Paris, 2000.

BUCCO Damien, *« La retraite syndicale ». Approche sociologique du syndicalisme retraité CGT de l'agglomération nantaise*, mémoire de DEA de sociologie, Université de Nantes, 2004, 212 p.

BUCCO Damien, « L'UNSA Retraités, une présentation », in BUCCO Damien, UBBIALI Georges (coord.), *Les nouveaux champs de syndicalisation. Le syndicalisme des retraités en France et en Europe* (à paraître en 2008).

CHABAUD-RYCHTER Danielle, « Les échanges de travail domestique entre mères et filles », in *Pénélope*, n°13/1985.

COCKBURN Cynthia, "La classe ouvrière et son épouse : mouvement ouvrier, femmes, féminisme en Grande-Bretagne", Les cahiers d'Encrage, numéro hors série, 1992.

Fédération nationale des salariés de la Construction CGT, *Informations Fédérales*, supplément n° 1 au n° 357, avril 2004.

FRAGNIERE Jean-Pierre, PUENZIEUX Dominique, BADAN Philippe, MEYER Sylvie, *Retraités en action. L'engagement social des groupements de retraités*, Ed. Réalités Sociales, Lausanne, 1996.

GODET Michel, MOUSLI Marc, *Vieillissement, activités et territoires à l'horizon 2030*, La Documentation Française, Paris, 2006.

IFOREP, « Personnels en inactivité de service et personnes âgées des Industries électrique et gazière. Activités sociales et lien social », *Les Cahiers de l'IFOREP*, n° 97, juillet 2000.

LE TIRANT Dominique, *Femmes à la mine, femmes de mineurs*, Ed. du Centre d'Histoire Minier, Lewarde, Coll. « Mémoires de Gaillette », 2002.

LOISEAU Dominique, *Femmes et militantismes*, L'Harmattan, Paris, 1996.
RENNES Pascal, « Circulaire D.R.T. n° 13 du 30 novembre 1984 », in *Droit Ouvrier*, avril 1985, pp. 127-130.

ROCHE Anne, TARANGER Marie-Claude, *Celles qui n'ont pas écrit. Récits de femmes de la région marseillaise 1914-1945*, Edisud, 1995.

SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Belin, Paris, 1997.

UBBIALI Georges, *La professionnalisation des directions syndicales à la CGT et à la CFDT. Eléments pour une socio-histoire*, thèse de sociologie, Université de Paris I, 1997, 584 p.

VIRIOT DURANDAL Jean-Philippe, *Le pouvoir gris. Sociologie des groupes de pression de retraités*, PUF, 2003.

Le pouvoir d'agir des femmes aînées en milieu d'hébergement : une perspective féministe

Maryse SOULIÈRES
UQAM
Vigi Santé Inc.
2055 Northcliffe
Montréal, Québec
H4A 3K6
Téléphone : 514-788-2085, poste 342
Fax : 514-788-2905
Courriel : soulieres.maryse@courrier.uqam.ca

Michèle CHARPENTIER
UQAM
CP 8888, succursale centre-ville
Montréal, Québec
H3C 3P8
Téléphone : 514-987-3000, poste 2080
Fax : 514-987-8795
Courriel : charpentier.michele@uqam.ca

Résumé :

La question du pouvoir des femmes âgées demeurant en milieu d'hébergement est discutée à partir d'une conception féministe de l'empowerment. Les difficultés du quotidien dans ces milieux de vie collectifs et l'importance qu'y prennent les liens sociaux semblent expliquer les stratégies d'empowerment privilégiées par les résidentes rencontrées.

Mots clés : Personnes âgées; femmes; hébergement; empowerment; recherche qualitative; travail social; féminisme.

Le rapport au pouvoir des femmes aînées est tributaire d'une double discrimination sociale, liée au genre et à l'âge. Pour les femmes âgées qui demeurent en milieu d'hébergement, s'ajoutent les stéréotypes négatifs associés à ces univers clos de même que leur situation de dépendance plus ou moins marquée envers le personnel. Au-delà des préjugés et des fausses croyances, comment ces résidentes âgées vivent-elles leur rapport au pouvoir? Quelles sont les stratégies d'empowerment qu'elles privilégient et qu'elles développent?

Nous présentons ici les résultats d'un mémoire de maîtrise en travail social[i] qui, adoptant un cadre théorique féministe, s'attarde à la vision subjective de 13 femmes âgées de 74 à 98 ans et vivant dans divers types de ressources d'hébergement collectif. Leur témoignage lève le voile sur leur quotidien et présente une conception de l'empowerment qui déjoue la dichotomie habituelle entre dépendance et pouvoir.

1. Le contexte de l'étude

1.1 Vieillissement de la population et féminisation de la vieillesse

La société québécoise, comme toutes les sociétés occidentales, est vieillissante. Parmi les aînés, ce sont les individus du très grand âge qui connaissent l'accroissement le plus spectaculaire : la population âgée de 80 ans et plus a augmenté de 42% entre 1991 et 2001 (Statistique Canada, 2002). À ce « vieillissement interne » de la population âgé s'ajoute le phénomène de féminisation de la vieillesse. La prévalence des femmes par rapport aux hommes de leur génération s'accentue progressivement avec l'avancée en âge : on trouvait en 2001 soixante-douze québécois pour 100 femmes de 65 ans et plus, et un homme pour cinq femmes centenaires (Statistique Canada, 2004). Tout comme pour les générations plus jeunes, le fait d'être une femme âgée s'accompagne d'inégalités sociales aux conséquences importantes : représentations sociales négatives des femmes âgées, discrimination, pauvreté.

1.2 Privatisation des milieux d'hébergement et vulnérabilité des clientèles

Au cours des années 1990, la prise en charge publique des personnes âgées dépendantes a été révisée en profondeur : l'accent a été mis sur le maintien à domicile et on a alors assisté à un fort mouvement de désinstitutionalisation. L'accès aux centres d'hébergement publics étant restreint aux personnes en très lourde perte d'autonomie, on a observé un développement accéléré des résidences d'hébergement privées venant prendre le relais du réseau officiel. Pour la plupart soumises à des réglementations minimales, ces ressources privées accueilleraient aujourd'hui plus de 80 000 personnes âgées au Québec, par rapport à 38 000 dans les institutions publiques. Depuis quelques années, les partenariats privé-public se multiplient sous diverses formes, si bien que les auteures parlent de plus en plus d'un métissage des établissements d'hébergement (Charpentier, 2004).

Malgré l'hétérogénéité de leur condition et de leur situation, les caractéristiques des personnes âgées hébergées témoignent de certains facteurs de vulnérabilité. Une vulnérabilité liée d'abord à une dépendance fonctionnelle plus ou moins marquée. En effet, les milieux d'hébergement, tant privés que publics, assistent à un sévère alourdissement de leur clientèle. À cela s'ajoute une vulnérabilité sociale trop souvent sous-estimée et liée notamment au genre (la majorité des personnes hébergées étant des femmes), mais aussi à l'ethnie, aux conditions économiques et à l'isolement social (Charpentier, 2002). Certaines auteures en viennent à dire que le processus de relocalisation lui-même, en déracinant l'individu de son environnement physique et social, entraîne la vulnérabilité des aînées et dilue leur pouvoir (Schuster, 1996; Willcoks et al., 1987). Les résidentes sont le plus souvent perçues, en continuité avec les rôles sociaux qui leurs ont été attribués toute leur vie, comme des personnes dépendantes, nécessairement passives et sans pouvoir, sans opinion et sans parole. Au cœur des débats sociaux entourant la qualité de vie des personnes âgées hébergées, la parole de ces femmes aînées se fait malheureusement peu entendre...

2. Féminisme et gérontologie

Reconnaissant la féminisation de la vieillesse, mais aussi celle des milieux d'hébergement, ce mémoire s'inscrit dans les tentatives récentes de rapprochements théoriques et pratiques entre les études féministes et la gérontologie. Le féminisme est complexe: il s'agit à la fois d'un mouvement social, d'une approche d'intervention et de multiples écoles de pensée

s'inscrivant dans la famille des théories structurelles et contestataires. Jusqu'à récemment, les aînées ont été peu présentes dans les préoccupations des féministes. En gérontologie, on observe la même réticence par rapport à l'adoption d'une lecture féministe. Pourtant, force est de constater que les facteurs structuraux de notre société patriarcale ont influencé toute la trajectoire de vie des femmes et que cela ne peut qu'avoir des impacts réels sur leur vie au grand âge, non seulement au niveau de leur statut socioéconomique mais aussi, par extension, de leur santé et de leur milieu de vie. Dans le contexte de ce mémoire, le féminisme est apparu d'autant plus pertinent qu'il reconnaît l'importance, mais surtout la validité du vécu et de la parole des femmes. Se faisant, le féminisme permet de joindre une vision interactionniste centrée sur la réalité subjective des femmes, à une critique structurelle de niveau macrosocial.

Nous considérons que l'*empowerment* doit faire l'objet d'une conceptualisation réfléchie qui tienne compte des particularités de cette clientèle en perte d'autonomie. Il s'agit de développer une conception de l'*empowerment* qui évite les dichotomies usuelles entre le pouvoir et la dépendance (Morell, 2003) et qui soit en mesure de refléter les stratégies improvisées par les résidentes à travers leur quotidien. La définition suivante du pouvoir nous apparaît inspirante : « Le pouvoir, c'est la capacité d'agir ou de ne pas agir sans crainte des conséquences, quelle que soit la solution retenue » (Micheline De Sève, 1988 dans Lemay, 2001 : 27). L'approche retenue vise à comprendre le sens que les résidentes âgées ont construit du pouvoir à travers leurs expériences de vie. Cette vision de l'*empowerment* respecte le premier pouvoir dont dispose les résidentes, soit celui de définir leur propre existence, leurs besoins et leurs priorités. En permettant la réappropriation de leur vécu quotidien et en affirmant la crédibilité de leur parole, le processus de recherche devient une partie intégrante du processus d'*empowerment* des participantes. Cependant, il apparaît crucial d'associer à cette première lecture une vision féministe structurelle permettant une analyse macrosociale du pouvoir qui tienne compte du contexte actuel. Ceci permet d'éviter une sur-responsabilisation des aînées en analysant les barrières structurelles à l'*empowerment* des résidentes : manque de ressources à domicile, places limitées en hébergement public, coûts associés aux résidences privées, fardeau des aidantes familiales et des professionnelles, etc.

3. Une méthodologie qualitative: la subjectivité des résidentes

La recherche auprès des populations âgées en perte d'autonomie, surtout celles qui sont fragilisées ou marginalisées, présente souvent d'importants défis au niveau méthodologique. Dans le cadre de la recherche *Paroles de résidents*, le recrutement a été réalisé par l'intermédiaire des milieux d'hébergement, sélectionnés de façon à refléter leur diversité. La collaboration des responsables nous semblait essentielle pour diminuer les risques de représailles envers les participantes. Les premiers contacts étaient donc faits auprès des gestionnaires, à qui l'on demandait d'identifier les personnes de 65 ans et plus en mesure de participer à l'étude. Parmi cette liste, les personnes étaient choisies en fonction de la théorie des cas contraires de façon à obtenir un échantillon diversifié (âge, origine ethnique, niveau d'autonomie, durée de séjour). Dans le cadre de ce mémoire, nous n'avons retenu que les données recueillies auprès des femmes âgées. L'échantillon est donc constitué de 13 femmes âgées de 74 à 98 ans, vivant en résidence privée, CHSLD (public et privé) ou ressource intermédiaire. La majorité d'entre elles demeuraient depuis plus de 3 ans dans le milieu d'hébergement où nous les avons rencontrées. Compte tenu du fait que quatre femmes ont préféré ne pas réaliser la deuxième rencontre, les données présentées se basent sur un total de 22 entrevues semi-directives auprès des femmes âgées.

Afin de permettre aux participantes de se familiariser avec les procédures de la recherche et de développer un lien de confiance, chaque résidente a été rencontrée à deux reprises pour des entrevues d'environ 45 minutes chacune. La première entrevue portait sur la trajectoire de vie des femmes, les circonstances entourant leur arrivée en milieu d'hébergement, ainsi que leur emploi du temps actuel; la deuxième entrevue abordait la question de l'exercice de leurs droits au quotidien ainsi que de leurs stratégies d'empowerment (utilisation de scénarios au besoin). Toutes les entrevues réalisées ont fait l'objet d'une codification thématique. Des portraits analytiques ont été rédigés pour chaque participante (analyse verticale) et des analyses transversales comparatives ont été réalisées.

4. Les résultats : La continuité dans les rôles sociaux

4.1 Violence symbolique du « placement »

Tel que souhaité par les politiques publiques, les femmes que nous avons rencontrées semblent être demeurées dans leur domicile « le plus longtemps possible ». En ce sens, l'entrée en milieu d'hébergement est généralement conçue comme une nécessité, une dernière solution. Le déménagement se fait généralement dans un contexte déstabilisant (décès du conjoint ou à hospitalisation, par exemple). Dans ces conditions, les femmes âgées sont parfois dépassées par les événements et sont « prises en charge » par leurs proches ou encore par les professionnels. La vaste majorité des femmes n'avaient pas visité le milieu d'hébergement avant d'y emménager définitivement : « Mes filles sont venues voir et le lendemain, j'emménageais. Elles avaient vu et elles avaient dit 'bon, on va essayer ça' » (Mme Lord, 94 ans). Cette prise en charge se pose pour plusieurs en continuité avec leur trajectoire de vie, au cours de laquelle elles ont s'en remettre à l'autorité paternelle, puis à celle de leur conjoint. Ainsi, plusieurs semblent trouver un grand sentiment de sécurité à s'en remettre aujourd'hui à leurs enfants ou au personnel de l'établissement pour prendre les décisions qui les concernent. D'autres, généralement celles qui présentent un parcours de vie davantage en rupture avec les rôles sociaux traditionnels (femmes qui ont occupé des emplois rémunérés par exemple), ce souci de leurs proches a été vécu comme de l'ingérence. Le témoignage de ces femmes est alors fortement teinté de résignation et le ton est parfois amer.

Bref, pour la majorité, le processus entourant l'entrée en milieu d'hébergement a été synonyme de perte de contrôle et de pouvoir. L'exercice de l'autonomie décisionnelle est très peu présent dans le récit de leur trajectoire de placement. Loin d'être un déménagement « comme les autres », l'arrivée en milieu d'hébergement est plutôt vécue comme une perte de contrôle par rapport à son propre avenir et à ses choix de vie, mais aussi par rapport à leur environnement : peu incluses dans la sphère publique, le domicile de ces femmes représentaient l'espace où elles pouvaient exercer leur pouvoir. Cela explique sans doute en partie pourquoi toutes les femmes rencontrées ont dit ne pas se sentir « chez elles », comme si la résidence leur apparaissait comme un moindre mal : « C'est entendu que j'aimerais mieux vivre chez moi. […] Mais, sachant que c'est impossible, je n'ai pas le choix : il faut que je vive en résidence. Alors, j'essaie de m'adapter » (Mme Fournier, 84 ans).

4.2 Importance des liens sociaux au quotidien

Pour ces femmes âgées, l'appréciation de leur nouveau milieu de vie est très clairement centrée sur les liens sociaux qu'elles tissent avec le personnel et avec leurs pairs. Les témoignages de bonne entente, d'affection et même d'amitié avec le personnel sont fréquents. Plusieurs femmes ont aussi exprimé beaucoup d'admiration pour le travail accompli par les

préposées qui sont souvent surchargées. Elles déplorent d'ailleurs le manque de stabilité et le fort roulement des employées, insistant sur le fait que les nouveaux visages sont déstabilisants et insécurisants. Quant aux liens que les participantes entretiennent avec les autres résidentes, ils semblent être fragiles. Il est vrai que les tensions ouvertes, les désaccords ou les mésententes restent rares; le discours des femmes porte d'abord sur la bonne entente qui règne dans le milieu, faisant parfois allusion à des relations fraternelles, de l'entraide et de l'amitié. Assez rapidement cependant, on remarque que les anecdotes racontées se posent en contradiction avec cette vision harmonieuse. Les répondantes hésitent le plus souvent à se lier d'amitié avec les autres résidentes, craignant leur départ ou leur décès. Elles soulignent la difficulté de vivre dans un milieu collectif où la promiscuité exacerbe les tensions et les incompatibilités. Mais par-dessus tout, il semble que la confrontation quotidienne avec la maladie et les pertes demeure l'aspect le plus difficile pour elles de la vie en milieu d'hébergement. Côtoyer tous les jours des gens ayant des pertes cognitives ou des comportements dits « perturbateurs » (errance, agressivité, désinhibition sexuelle) est particulièrement pénible.

Malgré ces tensions et contraintes, toutes insistent sur l'importance d'entretenir de bonnes relations avec tout le monde dans le milieu. Ce discours se place en continuité avec les rôles sociaux traditionnellement dévolus aux femmes et qui sont centrés sur le maintien de relations interpersonnelles harmonieuses. Malgré la grande violence symbolique de leur « placement » ainsi que leur sentiment de ne pas être chez elle, elles continuent donc d'endosser le rôle social qui leur a toujours été dévolu en tant que femmes. Ce désir d'éviter les conflits ouverts semble d'ailleurs se trouver au cœur de leurs stratégies d'*empowerment* au quotidien.

4.3 Stratégies d'empowerment et rôles sociaux féminins

Il importe ici de rappeler que la majorité des participantes se disent satisfaites de leur milieu de vie où elles trouvent un sentiment de sécurité. Elles se sont d'ailleurs formellement dissociées des scandales rapportés dans les médias et liés à des situations de mauvais traitements, en affirmant que c'était bien loin de leur réalité. Il n'en demeure pas moins que les milieux d'hébergement, accueillant des clientèles vulnérables, deviennent des microcosmes sociaux où l'on peut observer un déséquilibre de pouvoir entre le personnel (aidantes) et les résidentes (dépendantes). Sans qu'elles ne le formulent ainsi, les participantes comprennent ce déséquilibre de pouvoir et saisissent très bien qu'il n'est pas à leur avantage, rendant inconfortable une attitude de revendication. Les propos de plusieurs participantes laisse entrevoir la crainte d'être « étiquetées » par les employées, d'être prises en aversion ou de subir des représailles.

Les participantes cherchent toutes à éviter les confrontations directes, les tensions et les conflits. Chez certaines, cette volonté se traduit par une attitude résignée d'abdication : elles ne semblent plus avoir le désir ou la capacité d'exercer un quelconque contrôle sur leur quotidien. Elles se font prendre en charge, elles s'abstiennent de formuler toute critique et évitent même de « sonner la cloche » pour demander de l'aide. Cette stratégie s'accompagne parfois d'un sentiment d'impuissance et leur discours est amer : « Qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse? On est mieux de se fermer notre boîte puis d'endurer... Je ne m'en occupe pas. [soupir] » (Mme Navaro, 98 ans). Pour d'autres cependant, l'abdication est plutôt vécue plus ou moins positivement : ce lâcher-prise est associé à un sentiment de sécurité pour ces femmes qui, au cours de leur vie, ont remis leur pouvoir décisionnel entre les mains de leur père, puis de leur conjoint et enfin, de leurs enfants.

D'autres femmes choisissent de privilégier des stratégies de contournement : limiter les contacts en demeurant dans leur chambre; utiliser l'humour pour détourner les conflits; conserver des collations dans leur chambre afin de ne pas avoir à en demander; prendre des ententes spéciales avec une employée en qui elles ont confiance, moyennant parfois une certaine redevance monétaire. D'autre part, le maintien des tâches socialement sexuées procure à plusieurs un sentiment de pouvoir et de contrôle sur leur quotidien : malgré leur perte d'autonomie, elles font l'entretien de leur chambre; elles offrent de mettre les tables; elles assistent les résidents qui sont dans le besoin. Elles retrouvent ainsi un statut « d'aidantes » plutôt que « d'aidées ». Ces stratégies, qui semblent typiquement « féminines », sont les stratégies les plus répandues dans le quotidien des femmes que nous avons rencontrées.

Bien que minoritaires, certaines résidentes sont en mesure de défendre leurs droits de façon plus directe, en formulant des demandes ou des commentaires aux personnes concernées. Il est intéressant de noter qu'elles font partie d'une minorité de femmes dont la trajectoire de vie s'est toujours posée en réaction aux rôles traditionnels que la société leur imposait et qui ont pu maintenir une certaine indépendance, notamment par l'exercice d'un emploi rémunéré. Pourtant, même chez ces femmes davantage revendicatrices, on retrouve toujours en sourdine la volonté de « ne pas déranger » et la crainte de compromettre leurs bonnes relations. La défense de leurs droits ne se concrétise que dans des propos polis, dans une démarche respectueuse et compréhensive.

C'est donc dire que, pour la grande majorité des femmes que nous avons rencontrées, le contexte de dépendance et de vulnérabilité dans lequel elles se trouvent se transpose dans une volonté ferme d'éviter les conflits et les confrontations directes. On observe une réticence généralisée à utiliser les mécanismes de protection et les recours formels qui ont été mis en place pour favoriser le respect des droits des personnes hébergées.

5. La nécessité de repenser les mécanismes de protection et l'intervention sociale

Lorsque vient le temps de défendre leurs droits, les résidentes optent en grande majorité pour des stratégies quotidiennes marquées par le contournement ou par l'abdication. Un tel constat permet de mieux comprendre pourquoi les nombreux mécanismes mis en place pour favoriser le respect des droits des personnes hébergées et prévenir les mauvais traitements à leur égard demeurent sous-utilisés par les résidentes. Les résultats de cette étude confirment les propos d'auteurs de plus en plus nombreux (Charpentier et Soulières, 2006; Charpentier, 2002; CDPDJ, 2001): les mécanismes pour assurer le bien-être des résidentes existent mais ils ne sont malheureusement pas adaptés à la réalité des personnes âgées qui demeurent en milieu d'hébergement. En effet, plusieurs options s'offrent aux femmes âgées qui voudraient prendre action et dénoncer le non-respect de leurs droits : commissaires aux plaintes, recours auprès de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, accompagnement par les comités de résidents, etc. Sans remettre en question la pertinence de ces instances, nous avons constaté que, nonobstant le statut privé ou public du milieu, les résidentes ne se tournent que très rarement vers les mécanismes formels de plaintes.

Les raisons pouvant expliquer cette constatation sont multiples. Mais il est frappant de constater que l'ensemble de ces recours se fonde sur la formulation d'une plainte « contre » des gens que les résidentes ont appris à connaître et dont elles dépendent au quotidien, plainte qui, de surcroît, est adressée de façon plus ou moins procédurale à un inconnu. En somme, ils sont construits sur une conception « classique » de la défense des droits, telle que conçue par

les générations plus jeunes et influencée entre autres par le mouvement syndical androcentrique. Cette forme de revendication repose sur la connaissance de ses droits, mais aussi sur la volonté et la capacité individuelle de réclamer justice par la voie de procédures officialisées. Or, pour la grande majorité des femmes âgées hébergées que nous avons rencontrées, la réalité est toute autre. Lorsqu'on comprend le caractère fondamental des liens sociaux tissés dans le quotidien des résidentes, il n'est pas surprenant que celles-ci hésitent à « mordre la main qui les nourrit ». Elles parlent plutôt de la gentillesse et de la générosité des employées, présentent les services reçus comme étant des « privilèges » et expliquent les « écarts de conduite » des employées par une surcharge de travail ou une trop grande fatigue.

Nous ne prônons pas le retrait de ces mécanismes : nous suggérons plutôt d'y joindre une approche différente, basée sur des interventions sociales plus près de la réalité des résidentes. L'un des constats les plus fondamentaux qui ressort des témoignages recueillis est l'importance que les résidentes âgées accordent aux relations sociales dans leur quotidien. Conséquemment, ce sont ces liens sociaux qui devraient se trouver au cœur des interventions. À ce titre, on peut questionner l'absence relative des intervenantes sociales dans les milieux d'hébergement, celles-ci agissant généralement de façon individuelle et ponctuelle. Il semble pourtant que leur rôle gagnerait à être élargi, renouvelé. Tout d'abord, il est essentiel de nommer les tensions et, disons-le, les violences qui sont présentes dans les milieux et qui demeurent le plus souvent occultées. Toutes les résidentes, sans exception, ont souligné les difficultés du quotidien dans ces milieux de vie collectifs où la promiscuité exacerbe les conflits. L'apport des travailleuses sociales pourrait prendre diverses formes : médiatrices entre les résidentes; intervenantes milieu; accompagnatrices et avocates de la défense des droits. Par ailleurs, elles pourraient assumer un rôle de conseillères auprès du personnel et l'outiller dans la gestion respectueuse des conflits. C'est avec un esprit de collaboration, tant avec les résidentes qu'avec le personnel et les responsables des milieux, que nous serons en mesure de rejoindre une majorité de femmes incluant celles qui préfèrent se taire plutôt que de se plaindre ouvertement.

Finalement, il serait utopique de parler de l'*empowerment* des résidentes sans aborder aussi celui des femmes qui travaillent dans les milieux d'hébergement. En ce sens, les interventions répressives apparaissent peu profitables et il nous semble plus intéressant de miser sur la formation continue et le support au personnel. Enfin, au niveau macrosocial, un travail imposant reste à faire afin de contrer la discrimination âgiste dont sont victimes les personnes âgées en général et, de façon encore plus marquée, les femmes aînées en perte d'autonomie.

En conlusion… la parole aux résidentes

Plusieurs des femmes que nous avons rencontrées maintiennent, dans le quotidien des milieux d'hébergement, les rôles sociaux qu'elles ont endossés au cours de leur vie. La capacité différentielle des résidentes âgées de défendre leurs droits semble être étroitement liée à la façon dont, au cours de leur vie, elles se sont positionnées par rapport aux stéréotypes et aux rôles socialement sexués. Comme le soulignaient Herr et Weber (1999: 6; traduction libre), « les droits ne se font pas respecter d'eux-mêmes. […] Les personnes qui ont passé toute une vie à acquiescer aux figures d'autorité ne se sentent pas, au grand âge, subitement confortables dans des rôles qui demandent de l'affirmation de soi ». La relation au pouvoir des femmes âgées d'aujourd'hui est tributaire de leur vie au sein d'une société patriarcale qui accordait aux hommes les formes de pouvoir publiques et formelles. Faut-il se surprendre

alors qu'arrivées au grand âge, ces dames utilisent peu les recours calqués sur ceux du marché du travail, très androcentrique et duquel elles ont été exclues toute leur vie? Doit-on en déduire que les résidentes âgées n'exercent aucun pouvoir dans leur quotidien? Ou faudrait-il plutôt en conclure qu'il nous appartient d'adapter nos pratiques et nos interventions à leur réalité particulière, afin de soutenir leur processus d'*empowerment*?

Pour terminer, nous aimerions laisser la parole aux résidentes rencontrées. Elles savent, avec des mots souvent simples mais combien justes, exprimer les banalités du quotidien autant que les grandes évidences de la vie. Nous n'avons eu, en réalité, qu'à les écouter et tenter de saisir toute la portée de ce qu'elles nous ont si généreusement confié.

> *« On dirait qu'on n'a pas de place, nous les vieux. Tu sais moi, j'ai déjà été jeune, mais eux n'ont jamais été vieux. Alors comment voulez-vous qu'ils nous comprennent? »* (Mme Lafrance, 96 ans)

Bibliographie:

Charpentier, Michèle et Soulières, Maryse (2006). *Paroles de résidents. Droits et pouvoir d'agir (empowerment) des personnes âgées en résidences et en centres d'hébergement*, Rapport de recherche présenté au Ministère de la santé et des services sociaux et au Secrétariat aux Aînés.

Charpentier, Michèle (2004). « De l'institution au marché : Transformation de l'hébergement des personnes âgées et enjeux actuels », *Vie et vieillissement*, vol 3, no 2, pp. 2-8.

Charpentier, Michèle (2002). *Priver ou privatiser la vieillesse? Entre le domicile à tout prix et le placement à aucun prix*, Québec : Presses de l'Université du Québec.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (2001). L'exploitation des personnes âgées, vers un filet de protection resserré. Rapport de consultation et recommandations.

Herr, Stanley S. & Weber, Germain (1999). "Aging and Developmental Disabilities. Concepts and Global Perspectives", dans Herr, S.S. & Weber, G. (Eds). *Aging, Rights, and Quality of Life. Prospects for Older People with Developmental Disabilities*. Baltimore: Paul H. Brookes Publishing Co, pp. 1-16.

Lemay, Gaëtane (2001). *Le rapport au pouvoir des femmes et des hommes et la représentation des femmes au bureau de la FTQ*, Mémoire en travail social, sous la supervision de Nancy Guberman, UQAM.

Morell, Carolyn (2003). "*Empowerment* and long-living women: return to the rejected body", *Journal of Aging Studies*, vol 17, no 1, pp. 69-85.

Statistique Canada (2004). *Le Canada en statistiques*. Disponible sur le site internet : www.statcan.ca

Statistique Canada (2002). *Profil de la population canadienne selon l'âge et le sexe : le Canada vieillit*, Série analytique du recensement de 2001, Canada.

Willcocks, Dianne; Peace, Sheila & Kellaher, Leonie (1987). *Private lives in public places. A research-based critique of residential life in local authority old people's homes*, London: Tavistock Publications.

Genre et pouvoir associatif. Les associations ont-elles un genre ?

Daniel REGUER,
Maître de conférences en sociologie,
CNRS, CIRTAI-UMR IDEES, Université du Havre.

Notre objet d'étude sur le genre et le pouvoir associatif interroge le constat déjà connu de la sous représentation féminine dans la responsabilité associative. Il présente un intérêt supplémentaire pour une population caractérisée par l'avance en âge au sein de laquelle les femmes sont surreprésentées, notamment les femmes seules, que l'on pourrait penser plus encline à une vie sociale extrafamiliale. Notre objet est de surcroît de nature à faire apparaître un aspect de la production sociale, du changement de comportement d'une génération retraité au début de la décennie 2000, qui a vécu la période de transformation de la place des femmes dans la société. Nous ne serons pas surpris de constater une plus grande complexité que ce qui apparaît immédiatement et surtout des situations spécifiques où la responsabilité féminine apparaît moins ségrégative, cohabitant avec des situations de maintien des inégalités. Notre réflexion s'appuie sur deux enquêtes revisitées, dont l'objet initial n'était pas centré spécifiquement sur la responsabilité associative. Aussi, à l'échelle du territoire d'une commune, l'échantillon très faible de responsables associatifs, alimente une approche exploratoire, sans que les résultats ne puissent être généralisés.
Notre interrogation part donc de trois éléments de contexte, qui nous ont amené à émettre l'hypothèse d'une plus grande égalité dans les groupes les plus féminins.

I/ Un contexte général

1. Transformations de la vie associative des retraités

En premier lieu, depuis la première enquête de l'INSEE sur les participants aux associations en 1967, la vie associative des retraités a vécue de nombreuses transformations. L'enquête du CREDOC sur les comportements de loisirs des français en 1978-1979, montrait que les hommes sont plus nombreux (53,1%) à adhérer à une association que les femmes (41,3%). C'était un sujet d'actualité, ça l'est toujours. Déjà, en 1983 dans un numéro spécial de la revue Gérontologie et Société, Dan FERRAND-BECHMAN remarquait que « la grande masse des membres des associations représentent des « consommateurs-usagers » dont certains se transforment en « bénévoles-responsables et actifs » pour interroger « qui sont ces « meneurs » bénévoles ? »48. Un raccourci entre ces deux données pourrait associer les femmes aux « consommateurs-usagers » et les hommes aux « bénévoles-responsables et actifs ». DURKHEIM interrogeait déjà au sujet de l'engagement collectif : « quels sont les groupes les plus aptes à rappeler perpétuellement … ce salutaire sentiment de solidarité »49. Durant les trente glorieuses, les associations pouvaient se développer relativement librement sur les marges d'une économie en pleine croissance dans le cadre d'un Etat-Providence. Les changements que l'on entrevoyait alors, n'étaient pas sans lien avec les initiatives de politiques publiques volontaristes, qui avaient recommandé la création d'associations de

[48] FERRAND-BECHMAN D. « le surgissement de l'acteur citoyen : les personnes âgées dans les associations », Gérontologie et Société N° 26 « La vie associative et les plus de 50 ans », octobre 1983.
[49] DURKHEIM E., *De la division du travail social*, Quadrige/P.U.F, Juin 1991

retraités, de clubs, comme on disait essentiellement à l'époque. Le nombre de ces clubs était passé, en l'espace d'une dizaine d'années, entre 1972 et 1983, de 10 000 à 20 000 clubs en France. On constatait alors que « le niveau social des membres des clubs … est assez faible »50. La mission qui était donnée à ces clubs était essentiellement de rompre l'isolement. On s'adressait encore à l'époque, pour l'essentiel, à une population qui était relativement démunie, tant sur le plan économique que sur celui de la scolarité. Peu avaient eu la chance de poursuivre des études beaucoup au delà de 12-14 ans. C'était une population dont le type de comportement correspondait à la retraite-retrait (GUILLEMARD 1972)51. Depuis lors, d'autres travaux sur les retraités, notamment ceux du CREDOC52, ont montré une croissance de la vie associative durant les dernières décennies. Ces résultats confortent ceux de plusieurs de nos enquêtes. Cette démographie associative s'accompagne d'une recomposition des populations qui y participent : plus âgée, plus ouvrière, plus féminine. Ce phénomène est encore plus vrai pour les associations de retraités. Appelle-t-il une recomposition des caractéristiques des responsables associatifs ?

Dans le même temps, le fait associatif s'est largement transformé. D'un côté, il s'est accru considérablement, de l'autre, une part de son accroissement résulte plus de la simplicité de son statut juridique, indépendamment d'une volonté d'engagement pour la défense d'une cause ou d'un projet social. De plus, il s'inscrit dans un contexte d'aspiration citoyenne à prendre part aux responsabilités. Peu importe qu'« il entre dans la mise en œuvre [du bénévolat ou de la responsabilité associative] un nombre d'autres mobiles »53 que la seule solidarité. La forte participation à l'élection présidentielle en constitue un indicateur, autant que l'émergence de la loi de janvier 2002 qui rend obligatoire la consultation des usagers. Ce mouvement d'opinion n'est pas sans lien avec une période d'institutionnalisation des entreprises dites du secteur de l'économie sociale et solidaire, organisées en sociétés de personnes et non en sociétés anonymes de capitaux. Certes la création d'un secrétariat d'Etat à l'économie sociale et solidaire a été éphémère, certes, aussi, toutes les régions de France disposent d'une délégation dans ce domaine, certes, enfin, l'existence d'une délégation interministérielle à l'économie sociale s'inscrit désormais dans la durée depuis 1981 et a fait l'objet d'une réaction aussi vive que feutrée lorsqu'un risque de suppression est apparu. Ce mouvement « participationniste » n'est pas sans liens avec un mouvement plus général de recherche de rapprochement des lieux de décision, des préoccupations directes des usagers. Les lois successives de décentralisation s'inscrivent dans cette logique. On ajoutera que les associations ne sauraient être considérées comme le seul lieu de l'expression collective d'une vie sociale, ni même d'une responsabilité sociale. Alors que la participation associative caractérise des groupes sociaux plus munis de ressources culturelles, sociales, financières, d'autres groupes, notamment chez les ouvriers, ont une pratique sociale, parfois même de responsabilité, de façon extra institutionnelle donc peu lisible socialement.

Dans la même période, plus récente, depuis les années 70 et 80, les associations ont été plus généralement contraintes d'envisager leurs actions dans des cadres financiers plus rigides qui accompagnaient les politiques publiques. On peut penser qu'une exigence de service a pu se

[50] LEMEL Y., PARADEISE G. « appartenance et participation à des associations », *Economie et statistique,* n°55, 1974, p 41-46
[51] GUILLEMARD A.M. *La retraite, une mort sociale, sociologie des conduites en situation de retraite* Mouton 1972
[52] BERTHUIT F., CHOKRANE B., HATCHUEL G., "L'évolution des opinions et des comportements des seniors depuis vingt ans en France - Une approche statistique", Cahier de recherche N°129 Juin 1999
[53] VEBLEN T. *Théorie de la classe de loisir,* Paris, Gallimard, 1970

substituer à un mouvement de conscience de l'émergence d'un groupe social spécifique entre travail et vieillesse.

Ces premiers éléments de contexte, font apparaître le phénomène associatif comme une grille de lecture de la société.

2. Un élargissement du temps social entre travail et vieillesse

Il n'est pas de colloques ou d'ouvrages sur le vieillissement qui se ne plaît à rappeler, plus pour y trouver une légitimité que pour les besoins de l'analyse, la « croissance démographique du nombre de personnes âgées ». Pour autant, une deuxième transformation majeur est intervenu au cours du demi siècle qui vient de s'écouler, c'est moins l'accroissement du nombre de personnes très âgées (REGUER 2006)54 ou l'émergence d'un « 4ème âge » que l'intercalage d'un nouveau temps social entre travail et vieillesse (GUILLEMARD 1980)55. Or, ce temps est sexué et ces majorités féminines s'affirment plus fortement encore avec l'avance en âge, critère retenu pour l'organisation du retrait de la production qui constitue un aspect de notre objet d'étude. Ces changements nous autorisent alors à formuler l'hypothèse d'une responsabilité accrue des femmes dans un univers où elles sont d'autant plus nombreuses qu'elles sont en meilleure santé que les hommes, à « âge naissance » égal. L'insertion différenciée et inégalitaire des hommes et des femmes aux responsabilités associatives semble, de plus, mériter un regard particulier, dans un contexte de politiques publiques volontaristes. Il importe, en effet de percevoir le degré de diffusion dans les pratiques sociales, des politiques de quotas de femmes dans les candidatures aux responsabilités politiques, ou, encore, dans l'instauration de politiques de diversité visant un développement de l'accès des femmes aux responsabilités dans l'entreprise. Toutes ces initiatives relancent le débat sur leurs enjeux et leurs effets (BENDER, 2004)56, mais aussi sur les conditions et lieux sociaux de cette féminisation. Y a-t-il des activités, dans lesquelles la responsabilité féminine a pu s'affirmer plus directement ? Aux changements dans le développement de la vie associative s'ajoute alors une transformation socio-démographique qui fait que l'affirmation d'une utilité sociale dans le temps de l'après travail est rendu possible, surtout pour les femmes, avec l'accroissement de la période où on n'est ni occupé à la production, ni atteint par les maladies et handicaps qui accompagnent le vieillissement avancé.

3. Une féminisation spectaculaire du salariat

A ces changements s'ajoute une troisième dimension : une féminisation spectaculaire du salariat et « l'accès à la citoyenneté ». Certes, le travail des femmes a toujours existé, mais sans parfois être déclaré, notamment dans les petites entreprises familiales ou exploitations agricoles, où se confondaient les rôles de chef de famille et de chef d'entreprise, puisque parfois famille et entreprise ne pouvaient être distinguées. Il n'en demeure pas moins une considérable transformation de la place des femmes dans le processus de production extra familial, extra domicile, sans que soient disparues les inégalités de genre dans l'insertion sur le marché du travail (MARUANI 2003)57. Or, ces femmes qui avaient 20 ans dans les années

[54] REGUER D., (Sous la direction), *Vieillissement et parcours de fins de carrières : Contraintes et stratégies*, ERES, 250 pages 2006.
[55] GUILLEMARD A.M., *La vieillesse et l'Etat*, PUF 1980
[56] BENDER, « égalité professionnelle ou gestion de la diversité : quels enjeux pour l'égalité des chances ? », *Revue française de gestion n°30,* 2004, p 205-217)
[57] MARUANI M. *Travail et emploi des femmes*, Paris, La découverte, 2003

soixante de grande transformation de leur place, constituent, par leur position au-delà du monde du travail, l'objet central de notre objet d'étude sur la place respective des hommes et des femmes dans la responsabilité associative à la retraite. Une grande partie d'entre elles étaient (sont toujours) affectées à des emplois peu qualifiés et réputés « pour les femmes ». Les plus qualifiées de ces « ouvrières employées » se retrouvaient, à l'époque précédant la généralisation de la bureautique, dans ce qui était les « pools dactylographiques » placés sous la responsabilité d'une contremaîtresse qui dispatchait et contrôlait un travail laborieux où la moindre faute de frappe était sanctionnée d'une réfection complète d'une page. Le processus de ségrégation professionnelle a perduré (FORTINO, 2002)58, même si des indicateurs semblent noter des progrès. Ces derniers ne semblent affecter l'accès aux responsabilités que plus lentement encore (LAUFER, 2005)59. Cependant, les femmes, accédant de façon massive à la production extrafamiliale, voyaient se diversifier les rôles qui s'offraient à elles.
De surcroît, celles-ci devenant majoritaires dans un nombre croissant de métiers, la diversification des rôles pouvait atteindre ceux liés à l'exercice de la responsabilité d'encadrement. Par ailleurs, on peut penser, d'une part, que ces phénomènes ne sont pas isolés dans le monde du travail et ne sont pas sans affecter d'autres sphères sociales, notamment dans le monde de l'après travail. En outre, on peut imaginer que les transformations dans le monde du travail, aussi faibles soient-elles, peuvent trouver des prolongement dans les pratiques sociales et susciter des effets de recomposition des territoires sociaux suivant le genre. C'est ce à quoi de nombreux auteurs se sont livrés, notamment dans les domaines culturels (BUSCATTO, 2003)60 et sportifs (MENNESSON, 2005)61 largement appropriés par les milieux associatifs.
Aussi, le salariat des femmes leur a permis de sortir de la sphère privée. Ainsi, « Le genre … est un outil indispensable à l'intelligence du monde social » (MARUANI M. 2005)62.

Si plusieurs travaux, dont ceux de l'INSEE63, montrent que les hommes plus que les femmes participent à la vie associative, d'autres montrent une adhésion plus forte des femmes. Quoi qu'il en soit, nous remarquions, déjà dans les années 9064, une surreprésentation des hommes dans la responsabilité associative. D'un côté, nous n'en étions que peu surpris, au regard des nombreux travaux sur la plus grande place des hommes dans les responsabilités sociales de divers domaines de la société, politique, professionnel ou même associatifs en générale. D'un autre côté, la particularité de la population vieillissante sur le critère du genre, la plus forte part des femmes représentées avec l'avance en âge, nous amenait à interroger la place des femmes dans des fonctions de responsabilité, lorsque leur supériorité numérique s'affirme.

La question du genre, dans les associations, au sein d'une population de « retraités » ou de « personnes de 50 ans et plus » revêt un caractère doublement historique, puisque les générations les plus âgées, en France, ont connu l'accès à la citoyenneté que symbolisait le droit de vote des femmes accordé le 21 avril 1944 par le Gouvernement provisoire de la République française, confirmé par l'ordonnance du 21 Avril 1944 et exercé pour la première

[58] FORTINO, *La mixité au travail,* Paris, La dispute, 2002
[59] LAUFER J., « La construction du plafond de verre, le cas des femmes cadres à potentiel », *Travail et emploi n°102,* 2005, p 31-44
[60] BUSCATTO M., « Chanteuse de jazz n'est point un métier d'homme. L'accord parfais entre voix et instrument » *Revue française de sociologie,* vol 44, N°1, p 35-62, 2003
[61] MENNESSON, *Être une femme dans le monde des hommes. Socialisation sportive et construction du genre,* Paris L'Harmattan, 2005
[62] MARUANI M. (dir.), *Femmes, genre et société,* Paris, La Découverte, 2005, p 12
[63] MICHAUDON H., « l'engagement associatif des plus de 60 ans », INSEE Première N°737 – septembre 2000.
[64] D. REGUER, Transformation des comportements et dispositif gérontologique, Presses Universitaires du Septentrion, 1997 (299p)

fois le 20 avril 1945. Les plus jeunes générations, pour leur part, ont toujours connu le droit de vote des femmes, mais il leur a été offert de vivre de nombreux et divers mouvements sociaux en liens avec la liberté des femmes de disposer d'elles même (loi NEUWIRTCH, 1967), (loi WEIL 1975). Les trentenaires de 1968 sont septuagénaires aujourd'hui et sont contemporain, depuis 2000, de la pénalisation financière des partis politiques qui ne respectent la parité dans les candidatures aux élections.

Ce sont donc ces raisons diverses qui nous ont amené à prendre pour objet la « féminitude » de la responsabilité associative, c'est-à-dire la réalité du nombre des femmes dans cette activité spécifique, identifiée habituellement comme masculine au vu de l'importance des hommes qui l'exercent. Cette interrogation nous semble un préalable à une compréhension d'un processus de féminisation, même partielle ou sectoriel. La féminisation peut, en effet, être comprise dans une dynamique d'égalisation qui succède à une période historique discriminante sur le critère du genre. La féminisation peut aussi être lue comme un indicateur de dévalorisation sociale du secteur auquel il s'applique, comme certains ont pu le faire (BOURDIEU 1998)65, même si d'autres, concernant des domaines professionnels, en ont montré les limites (CACOUAULT-BITAUD 2001)66. C'est, pour notre part, le chemin, certes complexe que nous emprunterons, tant il nous semble que « les associations » ne peuvent constituer une unité homogène, pas plus d'ailleurs que « les femmes ». N'envisager la féminisation, et d'une manière générale tout changement social, que comme moyen détourné de renforcer la domination, masculine pour ce qui est de notre objet, nous semble apte à décourager tous ceux qui tenteraient d'élargir leurs marges de liberté d'acteur. Or, sans nier la complexité des déterminismes, il nous semble plus opportun de nous attacher à entrevoir les marges de liberté que les acteurs s'octroient dans leur environnement, qui résultent « des efforts des autres avant lui et en dehors de lui »67.

Pour avancer dans nos interrogations, nous aurons recours à une première enquête que nous avons nous-même dirigé. Travaillant sur des échantillons inévitablement très faibles de responsables associatifs, nous confronterons ces premiers résultats à une seconde enquête. Les données empiriques concordantes nous permettrons, alors, d'avancer dans notre réflexion. Celles-ci nous permettent d'affiner quelques peu les caractéristiques des femmes en situation de responsabilité associative. Nous nous refuserons cependant à établir trop rapidement une relation déterministe entre une transformation sociale et une transformation d'une « morphologie sociale ». Certes peut-on accepter que les situations sociales de responsabilité « seront encore plus nombreuses si, en outre, le chiffre total des membres de la société devient plus considérable »68, mais nous ne pensons pas que « ceci peut servir à mesurer cela ». Nous tenterons alors d'explorer en quoi le domaine associatif des retraités nous semble plus appropriable par l'acteur et apte à être le réceptacle et le lieu de production de transformations sociétales à même d'accueillir des femmes en situation de responsabilité, dans un monde plus féminin, où les femmes d'une génération ont fait l'expérience plus que par le passé de l'exercice de responsabilités, dans une période où des politiques publiques envoient des signaux de luttes contre les discriminations sur le critère de genre.

---

[65] BOURDIEU P. *la domination masculine* , paris Le Seuil 1998

[66] CACOUAULT-BITAUD, « la féminisation d'une profession est-elle le signe d'une baisse de prestige ? », Travail, Genre et Société, n°5, 2001, p 93-115

[67] AMBLARD H., BERNOUX P., HERREROS G., *Les nouvelles approches sociologiques des organisations,* Paris, Le Seuil 1996, p 29.

[68] DURKHEIM E., *De la division du travail social*, Quadrige/P.U.F, Juin 1991, P 242

Il nous fallait, au préalable, rappeler une limite méthodologique de notre objet qui s'intéresse au genre mais se contente de l'indicateur de sexe. D'un côté, le genre peut être défini comme « l'ensemble des attributs qu'une société attache aux individus selon qu'ils sont hommes ou femmes à la naissance » (GODELIER 2005)69. De l'autre, le sexe ne peut être retenu comme un concept sociologique. Pour autant, c'est sur cette donnée auto déclarée et non suspecte d'inexactitude que se fondent les travaux de recherche. C'est la raison pour laquelle nous emploierons alternativement les deux termes, le premier étant une représentation sociale du second.

II/ Une première approche empirique

Les constats fait ci-dessus sur le contexte sociétal de « féminisation » et d'« associatisation » portent l'intuition qu'on assisterait à une féminisation de la responsabilité associative. Elle peut avoir une portée heuristique, sans une tentative, même partielle d'exploration empirique. Pour actualiser des données, mais surtout dans la perspective de les affiner, de déjouer les biais éventuelles, tels que les confusions entre genre et âge ou entre genre et CSP, nous avons réalisé une enquête approfondie, dans une commune ouvrière de la région du Havre. Cette enquête présente un intérêt particulier, puisqu'elle a été réalisée dans une des plus riches communes de France en raison de la présence sur son territoire d'une large part de la Zone Industrielle et Portuaire du Havre. Même si la taxe professionnelle qui découle de cette situation est, maintenant, plus répartie au sein de la COmmunauté d'Agglomération du Havre (CODAH), la commune continue de disposer de moyens et d'équipements importants facteurs de lien social. Pour compléter une présentation rapide de la commune, on doit ajouter que sa municipalité s'appuie sur une forte tradition syndicale et associative, issue de l'environnement industriel local, pétrochimique pour l'essentiel.
Sur le plan méthodologique, l'enquête réalisée avec le soutien de la Fondation de France a permis de mettre en œuvre des moyens conséquents sous la forme d'entretiens conduits individuellement à domicile, à partir d'un échantillon représentatif de la population, réalisé sur la base de la liste électorale. Les enquêteurs, spécifiquement formés à cet exercice, ont été sélectionnés parmi les étudiants du département carrières sociales de l'IUT du Havre. L'enquête a été conçue et dépouillée à l'aide du logiciel Le Sphinx. Ainsi, après « nettoyage », 527 questionnaires ont été retenus, représentant 1/3 de la population de 50 ans et plus, sans activité professionnelle dans la commune, répartie en 281 femmes et 242 hommes70. Ce nombre conséquent de personnes interrogées constitue une nécessité, en raison de notre objet qui ne concerne, en fin de compte, qu'une minorité de personnes : les responsables associatifs. Du point de vue méthodologique, nous ne pourrons d'ailleurs que nous déclarer prudent dans l'interprétation et multiplier dans l'avenir les confrontations à des enquêtes similaires.

Ce document présente une réflexion à la fois sur les comportements des retraités et sur leur participation à la vie associative. C'est dire que notre réflexion vise à comprendre un comportement particulier qu'est la participation à la vie associative, mis en perspective avec le comportement plus général d'une population. Nous ambitionnons à la fois de saisir les comportements et le sens visé par l'acteur. Cette mise en perspective présente un double intérêt. D'une part, sur le plan théorique, elle permet d'alimenter une réflexion sur la place de l'acteur dans la société, pour entrevoir, aussi petitement soit-il, les moyens que les acteurs se donnent pour être autre chose que ce que le système leur demande d'être. C'est ainsi que notre

[69] GODELIER M. in MARUANI M. (dir.), *Femmes, genre et société,* Paris, La Découverte, 2005, p 15
[70] Les femmes sont légèrement sous représentées en raison de l'inaccessibilité des plus âgées d'entre elles, tant à domicile que vivant dans établissement des communes voisines.

réflexion ne fera pas l'économie d'une analyse des « déterminismes », s'il en est, pour mettre en lumière les formes de leur dépassement. D'autre part, sur le plan plus opérationnel, la mise en perspective entre une sociologie des comportements en situation de retraite et un aspect de ce comportement – la participation à des associations - oblige à une double réflexion. Elle permet d'interroger le sens des associations, sur la réalité de ce comportement « d'acteur » à travers une pratique croissante de la vie associative notamment aux âges élevés, mais surtout d'entrevoir d'autres pratiques d'engagement social, en dehors des associations.

Nous serons donc amené, dans un premier temps, à reprendre l'étude des comportements de notre population « jeune retraitée » du Havre. Dans un deuxième temps, nous interrogerons, à travers le matériau havrais qui nous est offert, le comportement spécifique de pratique associative et son corollaire de non pratique.

2.1 Rappel des constats

Attachons nous tout d'abord à rappeler le constat général que nombre d'enquêtes ont fait sur les caractéristiques de genre de la responsabilité associative.

Adhérent-association x Sexe
Etes-vous actuellement, adhérent d'une association ? (Indiquez votre plus forte implication)
Sexe de l'enquêté.

Sexe / **Adhérent-association**	Non réponse	Masculin	Féminin	**TOTAL**
Non réponse	50,0 (2)	1,2 (3)	0,7 (2)	**1,3 (7)**
Oui, simple membre sans participation active	25,0 (1)	21,1 (51)	19,9 (56)	**20,5 (108)**
Oui, membre actif	0,0 (0)	14,9 (36)	10,7 (30)	**12,5 (66)**
Oui, responsable (Conseil d'administration, responsable d'activité ...)	0,0 (0)	7,9 (19)	5,0 (14)	**6,3 (33)**
Non vous n'avez pas eu l'occasion	0,0 (0)	24,0 (58)	26,0 (73)	**24,9 (131)**
Non ça ne vous intéresse pas	25,0 (1)	33,9 (82)	38,4 (108)	**36,2 (191)**
TOTAL	**100 (4)**	**100 (249)**	**100 (283)**	**100 (536)**

La dépendance est très significative. chi2 = 79,86, ddl = 10, 1-p = >99,99%.
Les cases encadrées en bleu (rose) sont celles pour lesquelles l'effectif réel est nettement supérieur (inférieur) à l'effectif théorique.
Attention, 8 (44.4%) cases ont un effectif théorique inférieur à 5, les règles du chi2 ne sont pas réellement applicables.
Le chi2 est calculé sur le tableau des citations (effectifs marginaux égaux à la somme des effectifs lignes/colonnes).
Les valeurs du tableau sont les pourcentages en colonne établis sur 527 observations.

Le premier constat nous permet de confirmer une surreprésentation des hommes dans l'exercice de responsabilités, avec 14,9 %, contre 10,7 % des femmes qui se déclarent membres actifs et 7,9% des hommes contre 5% des femmes qui prennent des responsabilités. Ce constat est d'autant plus remarquable que les hommes représentent 57% des responsables associatifs et seulement 45% de la population. Une représentation proportionnelle sur le critère de genre devrait inverser la répartition des effectifs de responsables avec 19 femmes pour 14 hommes. Ce premier constat est bien limité pour être analysé comme un prolongement de la vie antérieure aux rapports sociaux sexués. De plus, hommes et femmes sont porteurs d'autres caractéristiques, qui peuvent expliquer en fait l'inégalité d'accès à la responsabilité associative ou au contraire faire apparaître pour chaque variable explicative une différence de genre. Enfin, la catégorie construite sur le critère de l'âge au-delà de 50 ans ne saurait être considérée comme homogène.

Des responsables associatifs plus jeunes

Ainsi, la surreprésentation masculine dans l'exercice des responsabilités pourrait s'expliquer par la forte inégalité d'espérance de vie, la moindre responsabilité des femmes résultant de leur âge moyen plus élevé. Même si le niveau de significativité baisse considérablement en multipliant les croisements, avec 14 femmes et 19 hommes déclarant avoir une responsabilité, nous constatons que la moyenne d'âge des hommes et des femmes ayant des responsabilités est très voisine, respectivement de 62,53 ans et 62,71 ans. Il est vrai cependant que l'âge maximum des hommes responsables, (77 ans) est nettement moins élevé que celui des femmes responsables, (86 ans). Peut-être, à cet âge avancé, les hommes se feraient suffisamment rares pour prendre des responsabilités ? En effet, au-delà de 76 ans, seul 1 homme dit exercer une responsabilité, contre 3 femmes. Il importe dès lors de comparer la place respective des hommes et femmes dans la responsabilité associative, à groupes d'âge équivalent. Nous les avons construits de part et d'autre de la moyenne d'âge de responsabilité.

Hommes et femmes, avant et après 62 ans déclarant avoir des responsabilités associatives

		Hommes		Femmes		Total	
		%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
62 ans et moins	oui responsables	52,9	9	47,1	8	100	17
	Total	50	108	50	108	100	216
plus de 62 ans	oui responsables	62,5	10	37,5	6	100	16
	Total	43,4	130	56,6	169	100	299

Ainsi, à partir de cette segmentation, on voit que la responsabilité associative est similaire jusqu'à 62 ans (9 hommes et 8 femmes), mais qu'à partir de 63 ans la responsabilité est d'autant plus le fait des hommes qu'ils sont moins représentés (2/3 d'hommes et 1/3 de femmes).

Ces résultats viennent confirmer une première approche que nous avions, selon laquelle, à aucun des groupes d'âges quinquennaux le nombre des femmes est supérieur à celui des hommes. Ainsi, même si l'observation de la variable de l'âge confirme une diminution de la responsabilité associative avec un vieillissement croissant, la moindre responsabilité des femmes de 50 ans et plus n'est pas liée à une plus forte proportion de la part la plus âgées d'entres elles. De façon cohérente, on note que les femmes à tous les âges quinquennaux après 50 ans sont surreprésentées parmi les « simple membres » ou les non adhérents, ce qui corrobore avec plus de force, nos constats précédents sur de faibles échantillons de responsables associatifs.

Ces résultats, autour de l'âge de 62 ans, moyenne d'âge des hommes et des femmes ayant des responsabilités, ne peuvent être interprétés comme seulement liés à l'âge. Il peut s'agir d'un phénomène de génération. En effet, on peut penser que les femmes de 62 ans et moins en 2003, date de réalisation de l'enquête, ont pu être plus influencées par les idées diffusées au départ par les mouvements féministes et développées depuis, parfois légiférées comme c'est le cas de la représentation politique. De surcroît, les femmes les plus jeunes ont eu moins que d'autres à subir les représentations sur la place des femmes en politique qui accompagnaient l'absence de droit de vote avant 1945. Ainsi, dans les âges plus élevés, ou plus exactement chez les personnes ayant vécu plus longtemps avant le droit de vote des femmes et les interrogations des mouvements féministe, la responsabilité associative des femmes serait moins évidente. Ce ne sont là qu'hypothèses partielles, qui doivent à leur tour être interrogées.

Age des femmes

Adhérent-association x âge

Etes-vous actuellement, adhérent d'une association ? (indiquez votre plus forte implication)
Pouvez vous m'indiquer votre âge ?

âge / Adhérent-association	- 55	55 à 60	60 à 65	65 à 70	70 à 75	75 à 80	80 à 85	85 +	TOTAL
Non réponse	0,0 (0)	0,0 (0)	100 (2)	0,0 (0)	0,0 (0)	0,0 (0)	0,0 (0)	0,0 (0)	**100 (2)**
Oui, simple membre	8,9 (5)	19,6 (11)	14,3 (8)	14,3 (8)	17,9 (10)	12,5 (7)	12,5 (7)	0,0 (0)	**100 (56)**
Oui, membre actif	20,0 (6)	10,0 (3)	23,3 (7)	23,3 (7)	6,7 (2)	10,0 (3)	6,7 (2)	0,0 (0)	**100 (30)**
Oui, responsable (CA, responsable..	28,6 (4)	21,4 (3)	14,3 (2)	7,1 (1)	0,0 (0)	21,4 (3)	0,0 (0)	7,1 (1)	**100 (14)**
Non vous n'avez pas eu l'occasion	21,9 (16)	13,7 (10)	17,8 (13)	17,8 (13)	8,2 (6)	11,0 (8)	5,5 (4)	2,7 (2)	**100 (72)**
Non ça ne vous intéresse pas	11,1 (12)	19,4 (21)	7,4 (8)	13,0 (14)	23,1 (25)	14,8 (16)	6,5 (7)	4,6 (5)	**100 (108)**
TOTAL	**15,3 (43)**	**17,1 (48)**	**14,2 (40)**	**14,9 (43)**	**15,3 (43)**	**12,8 (37)**	**7,1 (20)**	**2,8 (8)**	**100 (282)**

La dépendance est significative. chi2 = 50,02, ddl = 35, 1-p = 95,21%.
Les cases encadrées en bleu (rose) sont celles pour lesquelles l'effectif réel est nettement supérieur (inférieur) à l'effectif théorique.
Attention, 27 (56.3%) cases ont un effectif théorique inférieur à 5, les règles du chi2 ne sont pas réellement applicables.
Le chi2 est calculé sur le tableau des citations (effectifs marginaux égaux à la somme des effectifs lignes/colonnes).
Les valeurs du tableau sont les pourcentages en ligne établis sur 281 observations de la strate de population 'femmes'.

Ce tableau fait très nettement apparaître, chez les femmes, que la moitié des femmes responsables sont âgées de moins de 60 ans. On remarque la perte régulière d'une responsable par âge quinquennal. En revanche, l'âge médian de celles qui se déclarent « simples membres » est 10 ans plus élevé. Au-delà de 65 ans, on ne trouve que 5 femmes se déclarant responsables. Est-ce à dire que les plus jeunes seraient responsables dans des associations regroupant des personnes plus âgées ? Cette hypothèse peut être explorée, d'autant plus qu'elle semble cohérente avec la présence de trois responsables, dans la tranche d'âge « 75-80 », que l'on peut penser adhérents d'association de personnes plus âgées. On ne sera pas sans remarquer que la non adhésion des plus jeunes est plus le fait des femmes qui disent n'en avoir « pas eu l'occasion » (plus de la moitié avant 65 ans), alors que la non adhésion des plus âgées serait plus par un manque d'intérêt (plus de la moitié après 70 ans). On voit ainsi que, chez les femmes, le curseur médian se déplace en fonction de la raison de non adhésion.

Age des hommes

Adhérent-association x âge

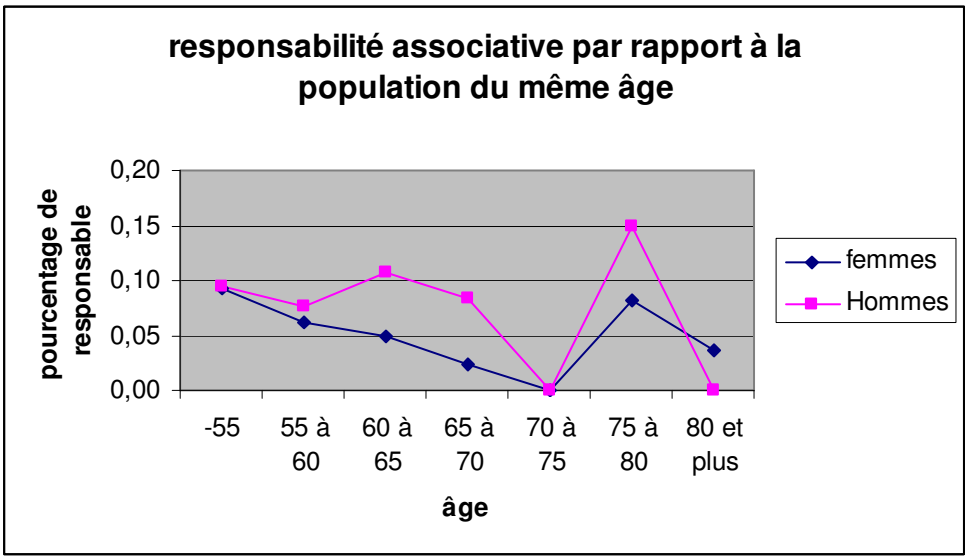
Etes-vous actuellement, adhérent d'une association ? (indiquez votre plus forte implication)
Pouvez vous m'indiquer votre âge ?

âge / Adhérent-association	- 55	55 à 60	60 à 65	65 à 70	70 à 75	75 à 80	80 +	TOTAL
Non réponse	0,0 (0)	0,0 (0)	0,0 (0)	100 (3)	0,0 (0)	0,0 (0)	0,0 (0)	**100 (3)**
Oui, simple membre sans participation active	9,8 (5)	7,8 (4)	23,5 (12)	11,8 (6)	21,6 (11)	13,7 (7)	11,8 (6)	**100 (51)**
Oui, membre actif	16,7 (6)	36,1 (13)	13,9 (5)	19,4 (7)	11,1 (4)	0,0 (0)	2,8 (1)	**100 (36)**
Oui, responsable (CA, responsable...)	21,1 (4)	21,1 (4)	21,1 (4)	21,1 (4)	0,0 (0)	15,8 (3)	0,0 (0)	**100 (19)**
Non vous n'avez pas eu l'occasion	29,3 (17)	17,2 (10)	12,1 (7)	25,9 (15)	5,2 (3)	6,9 (4)	3,4 (2)	**100 (58)**
Non ça ne vous intéresse pas	12,2 (10)	25,6 (21)	11,0 (9)	15,9 (13)	18,3 (15)	7,3 (6)	9,8 (8)	**100 (82)**
TOTAL	**16,9 (42)**	**19,8 (52)**	**14,9 (37)**	**19,8 (48)**	**13,2 (33)**	**8,3 (20)**	**7,0 (17)**	**100 (249)**

La dépendance est très significative. chi2 = 59,84, ddl = 30, 1-p = 99,90%.

Les cases encadrées en bleu (rose) sont celles pour lesquelles l'effectif réel est nettement supérieur (inférieur) à l'effectif théorique.
Attention, 21 (50.0%) cases ont un effectif théorique inférieur à 5, les règles du chi2 ne sont pas réellement applicables.
Le chi2 est calculé sur le tableau des citations (effectifs marginaux égaux à la somme des effectifs lignes/colonnes).
Les valeurs du tableau sont les pourcentages en ligne établis sur 242 observations de la strate des hommes.

Chez les hommes, comme nous l'avions noté chez les femmes, les responsabilités sont plutôt le fait des plus jeunes, en deçà de 70 ans. Cependant, la responsabilité associative semble se prolonger plus tardivement chez les hommes, pour ne plus exister au-delà de 70 ans sauf, comme nous l'avions noté, chez les femmes dans la tranche d'âge « 75-80 ans ». Ainsi, lorsqu'on affine la responsabilité associative sur le critère de genre, on constate la même raréfaction avec l'avance en âge, celle-ci se manifestant plus tardivement chez les hommes. La tranche d'âge de 50 à 55 ans, présente la particularité d'une responsabilité similaire sur le critère du genre, à un niveau voisin de 10% (4 hommes sur 42 et 4 femmes sur 43).



La mise en perspective des deux courbes montre ainsi, certes, une présence plus forte des hommes dans les activités de responsabilité, qu'un prolongement de celle-ci, à partir d'un niveau égale avant 55 ans.
Le pic constaté dans la tanche d'âge quinquennal de 75 à 80 ans correspond à une responsabilité spécifique au sein d'associations de personnes très âgées. Cette courbe peut illustrer le changement de type d'association, d'associations générales à des associations de retraités. D'une façon plus générale, il serait utile de comparer la responsabilité sur le critère de genre suivant le type d'association. Notre enquête révèle par exemple une pratique masculine dans les associations politiques et féminines dans les associations caritatives et humanitaires. Cependant, nous ne disposons pas des moyens d'une telle étude qui devrait être consacrée aux responsabilités associatives à une plus grande échelle qu'une commune.

Les cadres plus que les ouvriers ?
Nous ne pouvions écarter aussi l'hypothèse déjà explorée, selon laquelle la responsabilité plus nombreuse des hommes dans les associations pouvait être attribuée, en réalité, à leur catégorie socio professionnelle, souvent plus valorisée socialement. S'agit-il de deux phénomènes

dépendants ou indépendants qui font que « les rapports de domination viennent doubler les rapports d'exploitation » (KERGOAT, 1978)71. Cette variable « CSP » pouvait dépendre, en outre, de la variable « diplôme », en raison de l'accès inégalitaire à la formation durant de longues années après la guerre. Ainsi, pour éviter un raisonnement tautologique, il conviendra que nous considérions à diplôme et CSP équivalents les responsabilités associatives respectives des hommes et des femmes.

On n'est pas surpris, en effet, de constater, y compris au sein d'une commune où la municipalité appuie son action sur des organisations ouvrières dont ses membres sont issus, de constater, de façon très significative, une plus forte présence des cadres et professions intermédiaires parmi les responsables associatifs.

Adhérent-association x CSP

Etes-vous actuellement, adhérent d'une association ?

Quelle est votre dernière (ou actuelle) catégorie socio-professionnelle (ou celle de votre conjoint) ?

v économique / **Adhérent-association**	Agriculteurs, artisans, commerçants	Cadres, professions supérieures et intermédiaires	Employés, ouvriers	Autres (précisez)	**TOTAL**
Non réponse	0,0 (0)	3,7 (2)	0,8 (3)	0,0 (0)	**1,3 (5)**
Oui, simple membre sans participation active	16,0 (4)	22,2 (12)	21,1 (80)	16,9 (11)	**20,5 (107)**
Oui, membre actif	0,0 (0)	20,4 (11)	12,6 (48)	10,8 (7)	**12,5 (66)**
Oui, responsable (CA, responsable d'activité ...)	0,0 (0)	14,8 (8)	5,5 (21)	6,2 (4)	**6,3 (33)**
Non vous n'avez pas eu l'occasion	48,0 (12)	16,7 (9)	25,8 (98)	20,0 (13)	**24,9 (132)**
Non ça ne vous intéresse pas	36,0 (9)	25,9 (14)	35,8 (136)	47,7 (31)	**36,2 (190)**
TOTAL	**100 (25)**	**100 (56)**	**100 (386)**	**100 (66)**	**100 (533)**

La dépendance est très significative. chi2 = 31,37, ddl = 15, 1-p = 99,22%.
Les cases encadrées en bleu (rose) sont celles pour lesquelles l'effectif réel est nettement supérieur (inférieur) à l'effectif théorique.
Le chi2 est calculé sur le tableau des citations (effectifs marginaux égaux à la somme des effectifs lignes/colonnes).
Les valeurs du tableau sont les pourcentages en colonne établis sur 527 observations.

Il nous faut alors vérifier la dépendance ou l'indépendance des deux variables de genre et de CSP, dans l'exercice des responsabilités associatives pour chacune des CSP.

Les cadres

Adhérent-association x Sexe pour les cadres et professions intellectuelles supérieures.
Etes-vous actuellement, adhérent d'une association ?
Sexe de l'enquêté

Sexe / **Adhérent-association**	Masculin	Féminin	**TOTAL**
Non réponse	6,7 (2)	0,0 (0)	**4,9 (2)**
Oui, simple membre sans participation active	20,0 (6)	18,2 (2)	**19,5 (8)**
Oui, membre actif	16,7 (5)	36,4 (4)	**22,0 (9)**
Oui, responsable (Conseil d'administration, responsable d'activité ...)	16,7 (5)	9,1 (1)	**14,6 (6)**
Non vous n'avez pas eu l'occasion	16,7 (5)	18,2 (2)	**17,1 (7)**
Non ça ne vous intéresse pas	30,0 (9)	18,2 (2)	**26,8 (11)**
TOTAL	**100 (32)**	**100 (11)**	**100 (43)**

[71] KERGOAT, « Ouvriers = ouvrière ? Propositions pour une articulation théorique de deux variables : sexe et classe sociale », Critiques de l'économie politique, n°5, 1978 p71

Le chi2 est calculé sur le tableau des citations (effectifs marginaux égaux à la somme des effectifs lignes/colonnes). Les valeurs du tableau sont les pourcentages en colonne établis sur 41 observations de la strate de population « cadres et professions intellectuelles supérieures ».

Bien que la dépendance ne soit pas mathématiquement significative (chi2 = 2,97, ddl = 5, 1-p = 29,55%) puisque seuls 6 cadres exercent une responsabilité associative, une différence sur le critère de genre apparaît puisque 5 d'entre eux sont des hommes. On ne peut aussi que remarquer que les motifs de non adhésion seraient équivalents chez les femmes (2 n'en ont pas eu l'occasion et 2 ne sont pas intéressées), alors que les hommes seraient presque deux fois plus nombreux à se dire non intéressés, que ceux qui n'en ont pas eu l'occasion. Il importerait alors de vérifier que l'occasion d'adhésion est plus fréquente chez les hommes. En serait-il de même pour l'exercice de responsabilité ?

Les employés

Adhérent-association x Sexe pour les employés
Etes-vous actuellement, adhérent d'une association ?
Sexe de l'enquêté

Sexe / **Adhérent-association**	Masculin	Féminin	**TOTAL**
Non réponse	1,4 (1)	0,7 (1)	**0,9 (2)**
Oui, simple membre sans participation active	25,7 (18)	17,6 (26)	**20,2 (44)**
Oui, membre actif	12,9 (9)	11,5 (17)	**11,9 (26)**
Oui, responsable (Conseil d'administration, responsable d'activité ...)	4,3 (3)	5,4 (8)	**5,0 (11)**
Non vous n'avez pas eu l'occasion	25,7 (18)	29,1 (43)	**28,0 (61)**
Non ça ne vous intéresse pas	32,9 (23)	35,8 (53)	**34,9 (76)**
TOTAL	**100 (72)**	**100 (148)**	**100 (220)**

Le chi2 est calculé sur le tableau des citations. Les valeurs du tableau sont les pourcentages en colonne établis sur 218 observations de la strate de population « employés ».

Bien que la dépendance ne soit pas significative (chi2 = 2,30, ddl = 5, 1-p = 19,32%), il semblerait qu'on assiste, dans ce groupe 2 fois plus féminin, à une plus grande responsabilité des femmes. Cette indication est importante car on pourrait émettre l'hypothèse que les femmes majoritairement représentées dans une catégorie seraient plus enclines à adopter des comportements de responsabilité. Nous n'interpréterons pas ce constat comme une « domination féminine » chez les employé(e)s, pas plus que nous ne percevrions une « domination masculine » dans le cas inverse qu'on retrouve dans l'ensemble des autres CSP. Cette expression, d'ailleurs, sur le plan littéral n'est pas sans ambiguïté, puisqu'elle comporte un double sens, de domination par les hommes ou bien de domination sur les hommes. Nous préférerions alors, dans notre réflexion, parler de « domination féminine » dans le sens où les femmes n'accédant pas aux responsabilités seraient dominées, sans que le dominant puisse être désigné. Les rapports sociaux et l'imposition d'un rôle spécifique sur le critère de genre nous semblent plus complexe et ne pouvoir être réduit à une domination de l'un sur l'autre. Parler de domination masculine empêche de surcroit d'observer des « comportement d'auto élimination des femmes » (MARRY, 2004)72.

Les ouvriers

Adhérent-association x Sexe pour les ouvriers
Etes-vous actuellement, adhérent d'une association ?

[72] MARRY C. Les femmes ingénieurs. Une révolution respectueuse, Paris, Belin 2004, p 23

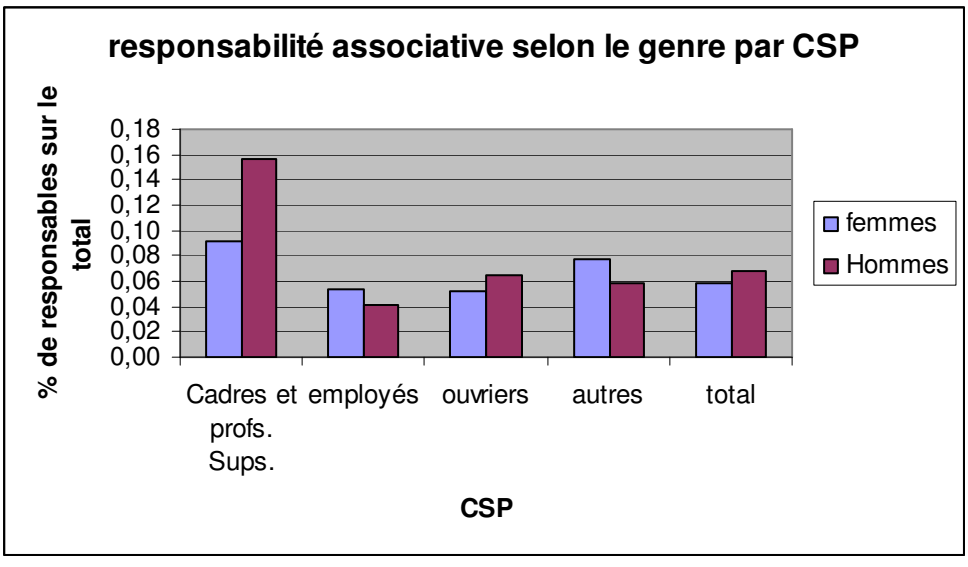
Sexe de l'enquêté

Sexe / Adhérent-association	Masculin	Féminin	TOTAL
Non réponse	0,0 (0)	1,8 (1)	**0,6 (1)**
Oui, simple membre sans participation active	16,8 (18)	32,7 (18)	**22,2 (36)**
Oui, membre actif	15,9 (17)	9,1 (5)	**13,6 (22)**
Oui, responsable (Conseil d'administration, responsable d'activité ...)	6,5 (7)	5,5 (3)	**6,2 (10)**
Non vous n'avez pas eu l'occasion	24,3 (26)	20,0 (11)	**22,8 (37)**
Non ça ne vous intéresse pas	38,3 (41)	34,5 (19)	**37,0 (60)**
TOTAL	**100 (109)**	**100 (57)**	**100 (166)**

Le chi2 est calculé sur le tableau des citations (effectifs marginaux égaux à la somme des effectifs lignes/colonnes). Les valeurs du tableau sont les pourcentages en colonne établis sur 162 observations sur la strate de population « ouvriers »

Là encore, bien que la dépendance ne soit pas significative. chi2 = 7,77, ddl = 5, 1-p = 83,04%, on peut explorer quelques tendances spécifique à la CSP ouvriers où les hommes sont plus fortement représentés. Il apparaît ici que les hommes sont légèrement plus représentés que les femmes dans l'exercice de responsabilités associatives. Il s'agit d'un résultat quasiment inverse de celui constaté chez les employés. En revanche, on constate une surreprésentation féminine chez les simples membres, les hommes étant moins adhérents.
Avec toutes les précautions qu'impose des croisements sur un échantillon forcément réduit de responsables associatifs dans une commune, on peut cependant remarquer une grande cohérence entre les résultats. Ceux-ci nous indiquent une moindre discrimination sur le critère de genre, chez les ouvriers que chez les cadres, voire une « discrimination positive » (!) chez les employés.

Une masse critique de femmes chez les employés
Bien que travaillant sur le faible nombre de personnes disant assurer des responsabilités associatives, on peut émettre l'hypothèse que celles-ci s'exercent différemment sur le critère du genre. Plus précisément, la responsabilité serait plus l'effet d'un genre, lorsque celui-ci est majoritaire, sans que l'on puisse généraliser sur une domination de l'un ou de l'autre. Cette hypothèse se vérifierait d'autant plus lorsque la population considérée est doublement caractérisée par un genre, ce qui est le cas, à la fois des employé(e)s et de la population âgée.



Il nous fallait cependant vérifier que ces femmes employées, exerçant des responsabilités, ne portent pas une caractéristique particulière, voire que leur auto classification dans la catégorie des employés n'est pas erronée. Il pourrait s'agir, par exemple, de chefs d'équipe, de femmes se raccrochant, par le conjoint, à une catégorie plus élevée, de femmes jeunes sans activité, de militantes politiques.
La plus forte proportion de femmes exerçant des responsabilités, dans la catégorie des employés, n'est pas lié à l'âge plus jeune puisqu'elles ont en moyenne 60 ans contre 56 ans pour les hommes.

- Elles sont pour moitié locataire HLM.
- 6 d'entre elles ont de la visite moins d'une fois par semaine.
- Elles sont moins munies d'ordinateur.
- Ne pas rester seule est leur motivation d'adhésion.
- Elles ne sont pas spécialement lectrice du journal l'Humanité (cette indicateur a été retenu comme mesure de l'engagement au service de la cause municipale à majorité communiste).
- Elles regardent la télévision 4 heures par jour, mais plus que d'autres des débats sociaux.
- L'engagement est plutôt dans l'action humanitaire, alors que celui des hommes est politique (ils lisent l'Humanité).
- Elles sont modérées dans l'aspiration à des réformes radicales, alors que les femmes « membres actifs » sont très favorables
- Elles ne se caractérisent pas par le niveau de diplôme (la moitié possède le certificat d'étude et quelques unes, mais non exclusivement, ont des enfants en études supérieures).
- La situation d'isolement conjugal n'explique pas non plus puisqu'elles habitent toutes en couple.

Ainsi, donc, ces femmes engagées sont des femmes comme toutes les femmes.

2.2 Une seconde enquête de terrain

Le faible échantillon de responsables associatifs rend difficile une interprétation. Cependant, ces premiers travaux sont confortés par ceux d'une deuxième enquête, antérieure réalisée en 2000 au Havre, auprès de la population âgée de plus de 50 ans interrogée dans la rue.[73]
Ce tableau est construit sur la strate de population 'responsables associations' contenant 71 observations. Il croise la profession et le genre

sexe / **Profession**	Masculin	Féminin	**TOTAL**
Non réponse	0,0 (0)	50,0 (1)	**100 (1)**
agric, patrons indus. et commerce	57,1 (4)	42,9 (3)	**100 (7)**
cadre, profession intellectuelle supérieure	85,0 (17)	15,0 (3)	**100 (20)**
profession intermédiaire	50,0 (5)	50,0 (5)	**100 (10)**
employés	25,0 (4)	75,0 (12)	**100 (16)**
ouvriers	100 (11)	0,0 (0)	**100 (11)**
autres et inactifs	60,0 (3)	40,0 (2)	**100 (5)**
TOTAL	**62,0 (44)**	**36,6 (26)**	**100 (70)**

[73] Enquête réalisée par les étudiants de l'IUT du Havre (départements TC et CS, sous la direction de Jean Philippe Virio-Durandal et Daniel Réguer

La dépendance est très significative. chi2 = 23,04, ddl = 6, 1-p = 99,92%.
Les cases encadrées en bleu (rose) sont celles pour lesquelles l'effectif réel est nettement supérieur (inférieur) à l'effectif théorique.

Là encore, nous avons vérifié que les femmes anciennement employées et exerçant des responsabilités associatives ne correspondent pas, par ailleurs, à une caractéristique particulière. Sur le critère de l'âge, elles se répartissent pour moitié de part et d'autre de 70 ans. Aussi, leur investissement ne résulte pas d'une situation d'isolement conjugal puisque les ¾ sont mariées. Peut-être remarquera-t-on que leur niveau de diplôme est plus élevé, puisque ¾ d'entre elles ont un CAP ou un brevet. Ce ne sont pas non plus d'anciennes femmes au foyer prolongeant une activité sociale puisque 4/5 d'entre elles exerçaient une activité avant la retraite. Ainsi, notre hypothèse d'un plus grand investissement féminin des employé(e)s tend à s'étayer, bien qu'inéluctablement réalisée sur un échantillon faible de 71 personnes ayant une responsabilité associative. Cependant, nos résultats sur les employés sont confortés aussi par ceux que nous constatons sur les professions intermédiaires, catégories où se retrouvent de nombreuses professions féminines, tel les travailleurs sociaux les infirmières ou, dans une moindre mesure, les enseignants. Alors se pose la question : les femmes sont-elles « en passe d'atteindre la fameuse masse critique à partir de laquelle une minorité est susceptible … d'agir avec sa culture et ses conceptions propres » ?74. Marion PAOLETTI tend à y répondre par la négative. Pour notre part, nous avons rejeté l'automaticité d'un rapport de cause à effet entre une « morphologie sociale » et « des relations sociales ». Ce ne semble pourtant pas devoir être une variable à rejeter totalement. Les stratégies d'accession aux responsabilités, ou à certaines d'entre elles, de nouvelles manières de les exercer, nous semblent plus favorables lorsqu'une catégorie se trouve en plus grand nombre, les femmes pour ce qui concerne notre objet. Ce ne saurait pour autant pas devenir un « théorème » tant sont nombreux les exemples de majorité sans pouvoir ou de minorités en disposant. Ce qui est vrai sur le critère de sexe dans les conseils d'administration d'association, à l'assemblée nationale, ou encore au sein des instances politiques des entreprises l'est plus fortement encore sur d'autres critères, tel le statut professionnel ou le diplôme.

Par ailleurs, les enquêtes dont nous faisons état ne nous renseignent pas non plus sur le type de responsabilité affectées à des qualités féminines présumées qui tendent à enfermer les femmes dans certaines responsabilités, par exemple de secrétaires et trésorières. On ne peut, en effet, écarter l'idée que ses employées, essentiellement employées de bureau affectées à des tâches de secrétariat, sont sollicités, pour leurs compétences, socialement définies plus féminines, en secrétariat et trésorerie, à des tâches qui en fin de compte demeurent d'exécution par rapport à celles du Président, surtout dans le contexte juridique de la loi de 1901 qui rend se dernier seul responsable, y compris financièrement, et de ce fait légitime son pouvoir. En revanche, on peut aussi considérer que les tâches de trésorier associatif se sont largement transformées, dans une société où l'évaluation financière tient lieu de plus en plus d'évaluation sociale, et dans un contexte de désengagement public où les financements associatifs sont devenus une véritable responsabilité, et un lieu de pouvoir. De la même façon, en marge de nos enquêtes, nous avons reçu les témoignages de responsables associatifs en charge des demandes de subventions ou des dossiers en justifiant l'usage. Les procédures de contrôle public accrues, notamment celles relatives à l'utilisation du Fonds Social Européen, tendent à légitimer, par leur bureaucratie tatillonne, plus que par le passé, la fonction de secrétaire. Une réflexion sur la place respective des hommes et des femmes dans la hiérarchie du pouvoir ne peut faire l'économie d'une interrogation sur la réalité concrète, historique ou

[74] PAOLETTI M. in MARUANI M. (dir.), *Femmes, genre et société,* Paris, La Découverte, 2005, p 316

symbolique du pouvoir. Le pouvoir symbolique du président d'association est incontestable, au moins à première vue. C'est lui (elle) qui est invité à représenter l'association, tant pour les déshonneurs (rarement en justice) que pour les honneurs, bien plus souvent. Il (elle) est chargé du rapport moral à l'Assemblée Générale. Le (la) secrétaire est en charge de l'activité et de son rapport. Cette dernière responsabilité ne serait-elle qu'annexe ? On peut imaginer une autre définition des rôles. A la fonction de président serait affectée l'animation des Conseils d'Administration et la représentation et à celle de secrétaire l'organisation avec tout ce que l'action entraîne de marge de liberté, de stratégie et de décision. Une telle approche pourrait être manipulatrice et négationniste des inégalités dans une répartition hiérarchique des rôles genrés. Il nous faut toutefois, d'un point de vue scientifique, sortir des schémas de pensée socialement construits, non pas les évacuer, mais les interroger pour les faire cohabiter avec d'autres réalités nouvelles. Ce sont aussi ces interrogations qui permettent d'entrevoir des marges de liberté potentielles et des stratégies qui permettraient, en fin de compte de « dégenriser » les rôles assignés aux hommes et aux femmes. Si une égalité dans les types de responsabilités formelles était constatée, nous ne serions qu'insuffisamment renseignés sur la dimension symbolique de l'exercice des responsabilités, niveau d'analyse beaucoup moins visible mais non moins opérant, bien que peu accessibles, par des enquêtes quantitatives. Ce niveau mériterait d'être exploré, pour repérer les résistances masculines et féminines à occuper des fonctions dans des types d'associations, comme, par exemple l'ont fait Elian DJAOUI et Pierre-François LARGE, au sujet de l'« imaginaire maternaliste » qui caractérise le travail social (DJAOUI E., LARGE P.F., 2007)75.

Ainsi, malgré toutes les précautions méthodologiques qu'impose notre faible échantillon, malgré les enquêtes contradictoires qui ne manqueraient pas d'être mentionnées, nous pensons devoir ouvrir la voie à une recherche plus approfondie sur les transformations sociales à l'œuvre dans la répartition sexuée des rôles dans l'exercice associatif. Alors que les transformations dans le domaine politique ne semblent se faire, essentiellement, que sous la contrainte de règles coercitives, il nous semble que les associations peuvent constituer un lieu d'expression et d'action, dans le sens d'une moindre discrimination sur le critère du sexe, et au-delà, d'une affectation de genres à des rôles sociaux.

[75] DJAOUI E., LARGE P.F., L'imaginaire dans les rapports de genres dans le champ du travail social, S*ociologies pratiques n°14,* Paris, PUF 2007

Femmes âgées occupant “positions formelles du pouvoir

Mercè PEREZ SALANOVA
Institut de l’Envelliment –Universitat Autònoma de Barcelona
Sant Antoni Maria Claret, 171
08041 Barcelona
Téléphone 34 93 433 50 71
Fax 34 93 446 45 05
merce.perez@uab.es

Cette recherche a été rendue possible grâce au soutien financière du Programme R+D/ Vieillissement (IMSERSO-Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales- España)

I/ Introduction

Cette contribution se fonde sur les résultats obtenus dans la recherche “Femmes âgées, la vie quotidienne et participation social. Des stratégies pour la promotion du Vieillissement Actif”.

Dans cette recherche notre propos était d'avancer dans la compréhension des pratiques sociales prenant comme références la perspective du Vieillissement Actif (OMS, 2002). La perspective formulée par l'OMS souligne l'importance de considérer les personnes âgées en acteurs. Ce critère est ce qui a orientée la présente recherche en continuité avec d'antérieures investigations (Pérez Salanova, 2003).

Les objectifs principaux s'articulent autour de l'exploration des perceptions qu'ont les femmes âgées autour du fil du temps, les activités et les relations entre les sphères publiques et privées ainsi que sur les effets attribués à la participation. Dans cette recherche, a aussi été inclut le point de vue des professionnels explorant quelles étaient leurs perceptions sur la participation des femmes âgées.

II/ Femmes âgées occupant des positions formelles de pouvoir

Dans cette recherche nous avons proposé d'analyser spécifiquement les perceptions sur la participation de la part des femmes âgées qui développent des fonctions de responsabilité dans des associations de différents types. L'intérêt pour traiter ce thème en incorporant la variété associative qui se divise en deux arguments.

Le premier, surgit de la constatation de la présence minoritaire des femmes âgées dans des positions formelles de pouvoir. Tandis qu'elles sont majoritaires dans les associations pour personnes âgées, leur présence est minoritaire dans les organisations non gouvernementales ce qui est similaire dans d'autres domaines. Il s'agit d'une donnée illustrée (INSERSO, 1996) que nous avons observée tout au long de notre travail avec les personnes âgées (Pérez Salanova, 2002). Cependant, il est peu connu quelle est la perspective des femmes qui exercent ces responsabilités, et en conséquence est peu connu quelles sont leurs conceptions, comment ses responsabilités sont mises en relation avec leurs parcours de vie, en quoi se limitent-elles ou en quels aspects la conditionnent-elles et quelles particularités ont-elles.

Le second argument concerne l'incorporation de la diversité des associations. Si bien, que la participation des personnes âgées est liée à la proportion plus élevée des associations spécifiques – c'est à dire composée exclusivement par des personnes de ce groupe d'âge, on a également mis en évidence les liens à d'autres associations et les arguments dans lesquels les personnes de différents âges prennent part (Sintes y Collado, 2002). La recherche générale sur les associations a été l'objet des investigations (Subirats, et al, 2001), mais à ces recherches n'a pas été analysé la perspective des personnes âgées ni celle qui exercent des fonctions directives. [76]

III/ Méthodologie

La méthodologie utilisée a été qualitative pour comprendre que les résultats sont adéquats aux objectifs de l'investigation. (Vallés, 1997; Ruíz Olabuénaga, 1999; Alonso, 1998 ; Paillé et Mucchielli, 2003 ; Walker y Hagan, 2004). La récolte des matériaux s'est faite grâce à des groupes de discussion et des entretiens en face à face avec des femmes âgées. On a fait 7 groupes de discussion, composées de femmes âgées, et de 5 entretiens. Le nombre total de femmes qui ont participé a l'expérience est de 50 avec des âges compris entre 60 et 85 années. Pour la sélection des participantes ont été employé avec des critères basiques comme la forme de coexistence (seules ou avec famille) et l'expérience de travail (avec ou sans expérience), et entre les femmes qui occupaient "des positions formelles de pouvoir" ont été considéré le type d'association selon son composition (spécifique des personnes âgées ou bien non spécifique). Dans cet aspect, on a essayé de rassembler, sans esprit d'exhaustivité, des contextes associatifs divers. De cette façon, nous avons pu explorer les conceptions et les pratiques de femmes âgées qui occupent "des positions formelles de pouvoir" dans des associations consacrées à la formation, à la consultation, à la transmission de la mémoire historique ou à la revendication de l'égalité, et aussi dans des Clubs pour la troisième âge, groupes d'aide mutuelle et associations du troisième secteur.

IV/ Résultats

1. Les conceptions des femmes âgées qui occupent des positions formelles de pouvoir sur leur activité

Lorsque les femmes parlent de ce que signifie pour elles occuper une position formelle de pouvoir, elles introduisent les idées communes de responsabilité, de compromis, d'aide, de projet et d'utilité. Toutes, manifestent qu'elles sont dans cette position en raison de leur choix, qu'elles s'y sentent bien et que ça leur procure de la satisfaction de faire ce qu'elles font.

1.1. Besoin et utilité

A ce moment là, même si toutes les participantes partagent les mêmes idées de base, on remarque entre elles des différences selon le type d'organismes. Les différences ne s'établissent pas selon qu'on traite d'une association spécifique des personnes âgées ou non spécifique. C'est à dire selon la composition de l'association sinon on remarque que les

[76] D'autre part, il convient d'indiquer que le Conseil Assesseur des Personnes Âgées de Barcelone - organe de représentation des personnes âgées de la ville - propose l'extension des modalités de participation comme une stratégie de base pour augmenter la participation, en conjuguant dans cette stratégie deux composants : reconnaître la diversité que caractérise le groupe social des personnes âgées, et favoriser leurs participation dans des environnements partagés avec des citoyens de différents âges (Ayuntamiento de Barcelona, 2004)

différences sont selon les personnes destinataires de l'action réalisée par l'association : personnes âgées ou de différents âges. Cela est la caractéristique qui sépare et configure deux visions de la position formelle de pouvoir.

Dans le premier groupe, composé des femmes âgées impliquées dans des associations dont les destinataires sont des personnes âgées, la notion de "besoin" est celle qui organise leurs discours et qui leur fournit le sentiment de responsabilité qu'elles exercent. Elles racontent que au début de leur engagement est né à partir du moment où elles ont remarqué qu'elles étaient utiles aux personnes âgées dans son ensemble, plus précisément aux femmes âgées, ou par nécessité par rapport à le fonctionnement de l'association. Pour elles, le point de référence pour la participation s'établit depuis l'objet (*O*) de la participation, c'est à dire depuis les personnes qui composent l'association (P>n>*O*)

> "Moi, quand nous avons commencé, il y a une vingtaine d'années dans le premier groupe, nous faisions dans la paroisse une chose nouvelle et je me suis rendue compte que quand nous allions visiter des personnes âgées chez elles, elles avaient très envie de communiquer, envie de parler et certaines avaient de la famille, mais c'est clair que les enfants travaillaient et ce dont elles avaient envie c'était de pouvoir parler avec quelqu'un".

En revanche, dans le second groupe, composé de femmes âgées engagées dans des associations dont l'action ne se dirige pas spécifiquement aux personnes âgées, la notion principale est "l'utilité". Elles exercent leur responsabilité parce qu'elles la considèrent bénéfique pour elles mêmes. Elles signalent aussi des bénéfices de caractère général qui ne se restreignent ni aux femmes âgées ni aux personnes âgées dans son ensemble. Dans ce group, le point de référence pour la participation s'établit depuis elles (P<u<*O*).

> "Nous avions récoltées notre expérience et la possibilité des contacts qui ne pouvaient pas se perdre, ensuite, alors ils nous ont demandé si nous pouvions suivre actifs (...) et il nous ai apparu que nous devions créer une chose différente parce que nous n'étions plus dans les salles de classe et nous nous constituons comme sénat ... parce qu'à chaque fois il y avait plus de gens retraités et qu'ils avaient envie de garder contact et de pouvoir conseiller".

1.2. L'expérience de la satisfaction

En correspondance avec les différences signalées antérieurement, on remarque aussi des nuances autour de la façon dont ce vit la satisfaction pour chacune d'entre elles.

Parmi les femmes âgées engagées dans des associations dont les bénéficiaires sont des personnes âgées, leur intérêt personnel se définit au service des autres, aux personnes vers lesquelles se dirigent les activités de l'association. La satisfaction se produit parce qu'elles se sentent collaborer à l'amélioration de la vie d'autres personnes. L'amélioration peut se référer un bien-être supplémentaire, concrètement explicité dans les situations des autres femmes âgées, ou par le moyen d'un meilleur fonctionnement de l'association. Les carences des autres organisent leurs témoignages. Leur satisfaction provient du sentiment d'accomplissement de son devoir en aidant les autres; pour elles, la satisfaction provient de l'objet de la participation.

> "Moi, ce qui m'est arrivée quand je suis venue à l'association, une personne m'a demandée quelque chose et a dit, regarde j'ai été chez l'assistante sociale et elle n'a rien fait pour mon

cas… avec qui tu as parlé ? Tu veux que je t'accompagne moi ou une autre personne de l'association ? Quand tu te rends compte après qu'une personne à laquelle tu as prêté de l'aide pour un problème qu'elle peut avoir a réussi, moi ça me donne beaucoup de forces pour continuer"

Dans le second groupe, les femmes se positionnent à partir de la valorisation qu'elles font de leur situation personnelle et à partir de cela orientent leur action. Ce qu'elles font dans ces associations est lié à des projets à caractère différent leur montrant à elles-mêmes leurs capacités et à la fois leur donne la reconnaissance externe. Ce sont leurs nécessités, leurs aspirations qui organisent leurs commentaires. Lorsqu'elles parlent de leur activité, elles montrent leur implication dans le projet de l'organisme et dans la réalisation des buts. Mais, la satisfaction provient du sentiment que ce qu'elles font est bon pour elles. Dans ce groupe, la satisfaction provient de leur propre participation.

" ...Moi, je me remplie de ces gens que j'ai examiné et avec lesquels j'ai crû, mais je ne suis pas aussi généreuse que vous, je le fais surtout pour moi"

1.3. La vision sur les femmes âgées

Toutes les femmes partagent l'analyse des difficultés que les femmes âgées ont pour jouer les décisions de leur vie. D'ailleurs, c'est ce qu'elles font en montrant des situations de la vie quotidienne, en relatant des exemples de subordination, de soumission en signalant les conflits entre le rôle prescrit et l'autonomie décisionnelle. Elles relatent aussi le poids des valeurs qui tout au long de leur vie les a placé dans une position de dépendance des autres par contre expriment qu'elles ne se sentent pas dans cette situation.

Ce qui est intéressant d'observer c'est la formation des différences qui concernent leur vision sur les conditions et problèmes dans la vie des personnes âgées. De nouveau, à cet égard, on remarque le même type de différences signalées antérieurement.

Dans le premier groupe, les participantes décrivent avec un grand nombre de détails et de fréquence les difficultés des personnes âgées. Les motifs invoqués sont la relation avec la famille, le dévouement aux personnes, la dépendance aux demandes des autres, les doutes autour de leurs capacités. Ces motifs et aussi comment la difficulté de construire d'autres parcours de vie satisfaisant apparaissent de façon réitérée et détaillée.

Les témoignages présentent un ton émotif. En plus de les préoccuper, ce qu'elles racontent, leur fait mal. La narration recueille la proximité avec laquelle elles vivent ces situations de mal-être des femmes âgées avec lesquelles, elles sont en contact quotidiennement, le malaise des autres.

"J'ai vu des femmes âgées qui pensent que la vie est terminée pour elles et quand elles commencent des groupes elles mêmes te disent, j'ai des envie et une vitalité, puis c'est voir comment cela se menait à bien... et le voir en ces personnes".

Dans le second groupe, même si elles formulent la même problématique, elles se réfèrent avec moins de détails et aussi moins de fréquence. Quand elles présentent des situations concrètes que vivent d'autres femmes âgées concrètes, souvent elles n'introduisent pas les difficultés qu'en effet elles présentent pour la condition des femmes âgées en général. Elles parlent selon

deux plans : un plan situant la problématique et ses effets et dans l'autre ce qu'elles savent des autres femmes qui dans certains cas n'est pas illustré par cette problématique. Quand elles se réfèrent à la problématique, elles transmettent leurs préoccupations, mais leurs expressions ne sont pas imprégnées du ton émotif que nous avions indiqué antérieurement dans le premier groupe.

> *"Moi, si je les vois conditionnées par la vie plus ou moins y arriver, mais je n'ose rien dire parce que la seule chose que je peux faire est une conversation et dire des choses pour qu'elles puissent penser, mais je ne peux pas les forcer a participer (...) la seule chose avec les femmes que j'ai connu et dans ces moments on ne peut pas faire autre chose. Ensuite, j'ai connu une femme que j'ai rencontré au marché et que j'ai vu qui est très maîtresse de maison et… son mari et… ses obligations que je n'ai rien osé dire, seulement que quand je la rencontre, nous parlons".*

2/ La relation entre le parcours de vie et l'exercice de la fonction directive

Quand les femmes âgées parlent de la relation entre leur parcours de vie et l'activité actuelle, elles introduisent des moments concrets, des expériences vécues, des préoccupations ou des situations critiques. Même si pour elles leurs responsabilités actuelles ne sont pas perçues comme quelque chose de surprenant par rapport à leur parcours de vie, des différences surgissent selon le type de connexion qu'elles établissent entre leur étape adulte et leur étape actuelle.

Parmi leurs récits, deux types de connexion émergent entre leur vie en étapes antérieures et l'actuelle.

Le premier type de connexion concerne leur implication antérieure dans des activités qui expriment un compromis avec la communauté. Que ce soit à travers de leur contrat avec la paroisse, par des mouvements sociaux ou professionnels, pour une partie de ces femmes le lien entre ce qu'elles faisaient et ce qu'elles font se concrétise par l'adoption d'une position active en rapport avec des thèmes ou des problèmes de leur entourage.

> "moi, j'y était liée avant d'être à la retraite, maintenant que j'ai été connectée parce que pour moi c'était pouvoir être avec les gens qui nécessitaient une aide, de la chaleur, une attention, qui pouvaient raconter des choses, pour moi tout ceci m'allait déjà".

Le second type de connexion s'établit par rapport à leur expérience laborale et les compétences acquises au long de cette expérience. Elles appliquent dans de nouveaux contextes les habilités et le savoir dérivés de cette expérience.

> "Le fait de participer en étant plus âgé, est le fruit d'une trajectoire de vie professionnelle ..."

Parmi les premières, où le lien est la continuité dans l'implication, l'exercice de leurs responsabilités devient plus nucléaire dans leurs vies actuelles. Pour ces femmes, ce qu'elles font maintenant et qui donne un sens à leur vie actuelle leur donnait également un sens antérieurement. Cette signification présente une nuance singulière quand le lien intègre les deux types de connexions. La nuance se réfère à la différence entre leur position antérieure,

actives dans le domaine productif, et leur position actuelle de retraitées. Pour ces femmes, si l'on apprécie la continuité, on remarque également le travail d'adaptation à une nouvelle place, un rôle différent.

De son coté, entre les femmes dont le lien est le transfert de compétences, l'exercice de leurs activités est plus exprimé en clé de fonctionnalité. Ce qu'elles décrivent détaille plus ce qu'elles font que comment elles se sentent en le faisant. Désormais, elles pratiquent maintenant dans des associations leurs capacités construites antérieurement dans un autre type d'organisations.

Ainsi, il faut signaler que quand certaines des participantes combinent les deux types de connexion, ce qui est relatif à l'implication se configure comme la connexion principale.

3. Les activités des femmes âgées qui occupent des positions formelles de pouvoir

Dans les discours des femmes qui occupent des positions formelles de pouvoir, les activités qui sont menées se perçoivent selon deux plans. Au premier plan, les activités sont rapportées à partir de leur conception de la participation comme pratique vitale; et au second plan elles sont racontées à travers des travaux concrets qu'elles réalisent selon les différents types de direction.

3.1 La participation comme pratique vitale

Pour présenter leur conception de la participation comme pratique vitale, il est pertinent de montrer quels ont été les résultats obtenus dans l'ensemble de notre recherche sur ce thème.

Les résultats obtenus dans notre recherche sur l'activité sociale des femmes âgées montrent l'importance qu'a pour elles la possibilité de se questionner sur leur vie, de s'interroger sur ce qui a un sens et convenir aussi de ce qu'elles veulent. Ces questions sont celles qui permettent d'ouvrir la porte et de sortir de chez soi pour se découvrir en faisant des choses différentes. Se poser ces questions est le chemin pour que ces femmes se disent à elles mêmes : maintenant, c'est mon tour. Le façonnement de cette nouvelle forme de se voir soi-même et d'orienter de manière différente leurs vies n'a pas une modalité unique.

Notre étude a mis en relief trois modalités différentes : l'abandon partiel des obligations ; la conciliation de la participation ; et, « Moi, en premier lieu ».

a) Abandon partiel des obligations

Dans la première modalité les femmes introduisent dans leurs vies quotidiennes de nouveaux composants ; Elles sortent de chez elles pour faire des activités qu'elles ne faisaient pas avant et découvrent le bien être que cette nouveauté leur procure, comme par exemple, profiter du contact de nouvelles connaissances.

Cependant, leurs modes de vie impliquent que leurs obligations familiales restent leur occupation principale.

Actuellement, la renonciation à ce qu'elles aimeraient faire modèle leurs quotidiens ce qui leur permet de diminuer leur sentiment d'inaccomplissement et de culpabilité.

b) Conciliation de la participation
Dans la deuxième modalité, les femmes qui ont découvert de nouvelles manières de vivre, continuent à se sentir responsables du bien être des membres de leurs familles même si elles ne leur octroient pas la position principale indiquée à la première modalité.
Elles focalisent leurs vies sur le mode de la conciliation, mettant en relief les maniements temporels et aussi l'inquiétude que génère cette situation. Leur position de « jongleuse de leur emploi du temps» leur permet de manier les requis sans sentir qu'elles n'accomplissent pas et éviter en conséquence la culpabilité pour faire ce qu'elles désirent.

c) « Moi, en premier lieu »
Enfin, dans la troisième des modalités les femmes prennent leurs décisions « maintenant c'est mon tour », en établissant des limites quant aux demandes de leurs familles. Elles doivent au quotidien affirmer, argumenter et concrétiser leurs positions d'autonomie. Dans cette modalité les tâches domestiques ou la coopération avec leurs enfants dans le soin de leurs petits enfants ne disparaissent pas mais sont deux composants qui prennent un temps limité. Mais elles octroient une partie seulement du sens de leurs vies à ce genre d'activités.

Les femmes âgées attachées à des postes de direction expriment la troisième modalité.
Chacune d'entre elles établit des limites dans ses relations avec les membres de sa famille et ainsi définit de nouveaux rapports. Notamment elles se perçoivent et se valorisent à travers sphères différentes de celles de la reproduction. Leurs fonctions leur permettent de se voir et d'être vues autrement que comme des épouses, des soeurs, des mères, des tantes, des grands-mères ou des arrières grands-mères.

3.2 Les différents types de direction

Quand les participantes décrivent leurs activités, les récits invoquent des scènes diverses de la vie des associations. À ces scènes elles combinent les initiatives promues par chaque association avec ses objectifs ou avec son évolution.

Dans ces récits, s'opposent les femmes qui conjuguent les aspects spécifiques ou concrets de leurs activités avec la mission de l'association, et celles qui se centrent principalement sur les activités qu'elles mettent elles-mêmes en oeuvre.
Il s'agit d'une différence qui s'établit selon que par leurs positions elles ont été ou non promotrices du projet mis en oeuvre par l'association.

Les promotrices transmettent une vision plus globale : leur activité est présentée à travers de composants sustantifs et opératifs. Cela sous entend que la description de leurs activités concrètes, de leurs évolutions ou difficultés se lie petit à petit avec les fins de l'association et donc avec les motifs de sa création. Cette position qui émerge est celle des leaders.

> « Moi, ce que je m'étais dit, c'est que si il y a des groupes pour enfants, pour adolescents et pour adultes, pourquoi n'y a t-il pas de groupes pour les personnes âgées ? J'avais remarqué qu'il y avait un point de rencontre pour tous les âges sauf pour les personnes âgées et qu'en plus leur manquait de se rassembler, se communiquer, et penser ensemble. C'était, je pense, une majeure nécessité. Donc pour cela j'ai eu l'idée de former ces groupes pour personnes âgées. »

Dans le second groupe, les femmes présentent leur activité comme une série de tâches. Elles partagent le projet associatif mais elles transmettent une vision focalisée dans les activités qu'elles effectuent. En parlant de leurs activités elles se réfèrent aux fins génériques de l'association mais sans signaler le lien continu entre le concret qu'elles réalisent et les objectifs de l'association. La position émergente est celle de pions.

> « Moi, quand je suis devenue veuve, les autres m'on dit et depuis lors moi je suis resté ici. Un jour une amie m'a demandé de l'accompagner à une excursion qu'organisait l'association. Là bas, le président a vu que j'étais motivée à faire des choses donc il m'a proposé de collaborer avec lui. J'ai accepté et j'ai énormément collaboré. Maintenant je suis très impliquée et ce depuis de nombreuses années. »

4. Les conditions et les contraintes auxquelles les femmes doivent répondre

Dans l'analyse des discours sur les conditions auxquelles ces femmes doivent répondre, elles mettent en relief deux aspects.
Le premier concerne les stratégies qu'elles développent pour faciliter l'accès aux responsabilités aux autres femmes, et le second concerne la manière dont elles perçoivent la relation avec les autres générations et le développement de leurs responsabilités.

Ces deux aspects, reflètent la différenciation présentée dans la première section. Dans cette section à propos des conceptions, on a présenté deux groupes. Le premier correspondait aux femmes âgées qui occupent des positions formelles de pouvoir dans des associations dont les destinataires sont des personnes âgées et le second concernait celles qui assument cette responsabilité dans les associations dont l'action est dirigée vers des personnes d'âges variés.

Les femmes du premier groupe sont celles qui abordent le développement de stratégies de promotion d'autres femmes âgées, tandis que ce sujet n'est pas traité par les femmes du second groupe. Par contre, en ce qui concerne la perception du rapport avec les autres générations c'est l'inverse qui se produit. Cet aspect est abordé seulement par les femmes du second groupe.

4.1 La promotion des autres femmes

Les femmes âgées qui développent leur responsabilité dans des associations adressées vers les personnes âgées apportent dans leurs activités des stratégies pour que d'autres femmes puissent assumer des responsabilités dans l'association. Même si cet aspect n'a pas fait partie des objectifs à la création de l'association, elles l'incorporent.

Quand ces femmes décrivent ces stratégies, elles combinent des éléments d'analyse de la situation des femmes âgées avec des autres éléments qui proportionnent le détail pratique des stratégies.

Dans l'analyse que elles réalisent sur la situation des femmes âgées, elles remarquent qu'il y a des obstacles pour assumer des responsabilités. Il y a deux obstacles : les responsabilités familiales et la valorisation de ses capacités.

A propos des obligations familiales, les participantes soulignent que celles-là demandent beaucoup de temps et surtout que son caractère obligatoire structure leurs journées des

femmes âgées. Ainsi, l'intérêt de collaborer se heurte au principe recteur qui les organise comme femmes. La tension originaire par la incompatibilité entre le temps occupé et le temps disponible augmente avec celle que génère la collision entre désirs et normes intériorisées.

En ce qui concerne la valorisation que les femmes âgées font de leurs capacités, les participantes signalent comme élément central le manque de confiance en elles que ces femmes ont. Le manque de confiance est ressenti spécialement quand il s'agit de tâches qui comprennent une position formelle différenciée des autres femmes. Ainsi, il en résulte plus probable que ces femmes acceptent de se charger des tâches d'organisation en rapport aux groupes et activités auxquelles elles participent - de ces « microespaces » de l'association- plutôt que de se charger de tâches externes aux « microespaces ». La difficulté apparaît associée à l'ampliation de territoires d'action. Dans la même direction, la majeure difficulté d'assumer de nouvelles tâches se manifeste quand les tâches se doivent être réalisées hors de l'association. Le manque de confiance apparaît associé aux situations qui sous entendent l'expression de la singularité.

Dans leur récit sur la concrétisation de ces stratégies, les femmes abordent les obstacles et les difficultés antérieurement mentionnés. Trois sujets ressortent : les capacités, le bien être et la notion de processus.

La description des stratégies que les femmes attachées à des postes de direction emploient, exprime l'importance qu'elles donnent aux femmes âgées pour qu'elles découvrent leurs propres capacités et reconnaissent leurs valeurs. C'est à dire que se sont à elles de valoriser leurs capacités au lieu de trouver leur autoestime au travers de ce que les autres leur reconnaissent. A l'aide de cette clé, elles introduisent les arguments de bien être pour elles et aussi de cette manière elles comprennent comment se forment les tensions au fil du temps. Les femmes âgées attachées à des postes de direction reconnaissent que leurs propositions mettent en oeuvre des changements et les conçoivent comme un processus dans lequel se contemplent des avancements, des stagnations mais aussi des retours en arrière.

> «Moi, je pense que c'est faire confiance aux gens et leur demander de l'aide (...), en premier lieu on devrait demander de l'aide aux gens et qu'ainsi elles puissent occuper des positions de confiance si ils se motivent à collaborer. Ensuite peut être tu lui dis : écoutes, telle personne ne peux pas venir, tu t'y colles ? »

4.2 La relation avec les autres générations

Les femmes âgées qui ont des responsabilités dans les associations qui développent des activités pour différents groupes d'âges, introduisent dans leurs discours la relation avec d'autres générations comme un aspect caractéristique de leur activité. Quand elles en parlent, elles présentent les situations qu'elles partagent avec des personnes de d'autres âges. A travers ces situations, on observe comment en fonction des caractéristiques de l'association, la perception du rapport entre les générations varie.

Dans leurs discours, il émerge une caractéristique qui différencie les associations dont l'activité est produite conjointement par des personnes de différentes générations et celles dont la variété générationnelle est formée par les personnes destinataires. Les femmes âgées du premier groupe, soulignent dans leurs récits, le problématique qui dérive de leur actuation en conjoint avec les autres générations, tandis que cette problématique ne ressort pas quand la

variété générationnelle concerne les personnes destinataires. En analysant leurs récits, ce problématique présente des nuances.

Le problématique de la relation avec d'autres générations dans la besogne quotidienne est présentée tant dans les associations de volontaires que dans celles du secteur tertiaire dans lesquelles travaillent des professionnels et des volontaires. Dans ces deux types d'associations la question qui se pose du point de vue des femmes âgées concerne leur position et plus concrètement l'équilibre entre leur position et celles des autres générations. Elles sentent qu'il faut s'adapter à un contexte nouveau et que cette adaptation est essentielle pour se sentir bien dans ce qu'elles font.

Les résultats de notre recherche mettent en relief que même si il s'agit d'une association connue, les femmes âgées voient que pour elles le contexte a changé. La nouveauté se fonde sur le changement de la place qu'elles occupent. Ce changement de position peut dériver du fait que maintenant elles sont à la retraite alors qu'avant elles étaient actives, ou du fait que maintenant elles font partie du groupe des femmes retraitées inexistant antérieurement et qu'en conséquence elles inaugurent une nouvelle étape dans le parcours de l'association.

Dans ces deux situations émerge le questionnement que produit la nécessité d'une adaptation. Les femmes âgées attachées à des postes de direction s'interrogent quant à cette adaptation. Elles nous font part de la manière dont elles pensent prendre leurs nouveaux points de repères, ayant une nouvelle position. Dans leurs récits on remarque une différence selon la composition de l'association, volontaires ou volontaires et de professionnels.

Les associations de volontaires offrent moins éléments de régulation pour faciliter leur nouvelle place aux femmes âgées. La sensation transmise est l'insécurité, car elles sentent que leur direction est remise en question. Alors que les associations de professionnels et de volontaires leur définissent des coordonnées très concrètes au travers de la fonction du conseiller. La sensation transmise est que cette fonction encore limitée, facilite l'adaptation, dans la mesure où elle assure une place valorisée positivement par les différentes générations.

> « Non, moi ce qui m'arrive c'est que... tu vois qu'ils se trompent mais tu penses que ce n'est que ton point de vue. Tu as la discrétion de penser qu'au mieux ils se trompent mais tu en doutes car ...Non, je crois que l'on a besoin de jeunes qui croient en les choses (...) Je pense peut être, être trop pacifique, trop conciliante ou au mieux, je suis devenue conservatrice, je ne sais pas... Je pense que nous devons laisser les jeunes faire et qu'ils apprennent des choses. »

> «Ce que tu ne dois pas oublier c'est que tu n'es pas le tout puissant, cela doit être clair, parce que bien sûre, tu peux aider, tu peux conseiller, tu peux introduire des éléments qui te paraissent essentiels mais tu dois te conformer et ne pas t'inquiéter du fait que les choses ne se font pas toujours comme tu veux. »

DISCUSSION

Les résultats présentés soulignent l'importance d'étudier le point de vue des personnes âgées, et dans ce cas, celui des femmes âgées sur leur façon de vivre. Dans cette recherche, cette étude nous informe et nous introduit dans la variété des aspects qui confluent sur l'expérience vitale de la participation et facilite sa compréhension.

Il y a différents aspects suggestifs de la discussion sur les liens entre l'appartenance à un groupe discriminé socialement et le pouvoir qu'exercent les femmes âgées.

Les caractéristiques de différenciation identifiées montrent que la particularité des expériences de participation ne dérive pas du type d'association, spécifique ou non spécifique aux personnes âgées, mais à partir des conceptions et du parcours vital.

Les résultats nous dévoilent quels sont les points de références pour la participation des femmes âgées qui occupent des positions formelles de pouvoir, et montrent de quelle manière se concrétise l'influence de leur histoire. Ces deux dimensions sont reprises dans le schéma suivant (Fig1)*

L'axe horizontal, qui présente les données pour la participation dans le présent, met en relief qu'il s'appuie sur deux notions : Besoin et Utilité.

Nos remerciements au professeur Fran Elejabarrieta pour ses apports dans l'élaboration de ce schéma.
L'axe vertical, qui explique l'influence du passé dans la participation actuelle s'articule autour de deux autres notions: engagement et occupation.

La vision que nous donne ce schéma suggère diverses réflexions sur les liens entre l'appartenance à un groupe discriminé socialement et le pouvoir qu'exercent les femmes âgées.

La première réflexion concerne la relation entre la conception de la participation et les rôles assignés de genre.

Nous pouvons nous demander si la participation soutenue, répondant aux des besoins des autres personnes, est un transfert de l'activité des femmes de la sphère de la reproduction à celle de la participation sociale, et si pour cela elle renforce le maintien des rôles de genre assignés.

De notre point de vue, ces femmes âgées effectivement s'appuient sur leurs expériences personnelles dans l'aide et le soin d'autres personnes. Ce sont des domaines dans lesquels elles ont développé largement leurs compétences tant pour voir les besoins que pour y répondre. Elles intègrent et utilisent non seulement ce qu'elles ont fait au cours de leurs vies mais aussi ce à quoi elles ont réfléchi. Elles ne reproduisent mécaniquement ce qu'elles faisaient chez soi dans ce qu'elles font à l'association. La réflexion sur leur vie de femmes et les décisions qu'elles ont prises agissent comme un filtre qui leur permet de mettre en oeuvre une pratique sociale créative. Cette réflexion a été construite sur le conflit produit entre les normes intériorisées et les désirs dans leurs vies (Freixas, 2006).

L'existence de ces pratiques, permet de reconnaître la valeur de l'expérience de ces femmes, sans oublier les contraintes qui l'ont conditionné. Elles mettent en relief une forme de contribution sociale basée dans l'élaboration de cette expérience.

En complément, nous pouvons nous demander ce qu'il advient des rôles assignés quand la participation se base sur l'Utilité.

Les femmes qui conçoivent leur participation comme utile, donnent une majeure centralité à leurs propres objectifs. Dans tous les cas, elles se sentent contribuer au bien être des autres, mais également, leur propre bien être apparaît clairement exploité et surtout occupe une position principale. Elles le présentent comme l'exercice de leurs propres droits mais aussi comme un devoir pour elles mêmes. De ce fait, elles offrent aux autres une image de femmes pour lesquelles la préoccupation pour les autres n'usurpe pas leur propre bien être (Alborch, 1999).

De la même manière, les unes et les autres ne se définissent pas d'après leur âge. Leur façon de vivre le vieillissement, concorde avec une de celles signalées par Mantovani et Membrado (2000). Elles se perçoivent elles-mêmes comme ayant la capacité de réaliser leurs désirs et établissent un bilan positif de leurs vies.

La seconde réflexion concerne la relation entre le parcours vital et l'expérience vitale de la participation des femmes âgées.

Les résultats mettent en relief, que toutes les femmes âgées qui occupent des positions formelles de pouvoir ont réalisé précédemment un chemin. Elles ont marché sur le chemin de l'engagement ou sur le chemin de l'occupation. Aucune d'elles ne perçoit qu'elle est en train d'inaugurer quelque chose de totalement nouveau, différent dans sa vie.

Par contre, dans notre recherche, cette perception diffère des résultats obtenus concernant les femmes âgées qui n'occupent pas de positions formelles de pouvoir, qui racontaient de façon redondante leur participation actuelle comme quelque chose de nouveau dans leurs vies. Elles le voient comme une découverte positive. L'évaluation positive était le résultat de ce qu'elles faisaient et de la façon dont elles se sentaient en le faisant.

La différence entre les unes et les autres, suggère que le parcours vital se constitue comme une voie qui détermine l'accès aux positions formelles de pouvoir confirmant ainsi les postulés de la théorie de la continuité (Atchley, 1986).

En conséquence l'axe vertical du schème se configure comme une ligne déterminante. De la même manière, les axes rendent compte de deux types de tension entre leurs pôles. Dans l'axe vertical la relation entre ses pôles est de l'ex-tension alors que celle de l'axe horizontal est de l'in- tension.

Dans la troisième réflexion nous voulons indiquer, à propos du schéma présenté, une voie à explorer dans le futur.

Le schéma de type orthogonal, permet une vision à travers des axes que nous avons commenté antérieurement. Mais, également ce schéma pourrait être analysé au travers d'une vision non orthogonale. Cette vision nous permettrait de nous approcher de la relation entre paires d'éléments. D'une part, entre « besoin » et « engagement » et d'autre part entre « utilité» et «occupation». Il s'agit d'une exploration qui probablement, procure une approximation plus intégrée de la perspective des femmes âgées qui occupent des positions formelles de pouvoir.

Les résultats obtenus, s'avèrent aussi suggestifs à propos de la discussion sur les pratiques émancipatrices et les stratégies de reprise du pouvoir.

En premier lieu, les pratiques de participation des ces femmes illustrent comment les femmes âgées avec différentes expériences, développent des chemins d'émancipation. A travers leur activité, elles montrent aux autres femmes et aussi aux hommes, des modes de vie opposés aux stéréotypes.

En deuxième lieu, il convient de détacher les stratégies utilisées, pour faire en sorte que les autres femmes âgées assument des responsabilités dans l'association. Il s'agit de stratégies très précises parmi celles qui tiennent en compte quelles sont les difficultés objectives et subjectives. Elles tiennent en compte les forteresses et en même temps ouvrent des voies pour l'action.

De notre point de vue, ces stratégies sont une pratique « d'empowerment », de pouvoir d'agir. Les femmes âgées appliquent ce qu'elles ont appris et l'orientent de manière à faciliter aux autres femmes l'élargissement de leurs horizons, la confiance en leurs capacités et comment les utiliser. En définitive elles stimulent la découverte de nouveaux chemins d'action.

Prenant la classification faîte par Charpentier et Soulières (2006), nous pourrions mettre en relation cette pratique avec « l'empowerment au quotidien » dans le contexte associatif étant connu que les dynamiques de ces contextes peuvent influencer positivement ou négativement « l'empowerment » (Cusack,1994 ;1998). Nos résultats montrent comment les femmes âgées grâce au « pouvoir d'agir », créent des stratégies et favorisent un type de dynamique associative utile pour la reprise de pouvoir des autres femmes.

Bibliographie :

Alborch C. (1999), *Solas*, Madrid, Temas de hoy.

Alonso L. E. (1998), *La mirada cualitativa en sociología*, Madrid, Fundamentos.

Atchley R. (1986), *Aging continuity and change*, Bekmint, Wadsworth Publishing Co.
Ayuntamiento de Barcelona. Sector de Servicios Personales (2004), *Les veus de la Gent Gran*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona.
cap 8 , *Investigación en-de-con el grupo*, Bilbao, Universidad de Deusto.

Cusack S. (1994), <<Developing leadership in the third age: an ethnographic study of leadership in a seniors' center>>, *Journal of Applied Gerontology*, nº 13, (2), pp. 127-142.

Cusak S. A. (1998), <<Leadership in Seniors' Centres: power and empowerment in relations between seniors and staff>>, *Education and Ageing*, nº 13 (1), pp. 49 – 66.

Charpentier M. et Soulières M. (2006), *Paroles de résidents. Droits et pouvoir d'agir (empowerment) des personnnes âgées en résidence et en centre d'hébergement*, Rapport final de recherche soumis au Ministère de la Santé et des Services Sociaux du Québec et Secrétariat aux Aînés.

Freixas A. (2006), <<Demá més. Dones, vides i temps>>, *Quaderns de l'Institut*, nº 8. Barcelona, Institut Català de les Dones, Generalitat de Catalunya .

Instituto Nacional de Servicios Sociales (1996), *Asociaciones de personas mayores en España. Panorámica del movimiento asociativo*, Madrid, Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales (INSERSO)

Mantovani J. et Membrado M. (2000), <<Expériences de la vieillesse et formes du vieillir>>, *Vieillir: l'avance en âge*, Informations Sociales, nº 88, pp.10-17

Organización Mundial de la Salud (2002), <<Envejecimiento Activo: Un marco político>>, *Rev Esp Geriatr Gerontol* 200, nº 37 (S2), pp.74-105.

Paillé P. et Mucchielli A. (2003), *L'analyse qualitative en sciences humaines*, Paris , A. Collin.

Pérez Salanova M. (2002), <<Envejecimiento y participación ¿Necesitamos nuevos enfoques?>>, *Intervención Psicosocial* , nº 10(3), pp. 285-294

Pérez Salanova M. (2003), *Las asociaciones de personas mayores como actores en la construcción de nuevos enfoques del envejecimiento*, Rapport final de recherche soumis au IMSERSO- Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales.

Ruíz Olabuénaga J. L. (1999), <<Metodología de la Investigación Educativa>>,
Sintes E. et Collado A. (coords) (2002), *Condicions de vida de la gent gran,* Barcelona, Ayuntamiento de Barcelona.

Subirats, J., Blanco, I**.**, Brugué, Q., Font, J., Gomà, R., Jarque, M., et Medina, L. (2001), *Experiències de participació ciutadana en els municipis catalans,* Barcelona, Escola d'Administració Pública de Catalunya.

Valles M. (1997), *Técnicas cualitativas de investigación social: Reflexión metodológica y práctica profesional*, Madrid, Síntesis.

Walker A. et Hagan C. H. (eds) (2004), *Growing Older. Quality of life in old age*, Maidenhead, Open University Press.

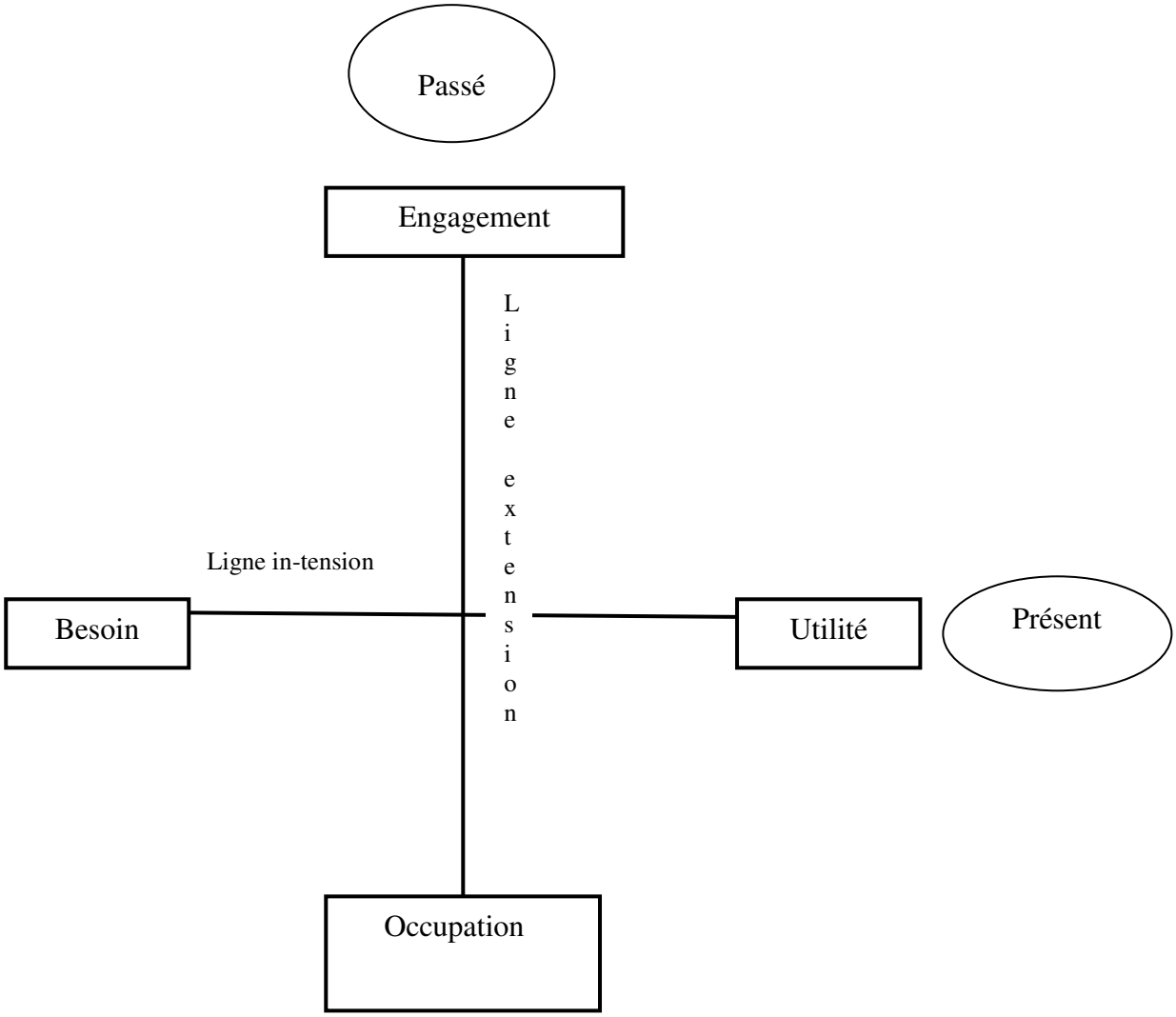


Fig. 1 Schéma “Expériences de participation selon les conceptions et le parcours vital "

Table ronde 4 : La place des aînés dans la construction des politiques publiques. Quelle intégration pour des aînés ou des groupes d'aînés dans les décisions publiques ?

Présentation de table ronde par M. Beaulieu et C. Morin

Dans la sphère publique, les aînés peuvent être appréhendés ou se mettre en scène à titre individuel mais surtout en tant que représentants d'un groupe social. En 2007, de quelles façons et selon quelles modalités, les aînés et leurs groupes sont-ils des acteurs dans les décisions publiques ? À partir des travaux de 7 intervenants de divers pays, nous allons débattre de cette question selon trois axes d'analyse : la structuration politique, l'exercice du pouvoir des aînés (que d'aucuns nomment le pouvoir gris) et la dimension subjective de l'influence telle qu'elle est vécue par les aînés et les groupes d'aînés.

La structuration politique et institutionnelle

L'accroissement de la population âgée entraîne une redéfinition des rapports entre générations dans les espaces publics et politiques. Cela soulève de nombreuses questions. Les structures politiques actuelles répondent-elles à l'autonomie décisionnelle des aînés et des groupes d'aînés dans la définition et l'articulation de leurs actions sur leurs conditions de vie ? Quels y sont les espaces où les aînés et les groupes qui les représentent exercent leur participation citoyenne ? Les échanges qu'ont les aînés avec les diverses instances politiques témoignent-ils d'une ouverture aux préoccupations des aînés et encouragent-ils l'exercice d'un pouvoir? En quoi l'analyse des structures politiques nous renseigne-t-elle sur la place accordée aux aînés et aux groupes qui les représentent dans les décisions publiques ? Quels sont les critères sur lesquels se fondent les autorités publiques pour désigner les « porte-parole » des aînés et de quelle légitimité jouissent-ils en France ou en Suisse ? Quelle est leur influence sur les lois ? François Clément analyse sous un angle juridique le pouvoir des aînés dans les Conseils des sages et d'anciens en Europe. Alexandre Lambelet traite de la consultation des aînés à travers les opérations du Conseil suisse des aînés. Alice Rouyer et Tristan Salord comparent le droit de cité des aînés, dont le côtoiement des générations dans l'espace public, en France, Espagne et Allemagne.

Exercice du pouvoir des aînés

Les aînés revendiquent du pouvoir dans la définition et la mise en application des politiques publiques. Leurs moyens d'action passent, entre autres, par la constitution de groupes à vocation de défense des droits. Sont-ils entendus ? Quelle est l'étendue de leur pouvoir : consultation, concertation, influence, décision, surveillance ou autre ? Caroline Morin présentera une analyse microsociologique de la défense des droits des aînés au sein de l'AQRP au Québec. En prolongeant l'interrogation de François Clément, il s'agit de savoir si les aînés et leurs organisations « constituent ou non de véritables contre-pouvoirs locaux » et sur les autres échelles de pouvoir. Peut-on parler d'une force homogène comme le souligne la contribution de Lambelet (Suisse) lorsqu'il note la diversité des groupes sociaux d'aînés dans leurs intérêts et les organisations qui les représentent ? Pour Gérard Cornet, mais aussi Véronique Roussel et Dominique Vollet, le pouvoir des aînés est faible et leurs spécificités sont peu prises en compte. Si ces dernières sont ignorées, comment peuvent-elles être rendues visibles et intégrées dans les politiques publiques ? Les mécanismes prévus dans le cadre des politiques favorisent-ils l'émergence de compétences et un pouvoir d'expertise chez les aînés et les groupes qui les représentent ? Gérard Cornet, sur le programme européen Uniaccess présentera les recommandations de ce dispositif en matière d'intervention

programmée de conseils experts en accessibilité pour les aînés fragilisés ou handicapés. En quoi la mobilisation de l'expertise profane des usagers et de l'expertise technique de certaines de leurs organisations peuvent-elles constituer des leviers participatifs dans la construction de politiques d'aménagements locaux ? Quelle est la nature du pouvoir de l'aîné à titre individuel ou collectif (à travers ses organisations) et que représente-il face aux technostructures ? Ces questions peuvent se poser dans la contribution des aînés de Sherbrooke (Québec) dans leur influence sur la vie individuelle et collective dans leur ville (Julie Vincelette), mais aussi dans les expériences menées à Toulouse, Hanovre et Saragosse (Alice Rouyer & Tristan Salord). Au-delà des seules questions de l'expertise, ces contributions nous amèneront à élargir l'analyse globale des approches enchâssées dans les divers dispositifs visant à prendre en compte les spécificités des aînés dans la cité. Dans quelle mesure encouragent-elles l'engagement dans des processus d'*empowerment* ?

Dimension subjective de l'influence

Le point de vue de la population âgée est souvent exprimé par le biais d'acteurs engagés dans le développement des collectivités. Or, les instances publiques n'offrent pas toujours l'espace et l'opportunité pour ces acteurs d'exprimer leurs préoccupations. Comment les aînés ou les groupes d'aînés perçoivent-ils qu'ils constituent une préoccupation pour les instances publiques ? S'y sentent-ils invités, reçus et entendus ? Ont-ils le sentiment de définir eux-mêmes leurs préoccupations et leurs besoins ? Quelle appréciation font-ils de leur reconnaissance sociale ? Quel regard jettent-ils sur leur environnement et sur la place qu'ils y occupent ? Quelle perception ont-ils de leurs impacts en tant que citoyens de plus en plus nombreux ?

Chaque axe d'analyse permettra d'articuler des éléments de réponse à la question en titre. Comment l'intégration des aînés et des groupes d'aînés se décline-t-elle dans les diverses instances publiques ?

Les Conseils des sages et d'anciens : véritables contrepouvoirs locaux ? (aspects juridiques de la participation des aînés au processus de décision locale)

François CLÉMENT
Centre d'Études et de Recherches en Sciences Administratives
Université Paris II, Panthéon-Assas
10, rue Thénard – F-75005 Paris
Téléphone : *(+33)* 06 03 55 55 80
Courriel : clement.cersa@hotmail.fr

Résumé :

Le vieillissement de la population mondiale soulève la question de la citoyenneté et suppose une intégration réelle des citoyens âgés à la vie de la Cité, à la *res publica*. Les Conseils des sages et d'anciens sont, en France, les instruments de cette revalorisation de l'expression citoyenne dans l'espace public.

Mots clés : Âge, Citoyenneté, Conseil des Sages, Pouvoir, Contrepouvoir, Collectivités locales, France

> *Le vieillissement est un phénomène mondial. Il va donc falloir repenser les relations entre âge et citoyenneté car les situations de discrimination ne peuvent être tolérées par un public de plus en plus nombreux et conscient de son exclusion. Il faut travailler à un modèle qui puisse désarmer les réflexes discriminants sans pour autant mettre en place une gérontocratie… C'est un vrai défi pour les sociétés humaines ! »*
>
> Albert MAGARIAN

Longtemps reléguées aux clubs du 3ème âge et autres associations culturelles et sportives des communes françaises, les personnes âgées[ii] n'ont que récemment été invitées à apporter leur contribution – si mince soit elle – au processus de décision locale.

L'initiative revient à Kofi Yamgnane[iii], le maire de Saint Coulitz : en 1989 il appelait les aînés de sa commune à s'impliquer dans la vie de la collectivité en participant à un Conseil des Sages, le premier que la France ait connu.
Les origines africaines du maire de cette petite ville de Bretagne ne sont pas étrangères à l'éclosion de ce projet : dans la civilisation africaine, les vieux du village appartiennent à un conseil ; consultés, presque toujours écoutés, ils sont l'âme de ce village et leurs décisions incarnent la sagesse (VIRIOT-DURANDAL & CLÉMENT, 2002).
Nombreux sont les élus français qui, depuis, ont cherché à favoriser la consultation des retraités et personnes âgées de leur commune dans des conseils

dont les noms varient, de « conseil des sages » à « conseil des anciens » en passant par « conseil des aînés »…
Cependant, la place et l'importance de ces conseils dans la prise de décision publique ne sont pas sans soulever un certain nombre de questions auxquelles nous tenterons d'apporter quelques éléments de réponses : – d'une part, *ces conseils ont-ils une existence légale ?* (1.) ; – d'autre part, *quelle est leur légitimité dans le paysage politique local ?* (2.); – enfin, *peuvent-ils constituer un quelconque contrepouvoir de l'autorité locale élue ?* (3.).

1. Ont-ils une existence légale ?

Après une exploration des manuels spécialisés, portant sur l'organisation administrative et le droit public local, force est de constater qu'aucun texte ne fait expressément référence au conseil des sages et d'ancien. Alors, sur quelle base les municipalités peuvent-elles créer ces conseils ?

C'est dans la notion de participation du citoyen à la vie locale, que proclame l'article 1er de la loi du 2 mars 1982, que l'on va trouver un premier élément de réponse, même si la démocratie participative n'a depuis fait l'objet que de mesures ponctuelles (LE PORS, 2002).

Certes, tout le monde s'accorde pour reconnaître l'importance du mouvement associatif dans le développement d'une participation citoyenne à la vie locale, et chacun sait que dans la ville ou dans le village, le représentant d'un tel mouvement est bien souvent le partenaire incontournable des élus locaux.

Mais au-delà du regroupement à l'initiative des citoyens eux-mêmes, le conseil municipal dispose, aux termes de l'article L. 2143-2 du Code général des collectivités territoriales, en son 1er alinéa, de la possibilité de *« […] créer des comités consultatifs sur tout problème communal concernant tout ou partie du territoire de la commune, comprenant des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales. »*
En outre, à partir du moment où le rôle de ces comités demeure consultatif et que leurs avis ne lient pas le conseil municipal dans sa propre prise de décision, ces organismes sont légaux (AUBY, AUBY & NOGUELLOU, 2004).

Cet article, fruit de la loi du 6 février 1992, est venu consacrer l'existence de commissions extra-municipales, de comités consultatifs et autres comités de quartiers permettant aux citoyens – détenteurs du droit de vote – mais aussi aux immigrés et aux enfants – qui eux ne sont pas en droit de voter[iv] – de s'exprimer sur des sujets concernant la vie de la commune[v].

C'est sur cette base que de nombreuses communes ont favorisé la création de conseils municipaux d'enfants. C'est souvent sur cette base que s'appuient les conseils municipaux pour mettre en œuvre des assemblées regroupant les aînés de la commune.

Cependant, la compétence des conseils des sages va bien souvent au-delà des seules questions relatives au vieillissement, au 3ème âge et à l'intergénérationnel, donc aux thèmes qui touchent directement les membres de ces conseils, puisqu'on

leur reconnaît généralement une compétence globale sur la vie de la commune, en particulier en matière d'aménagement, d'environnement, de développement local, de solidarité, etc.

Dès lors que les conseils des sages connaissent et sont force de proposition quant à des affaires locales allant au-delà des thématiques qui sont propres à la classe d'âge qu'ils représentent, la question de leur légitimité dans le paysage politique local se pose.

2. Sont-ils légitimes dans le paysage politique local ?

En élargissant le domaine de compétences dévolu aux conseils des sages et d'anciens au-delà des thématiques inhérentes au groupe que représentent leurs membres, les conseils municipaux installent auprès des institutions délibérantes de la collectivité (le conseil lui-même et les commissions municipales, entre autres) un organe consultatif représentant une classe d'âge, elle-même citoyenne.

Cet élément, qui peut sembler anodin, est en réalité un point délicat, puisque touchant au principe de représentation des citoyens. Revenons rapidement sur deux concepts : celui de la « représentation » d'abord, et celui du « citoyen » ensuite.
– Le régime représentatif est celui par lequel le peuple, les habitants de la Cité, délègue à des représentants (ici, le conseil municipal et le maire) par la voie d'élections le pouvoir de s'exprimer au nom du groupe pour défendre les intérêts de la collectivité (MORFAUX, 1994).
– Le citoyen est l'individu habitant une Cité qui jouit des privilèges reconnus aux habitants de la Cité (MORFAUX, 1994) ; la citoyenneté est l'action par laquelle le citoyen participe à la vie politique de la Cité, selon un certain nombre de conditions : qu'il ait la nationalité du pays auquel appartient la Cité (exception faite des ressortissants européens, voir note 4, *supra*), qu'il ait l'âge requis pour participer aux scrutins, enfin et surtout qu'il soit un résident de la Cité.

Dès lors, on peut comprendre la volonté du conseil municipal de permettre à des groupes particuliers de se réunir au sein d'un comité afin de s'exprimer et de faire entendre leurs voix sur des domaines qui les concernent alors qu'ils sont exclus du débat public : c'est le cas des étrangers ou encore des enfants, à qui certaines communes ont permis de se constituer en *conseils municipaux d'étrangers* ou *conseils municipaux d'enfants* (MULLER-QUOY, 2001). Ainsi ces conseils municipaux – parallèles – donnent la parole à des représentants de catégories de la population qui ne possèdent pas le droit de vote, soit du fait de la nationalité, soit du fait de l'âge, et qui ne sont donc pas des citoyens.

Tel n'est pas le cas des conseils des sages qui permettent la représentation d'une classe d'âge de la population au sein d'un organe consultatif auprès duquel la collectivité puise son inspiration. Les thèmes sur lesquels sont amenés à réfléchir ces instances vont souvent – nous l'avons déjà dit – bien au-delà de ceux intéressant la classe d'âge concernée, puisqu'ils sont invités à réfléchir, parfois même à être force de proposition, sur des questions relatives à l'environnement, à l'entraide, à la voirie, etc. (VIRIOT-DURANDAL & CLÉMENT, 2002).
Là où ces conseils intriguent, c'est que leurs représentants sont eux-mêmes

citoyens. C'est-à-dire qu'ils jouissent pleinement de leurs droits civiques. En effet, le fait d'être âgé ou retraité ne suppose pas que l'on soit privé de ses droits civiques et qu'on ne dispose d'aucun moyen pour prendre la parole et défendre les intérêts du groupe auquel on appartient (GAXIE, 1993 ; ARGOUD & PUIJALON, 1999 ; VIRIOT-DURANDAL, 2003). Ce qui accentue l'intrigue, c'est le mode de constitution de ces conseils : bien que les procédures ne soient pas identiques partout, les sages sont pratiquement toujours issus d'une « élection »… Ils peuvent donc être les élus d'un groupe auprès des élus de la Cité[vi].
Ainsi, que la plupart des sages soient électeurs[vii], que les membres des conseils des sages puissent être des élus, cela pourrait-il inciter les sages, selon la situation politique de la commune, à s'ériger en de véritables contrepouvoirs locaux ?

3. constituent-ils un quelconque contrepouvoir de l'autorité locale élue ?

Si les conseils des sages et d'anciens demeurent encore peu nombreux en France, cela est en partie la résultante de trois facteurs : une sous-estimation de l'importance de nos aînés avec une récente prise de conscience de l'ampleur du papy boom ; la crainte de voir les conseils des sages devenir des lieux de revendication d'un groupe ; enfin, la frilosité des communes à créer de tels conseils peut s'expliquer par la peur de voir les sages s'ériger en un véritable contrepouvoir local (ARGOUD & PUIJALON, 1999).

Pour qu'ils se réalisent en tant que contrepouvoir local, encore faudrait-il que les conseils des sages et d'anciens disposent d'une influence réelle sur la vie locale.
On l'a vu, le fait que les sages puissent être des électeurs et des élus pourrait constituer un premier point favorisant le développement d'une opposition à l'action politique locale. Cependant, si ces conseils disposent fréquemment d'une compétence globale sur la vie de la commune, les positions qu'ils prennent sur les affaires qu'ils connaissent ne peuvent donner lieu, conformément à l'article L. 2143-2 du Code général des collectivités territoriales précité, qu'à de simples avis, n'ayant aucune portée juridique (LE PORS, 2002 ; AUBY, AUBY & NOGUELLOU, 2004).

Pourtant le conseil municipal semble souvent suivre les avis rendus par les comités consultatifs ; les élus de la commune reprenant à leur compte les observations formulées par ces instances de dialogue (MULLER-QUOY, 2001). Peut-on pour autant parler d'« influence » de ces comités ? Je ne pense pas, ou du moins elle n'est ni clairement ni expressément exprimée.
Alors, peut-être faut-il chercher un autre élément de réponse dans le mode de constitution de ces conseils. Plus précisément, dans les procédures électives.
En effet, en optant pour la désignation ou le tirage au sort des candidats, la commune écarte toute représentativité, au sens politique du terme, du groupe auquel appartiennent ces mêmes candidats. La solution est différente dès lors que l'on se situe dans un processus électoral.

Deux procédures existent : la première permet aux associations locales d'élire, parmi leurs adhérents, la ou les personnes qui auront pour mission de représenter les aînés de la commune et, par la même occasion, l'association dont ils sont l'émanation ; la seconde – et c'est celle qui nous intéresse le plus – est l'élection

des candidats par tous les habitants âgés de la commune.

La notion de « plébiscite » nous permet ici de distinguer nettement la différence de poids et d'influence que pourrait avoir un conseil des sages nommé, avec un autre représentant le tissu associatif (qu'il soit élu importe peu), par rapport à un conseil dont les membres sont tous issus des urnes, donc occupant de véritables fonctions électives.
Cette hypothèse ne pourrait néanmoins se traduire dans la réalité que si les sages élus sont les représentants d'un groupe réellement important en nombre dans la commune, en particulier d'un groupe de citoyens, donc d'électeurs pouvant faire basculer une élection locale. Plus le groupe sera d'ailleurs constitué, plus il aura de force (VIRIOT-DURANDAL, 2003)[viii].

Mais cette hypothèse rencontre un obstacle et il est de taille : sans groupe constitué, face au découpage administratif local français (plus de 36 600 communes en France métropolitaine), il y a peu de chances pour qu'un conseil des sages devienne un jour l'acteur politique ayant le poids suffisant pour renverser son propre créateur.

⁂

Sans faire de « jeunisme », il est important de relever, comme le souligne à juste titre Hélène Thomas, que l'âge ne semble pas être un facteur d'intégration politique[ix].; au contraire, l'âge nombreuses sont les facultés humaines qui déclinent : on perd la mémoire, on s'intéresse moins aux événements qui ne nous concernent pas directement, on se désengage de la vie politique.
Or, comme le souligne Pierre Richard, *« [L]'accès du citoyen à la Res Publica est probablement aujourd'hui la question de fond qui [doit] commande[r] toute action politique […] »* (RICHARD, 1995).
Partant, le développement des conseils des sages et d'anciens, qui permettent aux citoyens âgés de s'exprimer, de participer, de véritablement s'impliquer dans la vie de la Cité, sont les instruments d'une re-motivation d'une classe d'âge pour la vie politique locale.

Bibliographie :

ARGOUD D. et PUIJALON B., 1999, *La Parole des vieux : enjeux, analyse, pratique*, Dunod, Paris.

AUBY J.-B., AUBY J.-Fr. et NOGUELLOU R., 2004, *Droit des collectivités locales*, PUF, Coll. Thémis, 3ème éd., Paris.

GAXIE D., 1993, *La Démocratie représentative*, Montchrestien, Coll. Clefs politiques, Paris.

LE PORS A., 2002, *La Citoyenneté. Valeur dépassée ?*, PUF, Coll. Que sais-je ?, 3ème éd., Paris.

MORFAUX L.-M., 1994, *Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines*, Armand Colin, 15ème éd., Paris.

MULLER-QUOY I., 2001, *Le Droit des assemblées locales*, LGDJ, Coll. Systèmes, Paris.

RICHARD P., 1995, *Le Temps des citoyens. Pour une démocratie décentralisée*, Préface de René Monory, PUF, Coll. Politique d'aujourd'hui, Paris.

VIRIOT-DURANDAL J.-Ph. et CLÉMENT Fr., 2002, « Vers un dialogue institutionnel avec les retraités ? Entretien avec Kofi Yamgnane », *Les Cahiers de la Fiapa*, n° 2, pp. 158-161.

VIRIOT-DURANDAL J.-Ph., 2003, *Le Pouvoir gris. Sociologie des groupes de pression de retraités*, PUF, Coll. Le Lien social, Paris.

Le Conseil suisse des aînés : quelle audience pour quelles personnes âgées ?

Alexandre LAMBELET
Institut d'études politiques et internationales
Université de Lausanne
Anthropole, bureau 5119
1015 Lausanne
alexandre.lambelet@unil.ch

Résumé

Etudiant dans le cadre de ma thèse[77] la structuration de la représentation des retraités en Suisse à travers l'observation de trois organisations de défense de retraités et leur participation à différentes organisations faîtières, je voudrais, dans le cadre de cet atelier questionner la manière dont, aujourd'hui, les retraités (ou personnes âgées) sont consulté(e)s en Suisse.

En effet, si cette consultation des personnes âgées existe aujourd'hui, au niveau fédéral, à travers le Conseil Suisse des Aînés (comme organisation faîtière des associations de retraités, le CSA, fondé en 2001, est reconnu interlocuteur officiel de l'administration et des autorités fédérales ; il est donc invité à participer aux différents processus de consultation pour toutes les nouvelles lois qui concernent les personnes âgées), elle ne s'est pas faite *ex nihilo* mais est bien plus le fruit de nombreuses négociations.

Un retour sur la structuration de la défense des retraités en Suisse (tant sous l'aspect de la concurrence entre organisations que dans la variété des rapports à l'Etat) semble donc indispensable pour comprendre la forme qu'a prise aujourd'hui cette organisation, tant du point de vue « formel » que dans ses axes d'intervention. Le CSA est une société simple - au sens des articles 530 à 551 du code des obligations (CO) - alors même que les retraités auraient préféré qu'il soit une « commission extraparlementaire » - au sens de la LOGA - et surtout, comme le montre une observation des prises de position réalisées ces dernières années et des entretiens effectués avec différents membres, l'unification de la voix des retraités ne se fait pas sans peine, ne peut pas se faire sans l'abandon de sujets qui divisent trop les positions.

L'analyse de la création du Conseil Suisse des Aînés en Suisse montre alors toute l'ambiguïté d'une structure devant représenter les retraités. Son fonctionnement bute en effet sans cesse sur sa propre difficulté à devoir représenter des intérêts de retraités dont les intérêts effectifs sont des plus divers (du fait de parcours de vie, de socialisation, largement différentes) et simultanément des difficultés à trouver une véritable audience auprès des autorités.

[77] Travail en cours, sous la direction des professeurs Olivier Fillieule et Michel Offerlé aux universités de Lausanne et Paris I.

Difficultés et enjeux de la représentation des usagers âgés dans la conception et l'aménagement des transports publics pour améliorer leur accessibilité : Le Cas des Transports publics

Gérard CORNET
Consultant en Gérontechnologie et sur les marchés "seniors",
Expert agréé auprès de la Commission Européenne pour les projets en faveur des personnes aux besoins spécifiques
Tel: 33 (0)1 46 22 44 46 -
Fax: 33 (0)1 42 67 74 68
E mail: cornetg@club-internet.fr

Exercice du pouvoir des Aînés
Présentation des recommandations du projet européen Uniaccess pour l'accessibilité aux transports publics des personnes à mobilité réduite.

Introduction

I. Le contexte du projet

L'exigence de l'égalité des chances pour tous les citoyens implique celle de la capacité pour tous à utiliser les transports publics avec un accès autant que possible au même confort , à la même rapidité pour les personnes ayant différents niveaux de mobilité et parmi celles-ci les personnes âgées, comme les enfants, les personnes atteintes d'incapacités ou de limitations fonctionnelles , les personnes encombrées avec des bagages, avec des landaus ou poussettes , les femmes enceintes…
Le seul moyen d'y parvenir est d'assurer que l'ensemble du transport public (dont trains , bus, taxis et infrastructures) devienne universellement accessible. Cette approche conceptuelle de l'accessibilité pour tous n'est pas seulement une façon de résoudre un problème, c'est aussi une opportunité pour améliorer la qualité , l'usage et la sécurité du transport public. C'est dans ce contexte ouvert et large que le projet Uniaccess[78] a été élaboré dans le cadre du 6eme programme européen de recherche et de développement. technologique avec, pour partenaires, un ensemble représentatif des différents acteurs engagés dans cette problématique :

- AGE : plate-forme associative agréée auprès du Parlement et de la Commission Européenne à Bruxelles pour faire entendre la voix et promouvoir les intérêts des personnes âgées de l'Union et attirer l'attention sur les questions essentielles qui les concernent.
- COFEMCE : organisation nationale espagnole à but non lucratif représentant les personnes handicapées physiques dont l'objectif est de défendre leur pleine intégration sociale
- ENIL : organisation rassemblant les individus et organisations s'occupant de promouvoir en Europe l'autonomie de la vie des personnes ayant différentes capacités
- SINTEF : institut de recherche norvégien axé sur les technologies, les sciences sociales , les sciences naturelles et la médecine

[78] Uniaccess : Contract for Design of Universal Accessibility Systems for Public Transport – Coordination action - Six Framework Programme- Priority 6-2 :sustainable Surface transport- FP6 2003-Transport 3 - 1/1 2005 – 31/12/2006

- CRF : institut de recherche italien pour le transfert et le développement de l'innovation, notamment pour le groupe FIAT, les fournisseurs d'automatisation
- SIEMENS transport : avec ses unités de conception et de fabrication des wagons pour passagers des trains métros , bus…
- POLIS : plate-forme de coopération et de dialogue sur les problèmes de transports pour les villes et les régions européennes(65 grandes villes de 16 pays)
- La RATP : Régie Autonome des Transports Parisiens opérateur de transport multimodal(16 lignes de métro, 2 lignes de transport régional (RER) 300 lignes de bus et et lignes de tramway et deux lignes de liaison avec les aéroports
- GIAT : un groupe de sociétés espagnoles spécialisé dans le conseil pour l'accessibilité au transport , coordinateur de l'ensemble du projet.

L'objectif du projet est de promouvoir et d'aider l'organisation de réseaux pour la coordination de la recherche et de l'innovation par une approche de la conception universelle des systèmes d'accessibilité aux transports publics de surface(bus, trains, taxis…) entre un large groupe d'acteurs impliqués (usagers, concepteurs et industriels, opérateurs et administrations, en vue de réussir à améliorer la qualité et l'égalité d'accès au transport public dans l'Union Européenne

Apres avoir rappelé la méthodologie et les étapes de réalisation du projet nous présenterons puis discuterons les recommandations qui on fait l'objet de la publication d'un guide de référence pour l'amélioration des pratiques en matière d'accessibilité des transports publics et notamment de la suggestion de création d'experts en accessibilité , de forum pour les acteurs de développement, et de comité consultatifs, par rapport au rôle et aux pouvoirs des aînés dans les prises de décisions qui les concernent .

II. La méthodologie du projet et les étapes de réalisation

La méthodologie du projet est fondée sur le travail de groupes d'experts. Parmi ceux-ci le représentation des usagers âgées est assurée par la Plate-forme européenne AGE, Age France m'ayant demandé, comme gérontologue, d'être expert pour la France.
La première étape du projet consiste à établir un état de l'art : l'objectif à ce stade préliminaire est plutôt que d'acquérir de nouvelles connaissances , d'évaluer les obstacles actuels à l'accessibilité des transports publics et les savoir-faire existants pour constituer une base de réflexion à partir de laquelle les partenaires pourraient ensuite élaborer de nouvelles idées développer de nouvelles approches créatives , bâtir des scénarios de situations idéales, puis mettre les lacunes à combler en évidence et enfin, définir la feuille de route pour y parvenir . Cette étape met en évidence l'état déplorable de l'accessibilité aux transports publics , malgré les demandes d'amélioration existant depuis un quart de siècle pour les personnes handicapées. L'analyse des obstacles perçus porte sur les différentes étapes du trajet ou voyage , en commençant par sa préparation au domicile et l'information préalable, dont les horaires, la réservation et l'achat de titres de transport , puis l'accès aux plates- formes de transport publics et aux arrêts des véhicules, l'accès aux stations importantes des gares principales et aéroports, l'information dans ces stations, l'entrée et la sortie des véhicules et aussi , pendant le trajet, le confort, la sécurité et l'information .
La seconde étape vise a identifier les concepts pouvant mener à l'élaboration de nouveaux systèmes technologiques facilitant l'accessibilité qui pourraient être utilisés par des personnes avec ou sans problèmes de mobilité, pour leur apporter plus de confort, de rapidité dans leur unicité, avec un progrès significatif d'efficacité et d'attractivité pour tous les voyageurs .

Cette étape aboutit à une présentation claire d'une visualisation du futur, à partir d'une analyse des bonnes pratiques, des infrastructures et de la législation .L'approche du futur est faite par la technique de scénarios décrivant l'accessibilité idéale aux transports publics de différentes personnes à mobilité réduite, tout au long d'un déplacement ou voyage hors du domicile, en utilisant les ressources des nouvelles technologies, sans rupture entre les moyens de transports multimodaux utilisés . Ces scénarios sont de trois types différents et mettent respectivement en action les usagers finaux, les concepteurs et industriels, les opérateurs. Ils ne définissent pas, en eux –mêmes, des objectifs à atteindre, mais servent à découvrir les étapes à franchir et les défis technologiques à prendre en compte quand on anticipe le futur .
Cette vision du futur est présentée dans une feuille de route proposée pour le recherche d'innovation et de coordination.

La troisième étape a pour objectif de définir un nouveau processus collaboratif d'innovation qui lève les obstacles à la communication empêchant de tirer parti des contributions des acteurs représentant les différents intérêts en jeu pour améliorer l'accessibilité
En fin la dernière étape est celle de la diffusion des résultats du projet à l'aide d'un guide facilitant l'adoption de systèmes fondés sur les principes d'accessibilité universelle aux transports publics par les usagers, les autorités régulatrices, les opérateurs , les industriels et les concepteurs et le public en général

Ce guide, illustré par des exemples de mise en situation dans les différentes étapes du déplacement, s'intitule «Comprendre l'évolution de l'accessibilité vers la conception universelle » (conception pour tous, ou plus prosaïquement, pour le plus grand nombre).
Il fait référence, dans chacune des situations relatives au déplacement utilisant les transports publics transport, aux 7 principes de la conception universelle :

1) Usage équitable : conception utile et à la portée des personnes ayant des capacités différentes
2) Flexiblité/adaptabilité : conception permettant le choix de larges possibilités d'utilisation selon les préférences et les capacités individuelles
3) Fonctionnement simple et intuitif : le système est facile à comprendre indépendamment de l'expérience , des connaissances, du langage et du niveau concentration de l'usager
4) Facilité de perception de l'information indispensable : indépendamment des conditions ambiantes ou des capacités sensorielles de l'usager
5) Tolérance aux erreurs : la conception minimise les risques et les conséquences fâcheuses d'erreurs de manipulation
6) Faible effort physique: usage efficace et confortable avec une fatigue minimale
7) Une dimension appropriée pour l'accès, la manipulation et l'usage indépendamment de la taille de la posture ou de la mobilité de la personne.

Bien que des solutions valables pour toutes les catégories d'utilisateurs ne soient pas toujours possibles et que des solutions intermédiaires soient acceptables dans certains cas, les principes d'adaptabilité et d'assistance technologique doivent alors guider la conception.

A partir de ces principes, le Guide illustre alors les bonnes pratiques à promouvoir dans la mise en œuvre des nouvelles technologies favorisant l'accessibilité universelle.
Par exemple, pour les personnes âgées, il souligne qu'il est important de favoriser l'organisation préalable de tout le trajet à l'avance, pour qu'elles veuillent bien se déplacer

hors du domicile, parce que beaucoup d'entre elles craignent de voyager seules et que les systèmes et les services d'information ne correspondent pas à leurs besoins .[79]

D'où les recommandations concernant l'accessibilité de l'information :

- par le Web, par téléphone et par des services personnalisés (agences de voyages ou services clients)
- donnant accès à des documents facile à lire, avec une information
- claire pour les différentes étapes du déplacement ou voyage
- un personnel formé disponible à tout moment
- des plates-formes d'information normalisées où les usagers peuvent trouver facilement toutes les informations dont ils ont besoin pour planifier un déplacement

De même le guide décrit les recommandations concernant les autres étapes du voyage pour différents types d'usagers à mobilité réduite en illustrant les 7 principes de conception universelle.

Enfin, il propose les outils pour réussir le processus collaboratif souhaité entre les différents acteurs en faveur de l'amélioration de l'accessibilité.

Les outils de concertation recommandés par Uniaccess pour faire entendre la voix des usagers dans le processus d'innovation : justification et discussion

Ces outils relèvent de deux catégories complémentaires : la facilitation et la régulation

La Facilitation

Pour faciliter cette concertation Uniaccess propose 3 idées, l'expert spécialisé en accessibilité, le Forum des différents acteurs du transport public, le Conseil consultatif auprès de l'Autorité régulatrice du transport :

Le spécialiste expert en accessibilité

Sa mission serait d'intervenir comme consultant à chaque étape du processus d'innovation et de développement des transports publics.
Cette idée est proposée en réponse à ce paradoxe que l'influence des usagers finaux est plus productive quand leur représentant est compétent en matière de processus de développement du transport . Dans cette perspective ce spécialiste devrait réunir ces compétences avec celles lui permettant de représenter tous les usagers et être formé à cette tâche , connaître et comprendre tous les aspects de la capacité fonctionnelle et du handicap pour pouvoir mieux influencer le processus de création et de développement

Il -ou elle- serait consulté par les industriels, les opérateurs, les autorités du transport ; il pourrait aussi constituer un département indépendant, interne à l'organisation ou à l'entreprise.

Ses fonctions seraient :

[79] Un système d'information sur les transports collectifs pas toujours adapté à la personne âgée. Personnes âgées et transports collectifs page 16 Certu mars 2005

- d'influer sur la rédaction et le contenu du cahier des charges établi par l'opérateur de transport public et sur les solutions apportées en réponse par l'industriel répondant à l'appel d'offres, avec un pouvoir de veto pour celles qui seraient inacceptables en raison de leur non conformité avec les lois et règles en vigueur
- d'évaluer tous les projets concernant les contraintes et les opérations de maintenance
- d'être la voix des usagers
- d'être membre des organismes internationaux de normalisation

Discussion :

La confrontation des apports des experts au cours du projet a mis en lumière la grande complexité des décisions qui pouvaient affecter l'accessibilité.
Ainsi, le constructeur de véhicules de transport Siemens a fait état d'un cahier des charges comportant facilement mille pages de spécifications à étudier dans le moindre détail pour la conception et la réalisation d'un véhicule pour les passagers. La tâche de l'industriel est de répondre au cahier des charges au meilleur prix de revient et non d'anticiper au delà : si les spécifications concernant l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduites ne sont pas précisées et inscrites dans une exigence de conception universelle, il proposera des solutions de compromis au moindre coût pour rester compétitif .
C'est ainsi qu'on a pu récemment reprocher à tort à Renault VI de ne pas avoir prévu de rampes d'accès pour les personnes handicapées dans un marché passé pour la construction d'autobus pour la RATP sans s'interroger sur la présence de cette spécification dans le cahier des charges de l'appel d'offres.

D'autre part, quand la RATP a commencé à modifier son parc en mettant en service des autobus équipés de telles rampes d'accès rétractables , le bon fonctionnement de celles-ci s'est trouvé compromis par une voirie inadaptée provoquant la casse des rampes, et par des stationnements abusifs de véhicules privés sur l'espace des arrêts, facteurs qui dépendent des voiries des communes traversées et de la police locale.

D'autres facteurs tels que l'exigence du respect des horaires et de la densité du trafic interviennent également : faire arrêter le RER pour avoir le temps de décrocher sur le quai et d'installer une rampe mobile pour les personnes handicapées au fauteuil est difficilement gérable aux heures de pointe.

Sur les anciennes infrastructures il est parfois impossible en raisons d'autres contraintes (ex configuration du terrain ou protection historique des sites) d'installer des ascenseurs, ou d'aménager des escaliers roulants.
Les flux de voyageurs pressés aux heures de pointe s'accommodent mal de personnes aux déplacements lents dans des couloirs trop étroits.
Les impératifs de lutte contre la fraude (estimés à 20% à la RATP) incitent à multiplier des barrières à l'accès aux quais et font de plus en plus opter les opérateurs pour des systèmes fermés. Les exigences de réduction des coûts d'exploitation plaident pour l'extension des billetteries automatiques alors que beaucoup de personnes âgées préféreraient garder un contact personnalisé. Les orientations pour le développement des transports et de l'aménagement des régions privilégient la rapidité des liaisons au détriment du service de proximité.

Le stock de véhicules roulant s'amortit sur une très longue durée (20 ans et leur modernisation progressive comme celle des infrastructures, demande du temps et des efforts considérables, suivis et coordonnés.
On voit donc que l'accessibilité universelle en question dépend de multiples facteurs qui justifie la compréhension et l'intervention d'experts.
En France dès 2003, suite au rapport au Premier Ministre sur l'Accessibilité des transports aux personnes handicapées et à mobilité réduite, rédigé par Madame Geneviève Lévy, Députée du Var, un correspondant Accessibilité[80] a été nommé dans chaque Direction Départementale de l'Equipement. Ses mission sont , en interne et en externe, d'établir un diagnostic - dont le recensement des personnes ressources(associations, professionnels du handicap)- d'informer, d'organiser la concertation, de communiquer régulièrement avec les publics concernés, de former et de restituer les travaux et les actions menées

On peut cependant s'interroger sur les limites de ce rôle de ces spécialistes en accessibilité par rapport à la représentation des besoins et attentes des usagers et à leur poids effectif dans les prises de décision qui les concernent.
Que pèseront –ils par rapport aux contraintes et aux choix économiques et financiers, notamment s'ils font partie d'un département interne?
Ne seront-ils enfermés dans la nécessité de compromis les transformant progressivement plus en partenaires techniques qu'en voix des usagers, au risque que celle-ci devienne moins audible et trop filtrée ?
Comment et par quelles instances seront-ils formés, certifiés, désignés, évalués, renouvelés ?
Quel dialogue réel auront-ils avec les associations d'usagers , notamment les associations de retraités ?

Pour faciliter ce dialogue , ces échanges d'informations et de bonnes pratiques en faveur de l'accessibilité universelle Uniaccess propose de créer un Forum rassemblant les divers représentants des intérêts en jeu, industriels, opérateurs, usagers , Autorités régulatrices et autres .

Le Forum multi-acteurs pour l'Accessibilité

Ce Forum pourrait être organisé au niveau des régions, de chaque Etat membre de l'Union ou même de l'Europe. Son but serait de mieux sensibiliser tous les acteurs du transports public , de trouver des solutions et de s'assurer qu'ils sont engagés dans de réels projets de développement de l'accessibilité aux transports publics
Discussion :
L'idée d'un tel Forum de sensibilisation de haut niveau suppose une volonté concertée d'action reposant sur un engagement conjoint des Associations d'usagers et des autres acteurs, puissamment soutenu par les Régions, les Etats membres et l'Union Européenne pour avoir un réel impact sur le terrain des réalisations et sur une culture de l'accessibilité universelle aux transports publics . Un tel Forum aurait vocation d'aller bien au delà de la législation existante , de présenter et de valoriser les bonnes pratiques transférables dans des contextes différents, . Il devrait ouvrir des pistes de réflexion et d'action pour le futur, rôle indispensable si l'on tient compte, à la fois, du très fort moment d'inertie dans l'amélioration des transports publics, de la nécessité d'anticiper les besoins d'une population vieillissante et d'une politique de développement durable respectant davantage l'environnement. Il est vital

[80] www.equipement.gouv.fr/art.php3 ?id_article=254 – A consulter aussi « Eléments de langage commun à destination des correspondants accessibilité » auprès de la Direction de l'Equipement, Arche Sud 92055 La Défense Cedex - tel 0140 813102

que les représentants des usagers âgés , par leur diversité ouvrant sur des styles de vie et de mobilité accrue, mais très différents et évoluant avec l'âge et l'état de santé , puissent dialoguer avec les décideurs du développement technologique, des opérateurs et des responsables de l'aménagement du territoire et des transports publics pour éclairer cet avenir et influer sur les décisions qui les concernent au premier chef.
Ce dispositif serait complété par un Comité Consultatif auprès de l'Autorité de transport , plus axé sur les questions spécifiques d'accessibilité

Le Comité consultatif auprès de l'autorité de transport
Beaucoup de grandes villes ont installé des Comités consultatifs pour les questions locales de transport incluant les autorités administratives, les opérateurs, les groupes d'usagers, les représentants des milieux d'affaires(ex : Chambre de Commerce) Ces comités ne représentent cependant pas toutes les catégories d'usagers, mais le plus souvent ce sont les associations de personnes handicapées y sont présentes. Ceci peut mener à des situations de manque de représentation de personnes ayant une compréhension des attentes et besoins des personnes âgées, des femmes enceintes, de parents ayant de petits enfants, de personnes ayant des dysfonctionnements cognitifs pour leur orientation dans le temps et l'espace ou des problèmes de mobilité réduite similaires .
Ces membres du Comité consultatif seraient désignés uniquement par invitation parce qu'ils auraient à connaître des projets spécifiques impliquant la confidentialité.

Discussion

Ce type de Comité consultatif peut certes devenir un outil pertinent pour les autorités de transport dans leur planification et dans la régulation des transports publics. Mais à condition qu'il soit vraiment représentatif et systématiquement consulté et que l'on tienne compte de ses avis pour l'application des principes de conception universelle. C'est rarement le cas.
Prenons l'exemple significatif de la Région Ile de France. Il a été institué un Conseil Régional Consultatif des citoyens handicapés dont 50% des représentants sont élus par les personnes handicapées personnes. L'accessibilité aux transports publics fait partie des thèmes de délibération, mais les principes d'accessibilité universelle sont-ils présents dans la discussion ou bien ces discussions sont-elles centrés uniquement sur les revendications des personnes handicapées ? On peut légitimement se poser la question et il est difficile d'obtenir les comptes-rendus des débats. Autre exemple de cette structuration corporatiste de Comités consultatifs où les représentants des personnes âgées, es qualité , brillent , par leur absence:
le Comité consultatif des consommateurs de la SNCF : le service ACCES+ a été présenté à l'Union Nationale des Associations Familiales, mais nous n'avons pas relevé la présence des Associations représentatives des retraités dans ces réunions ni dans celles de l'Association Française des Sociétés d'Autoroute . En revanche la RATP a tenu cette année une première réunion d'information et de dialogue, à vocation annuelle, avec les représentants des des personnes handicapées et des personnes âgées. Il existe peu de traces officielles de consultation des Associations représentatives des personnes âgées(ex celle du Corerpa lors de l'audition des Associations, 9 oct. 2002) ce qui ne signifient pas qu'elles sont ignorées, mais donne à penser que leur rôle, dans cette concertation reste marginal par rapport à celle des personnes handicapées.
On peut donc se demander si des mécanismes de régulation ne sont pas indispensables pour promouvoir les principes d'accessibilité universelle.

Les outils de régulation

La régulation des processus d'innovation est un sujet très controversé car on peut soutenir que l'innovation a besoin du plus degré de liberté. Toutefois comme les autorités régulant le transport imposent déjà aux industriels des exigences et des normes assez strictes y ajouter des exigences concernant l'accessibilité universelle ne devrait pas poser un problème fondamental. Le vrai problème est de savoir si les mêmes règles doivent être appliquées partout pu si elle doivent rester à la discrétion des autorités locales, compte tenu de grande la variation des installations et des infrastructures existantes d'une ville à l'autre, ce qui a pour conséquence une grande variation dans les possibilités et les facteurs économiques associés. Beaucoup d'Autorités locales invoquent des circonstances spéciales, le fait que beaucoup de demandes ne peuvent être satisfaites avant le remplacement des anciennes infrastructures e que leur imposer des règles communes pourraient bloquer tout developpement dans leur réseau. Entre ces positions extrêmes, on peut certes penser à des normes ou regles nationales ou régionales mais les arguments l'emportent en faveur de règles communes : les variations dans les capacités fonctionnelles des usagers sont les mêmes ;elles conduisent à promouvoir des solutions d'accessibilité communes et unifiées qui produiront aussi des économies d'échelle

Quant aux pouvoirs des Comités consultatifs, Uniaccess ne souhaite pas que leurs avis soient rendus obligatoires afin d'éviter les conflits possibles avec les autres représentations locales et le professionnalisme des participants

Le nouveau processus collaboratif d'innovation entre d'une part les acteurs traditionnels des transports, opérateurs et industriels et d'autre part les les représentants des usagers et les autorités régulatrices devrait être divisés en phases distinctes avec des repères clairs entre chaque phase pour permettre l'intervention d'un Comité directeur du Comité consultatif aux étapes clés permettant de s'assurer qu'aucune des exigences de la conception universelle n'a été passée outre et que les résultats du projet sont en cohérence avec cet objectif . La complexité d'un tel processus de collaboration est réelle en raison d'une intégration du processus de développement entre les industriels et leurs fournisseurs

Discussion

Cette position prudente et réservée du projet Uniaccess quant aux solutions contraignantes pour imposer le concept d'accessibilité universelle dans les processus d'innovation très complexes du transport public pose celle du réel pouvoir d'influence des usagers âgés dans les décisions qui les concernent . Les études montrent que ce sont eux les principaux utilisateurs exclusifs des transports publics. Or leur voix est peu entendue alors que précisément les exigences de la conception universelle impliquent leur participation active tout au long du processus de création de fabrication de mise en service et de maintenance.
Les normes visant à la certification qualité des transports publics sont axés sur la sécurité[81] l'accessibilité universelle n'y a pas la place qu'elle devrait avoir .
Le concept d'accessibilité universelle offre l'avantage aux représentants des associations de personnes âgées d'inscrire leur action dans une action non stigmatisante de l'âge, porteuse de solidarité entre les générations et d'intérêt général.

[81] Qualité des transports publics et mobilité urbaine C. Jamelin ; France Qualité Publique(2002) ; Observatoire qualité des transports . www.qualite-publique.com/pages/observatoires

Le développement des transports publics s'est orienté vers les liaisons à grande vitesse alors que l'amélioration des liaisons de proximité est un enjeu majeur pour la qualité de vie des populations âgées dont le poids ira croissant . IL est donc temps de rééquilibrer à la fois l'urbanisme et l'aménagement des transports en conciliant accessibilité accrue aux transports de proximité et liaison sans rupture avec des transports intermodaux à grande vitesse accessibles à tous .
Certes, la notion de personnes âgées recouvre des réalités individuelles des styles de vie et des capacités de mobilités fort différentes, ce qui rend leurs attentes complexes et diversifiées par rapport aux transports publics et privés et dilue l'expression de leurs besoins par apport aux personnes handicapées Mais l'approche par les insuffisances fonctionnelles, implicite dans l'expression « personnes à mobilité réduites » offre un large terrain d'action unitaire pour promouvoir l'avènement de systèmes de transports publics intelligents[82] conçus dans l'optique d'accessibilité universelle.
En conclusion, si le projet Uniaccess révèle la faiblesse actuelle du « pouvoir gris » dans le processus d'amélioration de l'accessibilité des transports publics, malgré les directives et les lois en vigueur, il invite les représentants des usagers âgés à se mobiliser à tous les niveaux , locaux, régionaux, nationaux et européen, instances de concertation et de régulation, pour faire mieux entendre leur voix et relever à temps les défis de mobilité et d'inclusion sociale que posent à l'organisation des transports publics l'avancée massive de la population vers le grand âge.

Références bibliographiques utiles :

CERTU : Personnes âgées et transports collectifs mars 2005

Publications du CEMT(Conférence Européenne des Ministres des transports) sur l'Accessibilité des personnes à mobilité reduite: www.cemt.org/topics/handicaps/thpubfr.htm

Mobilate Survey Enhacing outdoor Mobilityin later life "Mobility and satisfaction with life "H. Mollenkopf, S. Baas, R. Kaspar, F. Oswald ,M. Taken and HW Wahl;DZFA The German Center for research and ageing -QRLT 1999-02236

ASK-IT: projet européen, Ambient Intelligent System of Agents for Knowledge-based and Integrated services for Mobility Impaired users- Ivo Cré Polis ;IST 2003 -511298
Le site web canadien : Transports Canada STI : applications visant l'amélioration du transport des personnes âgées et des personnes handicapées. www.its-sti.gc.ca/fr

La Ville des vieux - Recherche sur une cité à humaniser" ouvrage collectif -INRETS / Editions de l' Aube - février 1999

[82] STI : applications visant l'amélioration du transport des personnes âgées et des personnes handicapées. www.its-sti.gc.ca/fr

L'indexation des pensions de retraite : quelle représentation pour les regroupements d'aînés au Québec ?

Caroline MORIN
M.A. gérontologie
CSSS-IUGS
1036 Belvédère Sud
Sherbrooke, Québec J1H 4C4
Tél.: 819 821-1170 poste 2372
Numéro de télécopieur : 819 829-7141
Caroline.Morin2@usherbrooke.ca

Marie BEAULIEU, Ph. D.
Professeure, Département de service social et chercheure, Université de Sherbrooke
CSSS-IUGS
1036 Belvédère Sud
Sherbrooke, Québec J1H 4C4
Tél.: 819 821-1170 poste 2270
Numéro de télécopieur: 819 829-7141
Marie.Beaulieu@usherbrooke.ca

Introduction

Déjà, en 1992, Carette était à l'affût des effets du vieillissement de la population sur le fonctionnement de la société québécoise. Comme Carette (1992), d'autres auteurs ont relevé une lecture du social où le vieillissement de la population traduirait une évolution des choix sociaux en faveur des aînés (Marquette, 1998; Martel, 1997; MFACF, 2001); marquant une appropriation de la scène publique permettant d'exprimer des attentes et d'initier des plans d'action sociale. De leurs observations, les aînés, plus nombreux et mieux représentés par leurs regroupements, pouvaient devenir un levier important de l'amélioration des politiques publiques (Marquette, 1998).

Aujourd'hui, des expressions telles que « gérontocratie » ou « pouvoir gris » (Thibault, Létourneau & Girard, 2004) témoignent de la présence des regroupements d'aînés (Conseil des Aînés, 2006) dans les rapports entre les espaces publics et politiques (Ion, 2003; Morgan & David, 2002), veillant aux droits et aux intérêts de la population aînée du Québec. Plusieurs regroupements d'aînés adoptent, pour leurs membres, un engagement structurel de représentation afin d'assurer la protection de leurs droits, engagement qui est fondé sur la reprise du pouvoir au niveau politique (Cormie, 1999).

D'après Caradec (2002), la retraite-contestation renvoie à toute pratique tendant à contester la place qui est faite aux personnes âgées dans la société et à mettre de l'avant le rôle social des retraités. Il s'ensuit une recherche pour une meilleure situation à l'intérieur du cadre social existant (Guimond, 2003). Selon la théorie de la privation relative collective, l'action de contestation naît du sentiment d'être privé ou traité injustement en comparant sa propre situation à celle d'autrui, individuellement et en tant que groupe (Guimond, 2003). Pour la plupart des regroupements d'aînés s'inscrivant dans le mouvement de défense des droits, la

question des régimes de pension est à l'origine de leur déploiement (Binstock & Quadagno, 2001; Pratt, 1993). Au Québec, l'application de la rente de retraite ne convient plus; il y a un déséquilibre pour les bénéficiaires des différents fonds de pension. Alors que les régimes provincial et fédéral tiennent compte de l'augmentation du coût de la vie, les bénéficiaires des régimes de retraite complémentaires du secteur public voient leur pouvoir d'achat diminuer en raison d'une indexation partielle au coût de la vie depuis 1982. L'indexation n'est que de 0,9% alors qu'elle devrait être de 2,1%, d'où un manque à gagner de 72,1 millions de dollars (AQRP, 2006).

La défense des droits, axée sur l'indexation des régimes de retraite et orientée vers la reprise du pouvoir au niveau politique, est une préoccupation partagée par plusieurs associations d'aînés au Québec. Malgré des efforts communs, une certaine impuissance est ressentie. Les aînés et leurs regroupements oeuvrent pour se mobiliser, cherchant les appuis et les ressources nécessaires pour mener à bien leurs actions et surtout pour faire comprendre l'importance des causes dont ils font la promotion. Seulement, les espaces reconnus pour faire entendre leur voix n'offrent pas l'occasion d'exercer un réel pouvoir d'action pour l'avancement de leur cause. Dans ces conditions, que représente la défense des droits pour les leaders aînés des associations? Quelles influences ont les actions des associations sur l'indexation des pensions de vieillesse?
La théorie de l'opportunité politique pose le questionnement suivant : quels sont les éléments qui font évoluer les groupes en des mouvements sociaux et comment ce développement est-il affecté (Klandermans, 2004)? Appelés à interagir avec les instances gouvernementales, comment les regroupements d'aînés s'inscrivent dans ces rapports? Que représente la défense des droits pour les aînés leaders de l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic (AQRP)? dans leurs efforts pour l'indexation des régimes de retraite? C'est par un cadre d'analyse micro social, fondé sur la défense corporative, que nous nous sommes intéressés à la lecture que posent les aînés leaders de la défense des droits.

Ce document traite du troisième objectif d'une étude québécoise portant sur l'engagement militant des aînés leaders dans la défense des droits. Le texte s'articule autour des thèmes émergeant de notre recension des écrits soit les facteurs contextuels et sociaux associés au mouvement de défense des droits, les activités de défense des droits dans les associations et le déploiement de l'exercice d'un pouvoir par les regroupements d'aînés faisant la défense des droits.

La recension des écrits

1. Les facteurs contextuels et sociaux associés au mouvement de défense des droits

> Le profil des manifestants porte les marques d'un ensemble d'événements historiques […] et sociologiques […] qui interagissent dans le contexte de mutation profonde des systèmes de valeurs, des attitudes et des comportements sociaux et politiques (Viriot Durandal, 2003, p. 214).

Un des facteurs politiques affectant le développement du mouvement de défense des droits sont le mode de fonctionnement des institutions de la société. L'approche néo-institutionnaliste suggère que les institutions influencent l'action, poussant à l'exploration de l'impact des institutions sur le comportement des acteurs (Lecours, 2002). Au Québec, les politiques sociales de la vieillesse et les structures gouvernementales axent leurs discours et leurs pratiques en faisant appel à l'action des retraités pour qu'ils maintiennent leur

autonomie décisionnelle (MFACF, 2005). Dans cette optique, des organes gouvernementaux ont été institués. Cependant, il demeure que la participation à ces organes suggère des activités de consultation et de concertation et qu'elle ne renvoie pas au pouvoir de déterminer les orientations, d'élaborer les évaluations et de conduire l'action (Godbout, 1991), d'où l'insatisfaction à l'égard du cadre social se traduisant par une agitation pour obtenir des changements sociaux ou politiques. Les structures gouvernementales à la disposition des aînés et de leurs regroupements sont les suivantes.

1.1 Le Conseil des aînés

Le Conseil des aînés est un organisme public, institué par la Loi sur le Conseil des aînés. Le Conseil des aînés est l'interlocuteur privilégié auprès des instances gouvernementales. Il assure la liaison et la communication entre les aînés et le gouvernement en présentant les revendications des aînés tout en agissant de façon proactive sur l'intégration des politiques actuelles et la définition de nouvelles approches mieux adaptées à leurs besoins. Le Conseil a aussi le mandat d'animer les Tables régionales de concertation des aînés (MFCAF, 2007).

1.2 Le Secrétariat aux aînés

Le Secrétariat aux aînés est le maître d'oeuvre des actions initiées par la ministre responsable de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine. Sa mission est d'agir comme observatoire du gouvernement pour les différentes mesures gouvernementales à l'endroit des aînés. Il assure la cohérence et la coordination des interventions de l'État envers cette clientèle (MFACF, 2007).

1.3 Les Tables de concertation

Les Tables de concertation régionales sont réparties dans les 17 régions administratives du Québec. Elles ont été créées pour donner une visibilité aux aînés de leur région. Chacune d'elles regroupe des représentants de l'ensemble des personnes aînées de sa région et ce, dans un but de concertation (MFACF, 2007).

2. Les activités de défense des droits dans les associations d'aînés

À partir de la classification de Gallard et Argoud (2001), deux pôles d'activités poursuivies par les associations d'aînés retiennent notre attention. Il s'agit du pôle action sociale et du pôle revendicatif. Le pôle action sociale renvoie à orienter le potentiel et les ressources matérielles en actions sociales pour autrui ou pour la collectivité (Legrand, 2001). Le pôle revendicatif est celui qui soutient la défense des droits individuels et collectifs, qui veille à la reconnaissance et au respect des intérêts et des besoins sociaux des retraités (Viriot Durandal, 2005). Le pôle revendicatif retient particulièrement notre attention, servant d'assise à notre étude.

Le pôle revendicatif est celui qui met de l'avant les activités de défense des droits. La défense des droits implique de définir clairement quels sont les droits jugés prioritaires, les actions entreprises pour les préserver ainsi que les mécanismes ou les luttes permettant aux droits d'évoluer et de s'adapter aux réalités sociales (AQDR, 2006). Ces actions sont de divers ordres, soit des actions de veille, de proposition, de représentation mais aussi des actions de contestation telles que des manifestations ou des pétitions (Viriot Durandal, 2005). Les activités de défense des droits sont poursuivies selon deux axes, soit l'axe informationnel et l'axe transactionnel. L'axe informationnel renvoie à des actions de communication, de services aux adhérents dans la gestion des problèmes liés à leur vieillissement autour d'intérêts matériels ou immatériels. En d'autres termes, les intérêts spécifiques et généraux des aînés sont mis de l'avant. L'axe transactionnel suggère la représentation des intérêts des retraités auprès des décideurs publics (Viriot Durandal, 2005).

3. Le déploiement de l'exercice d'un pouvoir par les associations d'aînés faisant la défense des droits

Carette (1992) a identifié que les aînés exercent une forme de pouvoir à différents niveaux dans la société. Premièrement, les aînés ont une autonomie décisionnelle dans les organisations les représentant par rapport à leurs propres besoins. Cela fait référence à la participation sociale qui mentionne des activités de consultation et de concertation dans les organisations (Godbout, 1991). Deuxièmement et troisièmement, les aînés se font porteurs d'un projet de société et font le choix d'exercer des pressions politiques face aux décideurs publics. Notre étude s'est intéressée principalement à ces derniers niveaux qui suggèrent le pouvoir de déterminer les orientations, d'élaborer les évaluations et de conduire l'action (Godbout, 1991) par des activités de contestation (Viriot Durandal, 2005).

Les résultats

L'engagement de représentation soulève des interrogations chez les leaders : droits fondamentaux ou représentation politique? Liberté d'action ou obligation? La lecture que font les aînés leaders de leur engagement suggère différentes formes de représentation dans l'engagement associatif et dans l'engagement exercé dans la communauté locale. Une grille inductive permet de mieux saisir les enjeux auxquels les leaders sont confrontés dans l'exercice de leur rôle social dans un cadre organisationnel. Des divergences dans le rôle attendu au niveau local et au niveau provincial sont identifiées. Par ailleurs, la grille de lecture de Carette (1992) permet l'identification des différentes facettes auxquelles les leaders sont confrontés dans leur engagement organisationnel.

D'après les récits des aînés leaders, un droit, c'est une demande légitime à laquelle tout individu peut prétendre ou peut espérer bénéficier dans la vie. À ce propos, des extraits illustrent la conception d'un droit pour les leaders engagés dans la défense des droits des aînés: «C'est ce que les gens peuvent espérer de la vie […] c'est ce qui peut les amener à vivre décemment. Que les gens soient» (Participant 8); «Ce n'est pas quelque chose qui est inné. Les gens ont le droit à un minimum vital, mais ils ont le droit aussi à faire ce qu'ils ont à faire dans la société au niveau qu'ils sont capables de donner» (Participant 3); «C'est un point, c'est quelque chose qui m'appartient, que je n'ai pas, que je veux qui soit respecté […] C'est quelque chose qui me revient que je ne peux pas avoir. Pour moi, on me l'a enlevé, ça, c'est un droit» (Participant 4). À cela se rattache la dimension du contrôle dans l'engagement de représentation.

Un contrôle sur la façon dont les droits sont appliqués et sur la manière dont ces droits profitent à la population aînée. Pour reprendre la position de l'AQDR (2006) sur les activités de défense des droits des aînés, les actions sont entreprises pour préserver les droits ainsi que les luttes permettant aux droits d'évoluer et de s'adapter aux réalités sociales. L'exercice d'une forme de contrôle traduit une préoccupation envers l'évolution des droits face aux problématiques mais aussi envers l'adaptation de ces droits à la réalité : est-ce que les droits répondent aux besoins des aînés ? Est-ce qu'ils protègent réellement les intérêts de la population visée ? L'engagement de représentation exercé dans la communauté locale invite les aînés à la démocratie délibérative et à poser des gestes afin d'avoir une place à part entière où la parole, les savoirs et les expériences comptent véritablement et d'avoir une place dans l'élaboration de la décision et de la parole commune (Lamoureux, 2000). Partant du fait que les droits sont des demandes légitimes auxquelles les aînés prétendent et qu'il y a la recherche

d'un contrôle quant à l'application et au bénéfice qui en est retiré, quels sont les enjeux de l'engagement de représentation pour les aînés leaders ?

2. Les enjeux de l'engagement de représentation

2.1 La défense des droits : la promotion par la conscientisation

D'après Viriot Durandal (2005), les activités de défense des droits de la part des groupes de pression se traduisent dans l'action par des interventions. Ces interventions reposent sur la définition des droits à prioriser et sur les actions entreprises pour les préserver et les adapter aux réalités sociales (AQDR, 2006). Elles impliquent des actions de veille, de proposition, de représentation (Viriot Durandal, 2005). La dimension informationnelle est très présente dans l'engagement de représentation exercé dans la communauté locale. Plusieurs aînés mentionnent organiser des rencontres d'information, soit par des déjeuners conférences, soit en participant à des activités communautaires pour rejoindre la population aînée. Dans l'axe informationnel, la défense des droits renvoie à des actions de communication et de services aux adhérents dans la gestion des problèmes autour des intérêts matériels et immatériels les concernant. La promotion par la conscientisation prend des formes divergentes pour les leaders dans l'exercice de leur rôle social, que ce soit dans la communauté locale ou à l'AQRP.

2.1.1 L'exercice de l'engagement de représentation dans la communauté locale

Pour les aînés leaders, la défense des droits renvoie d'abord à des actions de conscientisation et d'information tel qu'identifié par Viriot Durandal (2005). Leur engagement dans la communauté locale est fondé sur un intérêt local et il vise surtout à renseigner les personnes âgées sur des problématiques et les services dont elles peuvent bénéficier pour réduire l'impact des inégalités sociales dans leur vie.

Il y a un travail de promotion sur les droits fondamentaux tels que la liberté, le respect ou la justice auprès des aînés. Les leaders mentionnent que leur engagement dépend des préoccupations soulevées par la population et ce travail ne représente pas une difficulté en soi. L'engagement ne consiste pas nécessairement à demander l'avis de l'ensemble de la population âgée pour une action à entreprendre envers un droit ou une cause macro sociale où des inégalités briment le respect. Au contraire, un aîné leader s'exprime en ces termes :

> Les aînés que j'ai connu, tu n'as pas à leur dire qu'ils sont brimés dans leurs droits, ils le savent. Ils n'ont pas tous la langue dans leur poche, c'est très clair, c'est très vrai. […] Si jamais quelqu'un nous amenait des problèmes, on pourrait travailler dessus, les appuyer, mais ce n'est pas notre rôle d'aller fouiner dans les chambres à coucher pour voir ce qui se passe (Participant 1).

D'un autre côté, même si les aînés savent qu'ils vivent des injustices, peu d'entre eux possèdent de l'information sur les moyens à mettre de l'avant pour contrer les inégalités sociales. Plusieurs aînés ne sont pas au fait qu'il existe des solutions pour atténuer les effets causés par les inégalités sociales dans leur vie et pour leurs semblables plus démunis. L'engagement de représentation consiste à intéresser les aînés à la problématique, qu'ils soient ou non concernés par la situation donnée, et à mettre sur pied un réseau de ressources communautaires. C'est souvent par l'intermédiaire de leur propre expérience ou par leur réseau social que les leaders apprennent l'existence d'une situation déplorable touchant les personnes âgées, s'ils ne peuvent aller au devant de ces aînés. Bien souvent, les aînés vivant

des injustices sont difficiles à rejoindre dans la communauté et les leaders doivent redoubler d'efforts pour que leurs actions portent fruit.

> J'ai travaillé un an pour […] J'ai commencé à voir des gens qui avaient de la misère. […] C'est peut-être là que j'ai réalisé que c'était pas ok partout. […] On a fait 5 déjeuners conférences. Cela a été réellement apprécié par les personnes. Beaucoup nous ont dit qu'il y avait des choses qu'elles ne savaient pas. […] On expliquait aux gens comment s'en sortir [face à une problématique] (Participant 2).

Il ressort des propos tenus que les aînés leaders font la promotion et la conscientisation envers les besoins exprimés par la communauté locale et que la population aînée demande à être outillée pour y faire face. Ce que les aînés recherchent, c'est de l'information mais surtout des moyens de prévention. En ce sens, les aînés leaders jouent un rôle de personne ressource et ils ne se considèrent pas nécessairement comme des leaders : «Je me considère comme le facilitateur pour les personnes âgées » (Participant 1).

2.1.2. L'exercice de l'engagement de représentation à l'AQRP

L'engagement assumé au sein de l'AQRP est quelque peu différent. Bien que la dimension de la conscientisation envers les droits soit omniprésente, l'information diffusée concerne principalement l'indexation des pensions de vieillesse et les avantages économiques auxquels ont droit les aînés (Thomas, 1998). Le rôle de promotion par la conscientisation sur les services offerts, par exemple, soit les réductions sur les assurances et certains produits de consommation suggère le recrutement de nouveaux membres en les sollicitant par de l'information concernant les avantages économiques. Il appert que l'information soit le moyen le plus efficace afin de recruter de nouveaux adhérents. L'axe informationnel renvoie effectivement à des activités de communication et de services aux adhérents (Viriot Durandal, 2005), mais le mode de fonctionnement des organisations suggère que les droits fondamentaux sont éclipsés au profit des droits politiques et économiques. Bien que les associations faisant la défense des droits soient orientées vers le pôle revendicatif, faut-il nécessairement mettre de côté les droits assurant le respect de la dignité de l'aîné au profit de la situation économique qui sert de baromètre pour juger des conditions de vie? Archambault (2000) mentionne que le pôle revendicatif des associations regroupe des activités rassemblant des personnes sur la base de leurs statuts, de leurs droits ou de leurs besoins sociaux. Il est permis de penser que les associations d'aînés faisant la défense des droits procèdent à un ajustement de leurs priorités afin de ne pas perdre de vue la mission sociale qui constitue leur raison d'être, soit la promotion de tous les droits, qu'ils soient fondamentaux, économiques, judiciaires ou autres. L'accent porté à la promotion par la conscientisation est jugé comme étant un moyen efficace par les leaders pour faire la défense des droits. Un aîné leader témoigne que l'information «sert à passer des messages» (Participant 9). Ces messages contribuent à l'exercice d'une forme de contrôle dans l'adaptation des droits aux réalités sociales. La plupart des aînés considèrent que la promotion est efficace pour le respect des droits que la protection de ces mêmes droits par l'action : «Ce n'est pas avec des manifestations que l'on arrive à quelque chose. J'ai déjà été faire du piquetage et ça ne donne rien» (Participant 7).

2.2. La défense des droits : la protection par l'action

Veiller au respect des droits suppose non seulement leur promotion mais aussi leur protection. La protection passe par des actions de revendication, comme des pétitions ou le dépôt d'écrits justifiant leur action (Viriot Durandal, 2005) auprès des instances politiques. Seulement, le

rôle social qu'est appelé à endosser les leaders dans la communauté locale ne suggère pas les mêmes modes d'action que dans les structures organisationnelles.

2.2.1 L'exercice de l'engagement de représentation dans la communauté locale

Les aînés utilisent leurs ressources personnelles et leur réseau de ressources communautaires dans un but informatif. Ils ne s'approprient pas les moyens utilisés par les associations syndicales pour faire entendre leur cause parce qu'ils n'ont pas tous l'expérience du militantisme et qu'ils prônent des méthodes plus pacifistes. Cela suggère qu'il y a peut-être une autre culture de la représentation chez les aînés qui mériterait d'être approfondie par de futures études. Les résultats portent à croire que les activités d'information satisfont la population vieillissante ou que les leaders ne se sentent pas outillés et compétents pour passer à la protection par l'action revendicative. Les leaders rapportent s'engager dans des projets où ils ont des connaissances et où ils se sentent compétents pour se faire la voix des aînés : «C'est certain que lorsqu'on fait quelque chose que l'on aime, quand on fait quelque chose où l'on se sent plus utile, c'est sûr que c'est parce que l'on se sent meilleur ou que l'on pense que l'on est bon là-dedans» (Participant 10).

La protection des droits par l'action renvoie à l'axe transactionnel des activités de défense des droits. L'axe transactionnel suggère que la représentation se fasse auprès des décideurs publics. Les leaders sont appelés à poser des actions d'information dans l'objectif de protéger les droits. Une des différences entre l'engagement de représentation dans la communauté locale et celui à l'AQRP est la liberté d'action des leaders. Les leaders ont le choix de porter leurs revendications concernant certaines causes sociales devant les organismes. Un aîné témoigne de son expérience : «Cela implique d'essayer de convaincre les gouvernements provinciaux, il y a des villes, il y a des organismes. Les convaincre qu'il y a des gens qui ont réellement besoin d'aide» (Participant 2).

2.2.2 L'exercice de l'engagement de représentation à l'AQRP

Des actions sont posées mais elles reçoivent peu d'appuis, principalement de la part des instances politiques. Les aînés leaders font entendre leur cause dans des organes consultatifs, qui ont peu d'influence sur les orientations adoptées par le gouvernement. Malgré une certaine impuissance initialement ressentie, les aînés oeuvrent pour se mobiliser d'autant plus que, les activités dans les organisations ne renvoient pas à l'exercice d'une forme de pouvoir hors des murs des organisations (Viriot Durandal, 2003).

3. L'engagement de représentation selon les trois niveaux d'action de Carette

En appliquant la grille de Carette (1992), on observe que l'engagement de représentation s'articule autour de trois niveaux d'action. Reprenons chacun de ces niveaux en détail.

3.1. L'autonomie décisionnelle dans le fonctionnement des organisations

La défense des droits que s'engagent à faire les associations n'est–elle pas fondée sur la liberté et la possibilité des aînés de faire des choix les concernant? Déjà, Carette (1992) avançait que tous les mouvements de retraités revendiquent une certaine autonomie décisionnelle quand à la gestion de la vie des retraités. Les aînés veulent avoir accès à plus de services et de surcroît, mieux adaptés à leurs besoins. Les personnes retraitées demandent à être considérées comme des adultes à part entière.

L'engagement de représentation dans la communauté locale comme celui assumé à l'AQRP renvoie à un point commun : celui de l'organisation de services (Viriot Durandal, 2005).

Comme dans toute organisation de personnes âgées, le pôle occupationnel rallie la majorité des aînés. L'organisation ne doit donc pas négliger cet aspect et c'est la raison pour laquelle les aînés leaders travaillent à organiser différentes activités culturelles pour combler les besoins exprimés. D'ailleurs, les aînés mentionnent que les préoccupations locales sont au cœur de l'engagement associatif et que c'est d'abord pour desservir la communauté locale qu'ils agissent. Voici ce que des aînés mentionnent à ce propos :

Ma première préoccupation, c'était mon conseil d'administration. Les membres de la région. Si je faisais un bon travail, si je motivais mon conseil d'administration, on ferait une *mozus* de bonne *job*, une ferait bonne *job* en rendant service, en répondant aux attentes des membres de la région (Participant 3).

On s'était donné comme mission principale l'amélioration des services aux membres. En tout cas, on ne l'a pas fait de façon formelle. On s'était donné ça, parce que dans ma tête, c'était ça qu'on se donnait. On a tendu l'oreille par un sondage aux membres en ce qui concerne les loisirs organisés (Participant 1).

3.2 Les aînés leaders porteurs d'un projet de société

À l'AQRP, comme dans la communauté locale, les aînés sont appelés à endosser un rôle qui les amène à travailler pour des intérêts spécifiques exprimés par les aînés. Dans la communauté locale, le principal *cheval de bataille* est les conditions de vie des aînés, tous droits confondus. Dans l'engagement associatif, le principal *cheval de bataille* sur lequel mise l'AQRP est un droit économique ralliant ainsi l'ensemble de la population vieillissante d'aujourd'hui tout comme celle de demain. Il s'agit spécifiquement de l'indexation des pensions de vieillesse. Les aînés rapportent que le *cheval de bataille* et les moyens préconisés ne rallient pas l'ensemble des aînés et que leurs besoins se situent ailleurs. Il appert qu'il y ait un manque d'écoute face aux besoins des aînés. Le passage d'une organisation à visée plus culturelle vers une organisation à caractère plus politique est un changement récent et les aînés leaders sont inconfortables dans cette nouvelle orientation. Les leaders mentionnent qu'ils sont peu outillés ; ils possèdent des acquis issus du savoir-faire professionnel mais ils ne sont pas assez développés pour mener des combats sociaux à grande échelle, d'où l'incertitude face aux effets des actions entreprises : «Récemment, on a déposé un document au gouvernement exposant le problème [de l'indexation et son impact sur les conditions de vie] mais on ne sait pas ce que ça donne. […] C'est ça qu'on fait » (Participant 4). Comme l'AQRP a adopté ce virage récemment, il a été difficile de savoir si l'organisation disposait de ressources pour que leurs actions soient considérées et que leur voix soit entendue des instances politiques. Si l'AQRP s'inscrit dans une voie adoptée par d'autres organisations de défense des droits, il est probable qu'elle possède des ressources sociales.

3.3 La représentation par des pressions politiques

Le troisième niveau d'action des groupes de personnes âgées dans la société identifié par Carette (1992) est celui de la régulation des institutions politiques en y exerçant des pressions. L'obligation rattachée aux droits, particulièrement pour les aînés rencontrés dans le cadre de cette étude, renvoie à un *empowerment* structurel qui vise la reprise du pouvoir au niveau politique (Cormie, 1999; Viriot Durandal & Guthleben, 2002).

Un petit noyau d'associations d'aînés faisant la défense des droits mise sur des projets sociaux. Les présidents et les vice-présidents sont appelés à agir sur les grandes orientations de la société en exerçant des pressions politiques tout en étant porteurs d'un projet de société, le tout dans un contexte de consultation. Les leaders sont appelés à siéger sur les Tables de

concertation pour prioriser certaines problématiques touchant les personnes âgées. Dans cette situation, les aînés sont amenés à donner un nouveau sens à leur engagement dans la défense des droits. Il ne s'agit plus d'agir en tant que personne ressource ou en tant qu'organisateur et coordonnateur de la bonne marche des activités, mais d'agir en tant que porte-parole pour l'ensemble de la population vieillissante. Les aînés leaders mentionnent que leur fonction à ce niveau d'action implique :

- d'essayer d'avoir un plan d'action qui va emmener les gens qui peuvent le faire à réaliser ce plan d'action – un plan où l'on sait où l'on va et comment on va y parvenir;
- d'essayer de convaincre les gouvernements qu'il y a des gens qui ont réellement besoin d'aide;
- de faire en sorte que les gens aient accès à plus de choses possibles qui leur est dû.

En fait, les aînés leaders font prendre conscience aux aînés des inégalités et certaines opportunités. Ils «amènent les aînés vers un but commun pour que tout le monde tire dans le même sens globalement» (Participant 2). Il faut retenir de leurs propos qu'un leader est avant tout un «meneur», un individu qui sait saisir les bonnes opportunités afin de servir les intérêts du groupe qu'il représente. Il agit à titre de porte-parole mais aussi de motivateur dans la recherche d'appuis pour servir les intérêts défendus. La plupart des aînés rencontrés soulignent le manque d'aptitudes et de moyens pour mener des pressions politiques. En fait, les aînés sont conscients de la problématique priorisée par leur organisation et les aînés le sont aussi puisque les leaders rapportent qu'ils n'ont pas à dire aux gens qu'ils sont brimés dans leurs droits, les aînés le savent déjà mais que plusieurs n'osent pas agir. Or, les actions mises de l'avant par les groupes de pression de personnes âgées axent la défense sur une plus grande conscientisation auprès des institutions gouvernementales provinciales. Ils conscientisent les dirigeants aux conséquences des mesures prises pour la population vieillissante, mais on voudrait que leurs actions aillent au-delà des activités de veille et de représentation. On voudrait que les leaders posent des gestes de contestation pour améliorer les conditions de vie, voire qu'ils agissent en activistes. Seulement, la plupart des aînés leaders ne sont pas en accord avec les moyens mis de l'avant par les organisations. Ils soutiennent le fait de mener des actions collectives pour le bien-être des aînés, mais ils ne sont pas tous en accord avec les méthodes employées : «Je ne descendrai jamais avec un groupe […] pour les perturber pour la cause. Les méthodes que l'on prend m'horripilent» (Participant 7).

En fait, ceux qui ont vécu l'expérience du militantisme considèrent que ce n'est pas par des actions de contestation que l'on parvient à des résultats. Comme Viriot Durandal (2003), nous pensons que les aînés sont sensibles à une autre culture de la représentation, d'autant plus que l'enjeu est grand et que cela implique d'obtenir des appuis importants pour mener à bien les actions.

Conclusion

Les propos des leaders démontrent que la défense des droits n'est pas toujours facile. Le rôle auquel renvoie la défense des droits est sujet à des questionnements chez les leaders sur la pertinence des droits jugés prioritaires et sur les efforts déployés en fonction de l'atteinte ceux-ci. Les leaders forment-ils un groupe organisé? La réalité dépeint le manque de soutien et de ressources avec lesquels composent les leaders face au changement d'orientation proposé par l'organisation. Dans ces conditions, comment gérer les besoins exprimés par la communauté locale versus les demandes venant des instances politiques ?

Nous considérons que le fait de pouvoir identifier les facettes de l'engagement de représentation exercé dans la proximité et à l'AQRP rend compte de l'atteinte du troisième

objectif de la recherche qui était d'identifier ce que représente la défense des droits pour les aînés leaders. Il appert des résultats que l'AQRP s'inscrit dans le pôle action sociale, pôle qui oriente le potentiel et les ressources matérielles en actions sociales pour autrui ou pour la collectivité (Legrand, 2001). L'association cherche à pousser plus loin son action sociale en tendant à s'inscrire dans le pôle revendicatif qui est celui qui soutient la défense des droits individuels et collectifs, qui veille à la reconnaissance et au respect des intérêts et des besoins sociaux des retraités (Viriot Durandal, 2005). Les difficultés ressenties à la suite de l'arrivée nouvelle de l'AQRP dans ce créneau sont peut-être imputables au réseau de ressources humaines et sociales qui demande à être développé.

Bibliographie :

Archambault, A. (2000, mars). La participation sociale, nouvelle mode ou changement de fond ? *Bulletin d'information sur les suivis des forums sur le développement social*, *1* (2), 7-8.

Association québécoise de défense des droits des retraitées et des préretraitées (AQDR) (2006). Qu'est-ce que l'AQDR? Consulté le 14 novembre 2005. <http://www.aqdr.qc.ca>.

Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic (2006). Profil de l'association. Consulté le 12 janvier 2006. <http://www.aqrp.qc.ca>.

Binstock, R. H. & Quadagno, J. (2001). Aging and Politics. *In* Binstock, R. H & George, L. K. *Handbook of aging and the social sciences* (5th ed.) (pp. 333-351). Academic Press : San Diego (California).

Caradec, V. (2002). *Sociologie de la vieillesse et du vieillissement*. Saint-Germain-du-Puy : Éditions Nathan.

Carette, J. (Éd.) (1992). *Manuel de gérontologie sociale I*. Québec: Gaëtan Morin Éditeur.

Conseil des Aînés. (2006). *Vivre et vieillir dans sa communauté. Un nouveau guide adapté aux réalités des aînés d'aujourd'hui*. Québec : Publications du Québec.

Cormie, J. (1999). The Fife user panels project : empowering older people. *In* Barnes et Warren (Eds). *Paths of Empowerment*, pp. 834-839. Bristol: Policy Press.

Gallard, L. & Argoud, D. (1995). L'engagement associatif des français. *Retraite et société, 10*, 40-60.

Godbout, J. T. (1991). *La participation politique : leçons des dernières décennies*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture.

Guimond, S. (2003). Les racines de la révolte. *Sciences Humaines hors-série, 144*, 28-29.

Ion, J. (2003). Le temps de l'engagement pluriel. *Sciences Humaines hors-série, 39*, 58-63.

Klandermans, B. (2004). *The Demand and Supply of Participation : Social Psychological Correlates of Participation in Social Movements*. *In* Snow, D. A, Soule, S, A. & Kriesi, H. The Blackwell Companion to Social Movements. Blackwell, 360-379.

Lamoureux, J. (2000, mars). «Citoyenneté et pensée métisse : pratiques réfléchies de quatre groupes communautaires». *Bulletin d'information sur les suivis des forums sur le développement social*, *1* (2), 13-15.

Lecours, A. (2002). L'approche néo-institutionnaliste en science politique : unité ou diversité ? *Politique et Société, 21* (3), 3-19.

Legrand, M. (2001). *La retraite : une révolution silencieuse*. Paris : Eres.

Marquette, R. (1998). Les associations d'aînés: d'hier à demain. *Le Gérontophile,20* (1), 9-13.

Martel, L. (1997). L'avènement du pouvoir gris. Consulté le 21 janvier 2007. <http://www.acfas.ca/concours/eureka97/avenement.html>.

Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (2001). *Le Québec et ses aînés : engagés dans l'action. Engagement et perspectives 2001-2004*. Québec : Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine. Consulté le 23 septembre 2001. http://www.mfacf.gouv.qc.ca/thematique/aines/[html].

Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (2005). *Une pleine participation des aînés au développement du Québec. Afin de construire un Québec pour tous les âges*. Québec : Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine. Consulté le 4 décembre 2005. <http://www.mfacf.gouv.qc.ca/bulletin/archives/2005/juin.htm [html]>.

Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (2007). Section ministère. Consulté le 3 mai 2007. http://www.mfacf.gouv.qc.ca/ministère>.

Morgan, R. E. & David, S. (2002). Human rights : A new language for aging Advocacy. *The Gerontologist, 42* (4), 436-442.

Pratt, H. J. (1993). The emergence of seniors' organizations: An international perspective. *Ageing International, 20* (1), 9-12.

Thibault, N., Létourneau, E., & Girard, G. (2004). Nouvelles perspectives de la population du Québec, 2001-2051. *Institut de la statistique du Québec Données sociodémographiques en bref, 20* (2), 1-8.

Thomas, D. (1998). *La participation dans les associations de volontaires de personnes âgées : Le cas de l'Abitibi-Témiscamingue*. (Thèse de doctorat, Université de Montréal).

Viriot Durandal, J.-P., & Guthleben, G. (2002). Le pouvoir d'être vieux. Empowerment et police des âges. *Gérontologie et Société*, *102,* 237-252.

Viriot Durandal, J.-P. (2003). *Le pouvoir gris*. Paris : Presses Universitaires de France.

Viriot Durandal, J.-P. (2005). *Le «Lobby gris » aux Etats-Unis : un acteur polymorphe. Le cas des groupes de pression de retraités aux Etats-Unis*. Document non publié.

Table ronde 5 : La défense des intérêts des retraités et personnes âgées : Organisations, alliances et formes de pouvoirs.

Présentation de la table ronde par J. – Ph. Viriot Durandal

La défense des intérêts ne se limite pas à une capacité à s'inscrire dans un dispositif institutionnel. Les organisations de défense des retraités et personnes âgées disposent de bien d'autres ressources dans leurs interactions avec le monde politique et social. A la faveur du vieillissement démographique, le nombre semble être la première ressource. Elle est déclinable sous son versant politique avec le pouvoir de vote des 60 ans et plus. Mais le pouvoir du nombre est aussi important dans le domaine économique avec le pouvoir d'achat et d'épargne. L'expérience, la compétence et le temps libéré des contraintes productives constituent également un atout transformable en action collective. Comment ces ressources sont-elles instrumentalisées par les organisations de retraités ? Quelles formes prennent leur mobilisation (mémorandums, rencontres avec les décideurs, manifestation, vote sanction, boycott…) et sur quels types d'acteurs (politiques, sociaux, économiques)? En quoi la défense des intérêts induit-elle aussi la mise en place de pression sur d'autres acteurs que les décideurs publics (partis, syndicats, prestataires de services) ?
Assiste-t-on à un renforcement des organisations de défense des intérêts des retraités, et/ou à une radicalisation des registres d'action collective ? Le développement des partis de retraités aux Pays Bas, en Slovénie, en Israël, témoignent-t-il d'une tendance à la communautarisation de ce groupe social ?

Au-delà des organisations de retraités, qui défend les intérêts des retraités et personnes âgées et par quels moyens ? La défense des intérêts du public âgé se place-t-elle dans des systèmes d'alliance plus large avec d'autres acteurs sociaux (organisation de malades, associations de professionnels, syndicats…) ? Peut-on parler d'indépendance ou d'autonomie des organisations de retraités par rapport à ces acteurs ? Dans ce cas, s'agit-t-il vraiment d'un nouvel acteur social ? Finalement quel est le pouvoir effectif de ce « pouvoir gris » ?

Dans la table ronde « Construire les politiques publiques en collaboration avec les retraités... Intégration et exclusion d'un groupe social dans les décisions publiques », la défense des intérêts est envisagée à travers la capacité qu'ont les organisations à s'inscrire dans un dispositif institutionnel. Les organisations sont saisies ici à la lumière du cadre politique : du mode de représentation des intérêts, des dispositifs institutionnels, des représentations formelles et informelles, notamment en amont de la décision politique. Quelle(s) représentativité(s) les organisations revendiquent-elles ? Sur quels critères ? Dans quelle mesure leur est-elle reconnue ou déniée par les pouvoirs en place ? Tel sont les questionnements de la table ronde 4 qui sera en parallèle de la nôtre.

Mais les organisations de défense des retraités et personnes âgées disposent de bien d'autres ressources dans leurs interactions avec le monde politique et social. C'est là l'objet de cette table ronde.

Les axes centraux des échanges pourraient s'orienter dans 3 directions :

1) **Les ressources des retraités et leurs organisations**

De quelles ressources disposent les retraités et leurs organisations pour exercer des pressions sur les décideurs ? Et sur quels domaines ces ressources sont-elles mobilisées ?
A la faveur du vieillissement démographique, le nombre semble être spontanément la première ressource des personnes âgées. Elle est déclinable sous son versant politique avec le pouvoir de vote des 60 ans et plus.

Quelle image de la retraite et du vieillissement les organisations de défense des retraités entendent-elles mettre en avant et par quels moyens ? Quelles figures concurrentes récusent-elles éventuellement ?
On retrouve alors la question des formes de mobilisation (mémorandums, livres blancs, etc.) et des ressources : recours aux discours « savants » (usages de la sociologie, démographie, économie, etc.), c'est-à-dire « l'expertise comme pouvoir ». Comment ces ressources sont-elles instrumentalisées par les retraités et leurs organisations ? Quelles formes prennent leurs actions de mobilisation (mémorandums, rencontres avec les pouvoirs politiques, manifestations, vote sanction, boycott…) en fonction de leurs objectifs ?
Et est-ce que les formes et les types de ressources et les registres de mobilisations ont évolué dans le temps ? Autant de questions à rapporter à l'histoire des organisations, ainsi qu'à la sociologie de leurs membres.

Comment s'articulent alors les ressources individuelles et ressources collectives ? Comment des ressources individuelles peuvent-elles être transformées, (re)converties, mises au service de groupements de défense de retraités ? Dans quelle mesure les fonctions de gestion et de mobilisations des retraités dans l'organisation sont elles confiées désormais à un personnel particulier, passant ainsi de l'amateurisme à la professionnalisation ?

2) **Le nombre et la légitimité par la coalition**

Le travail de mobilisation des forces s'inscrit à la fois dans l'optimisation des ressources des membres, mais aussi dans la mise en place de synergies avec d'autres organisations. Il s'agit à la fois d'augmenter le nombre des défenseurs des droits des retraités mais aussi leur légitimité en intégrant différents représentants de leur cause.

Il ne s'agit pas ici d'examiner trop largement les acteurs à l'extérieur du cercle des organisations de retraités car ce sujet fait l'objet d'une autre table ronde. Mais au-delà des organisations de retraités, d'autres acteurs défendent les intérêts des retraités et personnes âgées (associations de professionnels, de malades, etc.) C'est le sujet de la table ronde N6 animée par Daniel Reguer.

En quoi la défense des intérêts induit-elle aussi la mise en place de coalitions réunissant des organisations de retraités entre elles ? Outre les divisions liées aux différents statuts des retraités (fonction publique/ secteur privé), par exemple, existe-il d'autres divisions entre les organisations sur la base de leur inclinaison politique, syndicale ou idéologique ? Peut-on parler d'indépendance ou d'autonomie des organisations de retraités par rapport à ces autres acteurs de l'espace public ? Les coalitions arrivent-elles à dépasser ces divisions ? Comment et avec quelle efficacité dans l'action collective ?

Les coalitions de personnes aînées et les usages des compétences d'acteurs individuels issus des secteurs public et parapublic seront traités par Daniel Thomas pour le Québec. Mais assiste-t-on aussi à ce type de dynamique en Argentine ? Pour la réforme en Amérique latine (Roxana Eleta de Filippis) : En quoi l'étude d'un « moment critique » est-elle révélatrice de « tendances lourdes » ? Peut-on établir des points de comparaison avec les mobilisations qu'a connues la France par le passé ?

3) Les ressources au delà du politique

Mais le pouvoir du nombre est aussi important dans le domaine économique avec le pouvoir d'achat et d'épargne. Sur quels types d'acteurs s'exercent les pression des retraités et de leurs organisations (politiques, sociaux, économiques) ? La contribution d'Elena Mashkova et *alii* sur ce sujet est intéressante dans la mesure où elle étend l'approche des ressources au-delà du seul vote. Le pouvoir d'achat mais aussi l'expérience, la compétence et le temps libéré des contraintes productives constituent également un atout transformable en action collective.

Au sujet de l'AARP (Elena Mashkova, Jean-Philippe Viriot-Durandal) et des rapports entre l'organisation et les entreprises, quelques questions se posent. Derrière la diversité des activités proposées, le caractère protéiforme de l'objet, certaines priment-elles ? Pour quel(s) motif(s) adhère-t-on ? Economique, politique, social, ou les trois à la fois ? La diversité de l'offre à l'AARP ou ailleurs ne contrevient-elle pas aux définitions nominalistes de certains objets : lobby, groupe de pression, syndicat, associations, etc. ?

Ouverture/ synthèse :

Il s'agit donc d'étudier les « champs gérontologiques », les configurations particulières dans lesquelles les organisations de défense de retraités sont insérées et qui ne concernent pas uniquement les retraités. Que nous révèle cet environnement ? Quelles formes d'alliances s'y déploient ? Quelles stratégies ? Que nous apprend la prise en compte des différentes formes organisationnelles en présence (associative, syndicale, marchande, etc.) ?

Quels effets les systèmes d'alliance ont-ils éventuellement sur ces formes ? Peuvent-ils contribuer à un « brouillage » des formes établies ? Ou au contraire à leur durcissement ? Assiste-t-on à un renforcement des organisations de défense des intérêts des retraités, et/ou à une radicalisation des registres d'action collective ? Le développement des partis de retraités aux Pays Bas, en Slovénie, en Israël, témoigne-t-il d'une tendance à la communautarisation de ce groupe social ?

Les coalitions de personnes aînées dans l'élaboration des politiques publiques relatives à la vieillesse au Québec

Daniel THOMAS
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue,
Rouyn-Noranda,Québec, Canada
daniel.thomas@uqat.ca

Résumé :

Au Québec, l'arrivée à la retraite d'une cohorte de baby-boomers modifie les coalitions de personnes aînées qui tentent d'influencer les politiques publiques relatives à la vieillesse. On peut observer ces modifications en comparant trois épisodes dans lesquelles des coalitions de personnes aînées ont joué un rôle prépondérant : la lutte contre la désindexation des pensions de vieillesse (années '80), la modification de l'article 585du *Code civil* (années '90) et récemment, la réglementation des résidences privées pour personnes aînées. Au Québec, le vieillissement démographique a très peu modifié les arrangements institutionnels entre l'État et la société civile. Au sein de l'État, les organismes de régulation spécifiques à la question des aînés ont été mis en place au milieu des années '90 et au début des années 2000. Les préoccupations politiques majeures demeurent centrées sur les questions sanitaires ainsi que sur l'impact du vieillissement sur les finances publiques et la disponibilité de la main-d'œuvre. Dans ce contexte, on retrouve au sein des coalitions de personnes aînées de plus en plus de personnes ayant œuvré dans la fonction publique. Les nouvelles coalitions maintiennent les alliances traditionnelles (associations de loisir, de retraités d'entreprise et de défense des droits), mais s'appuient maintenant sur les organismes publics et semi-publics, à l'égard desquels ils développent une certaine autonomie (par le statut légal obtenu ou par le changement d'échelle spatiale). L'analyse de la coalition ayant récemment conduit à la réglementation des résidences privées indique que ces nouvelles coalitions combinent, de la part des acteurs individuels, des compétences civiques et des compétences particulières relatives au fonctionnement de l'État.

La mobilisation des personnes aînées au Québec : des associations aux coalitions

Au Québec, le vieillissement de la population se réalise de façon accélérée : le groupe des personnes âgées de 65 ans et plus, qui composait 7% de la population en 1976, en représente environ 13% en 2000 et on prévoit que cette proportion passera à plus de 24% en 2026 (Conseil des aînés, 2000). Une étude réalisée au début des années 1980, auprès d'un échantillon représentatif de personnes âgées de 65 ans ou plus vivant à domicile au Québec, indique que 35,6% des gens âgés sont membres d'organismes communautaires; parmi eux, 40% participent à des activités sur une base hebdomadaire (Bouchard & Therrien,1983). De façon plus précise, Delisle (1995) observe que le pourcentage d'adhérents aux associations (de tous âges) varie beaucoup selon diverses régions du Québec. Dans diverses études réalisées entre 1985 et 1993 dans sept régions, le pourcentage de gens âgés qui adhèrent à des associations varie entre 42,2% et 66,4%, mais il demeure toujours plus élevé dans les régions que dans l'ensemble du Québec. Plus spécifiquement, Delisle observe que le taux d'adhésion à des associations de personnes aînées varie entre 31,1% et 62,9% selon les régions. En somme, les associations de personnes âgées occupent une place numériquement plus importante depuis une trentaine d'années et elles peuvent, dans certaines régions, susciter l'adhésion d'une grande proportion de la population âgée.

Les 25 dernières années correspondent aussi à un développement associatif important. Ainsi, entre 1973 et 1989, plus de 32 500 nouvelles associations, légalement enregistrées, ont été créées. Les associations centrées sur le développement de liens sociaux et communautaires ont connu une croissance importante durant les années 1970, mais les années 1980 sont plutôt marquées par le développement d'associations qui font la promotion d'intérêts de divers groupes sociaux ou qui sont impliquées dans l'action sociale et politique (Langlois & coll., 1990). C'est dans le cadre de ce double mouvement, démographique et associatif, que se sont multipliées les associations de personnes aînées. La plupart sont concernées par les loisirs, auxquels elles greffent des préoccupations de représentation publique, de défense de droits, de développement de services ainsi que d'opportunités d'engagement social.

Parmi ces associations de personnes aînées, la plus importante au plan numérique est la Fédération de l'Âge d'Or du Québec (FADOQ). Les premières associations locales de personnes âgées sont nées à compter de 1962, puis les premiers regroupements régionaux ont été mis sur pied en 1969. La FADOQ est officiellement constituée en 1970 et dès la première année, elle regroupe 500 clubs locaux et près de 50 000 membres. Les clubs de l'Âge d'Or représentent 4,1% de l'ensemble des nouvelles associations créées au Québec au cours de la période qui va de 1973 à 1989. Le développement de ces associations fut financièrement soutenu par l'État provincial dans le cadre d'une politique de soutien aux associations de loisir. Actuellement, la FADOQ compte plus de 280 000 membres âgées de 50 ans et plus, répartis dans près de 900 clubs et de 16 regroupements régionaux ce qui en fait " le plus important regroupement volontaire d'aînés au Québec " (FADOQ,2002).

La FADOQ se présente comme l'association qui est la mieux positionnée pour représenter les personnes aînées au Québec. Actuellement, elle définit ainsi sa mission : "regrouper les personnes de 50 ans et plus; de les représenter devant toutes les instances nécessitant la reconnaissance de leurs droits et de leurs besoins; d'organiser des activités et d'offrir des programmes et des services répondant à leurs besoins, afin de favoriser leur qualité de vie et leur épanouissement. " (FADOQ,2001). Effectivement, elle a effectué plusieurs représentations auprès des instances gouvernementales au cours des dernières années sur divers sujets tels les régimes complémentaires de retraite, le régime public d'assurance médicaments, la sécurité du revenu, les finances publiques.

Dans les clubs de l'Âge d'Or, le recrutement des membres est habituellement réalisé par les clubs locaux. D'abord fixé à 65 ans, l'âge d'admission a été abaissé, au début des années 1990, à 50 ans. Le recrutement d'adhérents plus jeunes est important à plus d'un titre. D'une part, dans la perspective de la représentation politique des préretraités et retraités, le nombre d'adhérents constitue un argument de poids. D'autre part, la FADOQ négocie pour ses membres un régime collectif d'assurance-vie auprès de compagnies d'assurance privées. Or, de tels régimes ne peuvent être intéressants au plan financier que dans la mesure où l'âge moyen des adhérents diminue ou que le coût des primes augmente.

La FADOQ ne représente pas tous les clubs locaux de l'Age d'Or. En effet, sa croissance numérique, présentée la plupart du temps comme un phénomène régulier, masque trois phénomènes importants. D'abord, la FADOQ a été secouée par une crise importante en 1989. En 1988, elle regroupait 1 155 clubs locaux et comptait 207 912 membres individuels dans toutes les régions du Québec. Ces deux sommets dans le nombre de clubs et dans le nombre de membres, qui résultent d'une croissance continue depuis le début des années 1970, ainsi que cette représentation de l'ensemble des régions du Québec, la FADOQ ne les retrouvera plus. En 1989, la FADOQ perdait trois régions: celle du sud-ouest; celle du Bas-Saint-Laurent,

Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine; et celle de l'Abitibi-Témiscamingue. En 1988, ces trois régions comptaient 294 clubs locaux et 3 494 membres. Les pertes furent donc importantes. En 1989, la FADOQ passait ainsi à 878 clubs locaux, une diminution de 24%, et à 187 460 membres, une diminution de 9.8%. En 1995, la FADOQ ne comptait que 865 clubs locaux et 166 898 membres (FADOQ,1996). Elle a multiplié les actions afin de se rapprocher des régions dissidentes, d'augmenter sa visibilité et d'accroître son *membership*, ce qu'elle a réussi avec succès depuis les cinq dernières années. Mais cela a été réalisé au moins partiellement grâce à l'élargissement de sa base de recrutement, ce qui nous conduit au second phénomène important à considérer. En effet, c'est à cette période que la FADOQ a abaissé l'âge d'adhésion de ses membres à 50 ans. Et en 1996, la FADOQ comptait déjà parmi ses membres, environ 25% de personnes de moins de 65 ans. Qu'est-ce qui attire ces membres ? Certainement pas l'identification à un club de l'âge d'or ni la participation à des activités traditionnelles de loisir, puisque les difficultés de recruter et de faire participer les membres plus jeunes à ce type d'activité constituent un thème récurrent chez les personnes élues des associations locales. Donc le troisième phénomène relié à la croissance numérique de la FADOQ est le développement de services aux membres et en particulier, l'adhésion à des régimes d'assurance collective avantageux.. Ainsi la possibilité de se prévaloir d'un régime d'assurance collective a constitué un argument important pour le recrutement des individus aux clubs locaux et de ces derniers à la fédération provinciale. Néanmoins, en Abitibi-Témiscamingue, par exemple, la majorité des clubs locaux demeurent indépendants ou affiliés à une fédération régionale distincte.

Ainsi, la FADOQ a progressivement développé, au plan provincial, un rôle de représentation des intérêts des personnes âgées, notamment auprès des instances gouvernementales. Mais l'augmentation récente du *membership,* fondée sur les intérêts individuels des membres, est contradictoire avec la recherche d'une participation accrue de ceux-ci aux activités de l'association. Certaines incitations matérielles, particulièrement les régimes d'assurances, sont reliées uniquement à l'adhésion de l'association et non à la participation. Ainsi, sa dynamique associative repose en grande partie, d'une part, sur des membres individuels pour lesquels l'obtention de services constitue une motivation importante et, d'autre part, sur des associations locales dont les activités demeurent principalement axées sur le loisir.

Les Centres communautaires pour aînés constituent un second type d'association qui jouent un rôle important de mobilisation des personnes aînées au Québec. Ils se définissent de la façon suivante :

> " Un organisme sans but lucratif qui, grâce à l'implication et à la participation des aînés, à la prise en charge de leurs propres besoins et aspirations, constitue un milieu de vie social, éducatif et communautaire qui vise à promouvoir le bien-être et la qualité de vie des aînés et de la communauté. Les aînés se regroupent et se donnent ensemble des moyens de conserver ou de reconquérir leur autonomie. Les moyens sont choisis selon les besoins des aînés d'une région, d'une localité, d'un quartier. Son approche est polyvalente. Par son action, le centre vise à développer l'autonomie des aînés, à améliorer la qualité de vie des aînés et à favoriser la participation des aînés au processus décisionnel et à favoriser leur prise en charge. Sont exclus tout organisme ou association ayant le loisir comme principale activité. " (AQCCA,2002)

Depuis 1992, une partie de ces associations locales qui s'adressent aux personnes âgées de 50 ans et plus, sont regroupées au sein d'une association provinciale. Actuellement, celle-ci regroupe 50 centres communautaires (sur les 80 existants) dont plus de la moitié sont situés dans la région de Montréal. Chaque centre communautaire regroupe entre 100 et 800 membres. Les centres communautaires d'aînés jouent un rôle important dans le développement d'opportunités d'engagement social, d'activités culturelles, d'activités de formation pour des personnes aînées autonomes. Mais les centres communautaires sont aussi actifs dans le développement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie (livraison de repas, aide à domicile). En effet, plusieurs d'entre eux sont engagés dans le développement d'entreprises d'économie sociale en aide domestique, qui prennent la forme d'organismes à but non lucratif ou de coopératives de solidarité, soutenues par le gouvernement québécois dans la foulée du Sommet socio-économique de 1996. Ces centres communautaires qui regroupent plusieurs milliers de personnes, se définissent comme des milieux de vie dont les actions contribuent à l'amélioration de la qualité de vie des personnes pré-retraitées et retraitées.

Les associations de retraités d'entreprise combinent les activités de loisir et la défense des intérêts de leurs membres. Il n'existe pas d'inventaire de l'ensemble de ces associations. Certaines ont été créées dès les années 1960 ou le début des années 1970, comme l'Association des Retraités du Gouvernement du Québec, l'Association des Retraités de l'Enseignement du Québec ou l'Association des Retraités d'Hydro-Québec. Les plus importantes au plan numérique sont rattachées au secteur public et para-public. Leurs préoccupations allient souvent la défense des droits de leurs membres à des préoccupations sociales plus larges, définies par les associations syndicales avec lesquelles elles entretiennent des liens. Elles sont rattachées à des institutions étatiques (fonction publique, secteur public ou para-public), à de grandes entreprises ou à des syndicats et elles accordent beaucoup d'importance à l'accès de leurs membres à un régime d'assurance collective qui prolonge celui négocié par le syndicat pour le personnel de l'entreprise. Leur structure de fonctionnement est plus complexe que celle des clubs de l'Âge d'Or et les Centres communautaires, puisque ces associations agissent à plusieurs paliers territoriaux. Une étude réalisée dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue (Thomas,1998) a permis de constater que les associations de retraités d'entreprise ont des débats internes beaucoup plus intenses que les clubs de l'âge d'or en ce qui concerne les régimes de retraite et les politiques gouvernementales (par exemple, celle instituant un régime public d'assurance médicaments).

L'Association Québécoise de Défense des Droits des pré-retraités et Retraités (AQDR) est née à la fin des années '70. Dès le départ, elle adopte un point de vue de défense des droits de l'ensemble des personnes aînées, comme lors de la publication d'un Manifeste sur la situation économique des retraités (1978) et d'un Manifeste sur les conditions de vie à domicile (1980). En 1983, elle organise une expo-manifeste sur le thème " On y voit à nos droits " qui est exposé à l'Université du Québec à Montréal puis, en octobre de la même année, sur la colline parlementaire à Ottawa alors que le gouvernement fédéral organise une conférence nationale sur le système de pensions et leur financement public. Actuellement, l'AQDR compte 44 sections locales, ce qui représente environ 10 000 membres individuels.

Dans le développement des pratiques de défense des droits des retraités, l'année 1985 marque un tournant, dont les conséquences sur les associations de personnes aînées n'ont pas été analysées. En 1985, l'AQDR se joint à une coalition nationale des aînés favorable à la réindexation, qui organise plusieurs activités de représentation auprès du gouvernement

fédéral et qui conduiront au rétablissement de la pleine indexation de la pension de base fédérale (Carette, 1992). Le mouvement d'opposition à cette mesure gouvernementale a amené la création de l'Ontario Coalition of Senior Citizens Organizations ainsi que celle du Front Commun des Aînés du Québec (David,1989). Cet épisode est souvent invoqué comme un marqueur de la création d'un mouvement des personnes âgées (Gifford,1990; Carette,1992) et comme un prototype de leur action collective. Les coalitions, centrées surtout sur la défense des droits assurés par l'État, constituent en effet un nouveau mode d'action privilégié des personnes aînées. Mais en réalité, ces coalitions sont très peu étudiées en elles-mêmes.

Au Canada et au Québec, l'analyse des associations de personnes aînées est très peu développée. Pourtant Brault (1987) démontre que ces associations constituent des lieux d'innovation sociale. Pour sa part, David (1989) décrit l'émergence, depuis le milieu des années 1960, des associations de défense des droits des personnes retraitées au Québec et analyse leurs interventions dans les domaine du travail et de la retraite. Elle observe qu'au cours des années 1980, ces associations ont multiplié leurs champs d'intervention et développé plusieurs alliances afin de combattre les mesures gouvernementales restrictives. Elle note également que l'émergence de nouveaux enjeux sociaux, qui touchent l'ensemble de la société, risque aussi de diviser ces groupes, en particulier sur la base de clivages socioéconomiques. Dans la perspective proposée par Pratt (1976), Gifford (1990) décrit la genèse sociohistorique des associations de retraités impliquées dans l'action politique non partisane au Canada. Il s'intéresse en particulier aux groupes de défense des droits, aux fédérations de groupes sociaux ainsi qu'aux coalitions qui se sont créées depuis le milieu des années 1980. Dans la perspective de l'analyse des mouvements sociaux, Carette et Lamont (1988) traitent du mouvement des adultes vieillissants comme d'un nouvel acteur collectif auquel ils reconnaissent trois paliers d'action, soit un pouvoir gestionnaire et organisationnel sur les divers champs d'organisation de leur vie de non-travailleurs définitifs, l'exercice d'un pouvoir sur les divers champs de décision qui les concernent et finalement un pouvoir sur les orientations générales de l'action de la société sur elle-même. Ils estiment qu'aucun groupe de retraités n'a encore atteint le palier du mouvement social, mais que certains d'entre eux ont atteint le second niveau, réclamant "avec force un authentique partage du pouvoir politique" (Carette & Lamont,1988: 140). Cependant, ces analyses demeurent très sommaires si on les compare, par exemple, aux travaux de Noreau (1990) sur l'institutionnalisation du mouvement des personnes aînées aux États-Unis

De fait, la dynamique des associations de personnes aînées au Québec est très peu étudiée, hormis du point de vue du discours qu'elles tiennent. Or, nous aurions avantage d'une part, à mieux comprendre la dynamique associative, en particulier du point de vue de la cohabitation des divers intérêts des membres et des projets que ceux-ci veulent développer dans le cadre associatif. D'autre part, le développement des coalitions a pris une telle importance que celles-ci devraient aussi faire l'objet d'analyses. À cet égard, il importe de rappeler que les coalitions sont distinctes des associations, puisqu'elles constituent un ensemble concerté et temporaire d'acteurs individuels et collectifs qui entretiennent des rapports de coopération et de conflit afin d'obtenir des avantages qui peuvent être symboliques ou matériels, immédiats ou différés, attendus ou inattendus (Lemieux, 1998). Ainsi, nous pourrions développer une meilleure compréhension de la contribution des associations de personnes aînées au changement social.

Références :

AQCCA (2002). Site www.ca.org/aqcca, consulté en janvier 2002.

Bouchard, P., Therrien, G. (1983). Isolement, solitude, ségrégation et intégration sociale des gens âgés à domicile. Dans: Therrien, G., Bouchard, P. (Éd.): Les conditions de vie des gens âgés à domicile. Québec, Ministère des Affaires sociales.

Brault, M.M.T. (1987). Du loisir à l'innovation. Les associations volontaires de personnes retraitées. Québec, I.Q.R.C..

Carette, J. (1992). Manuel de gérontologie sociale 2. Boucherville, Gaëtan Morin.

Carette, J., Lamont, S. (1988). À propos des pouvoirs gris. Nouvelles pratiques sociales, 1 (1): 133-142.

Conseil des aînés (2001). La réalité des aînés québécois. Québec, Les Publications du Québec.

David, H. (1989). L'action collective et les personnes âgées ou retraitées dans le mouvement syndical et les associations du 3e âge. Montréal, I.R.A.T..

Delisle, M.A. (1995). Vieillir dans les régions. Québec, Éd. La Liberté.

FADOQ (1996).Nombre de clubs par regroupement régional et membership FADOQ par regroupement régional. Montréal, Fédération de l'Âge d'Or du Québec, 2p..

FADOQ (2002). Site www.fadoq.org, consulté en janvier 2002.

Gifford, C.G. (1990). Canada's Fighting Seniors. Toronto, J. Lorimer. Langlois, S., Baillargeon, J.P., Caldwell, G., Fréchet, G., Gauthier, M., Simard, J.P. (1990). La société québécoise en tendances. Québec, I.Q.R.C..

Lemieux, V. (1998). Les coalitions. Paris, P.U.F..

Noreau, P. (1990). L'action collective des personnes âgées aux États-Unis (1960-1988). Étude de cas présentée à l'Institut d'Études politiques de Paris dans le cadre de la rédaction d'une thèse de doctorat sur le processus de politisation de l'action collective des minorités. Montréal.

Pratt, H.J. (1976). The Gray Lobby. Chicago, University of Chicago Press.

Thomas, D. (1998). La participation dans les associations de personnes âgées. Le cas de l'Abitibi-Témiscamingue. Thèse Ph.D., Université de Montréal.

Participation et représentation sociale : l'exemple de la réforme de retraites en Argentine.

Roxana ELETA DE FILIPPIS
Maître de conférences en sociologie
Université du Havre
Roxana.eleta@univ-lehavre.fr

Depuis la fin des années 80, l'Amérique latine n'a pas échappé à la vague de réformes du système de retraite qui aujourd'hui touche même la plupart des pays développés.

Après la réforme chilienne (1981), les retraites publiques ont été réformées au Pérou (1993) en Colombie et en Argentine (1994). Par la suite, d'autres pays de la région comme l'Uruguay (1995), le Costa Rica (1996) et le Mexique (1997) ont, eux aussi, à leur tour emboîté le pas au reste de l'Amérique latine.

Je voudrais analyser ici plus particulièrement le cas de l'Argentine. En effet j'ai voulu au cours de mes recherches analyser les mécanismes qui ont conduit, dès 1994, à l'introduction des fonds de pensions privés qui sont me semble-t-il la pointe avancée de la réforme. J'ai tenté de montrer quelles sont été les mutations entraînées par la remise en question du système de financement des retraites. Ce qui fût un exercice plutôt descriptif. Je souhaite aborder avec vous des questions plus abstraites et évidemment plus théoriques. Mon travail essaie de mettre en évidence le fait que les choix économiques et financiers des retraites qui sont à l'origine de la capitalisation des retraites ne peuvent pas prétendre être le résultat d'un choix prétendu scientifique. Au contraire, je pense que la soi-disant scientificité financière permet en fait de justifier des choix politiques voir idéologiques. Pour être plus précis, je crois que ces choix sont le résultat d'une nouvelle orthodoxie pour ce qui est des retraites. C'est cette orthodoxie des retraites qui explique principalement la réforme. Mais il ne faut pas sous-estimer les enjeux sociaux et historiques qui ont modelé autrefois l'institutionnalisation des retraites.

En tout état de cause, la réforme des retraites résulte moins d'une réponse rationnelle et neutre aux changements de l'environnement économique et social que de l'interprétation que les acteurs sociaux font de ces changements.

Rappelons que la crise sociale et économique de l'Argentine des années 80, a été caractérisée par l'explosion de la dette externe, une fuite massive des capitaux, la récession et in fine par un appauvrissement sans précédent des retraites. Ce fut l'époque de l'hyperinflation et de la décennie perdue comme le disent le FMI ou la Banque Mondiale. Là dessus nous sommes tous entièrement d'accord. Mais je crois qu'il est très important de souligner que cette crise s'est déroulée au moment même ou le courant néo-libéral devenait très dominante dans les pays riches et par là même dans les pays qui jusqu'alors étaient réputés être en avance socialement. D'ailleurs ma recherche s'attache à démontrer qu'il y a eu une certaine convergence des systèmes de régulation sociale entre les pays riches et les pays en développement. Je tiens à préciser que la notion de fonds de pensions est, selon moi, une notion plurielle. Pourquoi ? Parce que les modalités de partage de la richesse produite entre les actifs et les retraités sont des mécanismes sociaux qui reflètent des arrangements nationaux.

Néanmoins, les adhérents au système de capitalisation augmentent et ceci malgré le manque de visibilité quant à la fiabilité des systèmes par capitalisation. Augmentation d'autant plus forte que d'éventuelles solutions alternatives paraissent malaisées.

Soulignons pour ce qui est de l'histoire qu'en Argentine, la retraite a été un axe privilégié de l'intervention de l'Etat. C'était un système de répartition lié au droit du travail. Le lien entre cotisations et prestations était perçu comme le droit a un salaire de remplacement lié aux cotisations réalisées pendant la vie active et garanties par l'Etat. C'est ce que j'appelle le malentendu de la répartition. Mais pour l'Etat l'idée était que l'on pouvait articuler croissance économique, développement du salariat et développement social. Le tout en augmentant la capacité d'intervention de l'Etat. Il s'agissait d'un modèle libéral contradictoire dans le sens où l'on a pu observer un rapport imbriqué entre l'Etat et la société civile. Cependant, l'Etat a été l'acteur central du modèle d'accumulation.
À travers les retraites, il a fortement agi dans la sphère économique soit en relançant la machine redistributive afin de favoriser l'intégration par la consommation, soit en favorisant les impératifs du système productif.

Nous observons que pour une fraction des syndicats, la capitalisation des retraites est le corollaire du droit à la retraite accordée en fonction des impératifs économiques et tactiques. Ceci n'est pas nouveau, car la demande syndicale s'est toujours concentrée sur l'accumulation des ressources capables de renforcer sa capacité de négociation avec l'Etat.

Nous constatons aussi que la privatisation des retraites a pu se faire sans trop de réaction sociales ou politiques du fait que les couches les plus pauvres de la population ne percevaient pas de retraites et que la majorité de ceux qui en perçoivent une (les couches moyennes) ne reçoivent qu'une somme modique. Par conséquent la recherche des solutions individuelles orientées vers le marché coïncide avec l'appauvrissement des couches moyennes de la population.

La tentation est grande de conclure que c'est à cause de la détérioration du niveau de vie des retraités que les retraites furent réformées en Argentine. La forte mobilisation des retraités pour la défense de leur pouvoir d'achat a eu un impact considérable dans l'introduction des fonds de pensions privés.

Cette conclusion n'est sans doute pas entièrement fausse, mais elle est aussi incomplète. La preuve en est que déjà en 1975, le rapport revenu moyen- retraite moyenne n'était que de 45% sans que cela se traduise par une réforme du système de répartition. C'est pourquoi je soutiens que la crise économique des années 90 avec ses effets réels n'est qu'un détonateur ou plutôt une sorte de révélateur d'une crise de sens : celui qui associait l'Etat providence et le développement d'une nation.

D'un point de vue sociologique la réforme s'inscrit dans la nécessité de produire de la lisibilité dans un contexte de panne politique et d'opacité sociale. La conversion au néo-libéralisme s'appuie en Argentine sur une version vulgarisé qui perd ses éléments politiques suggérant qu'un pouvoir sans Etat est possible. Mais on sait qu'il s'agit d'un projet politique dans le cadre duquel la réforme de l'Etat constitue un moyen d'exercer un pouvoir réel ayant des conséquences immédiates sur la vie quotidienne.

Dans le discours libéral des réformateurs nous relevons le fait que l'échange marchand est présenté, comme un phénomène naturel, antérieur et premier par rapport à toutes les autres formes de rapport sociaux. L'Etat n'a qu'un rôle second, celui de faire respecter le libre fonctionnement du marché. Mais une société libérale dans laquelle l'économie de marché favorisera le développement d'un système pluraliste et socialement plus équitable n'existe pas. La réforme des retraites traduit un rapport de forces favorable aux classes moyennes et supérieures de la société, aux chefs d'entreprises, et au capital financier.

Les couches moyennes n'ont aucune vocation « naturelle » à lier leur sort à celui du capital financier qui est hautement centralisé et monopoliste. Mais avec les fonds de pension par capitalisation il existe un lien direct entre le niveau de retraites des classes moyennes et le rendement des obligations et des actions. Leurs intérêts se dressent alors contre ceux d'autres couches sociales voir contre ceux de la société prise dans son ensemble. Dès lors, le changement du mode de financement de retraites aggrave ces tendances. On voit bien que ces mécanismes sont sociaux dans la mesure où ils distribuent une richesse sociale entre individus appartenant à des groupes que la situation professionnelle mais également la nationalité différencient. La notion de fonds de pension est plurielle mais, une fois sur le marché financier et à travers eux, au nom d'un principe n'ayant rien a voir avec ceux de la solidarité, ces fonds de pensions changent de nature pour acquérir celle d'une institution financière : faire fructifier un montant de capital argent en conservant à celui-ci sa liquidité et en maximisant son rendement.
Toutes ces constatations brièvement présentées ont conforté l'hypothèse selon laquelle les choix en matière de retraite ne sont pas neutres et sont inscrits dans des rapports de force.

Pour les tenants de la réforme de l'Etat, celle qui a été opérée en Argentine montre qu'il est possible de moderniser cette institution. Mais il n'est pas certain que cette réforme de modernisation réponde à la demande d'Etat qui demeure, même en Argentine très forte. Bien sûr, nous ne contestons pas le fait que l'Etat dans ses formes anciennes avait perdu toute légitimité. D'ailleurs, le désenchantement actuel ne se traduit pas par la menace d'un retour en arrière mais bien du point de vue des populations d'une demande accrue d'intervention, de régulation de l'Etat. C'est donc sur d'autres formes que l'Etat devra trouver les moyens de réguler le social, d'autres formes capables d'atténuer les effets d'une logique économique qui pourrait être remise en cause si elle n'est pas associée à une logique de participation citoyenne.

Le pouvoir gris comme un objet protéiforme : L'exemple de la défense des intérêts par l'économique par l'AARP aux Etats-Unis.

Elena MASHKOVA
Doctorante Sociologie
CEMS / GEPECS
Université Paris Descartes
Elena.mashkova@free.fr

Jean Philippe VIriot DURANDAL
MDC l'Université de Franche-Comté,
Professeur associé à l'Université de Sherbrooke (Can, Qc),
GEPECS
viriotdurandal@hotmail.com

Réflexion autour de l'article publié dans la revue *Gérontologie et Société* N 120 (2007) :
Jean Philippe Viriot Durandal « LE « LOBBY GRIS » AUX ÉTATS-UNIS : UN ACTEUR POLYMORPHE. NOUVELLES PERSPECTIVES SUR LES GROUPES DE PRESSION DE RETRAITÉS », pp.167-187.

Résumé :

Au carrefour des mutations sociodémographiques qui traversent les sociétés occidentales en vieillissement et de la réflexion sur les défis que ces mutations posent aux politiques publiques, peu de travaux se sont interrogés sur la mobilisation des retraités en tant que catégorie d'intérêts face aux orientations de la politique de la vieillesse. En Amérique du Nord, notamment aux Etats-Unis où le contexte institutionnel et la culture politique sont plus favorables qu'en France à l'expression des groupes de pression liés à l'âge, des travaux spécifiques offrent une perspective particulièrement intéressante pour la recherche. Mais en centrant essentiellement l'observation sur l'articulation entre les besoins sociaux et les réponses politiques, ces études ne reflètent en définitive que partiellement les rapports de pouvoir et d'influence protéiformes entre ces groupes d'intérêts et la société états-unienne[83]. Sans prétendre à l'exhaustivité, cet article se propose d'ouvrir une perspective sur l'action des groupes de pression de retraités américains au-delà des centres de gravité politique. Il s'agit de montrer comment ces organisations ont en définitive construit des modes de défense des intérêts matériels et immatériels qui dépassent le strict cadre de l'action politique. Nous introduirons trois figures idéales typiques qui caractérisent les différentes logiques d'action et les formes de structurations empruntées par les organisations de retraités dans la défense des intérêts de leur membre. Il s'agit tout d'abord du groupe de pression -figure traditionnelle de l'action politique-, de l'entrepreneur et enfin de l'agent ; trois configurations qui structurent ces organisations tant dans le domaine politique qu'économique ou social.

Mots clefs : Retraités - lobby - pouvoir gris - Mouvements sociaux - associations

[83] Nous utilisons l'adjectif « états-unien » en particulier pour le cas de l'Amérique du Nord afin de distinguer ce qui relève des Etats-Unis du Canada et de ses différentes provinces en matière de modèle social. Les politiques sociales de ces pays ne sont pas assimilables. En outre, le qualificatif américain si il se réfère à l'Amérique en tant qu'entité géographique ne peut être identifié aux seuls Etat-Unis en tant que modèle politique et culturel.

1) **Introduction : contexte et outils**

Dans une lecture rétrospective de l'histoire des objets sociologiques, l'émergence des travaux sur le « lobby gris » aux Etats-Unis est surprenante à plus d'un titre. En effet, l'ouvrage fondateur d'Henry Pratt sur le «*Gray Lobby*» paraît au milieu des années 70, à un moment où l'attention de la sociologie aux Etats-Unis semblait plutôt se concentrer sur le monde du travail et ses conflits ainsi que sur l'affirmation des mouvements identitaires et communautaires (féministe, minorités ethniques,...). Les Etats-Unis s'interrogeaient alors sur les droits civiques et le statut des minorités, mais aussi plus généralement sur les mutations des modes de vie et la place de l'individu et du collectif dans ces mutations (consommation, environnement, démocratie participative…).

C'est dans ce contexte que les premiers travaux sur le lobby gris paraissent. Par ce terme, Pratt désigne l'ensemble des groupes de pression défendant l'intérêt des plus âgés et notamment des bénéficiaires des politiques sociales sur critère d'âge[84]. Parmi eux, les retraités semblent *a priori* assez éloignés des problématiques fondamentales d'organisation et de conflits du travail, si structurants dans la sociologie. En outre, les retraités sont essentiellement appréhendés comme une catégorie sociale ou un groupe d'intérêt potentiel, mais rarement comme une « communauté pertinente de l'action collective » (Segrestin D., 1981) dotée d'une identité forte comme pouvaient l'être, par exemple, les mouvements identitaires ethnolinguistiques, féministes ou homosexuels.

Aux Etats-Unis, les organisations de retraités témoignaient en fait du développement des programmes sociaux qui a balisé les années 60 - dans le sillage de l'élan impulsé par le Président J.-F. Kennedy - et contribué à renforcer certains groupes d'intérêts notamment en matière de vieillesse. La création de dispositifs législatifs majeurs dans ce domaine a révélé l'influence de certains groupes de pression de retraités dont le *National Council of Senior Citizens (NCSC)*[85], un lobby de retraités composé d'anciens syndicalistes et de seniors proches du parti démocrate. En fait, depuis la création de la sécurité sociale aux Etats-Unis à la fin des années 30[86], les politiques sociales ont structuré une partie de leurs interventions autour de critères d'âge et organisé des solidarités avec les plus âgés favorisant ainsi l'émergence de groupes d'intérêts sociaux considérables (Myles J., 1984 ; Myles J. & Quadagno J. 1991 ; Viriot Durandal J.P., 2003a).

C'est avec les travaux pionniers de Robert Binstock que l'articulation entre ces groupes d'intérêts et les décideurs politiques a émergé comme objet de recherche (Binstock R., 1972). La notion de lobby gris sera consacrée quatre ans plus tard par la parution de l'ouvrage de référence de Pratt puis les réflexions de Robert Hudson sur les contraintes des lobbies de retraités sur les décideurs politiques (Hudson R., 1978).

Ces travaux et ceux qui suivirent sont généralement centrés sur le lobbying en matière de politique de la vieillesse. La politique de la vieillesse est définie ici au sens de Anne-Marie Guillemard comme « l'ensemble des interventions publiques structurant, de manière explicite

---

[84] Pour une plus ample présentation des groupes de pression de retraités américains et de leur action politique se reporter à : VIRIOT DURANDAL Jean-Philippe (2003), « Le lobby gris aux Etats-Unis », *Futurible*, n° 283, Février 2003, pp 5-25.

[85] Le NCSC a été fondé en 1961 avec le soutien des syndicats AFL (*American Federation of Labour*) et CIO (*Congress for Industrial Organizations*) et du comité de soutien des seniors pour J.F Kennedy (*Senior Citizen for Kennedy)*. Il a activement contribué à la création des deux programmes de prise en charge médicale et institutionnelle des plus de 65 ans (*Medicare* et *Medicaid*) (Torres-Gil, 1992, pp. 79-80). Une partie des dispositions de ces programmes a d'ailleurs été rédigée en collaboration directe entre le gouvernement et les experts du NCSC. Les groupes de pression de retraités ont exercé à cette période une influence considérable sur le passage de cette loi d'après l'aveu même du président Lyndon Johnson.

[86] La sécurité social américaine couvre essentiellement le risque vieillesse et invalidité.

ou implicite, les rapports entre vieillesse et société » (Guillemard A.-M., 1986, p.22). Elle est articulée autour de trois axes principaux qui agissent sur les catégories d'intérêts relatifs à l'âge.

Le premier regroupe l'ensemble des leviers liés aux revenus des retraités. Il intègre le niveau des pensions (indexation, revalorisation, valeur du point,…) mais aussi la fiscalité sur les revenus, l'épargne et le patrimoine.

Le second axe porte sur le volet santé et autonomie (assurance maladie, allocation personnalisée d'autonomie…).

Et le troisième, plus complexe et hétérogène, renvoie à la gestion de l'environnement social et des conditions de vie. Ce dernier axe implique l'ensemble des interventions publiques favorisant l'intégration des populations âgées et des problématiques de vieillissement dans la construction de l'espace public tant au niveau matériel (conception et aménagement de lieux publics, transports, logement…) qu'immatériel, avec notamment les politiques d'animation et d'intégration sociale (clubs, conseils des sages, activités…)

L'action des groupes de pression aux Etats-Unis doit être replacée dans un contexte où l'Etat providence intervient peu comme redistributeur de ressources et moins encore comme prestataire direct comparativement à la France. Dans ce contexte, l'action des pouvoirs publics en matière de réglementation et de régulation de l'activité des professionnels intervenant auprès des retraités et personnes âgées constitue un enjeu important pour les groupes de pression. Les organisations de retraités agissent donc aussi sur l'Etat en tant que régulateur d'un marché parfois très lucratif.

Aux Etats-Unis les grandes organisations de retraités agissent donc comme des contre-pouvoirs face aux décideurs publics mais aussi face aux intérêts économiques représentés par les entreprises ou les secteurs d'activités auxquels elles appartiennent (banque, assurance, santé, maisons de retraite privées…)[87]. Une partie des risques socialisés par des mécanismes collectifs d'assurance sociale ou d'assistance en France (santé, retraite complémentaire, autonomie…) est assumée outre-Atlantique par la prévoyance individuelle et les acteurs privés à but lucratif (assurances, banques…) ou non lucratif (associations, syndicats…). La couverture de ces risques est considérée aux Etats-Unis comme un produit de consommation potentiellement sujet à négociation individuelle ou collective dans des espaces - plus ou moins régulés - de concurrence entre prestataires. L'une des missions des associations de défense des intérêts des retraités consiste donc précisément à exercer directement des pressions sur ces acteurs.

Ces domaines d'intervention sont relativement peu évoqués par la science politique et la sociologie en Amérique du Nord (Day C., 1991 ; Pratt H, 1993 ; Campbell A., 2003) et en Europe (Walker A., Naegele G. (Eds.), 1999 ; Vincent J. *et alii* 2001).

Le présent article invite donc à dépasser cette première approche. Il s'agit de comprendre comment cette configuration particulière influence les périmètres et les modes d'action des organisations de défense des intérêts liés à l'age et au vieillissement.

2) Les différentes figures de la défense des intérêts

Nous passons d'une analyse centrée sur les acteurs de la politique de la vieillesse à une observation macrosociale de l'action des organisations de retraités sur le champ du

[87] Le Magazine *Fortune* dès 1997 plaçait le plus important groupe de pression de retraités américains l'AARP (ancienne « American Association of Retired Persons ») en première place de son palmarès des 25 plus influents lobbies américaines devant les représentants du secteur privé. Voir : Fortune (1997), "Whashington's Power 25", December 8, p.145-158. En 2001, le même magazine classait l'AARP en seconde position. Voir : BIRNBAUM, Jeffrey H. (2001), « Washington Power 25 : Fat and Happy in », *Fortune*, 14 mai 2001. http://www.fortune.com/fortune/power25/articles/0,15114,369448,00.html

vieillissement. Ce champ est défini au sens premier du substantif comme un domaine d'action[88] relatif à l'âge et au vieillissement dans lequel l'intervention des acteurs politiques ne représente qu'une partie des protagonistes. Le champ du vieillissement sur lequel se situent, entre autres, les organisations et les pouvoirs publics, est donc appréhendé à la fois comme un espace et comme des modes d'interactions matériels ou symboliques entre le vieillissement en tant qu'objet de construction sociale et une société donnée. Ce champ recouvre un ensemble d'interventions très vaste qui intègre non seulement les systèmes formels et informels d'affectation de ressources et de valeurs (matérielles ou non) mais aussi les mécanismes de régulation des acteurs présents sur le champ et la mobilisation de leurs moyens[89] pour répondre aux besoins et aux intérêts des membres de catégories sociales définies par leur avancée en âge et leur vieillissement. Le jeu de pouvoir et d'influence se distribue donc sur un spectre d'acteurs et d'actions plus large que dans le domaine exclusif des politiques sociales.

Nous distinguerons plusieurs figures dans l'intervention des organisations de retraités dans ce contexte particulier.

La première figure renvoie aux modes d'intervention extérieurs aux systèmes d'allocation des ressources et d'exécution des décisions sur le champ du vieillissement. Il s'agit des ***groupes de pression*** au sens classique du terme assumant des fonctions d'intermédiaires entre un groupe ou une catégorie sociale (ici les retraités) et les décideurs publics mais aussi privés (Etat, entreprises, familles, …). L'action du groupe de pression vise à peser sur les décisions et sur l'action des acteurs du champ de la vieillesse au nom de la défense des intérêts des membres du groupe ou de la catégorie qu'il défend. Dans l'approche défendue ici, le groupe de pression n'est plus appréhendé exclusivement par son action politique mais par l'ensemble des initiatives qu'il entreprend sur les acteurs du champ gérontologique.

Les deux autres figures placent les organisations de retraités en situation d'intervention directe dans la prise en charge des besoins ou des attentes des membres dont ils défendent les intérêts. La perspective passe alors d'une situation d'extériorité par rapport aux systèmes qui administrent les intérêts des retraités (c'est le cas du groupe de pression) à une position d'intériorité, c'est-à-dire une intégration en tant que redistributeur de ressources.

Dans certaines circonstances les organisations agissent directement dans la réponse aux besoins en tant qu' « ***entrepreneurs*** ». L'entrepreneur est un acteur indépendant gérant lui-même ses finalités et ses moyens. Il produit et gère ses ressources et décide de leur affectation sur le champ du vieillissement. Généralement, cette configuration renvoie à l'activité économique qu'assument les organisations en tant qu'entreprise sur un marché donné avec une clientèle constituée principalement ou exclusivement de ses membres. Mais la qualité d'entrepreneur intègre également les actions de transformation des ressources endogènes (temps libre des membres, compétences …) ou exogènes (bénévoles extérieurs à l'association, prêts gratuits de matériels, de locaux…) sur le mode de l'échange non marchand ou du don.

Les organisations peuvent aussi remplir la fonction d'« ***agents***». Nous désignons par agent une entité (ici les organisations de retraités) dont l'action est accomplie pour le compte d'un tiers et sous son contrôle. En l'espèce les organisations sont des agents lorsqu'elles servent elles-mêmes de prestataires de services ou d'opérateurs à destination des membres du groupe social dont elles défendent les intérêts mais pour le compte du tiers payeur (Etat, collectivité locale, caisse de retraite).

[88] Nous ne mobilisons pas ici la définition bourdieusienne du champ au sens d'une projection de l'opposition entre dominant et dominé sur un espace social déterminé. Cette dichotomie dominant/dominé n'est pas au centre de notre travail même si nous en reconnaissons l'intérêt en certaines circonstances.

[89] Les moyens des organisations de retraités elles-mêmes sont intégrés dans cette approche.

Les frontières entre ces différentes configurations ne sont pas étanches. Les organisations peuvent assumer des fonctions au carrefour entre les différentes figures et sont potentiellement polymorphes.

3) Les groupes de pression de retraités comme intermédiaire politique et économique

Les Etats-Unis ont développé dès leur création une forte tradition associative comme le note A. de Tocqueville dès le début du XIX° siècle dans *La démocratie en Amérique*[90]. Historiquement la liberté d'association est rattachée aux droits politiques et à la liberté d'expression dans la démocratie naissante des Etats-Unis d'Amérique. Le fort ancrage fédéral du modèle politique, la faiblesse de l'intervention publique au-delà des pouvoirs régaliens de l'Etat ont, en outre, favorisé l'intervention directe des citoyens dans les domaines politiques mais aussi sociaux et économiques à travers ces groupements d'intérêts (Madisson J., 1987).

Nous ne développerons pas ici le volet des pressions politiques des organisations de retraités documenté par ailleurs (Viriot Durandal J.-Ph., 2003a), mais plutôt la manière dont elles organisent leurs actions à destination du secteur marchand. Fortement professionnalisées[91], les associations de retraités développent des actions directes sur les acteurs privés présents sur le champ du vieillissement. La défense des intérêts matériels induit à la fois une action pour la défense des retraites, mais aussi des pressions pour la baisse des coûts et l'amélioration de la qualité des produits et services où les pouvoirs publics ne sont pas seuls en cause. Ainsi, l'AARP (ancienne *American Association of Retired Persons*)[92] tente de s'imposer avec ses 38 millions de membres comme le représentant puissant d'un groupe social face aux acteurs du champ du vieillissement.

Les fonctions de veille et d'information

Les groupes de pression de retraités servent en premier lieu de capteurs d'information, de lieux-ressources et de centre d'expertise sur les produits et services à destination des plus âgés. Les fonctions de veille et de conseil dans le domaine de la consommation ont été particulièrement renforcées dans les années 90, notamment par le *National Council on Aging* (NCOA) et l'AARP. Ces organisations disposent de centres fournissant d'abondantes documentations et dispensant de multiples conseils sur les produits les plus divers. L'AARP a créé un centre d'aide et de conseil à la consommation (*National Consumer Assistance Center)*. Ce centre met à disposition du public une documentation détaillée sur les biens et services les plus variés (complémentaires santé, pompes funèbres, logements pour personnes âgées,...). Un numéro vert est à la disposition des membres.

D'autres organisations comme le NCOA ont considérablement renforcé leurs activités sur le pôle consommation au cours de la même période. Dans un contexte de fortes injonctions à l'épargne retraite, la première structure créée par le NCOA dès 1992 fut le *National Institute on Financial Issues and Services for Elders* (NIFSE) dédié à l'information sur les produits financiers et les services. Jusqu'en 2003 cet institut qui faisait partie du groupe de NCOA favorisait les échanges autour du concept de la « gérontologie financière »

[90] Voir l'article de Maud Simonet Cusset (2004) relatant notamment les travaux d'Edith Archambault et de Dan Ferrand-Bechmann sur le sujet.

[91] Aux Etats-Unis, contrairement à la France, le lobbying en faveur des personnes âgées constitue un domaine d'activité à la fois légitime et reconnu structuré autour de métiers, balisé par des évolutions de carrières, et des trajectoires professionnelles (Viriot Durandal J-Ph. 2003a ; Béland D. & Viriot Durandal J-Ph., 2003)

[92] L'AARP est la plus importante organisation de senior. Elle regroupe actuellement 37 millions de membres de plus de 50 ans et compte une trentaine de lobbyistes professionnels.

afin d'assurer le développement des meilleurs services pour les personnes âgées dans le domaine financier.

Au milieu des années 90, le NCOA regroupait l'ensemble de ses activités en matière de consommation sous l'égide d'une organisation fédérative : le *National Coalition of Consumer Organization on Aging (NCCOA).*

Ces actions d'informations se font de plus en plus grâce aux sites web riches en informations et conseils que les organisations mettent à disposition de leurs membres et tout public. Les sites permettent d'accroître la visibilité des services de conseil et d'assistance proposées aux personnes âgées par les organisations et s'avèrent être un bon moyen de communication à l'époque où les seniors se mettent de plus en plus aux nouvelles technologies. Ainsi, le site de la NCOA « BenefitsCheckUp » qui propose aux personnes âgées de trouver les programmes d'aide (benefits programs), a été primé dans la catégorie des sites de santé[93].

Mais outre l'action en matière d'information qui permet de sensibiliser les membres en tant que porteurs de droits et consommateurs, les organisations de retraités assument aussi parfois des fonctions directes de négociation avec les acteurs économiques.

. Les fonctions de négociation et la logique de prescription/proscription

Les actions engagées par les groupes de retraités à destination des acteurs du marché s'étendent sur un large spectre d'intervention allant du simple conseil aux membres - évoqué plus haut - jusqu'au conflit (boycott, procès…) en passant par la collaboration pour l'élaboration de produits et services. Le mode relationnel qui lie les organisations de retraités aux acteurs du champ du vieillissement aux Etats-Unis varie du plus collaboratif (prescription) au plus offensif (proscription) en passant par la neutralité (information sans recommandation). Les organisations ne placent donc pas nécessairement leurs actions sur un registre exclusivement offensif. Des approches par pressions inductives ont d'ailleurs été développées de manière assez fructueuse à destination des entreprises privées. La défense des intérêts poursuit plusieurs logiques. Les groupes de pression de retraités recherchent tout d'abord à optimiser l'adéquation entre les prix et la qualité des biens et services, mais elles tentent également d'agir en amont sur la création de ceux-ci et leur adaptation aux caractéristiques, aux besoins et aux intérêts des plus âgés.

D'ailleurs, dès la genèse du plus important lobby de retraités aux Etats-Unis, les premières actions collectives organisées à la fin des années 1950 n'ont pas ciblé le pouvoir politique mais les compagnies d'assurances. L'AARP a en effet déclenché une série de pressions sur les assureurs afin qu'ils acceptent de couvrir les risques santé des enseignants retraités et qu'ils leur offrent des polices à la fois adaptées et abordables. Cette action a donné naissance à un partenariat entre un opérateur économique et une association qui a par ailleurs trouvé dans cet accord une partie des ressources de son développement (Viriot Durandal J.-Ph., 2003a, pp. 6-8).

Aux Etats-Unis, les organisations de retraités comptant un nombre élevé d'adhérents, obtiennent des entreprises privées des avantages non négligeables (prix négociés ou prestations de qualité supérieure) que les individus seuls ne pourraient négocier. L'effet d'échelle et la maîtrise de l'expertise juridique et technique constituent des ressources essentielles permettant aux organisations de jouer le rôle d'intermédiaire dans le système marchand. L'AARP s'efforce, par exemple, de développer des accès préférentiels à un

[93] http://www.healthawards.com/wwwha/fw2006winners/pe_web.htm

ensemble de services pour ses adhérents, lesquels y puisent d'ailleurs, très majoritairement, leur motivation première pour l'adhésion[94]. Tel a été notamment le cas en matière des contrats d'assurance, négociés auprès des compagniesd d'assurance spécialement pour les membres de l'AARP sous les conditions très avantageuses. La *Prudential Insurance* offrait aux adhérents de cette organisation une assurance complémentaire santé dont les tarifs n'étaient pas progressifs avec l'avancée en âge, contrairement à la pratique courante sur le marché. En 1995, environ 20% des 33 millions de membres avaient ainsi souscrit à cette assurance qui gère la formule proposée par l'AARP. L'AARP a également pu conclure un accord avec la New-York Life Insurance pour que les contrats d'assurance vie permettent d'offrir des conditions particulièrement souples aux membres et à leurs ayants droits (couverture du conjoint dès 45 ans, questionnaire de santé réduit,...). Elle a également négocié avec *ITT Hartford* pour l'assurance du domicile de ses membres afin que la compagnie s'engage à garder les assurés malgré leur avancée en âge et les gratifie de nombreux avantages. Plus d'un million six cent mille membres ont souscrit à cette assurance au milieu des années 90. Ainsi, l'aménagement de flexibilité et d'avantages dans les polices d'assurance est négocié par les experts des groupes de pression dans le cadre du programme spécial géré par l'organisation. Aujourd'hui, ce programme de contrats d'assurance d'une valeur de 4 millions de dollars est géré par trois compagnies : United HealthCare, Metropolitan Life, and ITT Hartford.

Mais les négociations ont également porté sur l'assurance automobile avec le contrat passé avec le GE Motor club (*AARP Motoring Plan*). Il s'agit d'un service de dépannage 24 heures sur 24 qui fournit divers avantages supplémentaires comme des cartes routières gratuites ou des réductions dans les hôtels. Outre le secteur des assurances, les négociations concernent également la banque, l'épargne, services de sécurité, produits financiers, mais aussi les loisirs avec des réductions sur les locations de voitures auprès de cinq compagnies parmi lesquelles Avis et Hertz (1,7 million de locations aux membres de l'AARP en 1994) et sur 9000 hôtels aux Etats-Unis et dans le monde.

Comme l'AARP, d'autres organisations dont l'action est plus centrée sur la défense des droits politiques, comme l'Alliance for Retired Americans (ancienne *National Council of Senior Citizens*, NCSC)[95] et le *National Committee to Preserve Social Security and Medicare* (NCPSSM)[96] offrent aussi des prestations et avantages à leurs adhérents.

. L'articulation entre l'action sur les acteurs économiques et les pressions politiques

Dans leur fonction d'intermédiaire, les organisations de retraités tentent d'articuler leurs actions directes à destination des entreprises avec leurs pressions politiques afin d'encourager la création d'un environnement législatif plus favorable aux intérêts de leurs membres. L'AARP a ainsi soutenu toutes les avancées législatives en faveur des médicaments génériques et s'est engagée fortement en 2004 en faveur du projet de loi bipartisan (S.2328) du sénateur Byron Dorgan (démocrate) et de la sénatrice Olympia Snowe (républicaine) pour faciliter

---

[94] Pour l'AARP, par exemple, un sondage de 1982 a révélé que seulement 17% des membres déclaraient avoir d'abord adhéré pour la défense des intérêts des retraités et, parmi eux, tous n'étaient pas prêts à endosser l'habit du militant actif, engagé. Ce qui a été confirmé dans un entretien récent avec la directrice du Département de recherche sur les adhérents (octobre 2006).

[95] Depuis 2001, NCSC s'est rattaché à l'AFL-CIO et a décidé de changer de nom pour sceller cette alliance. Désormais connue sous le nom d'*Alliance for Retired Americans (*ARA*)*. Cette organisation revendique actuellement plus de 3 millions de membres (3,2 millions en 2006) et un maillage de plusieurs milliers de sections réparties sur tout le territoire national dans 26 états. Elle représente une des organisations de retraités les plus homogènes idéologiquement et les mieux structurées pour les activités revendicatives.

[96] Fondé en 1982 par l'ancien sénateur James Roosevelt, fils de Franklin D. Roosevelt le NCPSSM s'est créé contre les projets de R. Reagan de réforme du système de retraite et de la couverture maladie pour les plus de 65 ans (Viriot Durandal J-P, 2003a, pp. 21-25).

l'importation sur le marché états-unien de médicaments moins chers en provenance du Canada et de pays européens. Or cette même organisation intervient en même temps directement comme grossiste en produits pharmaceutique et négocie à la baisse les tarifs pratiqués par rapport au marché au détail. C'est là une dimension particulière de son action puisqu'elle dispose de structures professionnelles de médiation pouvant opérer à la fois sur le plan politique et économique. Le *lobbying* auprès des institutions publiques ne représente donc souvent pour elle qu'une partie dans un jeu de pression où le pouvoir politique constitue un centre de gravité certes important mais pas unique. Cette conception multidirectionnelle des actions de défense des intérêts constitue une première caractéristique de la logique d'action des groupes de pression des retraités aux Etats-Unis et notamment de l'AARP.

Les groupes de pression en tant qu'intermédiaires sont donc présents sur le marché du vieillissement mais restent jusqu'ici distincts des décideurs économiques ou politiques sur lesquels ils exercent leur pression. Le statut et les fonctions d'intermédiaires impliquent *a priori* de ne pas tenter de suppléer l'offre économique ou politique en devenant directement concurrent de ces décideurs.

Mais la défense des intérêts ne se limite pas nécessairement à des actions extérieures aux systèmes de prise en charge des besoins politiques et économiques. La production directe de biens et services par des groupes de pression à destination des membres qu'ils entendent représenter constitue également une autre configuration possible.

4) Les organisations de retraités comme « entrepreneurs » de biens et services.

Un entrepreneur est défini ici comme un décideur qui, par son action et ses ressources, met en œuvre une réponse directe aux besoins ou aux attentes des membres du groupe social dont il représente les intérêts, en leur proposant des biens et des services, marchands ou non. En tant qu'entrepreneurs, les individus âgés et leurs organisations décident de leurs propres axes d'intervention. Ils exploitent et gèrent leurs ressources. L'entrepreneur agit exactement sur les mêmes champs d'intervention que le groupe de pression, mais par d'autres moyens. Une même organisation peut d'ailleurs cumuler les deux positions. Si nous reprenons l'exemple des pressions sur l'industrie pharmaceutique les organisations de retraités peuvent agir comme groupe de pression sur les acteurs du monde économique, mais aussi comme entrepreneur sur le marché pharmaceutique en devenant elles-mêmes grossistes. L'achat en nombre constitue un moyen de pression sur les acteurs économiques et une forme d'action concrète en matière de défense des intérêts des consommateurs âgés puisqu'elle contribue à la baisse des prix. Aux Etats-Unis, les expériences de négociation et la création de centrales d'achats ont permis à certains groupes de pression de seniors d'offrir une réduction substantielle sur les prix de vente de nombreux médicaments pour leurs adhérents. De plus, deux d'entre elles offrent un service de portage à domicile gratuit pour leurs membres. Ainsi, d'après une étude indépendante les médicaments vendus par l'AARP étaient, en moyenne, 18% moins chers que ceux vendus par les détaillants (O'Connel V., Stark E., 1995, pp. 125-126). En 1995 l'AARP était la seconde entreprise de vente de médicaments par correspondance des Etats-Unis avec 2,5 millions de clients et 4,3 millions de dollars de royalties. L'ARA avec son *Union Plus Health Savings Program* parvient à offrir à ses membres des prix encore plus compétitifs sur certains produits.

Dans certains pays où l'Etat et l'offre des acteurs économiques font défaut, l'auto-organisation par les associations de retraités s'impose comme une forme de prise en charge concrète de certains besoins des plus âgés. Les cas d'expériences de coopératives de seniors en Equateur (Jurado N., 2004, pp. 193-196) ou de coalitions de services de personnes âgées aux Philippines (Gerlock E., 2004, pp. 110-113) témoignent de cette approche entrepreneuriale dans la défense des intérêts et la réponse directe aux besoins des populations âgées par les organisations qui les représentent.

Dans les pays où les Etats disposent de leviers plus conséquents en matière de politique de la vieillesse, on observe une troisième configuration où les organisations répondent -toujours directement- aux besoins des retraités et personnes âgées mais en tant qu'auxiliaires d'un tiers acteur et notamment des pouvoirs publics.

5) **Les organisations de retraités comme « agents » des pouvoirs publics**

Aux Etats-Unis, où l'Etat est traditionnellement faible et l'administration peu développée au niveau fédéral et local, les associations sont souvent considérées comme des relais utiles pour la mise en œuvre de certains axes de la politique la vieillesse. Cette dynamique repose sur une culture de l'initiative individuelle et collective à partir de coalition d'intérêts concrets visant à agir directement sur la résolution des problèmes. Dans ce contexte particulier, le cloisonnement entre les organes professionnels exécutant les missions de service public et les organisations de retraités est incontestablement moins hermétique qu'en France. Peu d'associations d'aide à domicile ou d'aide au retour à l'emploi des seniors sont dirigées par les organisations de retraités français dont les missions sont essentiellement centrées sur l'organisation de loisirs et les pressions sur l'Etat. Aux Etats-Unis le législateur a reconnu aux organisations de retraités un rôle dans la mise en place d'une partie de la politique de la vieillesse notamment en matière d'intégration et d'assistance aux plus de 55 ans. Ces collaborations s'inscrivent dans le cadre des " *midleman policies* " (Binstock R., 1976, pp. 216-217), dans lesquelles les collectivités publiques financent des organisations publiques ou privées pour intervenir dans la prise en charge des services aux plus âgés. La *midleman policy* sur le champ particulier du vieillissement regroupe la plupart des volets périphériques de la politique de la vieillesse (formation, éducation, recherche, loisirs,…), hors de ses axes centraux comme la santé ou les revenus dévolus directement aux grands acteurs traditionnels de la politique sociale que sont l'Etat fédéral, les Etats locaux et l'administration de la sécurité sociale (SSA).

L*'Older American Act*, qui structure en partie ces programmes d'intervention à travers différentes dispositions, est la principale source de financement de ces politiques avec plusieurs centaines de millions de $ de budget à destination des Etats et des organisations de retraités qui exécutent les programmes. Le titre V, par exemple, met en place un programme d'aide à l'emploi pour les personnes âgées à bas revenus. Pourvu financièrement par le Ministère du Travail, il a permis à la fin des années 90 à 61 500 seniors de plus de 55 ans de bénéficier d'emplois d'utilité sociale à mi-temps dans des collectivités (*US Senate Special Committee on Aging*, 2000). Une partie minime de l'enveloppe budgétaire de ce programme est affectée aux Etats qui peuvent assumer eux-mêmes ces missions d'insertion, ou les sous-traiter à des organisations locales. L'essentiel du budget fédéral échoit dans la pratique à sept grandes organisations retenues au niveau national comme associations relais, parmi lesquelles l'ARA , l'AARP, le NCOA et la *Senior Service America, Inc* (SSAI). Le NCOA, par exemple, participe depuis les années 1960 dans le programme d'aide à l'emploi aux travailleurs âgés économiquement défavorisés. Une autre organisation, la SSAI[97] avec les programmes *Senior Environmental Employment (SEE)* et *Senior Community Service Employment Program (SCSEP)* assure aujourd'hui la formation et l'emploi à plus de 10,000 travailleurs de plus de 50 ans sur l'ensemble du territoire national.

---

[97] En 1968, l'organisation *Senior Service of America, Inc (SSAI)*, connue alors sous le nom de *National Council for Senior Citizens* (NCSC), a été choisie par le ministère de travail (*Department of Labor*) comme l'une des trois organisations à gérer le programme d'emploi pour les seniors (Senior Community Service Employment Program – SCSEP). A ce moment, l'organisation a commencé par former et trouver l'emploi pour seulement 400 participants dans 10 villes.

Les organisations de défense des retraités tirent un réel bénéfice de cette situation dans la mesure où leur rôle dans l'exécution des programmes publics renforce leur présence sur le terrain ainsi que leur capacité à répondre concrètement aux problèmes de vieillissement et à être identifiées comme telles par les retraités.

En devenant prestataires de service pour l'Etat, elles financent une partie de leurs activités et de leurs implantations locales. Elles entretiennent ainsi un réseau relationnel avec les personnes âgées et leurs proches qu'elles savent par ailleurs habilement transformer en ressource politique lors des discussions budgétaires. L'ARA, par exemple, engagée dans les divers programmes de l'Older American Act (aide alimentaire aux retraités les plus démunis, aide à la recherche d'emploi pour les travailleurs âgés, aide au logement,...) peut d'autant mieux sensibiliser les bénéficiaires de ces programmes qu'il les administre en partie. La puissance de mobilisation des organisations lors des débats sur la reconduction de leurs budgets par le Congrès est renforcée par cette position d'intermédiaire entre les personnes âgées et les décideurs publics.

La coopération entre l'Etat fédéral ou les Etats fédérés et les associations s'étend au-delà de l'Older American Act et représente des enjeux financiers non négligeables pour les organisations. L'AARP, par exemple, a reçu en 1999 près de 73 millions de dollars de subventions fédérales et locales (pratiquement 15 % de son budget annuel). Aujourd'hui cette proportion s'est réduite à 9 % mais représente quand même 84 millions de dollars.

Dans certains cas, ces liens sont tels qu'ils peuvent induire, pour les organisations, une forte dépendance financière; à l'instar du NCOA, dont les ressources provenaient à la fin des années 90 pour 75% en moyenne des financements publics.

6) Ressources et dépendances

La dépendance de certaines organisations vis-à-vis des budgets publics les rend effectivement assez vulnérables. C'est le cas notamment lorsqu'elles occupent des positions d'agent ou de groupe de pression, et que leur intermédiation est commissionnée par les entreprises privées. Se pose alors la question de la position paradoxale des groupes de pression à l'égard des acteurs du champ sur lequel ils sont censés exercer des pressions, qu'ils soient publics ou privés.

En outre la position d'entrepreneur peut également placer les organisations dans des formes de dépendances financières eu égard à l'importance de leurs activités marchandes. Dès lors qu'une association produit un bien ou organise un service sur un marché (achat, stockage, expédition…) son activité n'est plus orientée exclusivement vers la pression, car elle recherche également à apporter une réponse directe aux besoins de ses membres en tant que prestataire. Ce positionnement n'est pas toujours compatible avec l'impartialité requise par les activités des groupes de pression. Or les enjeux financiers sur les marchés seniors sont considérables, comme en atteste l'augmentation de plus de 60% des revenus que tire l'AARP des produits financiers et des services qu'elle propose à ses membres entre octobre 1988 et juillet 1995 (O' Connel V, Stark E., 1995). En 2003, les royalties et autres services représentaient 39% des ressources, soit 300 millions de $ contre 27% pour les adhésions (211 millions de $) et 10% pour les ressources issues de subventions ou de programmes publics (76 millions de $) (AARP, Executive Director's Report, Washington DC, 2004)[98]. En 2005, sur les 936 millions de dollars de recettes de ce lobby de retraités, 40% soit 379 millions provenaient de la vente de produits et services marchands contre 26% (ou 229 millions) pour les cotisations des adhérents et 9% des revenus (84 millions de dollars) pour les subventions (AARP, Annual Report, 2005).

[98] Ces chiffres sont exprimés en dollars courants.

Les tensions entre les intérêts économiques de l'entrepreneur et ses activités de pression en faveur des membres du groupe social qu'il entend défendre induisent souvent des arbitrages stratégiques et tactiques difficiles. Se pose alors la question de la dépendance financière des organisations à l'égard de leurs financeurs, qu'il s'agisse de l'Etat ou des entreprises privées. Certes les activités de type commercial contribuent à diversifier les sources de revenus des organisations, notamment par rapport aux budgets publics, mais des questions légitimes se posent quant au niveau de prix et à la qualité des produits offerts et à la compatibilité entre la position d'entrepreneur dans le système marchand et celle de défenseur des consommateurs âgés. Ces recettes correspondent-elles à un travail scrupuleux de défense des intérêts des consommateurs âgés ?

Vanessa, O' Connel et Ellen Stark ont tiré un bilan mitigé de leur enquête auprès d'une vingtaine d'experts indépendants qui n'ont accordé qu'une note de 32,5 points sur 55 à l'ensemble des produits proposés par l'AARP à ses membres. Le verdict est pour le moins contrasté, l'étude tendant à prouver que l'intérêt des retraités n'est pas toujours bien défendu sur certaines gammes de produits. D'autres compagnies disposent de meilleurs services, mais ne souhaitent pas nécessairement commissionner l'AARP, laquelle n'a conséquemment aucun intérêt à les recommander à ses adhérents. Depuis cette enquête, l'AARP a renégocié certains de ses contrats et revu plusieurs de ses collaborations. L'AARP s'efforce, mais sans toujours y parvenir, de parer aux critiques sur l'expansion de ses activités entrepreneuriales.

On peut par ailleurs s'interroger sur les motivations des organisations de défense de retraités à plaider pour l'intervention de l'État sur un marché où elles détiennent par ailleurs des intérêts manifestes en tant qu'intermédiaire ou entrepreneur. Sur ce point aussi, des critiques ont été formulées à l'encontre de la plus grande organisation de retraités états-uniennes, notamment sur la question du développement de la couverture santé gratuite pour les plus de 65 ans par le système public (Medicare), qui serait entrée en concurrence avec ses propres produits d'assurance.

Conclusion

Les différentes figures idéales typiques présentées ici à partir du cas des organisations de retraités aux Etats-Unis amènent une perspective supplémentaire sur la société du risque (Beck U., 2001). Dans des sociétés modernes fortement marquées par la recherche de la maîtrise des risques aux différentes étapes du cycle de vie, la protection des intérêts des retraités par des structures intermédiaires avec les acteurs du champ du vieillissement révèle des différences de conception fondamentales sur les périmètres des solidarités collectives et des responsabilités individuelles. L'intérêt réside ici dans les répercussions de ces contrastes sur les formes et les espaces de pouvoir occupés par les organisations de défense des intérêts. Le cas des Etats-Unis -où l'Etat est moins protecteur qu'en France en matière de politique de la vieillesse- offre des opportunités d'observations intéressantes sur la polymorphie des contre-pouvoirs sociaux, qui défendent les intérêts des populations âgées face à l'ensemble des producteurs de ressources, de biens et de services agissant sur le champ du vieillissement (Etat, entreprises, associations…). L'Etat n'est donc pas la seule autorité à gérer les risques de la seconde moitié de la vie et les contre-pouvoirs économiques et sociaux que représentent les organisations de défense comme l'AARP jouent, eux aussi, un rôle dans la défense des individus face aux risques contemporains.

Les groupes de pression de retraités assument sur le champ du vieillissement des fonctions de veille, d'information, de conseil, de proposition, et d'expertise au nom d'une population et de ses besoins sociaux ou économiques. Les similitudes avec les fonctions qu'exercent ces mêmes groupes de pression au niveau politique sont assez fortes. Il existe toutefois au moins une différence fondamentale sur le plan de la finalité de l'action et de la

relation à l'intérêt général. En imposant une politique de prix ou de qualité de prestation aux grandes entreprises, ces organisations pèsent probablement indirectement sur les standards en vigueur sur les marchés concurrentiels. Mais si ces négociations peuvent avoir indirectement des effets vertueux sur la pratique des acteurs économiques, leur objectif premier vise avant tout à dégager des avantages sélectifs au profit individuel et direct des membres des organisations. Il ne s'agit donc pas d'œuvrer pour des droits sociaux partageables à l'ensemble de la population retraitée en tant que catégorie sociale définie par les politiques publiques. L'analyse du succès de l'AARP à partir des intérêts sélectifs proposés à ses membres valide en partie l'approche développée par l'individualisme méthodologique sur les groupes de pression. Les logiques d'action de ses membres sont explicables par la rencontre d'intérêts particuliers à agir pour la recherche d'intérêts matériels et symboliques communs. Dans le cas de l'AARP, l'analyse olsonienne sur les groupes est d'ailleurs confortée par les motivations déclarées des membres pour les intérêts matériels qu'offre l'association et corollairement par leur faible engagement bénévoles et militant au sein de l'organisation. En cela, l'action du premier lobby de retraités aux Etats-Unis en tant que groupe de pression, entrepreneur, ou agent renvoie à une conception particulière de la défense des intérêts qui s'exprime à travers la figure de l'usager d'un service public, du consommateur d'un bien ou d'un service marchand et du citoyen porteur de droits sociaux et moraux.

Mais seules les fonctions d'intermédiation avec les entreprises privées sont très lucratives. L'AARP en tire d'ailleurs sa première source de revenus. Sur chaque contrat souscrit, elle perçoit une dîme (royalties) de telle sorte que l'organisation fait, d'une certaine manière, rémunérer ses fonctions d'intermédiaire. Son rôle de groupe de pression jouxte ici celui d'entrepreneur. L'implication directe ou indirecte de lobbies de retraités dans le système économique ouvre des perspectives de réflexion intéressantes sur les limites des champs d'action des groupes de pression dans leurs missions de défense des intérêts matériels. Cette nouvelle dimension de l'action invite à une certaine vigilance quant à l'équilibre des relations entre les organisations et les entreprises privées avec lesquelles elles contractent. Elle incite aussi à mieux examiner les systèmes de décision de ces associations dans lesquelles la complexité des choix nécessite souvent la mise en place d'une forme de bureaucratie d'expertise dont les pouvoirs rivalisent parfois avec ceux des membres élus. Dès la fin des années 70, Caroll Estes mettait en garde les Etats-Unis contre l'apparition de *l'Ageing entreprise*, gigantesque groupe d'intérêts dominé par les professionnels de la gérontologie pour qui la défense des retraités et personnes âgées constitue aussi un marché très lucratif.

Au-delà du centre de gravité politique, l'action des groupes de pression de retraités s'oriente vers l'ensemble des acteurs qui structurent le rapport des sociétés à la vieillesse. On retiendra de la logique d'action des grandes organisations de retraités aux Etats-Unis, qu'elle poursuit une stratégie de pouvoir et d'influence sur l'ensemble du champ du vieillissement.
En cela, nous passons d'une analyse strictement focalisée sur le lobby gris en tant que phénomène et organisation centrée sur la vie politique, à une approche plus globale par la notion de « pouvoir gris ». Le pouvoir gris étant appréhendé ici comme l'ensemble des ressources que détiennent les retraités ou les seniors -individuellement et collectivement- pour agir sur leur environnement politique, économique, social et culturel et dont ils peuvent user pour peser sur la société en la transformant ou en bloquant ses évolutions.

Bibliographie:

AARP, Executive Director's Report, Washington DC, 1996 & 2004, 2005.

BECK Ulrich, 2001, La *société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Aubier,

BELAND Daniel, VIRIOT DURANDAL Jean-Philippe, 2003, « L'expertise comme pouvoir: le cas des organisations de retraités face aux politiques publiques en France et aux Etats-Unis », *Lien social et politique*, numéro 50, automne 2003, pp. 105-123.

BINSTOCK Robert, 1972, « Interest Group Liberalism and the Politics of Aging », The Gerontologist, 12, pp. 265-280

BINSTOCK Robert, 1976, Interest Group Liberalism and the Politics of Aging ", in ACHTLEY Robert, SELTZER Mildred, Sociology of Aging : Selected Reading, Wadsworth Publishing Company, Belmont, CA,1976, pp. 214-226

CAMPBELL Andrea L., 2003, *How Policies Make Citizens. Senior Political Activism and the American Welfare State*, Princeton University Press, N.J., USA

DAY Christine L., 1990, *What Older American Think: Interest Groups and Aging Policy*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 164 pages

DAY Christine, « Old Age Interest Groups in the 1990's : Coalition Competition, and Strategy », in STECKENRIDER Janie, PARROT Tonya (Eds.), 1998, *New Directions in Old Age Policy*, Albany, NY, State University of New York Press, p.131-150

GERLOCK Eward M., « Organiser les aînés pour le pouvoir », in Viriot Durandal (Dir.), Le pouvoir Gris ? Influences économiques et sociales, *Cahiers de la FIAPA*, Vol.3, Tome 2, 2004, pp 110-113

GUILLEMARD Anne-Marie, 1986, *Le déclin du social*, Paris, Presses Universitaires de France, 396 pages

HUDSON Robert B.,1978, « The Graying of Federal Budget and Its Consequences for Old Age Policy », *Gerontologist,* 18, 1978, p.428-440

JURADO Nelson., 2004, « Les coopératives de personnes âgées en Equateur », in Viriot Durandal (Dir.), Le pouvoir Gris ? Influences économiques et sociales, *Cahiers de la FIAPA*, Vol.3, Tome 2, pp 193-196

MADISSON James, 1987, "Federalist Papers n° IX et X", in MADISSON James, HAMILTON Alexandre, and JAY John, *The Federalist Papers*, Penguin Classics, Harmondsworth, pp. 118-128.

MYLES John, 1984, *Old Age in the Welfare State. The Political Economy of Aging*, Toronto, Little Brown, 121 pages

MYLES John, QUADAGNO Jill (Eds.), 1991, *States, Labor Markets, and the Future of Old-Age Policy*, Philadelphia, PA, Temple University Press, 324 pages

O'CONNEL Vanessa, STARK Ellen, 1995, Taking a hard look at AARP'S, *Money*, July 1995, pp 116-126.

OFFERLE Michel, 1994, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, collection clefs politique, 157 pages

PRATT Henry J., 1976, *The Gray Lobby*, University of Chicago Press, Chicago.

PRATT Henry J., 1993, *Gray Agendas. Interest Groups and Public Pensions in Canada, Britain, and the United States*, Michigan, University of Michigan Press, , 241 pages

SEGRESTIN Denis (Dir.), 1981, *Les communautés pertinentes de l'action collective*, Laboratoire de Sociologie du Travail et des Relation Professionnelles (CNAM), Grenoble, Copédith, 160 pages

SIMONET-CUSSET Maud, « L'Etat et le bénévolat en France et aux Etats-Unis, une perspective comparée en termes de monde social », *Premier congrès de l'Association Française de Sociologie*, contribution au RTF 6, Université Paris 13, 24-27 février 2004

TORRES-GIL Fernando M., 1992, *The New Aging. Politics and Change in America*, Auburn House, New York Westport, Connecticut, London, 191 pages

US SENATE SPECIAL COMMITTEE ON AGING, 2000, *Developments in Aging : 1997 and 1998*, Volume 1, February 7

VINCENT John, PATTERSON Guy, WALE Karen, 2001, *Politics and Old Age. Older Citizens and Political Processes in Britain*, Ashgate, England

VIRIOT DURANDAL Jean-Philippe, 2004, « Repenser le « Pouvoir Gris » dans l'espace public. » in VIRIOT DURANDAL Jean-Philippe (Dir.), Le pouvoir Gris ? Pouvoir et influence économique et social, Cahiers de la FIAPA, Paris

VIRIOT DURANDAL Jean-Philippe, 2003 a, « Le lobby gris aux Etats-Unis », *Futurible*, n° 283, Février 2003, pp 5-25

VIRIOT DURANDAL Jean-Philippe, 2003 b, *Le pouvoir gris. Sociologie des groupes de pression de retraités*, Collection : le lien social, Presses Universitaires de France, Paris

VIRIOT DURANDAL Jean-Philippe, (Dir.), 2002, Vol. 2 : « Le pouvoir gris ? », Tome 1 : « pouvoir et influence politique », *Cahiers de la FIAPA*, Paris

VIRIOT DURANDAL Jean-Philippe, 1999, *Les retraités en mouvement. Les groupes de pression de retraités français dans une perspective sociologique comparée*, Thèse de Doctorat, Anne-Marie GUILLEMARD (Dir.), Université Paris V, René Descartes-La Sorbonne, Décembre, Paris

WALKER Alan, NAEGELE Gerhard (Eds.), 1999, *The politics of old age in Europe*, Open University Press, Buckingham – Philadelphia

Index des sigles

AARP : American Association of Retired Persons
NCOA : National Council on Aging
NCPSSM : National Committe to Preserve Social Security and Medicare
NCSC : National Council of Senior Citizens

The National Council on Aging (NCOA)

1. Articulation entre les programmes publics, les professionnels et les retraités

L'association regroupe de nombreux prestataires de service travaillant pour les programmes fédéraux et locaux. Elle engage de multiples réflexions sur les domaines d'intervention de ces services, et organise des échanges entre les retraités et les professionnels.

- Le volet santé. Le NCOA est, ici, présent avec des programmes de recherche et de prévention (*Health Promotion Institute*), un institut sur les centres de jours (*National Institute on Adult Day Services Association*) et une structure coordonnant les organismes qui travaillent avec les personnes âgées dépendantes, dont notamment les services d'aide à domicile (*National Institute on Community based Long-Term-Care*).

- Le pôle consommation. Pour le conseil sur les produits et services à destination des seniors, deux départements ont été spécialement développés : le *National Institute on Financial Issues and Services for Elders* créé en 1991 ; le *National Coalition of Consumer Organization on Aging*, mis en place en 1996.

- L'intégration socio-économique des retraités. Le NCOA investit des domaines aussi variés que les loisirs avec le *National Institute of Senior Centers* , le vieillissement dans les zones rurales grâce au *National Center on Rural Aging*, l'intégration économique des seniors avec l'aide à la recherche d'emploi pour les travailleurs âgés à travers les actions du *National Association of Older Workers Employment Services*, mais aussi le logement et le maintien à domicile avec le *National Institute of Senior Housing* et le *National Volontary Organizations for Independent Living for the Aging*.

Table ronde n°6 : Défense du droit de vieillir n'est pas un monopole. Au-delà des organisations de retraités : seniors actifs, organisations professionnelles, associations de familles et de malades... défenseurs du droit de vieillir dans nos société contemporaines ?

Quand des collectifs de cadres seniors tentent de se poser en groupes d'intérêt. Chronique d'une défense *en nom(s) propre(s)* d'un droit au travail en fin de carrière.

Marielle POUSSOU PLESSE
Chercheuse affiliée au :
CEMS (Centre d'Etude des Mouvements Sociaux)
EHESS – CNRS
54, boulevard Raspail
75 006 Paris
marielle.poussou@univ-paris5.fr

La création en France en 2004 de la Fédération interrégionale pour l'emploi des seniors (Fides) a mis en évidence un mode original d'auto-organisation d'une défense d'intérêts arrimée à une catégorie d'âge[99]. Baptisée d'un acronyme emblématique évoquant à la fois la sagesse, la confiance et la fidélité, la Fides a en effet émergé non pas sur la base des mouvements de chômeurs déjà constitués mais sur celle de clubs de cadres chercheurs d'emploi qui émaillent le territoire national. Justifiant cette prise en main de la « cause des quinquas » par la défaillance des syndicats et par l'immobilisme des politiques sur la question, la Fides a affiché le parti pris d'une voie d'action, rarement mise en avant comme telle par une association en France - le *lobbying* - pour donner une forme politique au « ras-le-bol »[100] à la fois généralisé et diffus face à une exclusion par l'âge du marché de l'emploi, couvant dans ces associations dédiées à l'entraide entre chômeurs.

Approfondissant une étude faite à chaud de ce premier état de cristallisation d'une mobilisation collective autour d'un droit à l'emploi des plus âgés (Poussou-Plesse, 2007), nous chercherons, à partir du travail d'enquête poursuivi depuis, à en dégager les dilemmes et les fragilités. Et ce, afin de rendre compte d'une visibilité épisodique depuis 2004 autour d'actions forçant la médiatisation[101], mais peinant à se structurer de manière significative dans la durée.

---

[99] Tout cet article reprend sans guillemets (cf. note suivante) les expressions de *quinquas* et de *seniors* comme termes interchangeables s'étant imposés dans tous les débats. Bien que la FideS juge le terme de *quinqua* préférable à celui de *senior* (tant ce dernier lui paraît usité pour des personnes étrangères à sa cause : personnes dépendantes, consultant de trente ans expérimenté…), il lui a été plus difficile de trouver un nom élégant avec le premier terme qu'avec le second.

[100] Pour distinguer les voix dans cet article, nous faisons un usage différencié de deux types de guillemets : « … » pour un auteur autre que nous (extrait d'un ouvrage scientifique, d'une publication d'un des collectifs étudiés, d'un entretien ; '…' pour les expressions que nous employons avec une certaine distance (de manière imagée, par commodité…).

[101] Dont : une marche symbolique à travers la France d'un chômeur quinquagénaire, une plainte pour discrimination par l'âge dans les offres d'emploi déposée solidairement par ceux que la presse va volontiers

Le point de vue avancé dans cet article est que l'incapacité à capitaliser des temps forts de mobilisation/médiatisation se manifeste doublement. Elle s'atteste dans la difficulté organisationnelle à transformer un potentiel d'adhérents, numériquement considérable[102], en force représentative. Elle est également saillante au niveau d'un jeu institutionnel qui a, au mieux, accordé une position marginale à ces collectifs seniors dans la maîtrise symbolique des débats publics.

Un argument possible pour rendre compte de la difficulté à peser en qualité d'interlocuteur valable et pérenne dans ces débats, gît dans le constat que de tels collectifs, indépendants des syndicats et des partis existants, cumulent d'une certaine façon les deux handicaps qui ont été mis en évidence séparément pour les mouvements de chômeurs d'une part (Demazière, 2006), et pour les « entrepreneurs politiques indépendants » se présentant sous une bannière d'âge d'autre part (Viriot-Durandal, 2003)[103].

Mais ce positionnement double – chômeur *et* senior - emportant, presque par définition, une fragilité multiple de l'engagement personnel dans ce type de collectifs, n'explique pas tout. La chronique analytique que nous proposons de cette *cause* de l'emploi des seniors – qui se nourrit tout en s'en distinguant de la thématique publique[104] correspondante, les deux ayant enflé en termes communicationnels depuis 2003 -, dégagera une seconde ligne d'interprétation de la difficulté à « prendre » de ces collectifs : l'évaporation de leur *telos*. Les motifs de revendication se sont progressivement étiolés face à une offre institutionnelle qui, pour manquer de cohérence, de vigueur et, oserons-nous dire plus simplement, de pertinence, face à l'ampleur de l'enjeu auquel elle prétend répondre, n'en est pas moins là désormais. Aussi est-ce à un repositionnement stratégique récent que la Fides s'est convertie : d'un rôle *spontané* de porte-parole de la *vox populi* rappelant aux décideurs le scandale, le gâchis et les dangers contenus dans un droit à l'emploi bafoué, il s'agit désormais pour elle de passer à un rôle *institué* de partenaire dans la mise en œuvre de ce droit. Le cœur des revendications devient alors la participation aux instances et dispositifs publics visant à inscrire le principe dans la réalité.

---

appeler « les sept samouraïs », une manifestation organisée sur le Parvis emblématique du Trocadéro invitant les quinquagénaires se sentant exclus du monde du travail à « se montrer ».

[102] L'ordre de grandeur, là aussi éminemment symbolique d'**un million** de quinquagénaires inoccupés professionnellement de manière involontaire est avancé par ces collectifs sans exagération : fin mars 2006, 407 000 personnes de plus de 55 ans étaient chômeurs non comptabilisés dans les statistiques officielles du chômage car dispensés de recherche d'emploi (DRE) auxquels il faut ajouter 340 000 chômeurs (catégorie 1 de l'ANPE) de plus de 50 ans et un nombre mal connu de bénéficiaires de dispositifs de retrait anticipé.

[103] L'auteur emploie cette expression lorsqu'il décrit le « succès très relatif » qu'a connu la création de partis de retraités dans quatre pays européens (Luxembourg, Belgique, Tchéquie, Pays-Bas) au cours des années 1990. Même si la Fides et les porteurs concurrents de la cause quinquas ne visent aucunement à se structurer en force politique au sens d'organisation partisane présentant des candidats aux échéances électorales, le parallèle avec ces partis de retraités réside dans la même façon de s'originer dans un constat de frustration dénonçant la carence, l'indigence, voire la mauvaise foi de l'offre politique, travers concernant ici, non pas la condition de retraité, mais l'effectivité d'un droit au travail en fin de carrière. L'interpellation, partagée ***dans un même élan initial*** par l'ensemble des collectifs seniors, vise donc un système politique dans sa globalité, incluant aussi bien les décideurs politiques que les partenaires sociaux, dans leur action conjointe en matière à la fois de politique de l'emploi et de la formation, et de gestion des systèmes d'assurance sociale. ***Ensuite***, ces collectifs se divisent, comme nous le montrerons, quant aux manières de revendiquer leur insertion dans ce système politique pour l'amender de l'intérieur ; en particulier, leurs références à des organisations existantes comme précédents justifiant leur propre entrée ne sont pas les mêmes.

[104] Le terme de « cause » vise précisément dans cet article à désigner les tentatives d'appropriation du « problème public » par les collectifs seniors. Nous montrerons que cette appropriation va prendre successivement le sens d'un rappel énergique au fait qu'il s'agit de *leur* problème, puis celui d'un souci de *prendre part* à sa gestion institutionnelle.

Comprendre comment l'intégration institutionnelle est devenue une priorité (3) suppose donc de revenir sur la genèse d'une cause (1) mais aussi sur les porteurs concurrents de cette cause avec lesquels la Fides doit composer (2).

1. Les conditions de possibilité d'une cause

1.1. Un vocable fédérateur : le QuinCadre©.

Si l'agenda européen a clairement été un facteur de mise en branle des décideurs politiques français en matière de politique active de l'emploi à destination des plus de 50 ans, les germes d'une cause quinquas à la française sont à chercher ailleurs et en amont. Avec le recul, se détache un fait cristallisateur qui a été la création en 1996 par Olivier Spire, ancien chef d'entreprise, d'Hommes & Missions, se présentant alors comme « le premier cabinet français de recrutement réservé aux cadres seniors au chômage ». Depuis, le cabinet a développé ses activités (observatoire, site Internet, management de transition) et est devenu le groupe QuinCadre©, s'affichant aujourd'hui de manière plus large comme « le N°1 des ressources humaines seniors ». Sollicités à satiété par la presse comme experts de la question, les dirigeants de ce groupe ont vu la *success story* de leur groupe consacrée par une institutionnalisation prenant la forme d'un partenariat avec l'APEC[105]. Ce partenariat a porté sur la mise au point conjointe d'un « baromètre Apec/QuinCadres de l'emploi des cadres de 50 ans et plus » qui fit l'objet en avril 2002 d'une première publication, où la réédition annuelle était annoncée.

En quoi les initiatives de cette entreprise privée constituent-elles un fait essentiel dans la genèse d'une cause qui va ensuite se déployer au sein de collectifs associatifs ? Pour trois raisons. La première est sémantique et n'est qu'en apparence anecdotique. En labellisant la figure du QuinCadre, ce cabinet de recrutement a diffusé un vocable qui a incontestablement fait mouche : il a fonctionné comme un support d'identification qui a servi de désignation commune non seulement à des quasi-rubriques de magazines comme *Courrier Cadres* (revue de l'Apec) mais aussi à tous les individus qui pouvaient isolément s'y reconnaître. On ne compte plus les expressions qui ont exploité le filon du néologisme typificateur : QuinCapital, Quinqu'Attitudes… La seconde raison, particulièrement décisive à notre sens, réside dans le fait que, pour des raisons de marketing évidentes, ce cabinet a développé tout un argumentaire pro-quinquas[106]. Or cet argumentaire nous semble avoir véritablement ouvert la voie à ce qui s'est ensuite affirmé comme une dominante des discours publics et médiatiques de promotion de l'emploi senior : une logique de combat du stigmate par son inversion, logique reprise également par nos collectifs (voir ci-après : point 3.2). Enfin, troisième raison, en forme d'effet pervers de son succès médiatique pour cette entreprise privée : d'après de nombreux témoignages, elle a généré une frustration certaine faute de parvenir à placer un nombre conséquent de cadres qui lui avaient confié leur C.V. :

> *« Là où je suis en désaccord, c'est quand des individus montent une structure, font deux ou trois expérimentations qui marchent et se vendent dessus. (…) Ce cabinet de recrutement, il place en gros quelques centaines de personnes par an. Il a 40-50 missions et il met toujours les mêmes personnes dessus. Alors qu'il a engrangé des*

[105] L'APEC (Association pour l'Emploi des Cadres) est un intermédiaire central du marché de l'emploi des cadres en France, à la fois en tant qu'organisme paritaire consacrant, à sa création en 1954, une spécificité du placement des cadres, par le nombre d'offres d'emploi qu'il publie, et par les prestations de conseil et d'accompagnement des cadres en emploi et hors emploi qu'il est tenu de leur proposer

[106] Mentionnons, sans pouvoir le développer ici, que cet argumentaire est *grosso modo* tourné autour de deux vertus et de toutes leurs déclinaisons possibles susceptibles de toucher un employeur potentiel : 1) ces cadres ne sont pas – *plus* – carriéristes ; 2) ces cadres sont libérés de leurs charges de famille.

milliers de C.V.. C'est des milliers de personnes qui ont cru à l'opération et qui aujourd'hui sont dégoûtées. Aucun retour ! Ça me met dans une rage folle : il fait clairement son beurre sur le dos des seniors » (Président d'une « association de cadres expérimentés en repositionnement professionnel », association partenaire de la Fides).

'L'effet QuinCadre' a donc été à double détente sur le sentiment que les intéressés ont pu commencé à nourrir d'avoir leur mot à dire : d'un côté, un effet que l'on peut qualifier rapidement de légitimation ; de l'autre, un effet de riposte face à une exploitation commerciale de leur problématique, illégitime au regard de résultats confidentiels.

1.2. Une appropriation active et critique des statistiques, études et recherches sur la problématique de l'emploi des seniors.

Un aiguillon du même type dans la levée d'une motivation collective à reprendre la main sur la question de leur emploi s'est logé dans le mélange d'adhésion et de distance critique aux écrits/discours d'expertise dont les responsables de ces associations de quinquas sont des lecteurs/auditeurs assidus.

La veille et le compte-rendu en matière de littérature et de manifestations sur la thématique sont un élément essentiel dans la manière dont ont pris corps ces associations et dont aujourd'hui encore elles gardent corps, et cela est valable pour les trois types de collectifs que nous distinguerons plus loin : la Fides a émergé sur la base d'un *Livre blanc des quinquas* (octobre 2003 ; retravaillé et actualisé par un second opuscule *Le blues des quinquas*, avril 2007), véritable « œuvre collective » de quelques membres, se présentant modestement comme « un début de synthèse de la situation critique et complexe des quinquas en France » mais qui, de fait, atteste une couverture maîtrisée des sources et analyses disponibles ; Quinquas Citoyens *via* son site Internet et sa newsletter est incontestablement l'association qui depuis fin 2004 mène le travail le plus constant et le plus systématique de veille documentaire et d'écho/commentaire des informations médiatiques, législatives, juridiques… ; enfin, Senior Action, continûment *via* le site Internet ActuChômage et ponctuellement avec la publication de *Chômage senior. Abécédaire de l'indifférence*[107], réalise le même type de travail mais sous l'angle plus ciblé de la précarisation et de la discrimination des chômeurs seniors.

La somme exponentielle d'expertise est donc d'abord en tant que telle un support d'existence et de légitimation puisqu'elle prouve que le problème existe et persiste, et qu'elle va donner l'occasion à ces collectifs de la reprendre continûment. Se constituer des ressources argumentatives et informationnelles permet dans le même temps d'asseoir la crédibilité de leur prise de parole publique. A cet égard, est clairement à l'œuvre, chez un certain nombre de leurs responsables, la posture sérieuse de cadres d'organisation, qui, comme l'un d'entre eux nous le dit, « n'aime(ent) parler que sur dossier ». Mais ce travail lourd ne joue pas simplement comme caisse de résonance de l'expertise et de l'actualité des mesures publiques que ces collectifs se contenteraient de suivre. Nous ne visons pas ici la critique sur le fond que certains peuvent faire des mesures publiques, l'expertise (en particulier universitaire) étant pour sa part, en général reconnue et admise comme telle[108]. En deçà même de cette critique, on observe plus subtilement ***un effet d'apprentissage*** produit par ce travail de veille, et qui se

[107] Plumier G., 2005, *Chômage senior. Abécédaire de l'indifférence*, L'Harmattan. L'auteur se présente comme faisant partie, « à 53 ans, des « seniors » exclus de l'emploi ». Il est membre du collectif Senior action et est un des sept signataires de la première plainte déposée pour discrimination par l'âge dans les offres d'emploi.

[108] Même si quelques responsables de ces collectifs estiment ouvertement que trop de « pseudo-experts » ont trouvé l'occasion de s'inviter ou de se faire inviter dans les manifestations sur l'emploi senior.

donne dans un malaise face à une mécanique auto-entretenue de discours intellectuels, plus ou moins sophistiqués, qui finit par ***déréaliser leur problème*** aux yeux des intéressés.

Pour donner une idée de ce sentiment récurrent, nous citerons Gérard Ducret, journaliste spécialiste de la question sur le site SeniorPlanet, et qui rend compte avec un brin d'ironie d'un énième colloque :

> « *Cette grand'messe truffée de chiffres pertinents et d'interventions passionnantes, s'est penchée tour à tour sur la priorité de l'emploi, le vieillissement au travail, les discriminations et l'employabilité des quinquas, l'impact sur les régimes de retraite, les enseignements d'Europe du Nord et du Japon, la dynamisation des fins de carrière. Sans pour autant faire avancer le 'schmilblick'… Au point que dans le public, un réaliste s'interrogeait à haute voix : 'à quoi sert cet état des lieux si on n'en tient aucun compte dans les entreprises ?' Question pertinente et silence gêné en tribune. On se trouvait dans un séminaire de réflexion, pas dans un forum politique. Donc, à aucun moment, la passivité des décideurs ne fut vraiment mise en cause, même si elle expliquait la plupart des interventions* ».

1.3. Le principe d'une auto-prise en main : la création prometteuse de la Fides.

On comprend mieux que c'est à la fois sur et contre des mises en forme préalables de leur condition catégorielle que des personnes aient pu vouloir monter des *groupes d'intérêt*. A rebours de l'usage courant de cette expression[109], nous comprenons ici délibérément le sens du mot « intérêt » dans ce qu'il peut comporter de noblesse : un groupe d'intérêt peut autant promouvoir une figure de l'intérêt général, qu'agréger des intérêts particuliers convergents. Et surtout, nous en remotivons la signification en référence à la double dimension de passivité et d'agentivité que signalent ses deux formes verbales. *Etre intéressé par*, c'est se sentir concerné, touché, sensibilisé… (et pas seulement par la médiation d'une atteinte à ses biens concrets individuels). *S'intéresser à*, c'est amorcer le mouvement d'un 'prendre part', d'un 'entrer dans'. Ainsi donc, certaines personnes ont fini par se sentir suffisamment interpellées par des discours et mesures supposées dire et traiter en généralité leur situation, pour décider d'entrer dans l'arène médiatique, quitte à la forcer un peu. Qui sont ces personnes ? Et comment ont-elles procédé ?

Nous ne reprendrons ici brièvement que la création d'un des trois types de collectifs, la **Fides**, d'une part, parce que c'est celle qui s'annonçait comme une initiative d'envergure, autonome, et structurée durablement - bref comme l'authentique fer de lance d'une cause -, et d'autre part, parce que la présentation du positionnement des deux autres types de collectifs s'éclairera mieux dans le contraste avec celui de la Fides.

Lors de son Assemblée générale constitutive, en mars 2004, cette fédération (association loi 901) regroupe neuf associations de cadres seniors au chômage et plusieurs centaines d'adhérents individuels. Cette création est le prolongement direct d'une Journée Nationale organisée en novembre 2003 par une des associations adhérentes, basée dans les Yvelines, avec un soutien politique local. En rencontrant l'intérêt de plus de 300 participants, de divers partenaires institutionnels, d'experts et des médias, cette manifestation sur le thème « Emploi des quinquas : paradoxe ou opportunité ? » a constitué une force motrice que les organisateurs n'ont pas voulu laisser retomber[110]. Elle avait été préparée par une réflexion de fond

[109] La notion de groupe d'intérêt est en général entendue comme une association officieuse centrée sur l'obtention d'avantages ***matériels*** au bénéfice ***exclusif*** de ses membres. On comprend qu'avec une telle définition, faisant par principe de l'égoïsme le ressort principal de l'adhésion au groupe d'intérêt, l'analyse soit condamnée à embrayer très vite, sans pouvoir en sortir, sur des considérations stratégiques.

[110] Cet événement puis la création de la Fides sont largement couverts tant par la presse nationale (*Le Figaro, Le Monde, L'Express, La Vie*), la presse locale et régionale (*Le Parisien*), que par la presse magazine spécialisée

formalisée dans la rédaction d'un *Livre blanc*. Reprenant les analyses sur l'emploi des seniors en France et en Europe, ce Livre blanc motivait la démarche d'un discours *en nom propre* par le constat d'une « absence de représentation des quinquas au niveau national » et proposait 45 mesures comme pistes d'action pour les salariés, les décideurs publics et entrepreneuriaux. A partir de là, la Fides multiplie les actions de sensibilisation et de communication, avec notamment l'organisation d'une conférence de presse au Sénat présentant les responsables de la structure et son plan d'action. Elle est reçue au Ministère du Travail et amorce des relations de partenariat au niveau européen (notamment avec AGE, plate-forme européenne des personnes âgées à Bruxelles). Au pic de sa médiatisation, dans le courant du premier semestre 2005, la Fédération annonçait compter 3 000 adhérents directs et surtout indirects et prévoyait une montée en charge rapide grâce au rapprochement avec une grande association dont le président a le statut d'autorité morale en matière de politique sociale, et qui partage avec la Fides, selon le président de cette dernière, des « positions a-politiques et pragmatiques ». Ce rapprochement n'est pas intervenu. Toujours est-il que l'objectif était alors clairement d'étendre le réseau et le nombre d'adhérents, en ayant au minimum une représentation dans chaque département.

Ce qui fait l'originalité foncière et fondatrice de la Fides, c'est d'avoir su saisir l'opportunité de transformer en cause d'intérêt général une somme d'expériences individuelles d'impuissance et de souffrance réunies dans ces clubs de chercheurs d'emploi. Clubs orientés certes vers une dynamique active et une méthodologie de mutualisation des ressources au service du retour à l'emploi, mais étant également de fait des sas de décompression et de partage d'un sentiment de sort commun pour leurs participants. A ce titre, trois caractéristiques doivent être soulignées.

Ces associations fédérées par la Fides ont pour la plupart chacune une base locale, faite de partenariats et de soutiens institutionnels parfois anciens. *Partenences* (créée début 1997) comme *Essonne Cadres* ont monté des forums ou participé à différents dispositifs *ad hoc* avec des acteurs publics, paritaires et consulaires de leur département (ANPE, APEC, CCI, Medef…). *ACDE* (Action des Cadres pour le Développement des Entreprises), domiciliée à la Maison des associations de la mairie de Montreuil (93) a vu le jour en 1996 sous l'égide de l'ANPE de l'Est francilien et estimait en 2002 à 700 le nombre de cadres ayant participé à ses activités présentées comme « complémentaires aux prestations ANPE/APEC ». *CadraXion 78,* la cheville ouvrière et l'initiatrice de la Fides, a depuis sa création en 2001, toujours bénéficié du soutien de la municipalité de Montigny-le-Bretonneux, qui a mis a sa disposition ses locaux, et dont le maire Nicolas About, également sénateur centriste des Yvelines et proche de Jean-Louis Borloo, a « parrainé » l'intronisation de la Fides au Sénat. Cet ancrage institutionnel local est important parce qu'il prédétermine un esprit de l'engagement collectif qui n'est pas celui d'une contestation radicale, au sens de générateur de discours et d'actions protestataires 'coups de poing'.

Second point décisif : le potentiel revendicatif couvant dans ces clubs n'a pas été exploité à un moment anodin. Il correspond foncièrement, selon nous, à l'accentuation d'une pression générée par la raréfaction des dispositifs généraux de préretraite et par la montée en charge concomitante, continue depuis 1997, du licenciement pour motif personnel. Catégorie de licenciement dont l'analyse statistique a montré qu'il touchait de manière privilégiée les salariés les plus âgés (Pignoni, Zouary, 2003 ; Lagarenne, Le Roux, 2006). Il y a là un point de jonction particulièrement important, nous semble-t-il, avec la démonstration faite du rôle qu'ont joué les associations de cadres préretraités dans la naissance d'un pôle revendicatif indépendant de retraités (Virot-Durandal, 2003). Là où l'auteur montre de manière lumineuse comment dans les années 1980, « l'apport des préretraités aux mouvements contestataires non

(*Liaisons Sociales*, *Entreprise & Carrière, Courrier Cadres*), et par un grand nombre de sites Internet : NotreTemps.com ; SeniorPlanet…

syndicaux » des retraités a été « fondamental », rajeunissant et renouvelant à la fois ces mouvements, à travers le rôle clé de l'UFR[111], il nous semble qu'un déplacement, une translation se sont opérés dans la seconde moitié des années 1990 : c'est un réservoir de licenciés quinquagénaires qui a grossi avec l'extinction des dispositifs de départ anticipé, et dont un certain nombre de mesures prises dans la première moitié des années 2000[112] ont potentiellement augmenté la durée de chômage ou durci la condition financière de chômeur. Il y aurait donc une similarité des mécanismes déployant un parallèle décalé dans le temps : là où des associations de préretraités, attachées chacune à un lieu de travail (usine, entreprise, groupe, administration…), ont agrégé des cas individuels semblables sur la base de leurs mêmes intérêts concrets directs[113], on assiste quinze ans plus tard sur le même mode de l'essaimage spontané, à l'émergence de clubs de cadres quinquagénaires chômeurs qui cherchent à organiser localement une entraide pour leur retour à l'emploi. Là où « une partie des membres des organisations [de préretraités] est ensuite venue à la défense collective aux niveaux local et national » donnant naissance à l'offensive UFR, une partie des responsables des clubs de chercheurs d'emploi en est également venue à juger urgente une structuration nationale, qu'incarnera la Fides[114].

Le troisième et dernier point important concernant la Fides a trait au mode d'action qu'elle a claironné au moment de son lancement et qui figure en gros et en tête de ses statuts : elle « FAIT DU LOBBYING auprès des instances officielles économiques, politiques, sociales et culturelles tant nationales qu'européennes » (article 2 : Objet). Ce volontarisme attesté dans l'affichage - avec un brin d'esprit de provocation, mais néanmoins assumé à cette date - d'une voie d'action mal connue et plutôt mésestimée en France, ce volontarisme lobbyiste donc, a fortement contribué au succès médiatique de la Fides, la presse lui décernant des titres tels que « Un bulldozer nommé Fides ». Mais il est aussi porteur d'une ambiguïté congénitale dans le positionnement de la Fides : en effet, elle a répété sa prétention à devenir l'équivalent français de l'American Association of Retired Persons (AARP), certes sur la question spécifique de l'emploi des plus de 50 ans, mais il n'empêche que ce modèle américain[115] évoque *le lobby gris,* lobby qui est d'abord celui d'inactifs (quand bien même aux Etats-Unis, un nombre croissant de personnes ayant liquidé leur retraite continuent de travailler). Et il est significatif que parmi les 45 mesures proposées dans sa première publication (*Livre blanc*), la Fides revendiquait « la représentation des **retraités** dans les organismes paritaires et au Conseil Economique et Social »[116]. Nous verrons comment en

[111] Union Française des Retraités qui a principalement regroupé les associations de défense des préretraités.

[112] Calendrier d'augmentation de la durée de cotisations nécessaires à l'obtention d'une retraite à taux plein (Loi Fillon et son échéancier), révision de la Convention Unedic, réforme de l'Allocation Spécifique de Solidarité : cf. analyse faite plus loin de la genèse du Collectif Seniors Action.

[113] Intérêts qu'il s'agissait de défendre dans le cadre des procédures de sortie anticipée d'activité et notamment face aux pouvoirs publics. Jean-Philippe Viriot-Durandal évoque en particulier le rôle joué par le décret Bérégovoy de 1982 qui portait atteinte à ces intérêts (2003, p. 160).

[114] Signalons que les premiers membres de CadraXion 78 étaient d'anciens salariés de Bull. Or, ACS Bull, l'association de préretraités et de retraités du groupe informatique, a été non seulement partie prenante de l'UFR mais elle s'est aussi fortement mobilisée lors de la manifestation de retraités du 6 juin 1996 que Jean-Philippe Virot-Durandal a étudiée de manière approfondie en tant que première manifestation nationale et unitaire d'associations non syndicales de retraités. On peut penser qu'il n'y a pas là une coïncidence fortuite, bien que nous n'ayons pas encore eu l'occasion de le vérifier.

[115] Sur ce puissant groupe de pression américain, voir : Viriot-Durandal, 2007, et la contribution à ces journées d'étude de Mashkova, Tamaro Hans et Virot-Durandal.

[116] Précisons pour être tout à fait exacte, que cette proposition figurait en 44ème position dans les fiches « Citoyens », après celles destinées successivement aux « salariés », « employeurs » et « institutionnels ». Et qu'elle peut sans doute être comprise comme le gage d'un souci intergénérationnel (la fiche suivante, la dernière, a pour titre : Halte au « jeunisme » ! Pour une véritable intergénération !). En effet, dans les motifs avancés à cette proposition, il est écrit : « il paraît inadmissible de continuer de maintenir à l'écart des instances de réflexion et d'échange 12 millions de retraités en France ». Cependant, l'ambiguïté pèse fortement car dans cette

trois ans, en même temps qu'une mise au second plan du principe du lobbying, la Fides en est venue à mettre au premier rang de ses priorités l'intégration institutionnelle des représentants des **chômeurs** cette fois-ci, les retraités disparaissant de son discours ou plus exactement, étant désormais explicitement laissés dans l'ombre d'un soupçon en faisant de potentiels « concurrents déloyaux » des quinquas[117]…

2. La multiplication des porteurs de la cause et les couacs d'une cacophonie.

2.1. Trois types de collectifs : trois philosophies d'action et de proposition.

Entre 2004 et 2006, au fur et à mesure d'actions ayant été des occasions de manifester des des divergences de vues, on peut dire que deux autres types de collectifs se sont posés comme porteurs de la cause quinquas, à la fois différents et concurrents de la Fides.

Quinquas Citoyens (QC) est né début 2005 d'une prise de distance vis-à-vis de la Fides opérée par quelques-uns de ses membres actifs. D'abord simple collectif, puis association, ce groupe, par la mise en place d'un blog, puis d'un site Internet très actif, a démontré une efficacité particulière dans la captation d'internautes. Au point d'être débordé par les demandes d'adhésions… La conscientisation, *via* la structure à la fois souple et omniprésente de la Toile, est en fait l'objectif central d'une stratégie qui est avant tout une stratégie communicationnelle : *« Nous, on est fondé sur les nouvelles technologies. Pour moi, c'est Internet. On ne pourra marcher que sur l'effet levier Internet, sur le marketing viral »* (président de QC). Ce positionnement repose sur une analyse qui fait du problème des quinquas d'abord et avant tout « un problème de préjugés » et qui pose que les préjugés s'attaquent en rappelant à chacun sa condition de citoyen, le principe d'un « vivre ensemble dans la même cité ». A ce compte, une structure fédérative type Fides apparaît aux yeux des responsables de QC comme trop lourde à bouger : « bagarres » entre les présidents des associations membres, problème de l'adhésion « indirecte » de personnes qui non seulement ne sont pas forcément prêtes à se mobiliser mais qui n'ont jamais fait un acte positif de ralliement à la Fides… « *La cause des quinquas, ça n'est pas une question d'association, c'est une question individuelle de chacun* ». Le contenu revendicatif du discours de QC est donc toujours présenté sous un angle large de fonctionnement démocratique : critique récurrente du cumul des mandats politiques comme des privilèges des régimes spéciaux de retraite, revendication de la suppression de la dispense de recherche d'emploi au nom de la transparence des chiffres sur le chômage senior, évaluation de l'efficacité des fonds publics consacrés au traitement social du chômage…

Dans cette optique de « forcer les consciences », de « faire évoluer les mentalités », QC a organisé le 12 juin 2005 une journée qui s'est annoncée sous différents noms, dont Opération Laser et Journée de Solidarité Nationale contre « les dégâts de ce lent tsunami social français » que constitue « l'ostracisme » anti-quinquas. Il s'agissait d'un appel à un grand rassemblement national « pacifique, calme et digne, pour nous rendre visibles pendant quelques heures » : à Paris, sur le Parvis des Libertés et des Droits de l'Homme au Trocadéro ; en province, devant les conseils régionaux. Si l'événement, et surtout son annonce, ont été très fortement couverts selon un « plan média » particulièrement bien étudié

---

logique, la symétrie aurait voulu que des propositions soient faites en faveur des « jeunes » ; or, ils n'apparaissent jamais en tant qu'acteurs.

[117] « *Nous excluons du champ de notre étude les retraités ou préretraités qui exercent des activités bénévoles dans le seul but d'occuper leurs loisirs sans impératif économique, cette situation est très louable tant qu'elle ne constitue pas une concurrence déloyale pour tous ceux qui sont sur le marché du travail et qui ont besoin d'une activité pour vivre, sans le secours particulièrement culpabilisateur des Assedic puis du RMI ou de l'ASS* » (Fides, *Le blues des quinquas*, avril 2007, p. 6).

(interviews y compris par des chaînes de télévision comme TF1), la mobilisation n'a pas été au rendez-vous : une centaine de personnes statiques au Trocadéro, rien en province. Il n'empêche que fort de son audience médiatique, QC est invité le 23 juin 2005 à l'Elysée pour la mise en place de la Halde[118] et organise ses Assises le 9 juillet (400 participants d'après leur compte-rendu).

Si QC est incontestablement devenu une association et un site référents depuis 2005, sa communication citoyenne a montré ses limites en terme de capacité à embrayer sur des manifestations de poids, et surtout elle l'a mise en situation de servir d'exutoire à de multiples formes de détresse (personnes « au bout du rouleau » inondant l'adresse de QC de mails, RMIstes tenant à payer leur cotisation dans l'attente d'un accompagnement de leur recherche d'emploi que QC n'a pas vocation à offrir, candidats à la grève de la faim…). Aussi son défi organisationnel est aujourd'hui de rester une structure « légère et réactive » ayant besoin de cotisations pour fonctionner mais ne proposant pas de structurer durablement ses membres.

L'histoire de **Seniors Action** est très différente. Ce collectif a été créé en avril 2004, officiellement « par un regroupement spontané de cadres en recherche d'emploi », autour de la diffusion d'un manifeste là aussi sur Internet, centré sur la dénonciation de la précarisation financière des chômeurs seniors qu'accentuaient et prolongeaient des mesures publiques récentes. Il appelait à « créer une force représentative de notre catégorie ». De fait, les origines de ce collectif sont à rechercher du côté des mouvements de chômeurs et précaires (et plus précisément d'*AC ! Agir contre le chômage*) et du contexte initial de la « bataille des recalculés » qui se déroule en 2003/2004. L'imbrication des causes et des personnes exige un rapide exposé chronologique. Fin 2002, pour lutter contre le déficit prévu du système d'assurance-chômage, les organisations patronales et trois syndicats signent une nouvelle Convention Unedic qui a pour effet rétroactif de diminuer de 7 à 14 mois la durée d'indemnisation chômage de demandeurs d'emploi ayant adhéré au Pare (Plan d'aide au retour à l'emploi) : ceux que l'on va appeler les « recalculés ». Au terme d'une mobilisation de plus d'un an menée par les mouvements de chômeurs (AC !, MNCP, APEIS, CGT-chômeurs) et au cours de laquelle des groupes de « recalculés » attaquent les Assedic en justice pour rupture abusive des contrats individuels signés dans le cadre d'un Pare, les « recalculés » sont officiellement rétablis dans leurs droits. La rétroactivité est effectivement reconnue comme illégitime mais les mesures contenues dans la nouvelle Convention Unedic sont elles maintenues, entérinées par un décret du 30 décembre 2003. Or, elles sont préjudiciables à plusieurs titres aux chômeurs âgés et aux chômeurs de longue durée, les premiers étant précisément exposés plus que les autres à être aussi dans la seconde catégorie. D'une part, les chômeurs de plus de 50 ans sont limités à 36 mois d'indemnisation contre 45 dans l'ancien régime. D'autre part, l'ASS, allocation versée aux chômeurs en fin de droits, et qui ouvre des droits à la retraite contrairement au RMI (dont elle est par ailleurs voisine en terme de montant), est durcie dans ses conditions d'accès (abaissement du plafond de ressources) et raccourcie dans sa durée (deux ans contre trois). La majoration de 40% accordée sous conditions à certains chômeurs âgés est supprimée. C'est dans ce contexte qu'apparaît Seniors Action en lien étroit avec l'association Apnée (créée par une dizaine de recalculés), qui anime le site ActuChômage, devenu aujourd'hui le premier portail français indépendant d'information et d'échange sur le chômage. Cette imbrication apparaît lors de ce qui est la grande action médiatique au crédit de Seniors Action : la première plainte déposée solidairement en mai 2005 par sept chômeurs pour discrimination à l'embauche. Parmi les signataires, Yves B. qui est aussi le président d'Apnée ; Serge P. et Michel L. qui sont aussi

[118] Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité.

des membres de Seniors Action[119]. ActuChomage a depuis mis en ligne une rubrique et un forum dédiés au sujet des seniors et de la discrimination sur critères d'âge.

Les philosophies d'action et de proposition de ces trois collectifs sont donc très contrastées[120]. En particulier, l'opposition entre la sensibilité de la Fides et celle de Seniors Action est forte et explicite, la première ayant toujours tenu à marquer la différence entre sa nature et celle des mouvements de « chômeurs-et-précaires »[121]. Elle invoque d'abord leur marquage à l'extrême gauche, contraire à son propre a-politisme. Par ailleurs, en qualité de mouvement de cadres, la Fides n'emprunte pas au registre des luttes sociales et la figure de l'agitateur lui sert de repoussoir: *« Nous ne descendrons pas dans la rue, ce n'est pas dans nos méthodes. Ce n'est pas dans notre culture de descendre pour aller de la République à la Bastille, avec des drapeaux et en scandant des slogans. Y en a d'autres qui peuvent faire ça* » (président de la Fides). Enfin, la Fides adhère à une conception individualiste et concurrentielle du marché du travail, là où Seniors Action s'inscrit dans la dénonciation des dérives néo-libérales et d'une précarisation généralisée rampante. Les mesures revendiquées en témoignent. La Fides croit fermement en la souplesse contractuelle pour le retour en activité des seniors : le portage salarial, en particulier, dont elle réclame avec insistance la meilleure reconnaissance, mais aussi l'intérim et la libération de toutes les opportunités de travail par missions, plus ou moins détournées selon elle, au sein des organismes publics et para-publics… A l'inverse, les six « dispositions » dont Seniors Action réclame l'application dans son manifeste sont toutes précises et adressées au gouvernement comme cahier des charges immédiat. Parmi elles, figure la « fixation de quotas de recrutement seniors ». C'est donc le volontarisme public dans son pouvoir de contrainte (mais également de subvention) qui est sommé de se lever.

2.2. Des cafouillages révélateurs d'une certaine inconsistance organisationnelle.

Suivre de près les trois temps forts qui ont marqué en 2005 un pic dans la médiatisation d'actions seniors en nom propre – la Marche Mayo, la plainte des « sept samouraïs » et la Journée de solidarité nationale pour l'emploi des seniors – met non seulement en évidence ces lignes de partage, et un certain brouillage cacophonique des messages, mais cela conduit plus généralement à soulever la question de la pluralité des engagements personnels au sein de ces collectifs.

La Marche Mayo est exemplaire d'un cafouillage qui a précisément résulté d'une intervention des trois collectifs dans le soutien à ce qui partait au départ comme une forme personnelle de jusqu'à-boutisme. Patrick Mayo est un ancien cadre informaticien de 50 ans, écoeuré par un chômage de deux ans, qui décide – hors de tout cadre associatif et de tout argumentaire rôdé – de faire une marche de 1000 kilomètres (Fontainebleau – Lyon – Strasbourg – Paris) pour dénoncer la mise à l'écart du travail dont sont victimes les quinquas. Mais le marcheur espère aussi qu'on lui offrira un emploi à l'occasion de cette médiatisation forcée et semble prêt à arrêter sa marche si c'est le cas (comme il le déplorera dans une interview à son arrivée, « pas la moindre piste » ne lui sera proposée au cours de ces étapes).

---

[119] Si cette plainte collective n'a pas abouti, une autre, individuelle elle, a débouché en février 2007 sur la première sanction au nom de ce motif : la justice lyonnaise a en effet condamné pour discrimination à l'embauche un cabinet de recrutement qui avait diffusé une offre d'emploi spécifiant des critères d'âge (« de 28 à 35 ans »). La peine reste symbolique : une amende de 500 euros avec sursis et un euro de dommages et intérêts à verser au chômeur qui le poursuivait.

[120] Même si, de loin, la similarité de certaines revendications (suppression de la contribution Delalande, l'appel à des campagnes volontaristes d'information…) puisse créer une impression diffuse d'homogénéité.

[121] Sur le caractère insécable d'une expression désignant une masse à défendre, voir : Demazière D. (2003), *Le chômage. Comment peut-on être chômeur ?,* Paris, Belin.

L'impréparation semble donc caractériser l'initiative à son origine et surtout elle s'amplifie par la suite : la Marche Mayo reçoit d'abord le soutien logistique de QC du départ jusqu'à Lyon (c'est un QC qui conduit le camion qui accompagnera Patrick Mayo tout au long de sa marche et c'est ce collectif qui prépare, en particulier médiatiquement, les étapes sur cette première partie de la Marche) ; puis suite à un certain nombre de dissensions dont principalement celle qui tient au fait que le marcheur n'annonce jamais lors de ces interviews la Journée du 12 juin que QC est en train de préparer, QC interrompt son soutien ; la Fides prend alors le relais et c'est elle qui décidera de l'arrivée de la marche devant le Medef et qui apparaîtra publiquement comme soutien 'officiel' devant ce lieu (là où QC militait pour une arrivée devant l'Assemblée Nationale). Les étapes à partir de Lyon, en particulier à l'Est, semblent mal organisées, l'accueil par les élus et les journalistes locaux est plus que mitigé. Enfin, au terme de sa marche, sur son propre site Internet, Patrick Mayo prendra fermement ses distances avec les deux collectifs qui l'ont accompagné, pour répéter son indépendance, et finalement reprendre à son compte la revendication d'une représentation nationale des chômeurs, dans un discours général proche de celui de Seniors action.
Moins que leur interprétation en terme de 'récupération', c'est une certaine inconsistance de ces tentatives qui nous semble significative : la réunion finale avec le Medef le 25 mai 2005 a tout d'un échec. Patrick Mayo, trois de ses fidèles et quatre représentants de la Fides sont reçus mais l'échange ne semble pas avoir été préparé et tourne court, le représentant du Medef bottant en touche en les invitant à « se tourner vers le pouvoir politique ».

Les difficultés à capitaliser de telles initiatives et à cristalliser à leur occasion en acteur collectif de poids – difficultés dont le cas de la Marche Mayo nous semble emblématique – invitent à se tourner plus généralement vers le mode de fonctionnement de ces collectifs.

Un premier type de raisons de leur faiblesse, à la fois organisationnelle et numérique, s'apparente à celles déjà mises en évidence pour les mobilisations collectives de chômeurs en général. *« Les enjeux de la participation aux actions collectives sont (…) multiples : manifester sa solidarité pour les plus « politisés », renouer des relations sociales pour les plus « isolés », investir un espace d'expression publique pour les plus « révoltés »* » (Demazière, 2006, p. 106). A côté de cette pluralité de motivations, elles-mêmes plus ou moins durables, on peut signaler que le mode de recrutement d'associations comme celles que fédère la Fides, n'en facilite pas *a priori* la pérennisation : on ne participe pas indéfiniment à un club de chercheurs d'emploi ; il y a un processus d'extinction naturel par différentes formes de sorties (retour à l'emploi, défection par adhésion à d'autres supports associatifs…). Et surtout, la militance peut être perçue comme une perte de temps et de crédit[122] au regard d'un objectif prioritaire de retour à l'emploi.

Ce qui soulève la délicate question de la cohabitation au sein de ces collectifs entre d'un côté, des 'bénévoles' qui ont le loisir et le recul pour en devenir des permanents (parce que néo-retraités, préretraités ou dispensés de recherche d'emploi ayant suffisamment bien négocié leur licenciement pour faire assez aisément la jonction financière avec la liquidation de leur retraite) mais qui n'en ont plus forcément la légitimité (parce que n'étant plus directement confrontés à 'la galère') et de l'autre, des 'adhérents' à la fois plus volatils et plus

[122] Lors de la Journée Nationale organisée le 12 juin 2005, qui invitait précisément à briser le mur de la « honte » derrière lequel les quinquas n'osent pas « se montrer », nous étions accompagnée par une personne quinquagénaire, chômeuse de longue durée, avec laquelle nous avions sympathisé depuis la manifestation de CadraXion du 26 novembre 2003. Elle a eu un brusque mouvement de volte-face lorsqu'elle a vu une caméra près du stand installé au Trocadéro, et m'a expliqué qu'étant actuellement en négociation avec une entreprise pour un poste, elle ne voulait pas « passer à la télé pour une rebelle », même si elle était « solidaire ».

passionnés, portés au 'coup de gueule' (parce que souvent très fragilisés socialement). Cette partition entre ceux qui n'ont pas le souci du lendemain et ceux qui l'ont est, à notre sens, un ferment de dissensions multiples au sein de ces collectifs. Elles ne sont pas forcément exprimées directement, mais peuvent par exemple prendre la formulation détournée d'une fracture générationnelle : certains responsables sont jugés trop policés, trop « pépères », ayant les discours et les manières de « retraités ». Dans l'autre sens, des responsables jugent que certains adhérents-manifestants s'improvisant porte-parole, 'manquent de tenue' pour des prétendants cadres à l'embauche : « *Je peux vous assurer que quand je les voyais les mecs, euh, je n'avais envie de les recruter. Honnêtement, hein ! Et certains se disent cadres sup' !* » (président d'un collectif). De cette hétérogénéité des situations personnelles face à l'urgence financière et/ou la proximité de la retraite, sourdent donc des tensions quant à la légitimité à porter le nom mais aussi quant aux solutions à défendre prioritairement :

> « *Le quinqua n'existe pas ! Moi, j'ai vu des quinquas, accrochez-vous bien, des quinquas qui se disent malheureux et tout, qui se font porter malades longue durée, - on organise tout ça maintenant -, qui font faire des travaux dans leur maison faramineux, et puis ensuite qui veulent parler au nom des quinquas. Parce qu'ils s'ennuient, hein ! (silence). Les quinquas sont comme les autres : y a des bleus, des jaunes, des verts…* » (responsable d'association).
> « *On dit que tout le monde est d'accord sur le diagnostic. Mais moi, je ne suis pas d'accord du tout ; le problème du chômage à 52 ans, ce n'est pas le même que le chômage à 62 ans. Donc les solutions ne sont pas les mêmes. Pour les seconds, oui, il y a des trucs comme le temps partagé, le portage… Mais il faut distinguer différentes catégories de personnes quinquas : y a ceux qui sont aux Assedic et qui peuvent toucher, je ne sais plus, jusqu'à 5000 euros par mois, on vit bien avec !, il leur reste deux ou trois ans à tirer, au début, ils cherchent du boulot et puis après, les associations, c'est un alibi ; et puis y a tous les quinquas en fin de droits ou RMIstes, eux exigent des solutions différentes. C'est à propos d'eux qu'il faut dire aux chefs d'entreprise : 'vous avez des mines d'or !'* » (chômeur RMIste).

3. Un repositionnement stratégique récent : du *lobbying* à la demande de participation aux circuits institutionnels.

3.1. Le paradoxe d'une offre institutionnelle éteignant les motifs de revendication en même temps que nourrissant le dépit.

Exposer par le menu la chronique des mesures institutionnelles prises depuis la mise en œuvre de la loi Fillon du 21 août 2003 dépasserait le cadre de cet article. Avec, entre autres, le déplacement de l'âge de mise à la retraite de 65 ans à 60 ans et l'instauration d'une surcote[123], cette réforme inscrivait dans le droit la volonté publique d'encourager l'allongement de la vie professionnelle. Volonté poursuivie par la loi du 5 mai 2004 sur la formation professionnelle tout au long de la vie, puis par la mise en place de la Halde, enfin par un Plan national d'action concerté pour l'emploi des seniors, enfin lancé en juin 2006 avec pour deux dispositions phares un CDD senior et une campagne de sensibilisation. Autant

[123] La surcote permet aux salariés d'au moins 60 ans qui continuent de travailler alors qu'ils ont déjà acquis le nombre de trimestres nécessaire pour une retraite à taux plein, de bénéficier d'une majoration de pension de 0,75% par trimestre supplémentaire soit 3% par an sans limitation dans le tps.

que leur contenu, c'est la manière poussive dont ces mesures ont été prises, parfois éclipsées (lors du conflit anti-CPE), et surtout leur faible impact (voire leur détournement) sur les pratiques de maintien en emploi ou d'embauche des plus de 50 ans, qui mériteraient une analyse détaillée. Toujours est-il que l'environnement législatif de l'emploi des seniors fait aujourd'hui l'objet d'une nouvelle donne.

Mais celle-ci donne des motifs autant, si ce n'est plus, d'exaspération que de satisfaction aux collectifs seniors. Se jouent non seulement une extinction *formelle* de leurs motifs de revendication mais surtout l'occasion de prendre conscience à quel point ils sont tenus à l'écart de ce champ d'action publique qui tend de manière embryonnaire à institutionnaliser l'emploi des seniors. Le second opuscule de la Fides, paru en fin de campagne présidentielle (avril 2007), exprime clairement ce dépit. Cherchant à garder la maîtrise symbolique du cours des choses, ses auteurs commencent par rappeler, comme en bilan de *leur* action, les « progrès » réalisés depuis leur Livre blanc de 2003 :

> *« Certaines de nos propositions ont été reprises par le gouvernement. Elles couvrent :[suit l'énumération de 10 mesures. Nous prenons acte en ce début 2007 des avancées réalisées pour l'emploi des Quinquas. Toutefois, il faut noter que 10 seulement de nos 45 propositions ont été reprises et pour ce résultat mitigé, il aura fallu 3 années* » (*Le blues des quinquas*, p.8).

Mais court-circuitant cet affichage de maîtrise, le propos enchaîne immédiatement sur l'aveu d'un sentiment lancinant d'impuissance :

> *« Depuis plusieurs années, nous agissons de manière informelle, mais à l'avenir, nous souhaitons être reconnus au même titre que les partenaires sociaux, patronats et syndicats. Depuis 2003, nous observons que les médias, les syndicats et le gouvernement parlent de plus en plus souvent de nous et de notre maintien dans l'entreprise. Les différentes formules utilisées « papy-boomer », Quinquas, seniors… ne traduisent pas vraiment toutes les facettes de notre situation. Ce qui est plus grave, nous avons le sentiment de ne pas pouvoir nous faire entendre* ***en raison de l'absence de représentation officielle des Quinquas en recherche d'emploi au niveau national (entreprise, médias, monde politique). (…) Personne ne se donne la peine d'écouter notre constat et nos recommandations***[124] ***(…).*** *Nous assistons à un traitement « cosmétique » de notre problème sans s'attaquer aux causes réelles »* (*Le blues des quinquas,* p. 9).

De fait, le suivi et l'évaluation du Plan Seniors ne font aucune place aux collectifs seniors, qu'ils soient proches ou à l'antipode des mouvements de chômeurs, le groupe permanent de suivi récemment installé par le gouvernement (13 février 2007) étant étroitement tripartite.

3.2. Les pièges d'une pure logique d'inversion du stigmate.

Avant de conclure sur cet appel que lance la Fides – tout à fait nouveau dans son discours – à son intégration institutionnelle en qualité de représentant des ***chômeurs*** seniors, il importe de mentionner ce qui nous paraît être un point aveugle de la tournure dominante qu'a prise le discours de promotion de l'emploi des seniors. Adoptée également par les collectifs seniors, en particulier par la Fides, une telle logique discursive consiste à purement inverser la charge négative des préjugés en signe positif. Elle expose à des pièges qui sont de deux natures.

[124] En gras dans le texte.

Le premier réside dans le soupçon d'un égoïsme générationnel. En effet, la promotion de l'emploi de salariés soudainement parés de toutes les vertus, reçoit de fâcheuses interférences du côté de discours parfaitement concomitants décriant au nom de l'équité intergénérationnelle, l'égoïsme et l'irresponsabilité de générations de « boomers » ayant connu 'un fabuleux destin'[125].

Le second piège tient dans les effets pervers intrinsèques à une telle logique, essentialiste dans son principe, et qui expose au mieux au ridicule, au pire au renforcement du préjugé. Tel est du moins le cas de la campagne de communication télévisée, radiodiffusés, et internetisée, qui s'annonçait, sur le modèle finlandais, comme un élément crucial du Plan Seniors. Or, force est de constater que les spots de cette campagne sont affligeants[126], et il faut sans doute chercher dans l'aura de leur réalisateur (Raymond Depardon) la raison pour laquelle ce que beaucoup de monde pense tout bas[127] ne soit pas dit publiquement et n'ait pas conduit à l'arrêt salvateur de leur diffusion. Dans un éditorial magistral et enlevé « Les seniors ne sont pas des juniors comme les autres », évitant le ton acerbe de notre critique[128] (déférence au « travail subtil » du « maestro » oblige), la journaliste Sylvia Di Pasquale du site Cadremploi exprimait bien le fond du problème posé par le registre communicationnel choisi : *« On applaudit derechef à ces seniors vigoureux, drôles, superintelligents et rompus aux NTIC. Mais voilà que sans y prendre garde, une pensée parasite s'insinue dans notre positivisme va-t-en-guerre. Un ange à l'allure d'un recruteur passe devant nos yeux pour persifler que « ces quinquas ont pile poil les qualités des cadres que je veux embaucher. Et ce sont toutes celles que je trouve chez les jeunes. Alors autant continuer à embaucher des jeunes » »* (article mis en ligne le 30 octobre 2006).

3.3. Créer une force représentative et se voir reconnaître une place institutionnelle.

Sans aller plus avant dans le débat de fond que soulève le fait d'arrimer une cause à une catégorie d'âge ciblée par une politique publique de l'emploi, nous terminerons notre chronique en soulignant la logique qui conduit aujourd'hui deux des trois collectifs en présence à centrer leurs revendications sur leur intégration institutionnelle.

Pour Seniors Actions, cette demande est coextensive à sa création. On l'a vu, ce collectif calque clairement son mode d'action sur celui des mouvements de chômeurs-et-précaires (s'il n'a pas organisé de manifestations protestataires, il s'est placé comme eux sur le terrain de la bataille juridique) et répète pour son propre compte, mais dans la visée d'en accroître la résonance, ce qui était déjà une revendication des « recalculés » : une représentation nationale des chômeurs[129], voire dans une seconde étape, obtenir une reconnaissance de ce syndicat de chômeurs par le Conseil de l'Europe comme Organisation

---

[125] Trois ouvrages aux titres programmatiques paraissent dans le contexte d'une France ébranlée par les émeutes des banlieues de l'automne 2005 et le mouvement anti-CPE des premiers mois de 2006 : Jean-Yves Ruaux, *2030, le Papy-Crash ?*, Alvik, 2005 ; Denis Jeambar, Jacqueline Rémy, *Nos enfants nous haïront*, Le Seuil, 2006 ; Patrick Artus, Marie-Paule Virard, *Comment nous avons ruiné nos enfants*, La Découverte, 2006.

[126] On laissera le lecteur à qui ils auraient échappé, en juger par lui-même en les visionnant sur www.emploidesseniors.gouv.fr.

[127] Avec toutes les réserves que ce type de sondage sur Internet imposent, on peut signaler la note de 7,45 sur 20 obtenue par cette campagne sur le site du magazine *Stratégies* qui invite à réagir à différentes publicités (classement en 180ème position pour l'année 2006). Sur 656 votants internautes, 7% la trouvait « géniale », 19% « bien », 26% « moyenne » et 48% « décevante ».

[128] Ce ton est suscité par l'espèce de posture de 'mendiant' dans laquelle les spots installent les personnes filmées, qui apparaissent comme quémandant de « travailler » encore un petit peu « avec vous ». Autant dire que la perception de salariés n'ayant pas *a priori* une place de droit dans le monde du travail est très inopportunément confortée.

[129] « Promotion d'une modification des statuts de l'Unédic, afin qu'une place soit réservée aux représentants des demandeurs d'emploi » (Manifeste de Seniors action, avril 2004).

non gouvernementale internationale (ONGI). Dans la logique de Seniors Action, les seniors constituent bien un groupe d'intérêt spécifique mais en tant que sous-catégorie des chômeurs.

Malgré son souci de se distinguer de la radicalité qu'incarnent à ses yeux les collectifs de chômeurs, la Fides est aujourd'hui amenée à leur emboîter le pas pour demander à son tour une participation aux circuits institutionnels. Le lobbying, tel que cette fédération l'entendait, semblant avoir échoué à toucher les décideurs français, est promue, au premier rang des mesures qu'elle recommande désormais, « la représentation des chômeurs dans les organismes paritaires et au Conseil économique et social ». Mais ses références ne sont décidément pas les mêmes que celles de Senior Action. En effet, à l'appui de cette revendication, elle évoque comme précédent le cas des retraités : « *depuis deux ans la Confédération Française des Retraités (CFR) est représentée au Conseil Economique et Social. Elle est présente à titre consultatif* ». La Fides revendique la même chose pour elle-même en tant qu'association représentative des « Quinquas en recherche d'emploi ».

Reste en suspens dans cette optique la question précise du critère de mesure d'une représentativité qui permettrait d'être reconnu aussi légitimement que les syndicats de salariés. Dans le cas de Seniors Action et plus largement des mouvements de chômeurs, cette question est suspendue à une modification du Code du travail qui reconnaîtrait la création de syndicats de demandeurs d'emploi. Dans le cas de la Fides, la réponse reste un peu évasive et fait référence à une légitimité de terrain : l'association ambitionne d' *« être, en s'appuyant sur ses associations membres, un relais du terrain pour relever toutes les discriminations par l'âge* », « *être reconnu comme 'Think tank' pour trouver des solutions et faire partie des centres d'études et de propositions* ». Elle « *souhaite être consultée sur la campagne de communication pour apporter son témoignage et ses idées* » et « *promouvoir les démarches de bonne pratique aux côtés des instances officielles* ». On ne peut dire mieux son souci de coopérer…

Bibliographie :

Demazière D. (2006), *Sociologie des chômeurs*, Paris, Editions La Découverte (1ère éd.1995).

Lagarenne Ch., Le Roux M. (2006), « Les licenciements en 2003 : trois fois plus nombreux pour motif personnel que pour raisons économiques », *Premières Synthèses*, Dares, n°11.1. ;

Pignoni M.-T., Zouary P. (2003), « Les nouveaux usages du licenciement pour motif personnel », *Premières Synthèses*, Dares, n°28.2.

Poussou-Plesse M. (2007), « Du principe d'une 'seconde partie de carrière' à la défense d'une cause des 'quinquas'. Etude de cadres seniors en repositionnement professionnel», in D. Reguer (dir.), *Vieillissement et parcours de fins de carrière : contraintes et stratégies*, Paris, Erès, pp. 127-156.

Viriot-Durandal J.-Ph. (2003), *Le pouvoir gris. Sociologie des groupes de pression de retraités*, Paris, PUF.

Viriot-Durandal J.-Ph. (2007), « Regards croisés sur les organisations revendicatives de retraités », in D. Reguer (dir.), *Vieillissement et parcours de fins de carrière : contraintes et stratégies*, Paris, Erès, pp. 157-188.

Vieillir, c'est vivre ! Une association généraliste, plurielle, indicatrice d'un mouvement citoyen

Daniel REGUER,
Maître de conférences en sociologie,
CNRS, CIRTAI-UMR IDEES, Université du Havre.
daniel.reguer@univ-lehavre.fr

Le lecteur se reportera avec intérêt à l'article enrichi publié dans la revue ***Gérontologie et société*** N°120, Juin 2007

Présentation de « Vieillir, c'est vivre !

Le 12 janvier 2005 a vu naître une nouvelle association dans le domaine du vieillissement en France : « Vieillir, c'est vivre ! ». Il naît et meurt des associations quotidiennement. Le domaine du vieillissement n'échappe pas à la règle. Mais cette association est d'un genre particulier. En effet, parmi les nombreuses associations il en est qui se donnent pour vocation de tenter d'agir sur le cours des choses, de défendre des intérêts particuliers, de faire reconnaître tel ou tel type de population, de pathologie ou de problèmes sociaux. D'autres s'inscrivent dans une logique de défense d'une catégorie de la population, de type d'institutions, de lobbies ou de promotion de tel ou tel aspect des politiques sociales. Dans le domaine du vieillissement, rares sont les associations qui se donnent à la fois une perspective citoyenne, une perspective d'intervention sur la société, voire au niveau politique, tout en réunissant des acteurs divers, issus de tous les bords de l'échiquier politique. « Vieillir, c'est vivre ! » fait partie de cette dernière catégorie. L'association est née d'une poignée d'individus, ex-membres du cabinet de la secrétaire d'Etat chargée des personnes âgées du Gouvernement JOSPIN, Paulette GUINCHARD, désireux de ne pas interrompre la réflexion et l'action engagée visant à dépasser une construction sociale des « personnes âgées » comme une catégorie à part, à charge. Il s'agissait de surcroît de l'élargir. C'est ainsi que, de l'autre bord politique, Denis JACQUAT, député UMP de Moselle est venu s'adjoindre à la dynamique ainsi enclenchée. Une telle initiative, sans enjeu apparent de confusion au service de stratégies électorales immédiates, est suffisamment rare pour qu'on y prête attention, pour tenter d'en comprendre le sens. Initiée par des acteurs politiques « opposés », l'association portait-elle un projet politique, un projet sociétal, un projet citoyen ?

La première réflexion de l'association s'est constituée, autour de l'appel « Vieillir, c'est vivre : dites-le ! » dont l'élaboration et la précision de chaque mot semblent avoir fait l'objet d'un soin particulier, à la hauteur des discussions passionnées et passionnantes que rapportent ses rédacteurs. Il convenait alors de promouvoir cet appel. Les « cafés des âges », importés de l'expérience des « cafés géronto » belges, par Jean-Michel CAUDRON, un consultant franco-belge, indépendant, en gérontologie sociale, ont été l'outil, à la fois de diffusion et de mise en œuvre de l'appel « Vieillir, c'est vivre : dites-le ! ». C'est du moins ainsi que se conte en son sein, la genèse devenue indissociable d'une association et d'une expérience sociale. L'objet de chaque « café des âges » était la signature de l'appel. Quelques mois plus tard, le 20 septembre 2005, l'association a réuni un regroupement national des « cafés des âges », à l'assemblée nationale. Surtout, en moins d'un an, elle comptait un bilan impressionnant, en nombre de « cafés des âges » organisés, programmés ou en projet. Au début de l'année

2007[130], le bilan est toujours aussi important avec 208 cafés des âges réalisés, sur 168 sites, dans 527 départements (dont une cinquantaine de cafés des âges pendant la Semaine bleue 2006) et la Région Bruxelles-Capitale. De plus, 534 « cafés des âges » sont labellisés, dans 437 sites au sein de 57 départements français. On note de surcroît un développement extra hexagonal et au-delà de la Belgique, où ils étaient initiés. Si les 880 projets envisagés sont concrétisés, c'est, en réalité plus de 1.400 sites qui se déclarent intéressés.

Pourquoi questionner l'association ?

Si le succès d'une initiative se mesure par son ampleur c'est fait. Si elle se mesure par les relais médiatiques, c'est aussi le cas[131] par de nombreux quotidiens régionaux, les principaux médias électroniques spécialisés et la presse nationale quotidienne (Le Monde…) hebdomadaire (le nouvel observateur) ou la télévision hertzienne (France 2…) ou numérique (Direct 8…). Si elle se mesure par une reconnaissance institutionnelle dans des sphères de décision, c'est aussi le cas avec une réception par le cabinet du Premier Ministre et une audition par la conférence interministérielle de la famille et les nombreux soutiens de collectivités territoriales. Mais la quantité d'adhérents ou de « cafés des âges » ne saurait, à elle seule, servir de critère d'évaluation d'une action et de compréhension du sens qu'elle porte. La participation au concert de Johnny HOLIDAY ou au prêche de Jean-Paul II n'ont pas la même signification sociale. Ils n'en réunissent pas moins des milliers de jeunes et de moins jeunes. Avec « Vieillir, c'est vivre ! », on est dans un mouvement important vu l'ampleur des réunions et le succès de la mobilisation des acteurs sur toute la France. Il se passe certainement quelque chose, qu'il importe de questionner. Le succès de cette initiative ne donne pas pour autant la nature de l'objet social qui est en train de se dérouler.

Dès lors, une analyse du succès des «cafés des âges» s'impose. Si on n'y prend garde, celui-ci peut être interprété de façon contradictoire, en fonction de présupposés, en corrélant l'objet à son contexte, alors érigé en explication déterministe.

Interpellateur de l'évidence, le sociologue doit interroger l'idée selon laquelle un contexte, par exemple de développement économique, engendrerait un apaisement des mouvements sociaux, revendicatifs notamment. Les exemples sont légions, dans la sociologie classique, pour illustrer l'interrogation de cette évidence. TOCQUEVILLE explique ainsi que les révolutions paraissent plutôt se déclencher dans des conjonctures économiques favorables. Dans un autre domaine, DURKHEIM note que l'augmentation des taux de suicide accompagne les périodes de boom économique et non l'inverse. Dans les deux cas, selon notre point de vue, ce qui engendre le mouvement, c'est moins l'existence de telle ou telle variable supposée déterminante, que la transformation du rapport que des hommes et des femmes entretiennent avec leur environnement, utilisé ou non comme opportunité, qui permet la naissance d'une mobilisation. C'est la transformation de l'interprétation qu'ils font de la situation sociale dans laquelle ils se trouvent. L'environnement des «cafés des âges» dont il est question est multiforme. Il est à la fois celui d'un non-travail qui ne saurait être réduit au miroir du travail. Il est aussi celui d'une croissance considérable des niveaux de formation et plus généralement des niveaux et diversités des connaissances culturelles. Il est aussi constitué de la réalité économique qui fait qu'une part importante des retraités d'aujourd'hui, ayant cotisé à taux plein tout le long d'une carrière, ne sont pas les « pensionnés » miséreux du rapport LAROQUE de 1962. Le contexte économique et culturel plus favorable de la retraite ne saurait être tenu pour explication d'un mouvement social « Vieillir, c'est vivre ! ».

[130] Rapport du 10 mars 2007 pour le comité d'animation des « cafés des âges »
[131] Le Monde 07 12 05.

Nous voulons montrer que la mutation des variables engendre du changement social, mais qu'on ne peut en prédire le sens sans en comprendre les origines particulières. Les grèves de décembre 1995, la lutte contre le sida, les mouvements des sans-papiers, contre la double peine, des enseignants, des féministes, des paysans hostiles à la « mal bouffe » la « révolte des banlieues » de l'automne 2005, la « crise du CPE » de l'hiver 2006 ou « les tentes du Canal Saint Martin » de l'hiver 2007 constituent autant de contre-exemples à une idée selon laquelle les mouvements n'apparaîtraient qu'avec l'opulence économique et culturelle. Même si ces mobilisations ont montré que les mouvements sociaux sont devenus un mode d'action, susceptibles de peser sur le jeu politique institutionnel, sont-ils pour autant des mouvements sociétaux, de transformation sociale ?

D'autres développements de l'intervention gérontologique

Dans le même temps, remarquons d'autres manifestations du développement d'une préoccupation pour le vieillissement :

- les Etats Généraux de l'Animation en Gérontologie ont réuni en novembre 2003, prés de 700 professionnels de l'animation, responsables d'établissements ou personnels de santé préoccupés de vie sociale. Au-delà d'un caractère éphémère, renouvelés en 2006, sous la forme d'un Congrès National de l'Animation en Gérontologie, ils ont réuni, selon les organisateurs[132], 630 personnes les 7 et 8 novembre 2006 au Parc de la Villette. Des acteurs témoins du bouillonnement d'idées et d'initiatives nées dans la dynamique de la circulaire du 7 avril 1982 remarquaient que sur ce même thème de l'animation, 20 ans plus tôt, une telle mobilisation eut été inenvisageable. Elle n'aurait en tout cas pas réuni plus de 70 personnes, à une époque qui peinait encore à achever la transformation des « dortoirs » d'hospices en « lits » de maisons de retraite alors qu'un consensus appelait la reconnaissance, restée incantatoire, d'un droit au domicile, d'un droit au logement. Cette même période, pour autant, réunissait des centaines de participants aux Assises Nationales des Retraités et Personnes Agées au palais des congrès. Mais personne à l'époque n'a émis l'hypothèse de qualifier ce rassemblement, initié par les pouvoirs publics, de mouvement social. Pourtant, bien des acteurs se sont mobilisés depuis, contribuant eux aussi à changer le regard sur la société et à modifier le cours de l'histoire sur la place des personnes âgées,
- l'implication multivariée des retraités, dans un nombre croissant d'espaces de la vie sociale, allant de la vie associative à l'action politique municipale, de l'aide aux enfants pour la « garde » des petits enfants au soutien aux parents âgés [133],
- la mobilisation de 24.000 retraités CGT le 23 mars 1995, les grandes manifestations de 1996, des différentes Unions Confédérales de Retraités et d'associations non syndicales[134], vont au delà de la seule adhésion syndicale. Damien BUCCO observe un accroissement sensible du nombre de retraités syndiqués, véritable force montante, jusqu'à atteindre aujourd'hui entre le 1/5 et le 1/4 des effectifs des grandes confédérations françaises[135]. A partir d'une analyse du syndicalisme retraité

[132] www.affinitiz.com/space/www.gag

133 Martine SEGALEN et Claudine ATTIAS-DONFUT Grands-parents la famille à travers les générations, Odile Jacob,1998, 330 pages.

[134] VIRIOT DURANDAL Jean-Philippe, « Le pouvoir gris. Sociologie des groupes de pression de retraités », Collection le Lien Social, Presses Universitaires de France, 2003, 514 pages.

[135] BUCCO D., "Un nouvel acteur syndical : les retraités", Silverlife Institute - Centre d'expertise sur l'économie du vieillissement, novembre 2006.

CFTC/CFDT, Alexandre IELLATCHITCH[136] montre pourtant l'ambiguïté d'un syndicalisme contraint d'accompagner les mesures d'âges, donc d'exclusion des travailleurs désignés comme vieillissants,

- la diffusion croissante d'une revue récente, Doc'Animation, certes spécifique du domaine gérontologique mais ouvertement orientée sur la vie sociale, plus que l'animation au sens activiste du terme, illustre l'intérêt suscité par le vieillissement auprès des groupes professionnels. Cette revue créée en septembre 2003 comptait 1.700 abonnés en septembre 2004 puis 2.600 un an plus tard en 2005. [137]

Toutes ces transformations portent-elles le même sens ? Alors comment comprendre, dans ce contexte, les succès des « cafés des âges » ? Sommes-nous au début d'un mouvement social tel que le fut l'éducation populaire ? Sommes-nous aux prémisses d'un mouvement tel que l'AARP (Américan Association of Retired Persons) aux USA ? Qu'est ce que « Vieillir, c'est vivre ! » ?

Quel questionnement ?

Le questionnement qui nous anime pour décrypter le sens du succès quantitatif dont témoigne l'activité de « Vieillir, c'est vivre ! », est alors pluriel, mais centré sur le caractère sociétal, politique, citoyen (art2 des statuts de « Vieillir, c'est vivre ! »), d'un mouvement né de citoyens d'un genre particulier, largement engagés dans l'action politique. Nos interrogations en sous-tendent une autre, à laquelle nous laisserons au lecteur le soin de répondre, sur le sens sociétal de l'action politique immédiate et l'engagement citoyen.

De nombreux sociologues se sont intéressés aux « mouvements sociaux », avec des questionnements divers : qu'est-ce qui provoque l'apparition d'un mouvement social ? Qui s'engage, et pour quelles raisons ? Comment les mobilisations sont-elles organisées ? Comment se développent-elles ? Quels moyens de lutte adopter ? A quelles influences les mobilisations sont-elles soumises ? Quels sont leurs effets sur le monde social ? Pour notre part, il nous importe au préalable de qualifier ce mouvement qui se dénomme lui-même comme « citoyen » pour en comprendre le sens. Alors quelles explications multiples et quelles compréhensions du succès quantitatif de cet objet unifié : « café des âges » de « Vieillir, c'est vivre ! » ?

- Est-ce celui d'une association, du charisme d'un(e) leader, d'une ancienne secrétaire d'Etat, d'une communauté d'acteurs passionnés, de la capacité d'organisation d'un(e) acteur(e), d'un consultant expérimenté en gérontologie, d'un mouvement social plus profond, d'un plan de communication bien ficelé ? Malgré un rôle que nous pensons central, des médias, nous ne pensons pas, pour notre part, qu'il faille réduire l'ampleur du mouvement à la seule technique de communication dont il aurait bénéficié.
- Est ce encore le simple effet quasi-mécaniquement déterministe d'une transformation démographique qui placerait le vieillissement au cœur des préoccupations d'une partie grandissante de la population ? Ce déterminisme démographique pourrait être aussi mobilisé comme explication sans en vérifier le fondement d'une croissance, dans la population âgée du désir de « vivre ensemble », avec des générations plus jeunes.

---

[136] Alexandre IELLATCHITCH L'âge syndical. Représentation sociale et intégration du travailleur âgé dans le mouvement syndical. L'exemple de la C.F.T.C. – C.F.D.T. in REGUER D., Vieillissement et parcours de fins de carrières : Contraintes et stratégies, ERES, 238 pages (novembre 2006)

137 Correspondance avec Marie France BENOIS, secrétaire de rédaction de la revue Doc'Animation

- Est-ce la conséquence de politiques publiques de construction sociale d'une population ni active ni dépendante, placées entre un temps socialement affecté au travail et celui de la vieillesse ?
- Est-ce le résultat de l'arrivée à l'âge de la retraite d'une génération de « baby boomer ex-soixante-huitard », riches et en bonne santé, c'est-à-dire possédant, contrairement à leurs parents, des ressources financières autant que des ressources culturelles ?
- Est ce un indicateur de changement culturel dans le sens d'un délabrement du « lien social » intergénérationnel contre lequel des populations réagiraient ? Le développement des « cafés des âges » rend-il visibles et lisibles des formes nouvelles de domination, âgiste par exemple, ou des inégalités sociales et culturelles entre des individus ou des groupes. Cela fait maintenant plusieurs années que sont désignés comme nantis, les seniors, et maintenant la génération des baby-boomers[138]. Bien qu'ils constituent la catégorie d'âge qui a payé le plus lourd tribut aux politiques de chômage et de cessation d'activité, ils disposent de revenus, parfois supérieurs à ceux qu'ils avaient en fin de carrière et en moyenne à ceux des actifs à temps plein en milieu de carrière, précise Louis CHAUVEL[139]. Ce confort financier interdit une plainte qui pourtant se justifierait lorsqu'advient le besoin de recours à des services formels de soutien pour soi ou ses ascendants.
- Est-ce encore la manifestation d'une construction identitaire et symbolique d'une catégorie spécifique ? Est-ce une manifestation de transformation des acteurs sociaux, de leur identité et leurs représentations ?
- Est-ce le révélateur d'une difficulté d'adaptation d'une population vieillissante aux transformations de la société ou de la difficulté réciproque d'une société à faire place à **aux personnes qu'elle a construites comme âgées ?**
- Est-ce l'expression de nouvelles formes de citoyenneté portée au niveau politique pour intervenir sur les organisations collectives et les ordres politiques ?
- Est-ce la seule expression d'une volonté « d'agir à la base » comme d'autres acteurs, dans d'autres « mouvements sociaux », peuvent l'envisager ?

Au-delà de cet ensemble contextuel multivarié, existe-t-il aujourd'hui un conflit central, sociétal, après les grands mouvements sociaux des 18ème, 19ème et 20ème siècles, ou bien y a-t-il juxtaposition de revendications particulières en lutte d'influence les unes contre les autres pour leur affirmation identitaire, et, en fin de compte, pour leur pouvoir ? Après les mouvements sociaux sur les lieux de travail, « Vieillir, c'est vivre ! » est-il un nouveau mouvement social, comme le nucléaire ou les OGM, les mouvements des femmes ou « ni putes ni soumises », Act-up ou la mucoviscidose ?

Est-ce un groupe d'intérêt, un lobby ou un mouvement citoyen ? Existe-t-il un conflit nouveau au niveau sociétal qui fasse qu'on développerait un mouvement social ? Ou bien est-ce un objet particulier pour une lutte d'influence sur les préoccupations des acteurs concernés par le vieillissement contre d'autres préoccupations particulières ? S'agit-il de « changer le regard sur le vieillissement » par un appel incantatoire aux relations entre les générations ou s'agit-il de neutraliser la variable de l'âge dans la pensée profane autant que dans les politiques publiques et les systèmes organisationnels ? Est-ce seulement un réseau d'acteurs au sens d'A. COLONOMAS[140] : « mouvement faiblement institutionnalisé réunissant des individus et des groupes dans une association dont les termes sont variables et sujets à une

[138] GUIMIER L., CHARBONNEAU N. Génération 69, Michalon.
[139] CHAUVEL L. Le destin des générations. Structure sociale et cohorte en France, au 20ème siècle, PUF, 2002.
[140] COLONOMAS A., Sociologie des réseaux transnationaux, Paris : L'Harmattan, 1999.

réinterprétation en fonction des contraintes qui pèsent sur elle » ? ou au sens de P. MUSSO[141] « une structure d'interconnexion instable ».

Nous prenons comme hypothèse, qu'il conviendra de vérifier, que l'émergence de ce « mouvement du café des âges » trouve une part d'explication dans les caractéristiques propres des populations concernées et dans les représentations que ces populations ont d'elles-mêmes dans leur environnement social. Cette hypothèse induit alors le choix de méthodes de recueil de l'information, que nous développerons plus loin.

Le domaine du vieillissement est, de ce point de vue, particulièrement riche, tant celui-ci est confronté à diverses mutations démographiques, mais, surtout, sociales économiques et culturelles. Par ailleurs, les mutations que vivent les populations vieillissantes ne peuvent qu'être amenées à se poursuivre, sans que l'on puisse dire si les changements en œuvre se poursuivront, ni avec la même ampleur, ni dans le même sens. La diversité des indicateurs sur le plan économique ne peut que nous amener à penser que les ressources financières de la génération actuelle des quadras seront inférieures à celles de leurs parents actuellement. Il s'agit donc bien, dans la perspective qui est la nôtre, de saisir la dynamique des comportements, leurs transformations, les résistances au changement ou au contraire les contributions historiques au changement social.

En d'autres termes, « Vieillir, c'est vivre ! » est-il un mouvement social et de quel type ?

Méthode

Posture d'observation

L'intérêt théorique de notre réflexion est, sans nier le poids des déterminismes des comportements, d'entrevoir des espaces, aussi modestes soient-ils, d'autonomie des acteurs, pour être autre chose que ce qu'on leur demande d'être. Soucieux de compréhension de l'intérieur plus que de recherches de variables explicatives extérieures, c'est dans le statut clairement identifié de président de son conseil scientifique, que nous avons pris le parti de nous poser pour observer, comprendre les démarches, effets et enjeux de l'action. Cette position particulière, non seulement crée des occasions inattendues et imprévisibles de recueil d'informations factuelles, mais, de surcroît, permet d'accéder à la complexité des sens visés par les acteurs. Il serait bien mal aisé d'en saisir la complexité, dans une position, au demeurant inaccessible, extérieure à l'objet. Nous ne prétendons cependant nullement à une exhaustivité impénétrable de l'information, toujours recueillie dans l'incomplétude d'une position, toujours particulière et unique. Notre posture a ceci de commun avec la méthode d'intervention sociologique, qu'elle nous place en position de participer au changement et de nous permettre, comme acteur, d'entrevoir, si ce n'est un rôle « historique » de « Vieillir, c'est vivre ! », au moins une contribution à des changements sociétaux. Le prolongement de cette posture est de contribuer à une conscience de l'éventuel changement en œuvre.

Matériaux d'analyse

Outre notre présence dans diverses instances de l'association, nous disposons, pour tenter de qualifier « Vieillir, c'est vivre ! », des matériaux que sont les statuts de l'association et l'appel « Vieillir, c'est vivre : dites le ! ». Ceux-ci sont considérés comme reflétant le discours des

[141] MUSSO Pierre, Télécommunications et philosophie des réseaux, PUF, 1997.

fondateurs. Nous disposons en outre des comptes-rendus de « comités d'animation » (conseil d'administration), de façon exhaustive, ainsi que du « canevas d'évaluation » des « cafés des âges ». Ces critères d'évaluation définis ont constitué un matériau illustratif de l'intention de l'organisateur.

Enfin et surtout, les 17 comptes-rendus des « cafés des âges » auxquels nous avons eu accès ont fait l'objet d'une analyse détaillée, dans deux perspectives principales. L'analyse du discours intergénérationnel a fait l'objet d'une communication à la conférence de la famille[142] et l'analyse de l'émergence de « Vieillir, c'est vivre ! » comme mouvement social, ou partie prenante d'un mouvement social, constitue l'objet de notre réflexion présente. Enfin les comptes rendus des « cafés des âges » constituent un stock spécifique d'informations culturelles et symboliques, des narrations collectives qui façonnent les identités des acteurs. Elles facilitent ou, au contraire, limitent l'engagement et l'expression des acteurs dans une perspective politique immédiate ou sociétale.

« Vieillir, c'est vivre ! », un mouvement social ?

Il ne s'agit pas ici de reprendre les travaux menés déjà par de nombreux auteurs et présentés dans une récente réédition[143], ni de fournir une définition du mouvement social qui ne ferait que s'ajouter aux autres, mais de rappeler quelques définitions utiles à la caractérisation du « mouvement citoyen » « Vieillir, c'est vivre ! », pour en éclairer les enjeux. Pour vérifier en quoi un événement, l'engouement pour les « cafés des âges », est un mouvement social, nous allons explorer successivement quelques référents conceptuels relatifs à la notion de mouvement social et à son corrélat, le changement social.

Une définition usuelle

Dans une définition usuelle « d'action collective visant à un changement »[144], de nombreux mouvements sont qualifiés de mouvements sociaux. En histoire, c'est l'ensemble des événements au cours desquels certains groupes cherchent à modifier l'organisation de la société, pour une « meilleure » (de leur point de vue) répartition des richesses et du pouvoir politique. Ces définitions ne sauraient suffire à qualifier « Vieillir, c'est vivre ! » bien que les 4 termes de la définition se retrouvent dans l'article 2 des statuts de l'association, relatif à son objet. Sous la double signature, entre autres, de Paulette GUINCHARD, députée PS, et de Denis JACQUAT, député UMP, l'association dit avoir pour but « de créer un **mouvement** citoyen **visant**… à initier, soutenir et développer toute **action** visant à ouvrir **notre société** à tous les âges ». L'association ambitionne ainsi une visée sociétale de changement en en précisant le sens : « ouverture à tous les âges ». C'est dire, que dans cette définition courante, « d'action collective visant à un changement », « Vieillir, c'est vivre ! » peut être qualifié de mouvement social. Mais cette définition demeure bien imprécise. Elle peut qualifier des ensembles hétéroclites réunis pour des enjeux fort différents. On y trouve, tout à la fois, les manifestations de l'hiver 1995 ou diverses manifestations pour le maintien de l'emploi ou contre les privatisations (Société Nationale Corse Méditerranée, Régie de transport de Marseille, Alcatel ou AIRBUS), mais aussi, les manifestations de l'année 2006 contre le CPE,

[142] REGUER D. « les relations entre génération hors famille », audition par le groupe de travail " Favoriser les solidarité entre les générations au sein de notre société " en vue de la Conférence interministérielle de la Famille de l'été 2006, Ministère des affaires sociale, 8 mars 2006.

143 NEVEU Erick. Sociologie des mouvements sociaux Nouv. éd. Paris : La Découverte, (Repères ; N°207) réed mars 2005. 128 p.

[144] Petit Larousse

la mobilisation plus diffuse, moins organisée, pour l'interdiction du port du « voile islamique » par des jeunes lycéennes ou collégiennes, la manifestation du 24 janvier 1994 d'un million de Français pour défendre l'école laïque ou encore les mouvements des salariés d'Airbus ou Alcatel. Certains mouvements sont initiés par des organisations syndicales, ce qui ne signifie pas que tout mouvement syndical engendre un mouvement social. Peut-être l'échec de certaines grèves peut être lu comme une absence de mouvement social, soit des salariés, soit des usagers, ou de l'ensemble de la population, pour interroger le projet de société. D'autres manifestations correspondent plus à un mouvement d'opinions, relayé par des organisations syndicales, des associations de parents d'élèves ou des associations périphériques de l'école publique. Tous sont qualifiés de « mouvements sociaux » mais qu'ont-ils en commun avec « Vieillir, c'est vivre ! » ou d'autres mouvements citoyens telles que « Ni putes ni soumises » ou « SOS racisme » ou des associations de tous bords politiques qui se proclament « mouvement d'éducation populaire », où l'on retrouve pêle-mêle l'UFCV et les Francas, les Scouts de France et ATTAC. Ainsi, un mouvement social ne saurait être réduit à des dimensions exclusivement d'opposition, de revendication, voire violentes. Ainsi donc, la définition courante demeure un outil sommaire.

En rappelant, dans les lignes qui suivent, même très partiellement, l'éventail des problématiques envisageables, dans l'étude d'un mouvement social, nous ambitionnons de montrer la pluralité des dimensions à prendre en compte. Celles-ci, de surcroît, ne sauraient en être réduites à la seule discipline sociologique.

Des théories plurielles

La littérature sociologique et politique sur l'engagement citoyen, la participation, l'économie sociale et solidaire et les mouvements sociaux, s'est développée de manière exponentielle au cours des dix dernières années. Cette thématique fera l'objet d'un colloque international initié par REIACTIS et le GEPECS, en septembre prochain à la Sorbonne. Les mouvements sociaux, notion aux multiples usages, ne constituent pourtant pas une réalité nouvelle en **sciences sociales.** Charles Tilly[145] date l'usage de la terminologie « mouvement social » au début du 19ème siècle, en Angleterre et aux États-Unis. L'émergence du capitalisme et de son corollaire, un grand nombre de personnes unies dans un même statut de salariés, un même espace de production, un même parcours de vie de perte d'autonomie d'artisan ou de paysan face à un employeur unique, construit en adversaire, en serait l'origine. Les révoltes antérieures demeurées ponctuelles et isolées ne pouvaient constituer un mouvement social. Ce rappel historique assigne au concept de mouvement social le principe d'une identité commune et la désignation d'un adversaire. Nous verrons que le premier terme est repérable dans les «café des âges», mais que le deuxième est absent. Pour autant, « Vieillir, c'est vivre ! » apparaît comme porteur de changement sociétal, ce qui peut amener à envisager ce dernier porté par autre chose qu'un mouvement social, au sens strict, qui peut recouvrir la notion de « mouvement citoyen » selon la terminologie même de « Vieillir, c'est vivre ! ». En quelque sorte, un mouvement citoyen serait un mouvement social sans désignation d'un adversaire de classe, mais aussi porterait un projet citoyen et non un projet sociétal. Le projet citoyen serait moins ambitieux, plus au niveau d'une intervention immédiate, mais moins profonde et moins structurante, sur les politiques publiques.

Aussi, les sciences sociales ont développé en de nombreuses occasions, des théories sur les mouvements sociaux, par exemple, certaines recherches prennent pour objet l'engagement des

[145] TILLY C. *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe*, Aubier (Paris) - 1992

militants, la relation entre les mouvements populaires et les groupes politiques, la formation et l'institutionnalisation des mouvements sociaux. Ils s'attachent souvent, même implicitement, à voir leur portée en terme de transformation historique. Les cadres théoriques sont divers et plus encore les définitions. Les mouvements sociaux peuvent être analysés en terme de frustrations et de calculs rationnels, ils peuvent l'être en application des théories de la mobilisation des ressources où ils sont étudiés comme des organisations, ou encore, tels ce qui fut défini comme des « nouveaux mouvements sociaux », en les resituant dans le contexte des transformations de la société post-industrielle. Ce peut être aussi un ensemble de réseaux informels (des organisations et d'acteurs isolés) construit sur des valeurs partagées et de la solidarité et qui se mobilise au sujet d'enjeux conflictuels, en ayant recours à différentes formes de protestation.

Herbert G. BLUMER[146] considère que les acteurs d'un mouvement social agissent dans la perspective d'un **« nouvel ordre social », à partir de leurs interprétations des situations sociales** dans lesquelles ils se trouvent, situations elles-mêmes structurées par la société. Dans ce sens, un mouvement social serait l'action collective d'acteurs insérés dans une situation, mais construisant leurs actions en fonction des interprétations qu'ils en font face à des facteurs macrosociologiques. Ainsi, un mouvement social serait, d'une part, le fait d'acteurs insérés, donc non repliés dans une « mort sociale » et, d'autre part, se refusant à subir passivement les facteurs macrosociologiques structurants. Même si la terminologie de « nouvel ordre social » n'est pas employée dans les statuts de « Vieillir, c'est vivre ! », l'affirmation de « rapports entre générations » et d'ouverture de « notre société à tous les âges » contenu dans les statuts de l'association « Vieillir, c'est vivre ! », constitue des éléments d'un ordre social, qui réunissent les initiateurs. De surcroît, l'association « Vieillir, c'est vivre ! » semble réagir à des facteurs structurants des rapports sociaux tels qu'ils se les représentent. Ils peuvent constituer autant d'indicateurs de leur représentation « âgiste » d'un niveau macro-sociologique. Parmi ces facteurs, peuvent figurer des politiques de stigmatisation de travailleurs désignés comme « vieillissants » par l'entreprise. Ces politiques de désemploi sur le critère de l'âge sont soulignées déjà par Pierre NAVILLE au début des années 60 : « les employeurs montrent des réticences pratiques à embaucher, voire à prolonger les possibilités de travail d'un travailleur au-delà d'un certain âge, qui commence effectivement à partir de 50 ans »[147]. Ces politiques de désemploi des travailleurs sur le critère de l'âge ont d'autant plus facilement concouru à construire des représentations d'exclusion chez les intéressés qu'elles ont été accompagnées par les politiques publiques et les organisations syndicales. A la suite des travaux d'A.M. GUILLEMARD[148], nous l'avons montré dans de récents travaux[149] et l'actualité relative à Airbus, organisant des départs massifs en préretraite[150], ne fait que renforcer une interprétation de la situation sociale comme une relégation précoce sur le critère de l'âge. Une conception « âgiste » des rapports sociaux se trouve alors enracinée dans un ensemble culturel spécifique, auquel «Vieillir c'est vivre» attache la première importance. Est-ce à dire que les «cafés des âges» portent des embryons de changement d'univers culturel, qui feraient que « la guerre des générations n'aura pas lieu »[151]. Poser la question du vieillissement au travail ne peut être analysé indépendamment des politiques sociales, tellement sont intimement liées la question des âges et celle de la protection sociale. Alors les

[146] BLUMER, Herbert, « *social movement,* », dans MeCLUNG LEE, Alfred (sous la direction de), *New Outline of the Principles of Sociology*, New York, Banus and Noble, 1946, pp 199 à 220.
[147] NAVILLE P. « L'âge de le retraite », *Esprit*, N°817, N°spécial « vieillesse et vieillissement », mai 1963.
[148] GUILLEMARD A.M., *L'âge de l'emploi, les sociétés à l'épreuve du vieillissement*, Ed Colin 2003
[149] REGUER D., (Sous la direction), *Vieillissement et parcours de fins de carrières : Contraintes et stratégies*, ERES, 237 pages
[150] Le Monde, jeudi 1er mars 2007, p14.
[151] L'expression est de C. Baudelot et R. Establet

transformations en œuvre peuvent se situer à des niveaux et des échéances différentes, d'une part, ici et maintenant en agissant sur les politiques sociales et, d'autre part, en fonction d'univers culturel en devenir, en fonction des représentations sur un « nouvel ordre social » en perspective. L'analyse des «cafés des âges» nous permet de détecter des embryons de propositions concrètes, suggestions et préconisations, en terme de politique sociale, mais il serait spéculatif de les interpréter comme des remises en cause de l'ordre social. Il serait tout aussi abusif de les percevoir comme confortant l'univers culturel établi.

Rudolf HEBERLE étudiant les types et fonctions des mouvements sociaux en 1951[152], maintient la perspective de « changements fondamentaux dans l'ordre social et particulièrement dans le rapport de propriété et les relations de travail », ce dont il n'est pas question au sein de l'association « Vieillir, c'est vivre ! ». Si « Vieillir, c'est vivre ! » affirme une perspective de changement social, celui-ci demeure essentiellement relatif aux rapports d'âges, au regard que porte la société à son organisation, mais ne touche pas au changement fondamental que constituerait un rapport de propriété différent.

Plus récemment, McCARTHY et ZALD[153] définissent un mouvement social comme « un ensemble d'**opinions et de croyances** (…) pour changer des composantes de la **structure sociale** ». Ainsi, selon ces auteurs, il ne s'agit pas d'une lutte, mais d'opinions et croyances partagées. En revanche, la perspective de changement est présente au niveau des structures, c'est-à-dire bien au-delà de « notre regard sur la société et **son organisation »**.

Enfin, nous ne pouvions occulter une référence historique à MARX, chez qui le mouvement social est d'abord l'action du « mouvement ouvrier ». On ne sera donc pas surpris de retrouver dans certaines définitions, ultérieures, l'idée de rapports de classes, voire plus précisément de la classe ouvrière contre une classe opposée. C'est notamment le cas chez A. TOURAINE dans les années 70, repris sous la notion de « mouvement sociétal » dans les années 90. A. TOURAINE considère qu'« un mouvement social est un type très particulier de **lutte** (…) c'est l'action **conflictuelle collective** par laquelle **un** agent de **classe** s'oppose à **un agent de la classe opposée** pour le contrôle social des **orientations culturelles** de leur collectivité »[154]. La pérennisation d'une opposition entre salariés et actionnaires pourrait être la spécificité de mouvements sociaux sur la question du travail et de l'emploi comme l'induisait récemment Michel ROCARD au sujet de la suppression de 10 000 emplois chez Airbus : « ce sont, comme à peu près toujours, les salariés qui vont casquer… La crise est telle qu'il faut changer de direction... On apprend même que certains, sachant tout cela avant tout le monde, ont très profitablement vendu leurs actions ou leurs stock-options »[155].

Mais la rigueur de la définition conceptuelle d'A. TOURAINE n'a pas résisté à la puissance d'une définition usuelle. C'est ainsi que le terme de « mouvement social » a été utilisé pour bien d'autres usages que ceux que recouvre la définition du concept qui, avant tout, fait référence, moins à la visibilité parfois bruyante de telle ou telle manifestation de rue, qu'à la perspective de transformation sociale, d'action sur les orientations culturelles de la société des acteurs qui engagent le mouvement. Si on appelle mouvement social n'importe quelle action

---

[152] HEBERLE Rudolf. *social movement : an introduction to political Sociology*, New York: Appleton-Century, 1951 p6

153 Mc CARTHY, John D. et Mayer N. ZALD, Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory ", American Journal of Sociology, vol. 82, 1977, p. 1212-1241.

154 A. TOURAINE, F. DUBET, M. WIEVIORKA, Crise et conflit, lutte étudiante (1976), Paris, CORDES, 1977.

[155] Michel ROCARD, Libération, 2 mars 2007, p27

collective, autant employer cette notion, qui, au demeurant serait suffisamment large pour ne pouvoir constituer un outil pour la réflexion. Ainsi, devant l'ambiguïté de la notion de « mouvement social », Alain TOURAINE a eu recours à l'usage d'une nouvelle sémantique : Les « mouvements sociétaux (…) mettent en cause des **orientations générales de la société** »[156]. Ainsi, un mouvement social ne se mesure pas au nombre de décibels ou à la longueur d'une manifestation de rue, à la coloration des banderoles ou à la luminosité des fumigènes, au nombre de jours de grève ou même au fait de grève, mais à la perspective de transformation sociétale que se donnent les acteurs. Il ne se mesure pas plus au nombre de « cafés des âges ».

Le seul élément de définition sur lequel les sociologues se retrouvent, outre la dimension collective, demeure ainsi l'intervention, sous des vocables divers, sur l'orientation générale de la société, l'orientation culturelle, l'ordre social, éventuellement par le biais d'une intervention sur les politiques publiques. Plusieurs travaux en sociologie ont d'ailleurs porté sur cet aspect du « mouvement social » limité à l'impact des mouvements sociaux sur les politiques publiques [157]. Marco GIUGNI montre, dans ces travaux, que l'impact sur les politiques publiques résulte de la combinaison de trois facteurs, que nous avons pointés concernant « Vieillir, c'est vivre ! » :

- la proéminence de l'objet du mouvement social (le vieillissement, dans le cas de « Vieillir, c'est vivre ! »),
- l'existence d'opportunités politiques (notamment les alliances politiques, une certaine maturation de la réflexion sur le financement des services aux personnes dépendantes, renforcée par les effets de la canicule de l'été 2003 et, enfin, la cohabitation de politiques publiques allongeant les durées de cotisation avec le maintien des pratiques d'entreprise de gestion des âges par l'exclusion),
- la montée d'une opinion publique, elle aussi croissante après l'été 2003.

On précisera enfin que le changement dont il est question peut être une résistance à une modification de politique publique. Aussi, un « mouvement social » au sens courant de manifestation ponctuelle peut être un « anti-mouvement social »[158], dans le sens où il peut n'être que l'exacerbation ponctuelle d'un mouvement, sans perspective de changement, par exemple en raison d'absence de projet autre qu'une légitimation des initiateurs et de leurs organisations, les unes par rapport aux autres. En revanche, un changement de niveau sociétal serait susceptible de retirer la légitimité de ceux qui ont induit ce changement. Ainsi, un mouvement sociétal n'est pas simplement un comportement collectif, comme les émeutes que la France a connues en novembre 2005. Un mouvement social s'inscrit dans le temps. Il n'est pas éphémère. Ce n'est pas non plus la protestation de résistance à un changement, par exemple dans l'organisation du travail. Celle-ci peut révéler un mouvement social plus profond, voire l'entraîner. Elle ne le constitue pas.

Ainsi, les « cafés des âges » semblent se contenter d'interroger la perspective d'intervention sur l'ordre social, culturel historique, notamment par le biais d'une interrogation des politiques publiques. De ce point de vue, «Vieillir c'est vivre» est bien plus qu'un groupe d'intérêt conçu comme un instrument de pression d'un groupe contre un autre. Le fait que la grille d'analyse des « cafés des âges », rédigée par leur principal initiateur, comporte une

[156] TOURAINE A., Critique de la modernité, Fayard 1993
[157] GIUGNI M. « L'impact des mouvements écologistes, antinucléaires et pacifistes sur les politiques publiques: Le cas des Etats-Unis, de l'Italie et de la Suisse, 1975-1995 » *Revue Française de Sociologie*, Vol. 42, No. 4 (Oct. - Déc., 2001), pp. 641-668
[158] A. TOURAINE, pourrons nous vivre ensemble – égaux et différents ? Fayard 1997 p 145

rubrique « Quelles **préconisations** d'**actions** découlent de votre café des âges ? » indique au moins une volonté d'action concrète. On ne peut évidement interpréter cette rubrique comme un désir d'intervention sociétale. Mais la formulation « préconisation », empruntée au langage consensuel de l'expertise, indique une perspective concrète, réalisable, que ne sous-tendrait pas le terme « revendication » qui, dans certaines circonstances, malgré un discours incantatoire, ne se donne pas comme perspective une action sur la société. On soulignera que la perspective est d'agir sur l'organisation de la société et, plus précisément, dans la tradition des mouvements d'éducation populaire, sur le regard porté par la population sur l'âge.

Résultats de l'analyse des comptes rendus des « cafés des âges »

Nous avons pu constater tout d'abord, que les principaux thèmes communs au domaine gérontologique sont présents dans les cafés des âges. D'une part, cela signifie que les préoccupations des participants aux cafés des âges sont représentatives de celles du monde gérontologique. D'autre part, la diversité des thèmes abordés, en fonction du type de populations, de générations, des domaines d'interventions, des champs professionnels, donne aux cafés des âges un caractère fédérateur des principales préoccupations, parfois catégorielles, qui traversent le monde social dans le domaine du vieillissement.

Au-delà de la diversité des cafés des âges, par leurs participants, les lieux d'organisation, les porteurs de projet, quelques points communs se dégagent. En premier lieu, la plupart des cafés des âges ont exprimé le souhait de poursuivre ou une « envie de recommencer cet échange ». Le café des âges est ainsi, non seulement un lieu de réflexion, mais aussi un lieu d'action de proximité, de concrétisation des échanges entre générations. Dans certains cas, il peut s'agir de l'intérêt de poursuivre la discussion, ou du désir de « se revoir », par exemple dans des lieux différents du premier café des âges ou « dans les quartiers » Ceci correspond plus à une aspiration au « vivre ensemble » qu'indique l'appel « Vieillir, c'est vivre : dites-le ! » et plus généralement les actions « intergénérations ».

Les cafés des âges révèlent à la fois de nombreuses actions, de nombreux réseaux qui permettent de reproduire, parfois de généraliser certaines initiatives, ce qui est révélateur d'un vaste mouvement sociétal de prise de conscience de la place faite aux populations vieillissantes. De ce point de vue, l'Appel « Vieillir, c'est vivre : dites-le ! » constitue indéniablement un outil fédérateur de cette conscience. Il y a mouvement d'idées, y a-t-il mouvement sociétal ?

L'appel a joué aussi, bien souvent, un rôle d'échange d'informations entre acteurs, mais aussi il a été, surtout, un moment de (trans)formation des esprits, qui s'est accompagné de modifications dans la vision de l'autre, et pas uniquement entre les générations. Les cafés des âges ont pour effet, sans que l'intention en soit formulée initialement, une formation mutuelle des participants, au sens d'une transformation du regard sur l'autre et sur l'organisation de la société, une interrogation sur les valeurs, à l'image des mouvements d'éducation populaire. Ce rôle de formation peut être amplifié, organisé, cadré, institutionnalisé, par exemple en formant des « animateurs des cafés des âges ». Il ne s'agit pas uniquement des apprentissages pédagogiques, sur les manières de conduire une réunion, ou sur les techniques de diffusion de connaissances générales sur le vieillissement, mais d'une formation à la réflexion sur les valeurs que portent les cafés des âges et l'Appel « Vieillir, c'est vivre : dites-le ! ».

Une perspective de mouvement sociétal nécessiterait, à notre sens que l'appel se traduise en action collective, comportant à la fois des actions auprès de la population, telles que des actions de formation dans le sens ou l'entendent des mouvements d'éducation populaire, mais aussi des définitions stratégiques permettant aux populations d'envisager leur action par exemple par des préconisations utiles à la définitions de politiques publiques. C'est là encore l'ambition des mouvements d'éducation populaire, qui ne visent pas la mise en conformité d'agents soumis aux cadres sociaux d'une société, mais au contraire la mise en conformité de ces cadres sociaux sous l'intervention d'acteurs citoyens conscients de concourir à la production culturelle d'une société en mutation.

En conclusion, les différentes définitions des mouvements sociaux recouvrent quatre dimensions :

- l'identité des acteurs : les membres d'un mouvement social se sentent liés par de la solidarité ou un sentiment d'appartenance,
- le rapport au politique (revendicatif ou d'accompagnement),
- les formes d'organisation et d'intervention : une capacité à mobiliser, à réunir un certain nombre de personnes pour des évènements ponctuels, avec une certaine continuité entre les moments forts,
- les valeurs : les membres d'un mouvement social partagent un système de valeurs.

Ces définitions ont en commun :

- une dimension collective. Celle ci peut être construite sur le partage d'opinions, de croyances, de valeurs. Elle peut, ou non, unir une catégorie sociale, sur un critère d'âge, de genre, de classe,
- une perspective de changement. Celui-ci peut s'exprimer, au niveau, soit de la structure sociale soit de l'organisation sociale.

Cependant, les **différentes définitions divergent** sur la forme du mouvement, qui peut être d'action ou se limiter à la manifestation d'une opinion. De même, certaines formulations inscrivent le mouvement social dans une opposition à une situation passée ou présente, définissent des cibles, des adversaires et posent des revendications, alors que d'autres, au contraire, considèrent qu'un mouvement social vise une situation à venir **sans prendre une forme conflictuelle**, ni même d'opposition explicite à une situation présente. En d'autres termes, l'un s'oppose au politique considérant « qu'il n'y a pas de politique sociale sans un mouvement social capable de l'imposer »[159] alors que l'autre oriente son changement en entrant dans sa sphère d'influence, pour modifier le droit. On ajoutera au demeurant que de nombreux exemples montrent que ce sont les politiques sociales qui contribuent ou accompagnent le changement, notamment sur la question des recompositions des parcours de vie sur le critère de l'âge qui se trouvent implicitement dans le champ d'objet de « Vieillir, c'est vivre ! ». Aussi, si nous n'avons trouvé trace, dans les comptes rendus de « café des âges », d'une action explicitement revendicative et encore moins conflictuelle et d'opposition à un groupe social ou une « classe opposée », il n'en demeure pas moins que « Vieillir, c'est vivre ! » porte une visée. Certains « cafés des âges » ont ainsi suggéré des réglementations politiques, la mise à l'agenda politique des questions soulevées, même si cette dernière ne semble pas s'être traduite dans les campagnes électorales récentes.

[159] BOURDIEU, Pierre. - *Contre-feux 2 : pour un mouvement social européen*/ Pierre BOURDIEU. - Paris : Raisons d'agir éd., 2001. - 108 p

Dans la logique des mouvements sociaux apparus depuis la fin des années 70, « Vieillir, c'est vivre : dites-le ! » ne cherche pas à s'opposer à l'Etat ou à s'en emparer, mais plutôt à contribuer aux orientations générales de la société, via l'Etat, mais aussi en valorisant les échanges d'idées entre les participants aux « café des Âges ». Avec ou sans Etat, « Vieillir, c'est vivre ! » se préoccupe du politique, de la cité et paraît alors plus comme un mouvement d'échange citoyen. Il semble peu opportun de le qualifier de mouvement social, car il n'est pas dans son objet de définir un adversaire ni sur un critère de classe sociale ni, encore moins, sur un critère d'âge. Ce n'est pas un mouvement social au sens où l'entend L. MATHIEU[160], d'expression des griefs et des revendications d'une mobilisation contestataire. « Vieillir, c'est vivre ! » n'est pas une forme minimale d'organisation, capable de capter le potentiel contestataire d'un groupe et de le pérenniser.

De même, le projet qu'il porte se situe au niveau plus modeste d'une intervention immédiate et faiblement structurante, sur les politiques sociales, encore que certaines politiques sociales se soient avérées fortement structurantes, notamment sur l'organisation ternaire du cycle de vie sur le critère de l'âge.

Si un mouvement social se définit comme une lutte pour un changement de modèles sociaux qui transforme les rapports entre les individus au sein d'une société, en l'occurrence les rapports d'âge, visant des répercussions sur l'ensemble de la société, alors on peut qualifier « Vieillir, c'est vivre ! » de mouvement social. Ce qualificatif semble d'autant plus adapté que les acteurs des « cafés des âges » mettent l'accent sur les croyances, les idéologies et les représentations que les participants partagent. On soulignera qu'il s'agit de « café des âges » et non de « cafés gérontologiques ». Ceci révèle une contestation de l'enfermement d'une population définie sur le critère de l'âge, sur sa propre sphère, ce qui participe d'un mouvement plus général qui a vu, d'une part, un premier procès gagné contre une discrimination à l'embauche sur le critère de l'âge et, d'autre part, une tendance à amoindrir une référence à des critères d'âges pour l'octroi de prestations sociales.

Il est prématuré, d'aller plus avant dans la réflexion sur un objet aussi émergent. Toutefois, après avoir vérifié la présence de certains aspects d'un mouvement social dans une partie de l'intention des initiateurs des « cafés des âges », une deuxième étape s'imposera pour comprendre le type de mouvement qui se présente. Il serait alors utile d'esquisser une typologie des mouvements sociaux, en fonction des caractéristiques des acteurs qui les portent, dans la perspective de « typer » l'objet social « café des âges ». Alors, cette construction théorique nous permettrait d'affecter des types de mouvements sociaux à des caractéristiques d'acteurs, comme nous avons eu l'occasion de le faire au sujet des mouvements sociaux dans les métiers du transport des années 90[161]. La typologie construite par William GAMSON[162] mériterait aussi d'être explorée pour mesurer la portée des « cafés des âges » en fonction de la reconnaissance des acteurs et des résultats de l'action. Ces approches compléteraient celle que nous entendons continuer en poursuivant l'examen du nombre croissant des comptes rendus des « cafés des âges » qui nous donnent à voir les perceptions que les participants eux-mêmes ont de leur mouvement citoyen en construction.

---

[160] MATHIEU Lilian Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux, Paris : Textuel, 2004. 206 p. (Collection « La Discorde » ; 20)

[161] BARZMAN John, BROCARD Madeleine, DUDRUET César, FREMONT Antoine, REGUER Daniel, " Transports : mutations des techniques, emploi et cultures professionnelles", Les rapports du CIRTAI, 2001.

[162] GAMSON W., « Media and Social Movements », pp. 9468-72 in International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences, Neil J. Smelser and Paul B. Baltes (eds). Oxford, UK: Elsevier, 2001

Enfin une conclusion théorique et méthodologique, tendrait à nous amener à concevoir une terminologie des mouvements sociaux, qui distinguent, d'une part, les mouvements sociétaux des mouvements citoyens, comme nous l'évoquions au début du présent article. La principale distinction entre les deux serait moins la perspective historique dans laquelle ils s'inscrivent que la référence à un conflit de classes opposés, voire à la désignation d'un adversaire. Il ne s'agit pas pour nous de soumettre la réflexion et ses outils à un mouvement dominant qui tend à nier ou minimiser les divergences d'intérêts dans le processus de décision, entre le travail et le capital, surtout dans une société où celles-ci s'exacerbent. Il s'agit de disposer d'un outil d'analyse qui, à côté de ces conflits, rend intelligible d'autres changements historiques et durables. Ne penser le changement sociétal qu'en terme de classes sociales, risquerait d'occulter d'autres changements sociétaux, tout aussi historiques, profond dans les mentalités et durables. Il en va ainsi de la place, voire de la constitution de groupes sociaux, apparemment aussi naturels que l'âge ou le genre. Depuis presque trois siècles, depuis l'émergence des modes de production capitaliste, les oppositions de classes se sont perpétuées, voire accentuées avec la croissance du salariat, la concentration et l'extension à l'échelle mondiale de quelques sociétés de capitaux. Plus récemment, entre 1995 et 2005, les sommes versées aux actionnaires sont passées de 35% à 60% de l'excédent brut d'exploitation pour les sociétés non financières et de 78% à 113% pour les sociétés financières, représentant plus de la moitié (51%) des salaires nets en 2005 contre 27% en 1995[163]. Pour autant, dans cette période, de multiples transformations sociales et mutations sociétales se sont manifestées sans qu'elles puissent être réduites au seul conflit de classe. Ainsi, la notion de mouvement citoyen peut être adaptée à l'analyse du changement qui peut être tout aussi sociétal et historique, ce qui en parallèle n'empêche pas de penser un changement citoyen d'un genre particulier relatif à « l'action conflictuelle collective par laquelle un agent de classe s'oppose à un agent de la classe opposée », selon la définition d'Alain TOURAINE.

[163] Denis CLERC « mieux vaut être propriétaire et à temps plein que … » *Alternatives économiques N°254*, janvier 2007

Légitimité et difficulté d'un engagement associatif à la croisée de la santé et de la vieillesse : l'exemple de la maladie d'Alzheimer

Laëtitia NGATCHA RIBERT
GEPECS
Université Paris Descartes
ribertngatcha@hotmail.com

Résumé :

Notre communication se propose de questionner le processus au cours duquel la maladie d'Alzheimer a pu susciter des mobilisations associatives. Si cette affection a été déclarée « grande cause nationale 2007 » par le premier ministre le 21 septembre dernier, elle reste néanmoins un monde sibyllin redouté. Ainsi l'association France Alzheimer, regroupement de familles de malades, compte 13 000 adhérents alors que plus de 800 000 personnes seraient atteintes par cette affection. Sans doute le refus de « mal vieillir » et la peur de la maladie mentale sont-ils au fondement des difficultés de « constitution de cette cause ». Nous reviendrons sur la structuration de ce mouvement des familles de malades d'Alzheimer. Notre propos sera également d'interroger la notion de « légitimité » des familles à parler au nom de « leurs malades », tandis qu'il existe dans certains pays des associations de malades d'Alzheimer. Notre communication posera la question de la professionnalisation de tels groupes face à un phénomène qui provoque autant d'émotions. Nous avons constaté en France la difficulté d'une « montée en généralité » des discours face à l'Alzheimer qui se traduit notamment par de faibles ressources en termes de répertoire d'actions et une audience ambiguë auprès des pouvoirs publics à travers, semble-t-il, jusque là un rôle plus consultatif que décisionnel.

Loin du *no man's land* des années soixante-dix, la maladie d'Alzheimer est largement sortie du domaine médical où elle se cantonnait jusque là pour devenir un phénomène connu du grand public. Toutefois, malgré des évolutions positives au niveau des représentations sociales, les images et symboles de ce nouveau « fléau moderne » se sont emparés de l'imaginaire collectif. La maladie d'Alzheimer représente aujourd'hui la plus paroxystique des « dépendances » de la vieillesse, la « dépendance psychique ». Il existe depuis quelques années une dynamique d'ensemble des associations dans le domaine de la santé. En particulier, dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, les associations de lutte contre le sida et les associations autour de maladies génétiques transmissibles (myopathies, mucoviscidose) ont engendré un nouvel activisme. Elles ont notamment construit des savoirs collectifs rendant les malades de plus en plus aptes à interroger et à discuter les discours et les pratiques des professionnels. Elles entendent influer en particulier sur les orientations et sur les modalités même de la recherche. Plus largement, ces changements touchent les relations entre les usagers du système de santé et les institutions publiques et privées en charge de cette politique [CALLON, LASCOUMES, BARTHE, 2001]. Ces nouvelles associations, qui se sont constituées en dehors du monde médical, vont défendre l'*empowerment* des malades, dans un processus de « désenclavement » de la science et de la médecine [DODIER, 2003], qui désigne le travail qui consiste à construire la légitimité d'une institution sur sa capacité à placer son intérieur sous le regard des acteurs qui lui sont extérieurs. LASCOUMES [2002]

met bien en relief comment les citoyens, autrement dit les « *profanes* », commencent à prendre la parole et à inventer de nouveaux moyens pour faire entendre leurs positions, transformant ainsi progressivement le paternalisme qui avait traditionnellement cours dans le système français de santé[164].

> Objet singulier, les associations de santé présentent des caractéristiques qui les distinguent des mouvements sociaux communément analysés dans ce champ [CARRICABURU et MENORET, 2004]. Tout d'abord elles introduisent, dans un registre de protestation, le corps biologique d'une façon particulière puisqu'une des causes centrales de leur mobilisation est organique. Elles ont pour fonction de lier corps biologique et corps social en faisant se rencontrer les attentes d'une société et les espérances d'une personne malade. C'est lorsque science et médecine peinent à rendre compte de la maladie de manière compatible avec les expériences des malades, lorsqu'elles offrent des perspectives dans lesquelles les malades ne peuvent s'inclure ou se reconnaître qu'émerge le plus souvent une mobilisation collective. Les mouvements sociaux de santé sont censés également s'approprier les connaissances et les pratiques scientifiques et médicales existantes. Faire que science et médecine s'intéressent aussi à leur condition est une revendication de ces mouvements, qui se met en œuvre en s'investissant dans le processus de recherche. Enfin, la plupart du temps, cette dépendance particulière conduit les mouvements sociaux de santé à collaborer avec les experts dans la poursuite d'objectifs de nouveaux traitements, ou de prévention, ou bien encore de quête de financements pour de futures recherches. Leurs stratégies tendent souvent à obtenir une place à la table des scientifiques afin d'y associer leur expérience personnelle.

A la lumière de ce contexte, cette communication invite à montrer qu'en réunissant les familles de malades, des associations tentent de participer à la construction d'une identité collective autour de la maladie d'Alzheimer, ainsi qu'à la reconnaissance des familles comme partenaires actifs des médecins, des chercheurs et des pouvoirs publics. En ce sens, nous proposons d'interroger la place du monde associatif au sein d'une dynamique plus large que l'on peut qualifier de construction sociale de la maladie d'Alzheimer, à laquelle participent un nombre accru d'acteurs sociaux (acteurs politiques, administratifs, médiatiques, industriels pharmaceutiques, experts médicaux et scientifiques, associations de santé, etc.) Qu'est ce qui fait qu'un groupe parvient à mobiliser des ressources et une attention qui constituent la base d'une dynamique scientifique, économique et sociale tandis que d'autres n'accèdent que peu à une existence mobilisée ? En quoi les associations Alzheimer peuvent-elles contribuer à nous éclairer sur l'action collective ? Telles sont quelques unes des interrogations auxquelles nous tenterons de répondre. L'analyse s'attachera à montrer notamment l'inexistence d'associations de malades d'Alzheimer en stade initial, comme c'est la cas en Amérique ou en Europe du Nord. Il s'agira également d'identifier les répertoires d'action dont disposent ces associations, leurs liens avec leur environnement à travers leurs rapport aux médias. Nous

[164] Il n'est pas inutile de souligner que l'apparition du sida, au début des années quatre-vingt, est concomitante de la création de France Alzheimer (1985). La médiatisation dont le sida a été l'objet a pu retarder ou occulter l'émergence et la montée en tant que pathologie de la maladie d'Alzheimer. Le discours à l'égard des principaux autres « fléaux modernes », à savoir le sida et le cancer, est récurrent. Lors du congrès national de septembre 2004, le président de l'agence de publicité mettant en œuvre la campagne de sensibilisation le soulignait : « *Comme Coca Cola a des concurrents, vous avez des concurrents. (…) D'autres sont mieux armés symboliquement* » et de détailler les « atouts symboliques » du sida ou du cancer vis-à-vis de la maladie d'Alzheimer.

nous efforcerons enfin de saisir la place que les associations tiennent dans le processus décisionnel politique et leurs forces ou faiblesses actuelles.[165]

L'émergence d'un monde associatif autour de la maladie d'Alzheimer : un engagement difficile à mettre en œuvre

La maladie d'Alzheimer, dont la définition reste délicate[166], n'a donné lieu que très récemment, au milieu des années quatre-vingt, à une prise en charge associative. Jusqu'à présent, deux grandes associations, toutes les deux reconnues d'utilité publique, oeuvrent à deux fonctions bien différentes : les associations de familles de malades à savoir « France Alzheimer et maladies apparentées » (FA) devenue « l'Union nationale des associations France Alzheimer » d'une part et la « Fondation Médéric Alzheimer » d'autre part. La première, qui s'est vue fondée en 1985, a développé ses activités sur un triple champ d'intervention : l'information sur la maladie d'Alzheimer, l'action sociale en faveur des familles de malades et le soutien au monde médical. Elle lutte également au niveau symbolique pour la reconnaissance de la maladie d'Alzheimer comme maladie authentique ainsi que pour la considération à l'égard des familles et des malades. La seconde, qui se veut complémentaire de France Alzheimer, a été créée en 1999 à l'initiative du groupe assurantiel Médéric. Son action est exclusivement dédiée à l'aide aux aidants. Elle a pour vocation d'aider les initiatives collectives, sans faire d'aides individuelles. C'est pourquoi nous insisterons davantage sur les associations de familles. Nous nous attacherons à montrer que ces dernières entretiennent des rapports ambivalents au monde médical, qu'elles se fondent sur une légitimé basée sur le vécu de la souffrance, et nous évoquerons enfin l'inexistence d'associations de malades proprement dites.

Un rapport ambivalent au monde médical

La question de la juste **répartition du pouvoir entre malades/familles de malades et médecins** se pose pour toute association ayant trait à la santé. Une grande variété de formes de collaboration entre profanes et experts peut finalement être rapportées à trois types de caractéristiques : les associations sont alternativement auxiliaires, adversaires ou partenaires des médecins [CARRICABURU, MENORET, 2004]. Comme bon nombre d'associations fondées avant ou de manière concomitante à l'arrivée du sida, France Alzheimer tire sont origine d'une émanation directe des médecins spécialisés, à savoir les gériatres, et la plus médiatique d'entre elle, Françoise Forette[167], en partenariat avec un industriel René Gonon, dont l'épouse était malade (fondateur par ailleurs de France Parkinson). Il n'est pas rare en effet que s'établisse une communauté d'intérêts entre les malades et les médecins spécialisés

[165] Mon propos s'appuie sur une thèse en voie d'achèvement sur la construction sociale de la maladie d'Alzheimer. Les sources d'information sur lesquelles s'appuie cette contribution ont été recueillies selon trois modalités. La première fait appel à des entretiens semi-directifs réalisés de 2001 à 2003 auprès de dirigeants et de membres des associations ainsi que des acteurs extérieurs (médecins, chercheurs, membres d'administrations, hommes politiques, etc.) Ces sources orales ont été complétées par une série de documents publiés par France Alzheimer. Nous nous appuyons en particulier sur l'exploitation de son bulletin trimestriel *France Alzheimer Contact* de 1985 à 2005. La presse générale a également été dépouillée. Nous avons enfin pratiqué l'observation non-participante lors de groupes de parole de familles de malades, et assisté à différentes conférences ces dernières années.

[166] Non seulement l'étiologie de la maladie d'Alzheimer n'est toujours pas connue, mais la catégorie « Démences de type Alzheimer » est considérée par certains comme un vaste « fourre-tout ».

[167] Présidente de la Fondation Nationale de Gérontologie, gériatre à l'hôpital Broca.

sur le trouble en question. Ces derniers sont souvent à l'origine, directement ou indirectement, de la création de groupes de malades ou de familles, ayant pour objectif de les aider et de les renforcer dans leur quête de reconnaissance et de moyens.
L'analyse de LORIOL [2002] apporte sur ce phénomène un éclairage utile : l'auteur montre que dans le cas de pathologies reconnues par la profession médicale (hémophilie, sida, épilepsie…), les groupes de malades se montrent ouverts au dépassement d'une stricte vision biomédicale de la maladie. Ils constitueraient ainsi une sorte de « garde-fou » face au pouvoir médical. Mais quand une catégorie clinique soulève le scepticisme des médecins[168], la situation peut dès lors s'inverser. Les associations de malades du syndrome de fatigue chronique (SFC) ont ainsi été amenées à prendre la défense de la vision biomédicale de la maladie contre un corps médical qui optait majoritairement pour une approche psychocomportementale. La minorité des médecins qui accepte de reconnaître la maladie comme un trouble organique est à l'inverse fortement valorisée et entretient des relations privilégiées avec les associations de malades soucieuses de voir reconnu pour leurs membres un véritable rôle de malade organique. Parfois contre-pouvoir par rapport au discours médical, les groupes de malades ou de familles sont souvent des atouts importants dans les stratégies de certains médecins. D'autant que leur action a souvent pour effet d'entraîner ou de favoriser la médicalisation de nouveaux problèmes de santé ou de développer l'utilisation de nouveaux traitements. Ce processus peut faire partie de ce qu'on peut qualifier d'« entreprise de morale », par laquelle une nouvelle norme en matière de santé sera popularisée et peu à peu imposée, comme par exemple par le travail d'un groupe d'intérêt profane qui va se charger de l'entreprise de morale.
Ceci d'autant plus que la maladie d'Alzheimer est devenue une maladie « *qui attise les convoitises* », un créneau porteur qu'il est de bon ton d'afficher sur sa carte de visite ou son CV. Certains membres dénoncent en effet ceux qui feraient de la maladie d'Alzheimer un objet de carrière. L'affection peut également servir à relégitimer une discipline en bas de la hiérarchie médicale, comme la gériatrie, face à la neurologie ou à la psychiatrie, autres disciplines traditionnellement intéressées par ces questions. La littérature a bien montré qu'il peut ainsi exister des tensions[169] entre une orientation vers l'entraide des familles de malades et une orientation vers le soutien à la recherche [BONNET et al., 1998]. Cette dynamique renvoie à la question de la juste répartition du pouvoir entre médecins, familles de malades / malades et mécènes. Chaque association est en effet le fruit d'un équilibre négocié entre ces trois groupes qui la composent.

L'importance de la dimension identitaire de tout mouvement social

En premier lieu, il est frappant de constater que malgré l'importance des chiffres avancés - de 650 à 850 000 personnes seraient atteintes - la maladie d'Alzheimer a jusqu'à présent généré une relative modestie de l'audience associative. France Alzheimer compte seulement 12 000 adhérents et 40 000 donateurs[170], et ne dispose que d'une visibilité sociale et politique relative, nous y reviendrons. En second lieu, l'association a été épinglée par un rapport de la Cour des Comptes notamment pour sa gestion financière au cours de la période 2002-2003, pour l'attribution des bourses de recherche, etc. . Nous y reviendrons. Enfin la maladie d'Alzheimer a été déclarée grande cause nationale 2007, mais certains s'étonnaient

[168] Si aujourd'hui la maladie d'Alzheimer, de même que sa gravité et son importance, semble être reconnue par la plupart des médecins comme étant une « véritable maladie organique », ce n'était certainement pas le cas au milieu des années quatre-vingt, lors de la création de France Alzheimer.
[169] Tensions d'autant plus prégnantes avec la sortie de l'enquête de l'IGAS en mars 2003 selon laquelle l'association n'aurait affecté à ses missions sociales que la moitié de ses ressources collectées grâce aux dons.
[170] Source : Site Internet www.francealzheimer.org

qu'un collectif s'était créé à la mi-février 2007, mais que les actions de communication n'avaient toujours pas commencé à la mi-mars[171].

Se posent donc les questions de l'engagement et du degré d'implication en matière d'action collective, ainsi que de la capacité de recrutement d'associations telles que FA. La mobilisation d'une communauté n'est pas automatique et dépend aussi de sa structure propre, plus ou moins favorable à une défense collective des intérêts de ses membres[172]. On peut s'interroger à ce sujet avec Claudine HERZLICH [1995] sur « *les* ***difficultés de constitution d'une cause*** » dans ce domaine. Les investigations proposées, à titre d'hypothèse explicative par celle-ci concernaient : les caractéristiques de la maladie, celle des malades ; celle des professionnels ; l'absence d'avancée scientifique majeure ; des techniques thérapeutiques, jouant le rôle « d'objet frontière », obligeant à des accords entre médecins et malades. Dans le cas de la maladie d'Alzheimer, il est vrai que de nombreux progrès ont été accomplis, que ce soit au niveau des avancées de la recherche, des thérapeutiques proposées, que de la connaissance du public ou de la prise de conscience progressive des questions de prise en charge des personnes malades.

Les familles de malades, compte tenu des difficultés auxquelles elles ont a faire face, ne sont pas toujours disponibles pour assurer pleinement la gestion et l'animation des associations locales, qui fonctionnent sur le mode du bénévolat. Une des images véhiculées dans la maladie d'Alzheimer c'est que le malade n'est pas seul à souffrir : sa famille, ses proches sont autant atteints que lui. Il est vrai que cette pathologie très douloureuse menace la santé mentale de tout l'entourage. « *L'Alzheimer : une maladie de la personne qui devient vite une maladie de la famille* », c'est un "*calvaire collectif* ", un « *lourd fardeau* ». Le conjoint ou les enfants peuvent parfois être davantage considérés comme malades que le patient lui-même qui est supposé ne pas souffrir de son affection.
En général les familles très mobilisées dans leur vie quotidienne pour aider leurs proches, ne se sont que peu mobilisées jusque là autour d'une action collective revendicative. Comme le formule une gériatre de la région parisienne,

> « *Il ne suffit pas de créer une association de familles pour que les familles y adhèrent, loin de là, parce que adhérer à une association, c'est accepter la maladie, il faut reconnaître qu'il faut continuer à vivre, penser à autre chose, et surtout accepter la maladie*. »

Ce processus renvoie à la question de l'identité stigmatisante et peu valorisante de la maladie, jugée encore taboue [NGATCHA-RIBERT, 2004] : par exemple, on rencontre peu d'articles ayant trait à l'annonce de la mort d'une personnalité française dans le journal *Le Monde*[173], à la différence du nombre d'articles consacrés à des personnalités étrangères, particulièrement américaines, atteintes ou décédées de la maladie d'Alzheimer. En France, personne officiellement n'a la maladie d'Alzheimer, exceptée récemment Annie Girardot[174]. Ce déni collectif signifie aux yeux des malades qu'il est toujours impossible de nommer la maladie, considérée comme cachée et honteuse. Aucune personnalité emblématique de la

[171] « Grande cause= cause perdue ? », *Décideurs en Gérontologie*, mars-avril 2007.
[172] On fait ici référence à la question du *free-rider*, qui suppose que l'action collective en vue de l'obtention de biens collectifs ne va pas de soi quand bien même existent des acteurs sociaux qui y auraient intérêt. M. OLSON, *Logique de l'action collective*, 1978.
[173] On peut à titre d'illustration mettre en relief que 52 articles du journal *Le Monde*, sur un total de 339 entre 1987 et 2001, évoquaient les personnalités étrangères atteintes ou décédées de la maladie d'Alzheimer, en majorité des américains (plus précisément 7 entre 1987 et 1991, 10 entre 1992 et 1996 et 35 entre 1997 et 2001), tandis que seulement 11 évoquaient des personnalités françaises sur ce même sujet (respectivement 0, 4 et 7).
[174] Paris Match, 21 septembre 2006.

société civile ne s'est investit dans la maladie d'Alzheimer. La **dimension identitaire** prend ici une place singulière dans le travail de mobilisation des groupes qui doivent gérer des **images sociales très négatives**. L'impossibilité de se doter individuellement d'une identité sociale acceptable peut bloquer un mouvement social. On peut alors émettre l'hypothèse qu'une mobilisation de ces groupes passe par un moment identitaire initial où le militantisme ne se déploie pas tant « contre » un adversaire que comme travail du groupe sur lui-même, en une étape de valorisation identitaire [NEVEU, 2002]. Il peut arriver parfois que les malades refusent de construire un collectif, de crainte que celui-ci ne devienne un stigmate. On pense notamment aux noirs américains atteints de drépanocytose : la réticence des malades dans ce cas devant toute organisation collective résulte à la fois d'une histoire qui les stigmatise (dans laquelle se mêlent affrontements politiques, pratiques discriminatoires, ségrégation raciale et …recherche scientifique) et de la volonté délibérée d'échapper à cette stigmatisation, sans pour autant renier leurs différences [BONNET et al., 1998]. La capacité d'un groupe à se doter d'une identité forte et valorisante –fut-elle imaginée- constitue une ressource de première importance pour que ses membres intériorisent une vision de leur potentiel d'action, que le collectif s'affirme dans l'espace public.

> « *Ils fuient parce que c'est leur image qu'ils ne veulent pas voir, ils fuient leur possible image, difficile déjà d'obtenir la mobilisation des retraités. Les familles elles souffrent, c'est différent au sens qu'ils sont Alzheimer, mais ils souffrent de penser qu'ils pourraient l'être, alors il vaut mieux ne pas en parler*. » (Membre d'un comité de personnes âgées)

Il faut préciser que la maladie d'Alzheimer se situe à la croisée des domaines de la santé, mentale en particulier, et de la vieillesse dans la mesure où plus on est âgé, plus on a de risque d'être atteint par ce genre d'affection.
Ainsi, rappelons que la maladie d'Alzheimer est une démence au sens scientifique du terme. L'idée que le terme de « démence » (du latin *de-mens* : l'esprit se défait) est jugé péjoratif, choquant, et stigmatisant traverse beaucoup d'entretiens, ou de témoignages venant d'un public, généralement blessé, lors de conférences : Ce mot qui fait peur est considéré comme trop proche du concept de folie – de la folie éprouvée dans tout ce qu'elle peut avoir de négatif : désordre, décomposition de la pensée, erreur, illusion, non-raison et non-vérité nous dit FOUCAULT [1978]. Mais davantage encore, le dément est le personnage que l'on rencontre dans les journaux à la rubrique des faits divers, « l'aliéné », nourrissant les fantasmes et l'imaginaire du grand public: démence est ici d'emblée associée à violence. De plus, le terme même faisait partie du vieil article 64 du code civil français qui avance que toute personne en état de démence est jugée non responsable de l'acte qu'elle a commis, réaffirmant le lien avec la justice et la criminalité. Un responsable d'une association de familles à Paris exprime cette perspective :

> « Nous par diplomatie on évite de l'employer parce qu'il peut y avoir je pense une espèce de préjugé moyenâgeux qui dit que démence c'est le sorcier, c'est la sorcière, c'est le fou …On le voit dans les journaux, c'est souvent un type qui pète les plombs, qui prend sa carabine et qui tire sur une bande de jeunes qui font la foire à minuit devant chez lui, c'est le psychopathe. »

Les associations de familles de malades revendiquent la maladie d'Alzheimer comme maladie à part entière, et non pas comme accident de parcours de la vieillesse. Force est de constater que le statut même de « vraie maladie » peut contribuer à valoriser la pathologie de la démence qui, par son caractère irréversible et par l'absence de connaissance précise de son étiologie, la situait jusqu'alors en bas de la hiérarchie des diverses pathologies. « *Véritable*

entité, la maladie d'Alzheimer est une maladie du cerveau et non de l'esprit. » En ce sens, on peut avancer qu'Alzheimer a été organicisé, lui donnant des « lettres de noblesse » dans la mesure où il est sans cesse rappelé qu'il s'agit d'une affaire de neurologie, spécialité prestigieuse et reconnue de la médecine, et non d'une affaire de psychiatrie. Il n'est en effet question que de lésions du cerveau et de dégénérescence neuroprimaire, qui « *ressemble à la folie mais qui est d'origine organique*. », *« C'est une maladie purement neurologique.* » (responsable d'association de familles de malades) Les personnes se voient alors conférées le statut social de malade. Pour cette « maladie », le jugement médical a eu en conséquence une fonction de légitimation, de réhabilitation du soin et du malade, et ainsi que de dédramatisation. On est entrés à ce moment-là dans une sorte de généralisation d'Alzheimer : la maladie d'Alzheimer devient alors une « maladie comme les autres ». La mise au point du premier traitement, la tacrine, commercialisée en 1994, - bien que sans efficacité décisive - a constitué une véritable révolution en soi, et a marqué un tournant dans les esprits. Cette maladie est dès lors entrée dans la sphère la plus légitime de la médecine, changeant en conséquence le discours des médecins.

Dans l'affirmation que la maladie d'Alzheimer est une maladie authentique, se fait donc jour que ce n'est pas une maladie de vieux. Avec pour leitmotiv que des personnes jeunes, de moins de 65 ans, sont touchées, ces cas servant de support à la fois pour la recherche biomédicale, pharmacologique et clinique[175]. Elle permet également pour les acteurs regroupés en association de familles de mettre en exergue que la maladie d'Alzheimer n'est ni un processus de sénilité ni de gâtisme (« il perd la tête ») qui atteindrait la population âgée. Le sceau de la maladie éloigne Alzheimer du gâtisme, de la sénilité, en d'autres termes d'une sorte de processus naturel lié à l'âge : les familles peuvent alors se montrer sans doute plus actives, en tout les cas moins passives, loin de l'attitude qui consiste à penser « qu'on ne peut rien y faire » : le statut de malade permet aux personnes d'être intégrées dans le système de soins et d'être aidées.

Pourtant, une fois que les individus ont fait la démarche de rejoindre une association Alzheimer, ils sont généralement satisfaits. Ainsi, pour beaucoup de familles, et cela est vrai dans tous les mouvements d'entraide, les rencontres et les échanges ont une importance primordiale en ce qu'ils permettent d'affronter de façon la plus légère possible les problèmes posés. Entendre d'autres familles parler permet de relativiser la situation, de dédramatiser le vécu et de se rendre compte que d'autres ont vécu la même chose. Certaines structures d'accueil, dans ce même ordre d'idées, peuvent permettre une **resocialisation bienfaisante** pour ces personnes parfois en marge de leur propre familles, où la maladie demeure encore taboue. Les associations interviennent sur le registre de l'aide interpersonnelle, organisent la rencontre de leurs membres, leurs antennes avec des personnes à la recherche d'un certain nombre de réponses à leurs questions. Il s'agit en quelque sorte de lieux nouveaux d'élaboration d'une identité collective et de **support de réaffiliation sociale** des malades et de leurs familles. Rencontrer de l'humour lors des réunions de familles organisées par les associations de familles Alzheimer est d'ailleurs possible.

Le témoignage suivant nous en fournit un exemple :

> *« En fait y a beaucoup d'humour, on rigole, parce que les familles se lâchent et en fait la façon dont elles l'expriment elles prennent un tel recul, que la personne qui l'exprime fait pas forcément de l'humour volontaire, mais ça fait rire l'assistance*

[175] Ceci dit, en termes de descriptions statistiques, en France, on possède peu de connaissances sur cette population jeune, puisqu'on l'estime à marginale, voire très marginale avec des chiffres variant de 20 000 à 60 000 personnes affectées de moins de 60 ans.

et la personne qui raconte ne prend pas du tout mal que les autres rigolent et continue de raconter son histoire. C'est des situations tellement comiques. (…) C'est vrai que c'est risible, y a des situations qui sont risibles on pense pas toujours à rire, parce que c'est une maladie douloureuse quand même à plein d'égards, c'est difficile de dire aux gens riez, attention, … faut avoir le temps, les moyens donc parfois on rie bien, et c'est très dynamisant. » (responsable d'une association de familles de malades, Paris)

Une légitimité basée sur le vécu de la souffrance

La forme d'expertise - et de légitimité - prédominante sur laquelle s'appuient les membres de FA repose sur la **revendication de la proximité affective à la maladie**. Autrement dit, il s'agit d'une expertise fondée sur l'émotion, par les souffrances et les deuils subis. Certains n'hésitent toutefois pas à prendre du recul vis-à-vis de cette conception. La question de la légitimité basée sur l'expérience tend en effet à opposer différentes catégories d'acteurs :

« Chacun est légitime à parler de « son » Alzheimer dans « ma » maison de retraite, dans « mon » hôpital, dans « mon » truc, « nous » à France Alzheimer, « vous » les soignants, il faut que vous compreniez ce que l'on souffre nous, il faut que vous passiez par nous, par nous les familles, oui, oui mais non, oui mais non, il y a une espèce d'interdiction des familles d'aller vers la personne et puis aussi une espèce de drapage dans la dignité, mais qu'est ce que c'est cette manière d'opposer le domicile, l'institution, les soignants, les familles (…) ? il y a quelque chose qui ne va pas. » (responsable d'une fédération de services à domicile)

En ce sens on peut noter une inflexion à l'égard de la notion de légitimité, à travers l'évolution du profil des dirigeants de l'organisation. Huguette Dréra, ancienne assistante sociale à Nice, a été élue à la présidence de FA en juin 2001, sachant qu'elle n'avait pas été personnellement touchée par la maladie. « V*ous comprenez, au niveau national elle est quand même le porte-parole, bon elle n'a pas vécu ce que c'est que un an, deux ans, dix ans avec un malade d'Alzheimer mais elle sait ce que cela veut dire que quelqu'un qui ne peut pas aller tout seul faire ses courses pour manger le midi.* » (responsable d'une association, province)

Il convient de souligner que certains membres sont assez critiques vis à vis de cette philosophie selon laquelle il n'y a que les familles de malades qui puissent comprendre la maladie d'Alzheimer.

« Ce n'est pas pour ça que toutes les familles, enfin toutes les personnes qui ont connu la maladie d'Alzheimer sont forcément compétentes pour agir auprès des malades Alzheimer. Enfin je pense qu'à l'Union, à partir du moment où on l'a connue, on sait tout faire. Moi je suis assez critique par rapport à cette philosophie, je pense qu'effectivement il faut des familles, mais il faut aussi injecter du sang neuf, c'est-à-dire des gens qui n'ont pas été personnellement concernés par la maladie d'Alzheimer, (…) C'est comme si on disait que le chirurgien avant d'opérer devrait s'être fait opérer, (…) c'est ridicule. Donc c'est malheureux d'attendre qu'on ai été concerné par la maladie personnellement pour mettre le pied à l'étrier ; non je suis désolé, ce n'est pas facile de recevoir les familles, parfois il y a des problèmes de tous niveaux qui à mon avis peuvent avoir des résonances sur le bénévole, donc si on a mal dépassé tout ça, ça peut être difficile. On a des problèmes de bénévole, quelqu'un qui parfois a beaucoup

d'émotions, c'est normal… » (responsable d'association de familles de malades, Paris)

Cette question renvoie à la notion de professionnalisation. Nous allons y revenir. Mais en considérant plus attentivement les associations, il est possible de remarquer l'absence d'un acteur : les malades eux-mêmes.

L'inexistence d'associations de malades ou la confusion besoins des malades / besoins des familles.

Une certaine conscience apparaît au fil des années, qu'inévitablement, la prise en compte de la parole de la personne désorientée doit, elle aussi, devenir en France, une priorité à l'instar des pays d'Amérique du Nord et d'Europe du Nord. Un gériatre constatait qu'il y a encore trois ans[176], aucun malade n'était présent aux groupes de parole dans lesquels il intervenait. Depuis il a remarqué la présence de quelques uns qui tentent de prendre la parole malgré parfois l'interdiction des familles.

> *« Visiblement ces malades ont des messages à porter, écoutez cette femme quand même elle a fait preuve d'un cran étonnant ! [177] alors qu'elle était dans un lieu d'une quarantaine de personnes qui visiblement ne voulaient pas qu'elle prenne la parole, elle s'est imposée alors qu'elle avait un défaut de communication et qu'elle a réussit à faire passer un message pour lequel elle a eu une réponse : je dis chapeau ! donc il y a probablement des initiatives à prendre dans ce sens. » (…) Je pense que si demain si on donnait la parole de manière plus spontanée aux patients eux-mêmes probablement que ça changerait notre regard à nous professionnels de santé parce que l'écoute serait différente, parce qu'on aurait un regard nous aussi probablement différent, mais est ce que c'est possible, ça je ne sais pas. » (*médecin gériatre, région parisienne)

Face à une image sociale toujours misérabiliste, les personnes atteintes elles-mêmes, « les *premières concernées* », pourraient en effet éventuellement changer la perception du grand public. Avancer dans cette direction suppose toutefois que des malades éprouvent le besoin de se regrouper, fassent entendre des intérêts collectifs, pour infléchir telle ou telle décision ou puissent disposer d'un accès plus facile aux organisations déjà existantes. Cette possibilité de parole des malades doit d'abord se comprendre comme la conséquence sociale des progrès techniques réalisés dans le domaine biomédical, qui leur permet d'être diagnostiqués plus précocement et de vivre plus longtemps[178]. La participation des malades devient pourtant, dans les associations, parfois objet de débat lorsque le partage du pouvoir est en cause. BACH [1995] a mis en évidence, dans le domaine de la sclérose en plaques, que si les médecins se disent prêts à laisser celui-ci aux familles des patients, dont on valorise le rôle essentiel et la motivation irremplaçable, ils montrent plus de réticences à l'égard des malades

[176] Entretien réalisé en 2002.

[177] Lors d'un groupe de parole, une personne malade interrogeait ce médecin gériatre pour savoir quel était le nom du médicament parmi les quatre qu'il avait indiqué sur un tableau, qui n'était plus en vente, ceci malgré les personnes présentes qui lui demandaient de s'asseoir et de se taire. Le gériatre réussit à la comprendre et lui indiqua le médicament.

[178] La plupart des personnes atteintes vivent en effet de longues années, en ayant conscience de leurs déficits, et se sachant ou devinant être porteurs de la maladie, d'autant qu'il existe des traitements symptomatiques de la maladie. Le rythme de déclin varie très fortement d'un individu à un autre.

eux-mêmes : ce n'est pas le profane qui fait problème mais le malade en tant que tel . Ainsi certains médecins invoquent un comportement spécifique des patients pour rendre compte des difficultés de la vie associative, sans pour autant vouloir les écarter des postes de responsabilité. Mais d'autres s'appuient sur « *l'atteinte des fonctions cognitives désormais bien objectivées* » (par les tests psychologiques) et leur caractère organique, pour disqualifier l'ensemble des patients pour toute fonction d'importance dans une association, et attribuent à des troubles mentaux les affrontements qu'ils ont pu connaître au cours de la vie associative avec des patients agités.

Aux Etats-Unis, Diana MCGOWIN [1995] a écrit une chronique de sa lutte contre la maladie, le premier livre qui « dépeint la maladie d'Alzheimer de l'intérieur ». Elle constate à cet égard que la « *communauté médicale traîne les pieds pour reconnaître l'utilité du travail effectué par nos collectifs, que ce soit pour leurs membres ou pour les autres*. » Elle est l'organisatrice, avec l'aide de son mari qui l'y conduisait, d'un collectif d'entraide et de soutien destiné aux patients en stade initial de la maladie d'Alzheimer, à Orlando, en Floride, sous le patronage de *l'Alzheimer Association* américaine. Ces malades ont la volonté d'échanger leurs expériences, se confier, de « *régir leur destin* », de « *sortir du placard* » et également de changer la législation.

Claude COUTURIER [1999], malade elle-même en France, à moins de cinquante ans, a écrit un ouvrage, dans lequel elle exprime le souhait de rencontrer des personnes vivant les mêmes expériences qu'elle:

> « Mais c'est vrai que si je pouvais parler de ce que j'ai avec d'autres malades comme moi, ça me ferait certainement du bien, car personne ne peut comprendre mes préoccupations et mes incertitudes, sinon quelqu'un qui vit la même chose. Car personne ne peut se mettre à notre place : accepter de se savoir condamné à perdre petit à petit toutes ses facultés, les voir disparaître chaque jour comme des morceaux de notre vie. Alors que, pouvoir parler du comique de certaines situations en étant sûrs qu'on ne se moque pas de nous, bref, partager ce vécu, pourrait, je suis sûre, nous aider moralement. (…) C'est peut être utopique, mais c'est vrai que c'est une idée qui trotte derrière le peu de neurones qui me restent, depuis un petit moment déjà. »

D'autant que rien ne permet d'affirmer qu'il existe une identité de vue entre les aidants familiaux et les personnes souffrant de démence. L'analyse de la complexité des histoires familiales infirme cette hypothèse [ARGOUD, 2001]. ZARIFIAN [2001] évoque un point d'honneur à demeurer à l'extérieur des associations de malades dans le domaine de la santé mentale: « *Y entrer, faire de l'entrisme en somme, c'est les noyauter, les récupérer et, à terme, les faire taire*. (…) « *Les familles constituent un support considérable – certaines associations de familles sont d'ailleurs exemplaires- mais je crois que personne ne peut parler à la place d'un autre pas même des parents aimants …et il faut avoir été malade pour parler au nom des malades*. »

Claude Couturier le souligne elle-même :

> « Après des mois de réflexion désordonnée sur ma détérioration et le stoïcisme apparent de ma famille, j'arrivai à la conclusion suivante : eux et moi considérions la situation de deux points de vue complètement opposés, comme si nous regardions chacun à un bout différent d'une lorgnette. »

A cet égard nombre de nos interlocuteurs ont relevé que les aidants employaient des termes pour le moins ambigus, marquant de ce fait la confusion entre leurs besoins et les besoins des malades. Et à dire vrai, certains ne sont pas loin d'avancer que *« France Alzheimer, je pense est particulièrement responsable dans cette affaire. ».* On en voit un indice dans la singularité des vocabulaires utilisés. Au détour de textes, les expressions « *nos malades* », « *leurs malades* » (aux aidants) fleurissent, qui choquent un certain nombre de nos interlocuteurs. Il existe parfois chez certains le sentiment d'un accaparement des malades par les familles. Lors d'un colloque un homme a présenté sa femme en disant « *voilà mon Alzheimer* ».

> *« Nos » malades ! ! je pense que quand ils disent ça, ils ont tout dit, effectivement nos malades ! c'est toute la problématique de France Alzheimer, c'était deuxièmement nos malades, nous on sait comment s'en occuper alors faut pas venir nous expliquer comment il faut faire… »* (Médecin gériatre à Paris)

On nierait les malades, on les « *cannibaliserait* »… sous une certaine forme d'instrumentalisation, on les empêcherait parfois de s'exprimer. (Cf. la scène avec le gériatre.) Des malades appellent occasionnellement l'association à l'insu de leur famille, s'interrogeant sur la manière d'obtenir auprès des médecins la vérité du diagnostic, et comment ne pas être exclu de la consultation médicale qui les concerne. Les malades pourraient, à travers une certaine forme de prise d'autonomie ou de liberté, se déprendre des discours médicaux et familiaux et se démarquer de l'univers normatif qui les « parlent ». La Présidente de l'association alors en exercice, était revenue émue d'une conférence de l'ADI (*Alzheimer Disease Intenational*).

> *« Ce qu'on a eu d'extraordinaire c'est que pour la première fois dans un congrès, j'ai vu des malades qui prenaient la parole et qui s'adressaient à la salle. (…) J'étais complètement bouleversée d'avoir entendu ce que j'ai entendu. Laissez-nous nos chances encore jusqu'au bout. Ne commencez pas à nous dire parce que nous avons la maladie d'Alzheimer que nous sommes incapables de participer à une charte pour les malades, à des lois pour les malades. On a le droit de s'exprimer. On est encore bien, pendant des années, le temps que ça va durer et pendant que ça va durer, on vous demande de nous respecter et de nous faire participer à tout… Je n'avais jamais vu des malades s'exprimer. »* (ancienne présidente de l'Union Nationale des associations FA)

On peut donner en exemple une pétition de malades d'Alzheimer québécois[179].

---

[179] Voici des extraits de la pétition : « Messieurs, Nous sommes une soixantaine de personnes, atteintes de la maladie d'Alzheimer et autres atteintes connexes, qui nous réunissons, de manière hebdomadaire à La Société Alzheimer de Québec, afin de partager notre vécu, de recevoir de l'information, de développer des stratégies d'adaptation, d'apprécier le lien qui nous unit et de nous soutenir à travers cette épreuve. […] Nous savons que nous sommes atteints de la maladie d'Alzheimer, de Pick, vasculaire, mixte ou à corps de Lewy, que nos facultés cognitives se nuancent de lacunes, que nos capacités fonctionnelles sont amoindries, que notre comportement est parfois teinté de changements et, enfin, que notre quotidien tout comme nos relations ne sont plus les mêmes qu'auparavant. Nous savons aussi que la maladie va progresser tout comme l'importance des symptômes déjà mentionnés. Mais, nous avons encore des ressources, des capacités, des possibilités, de l'espoir et des projets. Nous nous considérons comme des êtres humains à part entière et nous réclamons notre droit à la dignité et au respect. Nous sommes incapables de modifier la perception de la population mais, en revanche, nous pouvons nous prononcer au sujet de certaines pratiques. C'est pourquoi nous voulons attirer votre attention sur l'utilisation des mots "démence", "dément" et "démentiel" par les professionnels de la santé dans leurs interactions avec nous et nos proches. Nous avons la conviction que nous sommes des personnes atteintes d'une maladie qui a comme dénomination le ou les mots "Alzheimer", "de Pick", "vasculaire", "mixte" ou "à corps de Lewy" et non pas

En ce sens, on peu avancer qu'Internet pourrait éventuellement jouer son rôle de communauté virtuelle, en faisant se rencontrer les expériences humaines des malades d'Alzheimer et sensibiliser le grand public à ces dernières[180]. La santé y représenterait aujourd'hui le secteur le plus actif à la fois du point de vue de la production, mesurée par le nombre de sites ou de forums de discussion que de la consultation.
Les regards se tournent alors du coté du répertoire d'action des associations ainsi que du coté des médias, dont le poids sur la production des représentations collectives n'échappe à personne.

Le répertoire d'action collective et les médias

Le répertoire d'action[181] désigne les modalités d'action que des individus ou des groupes d'individus ont à leur disposition, c'est-à-dire les « moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés » . Tout groupe est confronté à une palette préexistante de formes protestataires plus ou moins codifiées, inégalement accessibles selon l'identité des groupes mobilisés. La manifestation, la réunion publique, la grève, le boycott… sont des formes routinisées d'expression d'une cause, d'une revendication. A travers la palette d'actions protestataires, les mouvements sociaux sont aussi les producteurs d'une arène spécifique : l'arène des conflits sociaux [NEVEU, 2002]. L'un des traits singuliers de cette arène est de fonctionner comme un espace d'appel. Où celui-ci vaut littéralement comme cri et expression d'une demande d'une réponse à un problème dans un espace public à la fois *physique* et *symbolique*. OFFERLE [1994] a pu proposer une lecture des répertoires contemporains, autour d'une trilogie des registres de la mobilisation du nombre, du recours au scandale et des discours d'expertise[182]. Les associations Alzheimer bien entendu développent ces différents aspects. Mais contrairement aux mouvements de lutte contre le sida, dont les journées sont ponctuées d'actions symboliques fortement théâtralisées[183], l'association n'a guère fait jusqu'à présent entendre parler d'elle à travers des actions marquantes. En France, les associations Alzheimer ne seraient pas assez combatives selon nos interlocuteurs, moins pugnaces, à la fois vis-à-vis d'autres pathologies et comparativement à ce qui se passe à l'étranger :

"démence", "dément" et "démentiel". Nous souhaitons donc que ces derniers termes soient remplacés systématiquement par les dénominations susmentionnées : termes qui, d'ailleurs, font preuve de plus d'exactitude et de respect. De cette manière, nous cesserons d'être des "catégories", nous éviterons l'effet réducteur que peut susciter le mot démence, nous pourrons préserver notre identité, notre intégrité, notre dignité et l'estime de nous-mêmes tout en demeurant des personnes à part entière aux yeux de tous ceux que nous côtoyons. »

[180] Nous renvoyons par exemple au site www.survivre-alzheimer.com créé par des malades d'Alzheimer.
[181] Notion élaborée par Tilly, 1986.

[182] Pour NEVEU [2002], il n'est pas absurde de s'interroger sur l'émergence d'une troisième génération de répertoires, avec quatre pistes : l'apparition d'une dimension internationale des mobilisations, la montée des logiques d'expertise, la dimension symbolique à travers la systématisation d'un travail volontaire de mise en scène, de construction d'images autour des groupes et des causes, et enfin la réticence à toute forme de délégation du pouvoir.

[183]Des actions publiques sont menées, comme les *zaps* (actions éclairs, interventions ciblées, bruyantes et très visuelles, régis par le principe dit de « désobéissance civile », se traduisant dans les faits par des occupations de locaux, des entraves à la circulation publique, des interruptions de discours…), le *picketting* (manifestations regroupant régulièrement quelques dizaines de militants portant tee-shirts et pancartes de circonstances et consistant à tourner en rond en scandant des slogans), les manifestations de rue ou bien encore le *die-in* (qui consiste à s'allonger au sol et à rester immobile et muet quelques instants afin de figurer les ravages de l'épidémie).

«Je pense qu'il faut qu'ils aillent gueuler, dire nous on paye 15000 francs pour nos parents, vous avez vu ce qu'ils ont à manger dans leurs assiettes, leur conditions de vie au quotidien ? Je pense que globalement, que ce soient les patients, les retraités, les familles, les personnes âgées ne sont pas assez virulentes, agressives. Vous supprimez un traitement pour le sida, dans la seconde vous avez 10 000 personnes dans les rues de Paris, vous supprimez la tacrine, ça ne fait ni chaud ni froid, voilà ! » (médecin gériatre à Paris)

Le parallèle entre la France et l'Amérique du Nord ou l'Europe du Nord est à cet égard instructif.

« Dans la lenteur de l'émergence à la conscience collective de ce problème, il y a aussi ça, c'est que Act Up ils ont fait ce qu'il faut pour que le sida émerge à la conscience collective de ce pays, bon ils ont mis le paquet et ils y sont arrivés. Moi de temps en temps j'avais envie de dire à France Alzheimer, prenez de la peinture rouge et puis allez y ! (…) *Oui il n'y a pas d'activisme, même d'ailleurs je crois qu'aux Etats-Unis les associations Alzheimer sont plus costauds, sans mettre de la peinture rouge partout, et défiler avec des slogans particulièrement violents, ils sont plus battants...* » (ancien responsable à l'administration de la Santé)

« Je rentre juste de voyage en Suède, mais en Suède, les associations de familles que j'ai rencontré étaient de vieux baba-cool qui étaient prêts quasiment à monter sur les barricades. » (médecin gériatre à Paris)

Les associations suivent fréquemment l'exemple anglo-saxon dont le poids est une constante dans la constitution du champ associatif français. L'association canadienne naît en 1977 et l'américaine en 1980. Le cas de Rita Hayworth, célèbre vedette du cinéma des années quarante est, en partie, à l'origine de la Fondation ADRDA (*Alzheimer Disease and Related Disorders Association*) grâce à l'action de sa fille, la princesse Yasmina Khan, qui contribue en 1985 à la création de l'Association *Alzheimer Disease international* (ADI). La référence au modèle américain des associations de patients ou de familles, puissantes et organisées, est récurrente. Il s'agit de véritables entreprises professionnalisées établissant des relations contractuelles avec la communauté biomédicale pour mettre en oeuvre leurs propres objectifs scientifiques, sanitaires et sociaux, et s'en donnant les moyens par une politique active de communication et de pression. Ce sont par exemple les associations de familles de malades qui mobilisent en 1986 le congrès américain pour obtenir la mise sur le marché de la tacrine, lequel, à son tour, mobilise le *National Institute of Aging* (NIA) puis la *Food and Drugs Administration* (FDA). « Il semble que là bas vraiment les *Alzheimer association* fassent vraiment partie du tissu social et politique. » (chercheur Inserm, Paris). VIRIOT-DURANDAL [2003] a bien montré la logique de professionnalisation des associations – des lobbies- qui prévaut aux Etats-Unis et notamment pour l'une des plus puissantes d'entre elles : l'AARP, l'association des retraités américains qui intervient dans l'édification des politiques de la vieillesse. A l'inverse, les associations locales fonctionnent en France sur la base du bénévolat qui constitue *« à la fois sa richesse, sa spécificité face aux professionnels, mais aussi sa faiblesse !* » (responsable d'association, région parisienne)

Une réorientation a toutefois eu lieu récemment vers une professionnalisation : l'association signalait par la voix de sa nouvelle présidente Arlette Meyrieux la création de postes de salariés dans les associations, la mise en place d'un Plan Comptable général et la formation des trésoriers des associations, le recrutement d'un responsable chargé des relations avec le réseau des associations locales, …

Une des explications avancées au manque de pugnacité des associations Alzheimer réside dans le fait que « *comme on a affaire à des gens âgés, même les gens valides âgés c'est des gens âgés et que c'est un monde moins battant, moins bagarreur que les membres associatifs des autres maladies*. » Les acteurs eux-mêmes des associations de familles n'imaginent pas concevables des modes d'action plus inhabituels (Je précise qu'en Amérique du Nord s'organisent fréquemment des « *memory Walks* », marches de la mémoire, destinées à recueillir des fonds :

> « *On a tous eu un malade, moi y compris j'ai eu une mère jeune, alors statistiquement les malades ont plus de 75 ans, vous voyez les familles moralement, éthiquement mobiliser des familles avec leurs malades Alzheimer au bras pour aller se mettre assis devant le ministère de la santé. Malades perturbés, dans une situation…, vous les voyez dans une manif ? Vous n'y pensez pas, éthiquement ce n'est pas concevable* ! » (responsable d'association de familles, région parisienne)

En ce sens on peut émettre l'hypothèse que le **changement de la structure des rapports de force entre conjoints de malades (très âgés) et enfants de malades (dans la force de l'âge)** au sein des mouvements associatifs pourrait modifier le répertoire d'action. Ces considérations ne doivent pas laisser penser qu'aucune action n'est menée en particulier en direction des médias : On mentionnera notamment comme action sortant de la routine, le « lâcher de ballon », le 22 juin 2004, sur le Parvis des Droits de l'Homme, Place du Trocadéro, à Paris, pour figurer l'envolée du nombre de cas de maladie d'Alzheimer. Une vente aux enchères a également été confiée à Christies, de manuscrits d'écrivains et d'artistes sur le thème « Ecrire contre l'oubli », en septembre 2004.

Le rapport que les acteurs du champ de la lutte contre la maladie d'Alzheimer entretiennent avec les médias et l'opinion publique nécessite une attention particulière. En effet, la maladie d'Alzheimer suscite aujourd'hui une forte production journalistique. Les médias contribuent en effet à modifier les conditions de construction et de mise en scène dans l'espace public des groupes et des revendications. Pour les associations, la reconnaissance est sans cesse à conquérir et à alimenter par des débats, des controverses, elles sont contraintes de se positionner dans un espace public fortement structuré par les médias. La construction de l'événementiel selon les critères médiatiques se fait construction de la réalité sociale. C'est le milieu de la communication qui décide de ce qui accède ou non à l'espace public[184]. La maladie d'Alzheimer est ainsi une affection jugée moins représentée au niveau des médias que d'autres grands fléaux, dans la mesure où il a été difficile par exemple pour France Alzheimer de trouver un parrain[185]:

> *« L'ARC ils existent depuis longtemps. Qui n'a pas eu un cancer même dans les membres de la télévision on va dire. Le sida c'était le monde des acteurs et des gens qui étaient vus et connus donc c'était beaucoup plus facile, le Téléthon ça a été une série de gens et puis les enfants ça touche, la personne âgée ça ne touche pas des masses, qui plus est Alzheimer (…). » (*responsable d'association de familles de malades*)*

Sans doute existe t-il donc une difficulté pour les acteurs du monde social d'Alzheimer à avoir accès aux médias : notamment parce que la vieillesse, « *ce n'est pas gai* », « *ce n'est pas beau* ». Il n'y a qu'à entendre les mots de compassion et d'encouragement mêlés de pitié

[184] La Journée Mondiale, chaque 21 septembre, est sans doute l'une des rares occasions où la maladie et l'association font entendre parler d'elles, le point d'orgue de leur visibilité. Il n'est qu'à voir le degré de densité des articles de journaux se rapportant à Alzheimer chaque année à la mi-septembre.
[185] Ce sera Michel Leeb.

quand j'explique travailler sur la maladie d'Alzheimer « *Ce n'est pas très rigolo comme sujet, ce n'est pas gai ! etc.* ». D'autant que la maladie d'Alzheimer représente la figure archétypique de la mauvaise vieillesse. La médicalisation de la vieillesse s'est imposée notamment grâce au relais indispensable que constitue les associations de familles de malades, qui ont sans doute servi de support à la diffusion de ce modèle. L'approche organiciste conduit à faire peu à peu du « malade d'Alzheimer » l'archétype du vieillard d'aujourd'hui[186]. On a pu parler d'une véritable « démentification de la gérontologie » ou bien encore d'une Alzheimérisation de la vieillesse. En outre, en France, on note un lien particulièrement ténu avec la notion floue de *dépendance* : la maladie d'Alzheimer est perçue comme la partie la plus paroxystique de la dépendance (la dépendance psychique) « *Ça représente pour moi la vieillesse dont personne ne veut.* » (gériatre, Province) Les articles de presse traitant de la maladie relèvent dès lors d'un répertoire plutôt limité : répétition des problèmes que l'affection entraîne, ce qu'elle coûte. Les témoignages jugés redondants font état des innombrables, difficiles et coûteux problèmes engendrés par la dépendance dont la maladie d'Alzheimer est responsable. La sensibilisation du public passe certainement par une meilleure connaissance du vécu des malades. En ce sens, l'émission Ça se discute d'octobre 2001 a certainement eu un impact majeur :

> *« Globalement si vous voulez c'est on va vous dire que c'est l'horreur, que c'est des légumes que c'est …pourquoi ? Parce que la télévision souvent en est fautive et heureusement il y a eu l'émission de Jean-Luc Delarue l'autre jour qui nous a montré des malades qui nous disent j'ai la maladie d'Alzheimer. Mais jusque là on ne nous montrait que des gens en train de mourir. »* (Responsable d'une association de familles en province).

En 1995, lors de la Marche du Siècle, aucun malade n'avait été invité sur le plateau de l'émission. Inviter des malades en 2001 fut sujet à controverse, et a pu choquer certains téléspectateurs : « *Je trouve navrante son attitude [à Jean-Luc Delarue] face aux personnes atteintes de la maladie et je trouve encore plus navrant, et j'irais même jusqu'à dire révoltant, le fait qu'il fasse témoigner ces personnes.* » écrit une lectrice au journal *Le Monde*.[187]

L'association France Alzheimer a lancé en septembre 2004 une campagne nationale de sensibilisation[188], à la fois à la télévision et dans la presse, dans le cadre d'un « appel à tous les français » afin que ces derniers prennent conscience de l'ampleur de la maladie. Certains ont jugé, en réaction « à chaud » aux spots diffusés lors du congrès, que cette campagne, une fois de plus contribuait à donner une image morbide des personnes atteintes. A l'image du Sidaction qui s'était tenu pour la première fois le 07 avril 1994, diffusé sur l'ensemble des chaînes de télévision françaises, ou du Téléthon, l'association aspire à voir diffusée une émission de grande audience. La reconnaissance ne peut en conséquence s'exprimer qu'à travers un jeu d'influence triangulaire entre elles, les pouvoirs publics et l'opinion publique, d'où l'importance de leur action sur les médias. Mais cette nécessité fragilise leur position, car l'opinion publique est mouvante et les médias ont une attention aussi volatile qu'inconstante. Dans le cours de l'action, les associations se veulent un partenaire des pouvoirs publics.

---

[186] Pour une analyse du monde social de la grande vieillesse, on se rapportera au chapitre de G. GOMA dans cet ouvrage.

[187] *Le Monde*, « Haro sur Delarue », 28 octobre 2001.

[188] Mise en œuvre par l'agence Saatchi & Saatchi, dévoilée lors du troisième congrès national le 14 septembre 2004.

La place des acteurs associatifs dans le processus politique : la lente émergence d'une inscription institutionnelle

> Faire apparaître un problème de santé publique comme un enjeu collectif nécessitant une intervention publique, constitue un travail à la fois scientifique, culturel et politique [LORIOL , 2002]. L'on sait qu'aucun mouvement social ne peut émerger s'il ne bénéficie pas d'un minimum d'opportunités politiques. Les contextes dans lesquels s'inscrivent les associations ont une influence déterminante sur leurs chances de réussite, d'où la nécessité, d'analyser les groupes en relation avec leur environnement. En effet, l'action collective affecte directement l'organisation et les opportunités des acteurs et, dans une perspective de temps moyen, contribue à une modification structurelle des conditions de mobilisation ultérieures. NEVEU [2002] a mis en évidence que le complément le plus efficace au processus de mobilisation reste de s'introduire durablement dans les négociations avec les autorités administratives et gouvernementales, de pénétrer dans le cercle des agents considérés comme habilités à diriger un type de dossier, que Gusfield nomme les « propriétaires des problèmes publics »[189].

Un rapport incertain entre local et national : l'instauration en 1999 d'une Union nationale des familles

Le passage à une fédération signe sans doute la prise d'importance des enjeux de la décentralisation dans ce domaine et en particulier, des niveaux local et régional : la santé publique engage en effet de plus en plus fortement le local, et en particulier le niveau municipal [MARTIN, HASSENTEUFEL, 1998]. Dès lors se pose la question de l'hétérogénéité des interlocuteurs administratifs des familles qui sont composés notamment des CPAM, CRAM, des Conseils généraux, ou bien des municipalités, par exemple lors de mise en place de CLIC[190]. L'une des spécificités de l'association résidait avant 1999 dans son mode d'organisation, qui, avait conservé une structure hiérarchique et fortement centralisée, laissant peu d'autonomie aux associations locales (France Alzheimer avait des *antennes*). Il est possible de repérer un changement de discours à l'égard du mode d'organisation de l'association. En 1991, il est mis en avant que « *FA n'est pas une Fédération, en ce sens que chaque adhérent est affilié directement à FA , et non selon un système pyramidal. Cela est pensé pour renforcer le sentiment d'un mouvement de familles agissant toutes ensemble.* » Finalement en 1998-1999, un grand mouvement de fond, « une lame de fond », provenant des associations provinciales va remettre en cause cette organisation. L'association était taxée de parisianiste. Certains ne supportaient pas d'être sous la coupe de Paris, qui gérait tout « *voire qui demandait même de l'argent aux associations à l'époque et qui avaient du mal elles-mêmes à se gérer et alors qu'ici il y avait quand même un potentiel financier avec les dons et legs.... qui d'emblée faisait des produits financiers, ce qui n'est pas très normal pour une association* » (ancienne présidente de l'Union Nationale des familles de malades d'Alzheimer)[191]. Un médecin gériatre exprime le même point de vue :

> « *Nous on en fait partie … ne serait-ce que pour savoir ce qui s'y passe et pour glaner un peu d'argent quand ils en ont, de temps en temps, enfin ils en ont, ils en*

[189] Joseph Gusfield, 1981, *The culture of public problems: drinking-driving and the symbolic order*, Chicago, Chicago University Press, 263 p.
[190] CLIC : Centre Local d'Information et de Coordination.
[191] Voir au sujet des associations de santé en général l'article suivant du *Monde :* « Les malades, moteurs de la recherche », 07 novembre 2000 : « *Une association à but non lucratif qui draine et gère de l'argent charitable par centaines de millions peut-elle aussi détenir des participations financières dans des sociétés qui sont –ou aspirent à être – côtées en Bourse (…) !; »*

ont beaucoup d'ailleurs mais quand ils en ont un tout petit peu de ce qu'ils ont qui retombe sur les associations locales, ce qui est rarissime, on a plus d'argent de l'ag2r ou de Méderic Alzheimer que de l'Union Nationale, ce qui est quand même paradoxal. » (médecin gériatre, à Paris)

Prêter attention au niveau local des mobilisations, comme à l'émergence d'un niveau européen, permet d'observer l'imbrication des niveaux de revendications. Ce hiatus entre les prises de position nationales et certaines mobilisations locales ne doit pas faire négliger le fait que, dans le même temps, les mobilisations locales vont très souvent entraîner des prises de position de l'organisation au niveau national. Les associations sont aussi interpellées et mobilisées par leurs propres adhérents locaux.

« On va dire dans les années 98/99 on a un peu plus parlé de la maladie d'Alzheimer. Les associations se sont trouvées avec d'autres demandes parce que jusqu'à présent c'était le siège qui était omnipotent, tout se passait au siège. Les associations départementales, on n'en tenait pas compte. On avait des relations avec le siège une fois par an pour l'Assemblée Générale mais grosso modo ça se passait sans concertation, c'était un peu vide, des chiffres, chao au revoir. » (ancienne présidente de l'Union Nationale des Familles de malades d'Alzheimer)

Intéressons-nous à présent à l'élaboration des politiques publique au niveau national.

La mise en politique de la maladie d'Alzheimer : le rôle consultatif des associations de familles de malades

Sur le plan du registre politique, le rôle des associations est d'alerter les pouvoirs publics, de peser sur les décision prises concernant, notamment, l'ouverture de droits pour les malades et leurs familles. L'Etat est intervenu depuis le milieu des années quatre-vingt, à plusieurs reprises sur la maladie d'Alzheimer, notamment au travers de rapports gouvernementaux ou de textes législatifs, tout en organisant le plus souvent cette prise en charge dans un cadre commun avec les autres problèmes d'incapacité et de dépendance des personnes âgées. La mobilisation des pouvoirs publics a connu incontestablement un « retard à l'allumage »[192], puisqu'il a fallu attendre 2001 pour voir un gouvernement présenter pour la première fois un plan spécifique et global de prise en charge suivant « une grande complicité collective »[193]. Le rapport du conseiller d'Etat Girard en 2000 avait déjà marqué un premier jalon de l'intervention publique, en consultant très largement, y compris naturellement France Alzheimer, il avait établi une sorte d'état des lieux et fait des propositions. Entre temps, l'arrivée de Paulette Guinchard-Kunstler au secrétariat d'Etat aux personnes âgées a marqué un signe visible de l'engagement des pouvoirs publics à l'égard de la maladie d'Alzheimer. Cette secrétaire d'Etat est réputée avoir été très sensible aux enjeux gériatriques et particulièrement à la maladie d'Alzheimer, notamment à travers son rapport, *Vieillir en France* (1999). Les assises Nationales de la maladie d'Alzheimer se sont ensuite tenues à l'Assemblée Nationale en l'an 2000. Puis le Plan Kouchner sur la maladie d'Alzheimer, en 2001, avait mis en forme les principaux besoins mais est considéré par beaucoup comme n'ayant jamais été réellement appliqué. Il s'agirait en quelque sorte d'« effets d'annonce » dénoncés à chaque fois par les associations, comme l'APA a été considérée comme une amélioration par rapport à la PSD mais jugée encore insuffisante pour les malades d'Alzheimer.

[192] La Croix,
[193] *La Croix*, 14 septembre 2004.

Il semblerait que les permanents se soient trouvés, à la fin des années quatre-vingt dix, face à une demande croissante d'implication de la part d'une partie des militants locaux. Les familles ont exprimé leur souhait de voir FA s'impliquer davantage à ce niveau : « *Mais l'attente porte aussi sur l'action politique. Les familles souhaitent voir l'association intervenir énergiquement auprès du gouvernement et des autres instances de décision, notamment pour que leurs droits soient améliorés*. » Une ancienne présidente de France Alzheimer apporte son témoignage :

> « *Les actions de familles n'étaient pas assez prises en compte, les demandes des familles n'étaient pas assez prises en compte il n'y avait rien qui était fait au niveau du forcing par rapport au gouvernement, le rôle de cette association nationale n'était pas politique donc c'était très dommage et je vous dis au même titre que on était inexistant au niveau de l'Europe, au niveau de l'international, on était inexistant au niveau de nos politiques donc ça c'est pas admissible ».*

Au moins les associations ont permis de contribuer à une plus grande visibilité de cette condition, réalisant un vrai travail préparatoire, de militantisme et de dénonciation, afin qu'il soit porté intérêt à la question de la maladie d'Alzheimer. Elles constituent aujourd'hui en outre une référence « *obligée* », « *incontournable* », selon certains témoins interrogés, tout au moins sur le papier. C'est le président de l'association qui a en charge d'être l'interlocuteur des pouvoirs publics. Les associations ont vu leur reconnaissance quasiment institutionnalisée, elles sont régulièrement appelées à siéger dans les consultations… La logique d'institutionnalisation implique à cet égard actuellement un fort investissement sur le registre de l'expertise dans la mesure où elle implique d'avoir « les chiffres et la science avec soi », de consacrer une énergie importante à monter des dossiers. En somme, les associations se situent dans une relation de partenariat avec les pouvoirs publics, et appartiennent à différentes commissions de travail. On le voit, les techniques de sollicitation de l'avis d'un public ciblé et d'appel à l'opinion apparaissent aujourd'hui comme des passages obligés de l'action politico administrative contemporaine. Elles se concrétisent sous les formes les plus variées – enquêtes publique, consultation, négociation, partenariat, audition, évaluation dite démocratique… Ce phénomène témoigne d'une inflexion des modalités de l'action publique et de l'évolution des fondements de la légitimité des mesures prises par les détenteurs du pouvoir politique. Une présidente d'association en région parisienne exprime néanmoins son absence d'illusion à l'égard du processus politique :

> « *Toute personnalité, tout politique qui faisait un rapport se trouvait à FA, mais on nous a toujours associé, je ne dis pas qu'on nous a associé sur le plan décisionnel, mais on nous a toujours entendus, je ne dis pas qu'on nous a écoutés, mais entendus et consultés. Le risque étant d'être de simples cautions* »(Responsable d'association de familles de malades, région parisienne)

Autrement dit est exprimée ici la peur de se faire cantonner dans un rôle supplétif. Les acteurs perçoivent bien qu'il s'agissait avant tout d'un rôle consultatif, plus que décisionnel « *C'est toujours pareil est-ce que c'est un poids caution ou un vrai poid, est ce qu'on se sert de FA, je ne sais pas*. » (Responsable d'association de familles à Paris). La participation croissante de ces nouveaux acteurs que sont les usagers ne doit pas cacher les initiatives qui tendent à en limiter la portée. La formule choisie par Pierre LASCOUMES [2002] afin d'éclairer la situation inconfortable de ces profanes dans des arènes à dominante professionnelle est adaptée : « les usagers au centre…les professionnels au milieu » et ici en l'occurrence les neurologues et les gériatres : Dans le système de

participation actuel, les usagers ont un rôle trop ambigu. Les conditions actuelles de leur participation sont encore beaucoup trop inégalitaires et la rendent souvent minimaliste quand elle n'est pas tout simplement illusoire. [CARRICABURU, MENORET, 2004]

> « *Mais si de nouvelles opportunités sont offertes aux usagers du système de soin, encore faut-il qu'ils parviennent à les investir activement afin qu'il ne s'agisse pas d'un simple changement formel qui masquerait le maintien d'une profonde dissymétrie, comme cela pourrait être le cas si la personne « objet de soin » cédait la place à un « usager potiche » cautionnant de sa présence muette des décisions toujours plus complexes.* » [LASCOUMES, 2002]

Pouvoirs publics, associations, recherche ne sont pas des mondes sociaux étanches. Des liens, des communautés de vue se développent donc en conséquence entre ces différents acteurs. Cependant, leurs interactions ont souvent lieu dans un climat conflictuel car le fondement de la légitimité des uns peut passer par la dénégation de la légitimité des autres (cf. familles / médecins ou familles / soignants). Anne-Marie GUILLEMARD [1986] a bien mis en évidence le travail de construction / reconstruction sociale de la réalité inhérent au développement de toute politique publique. « *Bien en amont de la décision publique, les différentes forces sociales s'affrontent et négocient pour faire émerger la définition d'un problème, appelant à son tour la formulation d'un programme d'interventions publiques.* » Les politiques ne doivent donc pas seulement être considérées comme processus de décision, mais également comme processus définitionnel négocié. Chaque acteur tente d'imposer sa définition de la politique publique à mettre en œuvre, et de déplacer le débat conformément à ses intérêts propres et à sa rationalité.
France Alzheimer a en outre cherché à s'inscrire dans un système d'alliances qui pourrait lui être profitable. L'association a en effet établi des relations de concertation avec d'autres associations, notamment sur les maladies d'origine neurologique autour de thèmes fédérateurs comme le développement de la recherche, l'information et la formation[194].

Une crédibilité à regagner

Toutefois, les conflits internes ont sans doute portés atteinte à la crédibilité du mouvement. Au cours de la fin des années quatre-vingt-dix, en 1998-1999, FA traverse en effet une période de crise interne. La base est souvent choquée par les rivalités de personnes qui peuvent affaiblir l'influence politique de l'association[195] : Dans de nombreux témoignages recueillis est exprimée l'idée selon laquelle FA, « *c'est complexe* » (salariée d'une compagnie pharmaceutique), « *Moi les gens que je connais à FA sont des gens qui les uns ont donné leur démission, les autres se sont fait jeter du bureau, c'est compliqué FA !* » (neurologue à Paris), « *Ils passent leur temps à se quereller entre eux* » (gériatre, région parisienne). Dans une certaine mesure, FA n'a pu sans doute échapper aux lourdeurs d'organisation, ni aux enjeux et aux luttes de pouvoir (entre président et directeur ou entre le siège et les associations locales). L'association a connu en effet de nombreux conflits et dissensions internes, l'association ayant vu des directeurs se succéder, la fonction est restée vacante pendant un certain temps.

> « *On pensait qu'est-ce qu'ils foutent à Paris, qu'ils arrêtent de s'engueuler.* (…) *Vraiment tout le monde se demandait mais enfin qu'est ce qu'on va devenir, de quoi on a l'air dans les ministères ? On savait que ça circulait… moi j'ai entendu*

[194] FA appartient à la Fédération pour la Recherche sur le Cerveau qui regroupe cinq associations (Alzheimer, Epilepsie, Parkinson, Slérose en Plaques, Sclérose Latérale Amyotrophique). Celle-ci a élaboré un modèle d'action médiatique et financière dans le but de promouvoir des recherches sur le cerveau, sur le modèle de l'AFM. (*Le Monde*, 7 novembre 2000)
[195] « *FA, c'est pitoyable* », (ancien responsable à la direction de la Santé).

> *les gens du Lyons Club ricaner, j'ai dit ah bon ?, je ne suis pas au courant.* »
> (présidente d'une association de familles de malades, en province)

C'est ici que l'on peut avancer l'idée que joue le rôle de véritables « images de marque » par lesquelles les organisations assoient leur crédibilité ou la perdent, comme l'ont montré dans les années quatre-vingt-dix, les crises financières de la Croix Rouge française ou de l'ARC à la suite de la mise en cause de leur gestion financière. Dans le cours de l'action, l'association doit, pour survivre, rechercher le soutien de l'Etat et la sympathie du public, donner une image de respectabilité et de légitimité à son action. Ainsi l'association en mars 2003 a rencontré de vives critiques, parues dans la presse, sur sa gestion financière. Hubert Falco, secrétaire d'Etat aux personnes âgées, a demandé une enquête à l'IGAS sur les « dysfonctionnements constatés sur les comptes de l'association ». Il a été reproché notamment à cette dernière de n'avoir affecté aux missions sociales que la moitié des ressources collectées grâce aux dons, d'offrir des bourses de recherche sans contrôles et d'avoir agrandi les locaux de son siège parisien à prix d'or. Ces tensions ont crée un « grand remue-ménage » à la tête de l'association qui a changé de dirigeants.

Plus récemment, le plan Douste Blazy (Plan Alzheimer 2004-2007) de l'automne 2004, a souscrit à une « vieille demande », une revendication historique du monde associatif en faisant entrer la maladie d'Alzheimer dans la liste des affections de longue durée (ALD). Pour l'annonce de ce plan, le président de France Alzheimer était aux côtés du ministre : « *C'est une remarquable avancée. Pour la première fois, une grande association de malades se joint au ministre de la Santé pour déclarer véritablement la guerre à cette pathologie* »[196]. Peut-être aussi la canicule de l'été 2003 a t-elle fait apparaître les failles du système de prise en charge des personnes âgées. Le précédent ministre, pédiatre, était par ailleurs réputé, selon un certain nombre d'interlocuteurs associatifs, être peu sensibilisé au thème d'Alzheimer, de par notamment sa formation. La temporalité politique ne correspond toutefois pas toujours à la temporalité des acteurs :

> *« Devant les représentations dominantes, grande est la tentation du responsable politique de donner des signes forts à travers des investissements récurrents dans la recherche scientifique (les médicaments), plutôt que d'envisager des aménagements en profondeur permettant une prise en charge plus optimale.* »
> [COLVEZ 2002]

Toutefois, il semblerait que l'association ait pris les devants depuis peu, avec notamment la publication d'un « livre vert », ainsi que l'interpellation des candidats à la présidence de la République en 2007 et la présentation de dix propositions visant à faciliter le quotidien des malades et de leurs familles.

Avec la dernière campagne 2004 de sensibilisation et d'appel à tous les français, les associations abordent peut-être un tournant dans leur politique de communication : BOUDON et BOURRICAUD [1996] nous le rappellent, il faut tenir compte de la capacité d'un mouvement à *généraliser* ses enjeux, à leur donner un sens qui déborde le contexte où il a pris naissance. Il faut également tenir compte de sa capacité à *inclure* des secteurs ou des publics de plus en plus larges. Il semble toutefois que la montée en généralité apparaît souvent problématique. Nous avons constaté combien il est difficile de repérer un degré de montée en généralité, lors des conférences par exemple, où les prises de parole étaient souvent émotionnelles, et où chacun veut témoigner de son épreuve personnelle. « *Je crois que les*

[196] *Le Parisien*, 14 septembre 2004.

aidants, les familles, il ne faudrait pas que ce soient elles qui s'en occupent, elles ont assez de soucis il n'y en a pas une qui verra les choses de la même façon. » (Responsable d'un comité de personnes âgées). Dominique MEMMI [1999] a bien mis en évidence combien il est difficile de passer de l'expression d'une opinion singulière à celle d'un collectif. « *L'aptitude à la montée en généralité varie en fonction de la « surface professionnelle » de l'intervenant, qui lui confère une capacité à représenter plus que lui-même*. » Le travail de définition des normes constitue en effet un véritable privilège social, comme H. Becker le déclare dans l'avant propos d'*Outsiders*. Le fait de parler pour les autres (soit aux Etats-Unis par exemple les Blancs pour les Noirs, les hommes pour les femmes, les classes moyennes pour les classes populaires, etc.), en proposant notamment des normes pouvant leur être appliquées, constitue un des attributs les plus évidents du pouvoir. La difficulté spécifique de ces associations de familles vient de ce que ces dernières se sont peut-être avérées trop attachées à ce qu'elles ont vécu et subi. Adopter la voie de la montée en généralité constituerait alors un véritable arrachement de soi, de sa singularité de conjoint ou d'enfant de malade d'Alzheimer. Difficile alors après un tel drame de porter une association au niveau national. Ensuite, la nature même de la maladie empêcherait toute représentation : La mise à distance est délicate, l'hypothèse est émise par un certain nombre des protagonistes que la fondation Médéric Alzheimer, déjà interlocutrice des pouvoirs publics à différents niveaux, « *ira plus loin* », car Alzheimer est une maladie qui « *casse les familles* », ces dernières ne « *s'en remettent jamais, combien même elles deviennent président d'association même au plan national* » (ancien responsable à la direction de la santé).

Conclusion :

En somme, le cas des associations oeuvrant dans le champ de la maladie d'Alzheimer contribue par conséquent à ouvrir la boite noire des organisations de santé et à voir ce qui se joue dans ces groupes. Contrairement à d'autres associations, on pense notamment à la sclérose en plaques ou au sida, France Alzheimer s'est constituée dès l'origine dans un mouvement unitaire, qui n'exclut pas les zones de fragilité internes, en particulier les tensions et les clivages liés au pouvoir, constitutifs du mouvement associatif. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles l'organisation, ne disposant que de faibles ressources instrumentales et symboliques, n'a pas acquis la crédibilité nécessaire pour faire émerger, jusque là, un groupe de pression réellement efficace. Si les associations sont devenues un acteur incontournable au niveau de l'élaboration des politiques publiques, on peut avancer qu'elles possèdent jusqu'ici toutefois un rôle plus consultatif que décisionnel. En outre, entre une production locale – municipale, départementale ou régionale - de santé et une européanisation des mouvements sociaux, la gamme d'échelles des processus de décision devient vaste : un mouvement comme France Alzheimer ne peut être considéré comme un tout homogène et ses prises de position comme des données évidentes.

Il convient de rappeler que les associations se meuvent à la fois dans un contexte de représentations sociales sombres de la maladie d'Alzheimer, et également dans un contexte de « compétition » accrue entre maladies chroniques. Différents éléments permettent de considérer que des réorientations sont néanmoins amorcées et porteuses d'espoir : ils concernent autant les changements progressifs des représentations et attitudes à l'égard de la maladie d'Alzheimer et de la démence, grâce aux médias notamment, que le développement d'une politique de communication plus affirmée, le changement des leaders, la multiplication des groupes de parole et d'entraide, ou bien encore l'apparition de nouvelles associations ou de fondations dont les membres n'ont pas nécessairement été touchés, dans leur entourage,

par la maladie. La position qu'occupent les associations face à la maladie d'Alzheimer au sein des mobilisations contre les maladies chroniques, est en conséquence sans doute amenée à évoluer sensiblement. La structure des rapports de force, à l'intérieur même des associations, serait certainement un élément primordial de redéfinition de leur identité : entre personnes ayant été touchées de prêt par la maladie ou pas ; ou bien encore entre enfants de malades dans la force de l'âge et conjoints de malades en moyenne plus âgés, il ne s'agit pas là des mêmes générations, donc des mêmes aspirations ou des mêmes possibilités d'actions.

Enfin, le contexte de démocratie sanitaire qui tend à se généraliser peut favoriser la prise de conscience de la nécessité de rendre toute sa place au malade, comme en Amérique du Nord, y compris dans des situations qui peuvent être considérées comme problématique ou improbable : le cas des malades d'Alzheimer en début de maladie, de plus en plus nombreux, nous interpelle et fournit non seulement un exemple particulièrement frappant, mais également matière à y réfléchir pour chacun d'entre nous. Car, et il s'agit là d'une possible montée en généralité qu'appelle ce genre d'associations, la maladie d'Alzheimer, et plus généralement tout handicap lié à une maladie chronique et évolutive n'appelle pas une simple normalisation des dispositifs prothétiques favorisant l'adaptation à la société ; [BONNET , D., et al., 1998] la société doit s'adapter aux handicaps, aux dis-habilités (*disabilities*) de nature diverse dans un objectif d'intérêt général.

Bibliographie

ARGOUD, D., 2001, « Maladie d'Alzheimer : l'émergence de nouvelles approches », *Accompagner et soigner*, p. 33-42.

BACH, M.-A., 1995, « La sclérose en plaques entre philanthropie et entraide : l'unité introuvable », *Sciences Sociales et Santé*, Vol. 13, n°4, p. 5-38.

BONNET , D., CALLON, M., DE POUVOURVILLE G., RABEHARISOA, V., 1998, *Sciences Sociales et Santé*, numéro spécial : « Les associations de malades : entre le marché, la science et la médecine », Vol. 16, n°3, p. 5-15.

BOUDON, R. , BOURRICAUD, F., 1996, *Dictionnaire critique de la sociologie*, articles « action collective », « mouvements sociaux ».

CALLON, M., LASCOUMES, P., BARTHE, Y., 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Seuil.

CARRICABURU, D., MENORET, M., 2004, *Sociologie de la santé. Institutions, professions et maladies*, Armand Colin.

COHEN, L., 1998, *No Aging in India. Alzheimer's, the bad family and other modern things,* University of California Press.

COLVEZ, A., 2002, « Maladie d'Alzheimer et santé publique : craintes, espoirs et réalisme », dans COLVEZ, A., JOEL, M.-E., *La maladie d'Alzheimer. Quelle place pour les aidants ?*, Masson, p. 23-34.

COUTURIER, C., 1999, *Puzzle, journal d'une Alzheimer*, éditions Josette Lyon.

DODIER, N., 2003, *Leçons politiques de l'épidémie de sida*, éditions de l'EHESS.

FOUCAULT , M., 1978, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Gallimard.
GUILLEMARD, A-M., 1986, *Le déclin du social. Formation et crise des politiques de la vieillesse*, PUF.

GUSFIELD J., 1981, *The culture of public problems: drinking-driving and the symbolic order*, Chicago, Chicago University Press, 263 p.

HASSENTEUFEL, P., MARTIN, C., 1998, « Santé, dépendance : le rôle des associations », *Esprit*, n° 241, p. 189-205.

HERZLICH, C., 1995, « Les difficultés de constitution d'une cause. Commentaire », *Sciences Sociales et Santé*, vol. 13, n°4, p. 9-44.

LASCOUMES, P., « Représenter les usagers », dans BUNGENER, M., BASZANGER, I.,

PAILLET, A., (éds), 2002, *Quelle médecine voulons-nous?*, La Dispute, p. 107-125.

LORIOL, M, 2002, *L'impossible politique de santé publique en France*, Erès.

MCGOWIN, D., 1995, *Au cœur du labyrinthe. Vivre avec la maladie d'Alzheimer*, Presses de la Cité.

MEMMI, D., 1999, « Celui qui monte à l'universel et celui qui n'y monte pas. Les voies étroites de la généralisation « éthique », dans François, B., Neveu, E., (dir.), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, p. 155-166.

NEVEU, E., 2002, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte.

NGATCHA-RIBERT, L., 2004, « Maladie d'Alzheimer et société : une analyse des représentations sociales », *Psychologie et NeuroPsychiatrie du Vieillissement*, Vol. 2, n°1, p. 49-66.

VIRIOT-DURANDAL, J.-P., 2003, « Le lobby gris aux Etats-Unis », *Futuribles*, n°283, p. 5-25.

ZARIFIAN, E., 2001, *Une certaine idée de la folie*, Edition de l'Aube.

[i] Ce mémoire s'inscrit dans un projet de recherche plus large, intitulé *Paroles de résidents. Droits et pouvoir d'agir (empowerment) des personnes âgées en résidence et en centre d'hébergement*. Sous la direction de Michèle Charpentier, professeure à l'École de Travail Social de l'UQÀM, ce projet de 3 ans s'intéresse aux droits et à l'*empowerment* des personnes âgées (hommes et femmes) résidant dans différents milieux d'hébergement : CHSLD publics et privés, ressources intermédiaires, résidences privées, COOP d'habitation.

[ii] Il est ici difficile de choisir un terme plus qu'un autre entre « retraité » et « personne âgée » : les conseils des sages et d'anciens étant souvent composés de retraités et de personnes âgées, voire de seniors…

[iii] Kofi Yamgnane est l'actuel vice-président (PS) du conseil général du Finistère, il a été le maire de la ville de Saint Coulitz (1989-2001) et a occupé les fonctions de secrétaire d'État pour l'Intégration dans les gouvernements Cresson et Bérégovoy, de 1991 à 1993.

[iv] À l'exception des ressortissants de l'Union européenne qui disposent d'un droit de participation aux élections locales ; v. MARTIN P., 2006, *Les Systèmes électoraux et les modes de scrutin*, Monchrestien, Coll. Clefs, 3ème éd., Paris ; et plus largement : WEIL P., 2005, *La République et sa diversité. Immigration, intégration, discriminations*, Seuil, Coll. La République des idées, Paris.

[v] Les communes n'ont pas attendu, en effet, que le législateur leur accorde la possibilité de créer des organismes consultatifs. S'inspirant de ce que la loi du 31 décembre 1982 accordait aux villes de Paris, Marseille et Lyon en termes de création de *« comités d'initiative et de consultation d'arrondissement »* participant au conseil d'arrondissement avec voix consultative, elles ont permis le développement d'organes auprès desquels les élus locaux trouvent un moyen de faire participer les citoyens à la vie de leur ville.

[vi] Si dans la plupart des cas les conseils des sages naissent de la volonté municipale, le mode de constitution demeure libre et varie d'une commune à l'autre : – membres désignés ou choisis par les élus, suite à appel à candidature ; – tirage au sort après appel à candidature ; – *élection par les habitants âgés de la commune* ; – *nomination ou élection par les associations locales*.

[vii] Soyons honnêtes, toutes les personnes âgées désignées ou élues pour participer à un conseil des sages ne sont pas des citoyens, certains membres sont issus de l'immigration et ne jouissent de leurs droits civiques sur le territoire Français.

[viii] On peut imaginer qu'à terme les conseils des sages et d'anciens puissent favoriser la constitution d'un parti de retraités en France, comme il en existe déjà dans d'autres pays ; v. à ce sujet le numéro thématique des *Cahiers de la Fiapa* consacré au pouvoir et à l'influence politique des retraités et personnes âgées (n°2, 2002).

[ix] Sur ce sujet, je renvoie utilement aux travaux du CEVIPOF (IEP de Paris) et aux nombreuses contributions des politologues sur le thème de la participation aux scrutins ; voir aussi les travaux d'Hélène THOMAS menés auprès du CERAP (Université Paris XIII) : THOMAS H., 1996, *Vieillesse, dépendance et désinsertion politique*, L'Harmattan, Coll. Logiques politiques, Paris.